



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

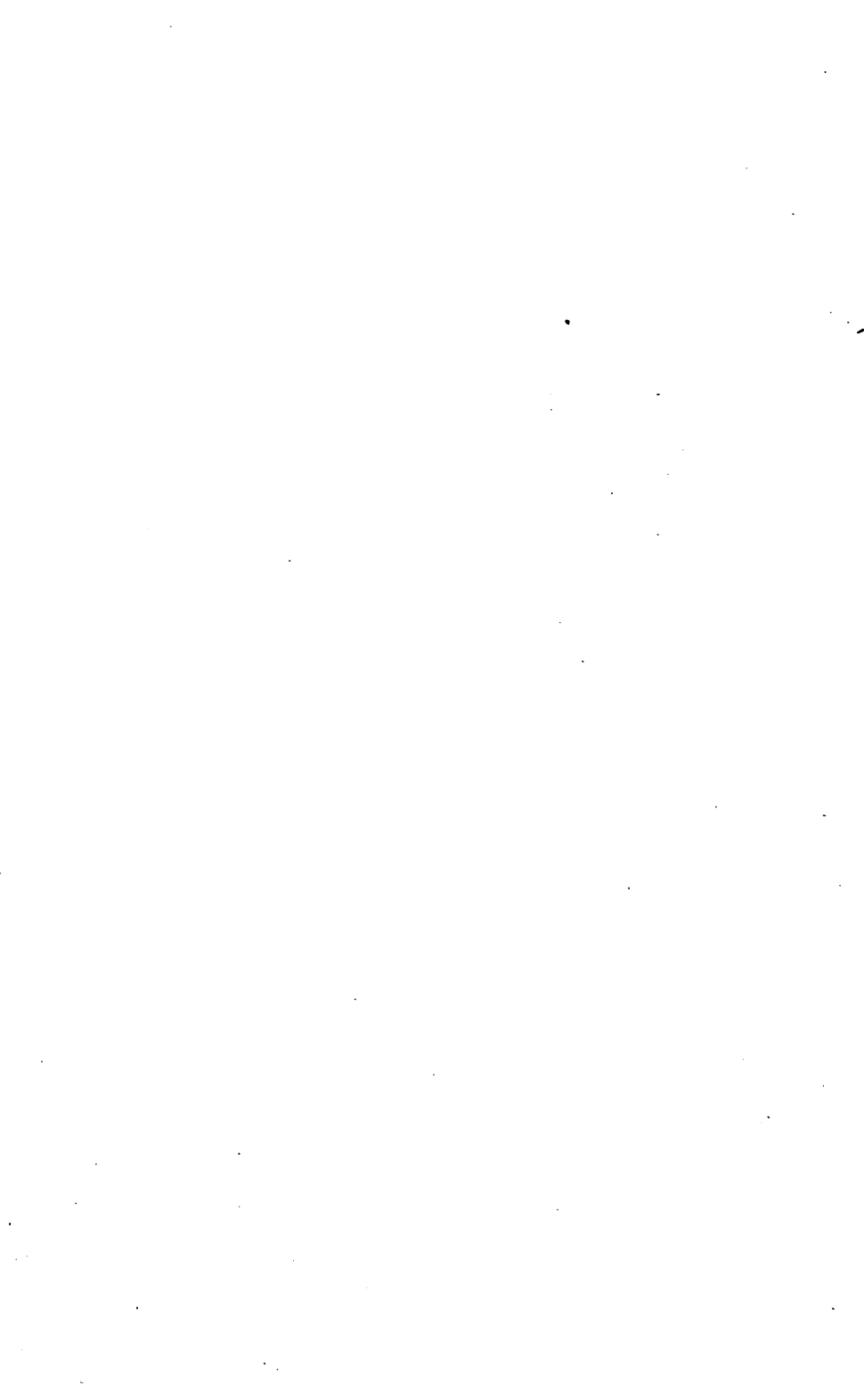


Library of the University of Michigan
Bought with the income
of the
Ford - Messer
Bequest



E. F. FARRER





AS
242
H893
H9



COMPTE RENDU

DES SÉANCES DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

COMPTE RENDU
DES SÉANCES DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

—
Quatrième Série.
—

TOME SIXIÈME.



BRUXELLES,
F. HAYEZ, IMPRIMEUR DE LA COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE.

—
1879

COMPTE RENDU DES SÉANCES
DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

QUATRIÈME SÉRIE.

TOME SIXIÈME — 1^{er} BULLETIN.

Séance du 4 novembre 1878.

Présents : MM. le baron KERVYN DE LETTENHOVE, président ;
GACHARD, secrétaire ; ALPHONSE WAUTERS, STANISLAS
BORMANS, EDMOND POULLET, CHARLES PIOT, LÉOPOLD
DEVILLERS, membres, et GILLIODTS-VAN SEVEREN, mem-
bre suppléant.

M. le président ouvre la séance par les paroles sui-
vantes :

« Avant que nous reprenions le cours de nos travaux,
j'ai le pénible devoir de rendre un dernier hommage à l'un
de nos confrères les plus éminents que nous venons de
perdre (1).

(1) M. Du Mortier est décédé à Tournai le 9 juillet.

» M. Du Mortier avait succédé, en 1838, à M. Warnkœnig. La première série de nos Bulletins a conservé la trace de son utile concours. Il restitua à Mouskés l'honneur d'avoir composé une vaste Chronique rimée, souvent citée sous un autre nom, et prépara la publication de l'importante *Histoire des troubles du XVI^e siècle* écrite par Renom de France.

» Si, depuis un grand nombre d'années, M. Du Mortier ne prenait plus une part active à nos travaux, il ne faut le rappeler qu'avec un profond sentiment de regret, car la science historique eût dû sans doute de nouveaux et éclatants services à son infatigable érudition qu'inspirait toujours le plus chaleureux patriotisme. »

Le procès-verbal de la séance du 1^{er} juillet est lu et adopté.

NOMINATION ET INSTALLATION DE NOUVEAUX MEMBRES.

Par des dépêches en date du 19 juillet et du 26 septembre, M. le Ministre de l'intérieur a transmis à la Commission les deux arrêtés royaux et l'arrêté ministériel dont la teneur suit :

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 2 du règlement organique de la Commission royale d'histoire, du 28 avril 1869;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. M. Charles Piot, membre suppléant de la Commis-

(3)

sion royale d'histoire, est nommé membre effectif de ladite Commission, en remplacement de feu M. Jean-Henri Bormans.

Art. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 juillet 1878.

(Signé) LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

(Signé) G. ROLIN-JAEQUEMYS.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général du Ministère de l'intérieur,

(Signé) BELLEFROID.

LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR,

Vu les articles 3 et 4 du règlement organique de la Commission royale d'histoire, en date du 28 avril 1869,

ARRÊTE :

Article unique. M. Gilliodts-Van Severen, archiviste de la ville de Bruges, est nommé membre suppléant de la Commission royale d'histoire.

Bruxelles, le 7 septembre 1878.

(Signé) G. ROLIN-JAEQUEMYS.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général du Ministère de l'intérieur,

(Signé) BELLEFROID.

LÉOPOLD II, ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Vu l'article 2 du règlement organique de la Commission royale d'histoire, en date du 28 avril 1869;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'intérieur,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Art. 1^{er}. M. Léopold Devillers, membre suppléant de la Commission royale d'histoire, est nommé membre effectif de ladite Commission, en remplacement de feu M. Barthélemy Du Mortier.

Art. 2. Notre Ministre de l'intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ostende, le 10 septembre 1878.

(Signé) LÉOPOLD.

Par le Roi :

Le Ministre de l'intérieur,

(Signé) G. ROLIN-JAEQUEMYS.

Pour expédition conforme :

Le Secrétaire général du Ministère de l'intérieur,

(Signé) BELLEFROID.

MM. Piot, Devillers et Gilliodts sont installés, les deux premiers en qualité de membres effectifs, le troisième comme membre suppléant.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'intérieur écrit que, suivant l'avis exprimé par la Commission dans sa séance précédente, il autorise l'échange de ses publications contre celles de l'École française de Rome.

— Par une deuxième dépêche, M. le Ministre de l'intérieur consulte la Commission sur la demande qui lui est faite, pour la « Bibliothèque de Londres, » d'un exemplaire des ouvrages historiques, archéologiques et autres publiés en Belgique sous les auspices du gouvernement.

Avant de se prononcer à cet égard, la Commission estime qu'il convient de savoir de quelle bibliothèque il s'agit. M. le Ministre sera prié de vouloir s'en éclaircir.

— Une troisième dépêche ministérielle concerne le désir, qui a été manifesté par M. le Ministre des finances, de recevoir, pour la bibliothèque de son département, la collection des chroniques, cartulaires, etc., que la Commission publie.

Lebur eau s'est empressé de satisfaire à ce désir pour tous les volumes publiés jusqu'ici.

Les volumes qui suivront seront de même envoyés à la bibliothèque du département des finances.

— La Commission avait demandé à M. le Ministre de l'intérieur de vouloir bien faire faire des démarches auprès du gouvernement français afin que le manuscrit n° 672 de la Bibliothèque publique de Méjanès, à Aix, lui fût prêté, ce manuscrit, qui contient le lignage des Coucy, étant une des sources les plus importantes pour déterminer l'origine des Chroniques dites de Baudouin d'Avesnes.

M. le Ministre informe la Commission que les démarches faites n'ont pas abouti. M. le Ministre des affaires étrangères de France, qui avait été saisi de la demande, a exprimé ses regrets de n'y pouvoir satisfaire, le maire de la ville d'Aix lui ayant écrit que le volume en question faisait partie des ouvrages donnés par M. Méjanès, à la con-

dition expresse qu'ils ne seraient jamais prêtés au dehors, sous peine de révocation de la donation.

— Par une cinquième dépêche, M. le Ministre de l'intérieur envoie le manuscrit n° 15460 du fonds français de la Bibliothèque nationale, à Paris, dont la Commission a sollicité le prêt pour l'édition des *Grandes Chroniques de Flandre* dont elle est en ce moment occupée.

— Une dernière dépêche ministérielle est relative à une demande particulière tendante à obtenir quelques-uns des volumes de la Collection des chroniques.

— M. le lieutenant général Liagre, secrétaire perpétuel de l'Académie, accuse la réception des ouvrages que la Commission lui a adressés en dernier lieu pour être déposés dans la bibliothèque de cette compagnie.

PUBLICATIONS DE LA COMMISSION.

Le secrétaire fait connaître l'état d'avancement des différents ouvrages en cours de publication.

Sont imprimées :

Des *Grandes Chroniques de Flandre* (éditeur, M. le baron Kervyn de Lettenhove), 75 feuilles du tome I^{er} et 66 du tome II;

De la *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, tome III (éditeur, M. Gachard), 25 feuilles;

De la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*, tome VI (éditeur, M. Alphonse Wauters), 25 feuilles;

De la *Chronique de Jean d'Outremeuse*, tome VI (éditeur, M. Stanislas Bormans), 6 feuilles;

Des Chroniques du Brabant et de la Flandre en langue flamande (éditeur, M. Charles Piot), 92 feuilles;

Du Cartulaire de l'abbaye d'Orval (éditeur, le P. Hippolyte Goffinet), 58 feuilles.

— M. Edmond Pouillet dépose sur le bureau la première partie de la copie destinée à former le tome II de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*.

Cette première partie comprend trente et une lettres qui vont du 4 octobre au 23 décembre 1566.

Il est résolu de la livrer sans retard à l'impression.

— M. Léopold Devillers, à qui ont été communiquées les observations faites par plusieurs de ses collègues sur le Cartulaire des comtes de Hainaut dont il a proposé la publication, présente une liste supplémentaire de documents à comprendre dans ce recueil.

La Commission, après en avoir pris connaissance, adopte définitivement, sous l'approbation de M. le Ministre de l'intérieur, le projet qui lui a été soumis par M. Devillers.

Le Cartulaire des comtes de Hainaut commencera à l'avènement de Guillaume II (1337), et finira à la mort de Jacqueline de Bavière (1436).

Il formera ainsi la suite et le complément de ceux qui ont été publiés dans les tomes I et III des *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*.

COMMUNICATIONS.

M. Charles Piot communique deux notices :

L'une où il signale et analyse différentes publications faites en Allemagne, en Hollande, en Espagne, et qui concernent l'histoire de Belgique;

L'autre portant pour titre : *La politique de l'Autriche au pays de Liège en 1791.*

Ces deux notices seront insérées dans le *Bulletin*.

— M. Edmond Pouillet communique un Mémoire rédigé, en 1592, par le clergé du diocèse de Ruremonde, sur la situation malheureuse des Pays-Bas et les moyens d'y porter remède, Mémoire qui était destiné à être mis sous les yeux de Philippe II.

Ce document, avec les considérations dont M. Pouillet le fait précéder, sera également inséré au *Bulletin*.

— M. Charles Potvin, correspondant de la classe des lettres de l'Académie, a adressé à la Commission un travail intitulé : *Hugues de Lannoy, 1384-1456.*

Après avoir entendu le rapport de M. Devillers, auquel ce travail a été renvoyé, la Commission en vote l'insertion au *Bulletin* avec les additions indiquées par le rapporteur.

— La Commission a reçu de M. Arthur Duverger une note intitulée : *Une page de l'histoire des franchises communales sous Philippe le Bon.*

M. Piot, qui a été chargé de l'examiner, en propose l'insertion au *Bulletin*.

Cette proposition est adoptée.

COMMUNICATIONS.

I.

Notes sur différentes publications faites à l'étranger concernant l'histoire de Belgique.

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

I. La Revue bavaroise dite : *Blätter für das bayerische Gymnasium-und Real-Schulwesen*, 12^e année, contient un article de M. Gantrelle, professeur à l'Université de Gand. Cet écrit intitulé : *Sueben an der Scheldemündung und ihre Göttin NEHALENNIA* (Les Suèves aux bouches de l'Escaut et leur déesse Nehalennia), traite des populations germaniques établies en Zélande et dans la Flandre occidentale pendant la domination des Romains. C'étaient des Frisons, puis des Suèves, dont nous voudrions bien traduire la dénomination par Voltigeurs (*Zweven*, *voltiger*, rôder). Pourquoi pas? Les dénominations de ces populations

étaient des sobriquets, comme ils le sont encore de nos jours chez les peuples nomades. Chaque tribu y a son nom de guerre. Les Quades, ne sont-ce pas les Mauvais (*Kwaden*), les Francs, les Hardis (*Franken*)?

Après avoir parlé des différentes pérégrinations des Suèves et de leur arrivée en Flandre, l'auteur nous semble avoir très-bien désigné la partie du pays qu'ils occupaient dans les environs de la mer du Nord. Il fait ensuite l'examen de l'autel votif de la déesse Nehalennia, trouvé près de Dombourg en Zélande. A son avis cette divinité n'est autre que la déesse suève Isis, mentionnée par Tacite dans sa description des mœurs des Germains, et à laquelle il aurait donné une dénomination romaine pour se faire comprendre de ses compatriotes. Cet historien avait, en effet, l'habitude d'appliquer des noms de divinités romaines aux dieux germaniques, dont les attributs leur ressemblaient.

Une objection pourrait être élevée contre l'interprétation proposée par M. Gantrelle. C'est celle-ci : Tacite assure que les Germains n'élevaient ni temples, ni statues à leurs divinités. Comment Nehalennia, déesse suève et germanique, aurait-elle eu un autel votif sur lequel figure son image assise ? Nous croyons, pour notre part, que les populations germaniques, après avoir adopté la civilisation romaine, ont plus ou moins suivi les principes des conquérants du monde en matière de religion, sans renier la leur. Les découvertes que l'on fait tous les jours semblent confirmer cette supposition. Nous citerons, par exemple, les restes du temple et de la figure de Sandrodiga, divinité tout à fait étrangère au polythéisme romain, mais qu'il adopta probablement ensuite de ses doctrines sur la pluralité des dieux.

Nehalennia a fait l'objet d'un grand nombre de disserta-

tions publiées en Belgique et à l'étranger. M. Gantrelle a eu recours, dans ce travail, aux meilleures sources pour prouver sa thèse.

II. F. Frensdorff, *Archivereise nach Belgien, zum Behuf einer Ausgabe der älterdeutschen Stadtrechte*; 1878, in-8°. (Une visite aux Archives de Belgique, pour servir à la publication du droit ancien des villes allemandes.)

En Allemagne, plus que partout ailleurs, les études historiques ont exercé une influence marquée sur la formation de l'esprit public. Les gouvernements impériaux d'Allemagne et d'Autriche l'ont si bien senti, qu'ils viennent de décider la continuation, sur un pied plus large, de la publication des *Monumenta Germaniæ*, œuvre colossale, entreprise sous la direction de feu M. Pertz.

Au nombre des nouveaux volumes à publier, il y a une série qui intéressera spécialement la Belgique. C'est celle destinée aux chartes et privilèges des villes de l'ancien empire germanique, et de la Flandre, jusqu'à la fin du XIII^e siècle.

Rien de plus naturel que de comprendre, dans cette publication, les lois des villes belges ayant appartenu à l'empire; mais on se demandera pourquoi les villes flamandes, relevant pour la plupart du royaume de France, y figureront également? C'est parce qu'elles ont un caractère éminemment germanique, et la publication projetée ne vise pas tant une division géographique qu'une division ethnographique. Il s'agit d'étudier avant tout le droit des villes à populations germaniques.

Dans le but de recueillir des renseignements sur les monuments de ce genre, M. Frensdorff a parcouru les prin-

cipaux dépôts d'archives de Belgique. Il a voulu comparer les textes des chartes déjà publiées aux originaux, si c'était possible; il a recueilli des notes dont il donne, dans le compte rendu de son voyage, un résumé très-succinct. Les œuvres de la Commission royale d'histoire, de la Commission pour la publication des anciennes lois et ordonnances de Belgique, les livres publiés sur la matière par nos écrivains font l'objet de ses indications.

Partout il a été reçu avec sympathie, partout il a été accueilli avec déférence. Les savants et les archivistes, auxquels il s'est adressé, lui ont fourni généreusement leur contingent. M. Frensdorff se plaît à le reconnaître dans son opusculé, et à les remercier.

III. *Achte Jahrsversammlung des hansischen Geschichtsvereins in Göttingen, am 11 und 12 Juni 1878. — Bericht des local Comité. — Göttingue, 1878, in-8°. (Huitième réunion historique de la Hanse à Göttingue, les 11 et 12 juin 1878.)*

Ce compte rendu, dressé par le comité local, est précédé de la liste des assistants, dans laquelle figurent plusieurs sommités scientifiques de l'Allemagne. L'Angleterre et les Pays-Bas étaient également représentés au Congrès.

Nous ne pouvons donner ici, fût-ce même en abrégé, l'analyse de tout ce que renferme la brochure concernant la Hanse. Cette association commerciale, devenue parfois militaire, comptait dans son sein les villes commerçantes et maritimes d'Allemagne, d'Angleterre, de Belgique et des Pays-Bas. L'Allemagne surtout attache une grande importance à l'histoire de cette association éminemment germanique, comme le démontrent les publications de Sartorius

Lappenberg, Barthold, Dittmer, Koppmann et du baron von der Ropp.

Force nous est, comme à propos des comptes rendus d'autres publications faites dans les langues étrangères, de restreindre nos notes aux passages concernant la Belgique.

A ce point de vue le rapport de M. Frensdorff offre, pour notre pays, un attrait particulier.

Après avoir jeté un coup d'œil rapide sur plusieurs points relatifs à l'histoire de Belgique, le rapporteur met spécialement en relief celle de Flandre et des villes principales de ce comté, telles que Gand, Bruges et Ypres. Il fait voir qu'au commencement du XII^e siècle, ces cités se sont immiscées une première fois dans les affaires politiques du pays. Par suite de cette immixtion elles ont tâché de prendre une position juridique et autonome. Quant à la question de savoir comment ces villes sont arrivées à un degré si haut de puissance, elle se rattache à celle de l'industrie drapière et au commerce. A ce propos M. Frensdorff fait allusion à l'importance d'Arras, cité qui, après avoir primé par l'industrie, servit de modèle à la formation du droit des autres municipalités. Il s'étend ensuite sur l'esprit des villes belges, si jalouses de conserver leurs maisons communales, leurs beffrois et leurs halles, grands et magnifiques monuments du règne de la bourgeoisie. Il termine par une description de la halle aux draps d'Ypres, dont il exhibe un dessin.

MM. Reallehrer et Jellinghaus ont parlé de quelques poésies en bas allemand de l'époque de la guerre de trente ans. Ensuite M. Seelman a entretenu ses auditeurs des formes *mek* et *mi*, *dek* et *di*, employées dans cet idiome, et en indique les limites géographiques.

A la page 63 se trouve un résumé des recherches faites concernant le même langage. M. le docteur Wilkin a présenté à ce propos un rapport sur les relations entre les poésies bibliques, écrites en vieux saxon et en anglo-saxon. Ce rapport intéresse la linguistique flamande.

IV. *Hansische Geschitblätter*. (Feuilles historiques de la Hanse), 1 vol. in-8°, Leipzig, 1878. ●

A peine avons-nous écrit la note précédente, lorsque nous reçûmes le volume indiqué ci-dessus.

Nous y remarquons, entre autres travaux, un article qui touche notre pays. Il est dû à la plume de M. Ennen, archiviste de Cologne, et porte pour titre : *Der hansische Syndikus Heinrich Sudermann aus Köln*. (Le syndic hanséatique Henri Sudermann de Cologne.) Avec portrait.

Sudermann était un homme entreprenant, plein d'initiative et singulièrement dévoué aux intérêts de la Hanse. En entrant dans la ligue vers 1556, à titre de syndic, il voulait faire reprendre à la ville de Bruges son ancienne splendeur commerciale. Efforts inutiles ! L'antique métropole du négoce flamand était ruinée. Tout son trafic s'était déplacé à Anvers. Sudermann le suivit en cette ville et résolut d'y créer un comptoir connu encore de nos jours sous le nom de Maison Hanséatique ou des Osterlings. Tout le monde approuva le projet du syndic : les marchands de la Hanse, le souverain, le magistrat d'Anvers y donnèrent leur consentement. L'emplacement fut définitivement arrêté en 1561.

M. Ennen donne, dans son travail, des détails sur la construction de l'édifice, commencé en 1564, sur les dé-

penses, les statuts de la maison et les correspondances du fondateur.

Bientôt les troubles du XVI^e siècle ruinèrent à leur tour le commerce anversoï; la Maison Hanséatique était en pleine décadence en 1591.

Le dépôt d'archives, à la tête duquel est placé M. Ennen, lui a fourni les documents les plus intéressants de ce travail. Ils nous font connaître une page remarquable de l'histoire du commerce belge au XVI^e siècle. Ce n'est pas la première fois que les collaborateurs des *Hansische Geschichtsblätter* entretiennent leurs lecteurs de la Maison Hanséatique à Anvers. Les volumes de 1873 et 1874 renferment des articles dus à la plume de M. Werhmann, archiviste de Lubeck, sur la petite Maison Hanséatique acquise à Anvers en 1468, et de M. Ennen sur les Maisons Hanséatiques de Bruges et d'Anvers.

Le même recueil comprend un autre travail relatif aux Pays-Bas, intitulé : *Die Opposition Groningens gegen die Politik Maximilians I^{er} in Westfriesland*. (L'opposition de Groningue à la politique de Maximilien I^{er} en West-Frise). C'est une communication faite par M. Henri Ulmann pendant la réunion historique de la Hanse à Stralsund en mai 1877. Groningue, ville libre et impériale érigée par Maximilien I^{er}, fit partie de la Hanse, et voulait, comme la plupart des autres cités, faire certains empiétements. Elle choisit la West-Frise pour y exercer des prétentions que Maximilien condamna par acte du 23 septembre 1493. C'est l'épisode que M. Ulmann raconte dans tous ses détails. L'auteur y donne aussi des renseignements sur la politique de ce prince tendant à réunir la Frise aux Pays-Bas.

Dans les *Geographische Miscellen* (Miscellanées géographiques) de M. Thierri Schaefer, publiées dans le même volume, il y a un passage relatif au nom d'une localité désignée dans les documents de la Hanse par Hogge. Jusqu'ici on a cru qu'il désigne Houck en Flandre. M. Schaefer démontre très-bien qu'il s'agit de Hui, au pays de Liège. Genus est aujourd'hui Het Gein ou Oudengein près d'Utrecht. Senomanum n'est pas Saint-Jean près d'Ypres, mais Mont-Saint-Jean en Vendée. Herewerde est appelé aujourd'hui Heerewarden entre Thiel et Zaltbommel. Noda, c'est Neude, près de Rhenen.

V. Les journaux allemands n'impriment pas exclusivement des nouvelles, des discussions politiques ou des articles de remplissage. Volontiers ils ouvrent leurs colonnes à des questions artistiques ou scientifiques à l'ordre du jour, et à des investigations historiques.

En voici une preuve, que nous signalons particulièrement à l'attention des historiens belges.

Dans le journal de Sondershausen (*Regierungs-und Nachrichtenblatt für das Fürstenthum Schwarzburg-Sondershausen*), M. le docteur Thilo Irmisch donne dans les numéros suivants de 1878 : 28 à 30, 32 à 41, 85 à 92, 94 et 95, une correspondance de Guillaume I^{er}, prince d'Orange, avec Gunther XLI, comte de Swarzbouurg, et des membres de sa famille. Ces lettres sont conservées dans les archives de la principauté, et en partie écrites de la main même du Taciturne.

• Je commence, dit l'éditeur, par l'époque si intéressante de la vie du prince d'Orange, pendant laquelle il abandonna les Pays-Bas, courbés sous le despotisme de

Philippe II, roi d'Espagne, et lorsqu'il se réfugia en Allemagne, au comté de Nassau-Dillenburg. »

A la suite d'une introduction générale, qui prend plusieurs colonnes du journal, M. Thilo Irmisch commence l'impression des lettres, qui, rédigées en allemand, concernent des relations de famille et souvent les événements politiques des Pays-Bas. Elles sont datées des 25 mai, 16 juin, 11 et 27 octobre, 6 décembre 1567, 9 mai, 16 juin, 12, 23 et 24 juillet 1568. Il y a aussi une lettre du comte Gunther du 23 décembre 1567 et une autre lettre de Henri Wildberg, datée de Louvain 1568, concernant le comte de Buren, et les réclamations de l'Université de Louvain adressées au duc d'Albe, sur l'enlèvement de ce prince. Une missive du gouverneur général adressée au comte de Buren, le 13 février 1568, y est jointe.

Chacune de ces lettres est précédée d'une introduction spéciale, dans laquelle l'éditeur explique les événements. Un grand nombre de notes concernant les personnages cités dans ces correspondances, y sont jointes.

Dans les introductions M. Thilo Irmisch se montre très-sympathique pour le prince d'Orange; il condamne sévèrement Philippe II et ses tendances.

VI. Dr J. Te Winkel, *Maerlants werken beschouwd als spiegel van de dertiende eeuw* (Les œuvres de van Maerlant, considérées comme reflet du XIII^e siècle). Leiden, 1877, in-8°.

Les écrits de Jacques van Maerlant, poète flamand, frondeur par excellence des mœurs du clergé et de la noblesse au XIII^e siècle, ont été parfois utilisés à propos de certaines questions d'histoire.

Warnkōnig, par exemple, a trouvé dans quelques-uns de ces écrits des éléments précieux pour son travail sur les *Institutions* de la Flandre. M. le baron Kervyn de Lettenhove a dit quelque part dans son *Histoire de Flandre*, au sujet d'une satire de van Maerlant : C'est un admirable tableau de la situation politique de notre province à la fin du XIII^e siècle.

M. Te Winkel a voulu faire plus. Ses connaissances historiques et linguistiques, ses études sur le mouvement social au XIII^e siècle en Belgique, en Allemagne, en France et en Italie lui ont suggéré l'idée de faire, sur l'ensemble des productions littéraires du célèbre poète flamand, une appréciation complète, pleine d'intérêt au point de vue de la société telle qu'elle fut du temps de van Maerlant.

L'auteur caractérise à grands et larges traits, dans son livre, tout le XIII^e siècle en Flandre, c'est-à-dire la période la plus remarquable de notre histoire nationale, celle pendant laquelle les sciences et les arts n'étaient plus l'apanage exclusif du clergé, et entrèrent dans le domaine de la bourgeoisie. Cet élément nouveau, introduit depuis quelque temps dans la société, y apporta des changements notables sans la bouleverser, sans porter atteinte à des droits fondamentaux et acquis. Ces changements et leurs résultats sont indiqués par M. Te Winkel d'après les écrits de van Maerlant.

Franchement partisan de l'élément bourgeois, source de la grandeur des Pays-Bas, l'auteur voit avec satisfaction le moment de la chute de la féodalité, qu'il qualifie de tendance à la tyrannie, à l'égoïsme, à l'inégalité des hommes. S'il y a du vrai dans ce jugement tant soit peu sévère, il

faut admettre aussi que la noblesse a singulièrement contribué, par son esprit chevaleresque et aventurier, à propager la civilisation, à former les communes, et par conséquent à développer l'élément bourgeois. Dans le mouvement social chaque caste apporte son contingent.

Le clergé, la noblesse, la bourgeoisie, la démocratie exercent tour à tour leur influence, bonne jusqu'au moment de la décadence, mauvaise au moment de la chute.

Quelle est la source de la prépondérance de la bourgeoisie en Flandre au XIII^e siècle? C'est, dit M. Te Winkel, l'industrie et le commerce qui lui ont procuré les richesses, lui ont inspiré l'esprit d'indépendance, le désir de s'instruire et de s'emparer de la science, de la littérature et des arts.

Après avoir esquissé l'état de la Flandre avant et durant la vie de van Maerlant, l'auteur examine au second chapitre les questions relatives au lieu et à la date de la naissance du poète, et de sa position sociale. La nomenclature complète de ses œuvres suit immédiatement. Conformément aux opinions émises par MM. de Visscher, Clarissen, Willems, Heremans, Leendertz, Serrure et Jonckbloet, il le fait naître en Flandre, n'en déplaise à MM. Lauts et Budding, qui le revendiquent en qualité de Hollandais. Pourquoi M. Te Winkel se rallie-t-il à la manière de voir de ces premiers auteurs? Parce que, dit-il, en Flandre la civilisation s'est mieux développée qu'ailleurs; on y trouve très-bien caractérisés les faits qui ont contribué à la grande révolution du XIII^e siècle en Europe; la Flandre, ajoute-t-il était en quelque sorte le point central du monde civilisé, ou plutôt de la civilisation germanique. Quant à la date de la naissance de van Maerlant, il la fixe entre les

années 1230 à 1240. Il était clerc laïque et mourut vers 1300.

Le troisième chapitre intitulé : *Maerlant et la doctrine de l'Église*, est consacré à l'examen de l'orthodoxie du poète. Celui-ci, dit l'auteur, était catholique sincère, partisan cependant de quelques points non encore admis par l'Église; mais il ne fut nullement un précurseur du protestantisme, comme aucuns le soutiennent. Dans ce chapitre M. Te Winkel fait preuve de connaissances approfondies en histoire ecclésiastique. Il y parle de l'influence exercée par Thomas à Kempis et d'autres Belges sur les doctrines du catholicisme.

Le chapitre IV intitulé : *Maerlant et la vie religieuse*, est en quelque sorte le corollaire du précédent.

C'est surtout le chapitre V : *Maerlant et le clergé*, qui est intéressant.

L'auteur y fait une peinture des mœurs des ecclésiastiques, telles que nous les voyons décrites dans la lettre adressée par le pape Nicolas V, en 1289, à l'évêque de Tournai. La simonie, l'avarice, les combats judiciaires, les duels, les prises d'armes interdites au clergé par les dispositions canoniques et par les chefs de l'Église, y font l'objet d'une dissertation scientifique et impartiale à la fois.

La noblesse est examinée à son tour au chapitre intitulé : *Maerlant et les gens de condition élevée*. Ce que le poète nous apprend à propos de la corruption de la noblesse, de ses rapines, de ses violences, de ses prévarications serait peut-être par trop effrayant s'il fallait admettre à la lettre l'existence de tous ces vices au XIII^e siècle; mais, de l'aveu de M. Te Winkel, van Maerlant est pessimiste. Il aime à charger ses tableaux des couleurs les plus sombres.

Le poète parle ensuite des luttes entre les nobles et les gens des métiers, du servage et des souverains appelés, selon lui, à défendre le peuple contre les envahissements de la noblesse.

Au septième chapitre, consacré à l'état des sciences, se trouve une bonne dissertation sur la matière, sur l'état de l'instruction publique, confiée aux laïques jusqu'à un certain degré, sur les arts libéraux, la théologie, la jurisprudence, enfin sur toutes les connaissances enseignées à cette époque. Dans le dernier paragraphe M. Te Winkel examine van Maerlant à titre d'historien.

Le huitième chapitre portant pour titre : Maerlant et l'art, est consacré à l'appréciation du poète au point de vue littéraire.

Après avoir lu ce travail, on doit se dire qu'à l'avenir il ne sera plus possible de parler de la Flandre au XIII^e siècle, sans avoir sous les yeux les œuvres de van Maerlant à côté du livre de M. Te Winkel. Cet auteur n'en est pas du reste à son début. Ses écrits sur la linguistique lui avaient déjà assigné une place distinguée parmi les gens de lettres des Pays-Bas.

VII. *Beschrijving der vroegere nederlandsche gemeentezegels in het Rijks-archief en ook elders bewaard, benevens de buitenlandsche in het Rijks-archief berustend.* La Haye, 1878, in-8°. (Description des anciens sceaux des communes néerlandaises, conservés aux Archives du royaume et ailleurs, ainsi que des sceaux appartenant à des communes étrangères et déposés auxdites Archives.)

Le dépôt des Archives du royaume à La Haye renferme une collection de sceaux divisés en quatre catégories :

1° églises et ecclésiastiques; 2° communes et districts; 3° princes; 4° familles.

Par ordre de S. E. le Ministre de l'intérieur des Pays-Bas, M. L. Ph. C. van den Bergh, archiviste du royaume, vient de publier le catalogue des sceaux des communes. Ceux-ci sont classés par ordre alphabétique des noms des localités appartenant : 1° aux Pays-Bas; 2° à l'Allemagne; 3° à la Belgique.

Cette dernière division comprend la description des sceaux d'Aerschot, Assche, Braine-l'Alleud, Bruges, Diest, Dormael, Duysbourg, Gand, Genappe, Hal, Haelen, Herenthals, Léau, Lierre, Loemel, Loenhout, Malines, Overysche, Tervueren, Tirlemont, Turnhout et Ypres.

Les descriptions sont faites avec soin; en ce qui concerne les sceaux des Pays-Bas, l'auteur indique les livres dans lesquels ils sont publiés.

VIII. *Cartas de Indias. Publicadas por primera vez el ministerio de fomento.* Madrid 1877, in-fol. (Lettres des Indes. Publiées pour la première fois par le Ministère du commerce et de l'agriculture.)

Le gouvernement espagnol a gratifié la bibliothèque des Archives du royaume à Bruxelles d'un exemplaire de ce magnifique livre, publié par un comité spécial, composé de MM. Zaragoza, Barrantes, de Vera, de la Espada et de la Peña. Il renferme de nombreux fac-simile de lettres et de signatures, des cartes d'une grande valeur pour la géographie, des lettres relatives à l'histoire de l'Amérique pendant les règnes de Charles-Quint et de Philippe II. On y remarque deux lettres de Christophe Colomb, dans l'une desquelles le célèbre navigateur parle incidemment des

vaisseaux flamands ou des Pays-Bas qui se rendaient en Espagne. Outre ces missives et celles d'Amerigo Vespucci, de Barthélemy de Las Casas et de Diaz de Castillo, nous y avons vu des lettres adressées à Charles-Quint et à Philippe II par des missionnaires belges en Amérique, tels que le P. Clapion (lisez : Glapion), Jean de Gand, Pierre de Gand, Jean de Witte et Jean du Toit.

Les lettres de Pierre de Gand, personnage de très-peu de crédit auprès du Conseil des Indes à cause de ses idées humanitaires, renferment des détails curieux sur la manière employée par lui pour inculquer la civilisation européenne aux Indiens. Il leur enseignait l'écriture, la lecture et la musique. Dans ses missives il se vantait de pouvoir transformer les Peaux-Rouges en écrivains, orateurs et musiciens, qui ne seraient pas déplacés dans la Chapelle royale. Aujourd'hui on rirait volontiers des assertions de Pierre de Gand. Autrefois il n'en était pas ainsi. Le Pérou, habité en partie par des tribus intelligentes, était parvenu à un certain degré de civilisation. Un livre espagnol, extrêmement rare, le constate d'une manière formelle. Ce volume intitulé : *Los comentarios reales quelatan del origen de los Incas reyes que fueron del Peru* (Lisbonne 1609), est dû à la plume de Garcias Lasso de la Vega, né à Cusco vers 1530, d'une princesse appartenant au sang des Incas du Pérou. Celle-ci aida son fils dans son travail, et l'initia à l'histoire ancienne de sa patrie. Quant au degré des connaissances cultivées par les Indiens avant la conquête des Espagnols, Lasso de la Vega en parle aux chapitres 16 et 17 du livre III, t. II. Ils s'appliquaient à la géométrie, à la géographie, à la musique et à la philosophie.

Pierre de Gand constate par ses lettres ce que Lasso de

la Vega fit connaître un peu plus tard par son livre. L'un et l'autre de ces écrivains étaient les bienfaiteurs et protecteurs des Indiens. On est toujours sûr de rencontrer des Belges à toutes les époques et dans tous les pays quand il s'agit de propager la civilisation, et d'exercer des actes de philanthropie. L'Asie, l'Amérique et l'Afrique sont là pour le prouver.

A la fin du volume sont imprimées des notices biographiques des personnages principaux cités dans le livre. Nos compatriotes n'y sont pas oubliés.

II.

La politique de l'Autriche au pays de Liège en 1791.

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

I.

Situation de la politique autrichienne en Belgique et au pays de Liège.

Vers la fin du XVIII^e siècle, l'Angleterre, la Hollande et la Prusse, unies par un sentiment d'hostilité politique contre l'Autriche, avaient encouragé ouvertement les soulèvements populaires en Belgique et au pays de Liège (1). En agissant ainsi la diplomatie de ces cours ne désirait pas tant attiser le feu de la révolution, que tirer parti des embarras de l'Autriche, pour la rallier de force à leur politique (2). La Prusse, plus entreprenante que ses alliés, envoya même un corps de troupes au pays de Liège (novembre 1789), sous prétexte de mettre à exécution la sentence

(1) VON SYBEL, *Geschichte der Revolutionszeit von 1789 bis 1795*, t. I, pp. 139, 146. WOLFF, *Leopold und Marie-Christine, ihr Briefwechsel*, p. 105; HEEREN UND UKERT, *Geschichte der Europäischen Staaten-Geschichte des Russischen Staaten von Herrmann*, t. VI, pp. 281, 282. BORGNET, *Hist. des Belges*, t. I, pp. 83, 133.

(2) WOLFF, *loc. cit.*, pp. 126, 127.

prononcée par la Chambre de Wetzlar contre les insurgés, mais en réalité elle voulait encourager les agitations contre l'Autriche. « Le roi de Prusse en a fait une bonne, disait » Joseph II à son frère Léopold. Excité par la Chambre de » Wetzlar à assister le prince de Liège contre ses sujets » rebelles, il a accepté, avec l'électeur de Cologne et le » palatin conjointement, l'exécution des mandats de la » Chambre. Au moment que tous trois faisaient marcher » leurs troupes, il est entré seul et d'avance dans Liège. Et » au lieu d'exécuter les décrets de la Chambre et remettre » le prince de Liège dans ses droits, il s'est déclaré contre » lui et comme protecteur des rebelles ou soi-disant pa- » triotes. Ce qui a mis les deux autres électeurs dans le cas » de retirer leurs troupes et de le laisser faire seul. La » raison en est claire, c'est qu'il veut par là faire espérer » aux patriotes des Pays-Bas la même protection (1). »

Différentes circonstances et des nécessités politiques, indiquées plus loin, engagèrent la Prusse à retirer ses troupes de la principauté (16 avril 1790).

Par suite de cette retraite, les puissances du Nord n'agissaient plus d'une manière si ostensible sur les destinées de cette principauté et de la Belgique. Une autre circonstance les obligea de modérer leur action sur ces pays. Tout était changé en 1790. La France, foyer brûlant des insurrections, avait appris aux cabinets du Nord le danger d'une intervention plus ou moins encourageante donnée à la révolution. Ils redoutèrent, à juste titre, la possibilité de voir surgir contre leurs propres gouvernements les ques-

(1) Lettre du 10 décembre 1789 dans *VON ARNETH, Joseph II und Leopold von Toscana*, t. II, p. 295.

tions posées entre la révolution dictant la loi et l'ancien ordre des choses. Joseph II en avait déjà averti son frère lorsqu'il disait : « l'exemple de la France exalte beaucoup » les Pays-Bas, d'autant plus que les Liégeois ont représenté la même farce que les Parisiens. Les patriotes en Hollande sont sur le qui-vive, et en Allemagne, à Cologne, dans l'Ortenau qui m'appartient, dans le Palatinat, aux Deux-Ponts il y a des émotions populaires (1). »

A ces appréhensions vinrent se joindre les imprécations lancées contre les révolutions et les révolutionnaires par Édouard Burke, le pamphlétaire le plus incisif, le plus ironique de son époque. Les anathèmes du publiciste anglais contre la révolution française firent reculer les plus hardis. Ils remuèrent l'Europe entière, témoin de la lutte entamée par la philosophie radicale de la révolution contre le principe conservateur du droit divin, la tradition et la marche historique du mouvement social (2).

Les affaires d'Orient, une des grandes préoccupations de l'Angleterre, et l'alliance de l'Autriche et de la Russie, autre sujet d'inquiétude pour la Prusse, exigèrent les plus grands ménagements à l'égard du cabinet de Vienne. En dépit de cette situation, les cours du Nord agissaient encore sur les destinées de la Belgique et du pays de Liège, mais d'une manière secrète. Elles ne voulaient pas y laisser, non sans motifs plausibles, une liberté d'action complète à l'Autriche, à cause des accointances de celle-ci avec la France. Le cabinet de Vienne n'eut-il pas, en avril

(1) *Ibid.*, t. II, p. 278. Voir en outre au sujet de l'influence de la révolution française la lettre de Léopold à sa sœur du 31 juin 1790 dans Wolff, *loc. cit.*, p. 170.

(2) Voir à ce sujet *Memoirs of the lif of S. Burke.*

1790, le projet de solliciter, contre les puissances du Nord, l'appui du gouvernement français et de l'Assemblée nationale, à condition de leur céder les Pays-Bas (1)? Si cette pensée se réalisait, que deviendrait l'Europe en face d'une coalition semblable? Il fallait dès lors calmer l'empereur et le surveiller de près.

Le revirement de la Prusse enleva aux patriotes liégeois tout espoir de se voir soutenir par cette puissance d'une manière efficace. Désormais ils pouvaient compter seulement sur l'appui de deux puissances : l'Autriche, qui s'était jusqu'à ce jour prudemment refusée de s'occuper de la révolution liégeoise (2), et la France, très-peu disposée à se montrer ouvertement à cause de ses embarras intérieurs.

Dès que la Prusse se fut retirée de la scène, l'Autriche y parut, voulant tout arranger à sa convenance et à l'amiable surtout (3). C'était en partie la conséquence

(1) WOLFF, *loc. cit.*, p. 136, lettre de Léopold du 18 avril 1790. VON SYBEL, *loc. cit.*, t. I, pp. 147, 148. On peut encore consulter sur le projet de cession de la Belgique ou des Pays-Bas, DE VIVENOT, *Die politik des Grafen Ph. von Cobenzl*, pp. 85, 81, 89, 108 à 113 et Supplément, pp. 134 et suiv. DE VIVENOT, *Thugut. Clerfayt und Wurmster*. Introduction, p. xxi. DE VIVENOT, *Vertrauliche Briefe des Freiherrn von Thugut*, t. VI, p. 171. COXE, *Hist. de la maison d'Autriche*, t. V, p. 351.

(2) Voir à ce sujet la lettre adressée, le 24 juillet 1790, par le prince de Kaunitz au prince Rewitzky et celle du même prince au comte de Reuss du 13 décembre 1790, dans DE VIVENOT, *Die politik des Oesterr. Staats-Kanzlers unter Kaiser Leopold II*, pp. 6 et 39.

(3) Lettre du comte de Reuss au prince de Kaunitz du 6 août 1790 dans DE VIVENOT, *Die politik, etc.*, p. 336. Lettre du prince de Kaunitz au comte Mercy-Argenteau du 2 février 1791 et lettre de celui-ci au prince de Kaunitz du 6 février 1791 (Archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, vol. 360).

naturelle du principe politique admis par les deux cours précitées : ce que l'une voulait, l'autre ne pouvait l'adopter en même temps (1).

Était-ce exclusivement le désir de contrarier la Prusse, qui faisait ainsi agir le cabinet de Vienne? Évidemment non. Un mobile bien plus puissant, passé sous silence par nos historiens, dirigeait son action. Les vues de la Prusse sur le pays de Liège et la Belgique n'étaient plus, depuis 1789, un secret pour la diplomatie. Sous peine de se voir déborder complètement, l'Autriche voulait poser à l'avenir des bornes aux empiétements de la maison des Hohenzollern. Ce qui est bon à prendre est bon à garder, avait dit un jour Frédéric le Grand, en dépit de la devise prussienne : *suum cuique*. L'Autriche n'avait pas oublié ce sarcasme amer à propos de la Silésie; et elle redoutait beaucoup de le voir mettre en pratique par la Prusse dans la principauté de Liège et aux Pays-Bas. Les antécédents ne manquaient pas pour inspirer certaines appréhensions. Frédéric n'avait-il pas, en 1740, occupé une partie de la principauté de Liège à propos de ses réclamations sur la baronnie de Herstal? La Prusse n'avait-elle pas essayé d'avoir un pied-à-terre en Belgique en revendiquant la seigneurie de Turnhout? C'étaient des prétentions propres à inspirer la méfiance, surtout au moment où les deux puissances affichaient de part et d'autre le désir le plus ardent d'agrandir leurs possessions respectives. L'Autriche demandait une augmentation de territoire au profit de sa dynastie. Bien plus adroite, la Prusse la sollicitait au nom de la patrie, au nom d'une idée populaire, d'une nécessité politique ou d'une raison d'État.

(1) VON ARNETH, *Joseph II und Leopold von Toscana*, t. II, p. 296, lettre du 10 décembre 1789.

II.

Influence de la guerre d'Orient sur les affaires de Liège.

Au milieu des tribulations de l'Autriche, la politique de l'Angleterre lui vint singulièrement en aide pour arrêter les vues du cabinet de Berlin.

Celui-ci jouissait encore à Liège et en Belgique de tout son prestige ancien, malgré une reculade très-accentuée et spécialement recommandée par l'Angleterre (1). Ce prestige était un fait patent d'une gravité telle, que l'Autriche devait le combattre de toutes ses forces. Si elle y parvint en partie, ce fut grâce à l'attitude du cabinet de St-James.

Pitt n'avait rien à redouter de l'immense caserne appelée Prusse qui, sans marine et sans côtes sur la mer du Nord, ne devait lui inspirer aucun ombrage. Il pouvait impunément favoriser cette nouvelle puissance contre l'Autriche, alliée à la France; mais la politique de l'homme d'État anglais tendait seulement à tenir en bride l'Autriche par la Prusse (2), à détacher la première de ces puissances de la Russie et de la France et à réconcilier, dans ce but, les deux cabinets de Vienne et de Berlin (3). Si ces combinaisons ne réussissaient pas, c'en était fait de l'indépendance de la Turquie, dans ce moment en guerre avec la Russie. Elle devait cesser d'exister, au grand désappointement de l'Angleterre, si intéressée alors comme

(1) DE VIVENOT, *loc. cit.*, t. I, p. 193.

(2) HERMANN, *loc. cit.*, t. VI, p. 281.

(3) *Ibid.*, pp. 296, 297.

aujourd'hui au maintien de cette puissance. Dans ce but Pitt crut devoir engager la cour de Berlin à se montrer très-prudente vis-à-vis de l'empereur, de le ménager, et de ne pas le pousser à faire un coup de tête dans l'état actuel des affaires. Comme la Hollande, la Grande-Bretagne voulait déjouer les relations de l'empereur avec la France, très-bien disposée à profiter des idées émises par l'Autriche de lui céder la Belgique en tout ou en partie; mais la question de la Turquie l'intéressait tout autant.

De son côté, l'Autriche s'efforçait de reprendre ses anciennes possessions. Dans ce but elle s'était engagée solennellement envers les puissances du Nord, médiatrices entre la Belgique révoltée et son souverain légitime, à faire la paix avec la Turquie (1). Le monarque autrichien ne s'empressa pas, il est vrai, de mettre ses promesses à exécution, malgré la restauration de son pouvoir en Belgique (2). Et cependant l'intérêt de l'Angleterre l'exigeait impérieusement. Il fallait sauver la Turquie à tout prix, et faire restituer à la Sublime-Porte, par l'intermédiaire des alliés, tout ce qu'elle avait perdu (3).

Le baron de Goltz, ministre plénipotentiaire de la Prusse auprès de la cour de Versailles, avait reçu des fonds destinés aux journalistes et à d'autres écrivains appelés à décrier l'Autriche. Il devait faire agir la presse contre cette puissance; il dénonça publiquement les projets de celle-ci sur le pays de Liège, et voulait par là l'isoler complètement.

(1) DE VIVENOT, *Die politik des Fursten Kaunitz*, p. 63; COXE, t. V, p. 552.

(2) COXE, *ibid.*, pp. 552, 554.

(3) HERMANN, *loc. cit.*, p. 557.

Dans le but de la forcer d'accéder sans retard aux vues des puissances du Nord, la Prusse était prête à lui déclarer la guerre, si elle ne cédait pas (1).

Pitt n'entendait pas aller jusque-là; une réconciliation complète entre Vienne et Berlin, négociation difficile par suite de l'antagonisme des deux cours, lui semblait préférable à l'emploi douteux de la force (2). Enfin, et malgré toute son aversion, la Prusse commença les négociations avec l'Autriche, qu'elle accusa néanmoins de duplicité (3). L'Angleterre le voulait ainsi. Celle-ci désirait la paix à tout prix (4).

Selon sa manière de voir, il fallait avant tout détacher la Russie de l'Autriche, peu disposée, on le comprend, à prononcer ce divorce en présence des menaces de la Prusse. L'empereur avait aussi besoin de la Russie dans la question de l'échange de la Belgique contre la Bavière, projet favorisé par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Aux yeux de l'empereur, il était nécessaire de conserver cette alliance, malgré tous les avantages qu'une entente avec la Prusse lui semblait offrir, et en dépit des tracasseries suscitées par l'Angleterre (5). Les ministres de la Grande-Bretagne, disait Léopold à sa sœur, appuient ici les prétentions les plus étranges du roi de Prusse, menacent les Pays-Bas, appuient les rebelles, gâtent nos

(1) WOLFF, *Leopold II und Marie-Christine ihr Briefwechsel*, pp. 91, 93, 122, 142, 162, 164; COXE, *loc. cit.*, pp. 549, 550; BORGNET, *Hist. des Belges*, t. I, p. 97.

(2) BEER, *Joseph II, Leopold II und Kaunitz*, p. 364.

(3) HERMANN, *loc. cit.*, pp. 558, 566.

(4) BEER, *loc. cit.*, p. 404; COXE, p. 552.

(5) HERMANN, *loc. cit.*, pp. 92, 93, 203, 287, 395.

affaires avec la Turquie, et gardent depuis quatre mois mon courrier à Londres, sans daigner donner de réponse à mes ouvertures (1).

Le retard mis par l'Autriche à réaliser ses promesses avait en effet irrité le cabinet de St-James. A Londres on regrettait autant qu'à Berlin et à la Haye la fin des troubles des Pays-Bas, véritable épée de Damoclès, dont les puissances du Nord avaient toujours menacé l'Autriche, dans le but de pouvoir arranger leurs propres affaires. Herzberg, le ministre prussien le plus antipathique à l'Autriche, allait jusqu'à exprimer, dans une lettre adressée à la princesse d'Orange, les regrets du roi de ne pas avoir suivi son conseil, celui de prendre possession de la Belgique après avoir occupé le pays de Liège. A son sens c'était le moyen le plus simple d'obliger l'empereur de se mettre à la disposition des alliés et d'abandonner la Russie. Regrets tardifs, repentirs inutiles, qui ne pouvaient rien changer à une situation créée par la diplomatie des cours du Nord pendant les négociations au sujet de la Belgique (2).

Elle avait eu peur de voir passer ce pays à la France, et cette peur l'avait engagée à faire rentrer l'Autriche dans la possession des Pays-Bas (3). Il fallait dès lors accepter la position telle quelle, en ayant soin d'y porter remède par tous les moyens possibles. Herzberg crut qu'on devait parler d'un ton haut et ferme à l'empereur, prince faible et peureux, et insister fortement pour que l'Angleterre et

(1) WOLFF, *loc. cit.*, p. 180. Voir aussi SYBEL, *loc. cit.*, t. I, p. 146.

(2) Voir VAN DE SPIEGEL, *Résumé des négociations qui accompagnaient la révolution des Pays-Bas*, passim. HERMANN, *loc. cit.*, p. 432.

(3) Lettre de Léopold du 4 juillet 1790, dans WOLFF, *loc. cit.*, pp. 172 et 193.

la Hollande prissent, de concert avec la Prusse, les mesures propres à persuader et même à obliger l'empereur de se conduire en tout selon les désirs des trois puissances. En agissant ainsi, disait le ministre prussien, les alliés dicteraient la loi à la Russie. Cependant la Prusse ferait tous les préparatifs nécessaires, et de Rheide, envoyé à Varsovie, reçut des instructions destinées à faire prendre en Pologne une résolution favorable aux vues de la Prusse (1).

Il pensait aussi qu'il ne fallait pas négliger Van der Noot et Van Eupen, instruments de la politique du Nord, continuellement campés près des frontières belges, et menaçant de l'intérieur de la Hollande la restauration autrichienne dans ce pays (2).

A la suite de ces insinuations, la princesse d'Orange ne resta pas inactive; mais elle rencontrait des obstacles sérieux en Angleterre.

Rien n'y était prêt, à cause de la situation alarmante des colonies. Pitt lui fit savoir que tout serait perdu, si l'empereur se déclarait contre les puissances maritimes. Selon sa manière de voir, la Hollande spécialement en ressentirait les mauvais effets.

(1) On lit à ce sujet dans une lettre de Léopold à Marie-Christine : la monarchie est dans une situation bien critique : les traités du roi de Prusse avec la Porte et la Pologne sont signés, et on veut faire perdre les Pays-Bas et la Gallicie et soulever la Hongrie (WOLFF, *loc. cit.*, p. 128).

(2) Voici ce qu'écrivit, le 6 février 1791, le comte Mercy-Argenteau, ministre autrichien envoyé aux Pays-Bas, au chancelier prince de Kaunitz : le comité ambulante fait des enrôlements, des amas d'armes et de munitions. Malheureusement dénués de preuves, nous ne pouvons pas nous cacher que les émissaires prussiens manœuvrent avec une foule d'officiers et de soldats insurgés qui ont échappé au glaive de nos troupes (Archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, registre 359).

En attendant il promit de faire équiper une flotte et de se joindre à la Prusse dans le cas où l'empereur ne se laisserait pas intimider. « Si, dit la correspondance à laquelle nous empruntons ces renseignements, il continue à pallier et à reculer, il se verra duper partout, puisqu'on tâchera de le brouiller avec l'impératrice (Catherine II) et de s'arranger avec elle aux dépens de la maison d'Autriche (1). »

Il ne fallait pas, en effet, de grands efforts pour mettre l'Autriche mal avec la Russie. Malgré l'opinion contraire exprimée par le prince de Kaunitz, le partisan le plus passionné de l'alliance avec la Russie (2), celle-ci considérait l'empereur comme un instrument destiné à l'aider contre la Turquie; rien de plus. Mais de là à faire des sacrifices en faveur de l'Autriche, la distance était grande (3). Le cabinet de Vienne ne s'était-il pas déjà compromis en voulant ressusciter la Pologne au profit de la dynastie autrichienne? Rien que ce simple désir était aux yeux de la Russie un crime. C'était contrarier ses vues sur ce pays (4); c'était une idée que le gouvernement moscovite ne pouvait jamais pardonner. Quand il s'agissait de fournir aide et secours à l'Autriche, loin d'agir, le cabinet de Saint-Pétersbourg ne voulait pas même donner des promesses (5).

(1) Lettre du 14 février 1791. Archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne. D. 110, litt. II.

(2) HERMANN, *loc. cit.*, p. 367.

(3) SYBEL, *Ueber die Regierung Kaiser Leopold II*, dans le *SITZUNGS-BERICHT DER KÖNIGL. AKADEMIE ZU MUNICH*, p. 672.

(4) SYBEL, *loc. cit.*, pp. 670, 672, 674; HERMANN, *loc. cit.*, p. 367.

(5) WOLFF, *loc. cit.*, p. 162.

A son point de vue, Pitt ne pouvait désirer mieux.

L'Angleterre avait dès lors beau jeu pour arracher la Turquie aux serres de l'aigle victorieuse de la Russie. Elle empêcha la Prusse d'attaquer l'Autriche, arrêta les exigences de la Hollande, et finit par faire une grande concession au cabinet de Vienne, en renonçant, comme le stadhouder, aux prétentions de faire revivre en Belgique le traité de Barrière (1).

Leurrée par la Russie, en proie aux difficultés suscitées par les Hongrois, la Bohême et la Gallicie, menacée par la Prusse, l'Autriche crut devoir songer sérieusement à sa position (2). Lord Elgin harcelait régulièrement l'empereur tous les jours, n'importe où il pouvait le rencontrer, dans le but de parvenir à une entente (3). Sur le cabinet de Berlin la pression de l'Angleterre n'était pas moins forte. Enfin un plein succès couronna les efforts du ministre anglais.

Les conséquences de l'action persistante de l'Angleterre furent les conférences de Reichenbach, la paix signée entre la Turquie et l'Autriche à Sistova (14 avril 1791), et la chute de Herzberg. Elles furent aussi les préludes du traité conclu (9 janvier 1792) par Catherine II et le sultan.

La Turquie était momentanément sauvée. C'était tout ce que demandait l'Angleterre en récompense de ses complaisances à l'égard de l'Autriche, qui avait eu le bon esprit d'entreprendre des négociations particulières avec Londres (4).

(1) WOLFF, *loc. cit.*, p. 137; SYBEL, *loc. cit.*, p. 673.

(2) HERMANN, *loc. cit.*, pp. 296, 297, 482.

(3) BEER, *loc. cit.*, p. 404.

(4) COXE, t. V, p. 550.

Cependant tout le monde comprit que la réconciliation était un simple accident, un moyen de détacher l'empereur de la France et de la Russie, sans faire disparaître les rivalités entre Vienne et Berlin. Tout le monde comprit les tendances du cabinet anglais, si intéressé à forcer Catherine II de faire la paix avec la Turquie.

III.

Inmixtion de l'Autriche dans les affaires de Liège.

Débarrassé de l'antagonisme de Herzberg, allié avec les cours du Nord, et réconcilié avec la Prusse, le cabinet de Vienne voulut, sans retard, mettre à profit des circonstances aussi propices. Le temps était venu de faire valoir sur le pays de Liège certaines prétentions, qui semblaient de tradition dans sa politique.

Sachant parfaitement que l'entente avec la Prusse ne serait pas de longue durée, elle crut devoir agir sans perte de temps.

La principauté de Liège, entourée en grande partie des possessions appartenant aux ducs de Brabant, était depuis la formation de leur duché et la conquête du Limbourg, le point de mire de la politique de ces princes. Tantôt à titre de copartageants de la souveraineté dans certaines localités, tantôt en qualité de possesseurs de biens allodiaux ou de fiefs situés dans la principauté, tantôt comme avoués de Liège et de Saint-Trond, ou bien en vertu du droit du plus fort, les ducs de Brabant contrariaient les évêques sous tous les rapports. Jamais ils ne laissèrent échapper l'occa-

sion de les supplanter. Toujours ils étaient prêts à les évincer de leurs droits.

Lorsque toutes les provinces belges se trouvèrent définitivement soumises à la domination de la maison d'Autriche, celle-ci manifesta encore mieux ses velléités de commander à la principauté de Liège.

Qu'il nous soit permis d'invoquer ici quelques faits à l'appui de cette assertion. Sans entrer dans le détail de la pression exercée sur le pays de Liège par Philippe le Bon et Charles le Téméraire, rappelons brièvement la politique suivie par la maison d'Autriche seulement. L'archiduc Maximilien entra à main armée dans le pays de Liège pour venger la mort de Louis de Bourbon. Malgré un premier échec, il prit une part active à la guerre intestine organisée par les partis, et saccagea le pays à différentes reprises.

Charles-Quint n'a-t-il pas procuré, par son crédit, à Érard de la Marck le chapeau de cardinal, qui lui avait été refusé à la demande de la France? L'empereur fit encore obtenir à ce prélat, en récompense de son dévouement, d'autres avantages, tels que la légation aux Pays-Bas et l'évêché de Valence. De cette manière Érard était dans la dépendance la plus complète de Charles. Assuré enfin de pouvoir tout obtenir de lui, l'empereur proposa au cardinal, en 1522, un coadjuteur de son parti, dans le but de le faire passer plus tard à la dignité épiscopale. C'était Corneille de Berg. En 1541 Corneille, devenu évêque, se donna, à la demande de Charles, pour coadjuteur Georges d'Autriche, candidat impérialiste, accepté par le chapitre.

Dans ce moment la France fit des préparatifs de guerre. L'évêque demanda à la gouvernante des Pays-Bas des

secours en cas d'attaque. Elle ordonna au prince d'Orange, au gouverneur de Limbourg et à d'autres officiers de mettre des troupes à la disposition de l'évêque. Jamais protectorat ne fut mieux avoué.

Plus tard, en 1549, Charles-Quint envoya au chapitre de Liège le comte d'Arenberg dans le but de faire nommer un coadjuteur à Georges d'Autriche. Cette fois le chapitre demanda, comme une grâce spéciale, l'autorisation de pouvoir proposer au monarque des candidats au nombre desquels il choisirait le sien. Ce qui fut admis. Antoine Perrenot, évêque d'Arras, Gérard de Groesbeek, doyen de Saint-Lambert à Liège, Herman de Rennebourg, prévôt de Sainte-Croix, Antoine de Schauenbourg, prévôt à Maastricht, et Robert de Berg lui furent présentés. Le 18 décembre, Charles écrivit au chapitre qu'il avait préféré Robert de Berg.

Après avoir reçu la mitre épiscopale, celui-ci se choisit un coadjuteur dans la personne de Gérard de Groesbeek, qui, à son tour, devint évêque. Au moment de mourir, Gérard désigna au chapitre pour lui succéder, Ernest de Bavière, lequel se donna à titre de coadjuteur son neveu Ferdinand de Bavière. Celui-ci en fit autant et désigna comme coadjuteur Maximilien-Henri de Bavière. Avant de mourir, Henri voulut suivre les errements de ses prédécesseurs, lorsque le pape y mit opposition. En 1688, le chapitre reprit tous ses droits à l'élection de l'évêque, droits qu'il n'avait plus exercés librement pendant un siècle à peu près, par suite de l'intervention plus ou moins directe de la maison d'Autriche.

Au moment de la chute du pouvoir de Philippe V, la Belgique passa de nouveau aux descendants des Habs-

bourg; ceux-ci reprirent immédiatement leur ancienne position vis-à-vis de la principauté de Liège.

A la mort de Jean-Théodore de Bavière, en 1763, arriva à Liège Clément-Wenceslas, fils du roi de Pologne et électeur de Saxe. Il posa sa candidature au siège épiscopal qui était soutenue à la fois par les cours de Vienne, de France et de Pologne. Malgré un appui si puissant, le comte Charles-Nicolas-Alexandre d'Oultremont fut élu au grand mécontentement de l'Autriche, constamment préoccupée des intérêts de la maison de Saxe. On en comprend facilement les motifs. Au moment des élections à l'empire, l'Autriche avait besoin du vote de l'électeur de Saxe. A la mort de l'évêque d'Oultremont (22 octobre 1771), le gouvernement impérial voulut de nouveau faire passer à la principauté de Liège Clément-Wenceslas de Saxe, devenu archevêque de Trèves en 1768. Il se trouvait en présence des candidatures du prince de Rohan, archevêque de Bordeaux, du comte de Velbruck, soutenu par la France, du baron de Borchgrave, du grand doyen de Boos et du comte de Waldeck. Le comte du Sart, envoyé par la cour de Bruxelles et le baron de Lehebach, commissaire impérial, arrivèrent à Liège dans le but de faire réussir le prince de Saxe. Le refus du pape d'accorder un bref d'éligibilité à l'électeur de Trèves et l'opposition du chapitre de Liège forcèrent Marie-Thérèse à se retirer (1). Parfaitement convaincue de la justice de la décision prononcée par le saint Père, la princesse coucha sur le rapport de son chancelier l'apostille suivante: « elle avoit déclaré au chanoine de Nesselrode

(1) Le pape avait décidé que l'archevêque de Trèves jouissait d'un trop grand nombre de bénéfices pour y joindre celui de l'évêché de Liège.

qu'elle ne sauroit s'employer pour l'électeur; le système étant pris de rester *in gremio*. Mais l'électeur peut être assuré de même, qu'elle ne feroit point travailler contre lui. Elle ne feroit aucune recommandation en sa faveur ni à Rome, ni au chapitre. Mais s'il étoit élu, son cœur ne pourra se démentir, et en ressentir une joie égale à celle que l'électeur en auroit, vu que sa délicatesse sur la plurlité des bénéfices sera sauvée par là. Sa Majesté a mandé de plus au chancelier qu'elle n'est entrée pour rien dans la démarche que de la part de l'empereur on a faites à Rome, et qu'elle n'en a été informée qu'après les expéditions déjà faites (1). » Lorsque le chancelier annonça à l'impératrice-reine la nomination définitive de Velbruck, elle écrivit sur la dépêche d'un ton marqué de la plus grande indifférence : « Je n'en sais rien de toute cette élection, ni si elle est faite. Si vous en êtes content, je le suis aussi (2). »

Malgré cette indifférence, l'apostille trahit un certain dépit, justifié en parti par les démarches imprudentes de Joseph II auprès de la cour de Rome, sans l'assentiment de sa mère. En ce moment Marie-Thérèse n'étoit pas en très-bons termes avec son fils, qu'elle qualifiait d'in-grat (3).

Joseph II ne fut guère plus heureux au moment de la mort du prince-évêque de Velbruck. Il eut beau envoyer à Liège Crumpipen, chancelier de Brabant, et le comte de Metternich afin d'intriguer en faveur du prince de Salm,

(1) Répertoire de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne de 1772.

(2) Archives de la chancellerie précitée D 99, litt. L. I, n° 14.

(3) Voir à ce sujet les lettres de l'impératrice-reine publiées par M. le baron KERVYN DE LETTENHOVE dans le t. XX des *Mémoires in-8° de l'Académie royale de Belgique*.

évêque de Tournai; rien ne réussit. Constantin-François de Hoensbroech fut élu (21 juillet 1784) (1).

Ces défaites successives finirent par impatienter le gouvernement impérial. Il résolut de frapper un coup décisif au moment de sa réconciliation avec les puissances du Nord.

IV.

Projet de placer un prince autrichien à Liège.

Un mémoire présenté, pendant la seconde moitié du XVIII^e siècle, au gouvernement autrichien par un homme d'État disait: Il est certain que pour parer aux maux, auxquels la principauté de Liège se trouve toujours exposée dans les troubles de la guerre, le chapitre de Liège ne pourrait mieux pourvoir à sa sécurité, qu'en lui donnant un prince de l'auguste maison d'Autriche. Cette idée partie, paraît-il, du pays de Liège, vers 1784, au moment de l'élection de Hoensbroech, fut saisie au vol par le cabinet de Vienne. N'était-ce pas l'expression la plus nette de la politique autrichienne, celle de l'intérêt dynastique primant toute autre considération? Elle eut aussi l'avantage de se lier intimement au projet d'écarter les vues de la Prusse sur le pays de Liège (2). Ces mobiles, points de départ, sinon complets du moins partiels, de l'intervention du cabinet de Vienne dans la révolution liégeoise l'engageaient plus tard, contrairement à ses précédentes résolutions, à conduire les habitants de la principauté révoltée

(1) DARI, *Hist. du diocèse et de la principauté de Liège*, t. I, p. 257.

(2) Voir à ce sujet : SYBEL, *Geschichte der Revolutionszeit*, t. I, pp. 115 et suiv.

vers cette idée, soit par la douceur, soit par des motifs de nécessité; elle voulait s'interposer entre l'évêque et les insurgés, en suivant absolument les errements de la Prusse. Les mêmes vues devaient nécessairement exiger l'emploi des mêmes moyens, et produire par conséquent le même résultat. Sans donner précisément raison en tous points au peuple, l'Autriche, en entrant à Liège (12 janvier 1791) ne soutenait pas mieux l'évêque que ne l'avait fait la Prusse en 1789. Par sa conduite l'Autriche favorisait les vues du parti révolutionnaire, sans le vouloir, et en dépit des avertissements donnés par Joseph II.

Quand le pays de Liège s'est ligué, continue l'auteur du mémoire précité, avec les ennemis de la maison d'Autriche, l'état de la principauté a tellement empiré, que souvent il s'est trouvé à deux doigts de sa perte. Tandis qu'en cimentant son union avec la maison d'Autriche, il a eu seulement peur lorsque l'orage grondait chez les voisins.

Si ces faits ne sont pas historiquement prouvés, ils ne servirent pas moins de prétexte à l'intervention de l'Autriche.

Suivant l'auteur du mémoire, il était facile de prévenir toutes les suites fâcheuses des élections à l'épiscopat. L'empereur devait seulement proposer au prince et au chapitre de Liège l'archiduc Maximilien à titre de coadjuteur de la principauté. Ce qui, ajoutait-il, ne le gênera pas plus dans la liberté du choix de son état que la charge de la grande maîtrise de l'ordre teutonique ne le contrarie actuellement (1). Il citait à l'appui de sa manière de voir différents

(1) L'archiduc Maximilien, nommé grand-maître de l'ordre Teutonique, et coadjuteur de Maximilien-Frédéric, archevêque de Cologne et évêque de Munster, reçut seulement la consécration épiscopale en 1783.

exemples tirés de l'histoire de la principauté. Louis de Bourbon, neveu de Philippe le Bon, duc de Bourgogne, n'avait-il pas été élevé à la principauté de Liège en 1455, lorsqu'il n'avait que dix-sept ans ? C'est vrai. Mais l'auteur oublie de faire mention des malheurs qui accablèrent le pays et le prince, précisément à cause de son âge et de ses désordres. Ernest, duc de Bavière, continue-t-il, succéda au cardinal de Groesbeek, sans jamais avoir pris les ordres. C'est encore vrai. Mais l'auteur du mémoire passe sous silence les vices d'Ernest et leurs funestes effets, suites nécessaires de la négligence qu'il mettait à observer les prescriptions canoniques. Un évêque, élu canoniquement et confirmé par le Saint-Siège, était obligé de prendre les ordres endéans les trois mois, sous peine de perdre les avantages de son état ; et s'il différait pendant six mois de satisfaire à cette obligation, il perdait l'évêché même (1).

Ensuite l'auteur du mémoire rappelle la position de Jean VI de Bavière, évêque de Liège, qui, après avoir abdiqué, en 1418, aurait épousé, dit-il, Jacqueline de Bavière (2). Assurément l'exemple de Jean VI n'était pas choisi avec discernement. Quels maux ce prince n'attira-t-il pas sur le pays de Liège par sa conduite et ses cruautés inutiles ? Il était plus que temps, pour ce singulier personnage, d'abdiquer un pouvoir souillé et déshonoré sous tous les rapports, et d'abandonner le siège épiscopal qu'il s'était obstiné à garder contrairement aux prescriptions des lois de l'Église.

Oubliant que le prince-évêque de Liège était avant tout

(1) *Caput Quoniam*, 2 diss. 75 ; *Quoniam*, 1 diss. 100.

(2) C'est une erreur : Jean épousa Elisabeth de Gorlitz. Un instant il avait songé, en effet, à épouser Jacqueline de Bavière, sa nièce.

évêque et prêtre, la maison d'Autriche considérait la question au point de vue du temporel seulement. A ses yeux le bénéfice, l'intérêt politique de sa dynastie était tout, l'intérêt religieux rien ou tout au plus un accessoire.

L'auteur du mémoire ne s'apercevait d'aucun de ces inconvénients. Il y voyait seulement la preuve que la principauté de Liège n'imposait pas au prince l'obligation de se faire prêtre, et qu'il était toujours libre d'embrasser cet état quand bon lui semblait, suivant l'exigence des circonstances et en dépit des lois canoniques.

Les intérêts de l'auguste maison d'Autriche, continuait-il, exigent au nom du bien-être du pays d'assurer à l'archiduc Maximilien cette principauté par la voie d'une coadjutorie, afin de prévenir toute tracasserie à propos des élections. Et il n'est pas à douter que cette proposition ne soit suivie.

Ces pensées, si franchement exprimées par un homme d'État, n'étaient pas des rêves inventés à plaisir, des idées nées du jour au lendemain (1). Elles persistèrent. C'était en réalité l'expression des projets mûrement élaborés par le cabinet de Vienne, et conformes surtout à sa politique. Ne fit-il pas plus tard un essai semblable en Pologne ? Une lettre adressée, le 20 juin 1792, par le prince de Kaunitz à Bartenstein et dont nous traduisons le passage suivant le prouve à satiété :

Au moment de la mort du prince-évêque de Liège, on a donné, dit-il, pour direction à M. le comte de Westphalie de ne faire aucune démarche ou de donner une occasion

(1) Voir aussi à ce sujet l'art. 89 du protocole du Département aulique, mois de janvier 1792, registre 76 des archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne.

quelconque qui puisse trahir les vues de l'auguste cour au sujet de cet évêché. Le projet d'élection à la coadjutorie en faveur de l'archiduc ne sert qu'à faire naître la méfiance et l'envie; il plaira à Son Excellence de déclarer, à cette occasion, que Sa Majesté apostolique laissera donner cours à l'élection canonique et qu'en ce moment Elle n'a aucune vue particulière en faveur de sa maison (1).

Le projet d'associer au prince-évêque l'archiduc Maximilien rencontrait en effet peu de sympathie, nous dirons même, une certaine hostilité de la part des puissances du Nord. Van der Hoop, ministre hollandais, appuyait à Liège, au moment de l'élection, le comte d'Oultremont; mais il était bien plus porté en faveur de de Méan (2). Il aurait encore soutenu tout autre candidat, pourvu qu'il ne fût pas présenté par l'Autriche. Sur ce point les cours du Stadhouder et de Berlin s'entendaient à merveille, afin d'éloigner l'influence du cabinet de Vienne qui, à leur sens, s'était déjà fait sentir sur le pays de Liège d'une manière trop accentuée (3). L'anéantissement du traité de Barrière et le projet de céder les Pays-Bas à la France étaient toujours, aux yeux des puissances du Nord, des actes impolitiques, dont l'Autriche n'a jamais pu se justifier à leurs yeux.

Telle était spécialement la manière de voir des cabinets de St. James et de la Haye (4). Quant à la Prusse, elle avait le même mobile et un autre plus grand encore, celui d'arrêter les progrès de la maison d'Autriche.

(1) DE VIVENOT, *Die politik des Grafen Philippe von Cobenzl*, p. 96.

(2) BORGNET, *Révolution liégeoise*, t. II, p. 198.

(3) DARIS, *Histoire du diocèse de Liège*, t. I, p. 439.

(4) VAN DE SPIEGEL, *loc. cit*, pp. 13 et 59.

Ces défiances forcèrent le cabinet de Vienne de renoncer momentanément au projet de placer un prince autrichien sur le siège épiscopal de Liège, sauf à le reprendre plus tard sous une autre forme.

Elles expliquent parfaitement aussi l'intervention de l'Autriche dans les affaires de la principauté de Liège. Si le cabinet viennois n'a pas réussi, ce n'est pas sa faute; les circonstances ne le permettaient pas. « Pour ce qui est de l'affaire de Liège, disait le prince de Kaunitz au comte Mercy-Argenteau, on ne s'est pas dissimulé tout ce qui pouvait nous déconseiller de ne pas nous en mêler; mais il a été impossible de nous en dispenser, ainsi que Votre Excellence l'aura sans doute vu par les instructions données à M. le comte de Metternich, qu'il vous a montrées sans doute (1). »

V.

Position difficile de l'Autriche au pays de Liège.

En présence des résolutions prises antérieurement par le cabinet de Vienne de ne point se mêler de la révolution liégeoise, ce revirement subit parut bien singulier aux yeux du comte Mercy-Argenteau.

Il en témoigna son étonnement dans une lettre adressée, le 6 février 1791, au prince de Kaunitz : « Je ne puis que souscrire aux volontés de Sa Majesté, dit-il; mais s'il en résulte pour nous quelque bien dans l'avenir, ce qui me paraît fort douteux, au moins il est certain qu'il en

(1) Dépêche du 5 janvier 1791. Archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, registre 360.

résulte pour nous beaucoup d'inconvénients dans ce moment-ci ; car les nuages qui se sont élevés à cette occasion entre nos généraux et les ministres prussiens, le retard de l'échange des ratifications, les longues conférences de Sistove, les propos qui se tiennent par les émissaires prussiens, par les émissaires français, tout cela nourrit les espérances de nos boute-feux et les inquiétudes des citoyens bien intentionnés. Les États (de Belgique) y voient encore des probabilités d'une guerre. Le moindre parti qu'ils espèrent en tirer, c'est de nous donner la loi, et c'est ce qui fait que nous n'avancons guère ; qu'à chaque pas que je fais, je suis obligé de vaincre quelque chicane. Je gagne des partisans dans le public, mais aux dépens des États, et à mesure que ceux-ci perdent, les démocrates haussent le ton. Les membres des États, les conseillers de Brabant sont poursuivis de pamphlets, d'injures, de huées même ; et malgré tout cela, ils ne se rapprochent pas du gouvernement. » A qui la faute ? A ceux qui, à force d'indécision, ne résolvaient aucune difficulté.

VI.

Tentatives d'alliance entre l'Autriche et la démocratie.

Ces revirements, ces volte-face continuelles, dues en partie aux préoccupations des intérêts de la dynastie autrichienne et de la question d'Orient, faisaient singulièrement retarder aux Pays-Bas la réconciliation du pouvoir avec ses subordonnés. Ignorant combien la question de la dynastie impériale était mêlée à l'intervention autrichienne dans les affaires de Liège, le parti des États voyait avec déplaisir le gouvernement tendre la main à la révolution.

D'un autre côté, les démocrates attendaient avec impatience le moment de pouvoir renverser leurs ennemis, au moyen des avances peu sûres que l'Autriche faisait au parti révolutionnaire dans le but d'effrayer les États. Un moment le gouvernement des Pays-Bas crut pouvoir se servir de la démocratie belge, beaucoup plus modérée que celle de la France. Les premiers se bornaient à demander primitivement l'anéantissement des privilèges et l'égalité de droits, sans se préoccuper de la question religieuse. Ils laissaient au Christianisme toute son influence, en condamnant sévèrement la tyrannie des souverains et du peuple en matière civile, comme en matière de croyances.

Pareille modération engagea l'Autriche à employer ce parti comme un instrument facile à manier, sauf à le briser plus tard quand il n'en aurait plus besoin. Les demandes de fonds que les démocrates réfugiés en France adressaient souvent à l'empereur, les correspondances (1) qu'ils entretenaient avec le gouverneur par l'intermédiaire de Walkiers et de Cornet de Grez, contribuèrent singulièrement à raffermir l'Autriche dans cette opinion. Cependant Léopold s'en méfiait, à cause de leurs accointances avec la démocratie française, bien plus redoutable que celle de Belgique, et qui finit par la rallier à ses exagérations. Selon ce monarque les démocrates belges ne lui inspiraient aucune confiance, ils combinaient mal leurs plans; ils étaient indiscrets et rendaient leurs amis malheureux; ils travaillaient pour eux et non pour lui (2).

(1) Voir *Annexe III*. Voir aussi BORENET, *Hist. des Belges*, t. I, p. 222.

(2) WOLFF, *loc. cit.*, pp. 159, 160, 191, 209, etc. Voir aussi concernant les relations des Vonckistes avec le gouvernement, BORENET, *Histoire des Belges à la fin du XVIII^e siècle*, t. I, p. 281.

Observation bien naïve ! Comme si l'égoïsme n'avait pas été de tout temps l'unique mobile des partis et des gouvernements en matière politique. Seul Léopold semblait en douter.

Le parti gouvernemental et la démocratie avaient, il est vrai, certaines accointances de principes. L'un et l'autre voulaient la prépondérance du pouvoir central, en haine de l'omnipotence des États, et l'anéantissement des privilèges. Ils différaient seulement au sujet de l'application d'un système tout à fait antipathique aux institutions en vigueur dans la Belgique, dans la Hollande et en Angleterre. Les premiers désiraient confisquer tous les privilèges au profit du gouvernement et mettre tout le pouvoir entre les mains du souverain ; les seconds voulaient la destruction des privilèges au profit des masses, en faisant sortir le pouvoir du sein du peuple. Chacun attendait le moment propice d'agir, et cette attente, nous dirons cette méfiance, arrêtait toute transaction ; elle était mortelle pour le pays.

Si le parti démocrate avait été assez puissant, nul doute que le gouvernement des Pays-Bas s'en serait servi en dépit des défiances de Léopold. Mais, de l'aveu du comte Mercy-Argenteau, les doctrines de Vonck et de Vander Mersch n'avaient pas pris racine dans la nation. Jusqu'ici, disait-il au prince de Kaunitz, nous avons les démocrates pour nous ; ils annoncent les meilleures intentions ; mais ils sont les plus faibles, et la morale du club des Jacobins n'a pas encore illuminé assez les têtes pour nous donner de ce côté-là des embarras réels (1). Cependant le gouverne-

(1) Archives de la chancellerie des Pays-Bas à Vienne, registre 359.

ment leur faisait des avances. Celui-ci recevait avec un air de bienveillance leurs écrits, leurs lettres, leurs suppliques. Ce qui n'empêcha pas l'empereur de dire en secret à sa sœur : je crois que vous agiriez sagement en faisant bon visage à tous, aristocrates et démocrates, mais sans vous engager à traiter ni avec les uns, ni avec les autres. Chacun ne pense qu'à soi (1). En vertu de ce principe très-équivoque, le gouvernement des Pays-Bas, obligé de ménager tous les partis à la fois, se trouvait dans la nécessité de les contrarier également. Les royalistes étaient sacrifiés, humiliés, mécontents ; les Vonckistes ou démocrates étaient persécutés en raison directe de leur ressentiment contre les États ; ceux-ci étaient mécontents du gouvernement et lui étaient odieux (2). Les hommes d'État appelés en Belgique à diriger les affaires suivaient une marche vacillante, avançaient ou reculaient suivant les circonstances. D'autre part, le ministère de Vienne, divisé sur les affaires des Pays-Bas et peu au courant du véritable état moral et politique du pays, agissait sans connaissance de cause.

Une autre circonstance contribua singulièrement à entretenir la méfiance. Contrairement à ses engagements, Léopold voulait seulement rétablir les privilèges confirmés en faveur des Pays-Bas par Charles VI et Marie-Thérèse. Quant aux autres points en litige, il n'entendait pas les accorder, ni les rétablir tels qu'ils furent avant les troubles, malgré les promesses formelles données aux puissances maritimes et à la Prusse, garants de la mise à exécution des obligations contractées à l'égard des Belges (3). De là

(1) WOLFF, *loc. cit.*, p. 166. WOLFF, *Marie-Christine*, t. II, p. 104.

(2) WOLFF, *Marie-Christine, Erzherzogin*, t. II, p. 103.

(3) COXE, t. V, pp. 577, 578.

l'opposition formidable signalée par Mercy-Argenteau.

Dans ce moment d'incertitude et au milieu d'une surexcitation fébrile des partis, le gouvernement des Pays-Bas laissa venir à lui les patriotes liégeois, amis des démocrates belges (1). C'était une réponse à la conduite tenue par l'évêque de Hoensbroech, lorsque ce prélat accueillit les patriotes belges réfugiés en 1789 au pays de Liège (2). Bruxelles devint le rendez-vous de plusieurs de ces exilés. Lambert-Joseph de Donceel, ancien colonel au service d'Autriche, puis général en chef de l'armée liégeoise, y arriva ainsi que son fils, connu dans les annales de la révolution liégeoise sous le nom de chevalier Donceel, ci-devant haut avoué de Fléron et membre du Conseil de la cité, envoyé à Aix-la-Chapelle à l'époque de la conférence d'Aldenghoor. Ils furent suivis de quelques nobles, auxquels le prince-évêque avait fermé l'entrée du corps de la noblesse aux États (3).

Tous ces exilés et les démocrates aux allures plus ou moins impérialistes et d'emprunt pour le moment, faisaient au gouvernement des Pays-Bas certaines avances que celui-ci ne dédaignait pas. Il crut trouver dans ce parti l'appui nécessaire pour arriver à la souveraineté de Liège, une aide dont il fallait tirer parti. « Ne souffrez pas plus longtemps, disait Donceel dans un écrit adressé aux gouverneurs généraux des Pays-Bas, le mépris formel qu'affectent nos oppresseurs pour vos conseils et insinuations justes et bienfaisantes; ne souffrez pas enfin que l'Europe entière, indignée des horreurs et atrocités qu'on exerce au

(1) Voir sur l'union des démocrates belges et liégeois, BORGNET, *Hist. des Belges*, t. I, p. 261.

(2) Voir au sujet des réfugiés, DARIS, *loc. cit.*, t. I, pp. 429 et suiv.

(3) BORGNET, *Histoire de la révolution liégeoise*, t. II, p. 43.

pays de Liège sous le spécieux prétexte d'administration de justice, croie que l'équitable et bienfaisant Léopold soit complice de tant de forfaits (1). » Singulier spectacle ! Dans ce moment suprême les patriotes liégeois voyaient leur salut dans l'occupation du pays par l'étranger. Ils eurent le triste courage d'appeler sur le sol de la patrie les Français et les Autrichiens, sans calculer les suites de la domination étrangère, sans comprendre le danger de faire intervenir les voisins dans des querelles de ménage. L'exemple de la Pologne ne leur avait rien appris.

Les Liégeois, partisans de l'Autriche, n'étaient guère nombreux. On y comptait ceux fixés à Bruxelles et l'avocat Bastin, chargé d'affaires des Pays-Bas à Liège, constamment préoccupé de la réunion de la principauté à la Belgique. Quant aux autres exilés, ils étaient la plupart partisans de la France.

On connaît par la presse un grand nombre d'écrits, dus à la plume des patriotes liégeois, dévoués à la France, et leurs discours au style ampoulé et déclamatoire. Les mémoires des patriotes liégeois, partisans de l'Autriche, sont moins répandus. Ces écrits, rédigés dans un style semblable à celui des partisans de la France, n'ont jamais vu le jour.

Nous avons sous les yeux plusieurs de ces écrits adressés au gouvernement des Pays-Bas. Ces mémoires, aux tendances moins accentuées dans le sens démocratique que ceux des partisans de la France, offrent un certain intérêt pour l'histoire de la révolution liégeoise. Ce sont

(1) Archives du Conseil privé, carton 512.

des déclamations, des récriminations contre les jeux de Spa, ou à propos du règlement de 1684, des allusions aux efforts inutiles faits par l'Autriche dans le but de concilier l'esprit révolutionnaire avec le gouvernement épiscopal, enfin des reproches adressés à la réaction, etc. (1).

L'état noble liégeois, accusé d'avoir contribué par sa conduite à l'opposition du peuple et d'avoir provoqué l'intervention de la Prusse, malgré l'état primaire, voulut de son côté se justifier aux yeux de l'évêque et de l'Autriche. Il fit dresser un mémoire manuscrit, par lequel il tâchait de se ménager à la fois la bienveillance du prince-évêque et du cabinet de Vienne. Il désirait surtout effacer la mauvaise impression produite sur l'évêque de Hoensbroech par ses accointances avec le tiers état, et expliquer ses démarches auprès du roi de Prusse. A l'entendre, la noblesse s'efforçait de rétablir une réconciliation complète au moyen de concessions mutuelles, qui, repoussées de part et d'autre, devenaient impossibles. C'était dans ce but, dit le mémoire, qu'elle avait eu recours au roi de Prusse, en dépit de l'Autriche (2).

Par une bizarrerie des événements, ce que l'Autriche avait blâmé dans la conduite de la Prusse, ce que Joseph II avait si sévèrement condamné, le cabinet de Vienne le mit lui-même à exécution. Il crut devoir protéger les insurgés contre leur prince.

Pourquoi? C'est qu'il brûlait des s'annexer le pays de Liège, n'importe par quelle voie. En matière politique l'intervention d'une puissance dans les affaires d'un autre pays

(1) Voir *Annexe I.*

(2) Voir *Annexe II.*

n'est jamais le résultat du dévouement et de l'abnégation. Son seul mobile est l'égoïsme; rien de plus. Les moyens mis en pratique par la Prusse et l'Autriche étant les mêmes, les résultats devaient avoir la même fin. La principauté de Liège devait perdre son autonomie, et devenir autrichienne par une voie semblable, comme elle aurait été prussienne, si la Prusse avait continué de l'occuper.

Après avoir reconnu la fausse route dans laquelle elle s'était engagée, l'Autriche fut obligée de faire une nouvelle volte-face.

Le cabinet de Vienne vit, un peu tard, que sa conduite ne lui avait pas concilié l'affection du chapitre de Saint-Lambert, seul appelé, sans l'intervention d'aucun autre corps, à élire les princes-évêques, et à se prononcer sur la question des coadjuteurs. Il ne pouvait plus sous ce rapport se faire aucune illusion : tout le clergé s'était prononcé contre lui. L'espoir de placer, par les voies plus ou moins légales, un prince autrichien sur le siège de saint Lambert, avait disparu à jamais. Pour y réussir il fallait songer à une autre combinaison.

VII.

Chute de la politique de l'Autriche au pays de Liège.

Entre-temps les armées victorieuses de France s'emparèrent de la principauté (novembre 1792); momentanément elle était perdue pour les Autrichiens. Les revers de Dumourier les ramenèrent de nouveau à Liège (mars 1793), et leur donnèrent l'occasion de rétablir l'évêque dans son ancien pouvoir.

Cependant un projet nouveau surgit, celui de séculariser la principauté et de la partager.

Lorsque Dotrange, chargé d'affaires du prince-évêque de Liège à Bruxelles, envoya (11 août 1793) le résumé d'un entretien entre le duc de Beaufort et l'archiduc Joseph, il rapportait, entre autres : le prince a dit qu'il y avait dans le pays de Liège et notamment dans l'Entre-Sambre et Meuse et les Ardennes plusieurs parties à la convenance de Sa Majesté (1). Le projet de séculariser l'évêché, point de départ de ce démembrement, était déjà plus ou moins arrêté de concert avec la Prusse (2), très-enchantée de pouvoir étendre de ce côté des possessions singulièrement disposées par les frontières des pays voisins. En un mot la principauté de Liège était pour la Prusse et l'Autriche une petite Pologne à partager entre ces puissances, que les habitants avaient eu le tort d'appeler chez eux, dans le but de se débarrasser d'un parti. L'affaire prenait déjà une bonne tournure pour les deux copartageants. En ce moment l'Angleterre ne se souciait nullement de savoir si la principauté de Liège serait prussienne ou autrichienne. Elle se félicitait d'avoir pu faire triompher sa politique en Orient, grâce aux faiblesses de l'Autriche. Que lui importait ce petit coin de pays en présence de ce qui se passait en France? Toute son attention était arrêtée sur ce point.

L'Autriche n'en jugea pas de même. Toujours absorbée par les questions d'extension de territoire, de suprématie en Allemagne et dans les pays voisins, elle ne s'aperçut pas des tendances de la France. Elle ne comprit pas encore

(1) BONGNET, *loc. cit.*, pp. 287, 288.

(2) *Ibid.*, p. 286.

que cette puissance ne visait à rien moins qu'à la domination de l'Europe entière. Le cabinet de Vienne s'occupait encore toujours du pays de Liège, lorsque tout à coup ses projets avortèrent, comme ils avaient avorté en Pologne. Les Français, de nouveau victorieux à Fleurus, entrèrent à Liège le 27 juillet 1794.

Les vainqueurs furent suivis immédiatement des démocrates, anciens amis et alliés du gouvernement autrichien. Arrivés au pouvoir, ils frémissaient de colère contre leurs anciens protecteurs, qui, prodiges de paroles et de promesses, les avaient leurrés si longtemps.

Au moment du triomphe, ils se souvenaient des paroles jetées du haut de la tribune française par Brissant, lorsqu'il disait : « votre véritable ennemi, c'est l'empereur ; » c'est à lui que vous devez vous attacher ; c'est lui que vous devez combattre. » Il y avait du vrai dans ces paroles menaçantes. Léopold, primitivement grand admirateur de la révolution française, en était devenu l'ennemi le plus acharné, au grand dépit du prince de Kaunitz (1). Toute la famille impériale comprit alors et alors seulement, l'abîme qui séparait les rois des démocrates... Jusqu'à ce moment elle s'était bercée du vain espoir de concilier la monarchie avec la démocratie radicale et de regarder celle-ci comme un moyen de faire grandir son pouvoir (2). Dès que le divorce était prononcé entre l'empereur et les démocrates, ceux-ci mirent volontiers à exécution les menaces de Brissant, sans merci comme sans pitié pour le fils de leur

(1) BEHSE, *Geschichte des Oesterreichischen Hofes und Adels, und der Oesterreichischen Diplomatie*, t. IX, p. 57. WOLFF, *Marie-Christine*, t. II, p. 107.

(2) *Ibid.*, p. 72.

ancien ami. La monarchie tomba, au grand effroi des souverains, en France, aux Pays-Bas et dans la principauté de Liège. Dans celle-ci la grave question de domination ou de partage était tranchée par l'épée des vainqueurs. La nationalité liégeoise avait cessé d'exister, pour ne plus jamais se relever. C'était le résultat le plus clair de l'appel à l'intervention de l'étranger.

ANNEXES.

I.

Notes sur les avantages que le royal service éprouverait par une juste et prompte pacification du pays de Liège.

Qui verum atque decen scuro et cogo
et omnis in hoc sum.

HOR., lib. I, epis., I, v. 11.

Si je pouvois me livrer sans retenue quelconque à l'impulsion de ce sentiment pur et désintéressé, qui ne cessera de m'animer en faveur du pays de Liège, ma déplorable patrie, j'analyserois volontiers ces puissants motifs qui, étayés des principes irréfragables du droit public germanique, ainsi que des réflexions qu'inspire la saine politique, auroient dû ménager à cette partie intéressante de l'empire germanique une bienveillance très-particulière de la part de son auguste chef. Mais la crainte d'abuser de ces instants précieux que S. E. le Ministre plénipotentiaire, comte de Metternich, emploie constamment au salut de la Belgique ainsi qu'au vrai bien-être de son auguste maître, veut que pour le moment je me borne au seul exposé de ces raisons convaincantes qui, dès longtemps méditées et réfléchies, m'ont déterminé à croire que si, dans la fatale cathégorie où se trouve la nation liégeoise,

en proie depuis trop longtems au ressentiment effrené et injustifiable de son évêque-prince, S. M. I. et R. eut interposé sa puissante et juste influence pour ramener sans délai ultérieur l'une et l'autre partie à la stricte observance des loix fondamentales et constitutives du pays, on auroit vu à l'instant même le peuple liégeois, naturellement sensible et reconnoissant, se vouer de cœur et d'affection au service de l'auguste maison d'Autriche, qu'il a considérée et reconnue depuis longtems pour la seule puissance particulièrement intéressée de plus d'un chef à la maintenir dans la paisible et stricte jouissance de sa liberté et autres prérogatives constitutionnelles.

A ce simple exposé de mon opinion particulière que j'offre de développer plus amplement et avec toute la certitude possible lorsque j'en serai requis, on m'objectera sans doute la démarche aussi insensée qu'indiscrete d'une très-petite portion de ce même peuple qui lasse de s'être vu totalement abandonné pendant nombre d'années, en mépris de ses justes et instantes réclamations, au régime arbitraire et révoltant de son évêque-prince, s'est enfin jeté dans les bras de la soi-disante Convention nationale françoise, seule puissance qui pour lors allécha ce peuple malheureux par des promesses d'une félicité juste et assurée. Mais il me sera très facile de résoudre cette objection et d'effacer le préjugé hazardé qui en sera résulté, de l'esprit de tout homme juste et impartial qui voudra prêter attention aux circonstances suivantes : 1° Il est incontestablement de fait et de notoriété publique que si la sacrée chambre impériale de Wetslaer se fût acquitté de son devoir indispensable lors de la subversion absolue de la constitution fondamentale du pays de Liège, opérée de la manière la plus inique et la plus révoltante par un de ses évêques-princes en 1684, il est évident, dis-je, que si pour lors ce tribunal supérieur eut prononcé définitivement avec cette promptitude nécessaire sur les plaintes graves qui lui furent adressées à ce sujet et successivement sur le différend ému

pour le même objet en 1787 entre l'état de la noblesse du pays de Liège et le comte de Hoensbroeck, pour lors son évêque-prince, jamais, non jamais la prétendue révolution de 1789 n'aurait eu lieu.

2° Il n'est pas moins vrai que si ce même comte de Hoensbroeck, évêque-prince de Liège, ému par une conscience juste et timorée, se fût acquité de cette promesse solennelle qui, prononcée volontairement de sa bouche et calquée d'après les devoirs indispensables de son état, assuroit infailliblement la régénération de l'ordre constitutif, oui, j'oserai dire avec vérité que pour lors jamais les funestes effets de cette prétendue révolution, provoquée d'ailleurs de la part des détestables agents de ce même évêque-prince par un accroissement de prévarications et de mépris formels de la constitution primitive du pays, n'eût eu lieu.

Je dis finalement que si, lorsque la sacrée chambre impériale, après avoir pris de son propre mouvement connaissance de ce qui s'étoit passé à Liège, le 18 aoust 1789, fût enfin parvenue à l'exécution rigoureuse de ses terribles et inconcevables décrets, et après avoir de la sorte réprimé l'audace de cette partie de la nation qui, lassée par la longue et inutile attente d'un jugement des plus urgents et de nature à terminer le cours des infractions faites à la constitution depuis la fatale époque de l'an 1684, avoient enfin transgressé la seule forme judiciaire pour atteindre un but d'ailleurs des plus justes et des plus équitables, je dis donc que si pour lors ce tribunal suprême se fût incessamment occupé, en acquit de son devoir, de régénérer dans leurs anciennes vigueurs les loix fondamentales et constitutives du pays de Liège, de la transgression desquelles sont, hélas! dérivés les désordres qui ont affligé et affligent encore cette malheureuse partie de l'empire, jamais les Liégeois n'auraient désiré la funeste arrivée des François dans leurs foyers. Non jamais on ne les aurait vu se jeter aveuglément dans les bras de ces détestables anar-

chistes, si une puissance juste et bienfaisante leur avoit prêté une main secourable pour les soustraire au despotisme inique et révoltant de leur évêque-prince et de son église. En effet j'oserai avancer, en dépit des insignes détracteurs de cette nation franche et loyale, que dès le principe de sa prétendue révolution de 1789 et jusqu'à l'instant malheureux de l'invasion des hordes françoises dans cette partie intégrante de l'empire germanique, jamais elle ne demanda et ne prétendit qu'à la plus stricte administration de justice sur la transgression formelle de sa constitution primitive et fondamentale que ses évêques-princes n'ont cessé d'outrager, surtout depuis la fatale époque de l'an 1684 où, à la honte de l'humanité, de la religion, en un seul mot en mépris de tout ce que caractérise l'homme de bien, on vit un de ses prélats qui, frondant ouvertement et à mains armées la paix publique pour assurer son despotisme, l'esclavaque (*sic*) d'un peuple libre et tarir de la sorte la source de toute réclamation sur une démarche aussi inique et aussi révoltante, fit égorger les magistrats du peuple, et sur leurs cadavres sanglants s'emparant des archives et autres monuments, témoins irréfragables de la liberté des Liégeois, renversa de la sorte la constitution fondamentale du pays. Telle fut cependant pour lors cette transgression affreuse de la paix publique ainsi que de la constitution fondamentale du pays de Liège, dont le bruit général et la notoriété publique indignant l'Europe entière parvint certainement à la connoissance de la sacrée chambre impériale de Wetzlaer, sans cependant que ce tribunal suprême, principalement établi pour surveiller le maintien de la paix publique ainsi que la stricte observance des loix constitutives de l'empire germanique de même que celles des provinces particulières qui le composent, ait jamais pensé de réprimer de manière quelconque l'insigne déloyauté de cet évêque inique et sanguinaire; tandis que de nos jours sur un égal bruit général et notoriété publique, mais sans motifs apparents,

sans plaintes portées, sans la moindre atteinte à la tranquillité publique. Au contraire, tandis que l'évêque-prince, comte de Hoensbroeck, déclarait lui-même au siège suprême par le mouvement le plus libre et le plus volontaire, l'espoir de terminer tous ses différends avec la nation par un accommodement amiable, on a néanmoins vu ce tribunal lancer son terrible et inconcevable décret du 27 aoust 1789 sur une prétendue révolution, qui n'ayant eu lieu que le 18 du même mois d'aoust, ne pouvoit être assez caractérisée aux yeux du juge pour prononcer ce terrible et inconcevable décret, dont l'exécution plénière a causé la ruine entière d'un pays, qu'une administration de justice, hélas ! trop longtemps différée, avoit entièrement désolé et désespéré.

Qu'il me soit donc permis de dire, avec cette franchise qui m'est naturelle, que tous ceux auxquels le véritable état des circonstances qui caractérisoient pour lors le pays de Liège étoit connu, n'ont pu équitablement juger ce décret, quelques respectables qu'en fussent les motifs, encore bien moins son exécution convenable à ces circonstances.

Je soumets donc avec ingénuité mon opinion à celle de tout observateur instruit, juste et impartial. J'oserai même la soumettre aux lumières de la sacrée chambre impériale de Wetzlaer, dont il est ici de mon devoir d'annaliser et combattre le décret, selon mon intime persuasion pour la justification de mes concitoyens en général, persuadé que, quelque soit son jugement, elle ne pourra certainement pas méconnaître dans la manière dont j'ai manifesté ma façon de penser, le respect qui lui est dû, respect auquel, dans l'esprit de tout homme pensant, il est impossible de nuire, en soutenant que ce tribunal de l'empire agissant par les motifs les plus louables a cependant payé dans cette fatale occurrence la dette de l'humanité..... qu'il s'est trompé.

Dans cet état des choses, si S. E. le Ministre daigne réfléchir muerement sur la nature et importance de ces différentes

considérations, marquées au coin de la plus exacte vérité, il ne leur restera plus de doute sur la nécessité aussi urgente qu'indispensable de faire intervenir l'autorité de S. M. I. R. A. pour qu'au plustôt il soit enfin rendu à la nation liégeoise la justice qui lui est due et à laquelle elle aspire en vain depuis l'an 1684, en déterminant définitivement, d'après l'esprit et l'expression formelle de la constitution fondamentale du pays, la vraie ligne de démarcation établie entre les pouvoirs et prérogatives de l'évêque-prince de Liège et ceux du peuple et de la nation en général. De la sorte le Liégeois, se trouvant satisfait dans ses justes et instantes réclamations, j'ose assurer que pour lors, en profitant de son autorisation ainsi que des sentiments de vénération et de reconnaissance, dont il se sentira animé à l'égard de S. M. I. et R. François II, son juste et magnanime libérateur, et en tirant d'ailleurs de la confiance dont cette nation belliqueuse a sans cesse honoré le chevalier de Donceel, ci-devant colonel au service de l'auguste maison d'Autriche, on parviendra à lever en très-peu de tems, dans ce pays, un corps de trois à quatre mille hommes, auxquels viendront infailliblement se joindre ceux des Liégeois, qui lors de la fuite des hordes françoises du pays de Liège, à l'approche de l'armée autrichienne, ne sachant où se réfugier, se sont retirées en France. Enfin on ose assurer qu'en profitant des lumières et connoissances que près de cinquante ans de service ont acquis à ce vieux militaire, on parviendra à tirer de ce pays le parti le plus considérable à l'avantage du royal service.

Le chevalier de DONCEEL, fils.

Le très-humble soussigné, avec lequel le but de cette note a été concerté, et au sujet duquel il offre les éclaircissements militaires les plus convaincants, croit en ce moment inutile de prescrire l'organisation d'un tel corps de troupes légères; cela dépendant absolument du conseil aulique de guerre. Il

observera seulement en ce moment que, pour faciliter cette recrue et la perpétuer ensuite avec le plus grand succès, il sera indispensablement nécessaire de la faire exercer par des sujets du pays, qui d'ailleurs, distingués par leurs mérites et qualités militaires, mériteront de tous chefs de faire partie du corps d'officiers.

Le même soussigné, craignant que par l'offre qu'il fait de mettre ce projet militaire en évidence avec toute la promptitude et le succès possible, on ne le soupçonne conduit par l'intérêt, croit de son devoir de prévenir qu'il ne demande d'autre avantage que l'honneur d'être utile au roial service, duquel il a fait partie pendant plus de trente années, et d'être en conséquence chargé de la direction de la levée de ce corps avec assignation de sa résidence en la ville de Liège, d'où il lui sera facile de surveiller toutes les parties de cette opération.

Le chevalier de DONCEEL,
ci-devant colonel.

II.

Mémoire justificatif pour l'état noble du pays de Liège, et exposé fidèle de la conduite qu'il a tenue au commencement de la révolution, de celle qu'il a été forcé de tenir pendant les troubles et de celle qu'il a encore tenue depuis le retour du prince, pendant l'assemblée des États convoqués par ses ordres.

Il est des momens critiques, des situations malheureuses que la prudence ne peut prévoir et auxquelles elle ne peut obvier. Les ressorts cachés de la politique, les nœuds secrets de l'intrigue trompent ordinairement les personnes qui en sont les plus éloignées, et qui en deviennent nécessairement les victimes, pour peu qu'elles aient quelque rapport avec

l'objet qu'on a en vue et le but que l'on se propose. C'est dans cette situation que s'est trouvé l'état noble du pays de Liège. C'est dans ces premiers momens critiques de la révolution qu'il a cru remplir son devoir sacré en se rendant à la convocation que le prince avoit faite de ses États. Les membres de ce corps, absents, éloignés de la capitale, ignoroient ce qui s'y passoit, n'en avoient aucune notion et ne pouvoient par conséquent prévoir l'explosion qui y a éclaté le 18 août 1789. Après cette explosion chaque membre reçut la lettre du prince datée du 17 août, qui les convoquoit à l'assemblée des États pour le 31 du même mois. Il était naturel de croire que l'objet de la convocation, qui avoit pour but le bien général des sujets et le soulagement particulier de la partie indigente du peuple, ainsi qu'il est articulé dans la lettre, étoit relatif à l'événement du 18 août, et aux réclamations que faisoit le peuple, et notamment celui de la ville de Liège. Cela parut si conséquent, que la date de la lettre approchoit du lieu près la date de l'événement, et que dans l'intervalle du 18 au 31 août il n'y a point eu d'autres lettres qui aient contrarié ou contredit la première.

Arrivé à Liège, l'état noble apprit, avec autant de surprise que d'inquiétude, que le prince, après avoir sanctionné l'abolition du règlement de 1684 et confirmé les nouveaux magistrats, s'étoit retiré et étoit sorti du pays. Privé du chef qui seul pouvoit le conduire et l'éclairer dans ces circonstances critiques et douloureuses, et ne pouvant encore en développer le mystère, l'état noble jeta les yeux sur le chapitre cathédral, comme état primaire, qui déjà avoit chanté le *Te Deum* en action de grâce, et par conséquent avoit approuvé tout ce qui s'étoit passé. Les membres de l'état noble eurent des conférences particulières avec M. le grand écolâtre de Ghysels, et on convint avec lui du recès à faire. C'est le recès du (sic) on le croit du 31 août, que les deux corps ont fait uniformément. Cet état s'est encore attaché à remplir les vues du prince

pour le soulagement du peuple, en renonçant à ses exemptions personnelles et en accédant à l'abolition de l'impôt de 40 s. sur le muid de braz.

La question touchant le règlement de 1684 a été, semble-t-il, vue et traitée sous une autre face qu'elle devoit l'être. On l'a considéré comme constitution du pays ou comme une constitution générale qui oblige tout le pays. Le pays de Liège ne connoît point d'autres constitutions fondamentales et générales que la paix de Fexhe et celle des Vingt-Deux, qui en sont le garant et l'égide. Le règlement de 1684 est un règlement particulier, qui régle la manière d'élire les magistrats dans la ville de Liège et dans la plupart des villes. Il n'est point général, puisqu'il y a des villes où il n'a pas lieu, et que dans les provinces ou le plat pays on ne l'observe point, et on ne l'y a jamais observé. Il n'est donc que local et particulier.

Il est certain que les états n'ont le droit de concourir que dans les loix et réglemens qui obligent la généralité du pays, et point du tout dans les réglemens locaux et particuliers, que chaque ville est en droit de faire avec l'approbation du prince pour ses besoins et pour l'ordre à y établir, surtout de qu'ils ne contrarient point les loix générales.

La généralité du pays a son sens que les États constituent; ils font les loix générales. La ville de Liège et les autres villes ont aussi leur sens particulier. Elles font les réglemens particuliers, qui n'obligent qu'elles. Elles les font avec l'agrément et la sanction du prince, qui est nécessaire pour la validité de toutes loix ou réglemens généraux ou particuliers.

Telle est la constitution et telle en a été l'observance dans tous les tems. Les États n'ont jamais concouru aux réglemens que les villes ou villages ont faits et obtenus pour leur régime particulier. Les magistrats élus en conformité de ces réglemens doivent être considérés par les États comme magistrats et légitimes représentants des villes, tant et si longtems qu'il n'y a point de réclamations contraires de la part de ceux

qui ont droit de concourir à ces réglemens. Et en cette qualité ils doivent être reconnus comme membres légitimes et légaux du tiers état qu'ils constituent essentiellement.

Si on supprime un règlement pour en substituer un autre, les magistrats qui, en conformité du nouveau, représenteront leurs villes sans contradiction, seront encore sans contradiction membres du tiers état.

Il est si vrai que le règlement de 1684 n'est point général et qu'il n'est point nécessaire que les magistrats pour être de l'état soient élus en conformité de ce règlement, que ceux de quelques villes y siègent légalement et sans opposition, quoiqu'elles n'observent point ce règlement et qu'elles s'en tiennent à ceux qui lui sont antérieurs.

De ce principe il résulte une conséquence nécessaire, qui est que les réglemens ne peuvent être changés ou abolis, que par ceux qui ont le droit de les faire.

Le prince, les chanoines de la cathédrale, comme chapitre, et la généralité constituent le sens de la ville de Liège. Il n'y ~~avait donc~~ que ce sens qui pût abolir le règlement de 1684. De ~~le commencement de~~ septembre 1789, on a fait conster à l'état noble de l'abolition de ce ~~règlement~~ par le consentement du prince, par celui du chapitre et le vœu de la généralité. Il paraissoit donc aboli, et l'état noble n'avoit rien à réclamer contre une chose à laquelle il n'avoit pas droit de s'opposer, ni de concourir. Il devoit donc nécessairement reconnaître comme anéanti ce que ceux qui avoient le droit de le faire avoient aboli.

Le consentement du prince a été forcé. La première effervescence du peuple est propre à le faire croire. Mais il n'en constoit point à l'état noble, qui n'étoit point à Liège dans ces momens. Le prince retiré à Trèves ne l'avoit point déclaré, et on ignoroit s'il révoqueroit ou non ce consentement. Mais le chapitre cathédral de Liège, qui y est constamment, avoit été témoin de l'événement, il est une partie nécessaire du sens de

la ville. Comment a-t-il pu consentir à l'abolition de ce règlement? Pourquoi n'a-t-il pas prévenu l'état noble que ce consentement étoit forcé et qu'il réclamoit contre? Pourquoi, conjointement avec le prince ou séparément, n'a-t-il pas protesté contre les nouveaux magistrats et contre la forme de leur élection? Pourquoi les a-t-il reconnus, siégé à l'état, et recessé avec eux pendant huit mois? Pourquoi a-t-il donné ses députés pour aller avec ceux de l'état noble et de ce tiers état à Trèves, à Wetzlaer, à Aix, à Aldengoor, etc., pour y traiter conjointement les affaires? Pourquoi enfin a-t-il induit l'état noble en erreur, si cette conduite vis-à-vis l'état tiers n'étoit que feinte et simulée?

Je le repète, les bourgmestres qui exercent leurs fonctions sans empêchement ni contradiction de la part de ceux qui ont le droit de s'y opposer, sont censés légitimes représentans des villes, et comme tels ils deviennent membres légaux de l'état. L'état noble devoit les y reconnoître, parce qu'il n'a point le droit de juger de la légitimité de leurs élections, comme magistrats, parce que ceux qui ont ce droit et ce pouvoir n'y avoient formé aucune opposition, et parce qu'il constoit encore que le prince et le chapitre cathédral, qui fait partie nécessaire et essentielle du sens de la ville de Liège, avoient approuvé l'abolition du règlement de 1684 et l'élection des nouveaux magistrats.

L'état primaire devoit donc reconnoître pour membres de l'état tiers ceux qu'il avoit reconnus pour magistrats comme chapitre; et c'est ce qu'il a fait pendant un long laps de tems. Et l'état noble, qui n'avoit pas le droit de rechercher, d'examiner, ni de juger des qualifications qui légitiment les magistrats, devoit nécessairement reconnoître pour membres du tiers état ceux que le chapitre cathédral avoit reconnus pour bourgmestres.

La conduite de l'état noble est irréprochable dans ces circonstances. Il n'avoit ni le droit, ni le pouvoir d'arrêter l'effe-

vescence et la fermentation qui n'avoient pour objet que l'abolition du règlement de 1684 et la nouvelle forme d'élection des magistrats. Le chapitre cathédral pouvoit le faire. Il ne l'a point fait. Sur qui donc doit-on rejeter la cause des suites fâcheuses et désastreuses que cet événement a occasionnées? L'état primaire pouvoit alléguer aussi avec raison que son consentement a été forcé; que tout ce qu'il a fait pendant très longtems d'un commun accord et conjointement avec les autres états, étoit l'effet d'une crainte fondée. Mais après la division du chapitre cathédral, ceux qui sont restés, l'état noble, étoient aussi toujours forcés, et dans la suite, lorsque les effets suivoient de près les menaces, le ressentiment et la volonté publique imprimoient des sujets de crainte encore bien plus forts.

Cependant le chapitre cathédral pouvoit détruire la révolution dans son principe. Le prince, s'il avoit été mieux instruit, pouvoit l'anéantir avec quatre lignes d'écriture, protester contre son consentement forcé et contre les nouveaux magistrats, dissoudre les états; tout étoit dit. Si cela s'étoit fait, l'état noble ne pouvoit plus reconnoître comme état les magistrats dont la légalité aurait été contestée par les contradicteurs légitimes. Il se seroit séparé et dissout.

Les moyens prompts et efficaces n'ont pas été employés. L'état primaire a continué de siéger, de recesser, de correspondre avec les magistrats qui constituoient l'état tiers. Le prince ne les désavouoit point. Il a même sanctionné de Trèves une loi, où ils avoient concourrus. L'état noble pouvoit-il faire autrement que de croire, d'après des preuves si évidentes de consentement, que l'état tiers ne fût légalement constitué, et qu'il devoit le regarder comme tel?

Cependant l'absence du prince étoit pour l'état noble un sujet d'inquiétude et de douleur. Il espéroit que son retour et sa présence calmeroit l'effervescence, dont les progrès n'avoient encore pris assez de consistance pour en faire craindre les

suites désastreuses que l'on a essuies depuis. Il espéroit encore et désiroit ardemment de le seconder pour ramener le calme et la paix dans la capitale, qui ordinairement entraîne avec elle les autres villes. Dans ces vues et plein de cet espoir, il proposa et insista pour qu'on envoyât des députés vers le prince, pour le supplier et l'engager à revenir dans ses États. Il en nomma un de sa part. Mais il eut la douleur d'apprendre que cette mission infructueuse ne leur laissoit plus d'espérance de voir dans le principe terminer les difficultés et étouffer la fermentation, dont les progrès ne pouvoient que croître et devenir de plus en plus inquiétans.

En effet, l'air et le ton imposant et menaçant du peuple pouvoit déjà avoir imprimé quelque frayeur au chapitre cathédral et à l'état noble, qui pressentit dès lors les malheurs, dont le pays étoit menacé pendant l'absence du prince et privé de son chef. C'est pourquoi lorsque la sacrée chambre impériale de Wetelaer eut décerné l'exécution sur les trois sérénissimes princes, directeurs du cercle, l'état noble crut devoir implorer la protection de S. M. prussienne, non pas contre les deux autres sérénissimes princes directeurs, ni contre la sacrée chambre, ni contre le prince, mais pour qu'elle daignât employer son crédit, sa médiation, son influence près d'eux pour obtenir une prompte pacification, pour rendre le prince à ses sujets, pour engager, s'il étoit possible, le tribunal suprême à révoquer ou à suspendre une exécution toujours respectable, mais redoutable et désastreuse pour le pays.

L'état primaire rejeta cette demande sous le prétexte, qu'en demandant la médiation isolée du roi, on méconnoissoit l'égalité des droits des deux autres princes directeurs.

Jamais l'état noble n'a eu l'intention de méconnoître l'égalité et les pouvoirs des sérénissimes princes du cercle. Il ne l'a jamais manifesté. Son but étoit, en s'adressant à un des plus puissants princes de l'empire, de parvenir, par son interces-

sion, à une pacification si nécessaire et si désirée, et d'obtenir de la clémence du suprême tribunal la révocation de l'exécution de ses décrets.

C'est seulement à cette époque que l'état primaire a paru changer de sentiment et s'éloigner des états nobles et tiers. Jusqu'à là leurs recès, les députations, le vœu de rétablir la constitution dans sa pureté, de corriger les abus, de redresser les griefs, tout étoit unanime. On ne peut faire un crime à l'état noble d'avoir cherché des moyens de pacification. Toutes les voies d'intercession qui pouvoient y conduire lui paraissoient permises à tenter. Son but étoit de sauver la patrie.

La révolution faisoit des progrès, l'effervescence augmentoit et la partie du peuple la plus nombreuse, qui cherche et qui trouve ordinairement son avantage dans les excès du désordre, imprimoit déjà une crainte assez forte pour contraindre au silence les personnes les mieux intentionnées, et qui gémissaient en secret de voir l'ordre et la tranquillité publique se troubler de plus en plus.

Le chapitre cathédral ne pouvoit être à l'abri de cette crainte. Et l'état noble, outre la même impression qu'elle lui faisoit, étoit encore dans l'ambarras particulier de ne pouvoir rien décider sur le mandement de 1684, qui étoit le but et l'objet de la révolution, auquel il ne devoit et ne pouvoit concourir, soit pour son maintien, soit pour son abolition.

Les troupes prussiennes et palatines entrèrent dans le pays, dans les villes et dans la capitale, et n'y rencontrèrent aucune opposition. Ce fut alors que l'état noble espéra de voir terminer les troubles par la soumission au décret du tribunal suprême et par celle qui est due aux sérénissimes princes directeurs. La révolution et le soulèvement n'avoient encore gagné que la capitale. Les villes et quelques cantons voisins de leurs ressorts, les princes, le plat pays, si on en excepte le marquisat de Franchimont, étoient tranquilles et n'y prenoient aucune part. On espéroit donc que les troupes mai-

tresses des villes étendroient bientôt l'incendie, dont les progrès pouvoient s'étendre beaucoup plus loin.

Des difficultés survenues entre les sérénissimes princes codirecteurs, des raisons qu'on ignoroit et que l'état noble devoit respecter, même sans les connoître, et qui n'ont été rendues publiques que longtems après, ont retardé l'exécution, qui faite alors, sauvoit le pays et le mettoit à l'abri des maux incalculables, des désordres et de l'anarchie où il a été réduit.

La plus grande partie des provinces ne s'étoit point encore soulevée. Le règlement de 1684, qui étoit le prétexte de la révolution, ne les concerne point. Elles ne l'ont jamais observé, et ne le connoissent pas même. Il n'est point fait pour elles, et elles n'y prennent aucun intérêt. L'état noble qui n'a rien à y dire, non plus qu'à la police et au régime particulier des villes, n'y prenoit que celui, que le désir de voir terminer les troubles, lui suggéroit. Il n'avoit aucun intérêt à soutenir la révolution. Les membres et chaque individu de ce corps, surtout ceux qui ont leurs possessions dans le pays, ne pouvoient qu'y perdre. S'ils s'y sont trouvés purement entraînés par la suite, ce fut lorsque l'effervescence fut montée au point qu'ils avoient tout à craindre pour leurs personnes, leurs familles et leurs propriétés. Ce fut lorsque la fuite, bien loin de les sauver et de les garantir, auroit évidemment occasionné leur ruine pour jamais, et entraîné dans une perte certaine les temples, le clergé, les citoyens aisés et surtout ceux qui avoient manifesté des intentions pures. Ils pouvoient devenir les victimes d'une populace effrénée et nombreuse qu'on avoit échauffée au point d'oser tout entreprendre.

Ces sujets de crainte, que le chapitre partageoit avec l'état noble, étoient fondés. Ils devinrent plus allarmans encore lorsque les troupes prussiennes et palatines soumirent la ville de Liège, et surtout lorsque le chapitre cathédral se divisa et se retira en partie. Ce schisme fut un nouveau sujet d'inquié-

tude pour l'état noble, et augmenta ses allarmes. Il restoit presque seul en but à ce que la volonté impérieuse et menaçante du peuple exigeoit ; et par une fatalité, qui a toujours poursuivi le corps dans tout le cours de ces événemens, il n'a pas été instruit ni des raisons, ni des motifs qui ont engagé le chapitre cathédral à se désunir et à s'absenter en grande partie. Deux chapitres séparés, l'un siégeant à Aix et l'autre à Liège, donnoient nécessairement de l'inquiétude à l'état noble. Il n'avoit aucun droit de s'informer des motifs de cette désunion, encore moins de les décider. Il voioit un état primaire siéger et opérer dans l'endroit accoutumé. On ne lui avoit insinué aucune protestation contre ce corps. Les États n'étoient point dissouts ; il falloit donc un état primaire.

C'est dans le concours de ces circonstances que la révolution prit tout à coup une autre forme. L'effervescence du peuple augmente la fureur de la populace, la porta à des excès révoltants. Les capitaux qu'un prince bienfaisant et charitable avoit laissés pour les pauvres, et dont ils tiroient les intérêts, devinrent la proie de cette populace effrénée, qui força ceux qui les tenoient à les leur livrer. Le peuple, la populace, encouragée par le succès de ses entreprises, qu'on ne pouvoit réprimer, prit le dessus, méconnut les loix, menaça, attaqua, ravagea les propriétés ; et malheur à celui qui auroit osé contredire ou qui auroit voulu s'opposer à ces désordres.

Il auroit été étonnant si à cette époque il eût pu exister un seul citoyen qui eût eu assez de courage pour oser s'exposer, pour un prince, aux outrages les plus atroces, au pillage, à l'incendie, à la mort même, sans compter sur aucune défense, sans espérer ni secours, ni justice de personne. Ce fut à cette époque que tout devint forcé. Les délibérations des États furent soumises à la volonté impérieuse du public. Elles se tenoient pour ainsi dire en public. Le peuple entroit souvent en foule dans les salles où on s'assembloit et exigeoit impérieusement qu'on lui rendit compte, par un bulletin journalier, des objets

et du résultat des délibérations. Le peuple sonnoit le tocsin, prenoit les armes. On n'osoit s'y opposer. On se seroit évidemment exposé aux injures les plus atroces, à une mort même ignominieuse, si on l'avoit fait. Ce fut encore à cette époque que les chefs que le peuple s'étoit donnés, voulurent renverser de fond en comble la constitution et établir le système d'assemblée nationale, dont on voioit de si près les effets destructeurs, qui ont perdu le plus beau royaume de l'Europe. Pour y parvenir il falloit soulever le plat pays, les paysans, que les membres de l'état noble avoient jusqu'ici contenus dans les cantons qu'ils habitent, et empêché de prendre part aux troubles et même de porter les marques distinctives de la révolution. On est donc parvenu à les séduire par l'appât de l'indépendance, de la liberté, de l'égalité, des exemptions d'impôts et des redevances les plus justes et les plus sacrées, enfin par tous les moyens qui nécessairement devoient les tenter et faire naître le désordre et l'anarchie, dont on ressentit bientôt les effets pernicieux.

Ces paysans par eux-mêmes et par les représentants qu'ils s'étoient donnés, par le concours de leur volonté avec celle des villes, augmentèrent tellement la force par ces volontés réunies, qu'on peut dire qu'elle devint générale et qu'il étoit impossible de ne point suivre l'impulsion impérieuse et menaçante qu'elle donnoit.

On se trouvoit donc forcé de faire ce que la masse prépondérante du peuple exigeoit. Il auroit été très dangereux et même inutile d'y résister. C'est le peuple qui a armé. C'est cette volonté publique qui a obligé les États à contracter des dettes et des obligations à charge du public, qui le vouloit impérieusement.

L'état noble, dont l'intention à toujours été de ne point se départir de son premier recès, de maintenir la constitution dans sa pureté, de corriger les abus, a été forcé, comme les autres, par crainte et par violence, à suivre le torrent et à ac-

quiescer aux frais et dépenses que le public vouloit absolument faire et dont il se chargeoit. Mais il s'est toujours fortement opposé, et même avec risque, au renversement de la constitution et au nouveau système qu'on vouloit établir. Un de ses membres a été la victime de son zèle pour cette constitution. Ses possessions ont été ravagées pour n'avoir point voulu prêter un serment illicite. Et il a été obligé de se retirer pendant quelques jours sur terre étrangère, et d'abandonner sa famille, sa maison, ses propriétés à une foule de paysans de plusieurs villages assemblés, qui à main armée vouloient le forcer à signer les articles analogues au système françois. Cet exemple prouve bien que la force et la violence étoient l'unique règle qu'on vouloit suivre, et ce que les autres membres de l'état noble et le corps entier avoient à craindre (1).

L'état noble ne pouvoit pas fuir. Outre que sur le moindre soupçon, il auroit été surveillé, il auroit encore évidemment exposé ses personnes, ses familles et ses propriétés. Il n'avoit point les mêmes facilités de se soustraire à l'insurrection générale que les particuliers, sur lesquels le peuple fixoit moins d'attention et dont cependant plusieurs ont infiniment souffert de sa fureur.

Pour la forme le peuple vouloit encore des états; mais il vouloit impérieusement que les États fussent assujettis à ses volontés.

Le nom d'état pouvoit peut-être encore opérer quelque effet sur ce peuple, qui n'avoit plus de frein. Agent forcé de la volonté générale, l'état pouvoit au moins espérer d'arrêter les progrès de l'anarchie et du nouveau système, de sauver les propriétés, d'empêcher de plus grands maux. C'est à quoi l'état noble s'est attaché particulièrement. Il espéroit encore qu'un reste d'influence pourroit contenir l'effervescence qui

(1) Il s'agit probablement du château d'Envoy.

étoit montée au plus haut degré. Il s'opposoit autant qu'il le pouvoit aux brigandages, aux pillages. Il les désapprouvoit hautement; il a constamment travaillé à les diminuer.

L'état noble n'a jamais méconnu les prérogatives et les droits du prince-évêque; il ne lui a jamais manqué de respect; les lettres soumises qu'il lui a écrites, pendant la durée des troubles, en font la preuve. Si, avant la révolution, il avoit des contestations avec S. A. touchant des points, qu'il osoit contrarier la constitution, ces difficultés étoient devant les juges suprêmes, le tribunal de Wetzlaer et le conseil aulique; elles y sont encore pendantes à leur décision. L'état noble n'a fait aucun usage de la révolution pour en tirer parti. Cette révolution n'avoit, comme on l'a dit plus haut, pour objet que l'abolition du règlement de 1684 qui ne concerne que les villes, où l'état noble n'a rien à dire, et dans la suite le système françois auquel l'état noble s'est constamment opposé.

L'état noble a toujours voulu rester lié à l'empire, y être entièrement soumis et à la juridiction de ses tribunaux suprêmes. Il l'a manifesté dans toutes les occasions où il le pouvoit faire. Il l'auroit fait encore bien plus sensiblement, si les circonstances malheureuses et forcées où il se trouvoit l'avoient permis.

Les décrets du suprême tribunal lui étoient presque inconnus. Les soins que l'on prenoit pour en empêcher la promulgation, ne lui en laissoient que des idées confuses. Il n'en a eu pleine connoissance qu'après l'arrivée de la haute commission.

Il espère que la sacrée chambre impériale, les sérénissimes princes directeurs et S. A. le prince de Liège verront d'un œil indulgent la situation critique et forcée où s'est trouvé l'état noble, et qu'ils voudront bien considérer que quoique les États assemblés aient été déclarés illégaux, il vaudroit peut-être mieux que l'état noble restât; puisque, si dans ces

momens désastreux, il n'a pu opérer tout le bien qu'il désiroit, il a du moins empêché beaucoup de maux, et que dans des circonstances aussi fatales et aussi urgentes, où les effets de la protection et des secours paroissent si éloignés, il valoit mieux un gouvernement illégitime qui pût empêcher de plus grands désordres que de n'en point avoir, et laisser les personnes et les propriétés à la merci d'un peuple irrité et sans frein.

Une preuve évidente, qui constate encore combien la volonté des citoyens, du peuple, du public enfin, étoit impérieuse et décisive, c'est le refus opiniâtre et plein de hauteur qu'il a fait d'accepter les propositions de Francfort, qui étoient les plus avantageuses qu'il pût désirer. L'état noble, qui alors espéroit encore de voir terminer les troubles et les désordres de l'anarchie, n'a pu, malgré ses exhortations et ses soins, engager le public à se prêter aux vues bienfaisantes des sérénissimes princes électeurs.

Telle est la conduite que l'état noble a tenue pendant le cours de cette fatale révolution, qui dans le principe n'avoit d'autre objet que l'abolition du règlement de 1684. On a démontré que l'abolition ou le maintien de ce règlement ne concernoit point l'état noble, qu'il ne pouvoit le reconnoître comme existant ou comme anéanti, qu'autant que ceux qui ont le droit de l'abroger ou de le maintenir ont déclaré leurs volontés là dessus. Pendant ces progrès, on vouloit établir l'assemblée nationale et détruire la constitution. L'état noble s'y est constamment opposé. On ne peut lui faire un crime d'avoir reconnu l'un de ces objets, et de s'être fortement opposé à l'autre.

Cependant il étoit plus que tems de rémedier à tant de maux et d'appliquer aux plaies, qui s'envenimoient de plus en plus, les remèdes les plus prompts et les plus efficaces. Le tribunal suprême de Wetzlaer le sentit. Les sérénissimes princes-directeurs s'y employèrent efficacement. S. M. I.

même voulut signaler les commencemens de son règne glorieux, par rendre le calme et établir la paix dans la partie de l'empire où elle étoit troublée. Elle joignit à celles des S.S. princes un corps considérable de troupes pour procurer l'exécution des décrets de la seconde chambre impériale, et rétablir la constitution, l'ordre et la paix dans le pays de Liège.

Aussitôt qu'on en eut avis, l'état noble conçut encore l'espoir bien fondé de voir l'ordre bientôt retabli, et tous les projets de nouveauté s'évanouir. Assuré du secours et d'une protection prochaine, il n'hésita point, et s'empressa de donner à S. M. l'empereur et à la chambre impériale, aux S.S. princes directeurs et à S. A. le prince-évêque les marques de la plus parfaite soumission et du respect dont il a toujours été pénétré pour eux. Il se fit un devoir d'en donner l'exemple, d'engager le public à le suivre et à s'acquitter d'un commun accord de ces obligations indispensables. A l'arrivée des troupes dans la capitale les députés de l'état noble ont été au-devant d'elles et du général qui les commande, pour les complimenter et lui offrir les hommages, la soumission et le respect dont il est pénétré pour S. M. I et les S.S. princes directeurs qu'il représente.

Quelques semaines après le retour de S. A. dans la capitale, elle jugea à propos de convoquer et d'assembler ses états. Les membres de l'état noble qui siégèrent à cette assemblée et qui préalablement avoient fait au prince toutes les soumissions qu'ils lui devoient, se sont attachés principalement à démontrer combien ils désireroient prouver leur soumission à l'Empire, au suprême tribunal et remplir les vues du prince, qui a daigné les accueillir. Ils se sont d'abord conformés littéralement à la marche que la chambre de Wetzlaer prescrivait dans ces sentences pour lui témoigner d'autant plus leur respect et leur soumission. Ils ont recherché la réunion des esprits et des sentiments avec les autres états, pour pouvoir

conjointement opérer le bien public et général , et remplir les vues justes et bienfaisantes que le prince ne cessoit de manifester ; mais l'état noble a la douleur de voir qu'au lieu d'un peuple de frères , il y en a encore deux divisés.

On attribue à l'état noble le mal qu'il n'a pas eu la liberté d'empêcher. On veut le rendre responsable des suites des désordres de l'anarchie auxquels il n'a pu obvier. Il a été atrocement calomnié par les libelles diffamants répandus impunément dans le public pour fomenter les divisions et perdre l'état noble , qui , depuis longtems en butte à une ancienne jalousie , est menacé même de la destruction de son organisation. Il sait que les calomniateurs sont encore plus méprisables que la calomnie. Il les a méprisés l'un et l'autre. Tous ses recès et ses suppliques ne respirent que la concorde et la réunion et le désir qu'il manifeste sans cesse de voir le calme et la paix rétablis pour toujours.

C'est dans cette vue qu'il a proposé inutilement aux deux autres états l'établissement momentané d'un tribunal de paix , pour juger gratuitement des foules et des dégâts perpétrés pendant la révolution et analogues aux troubles , pour terminer à l'amiable la foule immense des procès qui devoient en naître , et déterminer avec justice les indemnités. C'étoit pour éviter au public les frais prodigieux de la procédure en pure perte pour le pays , et empêcher que la désunion et la discorde ne se propagent au lieu de l'éteindre.

C'étoit le parti sage et prudent qu'on avoit pris autrefois dans le pays de Liège à la suite des troubles , et qui avoit ramené le calme , la paix et la concorde. Cependant pour se rapprocher entièrement des deux autres états , et pour prouver combien il s'empresse à tâcher de parvenir à la réunion des esprits et des sentiments , et par là remplir les vues sages de S. A. , l'état noble a fait toutes les démarches possibles à cet effet : il a consenti à l'augmentation du régiment , comme les deux autres états ; il a également consenti à la passation des

impôts et de leur augmentation. Par le recès du 17 juin motivé sur l'espoir et la confiance qu'il a dans les paroles de paix et de conciliation que S. A. a daigné lui porter et les assurances qu'elle a données qu'il étoit éloigné d'avoir les intentions de laisser matière à une immensité de procédures, qui se multipleroient à l'infini par des regrets progressifs, et qui, outre la ruine d'un très-grand nombre de citoyens et de familles, formeroient encore la discorde et la désunion qu'elle ne croit point que ce fut celle des deux autres états, et qu'elle daigneroit s'employer pour ôter ces sujets d'inquiétude.

Ces intentions justes et bienfaisantes de S. A., sa volonté déterminée pour éloigner tout ce qui pourroit entretenir la discorde et la désunion entre ses sujets, ou même en laisser l'inquiétude, pénètrent l'état noble de la plus juste reconnaissance. Il s'empresse de lui offrir l'hommage et de l'assurer encore qu'il emploiera tous ses efforts et tous ses moyens pour l'en convaincre, et pour, en répondant à ses vues paternelles, concourir à l'avantage et au bien et au salut de la patrie.

III.

Note remise au gouvernement par les commissaires de la Société des amis du bien public, séant à Bruxelles.

Si par la pureté de leurs intentions et la loyauté de leur conduite les commissaires de la Société des amis du bien public se sont acquis quelque titre à l'estime du gouvernement ; si le gouvernement attache quelque utilité à l'existence de leur société, il est instant qu'il vienne à leur secours, et il le peut sans se compromettre.

Depuis longtemps les états ou leurs adhérents emploient toutes les ressources imaginables pour dissoudre la société et pour tâcher même de s'en concilier ou du moins d'en dégouter tous les membres.

Les calomnies, les menaces, les voies de fait n'ayant point rempli leur objet, ils emploient aujourd'hui un autre moyen, qui, par sa spéciosité, est très-dangereux.

« Vous voyez, disent-ils, vous voyez que le gouvernement » se moque de vous, comme il se moque de nous. Qu'a-t-il fait » jusques à présent? Qui favorise le désir que vous témoi- » gnez pour un nouveau mode de représentation? Quels sont » les prosélites qu'il vous a valu, et dont il lui étoit si aisé » d'augmenter le nombre, s'il avoit sérieusement désiré, » comme vous, un changement quelconque dans la repré- » sentation? Ouvrez les yeux, et vous verrez distinctement que » le gouvernement n'a pour objet, en vous tolérant, que d'en- » tretenir une division momentanée et de profiter de cette » circonstance pour tâcher de nous amener plus sûrement à » son but, qui est de recouvrer son ancien empire et le moyen » d'en abuser de nouveau au préjudice de toute la nation. » Réunissez-vous plutôt à nous. Si à l'égard de la repré- » sentation même vous avez quelque changement à espérer, c'est » de cette réunion seule qu'il vous est permis de l'attendre. »

A ce langage qu'on nous tient et qu'on nous fait parvenir, et qui se trouve spécialement consigné dans un libelle extrêmement incendiaire et dangereux, qui a pour titre : *Avant-coureur du manifeste belge*, à ce langage, disons-nous, on ajoute un moyen plus odieux. Les insultes, les voies de fait recommencent de nouveau contre tous ceux qu'ils ont pris le parti de dévouer à la haine et à la fureur du peuple sous le nom de Vonckistes, nom sous lequel ils ont aujourd'hui l'adresse d'envelopper ceux qu'ils appeloient royalistes, pour tâcher de donner le change au gouvernement sur le véritable motif de leurs persécutions.

Il y a plus encore : non contents de nous persécuter, leur méchanceté s'étend jusqu'à nous faire insinuer que c'est de l'avcu tacite du gouvernement même que nous essayons des

insultes, et ils cherchent à le prouver en nous observant que ces insultes restent impunies.

Nous sommes loin de prêter l'oreille à d'aussi infâmes insinuations, mais elles n'en produisent pas moins un effet qui sera bientôt, s'il n'y est pourvu, non seulement d'éloigner de nous tous nos partisans, mais de les réunir même aux États, sous l'espoir trompeur que cette réunion leur sera plus avantageuse pour l'objet même qu'ils se proposent, que leur attachement à notre société.

Seuls alors et isolés, il ne nous restera plus que la triste alternative, ou de nous retirer chacun chez nous, avec la honte d'avoir servi, aux yeux du peuple, de jouet et de pomme de discorde, ou d'être dénoncés à la nation si nous continuons à nous assembler comme des êtres qui sont vendus à l'autorité.

Que le gouvernement daigne ne point penser que l'objet de cette note seroit de l'engager à prendre promptement un parti relativement à notre plan. Nous savons que, dans les circonstances actuelles, il peut exister plus d'un motif qui ne permette pas qu'il agisse à cet égard avec une précipitation prématurée.

Mais seroit-il impossible que, sans se compromettre, il soutînt le courage de nos partisans et que même il en augmentât le nombre?

Des lois de police, que la fermentation rend nécessaires, ne pourroient-elles pas obvier en premier lieu aux voies de fait qui se commettent journellement dans Bruxelles, dans Louvain et dans tout le Brabant?

C'est un principe reconnu en matière de législation que les lois doivent être adaptées aux temps et aux circonstances. Qu'est-ce donc qui empêcheroit que, dans des instans aussi critiques que ceux où nous nous trouvons, des lois temporaires comminassent des punitions corporelles telles, par exemple, que la détention dans une maison de correction,

contre tous ceux , qui de tel parti qu'ils fussent , se permettroient de ces voies de fait , de ces injures ou de ces apostrophes incitatives et incendiaires , qui , quoique imprimées ou du moins soustraites à l'animadversion publique dans des tems de calme et de tranquillité , doivent cesser de l'être par les conséquences qu'elles entraînent dans des circonstances aussi orageuses qui nous environnent.

Alors cesseroit du moins cette insinuation si dangereuse que le gouvernement tolère , à notre préjudice , ces voies de fait , ces injures et ces apostrophes.

Si , en adoptant ce parti , le gouvernement trouvoit bon d'en ajouter un autre qui ne le compromettroit pas davantage , et qui seroient que lorsque ses membres ont occasion de parler de notre société , ils la présentassent comme n'ayant que des intentions pures et loyales et tendantes au bien général , et qu'ils y ajoutassent surtout qu'ils désireroient que tout le monde pensât et agit comme elle.

Alors , non seulement ils maintiendroient le courage et la confiance de nos partisans , mais ils en augmenteroient bientôt assez considérablement le nombre pour qu'un nouveau mode de représentation pût s'exécuter d'après le vœu général de tous les honnêtes gens. Et pour que la nation entière , persuadée enfin de l'incalculable avantage d'avoir pour représentants des individus qui soient les vrais dépositaires de sa confiance , ne jouit de ce bienfait que pour entretenir et cimenter à jamais , entre le trône et elle , cet épanchement réciproque et cette unité d'intérêts , qui seuls peuvent former les bases éternelles de la gloire du prince et de la félicité publique.

Parvenus à ce terme désiré , pourquoi jetterions-nous alors un regard inquiet sur ce qui se passe dans d'autres contrées ? Contens de notre sort , satisfaits de notre constitution , si jamais on pensoit à des changemens , à des améliorations , ils ne pourroient avoir pour objet que la réforme de ces abus , dont

l'extirpation seroit aussi agréable au gouvernement même qu'à la nation, et auxquels il ne seroit remédié que de leur vœu, de leur consentement unanime.

Telles sont les considérations, que dans ces moments de trouble et d'inquiétude, les commissaires de la Société des amis du bien public ont cru devoir mettre sous les yeux du gouvernement, avec cette franchise et cette loyauté dont ils ne se sont jamais départis et qui dans tous les tems, comme dans toutes les circonstances, seront toujours la règle de leurs démarches et de leurs actions.

8 août 1791.

PORINGO, secrétaire.

III.

Mémoire dressé en 1592 par le clergé du diocèse de Ruremonde sur la situation des Pays-Bas et les moyens d'y porter remède, et destiné à être mis sous les yeux de Philippe II.

(Communiqué par M. EDMOND POULLET, membre de la Commission.)

La triste et cruelle époque de la Révolution du XVI^e siècle aura encore longtemps le privilège de fixer l'attention des travailleurs. Si les documents contemporains, sans lesquels il est impossible à l'histoire d'asseoir un jugement définitif sur les hommes et les choses, s'accumulent et se classent pour la période qui finit avec le gouvernement de Farnèse, c'est à peine si, depuis cette date jusqu'aux actes des États-Généraux de 1600, quelques pièces concernant la situation intérieure du pays, les vœux et les aspirations des populations, les idées exprimées par les grands corps nationaux ont reçu quelque publicité.

L'obligeance de M. le chanoine Russel, professeur de droit canon au séminaire de Ruremonde, me fournit aujourd'hui l'occasion de déposer sur le bureau un document assez volumineux de l'année 1592 et d'en demander l'insertion aux *Bulletins*. C'est un Mémoire dressé en 1592 par le clergé de Ruremonde sur la situation intérieure du

pays et sur les moyens d'y porter remède. Le Mémoire est accompagné de quelques pièces accessoires qui indiquent assez bien dans quelles circonstances il a été rédigé. Il doit se rattacher aux consultations que Philippe II demanda en 1592 aux grands corps nationaux, à propos des plaintes qu'on faisait contre le gouvernement de Farnèse, et sur lesquelles la correspondance rapportée de Simancas par M. Gachard donnera de curieux détails, d'après ce que M. Gachard lui-même a bien voulu m'écrire. En attendant que cette correspondance voie le jour, la pièce que je communique pourra utilement être mise en rapport avec les lettres de Liévin Torrentius à Arias Montanus, naguère publiées par feu Mgr de Ram dans le tome VII de la deuxième série des *Bulletins* de la Commission.

Le Mémoire du clergé de Ruremonde est tiré d'un registre, appartenant au séminaire du diocèse, intitulé : *Continuatio diurnalis vacantis ecclesiae Ruremundensis*, dont il remplit, avec ses annexes, les douze premiers feuillets. Ce registre porte en tête : *Januarius anni 1592*. Il semble être l'œuvre de Grégoire Gherinx, doyen, officiel et vicaire général de Ruremonde pendant la vacance du siège épiscopal, auquel, dès 1590, Henri Cuyckius avait été nommé par le Roi, mais qui ne fut accepté définitivement par lui qu'en 1596. En tout état de cause, c'est Grégoire Gherinx qui a été le signataire des pièces que je dépose. Je regrette de ne pouvoir donner ici ni sur lui ni sur les suites des démarches du clergé de Ruremonde aucun renseignement ultérieur.

Kalendis januarii 1592 scripsi ad R^{dum} D^{um} Cuyckium ;
nominatum a Sua Ma^{te} Cath^a ad ecclesiam Ruremundensem,

clerum Ruremundensem addixisse 500 flor. in usum legationis ex parte cleri Belgici in Hispanias ad S. M^{tem} ablegandae. Atque ea res sic se habet quod anno superiori scripseram ad varios praelatos Belgii, prout etiam ad D^m Cuyckium in hunc qui sequitur modum.

R^{mo} in Ch^{ro} pater.

Nullus est qui non videat religioni catholicae his in partibus certissimam impendere ruinam. Hostes hic libere lateque dominantur Coloniam usque, nullo contradicente aut se opponente, et nulla est provinciola, ne vicus quidem, qui illorum jugo non pareat, et illis menstrua tributa pendere non cogatur. Milites suis cistis replendis potius student, quam de cath^a religione defendenda ac regis sui honore tuendo cogitent, eorumque intolerabili insolentia utraque hic in summum discrimen adducuntur, ut multum verendum sit ne tandem hac occasione pereamus. Non solum enim liberrime furantur, deglubunt, devorant, occidunt et mactant, verum etiam horrende blasphemant in Deum et suam B. Matrem. Tempia vi effringunt, eaque spoliant, et omne genus obscoenitatis et immunditiae in iis exercent, nec parcitur sacris ullis, ne quidem ven^{ti} Eucharistiae, atque haec omnia, proh dolor! impune. Res profecto apud ethnicos nunquam audita. Nec est in aula, uno atque altero excepto, qui ista multum curat. Mirantur plurimi nullum esse toto Belgio antistitem, aut collegium, aut ecclesiasticum, qui Suae Cath^{ae} Ma^{ti} ex vero impendentia pericula, immo verius praesentem reipublicae et religionis catholicae ruinam, declaret. Dominus Leodius Minorita anno 66 solus abiit in Hispaniam, ac nobis ducem Albanum adduxit (1), alioquin dudum perierant hic omnia. Modo tacemus et taciti videmur perire. Episcopi et clerus super his rebus non communicant, nec malis imminetibus remedia quaerunt, sed silere videntur omnes; quod ipsum multos vehementer male habet

(1) Je pense que l'on fait allusion ici à fray Lorenço de Villavicencio, bien que celui-ci appartint à l'ordre des Augustins.

catholicos. Quamobrem non foret, meo quidem iudicio, inconsultum, si hac de re R^{ma} V^{ra} Paternitas communicaret cum suis comprovincialibus ac aliis episcopis Belgicis, quatenus nomine cleri Belgici possent deputari duo vel tres commissarii, qui hoc vere ad Suam Ma^{estatem} Catholicam, cum bona et sufficienti instructione ablegarentur, ut ex illis praesentissima pericula in quibus religio catholica et respublica hic versantur ex vero intelligere possit. Etc.

Placuit hoc consilium multis, sed omnes sibi metuebant. Tandem D. Cuyckius significavit inventam esse rationem mittendi ad Regem, ut tantum significaremus quantum episcopatus contribuere posset. Itaque convocato clero Ruremundensi, omnem rem eis proposui qui per commissarios deputatos taxarunt singulos prout sequitur.

Suit ici la matricule de toutes les églises et bénéfices taxés par les commissaires : la cathédrale, le siège vacant, les monastères et abbayes, les paroisses, etc. Cette matricule est dressée par doyennés, et comprend les doyennés de Ruremonde, Fauquemont, Venloo, Gueldre, Weert, Grave et Kessel. Il est inutile de la reproduire. On peut se borner à signaler que l'église cathédrale est taxée à 15 florins, la mense du siège épiscopal vacant à 10, le monastère de Saint-Gerlac à 10, la prévôté de Meerssen à 20, les églises paroissiales à 1, 2, 3, 4, 5 et jusqu'à 7 florins.

Toutes les quotes ne furent pas payées ; car sous chaque doyenné on trouve la phrase *ex his solum receptum*, suivie d'un chiffre inférieur à l'addition de toutes les quotes réparties sur les contribuables du doyenné, et à la fin de la matricule on lit :

Summa ergo omnium receptorum solum fuit, eo quod plurimae ecclesiae erant desertae, 393 flor., licet cleri in 500 fl. consenserant.

Puis le récit continue par la lettre adressée aux doyens :

Admodum ven^{abile} D^{ominus} decane...

..... (1) Ceterum ut Sedi Apostolicae ac Suae Ma^{estatis} Cath^{olicae} tan-

(1) Le commencement de la lettre concerné le carême : il est inutile de le reproduire.

dem ex vero innotescere possit religionis catholicae et ceterorum in his provinciis ruina, et ne hic taciti pereamus omnes, decrevit clerus Belgicus proximo mense martio legationem mittendam esse cum bona et sufficienti instructione tam Romam quam in Hispanias, ad quam legationem perficiendam contribuant singulae dioceses aliquid. Clerus civitatis Ruremundensis et pastores vicini, qui absque periculo adesse potuerunt, censuerunt unanimiter in hanc rem incumbendum, et taxam 500 florenorum ad dictum finem absque mora colligendam esse, et eadem opera taxarunt singulos decanatus hujus diocesis secundum suas facultates, et alias circumstantias consideratis omnibus considerandis, prout videre poteris ex copia taxae his addita pro vestro decanatu. Omnem itaque diligentiam adhibebis ut convocatis vestris pastoribus et ecclesiasticis (saltem pro majori parte), haec iis indicare possis, et ab iis incontinenti recipere taxam illis impositam, ut confectam summam ante festum Bⁱ Mathei Ap^{li}, proxime instans, Ruremundam ad collectores dictorum 500 florenorum tempestive transmittere possis. Quia autem haec res necessaria est, et ad quam etiam ex conscientia tenemur, utpote conservationem fidei catholicae et tranquillitatem reipublicae concernens, non dubito quin omnes libenter contribuent, potissimum cum semel tantum ista contributio sit futura. Ceterum singulorum taxas pro vestra ac congregationis vestrae discretionem augere vel minuere poteritis, utpote eorum notitiam melius habentes. Et quisque pastorem taxabit decimas, capellas, altaria, confraternitates, et cetera suae ecclesiae bona, ut summam ipsi impositam, vel per eum statim solvendam, ex iis suo tempore recuperare possit, ita tamen ut ipse suam partem ferat. Bene valeat etc.

Ceterum his omnibus peractis significavit D^{ns} Cuyckius commissarios hoc vere non profecturos ob mortem Pontificis et alia. Quare negotium hoc dilatum fuit usque ad mensem junium; quando D. Cuyckius significabat rationem inventam

esse qua S. Ma^{tas} de omnibus certiorari posset, summo opere petens ut nostra puncta, si quae haberemus, transmitti absque mora salageremus. Itaque absque mora tunc concepimus puncta quae hic subungere voluimus, eo quod ad praetactam materiam pertineant, idque prout sequitur.

Copia informationis ex parte cleri Ruremundensis pro Commissario ad Suam Cath^{olicam} Ma^{iestatem} ablegando.

Quandoquidem acceperimus Maj^{estatem} Suam, postquam bene informata a nonnullis conspicuis et fide dignis viris fuit de Belgii sui et disciplinae militaris, justitiae, politiae, dominiorum et finantiarum calamitosissimo statu, pristinae ac debitae administrationi modis omnibus ita contrario ut spes vix ulla reformationis aut salutis (si humanas vires tantum spectemus) superesse videatur, ad provinciarum omnium Belgii Ma^{iestatem} Suae imperio adhuc parentium et Aulae Belgicae precipua concilia scripsisse quatenus de remediis competentibus tam altorum vulnerum corpori ipsi totius Belgii a capite ad calcem usque inflictorum, ut plus quam mortalia videantur, serio cogitarent, eaque Ma^{iestas} Suae sincere et tempestive suggererent; qua in parte, tametsi Cath^{olica} M^{ajestas} Suae plus quam paternum candorem amplectamur et deosculemur, eique gratias multo maximas debeamus, voluissemus tamen et optassemus (ut libere quod sentimus proferamus) hujusmodi Ma^{iestatem} Suae litteras ante triennium ad praescripta concilia omnia Belgii missas fuisse, quod consultius et expeditius sit ab initio prospicere, quam post tam alta et mortalia vulnera remedia quaerere. Nihilominus cum praestet tardius quam nunquam hanc in rem incumbere, tametsi spes exigua aut nulla, ut diximus, omnino videatur, ut omnibus morbis uno tempore medicina competens adhiberi valeat; expertum tamen medicorum vestigiis inherentes, qui, variis morbis affectis diversis humani corporis partibus, periculosioribus primum morbis mederi student, ne dum contrariis saepenumero remediis uno tempore mederi omnibus simul morbis et membris male affectis studcant, vitae ac saluti

aegroti incommodent, nonnulla et nos, tametsi non requisiti, remedia morbis ac vulneribus precipuis male affecti Status Belgici servientia in medium attulimus, tanquam Ma^u Suae in Belgio notabiliores subditi ac Deo et Ma^u Suae hac in parte multis nominibus obstricti. Quae si conformia praefatorum conciliorum remediis videbuntur, aut Ma^u Suae alia ratione placebunt, habebimus in tantis angustiis aliquid in quo nos consosolari valeamus, praesertim si spes affulgeat tempestive alicujus reformationis et emendationis ejusdem tam afflictii status Belgici; sin minus (quod minime speramus) Deo Optimo ter Maximo nos officium et obsequium gratum impendisse hac in parte existimabimus, quod pro modulo officii nostri Ma^u Suae haec ipsa nostro judicio convenientia remedia pro conservatione patriae et religionis catholicae romanae ac justitiae suggesterimus pio zelo cum in magnis bene voluisse non infimum munus sit.

Verum, antequam ad supradicta remedia veniamus, paucula interjicienda erunt ex quibus Sua Cath^{ma} Ma^u de statu religionis catholicae et ecclesiasticorum aliquantulum informari poterit, si forte hanc materiam non tetigissent politici et seculares, ut Sua M^u videre possit in quam praecipiti periculo omnia hic sint constituta. Itaque Suae Ma^u Cath^{ma} summopere inculcandum erit quod religio catholica hic maxime periclitetur, propediem una cum debita Suae Ma^u obedientia interitura, nisi absque mora per Suam Maj^u remedia adhibeantur, idque ob causas et rationes sequentes.

Imprimis quod haec provincia adjaceat et collimitia sit provinciis variarum heresum toxico infectis, et ubi libera religio libere ac inde longe lateque per septentrionalem plagam grassatur, quarum contagione (prout metuendum est) tandem et haec inficietur, precipue cum non seria sed admodum frigida fiat hostibus fidei et Suae Maj^u Cath^{ma} resistentia a militibus tam secularis quam ecclesiastici ordinis.

Quantumquidem ad ecclesiasticum ordinem attinet (cujus

potissimum est tueri catholicam religionem) is adeo afflictus est ut vix aliquid possit, vacantibus passim ecclesiis cathedralibus, per Suam Majestatem (ut loco propugnaculorum hic contra hereses essent) erectis, ac suis episcopis, uti legitimis capitibus destitutis.

Preterea quod ecclesia Ruremundensis sit adeo tenuiter dotata ut episcopus vix habiturus sit unde honeste vivat, et multo minus unde officium debite facere poterit, potissimum idoneorum cooperatorum auxilio destitutus, quos habere non poterit, et quod pauculae quae illic sunt prebendae sint adeo tenues ut suis possessoribus vix salem et panem annue pendere possint, quas nemo doctus et qualificatus, qui Episcopo in suo officio adesse posset, petere volet.

His accedit quod pii viri et precipue pastores hujus provinciae, qui populum in officio et obedientia Suae Ma^{te} continere hactenus solebant, variis incommodis affecti, e vivis discesserint et emoriantur in dies, ut perpauca modo supersint, et vix ulli accedant qui religionem catholicam tueri, et populum ab heresibus defendere possint. Immo pauculi qui supersunt ad extremam inediam, quotidianis contributionibus praefectorum laïcorum auctoritate imperatis redacti, alii tœdio affecti aut timore perculsi, suas residentias relinquunt, et aliis in provinciis tranquillem vivendi conditionem quaerunt.

Deinde quod reliquus clerus et eorum bona omnia taxantur in dies a dictis praefectis regiis et locorum scabinis, laïcorum more, etiam dos episcopalis et capituli cathedralis, nullo habito respectu quod inde vivere, officium facere, et Deo et populo servire debeant, et quod nec mercatura nec alio exercitio questum facere possunt, adeo quod pauperculum capitulum cathedrale Ruremundense, ab anno 1580 huc usque, solverit in contributiones ultra viginti milia florenor. Brabantiae, et dos episcopalis ultra triginta milia, prout quitantiis et aliis mediis probari potest, non computatis hic damnis, rapinis, incendiis et aliis quibus, per insolentiam militum, affecti fue-

runt. Ex his poterit Sua Maj^{tas} videre quomodo reliquus clerus, monasteria, nobiles, et cives, qui suis redditibus vivere soleant, sint habiti, et quam dira contributionis pensione in dies exhauriantur.

Similiter quod scabini et pagorum praefecti jamdudum invaserunt, et suo sub magisterio tenent, bona et redditus ecclesiarum, altarium, piarum foundationum, atque de iis pro suo libitu disponunt in usum onerum laïcorum, frustra reclamantibus patronis et possessoribus ecclesiasticis. Immo bona et proventus pauperum hospitalium et mensarum S^u Spiritus, fabricarum, mortuorum memorias suis schadt sedulis iniquissime simul ac impiissime inserere audent; et, quod plus est, plurimis in locis hujusmodi bona ecclesiastica sacrilege propria auctoritate gravant, oppignorant et vendunt, et aliis modis alienant, dum hic nullus episcopus aut vicarius sit qui media habeat his resistendi, et prefecti regii et locorum scabini laïci moderentur omnia; atque hinc fit quod ecclesiae pleraeque omnes collabascant, suisque ministris et ministeriis plane destituantur et bona ecclesiastica opprimantur, unde futurum omnino esse, ut brevi, et pastoribus et sacerdotibus et ludimagistris, et necessariis ad reparationem ecclesiarum et cultus divini sustentationem, episcopatus Ruremundensis destituatur, et populus absque sacerdote et sacrificio sit futurus.

Verissimum etiam esse quod quidquid ab aliquot annis ecclesiis, monasteriis, altaribus, cultuique divino, xenodochiis, et pauperibus, hac in dioecesi provenit, id fere totum iniquis contributionibus et militum insolentis absumptum esse, cessantibus interim eam ob causam passim ministeriis divinis et foundationibus piis.

Porro, his et similibus inconvenientiis, clerus hic multum attritus pervenit ad miram raritatem ut pastores ex dimidio vix sufficiant ecclesiis parochialibus administrandis. Atque ex his Sua Ma^{tas} colligere poterit quam sunt hic ecclesiasticorum

vires exiguae ut concionando, et aliis officiis piis, populum in officii tenere et hereticorum machinamentis resistere possint, precipue cum sint suis legitimis capitibus episcopis destituti. Sublatis itaque hoc modo indigno naucleris, fidei naviculam una cum obedientia Suae Majestatis hac funesta tempestate interire necesse erit. Atque haec quidem quoad milites ecclesiastici ordinis sufficiant.

Quantum vero attinet ad milites secularis militiae scire placebit Suae Maj^u quod inter eos, a capite usque ad pedes, nulla est sanitas, eo quod eorum paucissimi de religione catholica defendenda aut Suae Ma^u honore tuendo serio cogitent, sed solum suis cistis replendis studeant, avaritiaeque vacent gnaviter, ut recte dicere soleat quidam, nunquam bellum injustius in Regem aut impius in Deum gestum esse; nunquam certe injustius in Regem, quod passim arte nefaria Suae Maj^u et hujus provinciae opes mirum in modum expilentur absque fructu, inutiliterque dilapidentur per hujus belli moderatores, in maximum praepjudicium religionis catholicae ac Suae Maj^u et suorum subditorum, prout haec procul dubio Sua Maj^u dudum intellexit. Atque adeo inique hac in re agitur ut etiam si Sua Maj^u omnes suas facultates et thesauros huc mitteret, nihil prodesse sed magis obesse posset, eo quod capitanei solum delitiis et voluptatibus, opibusque congerendis dediti, nihilminus quam de bello ac hostibus comprimendis ac cohibendis cogitant. Unde fit quod hostes longe, late ac libere undique grassentur, absque aliquo metu faciantque Belgicam fere totam sibi tributariam, et miseros subditos Suae Majestatis in oppidis contineant quasi captivos, ne pedem extra portas absque comitatu effere audeant.

Porro in Deum nunquam fuit gestum bellum impius, eo quod capitanei et praefecti suis militibus (quos exiguo menstruo stipendiolo conducunt) concussionem, rapinas, et ut uno verbo dicatur, omnia scelera atque flagitia impune permittant, furantur, mactant, occidunt, horrende in Deum ejusque bene-

dictam Matrem et omnes sanctos blasphemant, monasteria ac Dei templa vi effringunt, eaque misere omnibus spoliant, nec parcitur ven^{tu} Eucharistiae, cum pastores, a militibus regiis subitaneo adventu praeoccupati, eam auferendi ac salvandi tempus non habent. Anno superiori cum Parmensis tenderet Neomagum, ac paulo post rediret, fuit hac in dioecesi Ruremundensi Sacra Eucharistia, quae pro infirmis servatur, variis in Ecclesiis indigne in pavementum sceleratorum manibus, proh dolor et pudor! projecta et conculcata pedibus, ut cyboria stannea quinque vel sex stuferorum haberent sacrilegi, et haec omnia impune. Res profecto Christianis auribus inaudita, et per hostes et hereticos sedecim jam annos, et eo amplius hic libere ac quasi quotidie grassantes, nunquam (quod quidam sciatur) admissa.

Atque hoc potissimum Suae Ma^{est} inculcandum erit quod remissa, seu potius neglecta, disciplina militari subditorum suorum, etiam maxime catholicorum, corda a Suae Majestatis observantia atque amore plane avertantur, religio catholica et provincia Belgica hostibus prodatur. Atque etiam quod super praefatis punctis in aula Belgica vix ulla sumatur deliberatio seu consideratio, licet sint omnibus et singulis notissima, et aliquoties etiam frustra per pios viros remonstrata, et si quae forte ex aula procedant, et passim publicentur subinde salubres religioni catholicae et reipublicae ordinationes, eorum nulla sequitur observantia, eo quod particulares gubernatores (qui hic tanquam reguli seu potius tyranni praesunt) eas ludibrio habeant si ad eorum questum non faciant, atque hoc modo hic omnia, cum catholica religione atque iusticia, plane opprimuntur, pereunt, et pessundantur, admodum brevi simul corrutitura. Idque potissimum eam ob causam quod ecclesiastici ordinis milites officium facere impediuntur et seculares milites illud plane negligant.

His pauculis interjectis sequentia remedia Suae Majestati suggeri poterunt, nam intelligimus Suam Maj^{est} de neglecta

disciplina militari et aliis eo spectantibus sufficienter informatam esse.

1° Imprimis Suae Majestati remonstrari poterit multum ad heresum extirpationem profuturum si novis ecclesiis cathedralibus provideatur de episcopis, et viris idoneis episcopi cooperatoribus, ac iis de dotibus competentibus, ac per Suam Maj^{est} mandetur ut templa et Christi et Ecclesiae bona atque pauperum et xenodochiorum, immunitate sua, quae illis de jure competit, fruantur, et ab omnibus contributionibus libera servantur, ne cultus divinus et populi instructio minuat et sacrilege tollatur ut hactenus; salvo quod hoc bello durante Suae Maj^{est} certa quota dictorum bonorum concedetur arbitrio S^{mi} Dⁿⁱ nostri Papae taxanda et concedenda.

2° Sic etiam proderit si Cath^a Sua Ma^{est}, pro heresum extirpatione et catholicae romanae religionis in partibus Belgii conservatione, dignabitur seminarium Lovaniense, abhinc aliquot annis erectum, competenter dotare ex fructibus aut redditibus talium bonorum quorum praestatio et solutio quot annis certa sit, et alterum seminarium Duaci erigere ac similiter dotare, quatenus mortuorum, et in dies morientium, pastorum numerus hinc suppleatur, ne provinciae aliquae et pagi plures doctis pastoribus et piis ac catholicis viris diutius destituantur. Placeat quoque Cath^a Suae Maj^{est} duo collegia doctorum S. Theologiae in praedictis Universitatibus Belgii curare fundari et sufficienter dotari, quae hereticorum libellis, quotidie magno numero in lucem prodeuntibus, docte et graviter respondeant, ut non habeant heretici quod sibi blandiantur propter taciturnitatem catholicorum doctorum, ob defectum competentis stipendii et solutionis ad exiguum numerum in praedictis universitatibus catholicis redactorum, seque vix sustentantium ex quotidianis laboribus, quos aliis rebus et personis ob praedictas necessitates conservare coguntur, ut studiis et hereticorum libellis refutandis secundum suam professionem minime vacare possint.

5° Multum etiam proderit si enormia, quae nunc inter milites eorumque praefectos impune regnant scelera, justam Dei iram et vindictam Divinae Maj^{ae} provocantia, precipue horrendae in Deum et ejus sanctos blasphemiae, et cœtera hujusmodi condignis suppliciis luantur.

4° Sic etiam si clerus et populus saepe ad pias preces jejunia et eleemosynas aliaque misericordiae opera per Aulam excitabuntur.

5° Praeterea multum proderit si placebit Cath^{ae} Suae Maj^{ae}, pro defensione catholicarum provinciarum Belgii et recuperatione rebellium, comparare et mittere manum militarem suo arbitrio sufficientem, quae octo milibus peditum et duobus milibus equitum, bene instructorum et rebellibus militantium ac castrametantium, cum sexaginta gravioribus tormentis et aliis ad oppugnationem oppidorum necessariis, non tantum fortiter resistere sed et victorias ac trophea eorundem ob nimiam licentiam, incuriam, avaritiam et simultates nostrorum praefectorum et militum, ab hinc triennio ex deditione nonnullorum catholicorum oppidorum Maj^{ae} Suae imperio parentium, nominatim Bredae, Axeliae, Zutphaniae, Daventriae, Noviomagi, Hulsteni et Steenwicae, aliorumque multorum fortalitorum Brabantiae, Flandriae, Geldriae et Frisiae parta sistere, et iis dictas civitates et fortalitia iterum eripere, sed et reliquas Belgii provincias, iisdem rebellibus ad viginti prope modum annos nullo jure detentas, pristino et avito Cath^{ae} Suae Maj^{ae} imperio asserere et vindicare velit et posset. Quemadmodum (Deo juvante) facile fiet, si disciplina militaris penitus collapsa reparetur et reformetur, hocque imprimis agatur ut scortorum et impedimentorum ac inutilium ad militiam hominum in castris regiis non major quam militum numerus appareat, sicut abhinc paucis annis contigit; legiones et signa militantia fortibus et bene exercitatis multis gregariis militibus, potissimum Hispanis et catholicis Germanis ac Belgis compleantur, neque tam frequentes capitanei, signi-

feri, vel alii officarii militares immensa stipendia (tametsi competenti numero militum gregariorum destituti sint) percipientes admittantur, sed pauci et bene exercitati, qui Deo, cath^o religioni et Maj^u ex animo faveant, et non sua sed Maj^u Suae et catholicae religionis romanae commoda sectentur, neque cum hoste aut rebellibus tam familiariter bella gerant et protrahant, sicut abhinc triennio fecerunt cum maximo Cath^o Suae Maj^u et religionis ac subditorum catholicorum incommodo et hostium ac rebellium incremento, qui hac ratione potissimum obstinatores redduntur ad pacis justas conditiones, iisdem per Imperatorem et nonnullos principes Imperii ad nutum et voluntatem Cath^o Suae Maj^u propositas, amplectendas, et quidem cum tanta protervia ut ne legatos quidem ipsos in hanc rem a Cesare missos audire aut admittere dignati sint.

6° Plurimum etiam expediet si praefectis, capitaneis, signiferis, et reliquis militibus omnibus Cath^o Suae Maj^u in Belgio, fortiter operam militarem navantibus, ex aequo solutio stipendiorum praestetur, in singulos menses aut decem dies, citra prerogativam aut gratificationem nationum, ut hac via similitates praefectorum et militum cessent et concordia constet; neque permittatur ut unum signum militare, non numerosius aliis, plurium signorum stipendia percipiat cum maximo Suae Maj^u et subditorum gravamine et militum dissidio; placeatque Catholicae Majestati Suae procurare, non sufficientibus Ordinum catholicarum provinciarum Belgii subsidiis extraordinariis, Suae Maj^u in singulos menses pro redemptione contributionum ad immensas summas concessis, ut quod deerit exercitus justae conscriptioni ac assidue continuationi et alimentationi ex vectigalibus et proventibus aliorum regnorum Suae Maj^u tempestive suppleatur, in hanc rem accommodato certo ordine et statu, qui sufficiens videbitur quatenus concussionem et dissidia militum cessare et disciplina militaris constare, ac victoria perculsis metu hostibus et per-

duellibus continuari valeat, tam brumali quam aestivo tempore, neque hostibus ac perduellibus respirandi ullum tempus detur, aut mollius, quam par sit, bellum geratur, Gubernatori quoque generali Belgii, ob valetudinem et alias causas impedito quominus personaliter castris et exercitui praeesse possit, moderatori provinciae in qua bellum geretur, si aliquis erit, vel alteri nobilitate, fide, et militari exercitatione praecellenti viro, potestas bellum continuandi sine intermissione detur cum amplis mandatis in hanc rem requisitis et necessariis.

7^o Similiter proderit si dicta stipendiorum solutio gregariis militibus procuretur, non per manus gubernatorum provinciarum aut oppidorum Belgii, vel capitaneorum aut signiferorum, aut similium officialium militarium, sicut hactenus cum maximo Cath^{ae} Suae Maj^{ae} et provinciarum ac civitatum Belgii et militum incommodo et detrimento fuit observatum, sed per fidum commissarium aut commissarios probos et integrae fidei, ac sufficientia bona immobilia in hisce partibus aut Hispania possidentes, et fidejussorum idoneorum interventione maxime certos et omni exceptione majores, capitatum facienda, et dictis militibus omnibus ex aequo pro virilibus proportionibus distribuenda, mediante pertinenti registro desuper conficiendo, continente declarationem specificam nominum et cognominum ipsorum praefectorum legionariorum, gubernatorum, capitaneorum, signiferorum et reliquorum militarium virorum, qui stipendia hujusmodi ab iisdem commissariis percipient, necnon et quantitatis pecuniae iisdem respective distributae, gubernatoribusque, capitaneis et signiferis ac reliquis officiariis militaribus supradictis (cujus etiam nationis vel qualitatis existant) dictae solutionis procuratio ac nummorum regionum administratio, quoquo modo per directam aut indirectam in posterum facienda interdicitur, sub gravibus poenis irremissibiliter iisdem et dictis commissariis respective infligendis pro modo doli vel culpa. Commissarii

quoque suprascripti, ad solvendum militi vel ad administrationem pecuniarum regiarum deputati, manus puras habere jubeantur, neque munera ulla etiam ultro oblata acceptare valeant, multo minus iisdem aut cambiatoribus vel mercatoribus permittatur ut assignationes capitaneorum aut militum, occasione dictorum stipendiorum scripto emanatas, emere aut sibi retinere possint pro minori summa quam in similibus ordinationibus et assignationibus reperietur expressa, numerationemque totalem probare habeant fide dignis munimentis et juramentis sub poena privationis officii, et alia pecuniaria aut capitali, prout Regi videbitur ad obviandum eorumdem turbis quaestibus et plus quam foeneratitiis machinationibus.

8° Providendum etiam erit, quando delectus legionum militarium ac signorum decernetur et peragetur, ut non admittantur milites ex aliis signis transmissi et suppositi, aut oppidani vel rustici, aut alii per capitaneos vel alios officarios militares subornati, nequaquam militantes sub dictis legionibus vel signis quorum delectus agetur, sed tantum operam furtivam praestantes ad illum actum ut capitaneorum et praescriptorum commissariorum avaritiae et furtis subserviant. Sed tales fictitii milites, insuper et capitanei, commissarii, aliique officarii militares hac in parte dissimulantes, vel alio quoquo modo pecuniam regiam depeculantes, severiter in posterum puniantur, aut capitalibus, aut ut minimum civilibus poenis, dupli aut quadrupli pro modo doli aut culpae, quemadmodum Suae Maj^{tas} expedire videbitur, cujus etiam liberae voluntati dispiciendum permittitur an inquisitione aliqua opus sit in praescriptos fures et alios peculatus reos, qui hujusmodi artibus et dolis cum maxima injuria, non solum gregariorum militum, sed et summo detrimento Maj^{tas} Suae et religionis catholicae ac provinciae Belgicae aliquot centena milia florenorum acquisiverant, quatenus condignis poenis percellantur, praesertim commissarii et cambiatores ac mercatores, praescripti ad solutionem stipendiorum militarium vel administra-



tionem pecuniarum regiarum deputati, qui habita assignatione aut ordinatione aliqua super solutione dictorum stipendiorum debite emissa praescriptis capitaneis et militibus eandem solutionem malis et plusquam furtivis artibus detrectant, nisi possint medietatem aut duas tertias partes summarum assignatarum sibi retinere.

9° Non admittantur etiam in posterum, sub praescriptis legionibus et signis regiis, tam frequentes milites qui nihil minus quam sanguine aut majorum praeclaro stemmate, vel longa militari exercitatione et fideli fortique militari opera nobiles, nobilium tamen stipendia indigne consequantur, interdum quoque quadruplo aut sextuplo amplius quam reliqui gregarii milites percipiunt, sed frequentibus potius gregariis militibus fortibus et zelosis viris simplici stipendio militantibus, praedictae legiones et signa militaria compleantur, et pauci hujusmodi vere nobiles milites tanta stipendia percipientes admittantur, et pauciores officarii militares sub dictis signis tolerantur, quod multorum gregariorum militum stipendia abripiant, cum tamen unius fidelis et fortis gregarii militis officium vix praestare frequenter possunt, tametsi multorum militum loco habeantur, ita ut signa multa hujusmodi officariis refectione hactenus conspiciantur quam gregariis militibus.

10° Militiae quoque nomen non dent imposterum, neque militum munus mereantur, eorumque albo minime ascribuntur, qui crimina laesae Majestatis divinae aut humanae ullo unquam tempore commisserunt, neque sacrilegi, neque assassini, neque homicidae, neque alii ob aliqua similia crimina enormia profugi aut banniti et ascripti, non tantum puniantur ordinariis et statutis poenis, idque ab ordinariis iudicibus provinciarum aut locorum in quibus hujusmodi delicta commiserunt, vel ubi deprehenduntur, sicut frequenter sancitum per multa placita a Sua Maj^{te} ejusque patre D. Carolo-Quinto, Romanorum Imperatore gloriosissimae memoriae, fuit, sed et capitanei legionum et signorum, qui tales milites scienter admi-

serunt, aut moniti per ordinarios suprascriptos non tradunt puniendos iisdem ordinariis iudiciis provinciarum, civitatum aut pagorum ubi deprehenduntur, infamiae nota percellantur et militia ignominiose mittantur, nisi doceant quod dicti milites gratiam a principe bene informato super praescriptis excessibus et delictis impetrarint; quod dicta enormia scelera, ante militiam perpetrata et durante militia praesumptive continuata, justam Dei iram et vindictam ita provocent ut victoriae obstant, quae hostibus frustra eripi contenditur nisi condignis suppliciis sceleratorum divinum nomen placetur.

11° Delictorum vero mere militarium, durante militia commissorum, cognitio et correctio iudiciis militaribus reservetur; ita tamen ut si dissimulent, condignis suppliciis omnia praesertim enormia delicta punire permittatur moderatoribus et conciliis provinciarum Belgii, in quibus dicti milites deliquerunt vel deprehenduntur, ipsisque inflictiō et executio meritarnm poenarum, tam contra ipsos milites quam officarios militares negligentes aut dissimulantes, reservetur. Cogantur quoque Gubernatores oppidorum et capitanei, ac milites, in dictis provinciis agentes, suprascriptis provinciarum praecipuis iustitiae ministris fortiter assistere citra recusationem, idque sub gravibus poenis discretioni dictorum iudicum ordinariorum committendis (1).

12° Communium vero facinorum, tam durante militia quam ante militiam per militares viros, cujuscumque status aut conditionis sint, perpetratorum, et contractuum nomine liceat subditis Belgii contra gubernatores tam provinciarum quam civitatum et castrorum ac fortalitorum ac praefectos,

(1) Sur la justice militaire à l'époque de Farnèse, et sur ses conflits avec les juridictions ordinaires, voir : de Robaulx de Soumoy, *Étude historique sur les tribunaux militaires en Belgique*, pp. 64 et suiv., et Ed. Pouillet, *Histoire du Droit pénal dans le duché de Brabant depuis Charles-Quint jusqu'à la réunion de la Belgique à la France*, pp. 281 et suivantes.

capitaneos, signiferos, et alios quoscumque militares viros agere, et jure experiri coram dictis provincialibus conciliis, aut locorum ordinariis magistratibus, in conformitatem placitorum imperialium, aliquoties sub nomine Cath^{ae} Suae Maj^{tie} per Belgium renovatorum et publicatorum, sed hactenus varie et male observatorum ob varietatem et contrarietatem ordinationum et placitorum desuper existentium, ita ut Maj^{tie} Suae declaratio et auctoritas hac in parte necessaria sit, quatenus justitia suo tramite procedat, neque hujusmodi varietatibus ordinationum repugnantium impediatur aut interpelletur.

15° Sicut etiam multum expedit male observata, ob praescriptam nimiam licentiam militarem, placita sub nomine Cath^{ae} Suae Maj^{tie} per Belgium in commodum et solatium agricolarum et subditorum super cultura libera agrorum salubriter emanata contra concussiones perfrequentes et intolerabiles gubernatorum, capitaneorum et militum, plus depredationi catholicorum subditorum Suae Maj^{tie} et vicinorum principum catholicorum quam hostium et rebellium, facultatibus in dies non obstantibus tantis ordinum et provinciarum Maj^{tie} Suae parentium extraordinariis subsidiis inhiantium, ut ad amissim observentur, non tam praescriptorum subditorum Belgii quam Maj^{tie} Suae Cath^{ae} interest, quatenus ordines et subditi Belgii in officio persistant et alacriores ac potentiores ad contribuendum Maj^{tie} Suae in subsidium hujus intestini et diuturni belli reddantur.

14° Commercia quoque catholicorum et subditorum Suae Maj^{tie} tam frequentia et nimis familiaria cum hostibus Anglis et rebellibus Hollandis ac consociatis provinciis, hactenus per Belgium permissa sub praetextu inopiae pecuniarum regiarum et erectionis novorum vectigalium decuplo in omnibus locis majorum solito, tam terrestri itinere quam in fluminibus et mari Belgicis vigentium, ut aliqua alia justiore et dictis hostibus ac rebellibus minus lucrosa via, ordinibus Belgii Maj^{tie} Suae reconciliatis proponenda, commutentur, aboleantur ac peni-

tus cessent, ubi Belgio de praescripto competenti exercitu ad inferendum praefatis hostibus et rebellibus, ac fortiter continuandum bellum ac nervis belli necessariis prospectum erit Maj^{tas} Suae Cath^{ae} non minus quam subditorum omnium, cum Belgii tam aliorum regnorum Maj^{tas} Suae ad hoc bellum contri-
buentium interest, ex quo praefati hostes et rebelles Suae Maj^{tas} ex institutione et collectione praescriptorum novorum vectigalium et continuatione commerciorum multa centena milia aureorum quotannis corradant, quibus potissimum subsidii praetactum bellum non tantum fortiter ad viginti annos sustinent, sed et inferunt catholicis provinciis Belgii : de quarum quoque provinciarum statu, hac potissimum commerciorum via, ita hostes de singulis informantur, non secus quam si omnibus ipsi negotiis regis interessent, ita ut data occasione vel per lasciviam capitaneorum aut militum nostrorum, vel latentem animorum conjunctionem secretis colloquiis detectam minime desint rebus suis, cum maximo Cath^{ae} Suae Maj^{tas} et praescriptarum catholicarum provinciarum Belgii damno, uti praescriptorum oppidorum et aliorum fortalitiorem turpes deditiones perduellibus, abhinc triennio factae, satis Suam Maj^{tas} docere possunt. Quare consulto factura (nostro judicio) videbitur, si redemptionem et commutationem (uti praediximus) dictorum novorum vectigalium ordinibus Belgii proponat et persuaderi faciat, idque per alia media et subsidia convenientiora facile invenienda, et ad tempus continuanda quoad praescripti hostes et perduelles ad officium et obedientiam redacti fuerint, quorum naves et merces ubi in Hispaniis aut Portugalia in magno numero et valore deprehenduntur, prout aliquando turbis praesentibus durantibus fuerunt, si fisco regio applicentur, neque imposterum commercia dictorum hostium et rebellium in Hispania vel Portugalia, vel aliis regnis Regi Catholico obtemperantibus aut confoederatis, tolerantur non minus Cath^{ae} Suae Maj^{tas} quam catholicarum provinciarum Belgii interesse videtur, quatenus hac in parte

publicum commodum mercatorum et aliorum privatis commodis praeponderet ac praeferatur (1).

15° Multum quoque prodesset si imposterum non tolerentur gubernatores oppidorum et praefecti fortalitorum, in provinciis et locis constitutis ubi ante has novissimas Belgii turbas non fuerunt nec esse consueverunt, sed revocentur; et si idonei sint, ac non tyrannorum more subditis praefuerint (sicut plerique eorum tyrannidem exercent) militaribus aut aliis honoribus et officiis decorentur, non minus Maj^{ta} Suae Cath^m quam praescriptarum reconciliatarum provinciarum Belgii catholicarum interest. Si quidem praedicti particulares gubernatores, fere omnes et singuli, majora stipendia ex praescriptis novis vectigalibus et extraordinariis subsidiis percipiunt, quam, florentibus rebus Belgii et temporibus pacificis, perceperint aut percipere soleant gubernatores provinciarum. Qua ratione etiam fit ut non tantum ad summam inediam redigantur provinciales, citra Maj^{ta} Suae ullum fructum aut emolumentum, sed et dicti particulares gubernatores, praescriptis moderationibus praecipuis provinciarum in rebus militaribus obedire recusent, ob magnitudinem stipendiorum dignitatem quoque suarum praerogativam parem existimantes, sicut nec Conciliis praecipuis praescriptarum provinciarum Maj^{ta} Suae reconciliatarum in justitiae aut politiae negotiis parere volunt nec dignantur; quinimo praefatis immoderatis stipendiis non contenti, concussionibus maximas et intolerabiles contra catholicos subditos exercent, citra poenae aut reprehensionis ullum metum, quo nomine reconciliatorum subditorum animi valde a Catholicae Suae Majestatis voluntariis obsequiis alienantur, sicut et ob frequentiam hujusmodi particularium gubernatorum et eorum inter se contraria studia aliquot civitates et provinciae hostibus et rebellibus cessisse noscuntur, et vic-

(1) Voir, sur les *licentes* et les douanes, P. de Decker, *Origine des douanes en Belgique*, dans les BULLETINS DE L'ACADÉMIE ROYALE DE BELGIQUE, 2^{me} série, t. XXXV.

toriae regiae plerumque impediuntur, cum tamen unus gubernator generalis in singulis provinciis Belgii minori sumptu et longe majori Majestatis Suae ac provinciarum commodo, conservationi et reductioni omnium civitatum totius provinciae sibi commissae intendere valeat, quam tam frequentes oppidorum particulares gubernatores, non tantum provinciales omnes Belgii (ut dictum est), sed et vicinorum catholicorum principum facultates et subditos expilantes, eosque a Maj^{te} Sua alienantes. Modo gubernator provinciae (qui ut plurimum nobilitate, dignitate, et longa exercitatione rerum militarium, politicarum et aliarum praecllens vir esse consuevit) legionem peditum bene instructam et competentem numerum equitum solito more habeat sibi parentes, quos certis locis hosti maxime vicinis collocare pro suo arbitrio valeat, ad defensionem provinciae de cujus et singularum civitatum conservatione non minus ipse quam praedicti particulares gubernatores Maj^{ti} Suae Cath^{cae} et moderatori generali totius Belgii respondere debeat et possit.

16° Quod si Maj^{ti} Suae Cath^{cae} nihilominus placeat ad tempus continuare dictos particulares gubernatores, in provinciis et locis ubi esse non consueverunt, dignabitur praescripta immoderata stipendia jubere moderari, saltem infra summam quae praefecto generali integrae provinciae quotannis pendi solet, et ut stipendio ita moderato contenti, praedicti particulares gubernatores a concussionibus subditorum Suae Maj^{ti} reconciliatorum et parentum, ac vicinorum principum abstineant. Cogantur quoque in militaribus rebus gubernatori generali provinciae per omnia obsequi, et in reliquis justitiae et politicis negotiis provinciali Concilio Cath^{cae} Suae Maj^{ti} obtemperare, sub poenis suspensionis aut privationis suorum statuum, aliisque gravioribus prout praedicto gubernatori provinciae et Concilio provinciali videbitur irremissibiliter exequendis, sicut in illis provinciis Belgii fit et fieri solet, ubi hujusmodi particulares gubernatores oppidorum et praefecti

castrorum, fortalitorumque ab innumerabili tempore semper fuerunt.

17° Non permittantur quoque imposterum praedicti particulares gubernatores oppidorum aut praefecti castrorum vel fortalitorum, ac potissimum commissarii delectuum militarium habere ulla signa militaria, quibus tanquam capitanei et signiferi praesint, sicut abhinc paucis annis et mensibus practicari coepit, cum Maj^{us} Suae et subditorum enormissimo detrimento, quatenus ab hujus rei spe omni dejecti aliorum capitaneorum in praesidiis oppidorum degentium et officiariorum militarium defectibus, furtis et concussionibus tanto liberius obviare valeant, neque eadem aut multo acerbiora facinora ipsi imposterum licentius committant, quam hactenus in aliquibus locis (ut supra est expositum) fecerunt.

18° Milites quoque a castris, nisi exigente summa necessitate aut utilitate, rarius abducantur aut hybernatum mittantur, idque non in meditullium provinciarum Belgii Cath^{olicus} Suae Maj^{us} reconciliatarum, aut alia loca ab hostibus et perduellibus remotiora, sicut hactenus, cum maximo incolarum Belgii et Cath^{olicus} Suae Maj^{us} incommodo, est observatum, sed destinentur ad loca praescriptis hostibus et rebellibus maxime vicina, ut in continua exercitatione militari et velitatione quotidiana cum dictis hostibus et rebellibus permaneant, quatenus subditi Cath^{olicus} Suae Maj^{us}, a dictis hostibus remotiores, voluntarie magnam partem onerum belli tam diuturni subeuntes, promptiores et ditiores fiant ad succurrendum necessitatibus Cath^{olicus} Suae Maj^{us} et patriae tantopere afflictac. In meditullio provinciarum Belgii procul ab hostibus et perduellibus, eorumque insultibus et periculis dissiti et hybernantes, capitanei et milites medietate stipendiorum contenti esse jubeantur, quae percipient illi qui in conspectu hostium fortem operam Regi Catholico navant.

19° Proderit etiam si cum regibus Daniae et Swediae, Cath^{olicus} Suae Maj^{us} agere dignabitur, quatenus Hollandis et consociatis rebellibus bellum inferant, aut saltem eos comeatibus

mercibus et portubus arceant; cum haec res plurimum momenti, una cum remediis suprascriptis, adhibitura videatur ut bellum istud intestinum tanto celerius conficiatur, ex quo praescriptorum Regum et regnorum comeatibus et mercibus minus praedicti Hollandi et consociatae provinciae carere possint, quam iis quae ex Hispania, Francia, Anglia, Hybernia, Scotia, aut Polonia, eo advehuntur. Qua in re Cath^{olicus} Suae Maj^{estatis} fidelem operam cum summo fructu navare possent Imperator et maritimae Germaniae civitates, ex diuturno rebellium bello interesse praetendentes, et Poloniae rex, praedicti regis Swediae filius unicus (1), tanquam affinis Cath^{olicus} Suae Maj^{estatis}.

20° Contributiones quoque supratactae per Ordines seu Status redimi permittantur, in reliquis provinciis Belgii ubi redemptae non sunt, potissimum in illis provinciis in quibus nulla subsidia extraordinaria invitis Ordinibus et subditis introduci aut admitti consueverunt, obstantibus privilegiis per Cath^{olicum} Suam Maj^{estatem} medio juramento confirmatis. Vectigalia quoque praescripta, si ad tempus imposterum tolerentur, ita moderentur ut commercia frequentiora sint, et fructus Regi uberius proveniat, neque mercium precium aut valorem excedant praescripta numerosa et immensa vectigalia, in grave dispendium subditorum instituta et exiguum commodum Suae Maj^{estatis} cujus ex praedictis vectigalibus proventus erunt uberiores quatenus praescripta vectigalia moderentur, quod frequentia eorumdem facile compensabit dictam moderationem, quam et vicini principes Regis exemplo facile sunt admissuri in suis provinciis.

21° Ut autem justitia imposterum rite administrari et officariis regiis causa dissimulandi ac munera captandi eripi possit, dignabitur Cath^{olicus} Sua Maj^{estatis} generali placito per universum Belgium statuere quatenus dictis officariis, praesertim justitiae praecipuis, praestetur quotannis solutio stipendiorum ordinariorum et consuetorum cum auctario, aut saltem in illo

(1) Sigismond Wasa, roi de Pologne, fils de Jean III, roi de Suède.

valore qui in Belgio vigit abhinc viginti annis, ex quo ratio aut praesentium temporum angustiae minime sinant aut permittant ut monetae, ob praesentes Belgii turbas tanto tempore continuatas, adauctus valor iisdem officiariis (qui Maj^{tas}. Suae partes semper fideliter cum fortunarum omnium jactura sunt secuti) magis obsit quam praedecessoribus eorum in dignitatibus et officiis obfuerit, temporibus Maximiliani primi et Caroli Quinti, Imperatorum glorissimae memoriae, qui propter intestina Belgii et externa vicinorum Regum et regnorum bella similiter diuturna, aucto valore monetae, dicta stipendia nihilominus suprascriptis officiariis per placita sua mandarunt solvi in eo valore qui vigerat ante tempora similis auctionis valoris monetae, quae non tantum pro tertia parte (prout nunc) sed medietatem usque abhinc centum annis aucta fuisse deprehenditur, tametsi praedicti officiales tunc temporis melius fortunis suis frui potuerint, non obstantibus praedictis intestinis et externis bellis, quam hoc rerum statu valeant, quo aut patria extorres et bonis omnibus exuti, aut praescriptis immensis extraordinariis contributionibus et subsidiiis gravati, aut incendiis et continuis hostium et militum nostrorum grassationibus et devastationibus penitus fracti, exiguos aut nullos omnino fructus quotannis colligunt, vel redditus ex superfluis bonis percipiunt praeter et ultra praescripta stipendia, etiam florentibus rebus Belgii valde tenuia, et pani ac sali familiarum eorundem officiariorum, in nonnullis provinciis hosti potissimum vicinioribus, vix sufficientia; in quibus etiam extraordinaria commoda nulla aut valde exigua iisdem obveniunt, ita ut digne functionibus et dignitatibus sibi commissis pro maiestate justitiae et dignitate tanti principis (ut est Rex Hispaniarum) satisfacere non valeant, quantumvis velint, et in hanc rem serio incumbant, idque non sine contemptu et irrisione vicinorum principum et officiariorum eorundem, cum quibus occasione limitum et aliarum controversiarum saepius conferre coguntur, qui multo majora stipendia a suis dominis et principibus tametsi nullatenus

Regi Catholico tanquam principi Belgarum comparandis annue habent eorumque promptam solutionem in graviori moneta singulis semestribus consequuntur, quam praedicti officarii Regii hactenus percipiant, qui nec conferri fastu aliquo iisdem possunt in supratactis congregationibus, occasione finium et aliarum controversiarum incidentibus, ita ut digniores plerumque minus dignis hac ratione cedere cogantur, cum non exiguo saepe praejudicio Suae Maj^{tas}.

22° Et ut praedicti officarii omnes provinciarum Belgii Cath^{as} Suae Maj^{tas} parentium, praesertim justitiae praecipui administratores, eandem omnibus subditis ex aequo citra ullam exceptionem personarum prompte et cum illo quo decet splendore administrare valeant, dignabitur Cath^{as} Sua Maj^{tas} non tantum praedicta stipendia mandare singulis semestribus praestari et solvi, more solito et superscripto, sed et eadem stipendia augere, sicut non tantum praescripti vicini principes, sed et hostes ac perduelles non obstante hoc tam calamitoso et diuturno intestino bello, praetensorum suorum consiliorum, magistratuum et officiariorum stipendia ad medietatem supra solitum auxerunt, propter caritatem omnium rerum pro mediate, imo duabus tertiis partibus, abhinc decennio majorem quam unquam antea fuerit, idque propter praescripta nova vectigalia ac subsidia extraordinaria et plura alia onera comeatibus et mercibus omnibus imposita, tametsi praedicti asserti officarii rebellibus servientes liberius fortunis et facultatibus suis patrimonialibus fruantur quam officarii Cath^{as} Suae Maj^{tas} in provinciis nonnullis catholicis et Suae Maj^{tas} parentibus hostique vicinis faciant.

23° Stipendiorum quoque praescriptorum augmentatio, ut citra incommodum et damnum Cath^{as} Suae Maj^{tas} procedere possit, Ordines Belgii per Cath^{as} Maj^{tas} requisiti, excogitare et invenire convenientia extraordinaria subsidia poterunt; quibus dominia regia in totum aut pro majori parte aere alieno liberentur, idque ea lege ut creditoribus regis satisfiat, ex quibus multi etiam catholici et regias partes semper secuti,

quindecim annorum arreragia seu pensiones cessas praetendunt, et ut solutio praedictorum stipendiorum singulis semestribus tempestive fiat praescriptis officiariis, ac quatenus Cath^{ca} Sua Maj^{tas} promittere velit praedicta dominia sua in posterum amplius non gravare, aut quoquo modo non alienare, aut gravari, vel alienari a suis heredibus et officiariis permittere, citra consensum Ordinum Belgii et provincialium Conciliorum ac magistratuum interesse habentium, neque assignationes imposterum ullae fiant super dictis dominiis et eorum fructibus annuis aut tolerentur in praedictum praedictorum officiariorum et antiquorum creditorum hypothecariorum, sicut hactenus malo exemplo practicatum fuit in aula Belgica contra mentem et expressam ordinationem Cath^{cae} Suae Maj^{tas} quam, Belgio novissime excedens, gubernatori generali et dominis de Finantia ac Cameris computuum praescripsit super solutione similium onerum, cujus ordinationis renovationem et publicationem Cath^{ca} Sua Maj^{tas} decernere dignabitur, hocque statuere quatenus eadem adamussim observetur; insuper cavere et ordinare quatenus nonnulli extraordinarii officarii minus necessarii magna stipendia merentes, de novo a paucis annis instituti, ac multi supernumerarii ultra numerum consuetum admissi removeantur, vel alibi promoveantur, quibus praedicta magna stipendia exsolvuntur cum injuria antiquiorum ordinariorum officiariorum et detrimento creditorum; insuper statuere quatenus nonnulla concilia minorum provinciarum Belgii proximioribus majoribus provincialibus conciliis, multitudine causarum et negotiorum hoc rerum statu minus gravatis, combinentur et jungantur.

24^o Nemini quoque permittatur plura officia quam unum (utpote totum hominem per se desiderans) uno tempore possidere et deservire, nedum aliqui duobus aut tribus muneribus et officiis distrahuntur neutri aut nulli muneri satisfaciant, prout experientia, optima rerum magistra, tam in aula Belgica quam curiis inferioribus et provinciis Belgii

magno Cath^{ae} Suae Maj^{tas} et subditorum incommodo docuit frequenter fieri.

25° Officia quoque nulla, praesertim justitiae majora et digniora, conferantur nisi gratis et maxime idoneis ac qualificatis personis, et pro talibus habitis et compertis a Conciliis provinciarum Belgii aut magistratibus praecipuis locorum in quibus iisdem officiis fungentur, neque aliqui admittantur citra advisamentum dictorum Conciliorum provincialium et magistratuum, quatenus nulli indigni aut per saltum promoveantur qui plerumque per malitiam aut imperitiam omnia turbant, et ut justitia sine sordibus administretur sine quibus eadem administrari vix potest ab iis qui magno plerumque precio hujusmodi officia obtinent, cum minutatim vendere cogantur (praesertim hoc rerum statu) quod magno pretio aut detrimento acquisiverunt, sicut experientia, rerum omnium certissima magistra, fidem in dies facit, maximo Cath^{ae} Suae Maj^{tas} et justitiae et provincialium omnium incommodo, cui ut obvietur ordinationes hanc in rem, aliquoties sub nomine Cath^{ae} Suae Maj^{tas} editae, ut renoveantur et adamussim observentur sub gravioribus poenis quam antea statuerit Sua Maj^{tas}, jubere dignabitur, eorumdem executione poenarum et magistratibus principalioribus Belgii commissa.

26° Officiarii omnes, praesertim praecipui justitiae, finantiarum et computuum ac dominiorum regiorum administrationem habentes, praescriptis competentibus stipendiis honorati, manus ab omnibus etiam qualibuscumque munerum sordibus puras habere, sub certis gravibus poenis irremissibiliter exequendis, mandentur, praesertim in Aula praecipue Belgii ubi nonnulli ad majores divitias infra decennium pervenisse noscuntur quam praedecessores in similibus officiis et dignitatibus, non minus familiae suae, Regi et reipublicae faventes, infra triginta aut quadraginta annos (quibus similibus officiis et dignitatibus florentibus rebus Belgii praefuerunt) pervenire potuerint.

27° Partibus omnibus in praescripta Aula Belgica vel curiis

inferioribus negotia habentibus, praesertim ecclesiasticis personis et aliis dignitate aut nobilitate conspicuis aut commiseratione dignis, non tam frequentes dilationes et remorae injiciantur, quemadmodum hactenus contigit, praesertim durantibus praesentibus turbis Belgii, et quidem frequentissime citra ullam distinctionem personarum aut negotiorum, idque cum maximo aliquando Cath^{ae} Suae Maj^{tas} et provincialium incommodo et damno.

28° Dignitatum ordo solitus ubique conservetur, neque minus digni aut honorum praerogativa conspicui, dignioribus praeferantur aut aequentur per placita, literas aut commissiones, aut aliis modis, sicut abhinc paucis annis in nonnullis provinciis Belgii et Aula Belgica fieri coepit, per imperitiam nonnullorum officiariorum dignitate conspicuorum.

29° Rescripta nulla in Aula Bruxellensi aut Belgica impetrari valeant, in praedictum Consiliorum provincialium et magistratuum eximiorum, vel partium interesse praetendentium, nisi praevia cognitione causae, saltem summaria, omnibusque interesse pretenditibus auditis; processum quoque, praesertim eorum qui usque ad sententiam diffinitivam exclusive instructi erunt, coram iisdem Consiliis provincialibus et magistratibus principalioribus oppidorum Belgii famosiorum penditum, vel sententiarum ab iisdem prolatarum, executio nunquam retardetur aut suspendatur sine cognitione causae et rationibus in jure fundatis; praedictisque Consiliis et magistratibus principalioribus mandetur ut, non obstantibus similibus litteris aut rescriptis in Aula Belgica aliter emanatis, ulterius procedant ad instantiam partium, prout de jure videbitur, quemadmodum Cath^{ae} Sua Maj^{tas} Belgio novissime proficiscens Parlamento Mechliniensi et nonnullis provinciarum Belgii Consiliis facere permisit et jussit.

30° Ordinationes et instructiones Gubernatori generali Belgii et Consiliis statuum, privato et finantiarum, ac inferioribus Curiis provinciarum Belgii et Cameris computuum a Cath^{ae} Sua Maj^{tas} ante novissimum ejusdem in Hispaniam abitum

praescriptae, adamussim observari mandentur, neque innovatio, etiam in aliquibus articulis, citra auctoritatem Suae Cath^{ae} Maj^{ae} bene informatae facta, admittatur aut toleretur, nisi inferioribus consensibus Belgii et partibus interesse habentibus auditis, evidens utilitas aut necessitas Regis aut provinciarum Belgii, Gubernatori generali ejusdem non permittat relationem hujusmodi innovationis Cath^{ae} Suae Maj^{ae} primum facere priusquam ad eandem in aliquo articulo processerit cui, in talem eventum, sub beneplacito tamen Cath^{ae} Suae Maj^{ae}, innovatio in nonnullis ob praescriptam utilitatem aut necessitatem Regis aut reipublicae Belgicae moram non patientibus, permittatur; ita tamen ut ratificatio Cath^{ae} Suae Maj^{ae} superpraedictis novitatibus infra certum tempus requiratur, cum nullo modo expediat ut magno et deliberato consilio emanatae praedictae ordinationes et instructiones regiae facile mutantur ad suggestionem et nutum aliquorum aulicorum, aut munerum sordibus plerumque corruptorum, aut affectibus suis irrationabilibus nimium indulgentium, ac quidvis persuadentium, etiam cum incommodo magno Suae Maj^{ae} et lesione subditorum, in quorum praejudicium aut praescriptarum ordinationum et instructionum introductae novitates non auditis partibus interesse habentibus, ac citra auctoritatem expressam aut ratificationem Cath^{ae} Suae Maj^{ae} bene informatae, tanquam odiosae generali placito aut mandato regio aboleantur et revocentur, ut lesio omnis subditorum et auctoritatis regiae cesset, ac meliores ordinationes et instructiones regiae inferiorum magistratuum constitutionibus minus aequis et bonis ac juridicis praeponderent.

51° Remunerationes quoque a plurimis, male de Rege et provinciis Belgii meritis, per subreptionem et obreptionem malo exemplo obtentae annullentur, neque imposterum ullae fiant in Aula Belgica nisi auditis Consiliis provincialibus et Cameris computuum, earum provinciarum ubi bona aut fructus, quorum largitionem aliqui praetendent, invenientur sita aut constituti, quatenus indiscretis remunerationibus via ob-

struatur et ratione fundatis pateat pro modo facultatum et necessitatum provinciae et qualitate supplicantium, praeferranturque iniqua petentibus et frequenter hactenus obtinentibus aequa postulantes.

52° Reconciliationes provinciarum vel civitatum Belgii, sub imperium pristinum Regis Catholici armis reductarum aut reducendarum, non admittantur quatenus religioni catholicae romanae vel solitae auctoritati Regis, tanquam principis Belgii et praedecessorum principum adversentur: consuetudines, privilegia et statuta earumdem civitatum et provinciarum non confirmantur, nisi per Consilia provincialia fuerint ad amussim visitata, et judicentur religioni catholicae romanae, auctoritatique regiae et justitiae ac praedictorum Consiliorum provincialium statutis minime repugnare, ut bellum tantis sumptibus susceptum et viginti annis continuatum pro defensionis religionis catholicae romanae et praedictae auctoritatis regiae fructum omnino aliquem vel ut minimum praejudicium nullum irreparabile Regi et religioni praedictis attulisse videatur. Mandenturque hujusmodi reconciliationes publicari et registris Consiliorum provincialium inseri, ut solita praedictorum Consiliorum et justitiae ac Regis auctoritas conservetur.

33° Operae precium quoque erit ut reconciliationes eorum cassentur et annullentur et praecipue nobilium, qui nunquam postea ecclesiae catholicae reconciliati ac in heresi perseverantes nunquam confitentur, nunquam communicant aut templum frequentant, sed suis in domibus et castris concionatores hereticos alunt et conventicula sua celebrant, maximo subditorum scandalo, commodam nocendi religioni et Maj^{te} Suae Cath^{olice} occasionem expectantes, nullus quoque imposterum ad reconciliationem admittatur nisi doceat se prius ecclesiae catholicae reconciliatum.

54° Criminum lacsae Maj^{estatis} divinae aut humanae rei non reconcilientur nisi apparens spes sit emendationis, et promittant ablata injuste ecclesiis, Regi et subditis catholicis restituere, ac imposterum vivere sicut reliqui catholici et obe-

dientes subditi; heretici ac heresis suspecti, ab episcopis vel pastoribus moniti nisi catholicorum more vivant, ut minimum oppidis Regis imperio parentibus pellantur, bonaque eorum fisco regio applicentur, coganturque magistratus regii, hac in parte requisiti, iudici ecclesiastico assistere, tametsi placita regia contra praedictos hereticos aliquoties in Belgio publicata, vitae et bonorum ademptionem hereticis etiam resipiscen- tibus infligentia, hoc rerum statu per Belgium non observentur, praesertim in ducatu Geldriae.

35° Postremo prodesset etiam si Sua Catholica Majestas, se vivente, curaret suum filium in his provinciis Belgicis inaugurari, idque ob varias et praegnantas rationes.

36° Verum optimum foret, si inconsultum non videbitur, filium huc destinare, aut ut Sua Majestas, relicto filio in Hispaniis, huc excurreret: dubium enim non est quin sua praesentia brevi temporis spacio has turbas bono ordine constituto dissolveret. Quod ipsum Sua Maj^{tas} faciet, si modo religioni cath^{ae} et reipublicae volet bene; alioquin quid Supremo Judici Christi aliquando sit responsura Sua Maj^{tas} de religione Cath^{ae} hic brevi opprimenda, de tot ecclesiis et monasteriis eversis, de Sacramentis conculcatis, de tot milibus animarum in dies pereuntium, etc., idque solum eam ob causam quod inter Suae Majestatis milites nullus ordo, nullaque disciplina servetur, non videmus.

Haec sunt quae Clerus Ruremundensis, cum omni reverentia, Suae Cath^{ae} Maj^{tas}, pro salute religionis et patriae, ac suarum conscientiarum exoneratione, remonstranda et suggerenda esse arbitratur, salvo semper iudicio meliori cui adsit Deus.

Sic erat subscriptum. Ex mandato speciali praefati cleri Gregorius Gherinx, decanus, officialis et vicarius generalis Ruremundensis.

IV.

Hugues de Lannoy. 1384-1456.

(Par M. CHARLES POTVIN, Correspondant de l'Académie royale
de Belgique.)

Je n'ai pu rechercher les traces de la vie et des œuvres de Ghillebert de Lannoy sans rencontrer souvent son frère Hugues, l'aîné de la famille : « homme âgé et de subtil engin » comme l'appelle Chastellain (III, 70). Je réunis ici toutes ces indications qui pourront servir, soit à l'histoire de l'époque, soit à la biographie du seigneur de Santes, soit même à une édition des œuvres du plus grand diplomate de Philippe le Bon. J'ai suivi l'ordre chronologique (1).

1408. Liste des seigneurs qui servirent le Duc contre les Liégeois en novembre, décembre et janvier 1408.

« Hues, seigneur de Lannoy, chevalier » est du nombre.

(Bibliothèque nationale de Paris, fonds de Bourgogne, t. C, p. 100. Extraits de compte de 1408.)

1410. Gens d'armes d'Artois et de Picardie, dans l'armée

(1) Chastellain et d'autres chroniqueurs font souvent mention de Hugues; je n'ai pas relevé ces passages qu'on trouve indiqués dans les tables des éditions de ces chroniques. J'ai cru inutile aussi de rappeler ce qu'ont répété tous les généalogistes.

(118)

mandée par le Duc, en août, septembre et octobre 1410 (contre les Armagnacs). Hugues de Lannoy y paraît avec « onze escuiers et 2 archers. »

(Ibid., p. 109. Compte de 1410.)

1418. Hues de Lannoy, chevalier, chambellan du Duc, reçoit 3 francs par jour.

(Bibliothèque nationale, fonds de Bourgogne, t. C, p. 147. Compte de Jean de Noident, de 1413 à 1418.)

(Item : MS., fonds français, n° 1278, fol. 77. Voir *Œuvres de Ghillebert*, p. 481.)

1418. Mandement du Duc à un officier pour qu'il quitte son office et aille se joindre aux hommes de fiefs et porter témoignage dans un procès de Hugues de Lannoy, conseiller, chambellan et gouverneur de Lille.

(Paris, Bibliothèque nationale, fonds français, MS., n° 1278, fol. 79. Voir *Œuvres de Ghillebert de Lannoy*, p. 480.)

1419. Traité de paix entre le Dauphin et le duc Jean, « lequel fut porté au pape par messire Hues de Lannoy et Robert de Saulx. »

(Paris, fonds de Bourgogne, t. XCVII, p. 447.)

1420. « Messire Hûe de Lannoy, chevalier, conseiller, chambellan et gouverneur de Lille » reçoit 200 francs monnaie royale.

(Fonds de Bourgogne, t. C, p. 182. Compte de Gui Guillebaut, 1419-1420, fol. 47.)

1421. Même allocation pour l'année suivante.

(Ibid., p. 191. Compte du même, 1420-1421, fol. 41.)

1421. Ambassade de Messire Hue.

(Ibid., fol. 193, compte du même, fol. 128.)

— Hugues, conseiller et chambellan du Duc, obtient la garde de la bannière du Duc. Il reçoit 100 écus d'or au lieu d'un cheval qu'il devait avoir pour son droit d'avoir porté la bannière, « lequel il quitta volontiers et espargna à prendre. »

(Ibid., fol. 207. Même compte, fol. 59.)

— Questionnaire avec réponses en marge, par le maître des arbalestriers, relativement à la guerre de France.

(MS, n° 1278, fol. 60. Voir *Œuvres de Ghillebert*, p. 482.)

— Lettre de créance de Jacqueline de Bavière, pour un messager qu'elle envoie à Hugues.

(N° 1278, fol. 86. Voir *Œuvres de Ghillebert*, p. 482.)

— Rapport militaire de Hugues.

(N° 1278, fol. 62. *Œuvres de Ghillebert*, p. 485.)

1422. Procuration du Duc pour ratifier le mariage de sa sœur Anne de Bourgogne avec le duc de Bedford, 31 décembre 1422, à messire Hue de Lannoy, maître des arbalestriers de France.

(Fonds de Bourgogne, t. CX, p. 121 et t. XCVI, p. 507.)

— Compte relatif à cette mission.

(Ibid., t. C, p. 202. Compte de Gui Guillebaut, 1422-1425, fol. 63.)

1423. 19 avril. Vidimus du traité de mariage entre madame Marguerite de Bourgogne, duc hesse de Guienne (sœur du Duc)

et de Arthur de Bretagne, comte de Richemont. Au nombre des témoins figure Hue de Lannoy.

(Fonds de Bourgogne, t. C, pp. 128-138.)

1423. Hues de Lannoy, gouverneur de Lille et autres commissaires, députés par le Duc pour juger, en amendes civiles et pécuniaires, « aucuns des habitans de Douay pour crimes de rébellion et de désobéissance. » Mai 1423.

(Fonds de Bourgogne, t. C, p. 201. Compte de Gui Guillebaut, 1422-1423; fol 34 et 75.)

1424. Ambassade de « messire Hue de Lannoy, Robert de Saulx, vidame de Reims, et maître Quentin Menart, archidiacre de Bruxelles, envoyés à Rome au mois de mai 1424, pour la dispense du mariage du duc avec Bonne d'Artois, veuve du comte de Nevers, son oncle. » (La dispense obtenue est du 30 septembre 1424.)

(Fonds de Bourgogne, t. C, p. 210. Compte du même, fol. 146.)

1424. A messire Hue de Lannoy, seigneur de Santes, la somme de 500 francs. « en considération des bons et agréables services que ledit messire de Lannoy lui a faits, tant ou voiage qu'il a nouvellement fait en court de Romme, à Venize, Flourence et ailleurs, etc. Si qu'il appert par ses lettres de mandement sur ce faites. Paris le XXIII^e jour de novembre l'an M CCCC XXIII. »

(Archives du royaume de Belgique, compte de Gui Guillebaut, 1424-1425, fol. 96.)

1425 (?). « Pour le service de la flotte de Bourgogne, pour mettre vaisseaux sur mer, quand messire de Santes était en Hollande. »

(MS., n° 1278, fol. 73. Voir *Œuvres de Ghillebert*, p. 484.)

1428. Dons aux seigneurs de Croy et de Santes par le Duc.

(MS., n° 1278, fol. 78. *Œuvres de Ghillebert*,
p. 483.)

1430. Hugues fait partie de la première liste des chevaliers de la Toison d'or.

1430. Rançon de Florimont de Brimeu, prisonnier à Compiègne, payée par Hugues, capitaine de Compiègne.

(N° 1278, fol. 83 v°. *Œuvres de Guillebert*,
p. 487.)

1431. Projet de lever 4 millions sur les pays du Duc.

(N° 1278, fol. 66. *Œuvres de Ghillebert*, p. 487.)

1432. Avis au Duc avant le Congrès d'Auxerre.

(MS., n° 1278, fol. 43. *Œuvres de Ghillebert*,
p. 489.)

1432. Paiement de 177 livres au seigneur de Lannoy, chevalier, chambellan du Duc, en retour des services rendus à l'armée et « aultrement » et pour acheter un cheval.

(Archives de Lille, compte de Jean Abonnel
an. 1432. fol. 138 v°.)

1433. AMBASSADE DE MESSIRE DE LANNOY, SEIGNEUR DE SANTES.

« Ce qui a été exposé au roi de par le Duc par le sire de Santes et le trésorier du Boulenois, etc. »

(Paris, fonds de Bourgogne, t. XCIX, p. 356, et
t. XCV, p. 934.)

— Réponse du roi d'Angleterre.

(Ibid., et t. XCV, p. 816.)

1453. Lettre de Hue et du trésorier du Boulenois au Duc.
Exposé de leur ambassade.

(Ibid., t. XCIX, pp. 364 et 422. Extraits de la
layette du traité d'Arras, d'après les archives
de Dijon, liasse I., cah. 25.)

Ce rapport de Hugues a été publié en Angleterre, dans les
State papers : Wars of the English in France, t. II, p. 218.

1453. JOURNÉE DE CALAIS.

Le prévost de Saint-Omer écrit au Duc qu'il a écrit à tous
les ambassadeurs, excepté à monseigneur de Santes qui est au
pays de Hollande, par défaut de messenger.

(Ibid., fonds de Bourgogne, t. XCV, p. 808.)

1454. Paiement de 69 l. au seigneur de Lannoy, chevalier,
conseiller et chambellan du Duc, en récompense de ses services
et pour l'aider à s'équiper afin d'accompagner en armes le
Duc « en ses présens voiaige et armée de Bourgogne ».

(Archives de Lille, compte de Jean Abbonel,
an. 1454, fol. 143 v°.)

1454. Gages d'Hugues de Lannoy, chef du conseil de Hol-
lande.

(MS., n° 1278, fol. 85. *Œuvres de Ghillebert*, p. 490.)

1455, 7 juillet. Instructions pour les seigneurs de Crève-
cœur et de Santes et le prévôt de Saint-Omer, envoyés vers le
roi d'Angleterre.

(Paris, fonds de Bourgogne, t. XCIX, p. 422.)

1456. Avis sur la paix de France et d'Angleterre.

(MS., n° 1278, fol. 34. *Œuvres de Ghillebert*,
p. 490.)

1436. Autre avis signé Santes.

(MS., n° 1278, fol. 40.)

J'ai étudié cette pièce dans les *OEuvres de Ghillebert*, p. XLVII. Je la trouve assez importante pour être publiée; on la trouvera plus loin.

1437. Réclamation de Hugues à propos d'une réduction de ses gages.

(MS., n° 1278, fol. 124. Voir *OEuvres de Ghillebert*, p. 491. J'en ai publié des fragments.)

1438. Règlement des dépenses faites par Hugues en Angleterre.

(MS., n° 1278, fol. 78. *OEuvres de Ghillebert*, p. 492.)

1439. Ordonnance pour « l'aide de Zélande » par Hugues.

(MS., n° 1278. *OEuvres de Ghillebert*, p. 493.)

1440. Hugues plaide devant le Duc la cause du comte de Ligny.

(MS., n° 1278, fol. 291 et 293. *OEuvres de Ghillebert*, p. 493.)

1443. Sauf-conduit pour Hugues de Lannoy.

(MS., n° 1278, fol. 76. *OEuvres de Ghillebert*, p. 496.)

1448. *Troubles en Hollande*. Après des émeutes réprimées violemment par Philippe le Bon, le sire Goswin van Wilden (le compte traduit ce nom par : le Sauvage), gouverneur de Hollande, et le sire Baengaert, capitaine de la ville de Medenblich, s'accusaient de crimes. On voit par les comptes suivants que Hugues fut un des commissaires chargés d'instruire ce procès qui se termina par la condamnation et l'exécution de Goswin :

« A Mons^r de Lannoy, chevalier, conseiller et chambellan de mondit seigneur et son lieutenant de ses païs de Hollande, Zeelande et Frise, la somme de deux cens quarante quatre frans dicte monnoye, que mondit seigneur, par ses lettres données en son chastel de Hesdin le xvi^e jour de septembre l'an mil III^e XLVIII, lui a ordonné estre bailliée et délivrée par ledit receveur général pour certains voïaiges par lui nagaires fais, desdits païs de Hollande pardevers mondit seigneur en ladicte ville de Hesdin lui porter les procès fais touchant Gossuin le Sauvaige et Beuyrat Scey (*sic*), à présent prisonnier d'icellui seigneur oudit pays de Hollande, ouquel voïaige il dit et afferme en sa conscience avoir vacqué tant en alant, séjournant et retournant depuis le xviii^e jour de juillet mil III^e XLVIII jusques au xvi^e de septembre ensuivant, auquel temps sont lesdis jours incluz Lxi jours entiers, pour chacun desquelx jours mondit seigneur lui a ordonné prendre et avoir de lui iiii frans dicte monnoye comme tout ce plus à plain est contenu èsdictes lettres de mondit seigneur cy rendues garnyes selon leur contenu ii^e XLiiii francs de xxxii groz chacun franc, qui valent ix^{xx} xv l. iiii s. de xl groz.

(Archives de Lille, comptes de l'année 1449,
fol. 75 r^e.)

A lui, la somme de huit vins frans dicte monnoye que mondit seigneur par ses lettres données à Bruxelles le v^e jour d'avril l'an mil III^e XLVIII, lui a ordonné estre bailliée et délivrée par ledit receveur général pour xl jours entiers qu'il a vaqué à venir dudit pays de Hollande pour la cause dessusdicte, et aussi pour le fait du dicaige de Zeippe oudit païs de Hollande, le III^e jour de mars l'an mil III^e XLVIII, et a vacqué, tant en alant, besoignant et demourant pardevers mondit seigneur jusques au v^e jour d'avril ensuivant oudit an, ouquel tamps sont l'un et l'autre desdis jours incluz xxxiiii jours entiers, et que mondit seigneur lui a encores ordonné deux jours qu'il sera

pardevers lui avant son parlement et iii jours pour son retour oudit pays de Hollande, font en tout xl jours entiers, pour chacun desquelx jours mondit seigneur lui a ordonné prendre et avoir de lui iii frans monnoye dicte qui montent à ladicte somme de viii^{xx} frans, comme tout ce plus à plain puet apparoir par lesdictes lettres de mondit seigneur; pour ce icy par vertu d'icelles cy rendues garnies selon leur contenu viii^e frans dudit pris de xxxii groz chacun franc qui valent vi^{xx} viii l. de xl groz.

(Ibid., fol. 76 r^e.)

A lui, la somme de vingt huit frans monnoye dessusdicte que mondit seigneur par ses lettres données à Bruxelles le viii^e jour d'avril l'an mil III^e XLVIII avant Pasques lui a ordonné estre baillée et délivrée par ledit receveur général pour vii jours entiers qu'il afferme en sa conscience avoir vacqué tant pardevers mondit seigneur à Bruxelles comme pour son retour en Hollande, oultre et pardessus xl jours que icellui seigneur lui avoit ordonné par aultres ses lettres patentes tant pour sa venue audit Bruxelles comme pour séjourner illec où il estoit venu pour la cause devantdicte, pour chacun desquelx jours mondit seigneur lui a ordonné prendre et avoir de lui iii frans dicte monnoye; montent lesdis vii jours au pris dessusdit à ladicte somme de xxviii frans comme tout ce plus à plain est contenu esdictes lettres de mondit seigneur pour ce icy par vertu d'icelles cy rendues garnies selon leur contenu xxviii fr. dicte monnoye qui valent xxii l. viiis. de xl groz.

(Ibid., fol. 76 r^e.)

A lui, la somme de quarante frans monnoye dessusdicte que mondit seigneur par ses lettres données à Bruges le ix^e jour de juillet l'an mil III^e XLIX, lui a ordonné estre baillée et délivrée par ledit receveur général, qui deu lui estoit pour x jours entiers qu'il a esté par l'ordonnance de mondit seigneur, ou

mois de juing l'an mil III^e XLIX en la ville d'Anvers, attendant illec la venue de mons^r le chancelier pour y besongnyer en aucuns affaires touchans les affaires de mondit seigneur le duc, qui, audit pris de [•]lui frans par jour montent à la dicte somme de XL frans dicte monnoye, comme tout ce plus à plain puet apparoir par lesdictes lettres de mondit seigneur cy rendues garnys selon leur contenu XL frans dudit pris de xxxii groz chacun franc, qui valent xxxii l. de XL groz.

Pour ces trois parties soit envoyées par extrait en **Hollande** pour savoir se il y prend aucune chose **pour ces voïages.**

(Note marginale de l'auditeur du compte.)

1448. Hugues est présent à la rédaction du concordat entre Philippe le Bon et l'évêque de Cambrai, au sujet des juridictions spirituelles et temporelles (2 février). FAIDER, *Coutumes du Hainaut*, I, 166.

(Ibid., fol. 76 v°.)

1451. Paiement à messire de Lannoy « pour certain voïaige par lui fait de la ville de la Haye en Hollande où il fait sa résidence, » etc.

(Archives de Lille, compte de Guill. de Poupet, 1451.)

Sans date. Procès fait par Hugues en Hollande, relatif à des terres en Zélande.

(MS., n° 1278, fol. 144. *Œuvres de Gillebert*, p. 503.)

1456. Mort de Hugues. Au chapitre de la Toison d'or, tenu à la Haye en mai 1456, on fit connaître la mort du chevalier H. de Lannoy, arrivée le 1^{er} de ce mois. De Reiffenberg, *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, p. 55.)

ANNEXE.

Avis sur la guerre avec les Anglais (1435), par Hugues de Lannoy.

Bibl. nationale, M. 1278, fol. 40-44.

Cest avis est fait à la noble et bonne correction de vous, mon très redoubté seigneur, monseigneur le Duc, et de vostre noble conseil.

No. S'il avient que le Roy d'Engleterre, ses gens, conseillers et subgés de son Royaume soient par la grâce de nostre créateur avisez et conclus de accepter les offres darrainnement faictes en vostre ville d'Arras à icellui Roy d'Engleterre, par moyen desquelles offres l'en venroit à paix générale d'entre les royaumes de France et d'Engleterre, ce seroit ung souverain bien, non pas seulement aux dis deux royaumes, mais à toute la chrestianté. Et à ceste fin, vous, mon très redoubté seigneur et vostre noble conseil, vous voz devez diligemment, par toutes manières à vous possibles, employer et y tenir la main, comme tousjours avez fait et ferez eneores à l'aide du Tout-poissant. Et ou cas que ledit Roy d'Engleterre, sesdits gens et subgés, soient récusans de accepter lesdites offres, que Dieu ne vueille, l'en doibt lors véritablement savoir et entendre qu'ils sont du tout disposez à faire très grosse guerre et tous les maux qu'ils sauront adviser, non pas seulement à la poursuite et conquete de la couronne de France, mais à vous mon très redoubté seigneur, vos pays et subgés, que fait à présumer par deux raisons : L'une pour les malvellances et courouch que ledict roy, sesdicts gens et subgés, ont conceuz à cause de la paix par vous faite avecq le Roy de France. L'autre, pour

ce que vosdicts pays sont pays riches, plains de biens et où il leur est avis qu'ils trouveroient bien à gaignier. Et est, pour ce, bien expédient et besoing que vous et vosdicts pays et subgés, vous pourviez et garnissiez à l'encontre de tout ce que icellui Roy d'Engleterre, sesdicts gens et subgés, vous pourront fa re.

Pour laquelle pourvisions, garnison faire ainsi que en tel cas appartienne et, afin de mieulx entendre la matière, l'on doit presupposer et ymaginer toutes les voyes et moyens par lesquels icellui Roy d'Engleterre sesdis gens et subgés, poront porter dommaige à vous, vosdis pays et subgés, ce qu'il semble qu'ils peuvent faire par les voyes et manières qui s'ensievent.

No^a.

que ceste besongne se practiquerait par mutemakers et gens corrompus par argent.]]

Premiers, que, par leurs lettres et messaiges, ils pourront publier et semer en vos pays de Flandres et ailleurs comment la dessusdicte paix par vous faicte est faicte contre vostre honneur, etc. et au très grant empeschement de toute marchandise, ce qu'ils pourroient faire sur couleur de deux raisons : L'une, qu'ils pouront alléguer et donner à entendre comment de tous temps et jusques à ores ils ont eu en vostre dit pays de Flandres bonne communication, tant en fait de marchandise comme autrement, et qu'ils avoient espérance et vouldenté de y encore avoir plus grande, et de faire certaines provisions au fait des laines et draperies au bien de vostre dit pays et la commune marchandise, et pourroient par soubtilz moyens faire traitiez particuliers avec icellui vostre pays qui seroit à vostre grant préjudice et au tardement de vous illec aidier en finances et gens, se besoing en aviez, et aussi au grant griefs et préjudice de voz aultres pays et seigneuries qui auroient la guerre, dont ceulx de Flandres demouroient en paix. Et l'autre raison sera déclarée cy après.

Item, porroit ledit Roy d'Engleterre mettre sus très grosses garnisons à Calais et forteresses environ et à Crottoy jusques au nombre de m^{mille} combatans et plus, par moyen desquelz ilz pouroient conduire guerre guerriable et tenir voz pays en ung

très grant dangier. Car menues garnisons que vous pouriez mettre au contraire seroient pas puissans à y résister deuement, et de y mettre grosses garnisons et les soustenir se feroient à grans fraiz et missions, et ceste dicte guerre seroit tousjours tant en assaillant comme en deffendant sur voz pays et subgés. Et comme en l'article précédent est contenu de la seconde raison touchant vostre dit pays de Flandres, il fait à doubter que iceulx Engles par ceste guerre guerriable pouroient commenchier aux debous et frontières d'icellui vostre pays de Flandres et aussi par la mer tellement troubler et gaster le pays, que le peuple par nécessité se fauldroit mettre sus en armes, dont avendroît que icellui peuple feroit assamblée par laquelle poroient légièrement eslever commotions et conspirations en vostre dit pays de Flandres. Car le peuple cesser à leurs mestiers et soy mettre sus en armes, que pas n'y a accoustumé, est vraye apparence de commotion.

Item, fait à doubter que lesdis Engles pouroient eulx mettre sus à très grant nombre de gens comme xiiii ou xv^m combattans à ceste saison nouvelle, ou par aventure après ce qu'ils auront une saison d'esté continué la dessusdite guerre guerriable, veu aussi et essayé par icelle les manières que vous et vos subgés tendriez à l'encontre d'eulx et pareillement trouvé et quéré, ce temps pendant, leurs moyens pour vous provoquer et présenter à bataille, à laquelle iceulx Engles, considérans que vous estes seigneur hardy et de grant couraige, qui avez chevalerie et peuple bien à voullenté de combatre, lesquels enviz verroient ardre et destruire vostre pays et leurs biens, porroient avoir grande espérance de venir pour ce que parcy devant ils en ont eus plusieurs grans victoires et aventures.

Item, fait à ymaginer que iceulx Engles, attendu les aliances que desja ils ont avecq l'Empereur, lequel ils scevent estre vostre ennemy, porroient faire aprouchier icellui empereur en sa personne jusques ès frontières de voz pays de Brabant et Hollande, et lui paier certain grant nombre de saudoyers, ses

subgés des marches d'Alemaigne, avecq et au nom de lui faire plusieurs demandes et semer division en vosdis pays y marchissans, biauoup de soubtilz moyens pour y avoir grans aides à l'occasion des querelles que ses prédécesseurs et luy y ont par cy devant demandez et demande ledit Empereur encor à présent. Veu illecq sa présence et la puissance qu'il y auroit dont plusieurs maulx et inconveniens s'en poroient sourdre et avenir. Car par aventure, tel se taist à présent qui lors se poroit bien mouvoir.

Item, durant le temps que icellui Empereur useroit ès frontières de Brabant et Hollande de la manière dessusdite, ledit Roy d'Engleterre poroit, avecq sesdiz subgés estre et venir en personne et tenir les champs ès marches de Flandres et Picardie, à aussi grant nombre et puissance que dessus est declairé. Et auriez ainsi à soustenir et remédier à puissance tout à une fois grans guerres, à ung lez et à l'autre, qui n'est pas chose légère à porter, ains à très grans périlz, frais et despens.

D'autre part, mon très redoubté seigneur, il semble que vous povez très notablement pourveoir et remédier aux choses et périlz dessusdicts, non pas tant seulement aux efforts et entreprinsses dudict Roy d'Engleterre et ses subgés, mais à eulx faire et porter maulx et dommages innumérables, par la manière que cy après sera récitée.

Premiers, doibt l'en présupposer en ceste matière que la bien-eurée paix et amistié que vous, mondict seigneur, avez fait avecq ledict Roy de France, s'entretiegne comme elle sera au plaisir de monseigneur, et que icellui Roy de France continue sa guerre par lui encommenchie contre les dessusdicts Engles, affin de les rebouter hors de son Royaume, et, attendu icelle continuation de guerre et à proprement parler de ceste dicte matière, il seroit expédient que les conseilliers et gens notables dudict Roy de France et les vostres convenissent ensemble, sans loing délay, affin de aviser et trouver les voyes et moyens convenables à iceulx Engles rebouter et mettre hors de sondict Royaume et à eulx porter tous dommages et interestz.

Item, combien que pas ne fait à doubter que ledit Roy de France et son conseil ne sauront bien pourveoir au fait de sadicte guerre et aux affaires de sondict royaume, toutesvoyes, à leur correction et par manière d'avertissement, il y a aucune chose qui en haste appartiendront très bien estre faites et poursuites par icellui Roy de France et vous, mon très redoubté seigneur, conjointement; assavoir que, considéré le présent temps d'yver, dedens lequel temps et jusques à la saison nouvelle il n'est pas d'apparence que lesdis Engles puisse faire aucuns bien grans fais, l'en debvroit incontinent signifier au Roy de Castille la devant dicte paiy, par ledit Roy de France et vous faicte, et tant faire et traictier, par les bons moyens que icellui Roy de France y saura bien trouver, que ledit Roy de Castille, qui est ennemy desdis Engles et alyé avecq ledit Roy de France, volsist à ceste dite saison nouvelle mettre sus une bonne armée par mer, de gens d'armes et d'arbalétriers, et icelle armée faire venir jusques à la teste d'Engleterre, et illec, en divers pors, prendre la navire qu'ils y trouveront et en plusieurs lieux descendre en terre, ce quilz poroient bien légèrement faire avecq plusieurs autres entreprinses et efforts notables, moyennant les avis et choses qui après seront déclairez.

Item, ~~semblable~~ment debvroit l'en envoyer au Roy d'Escoche, qui est alyé avecq le Roy de France et aussi ennemy ausdis Engles, et lui signifier ladite paix, en lui requerrant et priant que pareillement, à icelle saison nouvelle, il se vueille disposer à mettre sus semblable armée, pour audit roy et royaume d'Engleterre faire et porter tant, par mer que par terre, toute la plus forte guerre qu'il porra. Et icellui Roy d'Escoche et aussi de Castille advertir et signifier au surplus, pour eulx donner bon corrage, les ententions et entreprinses dudit roy de France et de vous.

No.

Item, que vous, mondiet seigneur, appoinctiez et assurez avecq ledit roy de France de bon heure, au cas que lesdis

vous ne
sçavez pas a

bataille si l'en
ne voit que ce
soit à vostre grant
avantage ou que
par nécessité le
vous faille faire.

Engles viennent à puissance en vosdis pays de Flandres ou Picardie, que ledit Roy ordonne certains grans seigneurs ou autres grans capitaines pour vous amener partie de sa puissance affin d'ensemble et conjointement combatre et résister ausdiz Engles.

Item, pour pourvéoir à la première voye et doubte par laquelle il semble que lesdis Engles, soubz umbre de vouloir donner cours à la marchandise, moyennant trièves ou autres traictiez particuliers, vous porroient subtraire l'aide de vos subgés, etc. Et est expédient et nécessaire que vous incontinent, sans aucune dilation, voz trayez en vostre dit pays de Flandres, tollérans et mettans en estat toutes menues questions et matières, et que illecq. très notablement, faictes remonstrer en vostre présence la dessusdite paix par vous faite, comme dit est, les causes et raisons qui à ce vous ont mœu, ensemble les moyens dont par honneur l'avez pœu faire. Aussy leur faictes exposer les offres dessusdits faites audit roy d'Angleterre, par vous pourcachiez, lesquelles sont si grandes que près le tierch dudit royaume de France, et que, non obstant celle paix, vostre entention n'est pas, ne aussi vous ne vosdis subgés, n'estes tenus de faire audit roy d'Angleterre ne à ses subgés aucune guerre, ains de demourer paisible et laisser marchandise avoir son plain cours, tant par mer comme par terre, s'il n'estoit pour en vous deffendant, etc., à laquelle defence chacun est tenu; et leur faictes en oultre commandement bien à certes, quils n'entendent, comment qu'il soit, à faire aucuns traitiez particuliers avec iceulx Engles, mais vous laissent, comme debvez, se le cas le requiert, prendre telz appointemens que verrez estre nécessaires, prouffitables pour vous et vosdis pays et subgés, au bien de la marchandise, tant ou fait des laynes et draperies comme autrement. A ce que ne faldrez pas, par la grace de Nostre Seigneur et à l'aide dudit roy de France et de vos bons et loyaux subgés de Brabant, Flandre, Artois, Haynau, Hollande, Zéellande et autres voz

pays. Et les traitiez ainsi fais d'un commun accord, seseroient à plus grant effect et trop mieulx que par entrée en aucuns traictiés particuliers, dont vous seriez très mal contens, et à iceulx voz subgés ne s'en poroit ensuivre aucun bien, et, supposé qu'ilz eussent fais de leurs mëismes aucuns desdis traictiez particuliers, sans vostre gré et consentement, que ce leur prouffiteroit en rien; car vous, à l'aide de vos autres pays et subgés de Hollande, Zéellande, etc., ne laisseriez pourtant à faire guerre, par mer et par terre, aux dessusdis Engles, qui seroit cler empeschement ausdis traictiez particuliers. Et, mon très redoubté seigneur, toutes ces remonstrances seroient bonnes, faictes par l'advis et délibération de vostre conseil et nobles en Flandres qui mieulx scèvent l'estat et condition d'icellui vostre pays que aultres estraingniers et comment il fault parler à eulx.

Item, et semblablement faictes remonstrer en vostre présence, par bonne manière, les choses dessusdites, contendans à semblables fins, à vos subgés et bonnes gens de Hollande et Zeellande, aussi à ceulx de Brabant et de Haynau, affin de eschever les inconvéniens qui y poroient avenir, et qu'ils soient aussi pourvuz de semblables habillemens et ordonnances comme après sera déclairé.

Item, non obstant les remonstrances dessusdites, vous ne debvriez pas laisser à requérir vostre aide en Flandres, ains semble à plusieurs que trouverez des bons moyens s'il vous plaist pour parvenir à icellui, et, par ainsi que vosdis subgés de Flandres vous en donnoient bonne responce, comme est espérance qu'ils feront, vous debvriez fort contendre et practiquer, par les bons moyens que avez es bonnes villes et dehors, que iceulx de Flandres se disposassent et pourvéissent pour résister auxdis d'Angleterre ou cas qu'ils voulsissent faire guerre à vous ou à vosdis pays, et les admonester et advertir qu'ilz fëissent bonne provision de ribaudequins, garnis de culeuvrines, telles que l'on les fait à présent, et d'apprendre et

nourrir maistre qui en sachent juer, et que de ce en euissent très largement; car c'est chose, selon le manière que tiennent lesdis Engles, qui sont gens qui se combattent volentiers à pié, la plus prouffitable que l'en puist avoir pour résister contre eulx. En oultre que iceulx de Flandres fussent bien garnis de trait, tant d'archiers comme d'arbalestriers, et faire faire des grans, bons et legiers pavech, etc., ayans largement de bonnes lances.

Item, quant à la second doubte que lesdis Engles pourroient par guerre guerriable grever et adommagier vosdis pays de Flandres et Picardie, est expédient que vous, mondict seigneur, vous transportez en icellui vostre pays de Picardie, pour illec, en vostre dessusdite ville d'Arras où à Saint-Omer, assamblar et faire convenir tous les nobles et bonnes villes, et, par leur bon advis et conseil, ordonner ung capitaine général en vostre absence qui aura charge desdictes frontières, tant contre ceulx de Calais et frontières environ comme du Crotoy, et appointier icellui capitaine de gens et de paiement le plus notablement que faire se pora, et du nombre à l'avenant que l'en verra avoir iceulx Engles esdites places, et durant cestdit hyver faire remparer et garnir les villes et forteresses de ladite frontière, en constraignans à ce très vigoureusement tous ceulx qui ce faire seroient refusans.

Que en vostre
pays de Haynau
et en la chastel-
lenie de Lille fust
semblablement
remonstré aux
nobles l'effect de
cest article pour
hastivement y
recouvrer gens
bien esleus.

Item, il semble que à cestedicte asssemblée et convention, debvriez, par la délibération de vos nobles et bonnes villes, ordonner que toute la chevalerie, es marches dicelles frontières et pays environ, se tenissent prestz en armez et en chevaux, ainsi que gentilshommes doivent et sont tenus de faire mesmement pour la garde et déffence d'iceulx pays, affin de incontinent, ou mandement dudict capitaine commis à ceste dite frontière, venir en l'aide et secours de lui, par ainsi que lesdis Engles s'avanchassent de y faire entrée et eulx bouter avant en vosdis pays. Aussi, seroit il très expédient que de par vous fust ordonné et practiqué que, de chacun villaige du

pays marchissans esdites frontières, fust esleu certaine quantité et nombre de habilles et rades compaignons, aussi archers et arbalestriers, lesquels, aux despens des bonnes gens diceulx villaiges, fussent garnis de flesches, ars, et arbalestres, affin de les assamblar par les bailliages soubz chacun bailli ou son commis, et d'aler à la résistance et deffence du pays avecq les aultres, comme dit est dessus, quant temps seroit; en deffendant estroitement que nulz gens d'armes demourassent buvant, ou mengant le plat pays, mais les ordonnez se tenissent en leurs garnissons, et, les aultres entreprises passées, se tirassent et retraissent incontinent à leurs hostelz ainsi que par cy devant, ou temps des anchiennes guerres, estoit accoustumé. Et que au surplus feüssiez tant que voz nobles chevaliers et bonnes villes se garnesissent ung chacun très notablement de culeuvrines et maistre pour en juer, en substance comme cy dessus estré cité.

Item, quant à la tierche doubte et voye devant narrée, touchant que lesdis Engles porroient venir à puissance de xiii^m ou xv^m combatans pour livrer bataille et faire dommage à vos pays de Flandres et Artois, etc., et aussi pour remédier et pourvëoir au dangier qui seroit de soustenir la guerre guerriable de grosse garnison de iii^m combatans, comme dessus est touchié, il semble lors le plus expédient que vous, mon dit très redoubté seigneur, qui estes prince garni en vos pays de Flandres, Hollande, Zeelande et partie de Brabant de la plus belle navire en grant nombre, qui soit en toute la chrestiainté, et laquelle povez auoir assamblé dedens trop plus briefts temps que aucune grosse armée se puist mettre sus en Engleterre, vous, en ce cas, deuviez mettre sur la mer à toute la plus grande puissance que bonnement poriez soustenir, garni largement de bonnes gens de mer, bien armez, dont estes très bien pourvu, ayans largement emprès vous arehiers, arbalestriers, canons, culeuvrines et pavech, pour aller assaillir et combattre, par tous les pors d'Engleterre ou sur la mer, la navire d'iceulx Engles, avant ce qu'ilz peussent venir ou arriver par-

deçà. Et que aussi, en ceste dicte armée, fussiez bien garni de plate navire, comme plaies barges et semblables vasseaulx, pour povoir approuchier près terre, aisément descendre et icelle plate navire recueillir, quant temps seroit. Car il est avis à ceulx qui bien cognoissent les pors et costes d'Engleterre et la population d'icellui royaume que l'en poroit, à tout viii ou x^m combatans, bien gagner les vasseaulx estans en iceulx pors, dont en y a peu de fremez, et aussi descendre en terre et y faire plusieurs maulx et dommaiges irréparables, et par ces moyens amener lesdis Engles à grant raison.

Item, à ce propos et pour tousjours savoir les entreprises affaires et estas dudit royaume d'Engleterre, il est très nécessaire et moult expédient que vous, dès maintenant se faicte ne l'avez, et avant que les choses viennent plus avant, trouvissiez certains moyens d'avoir en icellui Royaume v ou vi personnes de divers estas, sans ce que l'un sauroit de l'autre, ausquelz devriez pourvëoir de pensions raisonnables par an, affin que souvent ils vous fëissent savoir certaines nouvelles des entreprises et affaires desdis Engles. Et en ce ne debviez rien espargnier, car, ou cas qu'il vous seroit nécessité de conduire guerre contre iceulx Englès, ce seroit la plus grande cautelle et chose plus prouffitable que faire pourriez.

Item, quant à mettre sus les navire et gens dessusdiz, ceste chose se debvroit practiquer par bon conseil pour trouver icelle navire et gens à bon marchié et convendrait avant la main aviser ceulx qui seroient capitaines desdicts vasseaulx, marchander et appointier avecq les maistres d'iceulx vasseaulx, laquelle pratique et manière de faire convendrait estre faicte et avisée sagement par gens qui cognoissent telz besongnes et affaires en temps raisonnable et convenable.

No^a.

Que se les III
choses contenues
en cet article se
poroient faire
toute à une fois

Item, se le roy de Castille mettoit armée sus à la mer comme dessus est dit, et que icelle ne joingnist avec celle cy dessus, l'en pourroit faire ung moult grant fait oudit royaume d'Engleterre. Et pareillement le roy d'Escoche fëist d'autre part

est vraysem-
blable que dom-
ages innumé-
rables aven-
nent ausdis
Engles.

son devoir et que ledict roy de France et ceulx de son party, ce temps pendant mesist grosse puissance en la terre pour rebouter lesdits Engles hors du royaume de France, le duc de Bretagne aussi et ses subgés poroient bien faire ung très grant fait s'il leur plaisoit es matières dessusdites.

Item, pour pourveoir à la III^e voye et doubte devant déclarée, touchant l'Empereur, il semble estre expédient, non obstant que icellui empereur soit moult ancien, mal aisié de corps et pas bien garni de finances, que vous toutevoyes debvriez, par les meilleures manières que vous pouriez, appaisier ledit Empereur, et de l'avoir vostre allyé et bienvuellant, car il n'est nulle plus belle puissance ne armée que de paix. Et semble que ce trouverez bien legièrement devers lui à donner une raisonnable finance, dont la plus grande partie seriez bien taillié de trouver en vos pays de Brabant, Hollande et Zeelande, et aussy debvriez reconcilier et quérir toutes amistiez avecq les princes, archevesque, évesques et communaultés marchissans à vos pays de Brabant, Haynau, Hollande et Zeelande.

Item n'est chose
de plus meist
désordon-
née les Engles
pié, mis en
baille, que ce-
les et que cu-
rrines estant
désordonnan-
ces de cheval
se ordonnes
sont légèr-
ment de faire,

Item, il semble encore, outre ce que dit est, que vous mesmes, mon très redoubté seigneur, debvriez faire faire largement de canons, ribaudequins, culeuvrines, pavech, ars et flesches, pour vous en aidier, quant temps seroit et besoing en auriez. Et est belle chose de soy garnir de telz choses avant la main et en vérité, se vous fëissiez tant que puissiez avoir ung bon grant nombre de ribaudequins, garnis de bonnes culeuvrines et maistres qui en scevent juer, et de tels soubtilletez appartenans à bataille, ce vous seroit ung très grant bien et aide en voz guerres ; car il n'est chose que les Engles doutent le plus et dont l'en les puet plus grever, avecq les gens de cheval, attendu que, comme vous savez, iceulx Engles ne se combattent pas volentiers à cheval, pour ce qu'ils n'ont pas gens à ce faire, mais à pié, lesquels ordonnances de bataille de la manière et de la place où et comment cecy devroit faire et

user, l'en ne poroit bonnement mettre par escript; mais, quant à ce venroit, vous avez tant de notable chevalerie qui tant sont expérienchié en tel fait, lesquelx vous sauront bien donner du bon conseil.

Item, est très expédient que, par bonne et sage manière, vous, monseigneur, entendez au fait de voz finances; car, comme vous savez, telz grans fais ne se poroient bien conduire ne soustenir sans grans frais et missions.

Et, mon très redoubté seigneur, vous debvez savoir que ces matières, lesquelles requèrent tant de provisions et de regars et qui sont apparantes d'avenir, doibvent estre très bien posées et avisées de longue main et par saiges hommes cognoissans la grandeur des matières, bien conseilliez; et, combien qu'il n'y ait aucunes choses qui demandent estre mises à exécution hastivement, aussi en y a des choses qui doibvent estre bien pesées et digérées à bon loisir et diverses fois, et lesquelles choses doibvent surtout estre tenues bien secrètes.

SANTES.

V.

*Une page de l'histoire des franchises communales sous
Philippe le Bon (1).*

(Par M. ARTHUR DUVERGER.)

Vers l'an 1429, l'évêque de Tournai, Jean de Thoisy (2),

(1) « Lettres de Monseigneur touchant la foy chrestienne, faites après ce que aucuns hérétiques avoient esté exécutéz à mort par feu, hors Lille, lesquelles lettres regardent la seigneurie de mondit seigneur, de l'église et des villes et chastellenies dudit Lille, de Douay et d'Orchies, etc. » (Archives de Lille, chambre des comptes, 9^e registre des chartes, f^o 13 v^o). — Cette pièce nous a été signalée par M. Charles Potvin. Elle a été mentionnée ou analysée déjà, mais imparfaitement, par les auteurs suivants :

PANCKOUCKE, *Abrégé chronologique de l'Histoire de Flandre*, Dunkerque, 1762, pp. 256-257.

DE MONTLINOT, *Histoire de la ville de Lille depuis sa fondation jusqu'en l'an 1434*, Lille, 1764, pp. 302-303.

DE ROSNY, *Histoire de Lille*, p. 132.

DÉRODE, *Histoire de la ville de Lille*, t. I, pp. 316-317.

DE LA FONS-MÉLICOCQ, dans les *Archives historiques du Nord de la France*, 3^e série, t. VI, 1857, p. 209.

HENNE, *Histoire du règne de Charles-Quint en Belgique*, t. IV, p. 278 note.

DESPLANQUE, dans les *Annales du Comité flamand de France*, t. VIII, 1864-1865, p. 257 note (Reproduit simplement la mention de l'*Inventaire sommaire des Archives de Lille*, t. I, p. 353.)

HOUDOX, *Chapitres de l'histoire de Lille*, le privilège de non-confiscations, pp. 48-49. Cette analyse est la meilleure.

Une copie authentique du mandement, délivré le 27 juillet 1548, se trouve aux Archives du royaume, à la fin du registre *Sur le fait des hérésies et inquisitions*, f^o 658.

(2) COUSIN, *Histoire de Tournay*, t. IV, pp. 190 et 213. Jean de Thoisy fut évêque de 1413 à 1433.

et Lambert de Campo, vicaire de l'inquisiteur de la foi, se trouvant à Lille, livrèrent au bras séculier quelques hérétiques (1); et sans tenir compte des privilèges de la ville qui ne permettaient point la confiscation, ils déclarèrent les biens-fonds des condamnés acquis au seigneur, leurs meubles à l'autorité ecclésiastique. Des contestations s'élevèrent au sujet de l'exécution de ce jugement, « le cas pareil n'étant venu de mémoire d'homme (2) » : d'une

(1) C'étaient des *Turlupins*, dit le chanoine de Montlinot : il est possible, en effet, que les malheureux furent condamnés sous ce nom qui avec ceux de *Bougres* et de *Vaudois*, désignaient à la fin du moyen âge toutes les opinions hétérodoxes. Huit ans auparavant, à Douai, des « turlupins » avaient été envoyés au bûcher par l'évêque d'Arras, Martin Porée (HENNEBERT, *Histoire générale de la province d'Artois*, 1789, t. III, p. 348-349), et en 1465 un autre sera brûlé à Lille même (DUCLERCQ, *Mémoires*, éd. de Reiffenberg, t. IV, p. 245 à 245). L'exposé que Duclercq fait ici de leur doctrine, nous la montre dépassant de beaucoup en audace les idées des réformateurs du XVI^e siècle. Ces hérétiques disent « je crois en Dieu », mais sans vouloir faire un acte de foi distinct à chacune des trois personnes divines; ils rejettent l'intercession de la Vierge et des Saints, la hiérarchie romaine et même le sacerdoce, la confession et tous les sacrements; ils ne croient pas plus à la présence réelle qu'à l'efficacité des jeûnes, du signe de la croix et de l'eau bénite; ils osent prétendre enfin que le péché d'adultère est plus grief que celui d'hérésie : ce sont les descendants des *pauvres de Lyon*, mais plus encore les précurseurs des *unitaires*.

(2) Depuis près de deux siècles pourtant, les inquisiteurs de la foi créés à l'occasion de l'hérésie albigeoise, recherchaient les hérétiques dans nos provinces (BOXHOORN, *Nederlandsche historie behelsende de staat van de Néerlandische Kerk voor de hervorming*, Utrecht 1700, p. 19); l'incrédulité était partout; et en 1411 on voit plusieurs docteurs de la cour spirituelle de Tournai et Pierre Floure, inquisiteur des *Bougres* de France, faire emprisonner « aulcunes personnes de Lille souspeçonnées de estre entiquiées de hérésie et incrédulité ». L'année suivante le messager de la ville porte des lettres closes à l'évêque de Têrouanne, parce que « l'inquisiteur des *Bougres* à Thêrouanne, en sa prédication faisant, avoit accusé et empeschiés du péchiét de hérésie certaines personnes demorant à Lille. » (*Archives historiques du Nord de la France*, loc. cit.) En 1417,

part, les magistrats de Lille et les héritiers des victimes invoquaient les franchises communales et réclamaient auprès du pape et du duc de Bourgogne contre toute confiscation; de l'autre, les officiers du duc prétendaient saisir pour le fisc meubles et immeubles, et déniaient à l'évêque et à l'Inquisition un droit quelconque aux premiers. Le 24 mars 1430 (1), Philippe le Bon, du consentement de toutes les parties et sous réserve de tous leurs droits pour l'avenir, ordonna que pour cette fois, la sentence fût considérée, quant aux confiscations, comme nulle et non avenue :

Phelippe, duc de Bourgogne, conte de Flandres, d'Artois, de Bourgogne, palatin et de Namur, seigneur de Salins et de Malines, à tous ceulx qui ces lettres verront, salut : Comme révérend père en Dieu et nostre amé et féal conseiller l'évesque de Tournay, et aussy nostre très chier et bien amé en Dieu sire Lambert de Campo, vicaire de l'inquisiteur de la foy, eussent naguerrres par leur appointment ou sentence condempné à punicion d'ardoir comme hereses contre la foy chrestienne Watier le Mannier dit le Voleur (2), Jehan de Menin, Jehan Desgoutières, Bertrant le Marcant et autres, et sur et contre eulx se feust ensuivie exécution et punicion d'ardoir, en faisant laquelle condempnacion les dis révérend père en Dieu et vicaire dudit inquisiteur eussent déclaré les biens meubles des dits hereses estre confisqués au droit de l'église et de l'office

enfin, « trois personnes errans contre la foi » sont « preschiées » sur le grand marché de la ville (Houbor, *op. cit.*, p. 48; l'auteur ajoute, mais sans citer de texte à l'appui, que ce furent ces mêmes hérétiques qu'on brûla plus tard et dont il est question dans notre mandement.)

(1) 1429, V. style. L'année commença le 16 avril.

(2) La copie de Bruxelles porte très-lisiblement *le Noleur*.

de l'inquisicion, et les immeubles au fisque, sur couleur de quoy nous eussions fait saisir et mettre en nostre main les biens meubles et hiretaiges demourez ou délaissies des dits hereses. Dont ces choses ainsi faites et avenues noz biens amez les eschevins de nostre ville de Lille, pour eulx les manans et habitans d'icelle et pour toulx ceulx qui avec eulx se voudroient adhérer, eussent dudit appointment ou sentence appellé au Saint Siège de Romme. A quoy les tuteurs et curateurs des enfans menresdans dudit feu Watier s'adhérèrent lors deuement. Surquoy ilz eussent et ayent eu apposteles et aincoires naguerres de temps. A lesdis tuteurs et curateurs desdis enfans menresdans demourez dudit feu Watier eussent appellé de Gillet de le Valée ou aultre nostre sergent qui vouloit aucunement procéder à exécution sur les biens délaissies d'icelluy feu Watier. Et depuis pour obvier à toutes questions et procès rigoureux, nos dits eschevins et avec eulx comme adhérens en ceste partie les quatre hauls justiciers et autres vassaulx, pour eulx et autres manans et adhiretez en la dite ville et chastellenie de Lille nous eussent dit et remonstré que par leurs privilèges, drois, loix et libertez et francises aucuns quelconques pavoit ou devoit pour quelconques cas que ce feust confisquier le sien avec le corps, et que de tous drois de confiscacion eux et leurs prédécesseurs auroient esté tenu et maintenu frans, quittes et exemptz, et sur ce demouré paisibles de toute ancienneté jusques au présent, sans leur avoir esté sur ce fait ou mis empechement au contraire, requerans à grant instance que nous les voulussions sur ce entretenir en leursdits privilèges, drois, libertez et francises anciennes, disans que ainsi leur devions faire lever la main ainsi mise et assise pour nous ausdits biens meubles et immeubles. A quoy les dits révérend père en Dieu et inquisiteur et aussi noz gens et officiers pour nous et en notre nom heussent maintenu le contraire et lesdis biens meubles devoir demourer confisqués au droit de l'église et à l'office de l'inquisition, et avec ce les

biens immeubles devoir demourer au fisque, au droit de ceulx qui ce regardoit, pour ce que et nosdits gens et officiers pour nous disoient que le crisme de hérésie estoit non pareil à quelque autre fourfaiture et ne devoit estre entendu en entendement de quelque privilège, liberté ou francise temporele, quant pour empechier le droit de confiscacion; et les dessusdis disoient le contraire pour plusieurs raisons. Et d'autre part soit aussi controversé et discord au regard des biens meubles entre noz gens et officiers, disans lesdits biens meubles, non obstant ladite sentence, nous devoir compéter et appartenir, lesdits évesque et vicaire de l'inquisiteur disans au contraire que à l'office de l'inquisicion devoient lesdits meubles appartenir comme la sentence le portoit, et que ainsi en avoit ton acoustumé de user, et finalement ayons esté requis de faire et ordonner sur ce par manière d'appointement aucune provision convenable. Savoir faisons que nous désirans de tout notre coer les drois de l'église et de l'office de l'inquisicion et de nous entretenir et aussi nosdites ville et chastellenie non estre pertubez ou empechié en leurs privilèges, drois, loix, libertez et francises, et aussi pour obvier à tous rigoureux et sumptueux procès qui sur ce estoient en voye et apparant de sourdre et mouvoir, nous ces choses considérées et oye sur ce l'advis et délibération de noz amez et séaulx les gens de noz comptes à Lille, avons pour nous et du consentement desdites parties et de chacune d'icelles, en tant que ce lui peut regarder et touchier toutes les dites appellacions, mises et mettons au néant par ces présentes, meismement ladite appellacion faite dudit sergent seus péril d'amende. Et quant au fait des dites confiscacions tant des biens meubles comme des hiretages, attendu que en notre dite ville et chastellenie de Lille le cas pareil n'est point venu de mémoire d'omme et qu'il n'est pas apparant d'avenir souvent, ordonnons du consentement desdit évesque et vicaire et aussi de nostre dite ville et chastellenie que pour ceste fois la dite sentence, en tant qu'il

touche le fait desdites confiscacions et tout ce que depuis s'en est ensuivi soit tenu et réputé comme non avenu, pourveu que se le cas avenoit cy après esdite ville et chastellenie, que Dieux ne veuille, que nous et noz officiers et ledit évesque et inquisiteur et aussi ceulx de nostre dite ville et chastellenie et chacun de nous serons et demourons tous entiers en tel droit et possessoire et en pétitoire comme nous estions avant ledit cas avenu, et ne se pourra aucun de nous aidier de quelconque chose faite à l'occasion du cas dessus dit ne plus que selle n'eut oncques esté faite ne avenue. Sy donnons en mandement à noz gouverneur, bailli et prévost de Lille et à tous noz autres justiciers et officiers quelconques présens ou avenir, leurs lieutenans et à chacun d'eux en droit soy si comme à lui appartiendra, que le contenu en ces meismes présentes ilz entretiengnent et souffrent entretenir en et par la manière dicte, sans aler faire ne souffrir aler aucunement au contraire. En tesmoing de ce nous avons fait mettre nostrescel de secret, en l'absence du grand, à ces présentes. Donné en nostre ville de Lille, le xxiii^e jour de mars l'an de grâce mil quatre cens vingt et neuf. Ainsy soubzscrit par Monseigneur le Duc, le Seigneur de Ternant, Maistre Thiery le Roy et autres présents. G. SERRURIER (1). »

Philippe le Bon, qui devait faire une guerre sans merci aux libertés communales, n'avait point voulu reconnaître expressément les droits de la commune ; mais son pouvoir était trop faible encore pour qu'il pût résister tout à fait aux réclamations des échevins de Lille : il lui avait donc

(1) Ce mandement reçut son exécution : Dans une enquête faite en 1476, des témoins rappelèrent le conflit de 1429 et déclarèrent « avoir bien mémoire que les héritiers d'iceulx joyrent des biens des dits hérétiques. » (Houbou, *op. cit.*, pp. 32 et 111.)

fallu s'incliner pour cette fois devant la franchise, et l'Inquisition, de son côté, avait dû abandonner ses prétentions. Mais plus tard, quand la maison de Bourgogne arrive presque à l'apogée de sa puissance, quand Bruges et Gand ont succombé dans la lutte, quand l'Église voit dans Philippe le chef de la croisade rêvée par Pie II, le Grand Duc d'Occident et l'Inquisition se partagent sans scrupule les dépouilles des bourgeois des bonnes villes. On connaît le lamentable drame des vaudois d'Arras rapporté par Jacques Duclercq. Les sentences déclaraient « tous leurs héritages confisqués au seigneur et leurs biens-meubles à l'évêque (1), » et en racontant la dernière exécution le chroniqueur ajoute : « Et furent prins touts ses biens par » les officiers du duc comme confisqués, et aussi furent » touts les biens des aultres qui avoient esté exécutés, non- » obstant quelques privilèges que ceulx de la ville d'Ar- » ras euissent, tenus du comte d'Artois (2), par lesquels » leurs privilèges ils maintenoient que d'un bourgeois » d'Arras ne confisquoit on riens, desquels privilèges ils » usoient touts les jours ; mais en cestuy cas on ne les » laissa point jouir pour ceste heure : je ne sçay comment » ceulx de la ville d'Arras en usèrent puis après (3). » L'arrêt de réhabilitation rendu par le Parlement de Paris

(1) DUCLERCQ, III, 23.

(2) Ce privilège avait été reconnu aux bourgeois d'Arras en 1535, par le comte Eudes : Voyez la charte dans les pièces jointes aux *Observations sur l'échevinage d'Arras* de CH^e DE WIGNACOURT, — publiées en 1864 par l'Académie d'Arras — p. 151.

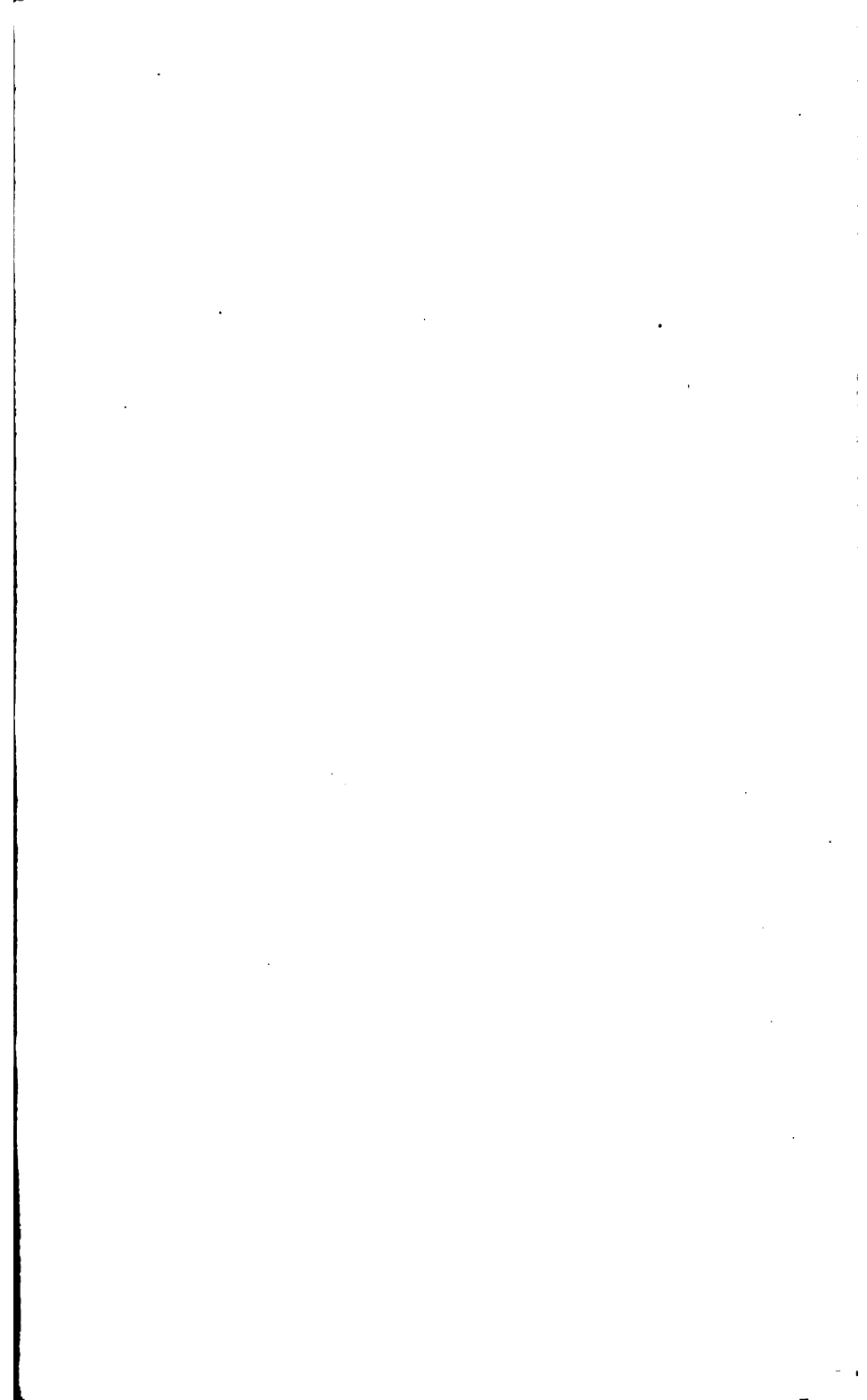
(3) DUCLERCQ, III, 73. — D'après l'ouvrage de M. Houdoy, il semble que le magistrat de Lille parvint toujours à faire mieux respecter les privilèges de la ville.

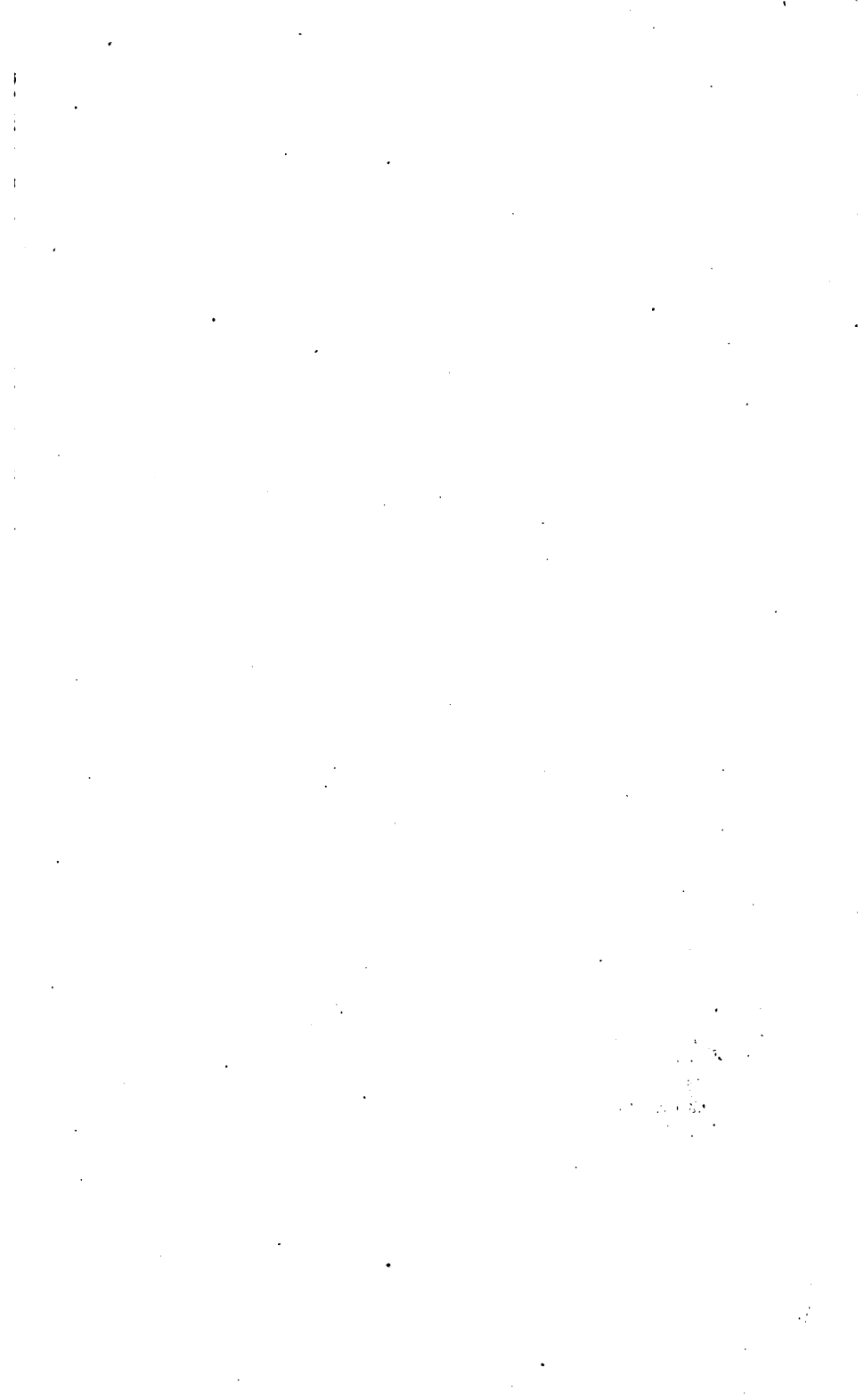
en 1491, trente ans après l'inique procès, prouve que les juges ecclésiastiques s'étaient mis également en possession des biens que leur avaient attribués les jugements (1). Cet arrêt ordonna, il est vrai, la restitution de tout ce qui avait été confisqué aux prétendus vaudois; mais comme il se basait sur l'innocence évidente de ceux-ci, la Cour n'eut point à examiner si la peine de la confiscation pouvait être prononcée malgré les privilèges communaux. Et, en fait, il semble que les héritiers des victimes ne parvinrent pas, malgré l'arrêt du Parlement, à obtenir la restitution des biens saisis en 1460 (2).

(1) Dans Duclercq, III, 256.

(2) HARDUIN, *Mémoires pour servir à l'histoire de la province d'Artois*, 1763, p. 200, note. — *Archives historiques du Nord de la France*, 1833, p. 418.







COMPTE RENDU DES SÉANCES
DE LA
COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,
OU
RECUEIL DE SES BULLETINS.

QUATRIÈME SÉRIE.

TOME SIXIÈME. — II^{me} BULLETIN.

Séance du 6 janvier 1879.

Présents : MM. le baron KERVYN DE LETTENHOVE, président ;
GACHARD, secrétaire ; ALPHONSE WAUTERS, STANISLAS
BORMANS, EDMOND POULLET, CHARLES PIOT, LÉOPOLD
DEVILLERS, membres ; GILLIODTS-VAN SEVEREN, membre
suppléant.

Le procès-verbal de la séance du 4 novembre est lu et
adopté.

TOME VI^{me}, 4^{me} SÉRIE.

11

OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION.

La Commission a reçu :

Du département de l'intérieur, a) *Bulletin de la Commission centrale de statistique*, t. XIII, 1878, in-4°; b) *Exposé de la situation du royaume de 1861 à 1875*, 1^{er} fascicule, 1878, grand in-8°; c) les 3^e et 4^e cahiers du tome XXX et le 1^{er} cahier du tome XXXI du Journal pour l'histoire du Haut-Rhin (*Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*), publié par la direction des Archives grand-ducales de Bade; d) *Extraits sommaires des Mémoires de la Huguerie*, par M. le comte Léonel de Laubespain, avec une préface par M. Pingaud, professeur d'histoire à la faculté des lettres de Besançon, 1877, in-8°;

De M. le gouverneur de la province de Namur, *Cartulaire des petites communes : Analyses des pièces*, publiées par Stanislas Bormans, archiviste de l'État, 1878, in-8°;

De l'administration communale de Bruges, *Inventaire des archives de la ville de Bruges : Section première, Inventaire des chartes*, Introduction, 1878, in-4°;

De l'Institut Smitshonnien, à Washington, *Annual Report of the Board of Regents showing the operations, expenditures and condition of the Institution for the year 1876; 1877*, in-8°;

De l'Université de Leipzig, une collection de thèses soutenues devant les diverses facultés en 1877 et 1878, avec des listes du personnel de cette Université et les programmes des cours qui y sont donnés;

De l'Institut archéologique du Luxembourg, le tome X de ses *Annales*, 1878, in-8°;

De la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, a) *Mémoires historiques sur l'arrondissement de Valenciennes*, t. IV et V, 1876 et 1878, in-8°; b) *Revue agricole, industrielle, littéraire et artistique*, t. XXXI, n° 1 à 10, janvier-octobre 1878;

De la Société scientifique et littéraire du Limbourg, le tome XIV de son *Bulletin*, 1878, in-8°;

Du Cercle archéologique de Mons, a) le tome XV de ses *Annales*, 1878, in-8°; b) *Inscriptions funéraires et monumentales de la province de Hainaut*, Introduction, 1878, in-4°;

De M. Léopold Ováry, vice-directeur des Archives royales de Hongrie, à Bude-Pesth, III *Pál pápa és Farnese Sándor Bibornok magyarorszagra Vonatkozó diplomacziái Levelezései 1535-1549, etc.* (Correspondance diplomatique du pape Paul III avec le cardinal Alexandre Farnèse concernant la Hongrie, 1535-1549, tirée des Archives farnésiennes à Naples, 1879, in-8°;

De M. Reusens, bibliothécaire de l'université de Louvain, *Analectes pour servir à l'histoire ecclesiastique de la Belgique*, t. XIV, 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e livraisons, 1877; t. XV, 1^{re} livraison, 1878, in-8°;

De la direction de l'*Athenæum belge*, les n° qui ont paru de ce journal.

Remerciements et dépôt dans la bibliothèque de l'Académie.

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'intérieur, à qui il a été écrit, conformément à la résolution prise dans la dernière séance, afin de savoir ce qu'est la « Bibliothèque de Londres, » pour laquelle les publications de la Commission ont été deman-

dées, transmet une communication qu'il a reçue à ce sujet du département des affaires étrangères.

— Par une autre dépêche, M. le Ministre de l'intérieur fait savoir qu'il approuve la résolution que la Commission a prise de confier à M. Léopold Devillers la publication d'un Cartulaire des comtes de Hainaut.

— MM. les questeurs du Sénat envoient, pour les membres de la Commission, des cartes permanentes d'entrée à la tribune réservée de cette chambre pendant la session législative de 1878-1879.

Des remerciements ont été adressés à MM. les questeurs au nom de la Commission.

— M. le lieutenant général Liagre, secrétaire perpétuel de l'Académie, communique deux dépêches de M. le Ministre de l'intérieur :

La première concernant le désir, exprimé par le conservateur du musée Plantin-Moretus, à Anvers, M. Max Rooses, d'obtenir, pour la bibliothèque de cet établissement, un exemplaire de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*;

La seconde relative aux lacunes existantes dans l'exemplaire des publications de la Commission qui fait partie de la bibliothèque du département des affaires étrangères.

La Commission décide de donner un avis favorable sur la demande faite pour le musée Plantin-Moretus.

Elle charge le secrétaire-trésorier de rassembler les livraisons du Bulletin et les volumes de la Collection des chroniques et cartulaires belges qui manquent à la bibliothèque des affaires étrangères, pour qu'ils soient transmis à ce département.

— Dom Gérard Van Caloen, prieur de l'abbaye de Saint-Benoît de Maredsous (Denée), accuse la réception des publications de la Commission qui lui ont été envoyées avec l'autorisation de M. le Ministre de l'intérieur, et exprime sa gratitude pour cet envoi. « Nous espérons — dit-il — » nous montrer dignes de la faveur dont nous avons été » l'objet, en poursuivant avec ardeur nos travaux dans le » domaine de la science historique, surtout de notre his- » toire nationale. »

RAPPORT ANNUEL.

Le secrétaire donne lecture d'un projet du rapport annuel à adresser à M. le Ministre de l'intérieur.

Il est adopté dans les termes suivants :

« MONSIEUR LE MINISTRE,

» La Commission royale d'histoire, aux termes de l'article 15 de l'arrêté royal du 28 avril 1869, a l'honneur de venir vous présenter son rapport annuel.

» L'année 1878, Monsieur le Ministre, laisse de douloureux souvenirs aux membres de la Commission, car ils ont eu le regret de perdre, pendant son cours, deux collègues qui avaient toute leur estime et toutes leurs sympathies : M. Jean-Henri Bormans et M. Barthélemy Du Mortier, le premier décédé à Liège le 4 juin, le second le 9 juillet à Tournai.

» M. Bormans avait été appelé, en 1847, à remplacer le savant linguiste flamand J. F. Willems. Il continua la mise en lumière, entreprise par son devancier, des *Brabantsche Yeesten*, chronique rimée de Jean de Boendael ou de Klerk,

et en publia le troisième et dernier volume, qu'il fit précéder d'une discussion savante de toutes les questions qui avaient été soulevées au sujet du poëme de de Klerk, d'une biographie de l'auteur et de l'énumération de ses écrits. M. Bormans enrichit, de plus, le Recueil des Bulletins de descriptions critiques de vieux manuscrits latins, thiois, français, dans lesquelles se montraient la science historique et philologique ainsi que le jugement solide de l'auteur. La longue maladie qui le conduisit au tombeau empêcha seule qu'il ne fournit à nos publications un contingent plus considérable.

» M. Du Mortier faisait partie de la Commission depuis 1838. D'intéressantes notices sorties de sa plume figurent dans la première série de nos Bulletins : on remarqua surtout celles qu'il consacra au poëte tournaisien Philippe Mouskés, à qui il restitua l'honneur d'avoir composé la grande Chronique rimée du XIII^e siècle qui porte son nom. Il avait fait une étude particulière de l'importante Histoire des troubles des Pays-Bas sous Philippe II, écrite par Renon de France, président du grand conseil de Malines; il se proposait de la publier, et la Commission avait applaudi à ce dessein. Il est vivement à regretter qu'il soit resté sans exécution.

» Le gouvernement a donné, pour successeurs, à M. Bormans M. Charles Piot, et à M. Du Mortier M. Léopold Devillers, qui l'un et l'autre, depuis plusieurs années, prenaient part aux travaux de la Commission en qualité de membres suppléants; il a nommé membre suppléant M. Gilliodts-Van Severen. Il ne pouvait faire des choix qui eussent mieux répondu à nos désirs, et nous regardons comme un devoir de lui en adresser nos remerciements.

» La Commission, qui en 1877 avait augmenté de trois volumes la Collection des chroniques et cartulaires belges, en a fait paraître un seulement pendant l'année qui vient de finir : mais elle en a sept sous presse, dont plusieurs ne tarderont pas à être achevés.

» Le volume qui a vu le jour est le tome 1^{er} de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*, à l'édition de laquelle M. Edmond Pouillet consacre ses soins.

» Ce volume, de LXXVI et 638 pages, contient les lettres écrites et reçues par le célèbre cardinal, au nombre de cent vingt-quatre, du 20 novembre 1565 au 29 septembre 1566; plus vingt-huit lettres, du 10 juillet 1561 au 5 avril 1565, tirées la plupart des archives secrètes du Vatican. L'éditeur a joint aux unes et aux autres un grand nombre de notes biographiques et historiques. Les lettres qui sont en espagnol, il les a accompagnées d'une traduction française.

» La *Correspondance de Granvelle* est précédée d'une introduction et d'une préface.

» M. Pouillet rappelle, dans l'introduction, comment, à la fin du XVII^e siècle, furent rassemblés à Besançon, par les soins de l'abbé Boisot, la plus grande partie des papiers laissés par le cardinal; l'usage que plusieurs écrivains firent de cette collection; l'arrêté que M. Guizot prit en 1834 et en exécution duquel tout ce qu'elle contenait d'intéressant devait être publié dans la *Collection de documents inédits sur l'histoire de France*; l'abandon de cette publication après 1852, alors que neuf volumes des *Papiers d'État de Granvelle* avaient paru, dont le dernier s'arrêtait au 25 novembre 1565; les démarches que, en 1873, la Commission fit pour être autorisée à la continuer

et les résolutions qu'elle prit à ce sujet, quand le gouvernement français eut libéralement mis à la disposition du nôtre toutes les copies qu'il possédait des manuscrits de Besançon. Il expose, après cela, les travaux préliminaires auxquels il s'est personnellement livré avant de remettre le premier volume à l'imprimeur.

» Dans la préface M. Pouillet passe en revue les principales correspondances que renferme le volume; il montre ensuite quelles étaient la situation des affaires politiques des Pays-Bas et la situation personnelle de Granvelle au 20 novembre 1565.

» Une table alphabétique des matières et des personnes complète la publication de M. Pouillet.

» Les volumes sous presse sont .

» a) *Les Grandes Chroniques de Flandre*, tomes I et II : éditeur, M. le baron Kervyn de Lettenhove ;

» b) *Un corps de Chroniques des Pays-Bas, et du Brabant en particulier, écrites en langue flamande* : éditeur, M. Charles Piot ;

» c) *Le tome VI de la Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*, par M. Alphonse Wauters ;

» d) *Le tome III des Voyages des souverains des Pays-Bas* : éditeur, M. Gachard ;

» e) *Le tome VI de la Chronique de Jean d'Outre-meuse* : éditeur, M. Stanislas Bormans ;

» f) *Le Cartulaire de l'abbaye d'Orval* : éditeur, le P. Hippolyte Goffinet.

» Quatre livraisons du Bulletin, formant ensemble plus de 450 pages in-8°, ont paru dans le courant de l'année.

» Les communications de notices ou d'études histori-

ques et de documents inédits qu'elles renferment sont nombreuses et variées.

» 1. — M. Piot y a pris une large part. Il y a de lui quatre notices consacrées à des publications faites en Allemagne, en Hollande, en Espagne, qui concernent notre histoire nationale; une étude sur dom Emmanuel, prétendant à la couronne de Portugal, et la famille de ce prince; une autre étude dont la politique de l'Autriche au pays de Liège, en 1791, est le sujet.

» C'est rendre un service incontestable à tous ceux qui chez nous s'occupent de travaux historiques que de leur signaler les ouvrages, publiés à l'étranger, dans lesquels sont racontés, éclaircis ou discutés des faits se rattachant à nos annales.

» Parmi ceux dont M. Piot rend compte, nous citerons : un Mémoire de M. Von Druffel, de Munich, sur les rapports de Charles-Quint avec la cour de Rome dans les années 1544 à 1546; le Journal, rédigé par Viglius de Zwichein, de la guerre de Smalkalde, où les troupes belges donnèrent des preuves éclatantes de leur valeur : journal dont la mise en lumière est due aussi à M. Von Druffel, qui y a joint un grand nombre de notes, d'éclaircissements et de pièces inédites; un Recueil de lettres sur la découverte et la conquête du Nouveau-Monde (*Cartas de Indias*), magnifique livre publié par ordre du gouvernement de S. M. le roi d'Espagne, où figurent un certain nombre de lettres écrites par des missionnaires belges; un Mémoire de M. Schmolke sur la renonciation de Philippe II à la souveraineté des Pays-Bas; un opuscule d'un Américain, M. Ephraïm Emerton, sur la triple alliance de 1668 qui arrêta les progrès des armes de Louis XIV dans nos pro-

vinces; une Biographie du feld-maréchal prince de Ligne, l'une de nos gloires nationales, par le comte Thürheim; des lettres de Blücher sur ses campagnes de 1813 et de 1815; plusieurs écrits de MM. Guillaume Hertzberg, Frensdorff, Ennen, concernant la Hanse germanique, association commerciale dont différentes villes des Pays-Bas faisaient partie; une Dissertation du docteur Bernhart Seuffert sur la légende de Geneviève de Brabant; une appréciation des œuvres du poète flamand Jacques Van Maerlant par le docteur Te Winkel; un écrit que M. Gantrelle, professeur à l'université de Gand, a fait insérer dans une Revue bavaroise, et où il traite des populations germaniques établies en Zélande et dans la Flandre occidentale pendant la domination des Romains.

» L'étude consacrée par M. Piot à dom Emmanuel de Portugal se divise en quatre paragraphes. Le premier concerne dom Emmanuel lui-même; le deuxième, son fils aîné, nommé Emmanuel comme lui; le troisième, dom Louis, son second fils; le quatrième, dom Christophe, son frère. Vingt-cinq documents, tirés des Archives du royaume, y sont joints comme pièces justificatives.

» Dom Emmanuel était l'un des deux fils du prieur de Crato, dom Antoine, qui disputa la couronne de Portugal à Philippe II. En 1597 il se réfugia avec son frère en Hollande; il y épousa, la même année, la princesse Émilie, fille de Guillaume le Taciturne. En 1625 les deux époux se séparèrent. Émilie de Nassau alla s'établir à Genève, où elle mourut en 1629. Emmanuel, qui depuis quelque temps déjà travaillait à se réconcilier avec le roi d'Espagne et y était parvenu, vint se fixer à Bruxelles Il y épousa, en secondes noces, une camériste de l'infante Isabelle, doña

Luisa Osorio, et y mourut le 22 juin 1638, à l'âge de soixante et dix ans.

» Emmanuel, son fils aîné, fut quelque temps au service de Philippe IV; puis il entra dans un couvent de Carmes déchaussés. Ayant jeté le froc aux orties, il passa en Hollande, où les états généraux lui donnèrent une compagnie de cavalerie. Fait prisonnier par les troupes espagnoles en 1638 et ramené à Bruxelles, il demanda qu'on lui permît de rentrer dans son couvent : ce qui lui fut accordé. Mais ce n'était qu'une feinte, car il ne tarda pas à s'enfuir de la maison des Carmes, et ce fut en Hollande qu'il se réfugia de nouveau. Reniant une seconde fois sa religion, il se fit recevoir dans l'église protestante wallonne de Delft; plus tard il se maria avec Jeanne, fille du comte de Hanau.

» Louis, qui avait été pourvu du bailliage d'Utrecht de l'ordre de Saint-Jean de Jérusalem, n'ayant pu se faire reconnaître en cette qualité par les états généraux, vint dans les Pays-Bas espagnols; il fut nommé gouverneur de la ville et du château de Binche. Il mourut en 1660.

» Sur dom Christophe on connaît peu de chose; on sait seulement qu'à la suite de démêlés que son frère avait eus avec Maurice de Nassau, il fut exilé à Wesel. On ignore ce qu'il devint depuis.

» Tous ces faits et beaucoup d'autres sont consignés, avec les détails qu'ils comportent, dans la première étude de M. Piot.

» Nous donnerons une idée de la seconde en disant qu'elle se divise en sept paragraphes ainsi intitulés : I. Situation de la politique autrichienne en Belgique et au pays de Liège; II. Influence de la guerre d'Orient sur les affaires

de Liège; III. Immixtion de l'Autriche dans les affaires de Liège; IV. Projet de placer un prince autrichien à Liège; V. Position difficile de l'Autriche au pays de Liège; VI. Tentative d'alliance entre l'Autriche et la démocratie; VII. Chute de la politique de l'Autriche au pays de Liège.

» Plusieurs documents, parmi lesquels nous mentionnerons un mémoire où l'état noble du pays de Liège expose et s'attache à justifier la conduite qu'il a tenue au commencement de la révolution, celle qu'il a été forcé de tenir pendant les troubles, celle encore qu'il a tenue depuis le retour du prince, sont insérés à la suite du travail de M. Piot.

» II. — Deux communications de pièces inédites ont été faites par M. Pouillet.

» L'une comprend douze lettres et actes de l'année 1567 qui faisaient partie des liasses de copies mises par le ministère de l'instruction publique de France à la disposition du gouvernement belge pour la publication de la Correspondance de Granvelle.

» La plupart de ces pièces se rattachent aux négociations de Philippe II et du gouvernement de Bruxelles avec l'empereur Maximilien pendant l'année 1567; un de leurs objets capitaux est la conduite du comte Louis de Nassau qui, avec le bâtard de Hames, travaillait à s'assurer des troupes réunies au siège de Gotha, pour les mener aux Pays-Bas. D'autres concernent l'ambassade que les princes luthériens envoyèrent à la duchesse de Parme, au commencement de la même année, dans l'intérêt de leurs coreligionnaires.

» La seconde communication de M. Pouillet consiste dans un mémoire rédigé, en 1592, par le clergé du diocèse

de Ruremonde, sur la situation où se trouvaient alors les Pays-Bas.

» En 1592 les Pays-Bas étaient dans une situation déplorable, causée par les guerres dont ces provinces avaient été le théâtre depuis un quart de siècle. Tous les ordres de l'État réclamaient à grands cris des mesures propres à y remédier; le clergé du diocèse de Ruremonde, mû par des sentiments de patriotisme, crut devoir s'adresser, à cet effet, directement au roi.

» On ignore l'accueil que Philippe II fit à son mémoire. On peut en juger cependant par les lettres que, dans le même temps, ce monarque adressait au comte de Mansfelt qui, en l'absence du duc de Parme, envoyé en France au secours de la Ligue, était chargé du gouvernement des Pays-Bas. Le 17 février il lui écrivait : « Comme les désordres, fautes et abus, non-seulement au fait de la justice, police et finances, mais aussi endroit la discipline militaire, ont fait le tout fourcourir si avant, comme par diverses voyes j'en suis adverty, je désire grandement que vous et ceulx de mes consaulx communicquez et advisez quelz expédiens et moyens seroient plus convenables et practicables pour le remède et rétablissement des affaires, et que sur ce faites premièrement ouïr, si bon vous semble, aulcuns de mes consaulx provinciaulx, et eulx les magistratz des villes de leur ressort, afin que, prinse particulière information de toutes circonstances et eu vostre advis, je y puisse prendre telle résolution que trouveray estre plus convenable à mon service pour le soulagement de mes bons subjectz et vassaulx. » Le 24 mars suivant il envoyait à Mansfelt des lettres pour les conseils collatéraux et les

conseils de justice des provinces, où il leur ordonnait de déclarer librement au gouverneur général, après mûre communication en leurs collèges, les mesures qu'il y avait à prendre.

» Toutes ces enquêtes, malheureusement, restèrent sans résultat pour les populations de nos provinces. La cour de Madrid avait de bonnes intentions sans doute : mais les moyens lui manquaient pour les réaliser.

» III. — Une notice de M. Gachard a pour objet de faire connaître le jugement porté sur Charles-Quint et sur Philippe II par l'un des premiers écrivains de l'Espagne, qui est aussi l'un de ses hommes d'État les plus éminents, M. Cánovas del Castillo : ce jugement est exprimé dans une lettre qui sert de préface à la *Vie de la princesse d'Eboli* publiée à Madrid, l'année dernière, par don Gaspard Muro.

» Les appréciations de M. Cánovas del Castillo ont eu, comme cela devait être, un grand retentissement. Nous nous bornerons à reproduire ici les lignes par lesquelles il termine le portrait de Charles-Quint, « homme que, selon lui, aucun autre ne surpasse dans l'histoire. » En conclusion, — dit-il — « la vie de Charles-Quint est plus remplie encore de traits d'héroïsme et de sentiment que de froids calculs inspirés par la raison d'État, et beaucoup de ses hardies aventures militaires, maritimes, politiques et religieuses ne sont à proposer pour modèle à aucun homme de gouvernement du siècle actuel ni des âges futurs. Des hommes comme Charles-Quint personne, selon toute apparence, n'en verra plus jamais, si ce n'est en ouvrant et en profanant les tombes par une puérile curiosité. »

» IV. — M. Devillers a présenté une notice sur la mort

de Guillaume le Bon, comte de Hainaut, de Hollande, de Zélande et seigneur de Frise.

» Après les Baudouin — dit l'auteur — les comtes de Hainaut de la maison d'Avesnes ont acquis une belle place dans l'histoire. Guillaume I^{er} surtout était doué des qualités les plus brillantes. Aussi remarquable par sa prudence que par sa générosité, ce prince sut maîtriser l'ardeur de ses pieux chevaliers, mettre la justice en honneur, être favorable aux populations des campagnes, tout en accordant aux villes de ses États des privilèges dans le but d'augmenter leur influence politique et de développer leur commerce et leur industrie. En un mot, son long règne (1304-1337) fut marqué par des institutions utiles. Aussi la mort du bon comte Guillaume causa-t-elle une grande émotion. »

» M. Devillers rapporte les circonstances de cette mort, arrivée à Valenciennes le 7 juin 1337; il entre dans des détails sur les funérailles du prince tant regretté des Hennuyers, sur la tombe qui lui fut érigée, etc. Il donne ensuite un état des dépenses que les funérailles occasionnèrent; une liste de la répartition des sommes léguées aux pauvres par le comte défunt; son testament et le codicille qu'il y annexa.

» Nous venons, Monsieur le Ministre, de passer en revue les communications dues à des membres de la Commission; nous avons à vous parler maintenant de celles dont les auteurs lui sont étrangers.

» V. — Une *Vie de saint Hubert*, ouvrage d'un contemporain, a été communiquée par le P. Charles de Smedt, l'un de nos bollandistes.

» Occupé à recueillir toutes les pièces relatives à l'his-

toire de saint Hubert, dont les actes doivent être publiés dans un des prochains volumes des *Acta sanctorum*, le P. de Smedt eut, il y a peu de temps, la bonne fortune de rencontrer, à la bibliothèque du grand séminaire de Namur, un texte de la vie originale du grand patron des Ardennes; cette vie originale était restée inconnue jusque dans ces dernières années où un savant allemand en découvrit, dans la bibliothèque de Valenciennes, une copie qu'il s'empressa de publier. Le texte de Namur est d'une écriture de la première moitié du XI^e siècle; il est plus correct que celui de Valenciennes; il offre d'ailleurs avec celui-ci de nombreuses variantes. Ces raisons et l'importance du document pour l'histoire ecclésiastique de la Belgique ont fait penser au P. de Smedt, et la Commission a été de cet avis, qu'il méritait d'être mis en lumière.

» Le savant éditeur reproduit le texte de Namur avec une scrupuleuse exactitude; il indique, dans des notes placées au bas des pages, les variantes du texte de Valenciennes, qu'il a lui-même soigneusement collationné sur le manuscrit.

» Plusieurs questions qui se rapportent à cette biographie de saint Hubert sont examinées par lui dans une sorte de préface qu'il a mise en tête. Il discute notamment la date de la mort du saint, qui est controversée. Selon lui elle doit être fixée au 30 mai 727.

» VI. — M. Alfred Morel-Fatio, attaché au département des manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris, nous a envoyé un document fort curieux pour l'histoire de don Carlos, le fils infortuné de Philippe II, et qu'il a trouvé dans un des codices du fonds portugais de ce grand dépôt littéraire: c'est une attestation donnée, par le notaire et

secrétaire royal Pedro de Hoyo, le lendemain de la mort de don Carlos, 24 juillet 1568, aux personnes qui avaient été préposées par Philippe II à la garde du prince durant sa captivité.

» Il résulte de cet acte que, lorsqu'il arrêta son fils, le roi commit le soin de le garder et de le surveiller à six gentilshommes qui y sont dénommés, sous la direction de Ruy Gomez de Silva, prince d'Eboli; qu'il leur donna une instruction écrite dont ils s'engagèrent, par serment, à observer tous les points; que ce serment fut prêté par Ruy Gomez entre les mains du duc de Feria, et par les six gentilshommes entre celles de Ruy Gomez; que, le 24 juillet, ces sept personnages supplièrent Philippe II, vu la mort du prince, de les décharger de l'obligation qu'ils avaient contractée; que la même demande fut faite par les huit *monteros* (veilleurs de nuit) de la garde du prince; que le roi fit dire aux uns et aux autres qu'il se tenait pour bien servi d'eux et les déliait du serment qu'ils avaient prêté.

» L'attestation du notaire Hoyo est en espagnol; M. Morel-Fatio l'a accompagnée d'une traduction française.

» VII. — M. L. Galesloot est l'auteur d'une notice portant pour titre : *Revendication du duché de Brabant par l'empereur Sigismond (1414-1437)*.

» Dans ce travail M. Galesloot raconte les tentatives que fit Sigismond, ses négociations avec les ducs Antoine, Jean IV, Philippe I^{er}, Philippe le Bon, ses démarches auprès des états, pour être mis en possession du duché de Brabant, tentatives qu'il poursuivit jusqu'à sa mort, arrivée le 9 décembre 1437. Ce prince prétendait que le Brabant devait lui revenir, non-seulement parce qu'il était dévolu à l'Empire, vu que les femmes n'y avaient pu succéder,

mais encore en vertu du droit d'hérédité, la duchesse Jeanne en ayant fait cession au duc Wenceslas, son frère.

» Un mémoire inédit, en quarante-huit articles, que Philippe le Bon fit rédiger contre les prétentions de l'empereur, est joint à la notice de M. Galesloot.

» VIII. — Les recherches auxquelles M. Charles Potvin a eu à se livrer pour la publication des *Œuvres de Gillebert de Lannoy*, que l'Académie lui a confiée, lui ont donné lieu de recueillir un grand nombre d'indications sur Hugues, seigneur de Santes, frère aîné de Gillebert. Il lui a paru que ces indications pourraient servir à des travaux historiques ou biographiques; il les a réunies en les rangeant selon l'ordre des dates, et il nous les a adressées. La première est de l'année 1408, la dernière de 1456.

» M. Potvin les a fait suivre d'un document qui donne du sens politique du seigneur de Santes une idée avantageuse : c'est un *Avis sur la guerre avec les Anglais*, écrit en 1435, après la conclusion du traité d'Arras, et destiné au duc de Bourgogne et à son conseil. Hugues de Lannoy commence par exprimer le vœu que le roi d'Angleterre accepte les offres qui lui ont été faites à Arras; une paix générale serait un souverain bien, non-seulement pour son royaume, pour la France, pour les États de la maison de Bourgogne, mais encore pour toute la chrétienté. Au cas que ce monarque ne veuille pas y entendre, Lannoy expose avec beaucoup de développements ses idées sur les mesures qu'il y aurait à prendre afin de mettre à l'abri de ses entreprises les pays soumis à la domination du duc. Une chose qu'il recommande particulièrement à Philippe le Bon, c'est de se pourvoir largement de canons, de ribaudquins, de coulevrines : « car — dit-il — il n'est rien

» que les Englès doutent le plus et dont l'on les puet plus
» grever, avecq les gens de cheval, attendu que, comme
» vous savez, iceulx Englès ne se combattent pas volon-
» tiers à cheval, pour ce qu'ilz n'ont pas gens à ce faire,
» mais à pié. »

» IX. — Enfin, dans une note portant pour titre : *Une page de l'histoire des franchises communales sous Philippe le Bon*, M. Arthur Duverger raconte un fait qui se passa à Lille en 1429. Quelques hérétiques furent, en cette ville, par l'évêque de Tournai et le vicaire de l'inquisiteur de la foi, livrés au bras séculier, avec déclaration que leur biens-fonds étaient acquis au seigneur et leurs meubles à l'Eglise. Les privilèges des Lillois les exemptaient de confiscation ; le magistrat réclama auprès du duc de Bourgogne. Philippe le Bon, par des lettres du 24 mars 1429 (1430, n. st.), attendu que, de mémoire d'homme, un cas pareil n'était arrivé dans la ville et châtellenie de Lille, ordonna que la sentence de l'évêque et du vicaire de l'inquisiteur, en ce qui touchait le fait des confiscations, fût tenue et réputée pour non avenue.

» M. Duverger donne, d'après un recueil des Archives du royaume, le texte de ces lettres, qui ont été souvent citées, mais presque toujours imparfaitement, par les historiens du nord de la France.

» Vous voyez, Monsieur le Ministre, que les Bulletins de la Commission peuvent fournir d'utiles matériaux aux écrivains qui s'occupent de nos annales. La Commission remplit ainsi l'un des objets confiés à ses soins par les dispositions qui forment son règlement organique.

» Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'hommage de notre haute considération. »

PROGRAMME DES TRAVAUX POUR 1879.

La Commission règle, ainsi qu'il suit, le programme de ses travaux pour 1879 :

M. Kervyn de Lettenhove achèvera la publication des *Grandes Chroniques de Flandre* en deux volumes,

Et M. Piot, celle des *Chroniques en langue flamande*.

Le tome VI de la *Table chronologique des chartes et diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique*, par M. Alph. Wauters; le tome III des *Voyages des souverains des Pays-Bas* (éditeur, M. Gachard); le tome VI de la *Chronique de Jean d'Outremeuse* (éditeur, M. Stanislas Bormans); le tome II de la *Correspondance du cardinal de Granvelle* (éditeur, M. Edmond Pouillet); le *Cartulaire de l'abbaye d'Orval* (éditeur, le P. Hippolyte Goffinet), se continueront.

M. Devillers mettra sous presse le *Cartulaire des comtes de Hainaut*.

BUDGET POUR 1879.

La Commission s'occupe de la formation de son budget pour l'exercice 1879, lequel elle doit soumettre à l'approbation de M. le Ministre de l'intérieur, conformément à l'article 19 de son règlement organique.

Elle en arrête successivement les différents articles.

COMMUNICATIONS.

M. Piot communique :

1° Une note sur trois ouvrages publiés en Allemagne et qui contiennent des faits ou des documents relatifs à l'histoire de Belgique;

2° Un travail intitulé : *Correspondance du comte Charles de Cobenzl au sujet de la guerre de Sept ans.*

Ces deux communications seront insérées au *Bulletin*.

— M. Galesloot a adressé à la Commission une notice intitulée : *L'inféodation de la seigneurie de Jever au duché de Brabant et au comté de Hollande. — La seigneurie de Kniphausen également inféodée au duché de Brabant.*

Sur le rapport et la proposition de M. Alphonse Wauters, à qui elle a été renvoyée, la Commission en décide l'insertion au *Bulletin*.

« Cette notice — dit M. Wauters dans son rapport — complète les détails qui ont été donnés sur le même sujet par notre collègue M. Gachard, et fait connaître les noms des seigneurs qui se transmirent successivement, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, les terres de Jever et de Kniphausen, transformées en fiefs du Brabant.

» Dans la première partie du XVI^e siècle, il semblait que l'autorité des princes des Pays-Bas, devenus en même temps chefs de l'Empire, dût s'accroître et s'affermir dans les parties septentrionales de ce dernier. La réunion aux anciens domaines de la maison de Bourgogne de l'héritage des ducs de Gueldre et de la principauté épiscopale d'Utrecht promettait aux seigneurs de Jever une existence paisible, sous la protection de suzerains puissants. Mais les troubles religieux qui agitèrent nos provinces et l'Allemagne aux XVI^e et XVII^e siècles ruinèrent ces espérances, et ce ne fut pas sans peine que le lien féodal qui unissait Jever et Kniphausen au Brabant fut maintenu.

» Les états généraux des Provinces-Unies, comme ayant succédé aux prérogatives des comtes de Hollande, et les

rois de Danemark, essayèrent plus d'une fois, mais sans succès, d'attenter aux droits des rois d'Espagne, ducs de Brabant. M. Galesloot a recueilli sur ces faits intéressants des particularités très-curieuses et qu'on lira, sans nul doute, avec intérêt.

» L'auteur ne s'est pas borné à nous faire connaître l'histoire féodale des deux villes dont nous venons de parler : il a également complété ce que l'on connaissait des annales du château de *Ringelberge* ou Rimbours, situé près de la Worm, dans le duché de Juliers, et a énuméré, avec son exactitude habituelle, les vassaux qui s'en sont transmis le domaine direct depuis le XIV^e siècle jusqu'à la fin de l'ancien régime. »

COMMUNICATIONS.

I.

Sur quelques publications historiques faites en Allemagne.

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

I. — Robert Arnold, *Beiträge zur Kritik karolingischer Annalen* (Robert Arnold, Mémoires relatifs à la critique des Annales carlovingiennes), Königsberg, 1878, in-8°.

Les Comptes-Rendus des séances de la Commission royale d'histoire ont donné lieu à cette publication. En examinant dans ce Recueil (1^{re} série, t. VIII, p. 168) un extrait des *Annales S^{ci} Maximiani* que le baron de Reiffenberg y a imprimées d'après un manuscrit du P. Wiltheim, M. Arnold a reconnu différents emprunts faits à des écrits déjà connus. A son avis le texte de Wiltheim diffère peu de la chronique si connue de Frédégaire, de celle de Beda, et du *Chronicon Moissiacense*. Il renferme aussi

des passages, tirés du *Liber Pontificalis* par le diacre Paulus Warnefridi, et de l'*Historia gentis Langobardorum* du même écrivain, des *Annales Mosellani*, et des *Annales Petaviani*.

A l'appui de sa manière de voir, l'auteur reproduit différents textes de ces écrits, les compare et en fait une critique approfondie.

Une dissertation de ce genre sur les *Annales Hersfeldenses*, comparées aux *Annales Hildesheimenses*, *Quedlinburgenses*, *Weissenburgenses*, et de *Lambertus Schaffnaburgensis*, avait déjà été publiée par M. Waitz dans Pertz, *Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde*, t. VI, p. 663. Dans les *Monumenta Germaniae* (t. III et t. V), il en est également parlé.

Les §§ 2 et 3 du livre de M. Arnold sont consacrés à l'examen du texte des *Annales Mosellani* et de celui des *Annales Laureshamenses* à partir de 786. Au § 4 il parle des *Annales Petaviani* jusqu'en 771, et des rapports qu'ils ont avec les *Annales Mosellani* et *Laureshamenses*. Dans les §§ suivants il analyse les *Annales Petaviani* jusqu'en 799, la dernière partie des *Annales Guelferbytani*, ceux dits *Almannici* de 790 à 799, de Murbach, les *Annales Sangallenses* et les petites annales bavareses.

Quant aux *Annales de la Cour*, il fait connaître les écrits au moyen desquels elles semblent avoir été composées.

Aux parties 2, 3, 4 et 5 M. Arnold traite des *Annales Tiliari*, des *Annales Laubacenses* et de leur groupe, partie qui intéresse spécialement notre pays, puis des *Annales Barcionenses* et *Monasterienses*.

Les comparaisons si ingénieusement établies des diffé-

rents textes de ces écrits, sont faites avec le plus grand soin. Elles démontrent que les plagiaires sont de tous temps, et font connaître les différences des dates assignées par les annalistes au même événement.

II. — *Briefe und Acten zur Geschichte des Dreissig-jährigen Krieges in den Zeiten des vorwaltenden Einflusses der Wittelsbacher. Vierten Band*; ou selon le second titre : *Die Politik Baiemens 1691-1607. Erste Haelfte. Bearbeitet von Felix Stieve* (Lettres et actes concernant l'histoire de la guerre de Trente ans, pendant la période de l'influence prépondérante des Wittelsbach, t. IV, ou selon le second titre : La politique de la Bavière de 1591 à 1607. Première moitié. Publié par Félix Stieve), Munich, 1878, in-8°.

La Commission d'histoire, annexée à l'Académie royale des sciences à Munich, vient de publier ce volume, dû à la plume de M. Stieve.

Il est parfaitement inutile, croyons-nous, d'entrer ici dans des développements au sujet de la part si importante prise par l'Espagne à la célèbre guerre de Trente ans, en se servant de l'intermédiaire de la Belgique. Il nous semble aussi superflu d'indiquer ici les motifs de cette intervention, et de faire connaître les mobiles qui engagèrent l'Espagne à s'entendre avec la Bavière dans les questions politiques et religieuses soulevées à cette époque. Tous ces faits sont trop connus pour que nous insistions sur ce point.

Pendant la guerre de Trente ans la Belgique était devenue, par suite de la cession des Pays-Bas faite en faveur des archiducs Albert et Isabelle, un grand centre de la diplomatie catholique en Europe. Toutes les correspon-

dances politiques des princes, qui avaient embrassé le parti de l'empereur, aboutissaient autant à Bruxelles qu'à Vienne.

Personne ne s'étonnera dès lors de voir figurer dans le livre de M. Stieve plusieurs documents puisés aux Archives du royaume à Bruxelles, spécialement dans la collection, dite Secrétairerie d'État allemande.

Relever ici tout ce qui se trouve dans ce travail, ce serait faire le résumé de toute l'influence de la maison de Wittelsbach sur les affaires d'Allemagne et de la part qu'elle prit aux luttes religieuses dans ce pays. Force nous est d'indiquer ici d'une manière sommaire seulement les passages relatifs à la Belgique.

Ceux-ci concernent les efforts faits par Ernest de Bavière, évêque de Liège, de Fresingue, d'Hildesheim, de Munster et archevêque de Cologne, dans le but de faire jouir ses états d'une neutralité complète. C'était sans doute un prince doué d'excellentes qualités, actif et intelligent; mais il ne comprit pas que de bonnes intentions, sans la force armée, sont des chimères. Les pays de Cologne et de Liège devinrent en quelque sorte le théâtre de la guerre entre les Provinces-Unies et les Espagnols, envoyés de Belgique. Des villes furent prises et reprises par les belligérants. Le pays de Liège fut tellement appauvri par les invasions de ces étrangers, qu'il ne put plus payer les contributions. M. Stieve rend aussi compte des négociations entreprises par Ernest avec les Hollandais, les Espagnols et les Français pour la neutralité du pays de Liège. Les chapitres IV et V de la troisième partie donnent à ce sujet les renseignements les plus circonstanciés, tirés en grande partie de documents inédits.

Au chapitre II de la seconde partie sont renseignées les négociations entreprises par l'empereur dans le but de pacifier les Pays-Bas en 1591.

M. Stieve a employé dans ce livre une excellente méthode. Pour ne pas interrompre son récit par des détails trop minutieux, il a rejeté en note un grand nombre de particularités, très-intéressantes, sans doute, mais qui devaient nécessairement le gêner dans sa narration. Il a de cette manière satisfait à tous les goûts. Les personnes aimant les résumés faits avec discernement les trouveront dans le texte, celles qui ont une préférence pour les détails en trouveront à foison dans les notes. Tout y est justifié par des citations de textes et les indications des sources.

III. — *Feldmarschall Fürst Blücher von Wahlstatt* (Le feld-maréchal prince Blucher de Wahlstatt), par Frédéric Wigger, Schwerin, 1878, in-8°.

C'est la biographie la plus complète que nous ayons lue du célèbre généralissime prussien. Aux recherches faites par ses devanciers, M. Wigger ajoute les particularités qu'il a recueillies dans une quantité considérable d'actes et de correspondances inédits. Celles-ci lui ont été fournies par des membres de la famille du prince, des descendants de personnes avec lesquelles il a été en relation, par les dépôts publics et privés d'archives et par celui de l'état-major prussien. Ces communications ont permis à l'auteur de faire connaître une foule de renseignements, restés plus ou moins inconnus, sans cependant en surcharger sa narration.

Toutes ces sources sont indiquées d'une manière géné-

rale à l'avant-propos; jamais elles ne sont citées ni dans le texte, ni dans les notes.

Le chapitre qui intéresse la Belgique est celui intitulé : *Feldzug von 1815* (Campagne de 1815, pp. 223 à 288). L'arrivée de Blucher à Liège, la bataille de Ligny, celle de la Belle-Alliance, les mouvements des troupes sur la Dyle à Wavre, à Limal y sont décrits en connaissance de cause.

II.

Correspondance du comte Charles de Cobenzl au sujet de la guerre de Sept ans.

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

Les publications concernant la guerre de Sept ans ne font guère défaut, ni sous le rapport militaire, ni sous celui de la politique. Il suffit de se rappeler les noms des écrivains les plus connus qui se sont occupés de ces événements. Tels sont, par exemple : Lloyd, Coxe, Tempelhof, Arhenholz, Retzow, les officiers de l'état-major prussien, Stuhr, Schäfer, von Arneth, Vizthum, von Rancke, Filon, etc.

M. Gachard, archiviste général du royaume, vient de faire classer et relier une correspondance relative à cette guerre et conservée aux Archives du royaume à Bruxelles, dans la collection dite : Secrétairerie d'État et de Guerre. Ces lettres ont été échangées entre le comte de Cobenzl, ministre plénipotentiaire de l'impératrice-reine aux Pays-Bas, et des officiers autrichiens ou français et des personnages de l'époque.

Au point de vue de la tactique militaire, cette correspondance est d'un grand intérêt. On y trouve des renseignements sur les mouvements des troupes, la composition de différents corps d'armée, des rapports d'espions, des lettres adressées aux généraux par d'autres chefs, parfois aussi des copies de rapports adressés par le général de Kettler à de Kaunitz, chancelier de l'empire.

Le lecteur se demandera, sans doute, comment un ministre plénipotentiaire aux Pays-Bas s'occupait de questions militaires ?

A cette demande, de Cobenzl répond lui-même par deux lettres adressées, les 16 et 28 juin 1758, au baron de Kettler. Il désire, dit-il, des informations précises sur les opérations des armées de France et de Hanovre, et spécialement sur leurs positions et celles de l'ennemi. La cour de France, ajoute-t-il, ayant reconnu cette nécessité, a ordonné elle-même au comte de Clermont de lui fournir des renseignements semblables soit par voie directe, soit par l'intermédiaire de M. Lesseps, ministre de France à Bruxelles. « Personne en ce pays, continue le comte de » Cobenzl, ne peut avoir un intérêt plus décidé que moi, » par rapport au bien-être du royal service de notre » auguste souveraine et de son peuple confié à mes soins, » d'être informé et exactement instruit des mouvemens de » l'armée à laquelle vous êtes attaché. » Cobenzl avait, en effet, pendant l'absence du prince Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas autrichiens, un intérêt particulier à connaître les événements dont ces provinces étaient en quelque sorte la cause première. M. von Rancke l'a fait voir dans son remarquable travail : *Ursprung des Siebenjährigen Krieges*.

Le tome I^{er} (années 1758 à 1759) comprend la correspondance : 1° du baron de Kettler, chambellan et général-major au service de l'Autriche, pendant son séjour à Cologne; 2° de M. Eichenbrender, sénateur en cette ville; 3° du général L. Obry, secrétaire du baron de Kettler. Ces deux derniers correspondants remplaçaient de Kettler pendant l'absence de celui-ci. Une des lettres d'Obry, datée de Cologne, 13 juin 1759, donne des renseignements sur l'esprit des habitants du pays occupé par les troupes fran-

çaises. « Ces habitants, dit-il, sont des espions éternels de toutes nos manœuvres. Ils instruisent de tout l'ennemi, lui fournissent toute l'aisance possible pour toutes les opérations, et sont enivrés d'un tel fanatisme, que s'il faisoit un coup d'éclat, nous verrions un soulèvement presque général dans l'Empire. » C'était la preuve la plus évidente des sympathies de ces populations pour la Prusse.

Le tome II (de 1760 à 1764) et le tome III (de 1762) renferment des correspondances avec les mêmes personnages.

Le tome IV (de 1759 à 1760) comprend la correspondance avec le major Draize, au service d'Autriche, chargé spécialement de suivre l'armée française et de s'enquérir au quartier général des marches des différents corps pour que le gouvernement des Pays-Bas pût prendre les mesures nécessaires à leur entretien et logement dans nos provinces. Le major Draize fournit rarement à de Cobenzl des renseignements sur les événements militaires qui pouvaient intéresser les Pays-Bas.

Le tome V (de 1758 à 1762) renferme la correspondance du colonel Hartopp, au service autrichien, envoyé à l'armée française pour aider le baron de Kettler dans sa mission. De Cobenzl le chargea, en outre, de lui faire part des nouvelles les plus intéressantes. Dans cette correspondance se trouve une lettre contenant des renseignements sur la conduite des volontaires belges au service de l'Autriche, conduite qui n'a pas toujours été appréciée à sa juste valeur. Nous reproduisons ici cette lettre en entier :

MONSEIGNEUR,

M. de St-Germain arriva ce matin à la vue de Corbach, aiant avec lui deux brigades d'infanterie et les volontaires de

Flandre. Il avoit été obligé de laisser le reste de son armée dans les communications, afin que l'ennemi ne s'y poste et empêche l'arrivée du convoi qui nous vient de Hagen, ainsi que M. Dauset avec les douze bataillons qui sont à ses ordres. M. le maréchal de Broglie arriva à Corbach en même tems que nous, et, vers les 7 heures, nos volontaires de Flandre commencèrent à escarmoucher avec les troupes légères du corps du prince héréditaire de Brunswick, fort de quinze à seize mille hommes, qui longoit le côteau qui nous estoit opposé, pour occuper la hauteur sur laquelle nous étions formés en nous prenant en flanc. Une grande partie de la côte de cette hauteur étoit garnie de bois jusqu'à la plaine. L'ennemi s'en étoit déjà emparé. M. de St-Germain eut ordre de les déloger. On le renforça de quelques brigades d'infanterie. Nous entrâmes dans le bois, vers les huit heures et demie, et après un feu opiniâtre qui dura jusqu'à près de trois heures après-midi, M. de St-Germain les en délogea entièrement et les obligea à une prompte retraite. Quoique nos brigades étoient très-fatiguées du peu de tems que nous avons employé pour venir de Dortmund jusqu'ici en traversant le pays le plus difficile pour les troupes, et avec une pluie continuelle, elles ont chargé avec une valeur étonnante. La confiance que le soldat et l'officier ont dans M. de St-Germain en est peut-être la grande cause. Aussi fait-il manœuvrer les troupes avec un sens-froid et une bonté infinie. J'écrirai demain plus amplement à V. E., puisque le tems m'empêche de le faire aujourd'hui.

J'ai l'honneur, etc.

HARTOPP.

Corbach, le 10 juillet (1760).

Vivement contrarié de la relation officielle publiée à propos de ce combat, Hartopp écrivit seulement six jours plus tard à de Cobenzl la lettre suivante :

MONSEIGNEUR,

Je n'ai pu envoyer à V. E. la relation du combat du 10 de ce mois, parce que celle qui a paru par ordre de M. de Broglie étoit fautive en tout. Tout le monde en a murmuré très-hautement, et M. le duc la désavoue. Il a envoyé un officier qui lui est apparenté pour porter la nouvelle à S. M. l'impératrice. Mais jusqu'ici le contenu de la relation, dont il est chargé, est ignoré à notre réserve. Pour ce qui concerne la manœuvre de M. de St-Germain, en quoi consiste véritablement tout ce qui s'est passé d'essentiel dans cette journée, elle consiste en ce que j'ai mandé à V. E. le jour même de l'affaire. Il n'avoit que deux brigades d'infanterie et les volontaires de Flandre avec lesquels il étoit arrivé. Il a retenu l'ennemi pendant quatre heures et demie; et ayant pour lors reçu deux brigades de renfort, et M. le maréchal aiant fait attaquer en même tems les bois de notre droite, dont les batteries nous prenoient en flanc (ainsi que M. de St-Germain avoit fait demander), nous repoussâmes entièrement l'ennemi et nous l'obligeâmes à une retraite très-précipitée, dont notre général auroit tiré parti s'il avoit eu de la cavalerie à sa disposition.

J'ai l'honneur d'être, etc.

HARTOPP.

Du camp de Constance, le 16 juillet 1760.

Les protestations de Saint-Germain contre la relation officielle de ce combat lui valurent plus tard son rappel. Il avoit eu le tort de s'attribuer parfois le succès de la journée et d'avoir mis sur le compte des autres généraux quelques-unes de ses fautes (1).

(1) Voir von Arneth : *Siebenjährige Krieg*, t. 1^{er}, p. 530. Marie-Thérèse disoit de lui : *St-Germain macht sich über ganz weis, schiebt alles auff die andern*.

Hartopp était un correspondant actif et intelligent, qualités qui portaient ombrage au baron de Kettler. La jalousie de celui-ci empêcha Hartopp de mettre complètement son mandat à exécution. Par suite de cette circonstance, de Cobenzl fut obligé d'envoyer sur place un autre correspondant : O Flannagan, lieutenant général au service de l'impératrice-reine, le remplaça.

Le tome VI (de 1759 à 1760) comprend toute la correspondance d'O Flannagan. Le but de sa mission est suffisamment expliqué par de Cobenzl, dans la lettre suivante qu'il lui adressa. Celle-ci fait connaître aussi ce que la correspondance renferme :

Bruxelles, le 8 août 1759.

A M. OFFLANNAGAN.

Vous jugerez aisément, Monsieur, de quelle importance il est pour le service royal que le gouvernement général des Pays-Bas soit exactement informé de tout ce qui se passe à l'armée française. La cour l'a reconnu et a chargé le général baron de Kettler dès sa première mission à écrire exactement à Bruxelles. Je l'en avois requis à différentes reprises.

Je lui ai envoyé une personne affidée d'ici pour s'en servir, tant pour écrire que pour me porter les nouvelles par courrier ; mais tout cela n'a abouti à rien. On nous a laissé sans nouvelles, et celles que l'on nous écrivoit de tems en tems étoient déjà publiques, au point que j'ai été obligé de m'en plaindre à la cour. Mais les ordres itératifs que reçut M. de Kettler ne produisirent pas plus d'effets.

Nous crûmes que cela seroit passé par la mission de M. Hartopp. Mais malheureusement la jalousie que M. de Kettler conçut contre lui, l'empêcha d'écrire. Et il falloit recourir à un troisième moyen que S. E. M. le comte de Kaunitz avoit imaginé lui-même, c'étoit d'envoyer un officier d'ici au quartier

général de l'armée françoise, de le charger du soin de concerter les marches-routes pour tout ce qui passeroit de l'armée en France par les provinces de ce gouvernement, en lui enjoignant d'être exact à écrire tous les événements de la campagne.

Faute d'autres, S. A. R. choisit le major Draize qui est muni d'une instruction bien détaillée, d'un chiffre et du même homme pour écrire et pour courrier que l'on avoit envoyé la campagne précédente à M. de Kettler.

Et c'est encore peine perdue. Draize ne sait rien et n'écrit rien. Et nous ne savons pas à Bruxelles où l'armée de France se trouve, ni ce qu'elle fait ou ne fait pas.

Ce long détail doit vous préparer à la prière que j'ai à vous faire par ordre de S. A. R., c'est de vous charger de la commission qu'avoit M. Draize. S. A. R. n'attend que votre réponse pour le rappeler sous d'autres prétextes, et pour lui enjoindre de vous remettre ses instructions, son chiffre et l'homme qui lui a été donné.....

Cette correspondance est beaucoup plus intéressante que celles de ses prédécesseurs. Elle renferme des relations très-complètes des faits d'armes.

Le tome VII est consacré aux correspondances avec les généraux et officiers français : marquis d'Amezaga, brigadier des armées du roi (1758); comte d'Andelau, lieutenant général au service français, commandant des troupes établies dans les villes du Bas-Rhin. On y trouve des détails sur les événements dans les environs du duché de Limbourg pendant son séjour à Liège; marquis d'Armentières, lieutenant général, commandant l'armée du roi sur le Bas-Rhin (1759). — Les faits relatés dans ces correspondances n'ont pas une grande importance. Ce sont le plus souvent des détails sur les marches des troupes, rarement sur les faits d'armes.

Le tome VIII est consacré à la correspondance du marquis du Barail, lieutenant général au service du roi (1760 à 1761). Cet officier résidait à Dunkerque, d'où il écrivait à de Cobenzl concernant différents faits relatifs à des espionnages. On prétendait que le roi de Prusse et les Anglais employaient à titre d'espions plusieurs officiers au service de la Hollande, mis à la demi-solde. Ils étaient l'objet de la surveillance continuelle des autorités militaires. Leurs lettres étaient scrutées par les percepteurs des bureaux de poste d'une manière toute particulière.

On trouve, en outre, dans ce même volume les correspondances : 1° du maréchal de Belle-Isle, de 1758; 2° du général de Besenval, maréchal de camp (1758); 3° du général de Boccan, maréchal de camp, commandant à Ruremonde (de 1758 à 1760); 4° du marquis de Brassac, lieutenant général des armées du roi, commandant dans la Basse-Normandie (1761); 5° du duc de Broglie, lieutenant général, commandant en chef les armées du roi en Allemagne (de 1759 à 1760); 6° du marquis de Castries, lieutenant général au service du roi (de 1758 à 1761). Au nombre de ces lettres, il en est une relative à l'invasion faite en Belgique par un parti de dragons hanovriens fort de 100 hommes venus de Ruremonde. Dans cette lettre, datée de Tirlemont, 5 juillet 1758, à minuit, on lit ce qui suit :

Je n'ai appris que hier, à Liège, à 11 heures du soir, qu'un parti de cent hussards ou dragons avoit passé par les bruyères et avoit pénétré dans le Brabant par Haelen, qu'il avoit fait contribuer Tirlemont et qu'il marchoit sur Louvain. En conséquence, je donnay ordre sur-le-champ au régiment des dragons que j'ay sous mes ordres de monter à cheval. A trois heures, je suis parti de Liège.

J'ay appris à St-Trond que les ennemis se retiroient sur le Demer. J'y ai fait passer tout de suite deux cents dragons qui iront ce soir jusques à Diest, qui est l'endroit où l'on présume dans ce pays qu'ils passeront. Sur les nouvelles que j'apprendray, je tâcheray de les joindre ou de les faire couper dans leur retraite. J'ay toujours mis la plus grande célérité à ma marche, afin d'exécuter les ordres que j'ay reçus de considérer la conservation des Pays-Bas comme aussi intéressante que celle des États du Roy.

J'apprends dans l'instant que les ennemis ont passé le Demer, à six heures, à Arschoot, et qu'ils vont sur Herenthals, et il est vraisemblable que de là ils se retireront sur Peer. Mais comme j'ay eu nouvelle d'un autre côté qu'ils peuvent se jeter sur Lierre pour y enlever le bourgemaître, j'y ay dépêché un staffete dans l'instant au magistrat pour l'en prévenir.....

CASTRIES.

Pendant cette petite invasion, l'ennemi eut le temps de frapper la ville de Tirlemont d'une forte contribution et d'enlever dix otages. Toutes les autres lettres roulent en partie sur les dispositions à prendre pour garantir le Brabant de nouvelles invasions. 7° de Chevret, lieutenant général commandant les armées du roi sur le Bas-Rhin (de 1758 à 1761); elle concerne en grande partie le logement des troupes; 8° du marquis de Contades, maréchal des armées du roi, commandant en chef son armée sur le Bas-Rhin (1758-1759); elle est consacrée à des affaires d'administration militaire.

Le tome IX contient la correspondance : 1° d'Ennery, brigadier des armées du roi, commandant les troupes françaises, à Diest (1763); elle traite d'une dispute entre des paysans et les dragons français pendant un jour de foire en

cette ville ; 2° de Gaiot , intendant de l'armée du roi sur le Bas-Rhin (1758), au sujet des logements des troupes, de l'organisation d'un régiment de cavalerie et de son entretien ; 3° du comte de Graville, lieutenant général des armées du roi (1758); elle a trait à la défense des côtes de la Flandre; 4° de Hallet, colonel des volontaires liégeois (1758), et roulant spécialement sur un sieur Collignon, ci-devant lieutenant-colonel au service de la Hollande, qui avait guidé la troupe hanovrienne pendant son invasion en Belgique; 5° de la Rocque, maréchal de camp, commandant les troupes du roi au pays de Liège (1761); 6° du comte de Merle, commandant du corps des mousquetaires, concerne des logements; 7° de Militerny, colonel (1761); 8° du chevalier de Monbrun, commandant pour la France à Liège (1761) ; elle concerne le recrutement et les précautions à prendre pour que l'ennemi n'arrive pas aux Pays-Bas; 9° du baron de Montmorency, commandant du corps de la gendarmerie française à Liège (1762); du chevalier de Muy, lieutenant général au service du roi, commandant sur le Bas-Rhin (1760); il y est question seulement de logements.

Le tome X comprend tout entier la correspondance du comte de Polignac, maître de camp, commandant à Ruremonde (1760 à 1761). Il y parle de vols commis aux magasins, de quelques faits d'armes et de mouvements de troupes. Les dernières lettres sont les plus remarquables.

Le tome XI : correspondances avec divers, tels que : le comte de Bentheim, à Wilzingen ; De Créance, à Crevelt; Dupuy, à Cassel; de l'Escaille, bailli à Wavre; le major Ghislain, à Ruremonde; Huybrechts, juge des droits d'entrée et de sortie, à Louvain; de Kinkel, conseiller de l'administration, à Clèves; le vicomte de Lardenois, bourgmestre, à

Tirlemont (cette correspondance se rapporte spécialement aux dix otages enlevés par le parti de dragons hanovriens qui avait pénétré en Brabant les 4 et 5 juillet 1758); le comte de Maillebois; le général Piza; J. de Quenonville; de Tiège, bailli de Kerpen et Lommersom; vicomte Vilain; De Villers, lieutenant-prévôt de la Roche (de 1759 à 1760). La correspondance de Villers est la plus curieuse du volume.

A la suite de certains différends avec le comte de Grunn, prévôt de La Roche, différends sur lesquels il s'étend longuement dans une de ses lettres, De Villers s'expatria, se rendit à Liège, à Paris, à Lubeck, dans le Mecklenbourg, et servit de secrétaire à M. de Champeaux, envoyé de France à Hambourg. Par sa position, il put fournir au comte de Cobenzl des renseignements très-précis sur les opérations militaires, spécialement sur celles des Russes. Il y donne même un tableau de la composition de leur armée, mise sous le commandement du général comte de Fernier. Parfois il fournit sur la conduite des troupes prussiennes des détails qui ne sont nullement en leur faveur, on le comprend facilement de la part d'un ennemi. Le roi de Prusse n'y est pas épargné. A propos des repas de ce monarque, De Villers débite des faits qui sont en opposition formelle avec les habitudes sobres et réglées des Hohenzollern et spécialement de Frédéric le Grand. Dans une de ses dernières missives, il parle d'une lettre qu'il a reçue d'un ministre étranger, résidant à la cour de Berlin, dont il refuse de faire connaître le nom. Voici un extrait de cette lettre :

... Le roi de Prusse ne peut plus tirer ni hommes, ni argent de ses États. Il n'a plus de ressources que la fabrication deses

fausses monnoyes, les subsides de l'Angleterre et les brigandages qu'il peut faire commettre. Aussi paroît-il dans l'intention de faire les plus grands efforts d'esprit dans le cours de cette campagne, pour pouvoir trouver ailleurs des ressources qui lui donnent les moyens de soutenir la guerre l'année prochaine. Ayant remarqué que pendant ces deux dernières campagnes la cavalerie avoit été détruite, au milieu de l'été, il a fait dresser un nombre prodigieux de chevaux à Berlin et ailleurs, qu'il tient en réserve pour remonter, pendant le cours de cette campagne, sa cavalerie qui ne pourroit pas s'achever.....

S'il en était ainsi, Frédéric n'avait pas perdu son génie au milieu des libations que De Villers lui reproche. Il sut, au contraire, se tirer admirablement d'affaire, et poser les premiers jalons de la future puissance de la Prusse.

La collection précitée de la secrétairerie d'État et de Guerre renferme encore quatre autres volumes qui, sans avoir la même importance, font suite à ceux décrits plus haut. Ils renferment la correspondance de Cobenzl : 1° avec le baron de Kettler ou d'autres officiers et personnages, pendant les années 1762 et 1763, pour le recrutement de troupes ; 2° avec le général-major de Burmann et d'autres officiers durant ces mêmes années et dans le même but ; 3° avec le baron de Munich-Bellinghausen et le comte de Starhemberg touchant l'occupation et la prise de possession, en 1762 et 1763, de Wesel et de Gueldre, villes sises au pays conquis sur le roi de Prusse ; 4° avec le comte de Pergen sur le même objet, en 1762 et 1763.

III.

L'inféodation de la seigneurie de Jever au duché de Brabant et au comté de Hollande. — La seigneurie de Knipphausen également inféodée à ce duché.

(Par M. L. GALESLOOT, chef de section aux Archives du royaume.)

En 1854, M. le secrétaire de la Commission d'histoire a publié, dans les *Bulletins de l'Académie royale* (1), une notice où il explique comment la seigneurie de Jever (2) devint un fief brabançon. Avant de fournir des éclaircissements nouveaux sur ce sujet, il est indispensable de déta-

(1) T. XXI, 1^{re} partie, p. 112.

(2) C'était à propos de l'achat qu'avait fait alors la Prusse d'un territoire qui lui permettait d'établir un port de guerre sur la Jahde, où Jever est situé. Les journaux allemands s'occupèrent alors de cette seigneurie.

« Jever, ville du grand-duché d'Oldenbourg, chef-lieu de la seigneurie et du bailliage qui portent son nom, sur un canal qui conduit dans la mer du Nord par 53°, 54', 30'' de latitude N., et 5° 32' 41'' de longitude E., 4,258 habitants. Port de mer, tannerie, distillerie, fabrique de tabac; vieux château. — SEIGNEURIE. 360 kilomètres, contenant 19,000 habitants. Arrosée par les embouchures de la Jahde; sol très-fertile. Le bailliage compte 7,000 habitants. » (Bescherelle aîné, *Grand Dictionnaire de géographie universelle*.)

cher de la notice de M. Gachard un assez long passage. Il servira en quelque sorte d'introduction.

En 1532, les ville, château, seigneurie et pays de Jever étaient possédés par deux sœurs, Anne et Marie, qui les tenaient de leur frère Christophe, lequel les avait hérités de leur père, Edon Wimecken. Les deux dames de Jever, ayant, sans doute, besoin d'un protecteur qui les garantît des entreprises de leurs voisins (1), offrirent à l'empereur Charles-Quint de mettre leurs personnes, leurs biens et leurs sujets sous son obéissance, comme duc de Brabant et comte de Hollande; de le reconnaître, ainsi que tous ses hoirs et descendants, ducs et comtes, pour leurs seigneurs féodaux et supérieurs, et, dès lors en avant, de relever et tenir en fief héréditaire d'eux leurs ville, château, seigneurie, appartenances et dépendances; de leur en faire foi et hommage, ainsi que leurs vassaux de Brabant et Hollande y étaient obligés; de les ouvrir à leurs troupes, chaque fois qu'ils le demanderaient; enfin, de les servir perpétuellement, à leur réquisition, avec dix hommes à cheval bien montés et équipés, auxquels elles ajouteraient, si elles en étaient également requises, cinquante autres hommes à cheval et cinq cents hommes à pied, pourvu que la solde de ceux-ci ne fût pas à leur charge.

En échange, elles demandaient, d'abord, que l'empereur, pour lui, ses hoirs et héritiers, les reçût et les laissât dans la jouissance et possession des ville, château, seigneurie, pays de Jever, appartenances et dépendances, avec tous droits, hauteurs, seigneuries et prééminences, tels qu'elles et leurs prédécesseurs en avaient joui et les avaient possédés justement

(1) Ces voisins, mal disposés, étaient Balthasar, seigneur d'Esens, un très-remuant personnage, Enno, comte d'Oost-Frise, et Jean, comte d'Oldenbourg.

jusqu'alors, sauf et réservé à S. M. I., ses hoirs et héritiers, ducs de Brabant et comtes de Hollande, l'inféodation et service ci-dessus énoncés, et, en outre, le son de cloche et supériorité, tant seulement; ensuite que Sadite Majesté les prit, avec leurs biens et sujets, en sa protection et sauvegarde, en s'engageant à les défendre contre toute force, violence, oppression et injure, de quelque part qu'elles vinssent.

Charles-Quint accepta l'offre qui lui était faite et s'obligea à remplir les conditions auxquelles elle était subordonnée. Des lettres patentes, qui donnaient à cette convention la forme la plus solennelle, furent expédiées sous son nom, le 18 avril 1532. Les dames de Jever, pour elles et leurs successeurs, les ratifièrent par acte du 8 mai suivant (1).

(1) Ce furent surtout les dispositions hostiles du comte Enno d'Oost-Frise qui déterminèrent les deux dames de Jever à recourir à la protection de Charles-Quint. D'après un traité conclu en 1517, le comte devait épouser Marie, la plus jeune de ces dames; mais il changea de dessein et se maria avec Anne, sœur du comte Jean d'Oldenbourg. Le comte d'Oost-Frise n'en convoita pas moins la terre de Jever. En septembre 1531, il assiégea la ville de Jever. Bohnck von Oldersum, drossard de la seigneurie, sortit la nuit de la place et se rendit en toute hâte à Bruxelles pour y demander aide et assistance. Marie de Hongrie, gouvernante des Pays-Bas, à laquelle il remit une lettre des dames de Jever, lui fit un bon accueil. Elle lui donna une réponse écrite, conçue en des termes tels que le comte Enno, qui en reçut communication, crut devoir cesser les hostilités. Les dames de Jever ne se contentèrent pas de la lettre de la reine de Hongrie. Elles renvoyèrent leur drossard à Bruxelles au commencement de l'année suivante (1532), et c'est alors que furent délivrées les lettres patentes d'inféodation. Le 10 avril 1533, arriva à Jever un notaire impérial, porteur de lettres patentes de Charles-Quint, autorisant Marie de Jever, dit l'auteur cité plus bas, à léguer sa terre à qui bon lui semblait. Le notaire convoqua les bourgeois, qui se rendirent en armes sur la place où lecture de l'instrument leur fut donnée. Dans les premiers mois de l'année 1531, le comte d'Oost-Frise s'était aussi rendu à Bruxelles; mais il n'eut pas à se louer de la réception qu'on lui fit à la cour.

Ces détails sont puisés dans l'ouvrage du docteur Onno Klopp,

Telle est l'origine du droit de suzeraineté que les princes des Pays-Bas exercèrent sur la seigneurie de Jever.

Après l'avènement de Philippe II à la souveraineté de ces provinces, Marie, qui, par la mort de sa sœur, était restée seule dame de Jever, envoya à Bruxelles son secrétaire Statius Brüninck, pour prêter, en son nom, foi et hommage au nouveau monarque. Brüninck remplit cette formalité, le 13 mai 1556, entre les mains de Jean de Ligne, comte d'Arenberg, stadhouder et capitaine général de Frise, Overijssel, Groeningue et Lingen, assisté de Viglius de Zwichein, président, et pierre Asseliers, membre du conseil privé, comme hommes de fief de Brabant, et des conseillers de Hollande, Corneille Suys et Arnold Sasbout, comme hommes de fief de ce pays.

Marie de Jever mourut en 1575, laissant pour son héritier, par testament, le comte Jean d'Oldenbourg (1). Ce seigneur sollicita, du grand commandeur de Castille, des lettres d'investiture, qui lui furent délivrées, sous le nom du roi, le 7 décembre de la même année.

Cependant, le comte Edzart d'Oost-Frise élevait aussi des prétentions sur la succession de Marie de Jever (2). Il les fondait sur ce que son grand-père et son bisaïeul avaient possédé longtemps la seigneurie de Jever; que les habitants du pays leur avaient fait serment de fidélité; qu'il existait un traité, conclu en 1540, entre le comte Enno, son père, et la dernière dame de Jever, en vertu duquel la terre de Jever devait être à perpétuité annexée au comté d'Oost-Frise; que cette terre, d'ailleurs, était située en Oost-Frise, et qu'on ne pouvait y en-

Geschichte Ost-Frieslands; Hanovre, 1854, 2 vol. in-8°. Cet ouvrage a paru après la publication de la notice de M. Gachard. Le tome II fut publié en 1856.

(L. G.)

(1) Voyez à cet égard l'ouvrage cité du docteur Klopp, t. II, p. 24.

(2) *Ibid.*, pp. 28 et suivantes.

trer, ni en sortir, que par ce pays, dont il formait une véritable dépendance (1).

Une des clauses de la convention de 1532, dont je n'ai point parlé, portait que, s'il arrivait qu'on demandât quelque chose aux dames de Jever, ou à leurs hoirs, à cause des ville, château et seigneurie de Jever, elles se soumettaient, ainsi que leurs hoirs, à répondre par-devant l'empereur et ses successeurs, ou par-devant les gouverneurs des Pays-Bas. Le comte d'Oost-Frise s'adressa donc, pour faire valoir ses droits, au grand commandeur de Castille. De son côté, le comte d'Oldenbourg nomma des procureurs, chargés de défendre les siens.

Cette affaire traîna jusque sous le gouvernement d'Alexandre Farnèse, qui commit le conseil privé, auquel furent adjoints des hommes féodaux de Brabant et de Hollande, à l'effet d'en connaître, tant en première instance qu'en révision. Le conseil privé donna définitivement gain de cause au comte d'Oldenbourg. Notons que, à la faveur des troubles, le comte d'Oost-Frise s'était, en 1577, fait investir, par les cours féodales de Brabant et de Hollande, de la seigneurie en litige (2).

Philippe II ayant cédé les Pays-Bas aux archiducs Albert et Isabelle, le comte Jean d'Oldenbourg leur rendit foi et hommage le 24 décembre 1599.

Le comte Jean mourut le 2 novembre 1603 (v. s.). Son fils

(1) Le docteur Klopp parle de ce traité, mais non de la prétendue annexion de la terre de Jever au comté d'Oost-Frise. Il rappelle, à ce propos, que le comte Enno ignorait l'existence des lettres de l'inféodation de Jever au duché de Brabant. Marie de Jever les lui montra dans une entrevue qu'elle eut avec lui, à Aurich, en la même année 1540, avant la conclusion du traité. Le comte Enno mourut fort peu de temps après. (L. G.)

(2) Ce relief fut fait à Bruxelles, le 18 mai 1577, au nom du comte Edzar, comte et seigneur d'Oost-Frise, en qualité du plus proche héritier de Marie, dame d'Ieveren, et en conséquence d'un accord conclu, le 26 juin 1540, entre la prédite dame Marie, d'une part, et, d'autre part, le comte Emmon, père d'Edzar, et sa femme, Anne d'Oldenbourg. (A. W.)

et son héritier, Antoine-Gunther, sollicita, l'année suivante, des archiducs, l'investiture de la seigneurie de Jever, qui lui fut conférée.

Je n'ai pu découvrir, ajoute l'auteur, si les comtes d'Oldenbourg, ses successeurs ou quelqu'un d'entre eux, s'acquittèrent du même devoir.

Les archives de la cour féodale de Brabant, annexées en 1859 aux Archives du royaume, me mettent à même de combler cette lacune capitale.

Il résulte du registre portant le numéro 52 de l'inventaire imprimé (1) que la seigneurie dont il s'agit fut successivement relevée des archiducs, des rois d'Espagne et des empereurs d'Autriche, savoir :

Le 16 novembre 1604 par le comte Antoine-Gunther, comte et seigneur d'Oldenbourg et de Delmenhorst, ensuite du décès du comte Jean, son père.

Le 1^{er} juillet 1622, il renouvela son serment de fidélité à Philippe IV, ce qu'il fit encore le 16 janvier 1635 et le 20 avril 1648.

Le..... par Jean, prince d'Anhalt-Zerbst au décès du comte Antoine-Gunther, son oncle maternel (2), de qui il hérita la seigneurie (3).

Le 9 avril 1669, Sophie-Augusta, princesse d'Anhalt-Zerbst et ses fils mineurs : Charles-Guillaume, Gunther-Antoine et Jean-Louis, la relèverent au décès du prince Jean, leur père et par indivis.

(1) Voir cet inventaire, *passim*, quant à Jever et Kniphausen.

(2) La date est restée en blanc dans le registre.

(3) Rodolphe d'Anhalt-Zerbst, père de Jean, épousa en secondes noccs Madeleine, fille du comte Jean d'Oldenbourg. (*Art de vérifier les dates*, t. XVI, p. 269, éd. in-8°.)

Le 9 février 1675, le prince Charles-Guillaume remplit cette formalité à sa majorité. Il succéda à la seigneurie ensuite d'un pacte de famille.

Le 30 janvier 1720, par Jean-Auguste, prince d'Anhalt, au décès de son père, qui précède.

Le 27 juin 1742, le même prêta serment de fidélité à Marie-Thérèse, reine de Hongrie (1).

Le 18 mai 1743, le prince Jean-Louis fit le relief au décès de son père précité (2).

Et le 9 août 1749, Jeanne-Élisabeth, princesse douairière d'Anhalt-Zerbst (3), comme mère et tutrice du prince Frédéric-Auguste et au décès du prince Chrétien-Auguste, son époux, frère et successeur du prince Jean-Louis, qui précède.

Frédéric-Auguste prêta encore deux fois le serment requis, savoir : le 19 octobre 1791, à l'empereur Léopold II, et le 12 octobre de l'année suivante, à l'empereur François II.

Le second de ces actes de relief est un des derniers que la cour féodale enregistra, car nos institutions séculaires ne devaient pas tarder à disparaître au milieu des bouleversements politiques dont la révolution française fut le point de départ. C'est ce qui m'engage à en donner ici la teneur. Le document est d'ailleurs fort court.

« Comparant messire Jean Facius, conseiller de cour de Sa Majesté Impériale de toutes les Russies, son consul général aux Pays-Bas autrichiens, chevalier de l'ordre de

(1) Il était représenté par le premier official de la cour féodale, nommé Jean De Groot.

(2) Il avait envoyé à Bruxelles le sieur Antoine Bolich, conseiller de la régence de Jever.

(3) Représentée par le sieur De Groot.

Saint-Wladimir, à l'effet suivant, muni de plein pouvoir et mandement spécial de Son Altesse Sérénissime Frédéric-Auguste, prince d'Anhalt, duc de Saxe et de Westphalie, etc., etc., donné à Jever, sous la signature et le cachet de ses armes, le 26 juillet dernier, a, en cette qualité, demandé le renouvellement de l'investiture donnée à Sadite Altesse par feu Sa Majesté Impériale et Royale Léopold second, le 19 octobre de l'an 1791, de la ville, forteresse, seigneurie et terre de Jever, et, de suite, a fait pour et en l'âme de Sadite Altesse le nouveau serment, foi et hommage à Sa Majesté l'Empereur et Roi, comme duc de Brabant, à cause du décès de Sadite Majesté Léopold second, de glorieuse mémoire. »

Un mot sur le cérémonial observé dans ces circonstances trouvera naturellement sa place ici.

Anciennement, tout vassal noble qui se présentait pour relever son fief, et conséquemment pour rendre foi et hommage, devait être tête nue, sans armes, ni éperons. Il pliait les genoux, mettait ses mains dans celles du suzerain, puis il baisait celui-ci sur la joue. C'était le baiser de paix. Un grand nombre de chartes, qui reposaient au château de Vilvorde, en faisaient mention : *mediante osculo pacis*, y lisait-on. Le chroniqueur Monstrelet rapporte quelque part que le comte de Flandre Louis de Male en usa ainsi à l'égard de Jean III, duc de Brabant, quand il releva de ce prince la seigneurie de Malines. Plus tard, à la cour féodale, on dispensa le vassal de se mettre à genoux et d'ôter ses éperons. Il se tenait debout, joignait les mains et inclinait la tête vers l'épaule gauche du lieutenant, en signe de soumission. Après quoi, celui-ci ou bien un homme de fief ou le greffier l'interpellait et prononçait la formule du serment. « Jurez et promettez-vous d'être » fidèle à Sa Majesté, comme duc de Brabant, en tout ce

» qu'un vassal est obligé et tenu de faire à son seigneur
» suzerain? » Le feudataire répondait affirmativement, en
levant deux doigts de la main droite et en disant : « Ainsi
» m'aident Dieu et tous ses saints. »

On me saura gré, je pense, de faire suivre cet exposé
chronologique de quelques détails rétrospectifs.

Le 9 juin 1540, Charles-Quint notifia par lettre au
comte Enno d'Oost-Frise, au comte d'Oldenbourg et au
seigneur d'Esens (1) que s'ils ne cessaient leurs entreprises
sur la terre de Jever, il se verrait obligé d'en protéger les
deux dames et les habitants comme ses autres sujets et
vassaux.

A part les actes de relief, les archives sont muettes
pendant un siècle sur le sujet qui nous occupe.

La première pièce qu'elles offrent ensuite dans l'ordre
des dates, est une requête présentée, le 6 juillet 1644, à la
cour féodale par le comte Antoine-Gunther d'Oldenbourg.
Elle est la preuve manifeste que ce seigneur, comme du
reste tous ses successeurs, tenait essentiellement à la suze-
raineté des rois d'Espagne. Le comte pria la cour de
déclarer qu'il ne faillirait pas à ses devoirs de vassal, si
les états de Hollande le contraignaient de relever d'eux
ses terres de Jever et de Kniphausen. En 1646, il demanda
à François de Kinschot, seigneur de Riviere, etc., chance-
lier de Brabant, un octroi pour pouvoir disposer librement
des mêmes terres (2). Cet octroi lui fut délivré par le con-
seil de Brabant, le 4 décembre de cette année. Pour être

(1) Balthasar von Esens, dont la carrière ne fut pas longue, ayant perdu,
jeune encore, la vie dans un combat. (Voir Klopp.)

(2) Là seconde n'était cependant pas encore inféodée.

plus tranquille encore au sujet de ses dernières dispositions, le comte en sollicita et obtint la confirmation (8 avril 1656). Muni du premier octroi, il passa, le 7 décembre de la même année 1646, un acte par lequel il donna Jever à Madeleine sa sœur, épouse du prince Rodolphe d'Anhalt et à son fils. Elle mourut avant lui. Il était si scrupuleux en ce qui touchait ses devoirs de vassal, qu'en 1658 il envoya à Bruxelles Jérôme de Witsendorff, son conseiller, afin de prier la cour féodale d'accorder, lorsqu'il serait décédé, un délai à son héritier (1) pour faire le relief de la seigneurie (2). La cour y consentit bien volontiers (apostille du 22 avril). Elle se plut à reconnaître que le suppliant s'était toujours montré d'une ponctualité exemplaire depuis la mort de son père.

Le prince Charles-Guillaume d'Anhalt, resté seul possesseur de la seigneurie de Jever, ensuite d'un pacte de famille, se plaignit en 1677 au comté d'Erps, lieutenant de la cour féodale (3), des procédés du roi de Danemark, Christiern V, qui, sous prétexte que cette seigneurie était une dépendance du comté d'Oldenbourg, l'avait accablée de contributions et de logements militaires. Ses remontrances au monarque danois n'avaient pas été écoutées. Déjà en 1675, celui-ci y avait mis une garnison de 500 hommes, le tout au mépris des prérogatives d'un fief brabançon, prérogatives que le prince ne cessait d'invoquer. Aussi désirait-il vivement d'être compris dans le traité de paix qu'on négociait alors à Nimègue, afin qu'il fût reconnu et établi que Jever rele-

(1) On a vu que c'était le prince Jean d'Anhalt.

(2) Le terme fixé par les ordonnances était de six semaines.

(3) François de Boisschot, comte d'Erps, baron de Saventhem, chambellan du roi Philippe IV.

vait immédiatement du duché de Brabant. Dans cette circonstance, la cour féodale prit chaudement la défense des intérêts du prince. Elle écrivit aux plénipotentiaires d'Espagne à Nimègue (1) et rédigea un mémoire historique sur Jever (2). Le prince s'adressa aussi au duc de Villa-Hermosa, gouverneur des Pays-Bas.

Ces négociations, au cours desquelles l'intervention de l'Empereur fut sollicitée, continuèrent l'année suivante (1678). Il résulte d'une lettre de l'agent du prince Charles-Guillaume, à Nimègue, que les ministres espagnols ne le soutenaient que faiblement.

De son côté, le roi de Danemark faisait des démarches actives pour se substituer au roi d'Espagne dans la suzeraineté de la seigneurie. Son agent, à Bruxelles, ne laissait échapper aucune occasion pour atteindre ce but. La cour féodale, ayant été consultée par le duc de Villa-Hermosa, se prononça hautement contre ce dessein. Il s'agissait du fief le plus important du duché de Brabant. Elle faisait remarquer, en donnant de longs développements à sa manière de voir, que cette cession était hors du pouvoir du Roi. Loin donc d'abandonner le prince d'Anhalt, il fallait le soutenir et le protéger. Jacques-Joseph Michiels de Colbrandt, chevalier, conseiller du Roi et greffier de la cour féodale, entièrement dévoué au prince, se donna

(1) Le greffier écrivit une lettre d'un caractère privé au troisième plénipotentiaire d'Espagne duquel « il avait l'honneur d'être serviteur et ami. » Ce ministre était J.-B. Christyn, conseiller au conseil privé et qui fut ensuite promu à la charge éminente de chancelier de Brabant. Depuis la conclusion de la paix, le conseiller Christyn prit pour devise : *Posuit fines tuos pacem.* (Psalm. 147.)

(2) Il est du 23 avril 1677.

beaucoup de mal pour déjouer les intrigues du roi de Danemark. En même temps, le prince Charles-Guillaume tâchait d'obtenir l'appui du roi d'Angleterre, la protection de l'Espagne étant, en réalité, bien peu efficace.

Elle l'était si peu, qu'en juillet 1679 un détachement de 500 hommes des troupes de l'évêque de Munster, commandé par le colonel Hetensleben, se présenta la nuit devant la ville de Jever, en faisant mine de vouloir lui donner l'assaut. Un officier du prince d'Anhalt, le drossard (*landdrost*) de Bardeleben, au lieu de céder aux menaces du colonel, excita le courage des habitants, qui se portèrent en masse aux remparts et firent bonne contenance. Le jour étant venu, l'ennemi consentit à se retirer moyennant une somme de 8,000 patagons que la régence lui compta.

Le duc de Villa-Hermosa se plaignit à l'évêque de Munster de ce coup de main. Il eut la naïveté, si je dois le dire, de réclamer la somme extorquée.

Après les Munstrois vinrent des troupes du maréchal de Créqui, campées dans le voisinage. La régence dut leur payer 10,000 écus. Si l'on ajoute à ces sommes celle de 12,000 écus exigée par les Danois, on arrive au chiffre, bien lourd, de 30,000 écus, sans parler de toutes les rapines commises dans les campagnes. Aussi l'agent du prince insistait auprès du duc de Villa-Hermosa pour avoir une sauvegarde du roi de France par l'intermédiaire du baron Delval, en mission extraordinaire à Paris. Le drossard de Bardeleben, envoyé en cette ville, et qui était très-au courant de la langue française, négociait activement de son côté, pour mettre un terme à cette situation désastreuse. Le prince d'Anhalt, lui aussi, ne restait pas inactif, comme le prouvent les lettres qu'il écri-

vit à la cour féodale et notamment à son greffier. Il fit part des craintes qu'il éprouvait à l'égard du Danemark au prince de Parme, qui avait succédé au duc de Villa-Hermosa dans le gouvernement des Pays-Bas (1680). Le prince lui donna l'assurance de ses bonnes dispositions.

Cependant, le roi de Danemark ne renonçait pas à ses projets. Son agent, à Bruxelles, remit au prince de Parme un mémoire qui fut communiqué à la cour féodale. Celle-ci rédigea un long rapport où elle traça de nouveau l'histoire de l'inféodation de Jever. Elle y rappela que, loin de prêter les mains aux visées de S. M. danoise, elle avait toujours insisté pour que le gouvernement soutint les princes d'Anhalt. D'après le roi de Danemark, il s'agissait d'une seigneurie de peu d'importance dont le roi d'Espagne pouvait abandonner la suzeraineté sans léser les intérêts de la monarchie. Tel n'était pas l'avis de la cour féodale : « La terre de Jever, disait-elle, est un pays situé » au bord de la mer, entre les comtés d'Oldenbourg et » d'Empden, abondant et peuplé, contenant environ cinq » lieues en longueur et cinq en largeur, ayant une ville » assez grande où le seigneur tient sa cour, ses consaux, » bat monnaie, etc. (1), et, du côté (*sic*) un château et for-

(1) « M. Chalon a complété dans la *Revue* (année 1833 et 1834) le catalogue des monnaies de Jever, publié par M. Strackerjan, dans la *Revue numismatique de Hanovre*, du docteur Grote. Aujourd'hui, M. Merzdorf, qui a décrit, il y a deux ans, les monnaies et les médailles d'Oldenbourg, nous donne la numismatique de Jeverland. Le catalogue est précédé d'une introduction historique. La première monnaie est celle à la légende *Moneta in Jever*, attribuée jadis, par quelques numismates belges, au château de Mirwart, dans le Luxembourg. Une petite monnaie de cuivre, frappée en 1799, clôt la série monétaire de Jever. Il y a en tout, avec les variétés, cent quarante-cinq monnaies et médailles. Dans un supplément,

» teresse, munie de garnison. Dont le terrain se dit accru
» autrefois par le bénéfice de la mer et occupé par des sei-
» gneurs de Jever, qui l'ont conservé par des digues et tenu
» indépendant de toute souveraineté (17 octobre 1681). »

La persistance du roi de Danemark dicta un jour au greffier Michiels, fils, les lignes suivantes (1): « Les ministres du
» roi de Danemark sont éveillés, à chaque changement de
» gouverneur général de ces Pays-Bas, pour faire revivre
» les prétentions déraisonnables de Leur Majesté ; mais
» nous ne dormons pas pour les contrecarrer en toute justice. Du temps du gouvernement de S. A. le prince de
» Parme, ils ont fait passer une requête par des con-
» saux (2) nullement imbus de l'affaire; mais nous les
» avons si bien instruits, que partie n'a eu d'autre réponse que celle que la terre de Jever étant *feudum oblatum et non datum*, S. M. C. n'en pouvoit disposer au
» préjudice de Votre Altesse. »

Christiern V, voyant qu'il ne pouvait réussir ni à Bruxelles ni à Madrid, s'adressa à Louis XIV, alors tout puissant, et, chose vraiment absurde ou plutôt mauvaise chicane, ce monarque lui céda les droits qu'il avait à la seigneurie de Jever, comme duc et comte de Bourgogne (3). Le roi de Danemark signifia cette cession au prince d'Anhalt et le somma de venir lui rendre foi et hommage. Au lieu d'obéir, le prince protesta. Il répondit que les deux

M. Merzdorf décrit quelques pièces de la seigneurie de Kniphausen, réunie au Jeverland, au commencement de ce siècle, par les grands-ducs d'Oldenbourg. » (*Revue de la numismatique belge*, 3^e série, t. VI, p. 408, 1862.)

(1) Lettre au prince d'Anhalt, du 14 avril 1682.

(2) Le conseil d'État ou le conseil privé.

(3) Lettres patentes du 10 avril 1682.

dames de Jever s'étaient mises sous la protection de l'empereur Charles V, non comme duc et comte de Bourgogne, mais comme duc de Brabant et comte de Hollande; que, en vertu du testament de la princesse Marie de Jever, la seigneurie passa à Jean, seizième comte d'Oldenbourg, de bonne mémoire, que pour lui, prince, il ne pouvait pas manquer à ses devoirs de vassal du roi d'Espagne, duc de Brabant, et que s'il le faisait, il deviendrait parjure et félon et perdrait son fief. Le prince résista à toutes les obsessions du Roi. Non content de recourir à l'Espagne, il saisit la diète de Ratisbonne de ce démêlé.

Désireux de lui venir en aide, le marquis de Grana, qui avait succédé au prince de Parme, lui délivra des lettres de sauvegarde. Sur sa demande, l'empereur consentit à envoyer à Jever un détachement de 30 hommes des troupes impériales campées dans la Frise orientale. C'était bien peu de chose, alors surtout que Louis XIV faisait mine d'appuyer sa cession par les armes.

Cette affaire fit assez de bruit à la diète, où le ministre de France ne restait pas les bras croisés. Comme le bruit y courait que le roi de Danemark s'était rendu maître de Jever et que le prince d'Anhalt avait cédé la seigneurie, ce dernier donna un démenti à cette nouvelle. « Vous » pouvez assurer avec vérité, écrivit-il à son agent à » Ratisbonne, tous les seigneurs députés bien affectés à » l'empereur et principalement à la maison d'Autriche, » que nous ne consentirons jamais à une prétention si » contraire à notre conscience, en qualité de prince chrétien, puisqu'elle tend au préjudice de S. M. C. et est » de conséquence très-pernicieuse pour tous les fidèles » membres de l'Empire; mais que nous essuierons plutôt toutes les extrémités, que de nous charger d'un tel

» reproche et d'être cause d'un si grand dommage (1). »

Tandis qu'on négociait à Ratisbonne, le roi de Danemark avait fini par s'emparer de Jever (2), malgré l'intervention de l'Électeur de Brandebourg en faveur du prince. Celui-ci n'en persista pas moins dans son attachement au roi d'Espagne, au préjudice duquel, répéta-t-il, il n'accepterait jamais des conditions qu'on voudrait lui imposer. Mais il espérait, d'un autre côté, qu'on ferait preuve de la même fermeté pour le protéger. En définitive, il ne rentra en possession de sa terre qu'en 1689, ensuite d'une convention faite avec Christiern V, le 16 juillet de cette année. Les conditions en étaient bien dures. Il dut céder au roi tous les biens qui provenaient de l'ancienne maison de Jever, situés dans les comtés d'Oldenbourg et de Delmenhorst, et payer, en outre, la somme de 100,000 écus.

A l'avènement de Philippe V, le prince Charles-Guillaume parut avoir l'intention de se rendre à Bruxelles pour y renouveler son serment de fidélité. Il demanda et obtint un délai d'une année pour l'accomplissement de ce devoir (octobre 1701).

Jules-Hilmare Vieth, conseiller de la régence de Jever, muni d'une procuration, le remplaça pour le même devoir, le 17 juillet 1716, quelque temps après l'inauguration de l'empereur Charles VI, comme souverain des Pays-Bas.

Au décès du prince Charles-Guillaume, la cour féodale accorda un délai de trois mois à son successeur, le prince Jean-Auguste, qui fut investi le 30 janvier 1720 (3). On

(1) Lettre du 29 mai 1683. Elle a été traduite de l'allemand et se trouve ainsi au dossier.

(2) En septembre 1683.

(3) Un simple agent, nommé André Félix, le représentait.

stipula de nouveau à cette investiture que la seigneurie de Jever n'était assujettie à aucune charge de l'Empire. J'ajouterai, à ce propos, qu'elle était en outre, indépendante des tribunaux de l'Empire. Des jugements de la régence on appelait à la cour féodale de Brabant ; mais ces appels semblent s'être rarement produits (1).

Le 28 juillet 1735, le prince d'Anhalt présenta une requête à l'archiduchesse Marie-Élisabeth, gouvernante des Pays-Bas, par laquelle il se plaignit de ce que le fiscal général de la chambre impériale de Wetzlar voulait lui faire payer, comme possesseur de Jever, sa quote-part de l'argent qu'on levait annuellement pour l'entretien de cette chambre. La cour féodale fut entendue dans cette affaire, qui ne laissa pas que de soulever de longs débats. La gouvernante chargea la cour d'écrire une lettre au grand juge de la chambre impériale afin qu'il mît à néant l'action intentée au prince. Ce dernier, peu rassuré sur les dispositions de la chambre et craignant une condamnation, s'adressa de nouveau à la gouvernante, qui crut devoir soumettre le débat à l'empereur Charles VI, son frère. Le procès n'eut pas de suite (2).

Pour épuiser les renseignements que présentent les archives de la cour féodale, il me reste à ajouter ce détail. Par lettre du 25 avril 1768, Charles de Lorraine, gouverneur des Pays-Bas, invita la cour à lui faire savoir, dans le plus bref délai, quels étaient les droits qu'avait l'impératrice, duchesse de Brabant, sur la seigneurie de Jever et

(1) En 1734, un plaideur ayant interjeté appel devant le conseil aulique, à Vienne, le prince d'Anhalt ne manqua pas d'appeler l'attention de la cour féodale sur cette irrégularité.

(2) Le prince d'Anhalt avait défendu sa cause dans un mémoire en latin qu'il fit imprimer. Ce mémoire comprend 24 pages in-folio.

par quels moyens on pouvait les sauvegarder, si le prince d'Anhalt venait à décéder.

La réponse à cette lettre n'est pas au dossier. Mais il suffit de signaler le fait pour prouver, une fois de plus, que le lien féodal qui, depuis 1532, unissait si étroitement et malgré l'éloignement des lieux, la seigneurie en question au duché de Brabant, ne fut jamais rompu et que les parties intéressées ne cherchèrent, en aucun temps, à se soustraire à leurs obligations réciproques.

§ 2. — *La seigneurie de Kniphausen.*

Située non loin de Jever, la terre de Kniphausen était jadis, comme elle l'est encore aujourd'hui, une importante seigneurie (1). Le comte Gunther-Antoine d'Oldenbourg la possédait librement, lorsqu'il la remit entre les mains de Charles II, roi d'Espagne, qui la lui rendit, pour la tenir en fief du duché de Brabant. Les lettres-patentes d'investiture sont du 9 mai 1667 (2).

(1) « Kniphausen, seigneurie souveraine d'Allemagne, sous la suzeraineté du grand-duc d'Oldenbourg et appartenant à la branche anglaise des comtes de Bentinck, 44 kilomètres carrés, 3,500 habitants en 3 paroisses et 63 villages ; le bourg de Kniphausen est le siège des autorités de ce pays. » (Bescherelle, ouvrage cité.)

(2) Elles sont transcrites dans le registre n° 153, fol. 374, de la cour féodale.

On rappelle dans le préambule que la terre de Kniphausen fut adjugée au comte Jean d'Oldenbourg, père du comte Gunther, après un très-long procès, par une sentence de la chambre impériale de Spire, de l'année 1594. Toutefois, le comte Gunther n'entra en possession de la terre qu'en 1623, ensuite d'un ordre de l'Empereur.

Notons ici que le cardinal Albert d'Autriche, gouverneur des Pays-Bas, notifia au comte d'Oost-Frise que la chambre impériale susdite avait statué par une sentence que la seigneurie de Kniphausen dépendait de celle de Jever. (Lettre du 13 octobre 1596.) Il s'agit probablement de la même sentence.

Le comte d'Oldenbourg légua Kniphausen à son fils naturel légitimé, Antoine, comte d'Aldenburg, seigneur de Varel etc., conseiller intime du roi de Danemark, stadhouder des comtés d'Aldenburg et de Delmenhorst (1). La seigneurie fut relevée ensuite (2), savoir :

Le 25 avril 1860, par Charlotte-Amélie, princesse de la Trémouille, comme mère et tutrice d'Antoine, comte d'Aldenburg, fils du précédent (3).

Ce mineur renouvela son serment de fidélité à l'empereur Charles VI, le 3 mai 1722.

Le 2 mai 1739, par Guillaume, comte de Bentinck, seigneur de Rhoon et de Pendrecht, président du collège des conseillers députés, premier membre de la noblesse de Hollande et de West-Frise, à La Haye, comme époux de Charlotte-Sophie, comtesse d'Aldenburg, au décès du comte Antoine qui précède, père de cette dame.

Elle prêta un nouveau serment, en l'absence de son époux, après l'avènement de Marie-Thérèse, le 25 mai 1743.

Son fils aîné, le comte Chrétien-Frédéric-Antoine de Bentinck, lui succéda et prêta serment le 26 octobre 1758. Encore mineur, il était remplacé par son père (4).

(1) Les lettres patentes de légitimation furent données par l'empereur au château de Lintz, le 10 mars 1633, et comme le comte d'Oldenbourg était vassal du duché de Brabant, le roi Philippe IV les confirma le 7 avril 1636.

(2) Les lettres patentes d'investiture dispensaient le comte d'Aldenburg de relever la seigneurie au décès de son père. On sait qu'à chaque mutation d'un fief, par héritage ou par achat, il y avait des droits assez élevés à payer.

(3) Elle était représentée par Juste-Philibert de Spangen, baron de Herent.

(4) Et celui-ci l'était par Gaspar-Livin de Villegas de Clercamp, licencié en droit.

Étant décédé le 1^{er} avril 1768, sa veuve, née Marie-Catherine baronne de Tuyl de Serooskerke, prêta le serment requis pour son fils aîné, mineur, le comte Guillaume-Gustave-Frédéric de Bentinck, le 10 janvier 1769 (1).

A cette date s'arrêtent, dans les registres de la cour féodale de Brabant, les actes de relief de la terre de Kniphausen, sans qu'on voie pour quel motif il n'y eut plus d'investitures ultérieures.

Jever et Kniphausen n'étaient pas les seules seigneuries importantes, situées hors des limites du duché de Brabant, qui relevassent de celui-ci. Il y en avait bien d'autres. Telle était celle de Rimbours, située dans la vallée de la Worm, à trois lieues d'Aix-la-Chapelle. Je m'y arrêterai quelque peu.

Butkens a publié le texte d'une charte, datée du lendemain de l'Annonciation 1523, par laquelle Gérard de Mérode (2) déclare que son château de Ringelberge (Rimbours) est ouvert et lige au duc de Brabant (*apertum et legium*) (3). La seigneurie de Rimbours avait été apportée en mariage à Gérard de Mérode par sa femme Guillemine (4). La charte précitée lui imprima donc le caractère de fief brabançon, assujetti aux reliefs et à la prestation du serment de fidélité par ses possesseurs. Les archives de

(1) La comtesse de Bentinck était représentée par le sieur Jacques Diert.

(2) Fils de Werner, seigneur de Mérode. La charte originale était conservée dans le chartrier de Brabant.

(3) Tome I^{er}, p. 396, *Preuves*, p. 158.

(4) Charte citée.

la cour féodale ne fournissent pas de lumières sur les re-liefs subséquents. Un rôle des feudataires de Wenceslas et Jeanne, duc et duchesse de Brabant, dressé en 1374 (1), mentionne Werner de Mérode du chef de la seigneurie dont il s'agit. Puis nous avons une lacune considérable, vu qu'elle s'étend jusqu'à l'année 1544. Le 4 janvier de cette année (n. st.), Jean de Bronchorst de Battembourg, seigneur de Rimbours, prêta serment, à Bruxelles, entre les mains de Henri de Witthem, chevalier de la Toison d'or, seigneur de Beersel, de Braine-l'Alleud, etc., lieutenant de la cour féodale (2), assisté de plusieurs hommes de fief ou pairs de cette cour. La teneur du serment de Jean Bronchorst, en langue flamande, nous a été transmise (3), et n'était son étendue, j'en donnerais ici la traduction. Il suffira de savoir que celui qui le prêta s'engageait à se conduire en fidèle vassal et à remplir les devoirs auxquels il était tenu.

La seigneurie de Rimbours avec sa « maison et forteresse » fut relevée comme fief brabançon jusqu'à la chute des institutions féodales et sans interruption. La liste indicative qui suit en sera la meilleure preuve.

Le 7 juillet 1559, Guillaume de Bronchorst, baron de Gronsvelt, la relève au décès dudit Jean, son père.

Puis :

Le 3 avril 1562, Josse de Bronchorst, par indivis.

Le 23 décembre 1589, Jean de Bronchorst, comte de Gronsvelt, au décès de Josse, son frère.

(1) Par leur clerc Nicolas Specht, dont ce rôle porte le nom *Spechtboek*, n° 4 de l'inventaire.

(2) Le lieutenant représentait le suzerain, c'est-à-dire le duc de Brabant.

(3) Registre n° 356, fol. 294.

Le 5 septembre 1617, Josse-Maximilien, comte de Bronchorst et Gronsveld, au décès de Josse, son père.

Le 26 octobre 1640, Arnoul, baron de Boemer, et Catherine de Splinter, sa femme, qui en avaient fait l'acquisition du comte susdit.

Le 22 décembre 1646, François-Guillaume, baron de Boemer, au décès d'Arnoul, son père.

Le 24 février 1673, Catherine-Marie de Boemer et sa sœur, au décès du précédent, leur père.

Le 4 août 1725, Anne-Sophie-Élisabeth, baronne de Boemer, au décès de la précédente, sa sœur.

Le 1^{er} avril 1728, Nicolas-Emmanuel, comte de Ligniville, et consorts, héritiers de la demoiselle qui précède.

Le 24 novembre 1752, au décès du précédent, Élisabeth-Charlotte, comtesse de Taxis, née comtesse de Ligniville et du Saint-Empire, et ses frères et sœurs (1), héritiers testamentaires de la susdite baronne de Boemer, dont le testament fut passé le 16 mai 1726 (2).

Le 5 octobre 1785, Christophe comte de Ligniville, chambellan de l'empereur, major au régiment de Vierset, au décès du chanoine Pierre-Louis, comte de Ligniville (3). Le major de Ligniville ne possédait qu'un tiers de la seigneurie, pour lequel il fit deux reliefs : premièrement, pour « la haute seigneurie de la maison et forteresse de

(1) C'étaient Henri-Honoré, comte de Ligniville et du Saint-Empire, chanoine et grand écolâtre de la primacialité de Lorraine, Pierre-Louis, comte de Ligniville et du Saint-Empire, Claire-Sibille, marquise d'Aldégati, née comtesse de Ligniville et du Saint-Empire, Antoinette-Sophie, comtesse de Ligniville, chanoinesse du chapitre de Ponsay, en Lorraine.

(2) Le baron de Westerholt et le baron de Galen d'Ermelinghoff étaient héritiers pour les deux tiers des biens de la baronne de Boemer.

(3) La parenté n'est pas indiquée.

- » Rimbours avec ses appartenances. » Secondement, pour
- » la maison de Rimbours, comme maison ouverte du duc de
- » Brabant, avec la seigneurie, deux cens et autres appartenances. »

Le même jour le major comte de Ligniville releva les deux autres tiers de la seigneurie, acquis par lui du baron de Westerholt et Giesenbergh et de Frédéric-Charles, baron de Furstenberg, chanoine capitulaire de la cathédrale de Munster, comme tuteurs des pupilles de Galen d'Ermenlinghoff (1).

Le 1^{er} mars 1794, Sibille-Antoinette-Charlotte et Isabelle-Sophie, comtesses de Ligniville, au décès de leur frère précité, colonel au service de l'Empire.

Je terminerai cette notice en donnant la liste des autres seigneuries situées au pays d'Outre-Meuse et qui étaient inféodées au duché de Brabant (2). C'étaient :

Alsdorf (3), Argenteau, Bockholt, Bollant ou Bonland, Borcharen (?), Bredebempt sur la Roer, Brounschem (?), Bruynshoren (?), Charneux, Clermont, Cologne (4), Crève-Cœur (?)-lez-Herve, Eynrode (?), Geleen, Gulpen, ou Galoppe, Herbach, Herstal, Hoensbroeck, Homborch ou Hombourg, Housse, Herpen, Kessenich, Kerckrode, Limborch ou Limbricht, Limiers (?), Lommersum, Macheren, Merc-

(1) Acte passé à Munster, le 4 février 1781, approuvé par l'Électeur de Cologne, Maximilien-Frédéric, comme évêque de Munster et juge suprême.

(2) Voir à cet égard le registre portant le n^o 52 de l'Inventaire imprimé. La liste renferme plus d'un nom douteux.

(3) A deux lieues et demie de Bitbourg.

(4) Les anciens ducs de Brabant y possédaient deux hôtels, étant des seigneurs brabançons : l'un, 't Huys-len-Weyer, fut relevé jusqu'en 1794; l'autre, 't Hertogenhuys, jusqu'en 1786.

kenstein, Meghem, Mobbertinghen (?), Monson (?), Mortier, Nederhem ou Nederen, Neuschâteau, Orsbeek (?), Peen (?), Peetershem (?), Plénevaux, Roerdorff (?), Rutten ou Russon, Reulant, Rymersdael (?), Schaesberg, Schinne sur la Guende, Simpevelt, Strivaux, Thimister, Trembleur, Ubach, Veltweseth (?), Wels (?), Witthem et Worcum

Si l'on ajoute à ces seigneuries toutes celles qui étaient situées dans le Brabant actuel, dans la province d'Anvers et dans le Brabant septentrional, avant sa séparation des Pays-Bas espagnols, on pourra se faire une idée de l'extrême importance qu'avait le ressort de l'ancienne cour féodale de Brabant.



COMPTE RENDU DES SÉANCES

DE LA

COMMISSION ROYALE D'HISTOIRE,

OU

RECUEIL DE SES BULLETINS.

QUATRIÈME SÉRIE.

TOME SIXIÈME. — III^{me} BULLETIN.

Séance du 7 avril 1870.

Présents : MM. le baron KERVYN DE LETTENHOVE, président ;
GACHARD, secrétaire ; ALPHONSE WAUTERS, STANISLAS
BORMANS, EDMOND POULLET, CHARLES PIOT, LÉOPOLD
DEVILLERS, membres.

M. GILLIODTS-VAN SEVEREN, membre suppléant, fait
savoir qu'il est dans l'impossibilité d'assister à la séance,
et il en exprime ses regrets.

Le procès-verbal de la séance du 6 janvier est lu et
adopté.

TOME VI^{me}, 4^{me} SÉRIE.

15

CORRESPONDANCE.

M. le Ministre de l'intérieur écrit qu'il a pris connaissance du rapport de la Commission sur les travaux accomplis par elle pendant l'année 1878 : « Je vous remercie » — dit M. le Ministre — « de cette communication, où j'ai » trouvé la preuve que, conformément au but de son institution, la Commission continue à s'occuper avec zèle de » la publication des sources de notre histoire nationale. »

— Une deuxième dépêche ministérielle accuse la réception de l'état de situation, au 31 décembre 1878, du fonds des Chroniques, Cartulaires et autres ouvrages qui sont publiés par les soins de la Commission.

— Par une troisième dépêche, M. le Ministre de l'intérieur envoie, revêtu de son approbation, le budget que la Commission lui a soumis pour l'exercice 1879.

— Le Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts de France, qui a fait tirer, à ses frais, cent exemplaires du premier volume de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*, pour être distribués aux établissements littéraires de ce pays, s'est adressé à la Commission, afin qu'il soit mis à sa disposition encore cinquante exemplaires, tant de ce volume que de ceux dont il sera suivi.

La Commission en a référé à M. le Ministre de l'intérieur.

Il est donné lecture d'une dépêche, en date du 24 mars,

par laquelle M. le Ministre l'autorise à satisfaire au désir que le Ministère de l'instruction publique et des beaux-arts de France lui a exprimé.

— M. le lieutenant général Liagre, secrétaire perpétuel de l'Académie royale de Belgique, accuse la réception : 1° des ouvrages destinés à la bibliothèque du Département des affaires étrangères qui lui ont été envoyés en conformité de la résolution prise à la dernière séance; 2° des ouvrages que la Commission a reçus en don et qu'elle lui a fait parvenir, afin qu'ils fussent déposés dans la bibliothèque de l'Académie.

— M. Max Rooses, conservateur du Musée Plantin-Moretus, à Anvers, remercie de l'envoi qui a été fait à cet établissement du 1^{er} volume de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*.

— M. de Chantepie, bibliothécaire à l'École normale supérieure, à Paris, fait savoir que l'École normale a reçu toutes les publications de la Commission qui lui ont été adressées en dernier lieu.

— M. Geffroy, membre de l'Institut, directeur de l'École française de Rome, fait part d'une décision de M. le Ministre de l'instruction publique et des beaux-arts aux termes de laquelle la Commission recevra la *Bibliothèque des Écoles françaises d'Athènes et de Rome*, fondée il y a trois ans, et dont les 9^e et 10^e fascicules sont en ce moment sous presse.

PUBLICATIONS DE LA COMMISSION.

M. Kervyn de Lettenhove dépose sur le bureau le tome 1^{er} des Grandes Chroniques de Flandre (*Istore et Croniques de Flandre*) dont l'impression vient d'être achevée.

Ce volume, de xxxvi et 634 pages, commence à Baudouin Bras-de-Fer et finit à l'année 1342.

Au texte principal est joint un Supplément composé d'extraits : 1^o de la Chronique anonyme (en latin) conservée dans la Bibliothèque de la ville de Berne; 2^o de Chroniques, aussi anonymes, qui existent dans deux manuscrits de la Bibliothèque nationale, à Paris.

Dans l'Introduction, l'éditeur, après avoir recherché quels peuvent être les auteurs de la Chronique de Flandre et des Chroniques abrégées de Baudouin d'Avesnes qu'il a cru devoir y réunir, donne la description des divers manuscrits connus de ces Chroniques que possèdent les principales bibliothèques d'Europe; il indique ensuite ceux dont il s'est particulièrement servi pour la publication à laquelle il est occupé à mettre la dernière main.

Le premier volume des Grandes Chroniques de Flandre sera immédiatement distribué.

— Le secrétaire fait connaître l'état d'avancement des autres volumes en cours de publication.

Sont tirées :

Du tome II et dernier des *Grandes Chroniques de Flandre*, 87 feuilles;

Du tome VI de la *Table chronologique des chartes et*

diplômes imprimés concernant l'histoire de la Belgique, par M. Alphonse Wauters, 41 feuilles;

Du tome III de la *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas* (éditeur, M. Gachard), 25 feuilles;

Du tome VI de la *Chronique de Jean d'Outremeuse* (éditeur, M. Stanislas Bormans), 24 feuilles;

Des Chroniques du Brabant et de la Flandre en langue flamande (éditeur, M. Charles Piot), 111 feuilles;

Du tome II de la *Correspondance du cardinal de Granvelle* (éditeur, M. Edmond Pouillet), 44 feuilles;

Du *Cartulaire de l'abbaye d'Orval* (éditeur, le P. Hippolyte Goffinet), 93 feuilles.

COMMUNICATIONS.

M. Gachard communique une notice intitulée : *Le chapitre des Ambassades dans les comptes des Receveurs généraux des finances de 1507 à 1524*;

Cette notice sera insérée au *Bulletin*.

— M. Piot présente :

1° Une note sur divers ouvrages publiés en Allemagne, en Angleterre, en Hollande, en Suisse, et dans lesquels se trouvent des faits ou des documents relatifs à l'histoire de Belgique ;

2° Un *Mémoire sur les aides et subsides de la province de Malines*, rédigé en 1776 par le conseiller au conseil privé Bruno-Joseph Sanchez de Aguilar pour la Jointe des administrations et des affaires des subsides, et que M. Piot fait précéder de considérations historiques en rapport avec le sujet qui y est traité.

Ces deux communications seront aussi insérées au *Bulletin*.

— Prendront également place dans le *Bulletin* :

Une notice de M. Léopold Devillers portant pour titre : *Les séjours des ducs de Bourgogne en Hainaut, 1427-1482*, notice dont les éléments ont été particulièrement fournis par les comptes et les registres du conseil de la ville de Mons,

Et onze pièces de l'année 1567 que M. Edmond Poulet a encore tirées des liasses mises par le gouvernement français à la disposition de la Commission pour la publication de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*.

COMMUNICATIONS.

I.

Le chapitre des Ambassades dans les comptes des Receveurs généraux des finances de 1507 à 1524.

(Par M. GACHARD, membre de la Commission.)

J'ai signalé, il y a longtemps déjà, l'intérêt que ne manquerait pas d'offrir, au point de vue de l'histoire diplomatique de notre pays, le dépouillement du chapitre des *Ambassades* dans les comptes des receveurs généraux des finances, dont la série s'est conservée sans interruption depuis l'année 1384 jusqu'à 1783 et embrasse ainsi quatre siècles tout entiers (1). Je rappelais, à ce sujet, dans mon rapport de 1841 sur les archives de l'ancienne Chambre des comptes de Flandre restées à Lille, que l'Académie royale de Belgique avait infructueusement mis au concours, pendant deux années, une question par laquelle elle demandait une Histoire de la diplomatie en Belgique

(1) Ces comptes existent aux Archives de Dijon pour les années 1384 à 1419, aux Archives de Lille pour les années 1405 à 1661, et, pour les années 1663 à 1783, aux Archives du royaume, à Bruxelles.

avant le XVI^e siècle, et je faisais observer que, si le dépouillement dont je parle plus haut avait été entrepris, les résultats en eussent été d'un grand secours à ceux qui auraient essayé de résoudre la question académique (1).

A l'appui de mes observations je donnai, dans le même rapport (2), l'analyse des comptes des années 1562 à 1567 et 1599 à 1621 en ce qui concernait le chapitre des *Ambassades*.

Dix années après je communiquai à la Commission royale d'histoire un travail de la même nature fait sur les comptes des années 1573 à 1577 (3).

Ayant eu depuis une nouvelle occasion de visiter les Archives de Lille, j'en voulus profiter pour poursuivre, dans la limite du temps que j'avais à ma disposition, le dépouillement du chapitre des comptes des receveurs généraux qui m'avait occupé précédemment. Mes investigations embrassèrent cette fois une période non interrompue de dix-huit années, commençant à l'avènement de Charles-Quint à la souveraineté des Pays-Bas et finissant avec le mois de décembre 1524 : époque qui fut marquée par de nombreuses négociations diplomatiques entre lesquelles il y en eut d'une grande importance.

Ce sont les notes recueillies dans cette dernière visite faite aux Archives de Lille que j'ai l'honneur de mettre aujourd'hui sous les yeux de la Commission.

(1) *Rapport à M. le Ministre de l'intérieur sur différentes séries de documents concernant l'histoire de la Belgique qui sont conservées dans les archives de l'ancienne Chambre des comptes de Flandre, à Lille*, p. 50.

(2) *Pag. 330-354.*

(3) *Bulletins*, 2^e série, t. I, pp. 128-138.

Elle voudra bien remarquer que je les ai abrégées autant que possible, les réduisant aux faits essentiels, tels que le nom et le titre de l'ambassadeur, le souverain ou le lieu vers lequel il est envoyé, l'objet de sa mission (quand le compte l'indique), la date de son départ et celle de son retour.

J'ai laissé de côté les détails secondaires : je veux dire le traitement des ambassadeurs, les sommes qu'ils ont eu à payer pour envois de courriers, louage de chariots et de chevaux, etc. Tout cela intéresserait peu les historiens.

Le chapitre des *Ambassades*, dans les comptes des receveurs généraux de 1507 à 1524, ne remplit pas moins de douze cents pages grand in-folio.

COMPTE 16^e DE SIMON LONGIN DU 1^{er} JANVIER AU 13 JUILLET 1507.

Fol. 116. *Ambassades et gros Voyages.*

A M^e Jean Sucquet, conseiller et maître des requêtes de l'hôtel, envoyé, par ordonnance de mess^{rs} les chancelier, prince de Chimay et autres seigneurs du conseil, et parti de Malines le 29 janvier avec M^e Jean Caulier, vers le roi de France, « pour matières et affaires secretz dont n'est besoing icy faire » déclaration, et mesmement touchant le fait de Gheldres. »

A Simon de Thisnack, maître d'hôtel de mons^r le prince de Chimay, parti de Malines le 23 janvier pour aller, par ordonnance de mesdits seigneurs du conseil, vers messieurs de Liège et de Sedan, « pour leur dire et exposer aucunes » choses concernant le bien de mondit seigneur, ses pays et » subjectz. »

A messire *Andrieu de Burgho*, chevalier, ambassadeur vers la reine et autres grands princes et seigneurs du royaume de Castille, « à bon compte sur ce qu'il lui pavoit et » poroit estre deu à cause des journées et vacations que l'on » luy a ordonné faire par delà tantost après la mort du feu » roy de Castille, pour les affaires de mondit seigneur. »

A *Sébastien de Haro*, « escuier espagnart, » à bon compte sur le voyage que, par ordonnance de messeigneurs du conseil, il faisait, le pénultième de février, vers le roi des Romains en Allemagne, « auquel il apporta pluseurs lettres » closes dudit messire Andrieu de Burgho, ambassadeur en » Espagne, lesquelles il avoit apportées d'Espagne, par les- » quelles il l'advertissoit tant de la bonne santé et disposition » de la royne de Castille comme des affaires de par delà tou- » chant sa charge et autres choses. »

Fol. 117. A M^e *Jean Pieters*, conseiller de Monseigneur et président du grand conseil à Malines, parti, le 19 mars 1506 (1507), de Malines avec monseigneur le *bâtard de Bourgogne* et autres, pour aller vers le roi de France, « pour grandes » matières et affaires secretz. »

A M^e *Jean Lettin*, greffier du grand conseil, envoyé avec le président.

Fol. 122. A *Antoine de Villegas*, écuyer espagnol, envoyé, le 27 avril 1507, de Bruxelles vers le roi des Romains.

Fol. 124. A M^e *Jean Caulier*, conseiller et maître des requêtes de l'hôtel, envoyé, avec le *président de Malines*, avec *Jean de Courtewille* et d'autres, vers le roi de France, le 5 février 1506 (1507).

Fol. 126. A *Jean de Courtewille*, écuyer, conseiller de monseigneur l'Archiduc, son bailli de Lille et maître d'hôtel de la reine de Castille, qui, le 26 octobre 1505, avait été envoyé par le feu Roi, en qualité de son ambassadeur, vers le roi de France, et que le roi des Romains et l'Archiduc avaient confirmé dans cette charge.

Fol. 126 v°, 127, 127 v°. A *Guillaume de Croy*, seigneur de Chièvres et d'Arschot, lieutenant général; messire *Jean, seigneur de Berghes*, chevalier de la Toison d'or, conseiller et chambellan; messire *Jean de Vorst*, seigneur de Loenbeck, chevalier, chancelier de Brabant; messire *Gérard de Pleine*, seigneur de la Roche, conseiller et chambellan, tous partis de Malines le 16 novembre 1506 (1), pour aller en ambassade vers le roi des Romains. (Croy, de Vorst et de Pleine revinrent le 13 mars; de Berghes le 27 du même mois.)

COMPTE 1^{er} DE JEAN MICAULT DU 14 JUILLET AU 31 DÉCEMBRE 1507.

Fol. 143. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 144. A don *Diego de Ghevara*, écuyer, conseiller du Roi et de l'Archiduc et maître d'hôtel de la reine de Castille, envoyé, de Bruxelles, le 22 avril 1507, vers le roi d'Angleterre.

Fol. 145 v°. A M^e *Georges de Themsicke*, prévôt de Cassel et de Haerlebeke, parti de Malines le 12 septembre pour aller vers messieurs du parlement à Paris, et de là vers le roi de France.

Fol. eod. A *Claude de Cilly*, écuyer, parti le 25 août pour l'Espagne, « pour illecq servir le Roi et l'Archiduc en leurs » affaires. »

Fol. 153. A mess^e *Andrieu de Burgho*, chevalier, conseiller et ambassadeur en Castille du Roi et de l'Archiduc.

COMPTE 2^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1508.

Fol. 247. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 247. A M^e *Georges de Themsicke*, etc., envoyé le 23 janvier vers le roi d'Angleterre.

(1) Ils furent accompagnés du secrétaire *Hugues Le Cocq*. (Fol. 121.)

Fol. 248, 276 v°, 277. A *Jean le Sauvage*, chevalier, S^r d'Escaubeke, conseiller, président du conseil en Flandre; à *Jean, S^r de Berghes*, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan; à *Jacques de Luxembourg*, S^r de Fiennes, chevalier de l'ordre; à *Laurent de Gorrevod*, baron de Montaney, gouverneur de Bresse, et à l'audiencier, M^e *Philippe Haneton*, envoyés à Calais pour traiter avec les ambassadeurs du roi d'Angleterre. (Les quatre premiers partirent le 14 octobre, et l'audiencier le jour suivant. Tous furent de retour dans les derniers jours de décembre, à l'exception du président de Flandre, qui revint le 1^{er} janvier.)

Fol. 257 v°, 261 v°. A mess^e *Sigismond Plouch*, docteur et prévôt de Messines; à mess^e *Mercurin de Gattinaire*, docteur et conseiller et président de Bourgogne; à M^e *Gilles Vander Damme*, secrétaire de l'Archiduc, partis de Bruxelles le 25 août 1507 et allés vers le roi des Romains, alors à Inspruck, séjournant devers lui par son ordonnance; le suivant partout où il a été en Allemagne; revenus à Gand le 18 avril 1508.

Fol. 258 v°. A M^e *Odo des Molins*, conseiller et maître des requêtes, envoyé le 7 juin vers le roi de France.

Fol. 259. A mess^e *Hugues de Melun*, vicomte de Gand, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan, parti de Bruxelles le 18 juillet 1508, pour aller trouver l'Empereur.

A *Jean de Halewin*, écuyer, envoyé le 25 juillet vers le roi de France (1).

Fol. 261 v°. A *Philippe de Bregilles*, écuyer, envoyé de Breda le 3 août vers le même monarque.

Fol. 264, 275 v°, 276. *Andrieu de Burgho* revint de son ambassade d'Espagne à Malines le 30 avril 1508. Le 22 juin il fut envoyé vers le roi d'Angleterre (2). Le 25 novembre il alla

(1) Il fut encore, le 18 septembre, envoyé d'Anvers vers le même roi.

(2) On voit, au compte de 1509 (fol. 293), que, après avoir rempli cette mission, il fut envoyé au roi d'Aragon en Espagne.

encore en Angleterre, pour seconder les ambassadeurs nommés dans l'article suivant.

Fol. 267, 267 v°. A *Laurent de Gorrevod*, à *M. de Berghes*, au *président de Flandre*, au docteur *Plouch*, envoyés, le 28 octobre 1508, en mission vers le roi d'Angleterre, accompagnés du secrétaire *Gilles Vander Damme* et de *Thomas Ysaac*, dit Toison d'or.

Fol. 265. Messire *Philippe*, bâtard de Bourgogne, amiral de la mer, chevalier de la Toison d'or, conseiller et chambellan (1) ; le cardinal *de Sainte-Croix* ; *François*, protonotaire de Melun, prévôt de Saint-Omer et de Notre-Dame de Bruges ; *Lucas de Renaldis*, protonotaire du saint-siège, prévôt de Zante, conseiller ; *Jean de Chastillon*, archidiaque de Campine, conseiller et maître des requêtes ordinaires de l'hôtel, sont envoyés vers le pape et le collège des cardinaux, « tant pour l'obéissance » de monseigneur l'Archiduc et des pays de par deçà devers » nostre saint-père le pape comme pour autres grandes matières et affaires secretz. » M^e *Pierre Semeusins* ou *Semeusius*, secrétaire de l'Archiduc, leur est adjoint. *Simon de Taxis* devait les accompagner comme fourrier de poste.

Fol. 266 v°, 271, 271 v°. La *duchesse de Savoie* part, le 8 octobre, pour Cambrai, avec *Mathieu Lang*, évêque de Gorze et le conseil privé ; *Jean Pieters*, président du grand conseil ; *Jacques Buffot*, vice-président du parlement de Dôle ; le greffier des états de Bourgogne, *Guillaume de Boisset*, et M^e *Gilbert Saulnier*, procureur général au comté de Charolais, vont l'y joindre.

Fol. 278. A messire *Philibert*, S^r de *Verrey*, dit la Mouche, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan de l'Archiduc, grand et premier maître d'hôtel du feu roi de Castille. Le

(1) Il partit de Malines le 23 octobre 1508 et revint auprès de l'archiduchesse Marguerite le 22 juin 1509.

1^{er} janvier 1504 (1505) la Mouche était parti de Bruxelles pour l'Espagne, où le Roi l'envoyait en ambassade. Le 21 mai 1506 il alla trouver Philippe le Beau à la Corogne, où il lui fit son rapport. Après la mort du Roi, il demeura comme ambassadeur de l'empereur Maximilien en Espagne, jusqu'au 4 novembre 1506 qu'il en partit pour revenir aux Pays-Bas. Il arriva à Malines le 24 février 1507.

COMPTE 3^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1509.

Fol. 293. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 294. A mess^e *Hugues de Melun*, vicomte de Gand, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan; mess^e *Amé*, baron de Viry, conseiller et chambellan; M^e *Mercurin de Gattinaire*, docteur, conseiller et président de Bourgogne; M^e *Jean Caulier*, conseiller et maître des requêtes ordinaire; M^e *Louis Barangier*, maître des requêtes et secrétaire de madame de Savoie, envoyés en ambassade vers le roi de France; partis les 18 et 21 février 1508 (1509).

Fol. 295. A mess^e *Claude Carondelet*, conseiller et maître des requêtes de l'hôtel, envoyé, le 21 février, vers le roi d'Angleterre.

Fol. 302 v^o. A mess^e *Michel de Croy*, seigneur de Sempy, chevalier de l'ordre (1); *George de Themsicke*, prévôt de Cassel; au greffier de l'ordre et à *Toison d'or*, envoyés vers le roi d'Angleterre.

Fol. 310. A M^e *Jean Marnix*, secrétaire de l'Archiduc, envoyé vers le roi d'Aragon au mois de mai 1509.

Fol. 313 v^o. A *Andrieu de Burgho*, envoyé vers le roi de France (2) au mois de mars 1508 (1509).

(1) Il partit de Breda le 30 mai 1509.

(2) Nous le voyons figurer, comme ambassadeur en France, dans les comptes suivants jusqu'en 1516.

Fol. 320 v°. A mess^e *Philibert Naturel*, dom-prévôt d'Utrecht, conseiller, chancelier de la Toison d'or. Le 16 septembre 1505 il était parti de Bruxelles pour aller vers le roi de France, avec *M. de Ville*, M^e *Philippe Wielant* et M^e *Jean Caulier*. De là il s'était rendu à Rome pour l'obédience et pour d'autres affaires. Il y vaqua jusqu'au 18 novembre 1506 qu'il retourna à Louvain.

Fol. 323. A *Claude de Cilly*, écuyer, conseiller de l'Archiduc, envoyé en Espagne.

COMPTE 4^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1510.

Fol. 239. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 241 v°. A M^e *Jean Marnix*, envoyé, le dernier février, de Bruxelles vers l'Empereur à Augsbourg, avec *Simon de Taxis*.

Fol. 246 v°. A mess^e *Hugues de Melun*, vicomte de Gand, etc., envoyé le 16 mars vers le roi de France.

Fol. 248 v°. A *Philippe Dales*, écuyer, maître d'hôtel de l'Archiduc, qui avait été envoyé à la cour de France le 18 septembre 1509.

Fol. 270 v°. A M^e *Jean Marnix*, parti de Breda, le 28 mai 1509, pour l'Espagne, revenu à Bruxelles le 15 décembre suivant.

COMPTE 5^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1511.

Fol. 257. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 266, 278, 279, 279 v°. A messire *Henri*, comte de Nassau, seigneur de Breda et de Vianden; messire *Jean*, S^r de Berghes, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan; messire *Gillaume de Croy*, seigneur de Chièvres et d'Arschot, gouverneur et premier chambellan de l'Archiduc, accompagnés de *Jean Marnix*, comme secrétaire, partis de Malines le dernier janvier 1510 (1511), avec le S^r de *Thamise* et le receveur général,

pour aller en Allemagne trouver l'empereur, qui les y avait appelés; revenus le 15 avril. (Ils avaient suivi l'empereur dans plusieurs villes d'Allemagne.)

COMPTE 6° DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1512.

Fol. 302. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 332 v°. A *Claude de Cilly*, conseiller, maître d'hôtel de Monseigneur et son ambassadeur d'Espagne.

COMPTE 7° DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1513.

Fol. 199. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 212. A mess^e *Claude Carondelet*, chevalier, S^r de Solre, conseiller et chambellan, parti de Malines, le 25 janvier 1512 (1513), avec M. de Flagy (*Claude de Pontarlier*, conseiller et chambellan), pour aller au-devant de don Juan d'Aragon et de l'ambassadeur du roi d'Aragon étant arrivés à Bruges, lesquels ledit roi envoyait vers monseigneur l'Archiduc et madame de Savoie.

Fol. 221 v°. A mess^e *Claude de Cilly*, etc., toujours en Espagne (1).

COMPTE 8° DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1514.

Fol. 266. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 268 A. *Thomas Ysaack*, dit Toison d'or, parti de Bruxelles le 4 mai 1513 et allé vers le roi d'Angleterre, « pour » aucuns affaires secretz grandement touchant le bien, honneur et prouffit de Monseigneur et de ses pays »; retourné le 21 juillet.

(1) On voit, au compte de 1514 (fol. 293 v°), qu'il revint d'Espagne à Bruxelles le 12 novembre 1513, et qu'il mourut quelque temps après.

Fol. 283. A M^e *Gérard de Pleine*, S^r de la Roche, de Maigny, etc., chef et président du privé conseil, parti de Bruxelles le 4 juin 1514 et allé vers le roi d'Angleterre; absent quarante-neuf jours.

Fol. 293 v^o. A mons^r *Félix*, comte de Werdenberg, parti en poste le 13 décembre 1514 pour aller trouver l'empereur en Allemagne, « pour choses de grande importance. »

Fol. 294 v^o. A mess^r *Mercurin de Gattinaire*, conseiller de Messeigneurs, président du parlement de Bourgogne. Par l'express commandement de l'empereur, Gattinara était parti de Dôle le 3 juin 1510, envoyé en ambassade vers le roi d'Aragon, » pour accomplir le contenu du traité lors fait et conclu à » Bloix entre mesdicts seigneurs (l'empereur et l'Archiduc) et » luy, et y traicter d'autres matières et affaires. » Il revint d'Espagne à Bois-le-Duc, où était madame de Savoie, le 10 septembre 1511. Il resta huit jours auprès d'elle pour lui faire rapport. Le 31 mai 1513, par ordonnance de l'Empereur, il partit de Dôle et alla le trouver à Ulm. Il le suivit à Worms et ailleurs. Il vint ensuite vers madame de Savoie, auprès de laquelle il resta jusqu'au 23 septembre de la même année.

COMPTE 9^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1513.

Fol. 264. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 266. A don *Diego de Ghevara*, envoyé le 6 février vers le roi d'Angleterre.

Fol. 266 v^o. A messire *Claude de Carondelet*, chevalier, seigneur de Solre, conseiller et chambellan et bailli d'Amont, parti le 15 février pour aller vers l'empereur en Allemagne.

Fol. 275 v^o. A *Jacques de Marcilles*, écuyer, parti le 28 juillet pour l'Espagne, envoyé vers le roi d'Aragon « pour aulcungs » affaires secretz. »

Fol. 281 v^o. A M^e *Adriaen Florency*, pour le voyage qu'il allait faire, le 1^{er} octobre, en Espagne, vers le roi d'Aragon.

Fol. 282. A mess^e *Jean de Courtewille*, chevalier, S^r de la Buisnière, envoyé le 19 octobre vers madame d'Angoulême, régente, et de là vers le roi de France par delà les monts.

Fol. 282 v^o. A messire *Philippe, bâtard de Bourgogne*, amiral de la mer, pour le voyage qu'il a fait par mer avec la reine de Danemark au royaume de Danemark.

Fol. 286. A *Guillaume de Blois*, écuyer, envoyé de Bruxelles vers le roi d'Aragon, pour lui porter six gerfauts et six faucons que Monseigneur lui envoyait « pour son desduyt et » passe-temps », et un harnas complet pour monseigneur don Fernande, et, en passant par la France, pour présenter à la reine deux faucons et ung tableau « où estoit Monseigneur » portraict au vif. »

Fol. 286 v^o. A mess^e *Henri, comte de Nassau*, etc., parti de Bruxelles le 16 janvier 1514 (1515), et avec lui messire *Michel de Croy*, seigneur de Sempy, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan, messire *Michel de Pavye*, docteur en théologie, doyen de Cambrai, et d'autres (1), pour aller vers le roi de France (revenus le 6 mai).

COMPTE 10^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1516.

Fol. 261-314. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 261. A mess^e *Christophe de Barouze*, secrétaire de l'Archiduc, en prêt sur le voyage qu'il faisait, le 14 janvier 1515 (1516), en poste, vers monsieur le doyen de Louvain (Adrien), étant en ambassade près le roi d'Aragon.

Fol. 263. A M^e *Jean Jonglet*, conseiller et maître des requêtes ordinaire, pour ses vacations depuis le 26 juillet 1514 auprès du roi de France.

(1) Au compte de 1516 (fol. 269 et 293 v^o) on voit que *Jean Caulier* et *Mercurin de Gattinara* avaient été aussi de cette ambassade.

Fol. 266 v°. A mess^e *Jean Sucket*, chevalier, conseiller et maître des requêtes ordinaire, parti d'Anvers au mois de février 1515 et allé vers le roi de Danemark, « tant pour l'assurance du douaire de madame Ysabeau comme pour autres affaires » ; retourné le 1^{er} mai à Bruges.

Fol. 271. A M^e *Jean Jonglet*, parti de Bruxelles le 14 décembre 1514 avec messire *de Melun* et M^e *Jean Caulier*, et allé à Péronne, « pour illecq avec messieurs les commissaires et députez du roy de France besoigner et entendre sur les prises entrefaictes survenues entre les pays d'ung costé e d'autre, durant la dernière guerre entre France et Engleterre, et pour autres affaires » ; retourné le 15 janvier.

Au M^eme, parti de Berg-op-Zoom le 29 mai 1515 et allé vers le roi de France pour grandes matières et affaires secrètes : « en quoy faisant, allant par-devers ledit seigneur roy de France, le suyvant partout, et entre-deux venant à diligence et en poste par-devers le Roy son maistre l'advertir d'aucunes choses de grande importance; retournant derechief par-devers ledit seigneur roy de France et demeurant lez luy jusques à son partement pour faire son voyage ès Ytalles; après sondit partement demeurant, par ordonnance du Roy, lez madame la régente jusques à son retour, que lors il demeura derechief jusques à ce qu'il a esté mandé pour s'en retorner par deçà et laisser là monsieur le maistre don Dièghe. » En quoy il a été occupé jusqu'au 7 avril 1516.

Fol 272 v°. A messire *Claude Carondelet*, chevalier, S^r de Solre-sur-Sambre, conseiller et chambellan du Roi, parti de Bruxelles le 15 février 1514 (1515) et allé en Allemagne vers l'empereur, « pour demeurer lez luy et le suyr en poursuivant et sollicitant les affaires du Roy jusques à son rappel. En quoy faisant il a continuëlement vacqué et esté occupé par l'espace de douze mois et unze jours entiers finis le xxvi^e jour du mois de febvrier l'an XV^e quinze (1516), que lors il fut de retour devers le Roy... »

Fol. 273 v°. A M^e *Jérôme de Busleyden*, prévôt d'Aire, conseiller et maître des requêtes ordinaire, parti de Malines le 9 février 1515 et venu à Bruxelles, « pour de là avecq mons^r »
 « le grand maistre d'hostel, le S^r du Reux (*Ferry de Croy*), »
 » aller par-devers le roy d'Angleterre, pour estre présent à »
 » jurer par ledit seigneur roy et confirmer le traictié de paix »
 » et amitié fait entre le roy de Castille et le roy d'Angleterre, »
 » et pour autres grandes matières et affaires secretz dont »
 » n'est besoing icy faire déclaration » ; absent cinquante-sept jours.

Fol. 274. A M^e *Jérôme de Busleyden*, envoyé de Bruxelles, le 7 avril (1516) avec le comte *Félix (de Werdenberg)* vers l'évêque d'Utrecht.

Fol. 279 v°. A mess^r *Paul de Amerstorff*, sommelier de corps du Roi, envoyé, au mois de mai 1516, vers le duc de Clèves.

Fol. 280 v°. A monseigneur *Félix, comte de Werdenberg*, envoyé trois fois vers l'évêque d'Utrecht, en février, mars et avril.

Fol. eod. A *Jacques de Marcilles*, écuyer, envoyé de Bruxelles, le 28 juillet 1515, vers le roi d'Aragon.

Fol. 283. A M^e *George de Themsicke*, prévôt de Cassel et de Haerlebeke, conseiller et maître des requêtes ordinaire, « pour »
 » estre allé ès villes de Bruges, Courtray, Nyeuport, Dunc- »
 » kerkeke et ailleurs, pour, avecq M^e *Phelippe Wiellant* et »
 » *Jehan Roussel*, aussi conseiller, par ensemble communie- »
 » quer, arguer et disputer avecq les ambassadeurs du roy »
 » d'Angleterre estans audit Bruges sur le fait de l'entrecours »
 » de la marchandise faict entre les pays desdiz roix en »
 » l'an XV^e six, que iceulx ambassadeurs d'Angleterre mainte- »
 » noient estre perpétuel et le Roy estre tenu et abstrainct de à »
 » tousjours l'entretenir, et faire réparer les entrefaictes faictes »
 » au préjudice d'icelles, et aussi pour prendre informations »
 » èsdites autres villes servans à l'instruction à eulx sur ce

» bailliée. En quoy faisant, allant, besoignant et retournant il
» a vaqué depuis le 19 mai jusqu'au 22 juillet 1515 (1). »

Fol. 283 v°. Au *Même*, « pour estre party de la ville de
» Bruxelles le pénultiesme jour d'octobre XV^e quinze, et allé
» vers monsieur d'Utrecht, estant lors à Badem (?), pour luy dire
» et déclairer aucunes choses de grande importance. En quoy
» faisant, allant audit Badem devers ledit seigneur d'Utrecht,
» luy déclairant sa charge, retournant devers le Roy atout res-
» ponse, et tantost après, par ordonnance d'icelluy seigneur
» Roy, retournant derechief devers ledit seigneur d'Utrecht,
» lequel il cuydoit trouver audit Badem : mais, quant il vint à
» Luxembourg, il eut certaines nouvelles qu'il estoit party et
» tiré contre ledit pays d'Utrecht; revenant devers icelluy
» seigneur Roy luy dire ce que dit est, et allant pour la III^e fois,
» par le pays de Hollande, devers ledit seigneur d'Utrecht,
» pour parexecuter sadite charge, il a vacqué et esté occupé,
» assavoir dudit pénultiesme d'octobre jusques au dernier jour
» de novembre, du XIII^e au XXV^e de janvier, et du XXVIII^e de
» janvier au XIII^e jour de février XV^e quinze (1516).

Fol. 291 v°. A *Hugues de Bulleux*, panetier du Roi, parti de
Bruxelles, le 30 décembre 1515, avec M^r *Jean Beninck*, con-
seiller au conseil de Hollande, et allé vers le roi et la reine de
Danemark, « pour leur dire et déclairer aucunes choses secrètes
» et leur porter et présenter aulcuns joyaulx; » retourné à
Arras, où était le Roi, le 20 mai 1516 (2).

Fol. 294, 303. A M^r *George de Themsicke*, parti le 25 août

(1) On voit, au fol. 284 v°, que *Wielant* était parti, le 2 juin, de Gand où il revint le 21 juillet, et au fol. 285, que *Roussel*, parti de Malines le 19 mai, y retourna le 20.

(2) Dans le détail de ses déboursés figure ce que lui a coûté le transport « d'ung coffre plain de confitures de Portugal et d'ung aultre coffre » plain de santeurs et autres baghes » que Charles envoyait à sa sœur et au roi son beau-frère.

1516 de Bruxelles, pour aller vers le roi d'Angleterre. (Il fut occupé en son ambassade quarante-quatre jours.)

Fol. 295. A M^e *Richard Barradot*, envoyé vers le roi d'Angleterre, au mois d'octobre 1514, « tant pour le fait de la paix » faicte entre France et le royaume d'Angleterre que pour » autres grans affaires touchant grandement le bien et honneur du Roy et de ses pays et subietz. » (Son absence dura du 10 octobre au 24 novembre.)

Fol. 297, 312 v°. A M^e *Jean Jonglet*, parti le 6 septembre 1516 avec le *seigneur de Ravenstein*, et allé vers le roi de France, « pour estre présent à jurer et confirmer la paix et traictié lors » fait à Noyon et pour autres matières dont n'est besoing icy » faire déclaration (1). »

Fol. 302 v°. A messire *Jean le Sauvage*, pour deux voyages faits à Noyon, le premier en mai, le second en juillet 1516, avec messire *Guillaume de Croy*, seigneur de Chièvres, grand chambellan, et autres seigneurs (2), « pour illecq avec les ambassadeurs et commis du roy de France communiquer et » besoigner sur le traictié de paix que y avoit esté conclud et » accordé. »

Fol. 304. A mess^e *Maximilien de Hornes*, chevalier, seigneur de Gaesbeke, conseiller et chambellan du Roi, parti de Bruxelles le 3 juin 1516, accompagné du conseiller *Antoine de Waudripont* (3), et allé « par-devers messieurs de la ville

(1) Au fol. 310 v° on voit que le secrétaire *Jean de le Sauch* accompagnait MM. de Ravenstein, de Fresin et Jonglet.

(2) On voit, aux fol. 299 et 308 v°, que M^e *Jean Jonglet* et le premier secrétaire et audancier *Philippe Haneton* furent des deux voyages, et au fol. 291, que M^e *Jean Caulier*, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi, fut du premier; et le compte de 1517 (fol. 225) nous apprend que *Caulier* fut aussi du second voyage, étant parti de Bruxelles le 27 juillet avec les autres ambassadeurs

(3) Il résulte d'un paiement qui figure au fol. 290 v° que ces deux ambassadeurs accompagnaient le comte de Nassau.

» d'Utrecht, pour leur dire, déclairer et remonstrer le proffit
 » de ladite ville et du pays d'Utrecht que leur pouvoit avenir,
 » et au contraire le dommage ou cas que l'évesque lors vivant
 » allast de vie à trespas, et que ung autre y fût mis qu'il ne
 » fût féal et tenant le party du Roy et des pays, et autres
 » choses concernant ledit affaire. » (Leur absence fut de vingt-huit jours.)

Fol. 303. A *Adolphe Vander Aa*, écuyer, envoyé le 31 octobre 1516 vers le pape, à Rome, pour lui présenter, de la part du Roi, dix gerfauts forts, quatre tiercelets de gerfaut et un autre tiercelet de gerfaut.

Fol. 303 v°. A *Maximilien de Berghes*, parti de Bois-le-Duc, le 31 août 1516, avec *Adrien Brempt*, conseiller de l'empereur, et allé vers le duc de Clèves, « pour par ensemble, de par » ledit seigneur empereur et le Roy, conduyre la charge donnée » audit Adrien touchant le mariage de la fille de mondit seigneur de Clèves et de l'inféodation de la duché de Juilliers. »

Fol. 306. A *Maximilien de Berghes*, parti de Bois-le-Duc le 5 octobre 1516 « et soy tiré à Duysseldorff, pour estre à la » journée des estas de Clèves et de Julliers qui se tenoit lors » illecq, pour persuader et practiquer envers lesdits des estas » d'eulx condescendre à aucunes choses qu'il leur remonstreroit » de par l'empereur et le Roy, mesmement touchant le mariage » dudit seigneur de Clèves. Mais, en allant, il avoit receu » lettres de messieurs les ducz desdits pays de Clèves et de » Juilliers par lesquelles ilz l'advertissoient que ladite journée » estoit tenue et qu'il ne passast pour lors plus avant que la » ville de Grave jusques à ce qu'ilz le manderoient : ce qu'ilz » feirent le 19^e dudit mois de novembre; et lors il se tira par » devers eulx et lesdiz des estas de leursdis pays, et leur déclaira » sadite charge. » Retourné à Bruxelles après avoir été occupé vingt-trois jours.

COMPTE 11^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1517.

Fol. 223-258. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 223. A M^r *Jérôme de Busleyden*, parti de Malines le 15 décembre 1516 et allé, avec messieurs *de Nassau* et autres seigneurs députés du Roi, en la ville d'Utrecht pour le fait de l'évêché. (Les députés firent leur rapport au Roi à Bruxelles après vingt-deux jours d'absence.)

Fol. 226 v^o. A *Hugues de Bulleux*, écuyer, pour avoir, durant le mois de novembre 1516, conduit et accompagné le S^r d'Orval et autres ambassadeurs du roi de France à Malines, Anvers, Gand, Bruges et ailleurs.

Fol. 227. A mess^r *Ferry de Croy*, seigneur du Rœulx, chevalier de la Toison d'or, grand maître d'hôtel du Roi, parti de Bruxelles le 9 janvier 1516 (1517) avec le dom-prévôt d'Utrecht (*Philibert Naturel*), chancelier de la Toison d'or, et *Toison d'or*, pour aller présenter au roi de France ledit ordre « et pour autres affaires secretz... »

Fol. 227 v^o. A *Antoine de la Barre*, seigneur de Mouscron, conseiller et maître d'hôtel du Roi, parti de Bruxelles le 4 février 1516 (1517) avec l'archidiacre de Famène, mess^r *Jehan Lommele*, *Frédéric de Renesse* et M^r *Laurent du Blioul*, et allé vers l'évêque d'Utrecht « pour, au nom du Roy, conclure et furnir au traictié auparavant conceu avecq luy ou fait de son évesché, et recouvrer sa procuration pour le résigner au prouffit de messire Phelippe, bastard de Bourgogne. »

Fol. 228. Au même *Antoine de la Barre*, envoyé de Bruxelles, au mois de janvier 1516 (1517), au-devant de messieurs de Paris et de Tournay, lesquels venaient, de par le roi de France, en ambassade vers l'empereur, pour être présents « à lui veoyr jurer la paix faicte à Noyon : en quoy faisant, allant devers eulx jusques à Namur, les conduisant devers

» l'empereur au quartier de Maestricht, et retournant avec
 » eulx jadis oudit Bruxelles, il a vacqué et esté occupé par
 » l'espace de dix-huyt jours..... »

Fol. 229 v°. A M^e *Josse Laurens*, docteur ès droitz, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, parti de Bruxelles, le 3 décembre 1516, avec M^e *Jean Caulier*, aussi conseiller, et allé à Cambrai et de là à Paris vers messieurs du parlement, « et ce tant pour estre présens à veoir et visiter
 » aucuns seigneurs dudit parlement à ce commis tous les
 » traiges et enseignemens que le Roy avoit pour soubstenir son droit ou pays de Frise, et aussi ceulx de son adverse partie; » revenus le 23 janvier. A Cambrai ils avaient fait voir et collationner, par M^e Jacques Olivier, président au parlement de Paris, les chartes et titres sur lesquels étaient fondés les droits du roi Charles.

Fol. 255. A mess^e *Philibert Naturel*, dom-prévôt d'Utrecht, chancelier de la Toison d'or, envoyé, le 1^{er} juin 1517, vers le roi de France, « pour aucunes grandes matières et affaires, et
 » illec se tenir, séjourner et demeurer jusques à son rappel... »

Fol. 236. A mess^e *Jean le Sauvage*, S^r d'Escaubecque, chevalier, chancelier du Roi, pour le voyage qu'il a fait, aux mois de février et de mars 1516 (1517) à Cambrai, avec mons^r *de Chièvres*, grand chambellan, et autres seigneurs, conseillers du Roi (1), « pour traictier avec les ambassadeurs et
 » commis du roy très-chrestien de plusieurs aliances, conférences et amitiés, et d'autres grandes matières et affaires
 » touchans grandement le bien et sceurté des pays du Roy. »

Fol. 242 v°. A *Jacques de Luxembourg*, seigneur de Fiennes, conseiller et chambellan du Roi, parti de Gand le 16 juin 1517

(1) Ces conseillers sont indiqués aux fol. 229 et 229 v° : c'était M^e *Josse Laurens* et M^e *Jean Caulier*, seigneur d'Aigny. Et l'on voit, au compte de 1518 (fol. 219 v°), que les ambassadeurs étaient accompagnés de l'audancier *Haneton*.

et allé, avec le S^r de Fresin (*Jacques de Gavre*, chevalier de la Toison d'or, conseiller, chambellan et grand bailli de Hainaut), vers le roi d'Angleterre (1), » tant pour estre présent à veoir » jurer la firmation de la paix lors conclue par les ambassa- » deurs dudit seigneur roy d'Angleterre et ceulx du Roy, » laquelle il avoit aussi jurée en leur présence, et pour autres » grans affaires secretz dont n'est besoing icy faire déclaration. »

Fol. 243 v°. A M^e *Jean Jonglet*, conseiller et maître des requêtes ordinaire, parti de Bruxelles le 6 septembre 1516 avec messieurs *de Ravenstein* et *de Fresin*, et allé vers le roi de France, « tant pour estre présent à jurer et confirmer » la paix et traictié lors nagaires fais à Noyon comme pour » autres matières dont n'est besoing icy faire déclaration, et, » pour ces solemnitez faictes et passées, demeurer devers » ledit roy de France comme ambassadeur jusques à son rap- » pel, pour tant mieulx estre adverti des matières et affaires » qui se traictoient illecq et en avertir le Roy, et luy ordonner » et mander son bon plaisir et intencion selon la qualité des » matières. En quoy faisant, suyvant ledit seigneur roy de » France partout où il a esté jusques à ce que mess^r les grant » chancelier et dom-prévost d'Utrecht sont venus devers luy, » assavoir ledit grant chancelier pour passer outre vers » Espagne, et ledit dom-prévost pour illec demourer son » ambassadeur, comme il a esté, il a vacqué jusques au » iii^e jour de ce mois d'aoust (1517) qu'il est venu en la ville » de Middelbourg en Zelande devers ledit seigneur Roy faire » rapport de son besoigné. »

Fol. 243. A mess^r *Cornille de Grave*, prêtre, chapelain des basses-messes, et M^e *Jehan de le Sauch*, secrétaire ordinaire

(1) On voit, au fol. 241, que messire *George de Themsicke*, prévôt de Cassel et de Haerlebeke, conseiller et maître des requêtes du Roi, accompagnait ces deux seigneurs, et que, le 23 juillet, il vint faire rapport à Charles-Quint, à Middelbourg, de ce qu'ils avaient négocié.

du Roi, partis de Middelbourg le 7 juillet et allés vers le roi d'Angleterre, pour recouvrer de lui 40,000 angelots qu'il avait promis de prêter au Roi pour son voyage d'Espagne : 20,000 comptant à Londres, et les autres 20,000 en lettres de change sur des marchands d'Anvers (1).

Fol. 249 v°. A M^e *Jean Jonglet*, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi, parti de Bruxelles le 10 octobre 1517 et allé, avec M^e *de Melun* et M^e *Jean Caulier*, à Arras, pour « illecq besoigner et communiquer avecq les » commissaires et députez du roy de France sur aucungs » pointz et articles touchant la paix et bien des pays et sub- » getz des deux roys; » retourné à Malines devers madame Marguerite et les seigneurs du conseil le 29 novembre.

Fol. 252. *Ambassades par mandemens.*

A mess^e *Antoine de Lalaing*, seigneur de Montigny, de Culembourg, chevalier de la Toison d'or et second chambellan du Roi, parti de Middelbourg le 27 août 1517, avec M. le grand bailli de Hainaut (*Jacques de Gavre*, seigneur de Fresin), M^e *Philippe Haneton*, audiencier, et *Jean Jonglet*, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel (2), « pour aller en » la ville d'Utrecht et illecq, avec les ambassadeurs du roy de » France dont il mena l'un, assavoir le S^r de Breule, avec lui » dudit Middelbourg à monsieur l'évesque d'Utrecht, faire et » traicter quelque bon appoinctement de paix ou trêve avec » les députez de mess^e Charles de Gheldres estans aussi pour » la meisme matière audit lieu d'Utrecht: ce que fut lors fait... » Ouquel voyaige il a vacqué par l'espace de trente jours en- » tiers.... »

(1) Le conseil du roi Henri VIII exigea qu'ils remissent une obligation du roi catholique : il leur fallut en conséquence revenir aux Pays-Bas. Ils retournèrent le 28 juillet en Angleterre, et les 40,000 angelots leur furent alors délivrés.

(2) Au fol. 249 le *comte de Nassau* est mentionné comme ayant été à la tête de cette ambassade.

COMPTE 12^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1518.

Fol. 205-233. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 206. A *Charles Carondelet*, seigneur de Potelles, maître d'hôtel de madame Eléonore, pour avec *M^r de Sempy* avoir accompagné et conduit, aux mois de novembre et de décembre 1516, le S^r d'Orval et autres sieurs ambassadeurs du roi très-chrétien de Bruxelles à Gand, Bruges et ailleurs, « pour veoir » et visiter les bonnes villes, et les ramené à Bruxelles, et » encoires depuis dudit Bruxelles, en eulx retournant, jusques » à Cambray. »

Fol. 208 v^o. A *M^e Jean de le Sauch*, secrétaire en ordonnance du Roi, parti de Malines le 26 décembre 1517, allé à Huy vers monsieur de Liège, et de là en la cité de Liège vers le maire, jurés et conseil de ladite cité, « tant pour conclure » le jour de certaine journée qui se devoit tenir d'entre le Roy » et lui comme pour communiquer, avec lui et lesdis de ladite » cité dudit Liège, aucunes autres choses à lui chargez dont » n'est besoing icy faire déclaration. » Absent pendant dix jours.

Fol. 210. A mess^e *Maximilien de Berghes*, S^r de Zevenberghe, chevalier de la Toison d'or, conseiller et chambellan, pour deux voyages faits, aux mois de décembre et de janvier 1517 (1518), « pour aucuns grans affaires, meismement les » aliances et confédérations faictes entre le Roy et messieurs » de Clèves et de Juilliers. »

Fol. 211. A maître *Mercurin Gattinaire*, docteur en droits et président de Bourgogne, parti de Bruxelles le 5 août 1514 et allé vers l'empereur en Allemagne, « tant pour l'avertir » et informer des droits et querelles prétenduz de la part du » Roy (l'archiduc Charles) contre le roy de France, touchant la » duché de Bourgoingne, contez et seigneuries d'Auxerois, Mas- » connois, Bar-sur-Saine et autres, comme pour lui démons- » trer l'estat du procès de Nevers et solliciter devers lui les

» expéditions et provisions nécessaires sur le tout, selon les
» instructions et mémoires à lui pour ce bailliés. » Absent
pendant cent un jours.

Fol. 213 v°. A M^r *Richard Barradot*, secrétaire en ordonnance du Roi, parti de Bruxelles le 3 novembre 1517 et allé à Gorcum, » pour illec, avec mons^r *de Bouchoven*, avoir entendu, » traictié et besoigné avec les commis et députez de mess^r » Charles de Gheldres touchant le recouvrement de pluseurs » subjectz du Roy prisonniers en Gheldres et rendre les Ghel- » drois prisonniers détenuz et prisonniers par deçà, et plui- » seurs autres choses en deppendans; » retourné le 25 janvier 1518.

Fol. 214. A M^r *Richard Barradot*, parti de Malines le 20 mars 1517 (1518) et allé vers monsieur de Liége en ses villes de Curange ét de Saint-Trond, « pour luy remonstrer et » dire aucunes choses à cause du cès par lui et ses officiers mis » et interposé en toutes les églises de la ville de Bois-le-Duc, » à l'instance, poursuyte et requeste de ceulx du chapitre de » l'église collégiale Saint-Jehan illec, et lui requérir de vou- » loir surceoir et rappeler ledit cès pour aucun temps; » retourné le 27 mars.

Fol. 216 v°. A M^r *Jean de le Sauch*, secrétaire en ordonnance du Roi, parti de Bruges le 24 juillet 1518 et allé en Angleterre, « tant devers le roy, le cardinal d'Yorck, que » devers l'évesque du Luc (?), ambassadeur du roy catholique, » pour certains affaires secretz touchans au bien d'icellui sei- » gneur roy et de ses pays dont n'est besoing icy faire déclara- » tion; » retourné le 19 août.

Fol. 217. A messire *Maximilien de Berghes*, seigneur de Zevenberghe, chevalier de l'ordre, à compte « sur le voyaige » qu'il alloit faire, le xvii^e jour de septembre (1518), par- » devers l'empereur en Alemaigne, et de là devers les lighes » des Zuysches, pour grans affaires secretz. »

Fol. 218 v°. A M^r *Georges de Themsicke*, prévôt de Cassel,

conseiller et maître des requêtes du Roi, parti de Valladolid le 21 mars 1517 (1518) et allé vers le roi d'Angleterre, « pour »
 » aucuns grans affaires dont n'est besoing icy faire déclara-
 » tion; » retourné, après quatre-vingts jours de voyage, vers
 madame Marguerite et messieurs du privé conseil.

Fol. 221 v°. A M^e *Antoine de Waudripont*, conseiller du Roi, parti de Bruxelles le 18 mai 1518 et allé vers messieurs les ducs de Clèves et de Juliers, « pour certains grans affaires »
 » secretz touchans le bien de paix et autres dont n'est besoing
 » icy faire déclaration; » absent seize jours.

Fol. 222. Au *Même*, parti de Gand le 1^{er} juillet 1518, « pour »
 » à toute diligence et en poste, de jour et de nuyt, estre allé
 » en la ville de Dusseldorp en Clèves, où il arrivoit le m^e jour
 » dudit mois au disner, qui estoit le jour préfix qui lui avoit
 » esté ordonné y estre, et ce affin de soy trouver illec à cer-
 » taine journée et assemblée générale qui se devoit lors tenir,
 » ledit jour, audit Dusseldorp, par messieurs de Clèves et de
 » Juilliers, de tous les nobles et députez de leurs pays, pour
 » leur dire et remonstrer aucunes choses, de par le roy catho-
 » licque, touchant le fait des aliances et autres affaires secretz
 » d'entre ledict S^r Roy et lesdiz seigneurs ducz, leurs pays et
 » seigneuries. En quoi faisant, allant à ladite diligence, expo-
 » sant sa charge, sollicitant sa response et retournant à Bruges
 » devers Madame et messeigneurs du conseil, leur faisant
 » rapport de son besoigné, il a vaqué et esté occupé par l'es-
 » pace de xx jours. »

» Item, pour, le xv^e jour de septembre, estre party de la
 » ville de Bruxelles et allé, avec mess^{rs} *de Ravestain*, *de Nas-*
 » *sou* et *d'Ysselstain* (*Floris d'Egmont*, chevalier de la Toison
 » d'or), devers mondit seigneur de Clèves et de Juilliers pour
 » les matières et affaires dessusdites. Et pour ce que mondit
 » seigneur de Juilliers n'estoit audit Clèves, estoit envoyé par
 » mess^{rs} de Nassou et d'Ysselstain devers lui à Hanbourg,
 » pays de Juilliers; l'adverty de leur venue et savoir s'il vien-

» droit ou enverroient audit Clèves, et d'autres choses qui luy
 » estoient chargées, dont n'est besoing faire déclaration. En
 » quoy faisant, allant, besoignant et retournant audit Bruxel-
 » les faire rapport de sondit besoigné, il a vacqué et esté
 » occupé par l'espace de xxv jours. »

Fol. 226. A M^e *Antoine de Waudripont*, parti de Bruxelles le 2 novembre 1518, « pour avec MM. de Nassau et d'Yssel-
 » stain aller en Clèves à la journée Dusbourg (sic) qui se devoit
 » tenir illec, le lendemain la feste Saint-Hubert, par mess^{rs} les
 » ducz de Clèves et de Juilliers avec tous les estaz de leurs pays
 » et seigneuries, tant pour le mariage de mademoiselle de
 » Clèves que pour l'aliance pièce pourparlée d'entre le Roy,
 » nostre sire, d'une part, et mesdits seigneurs les ducz, d'autre,
 » et pareillement de mons^r l'archevesque de Couloingne. »
 Absent vingt-quatre jours.

Fol. 226 v^o. A M^e *Dismas de Berghes*, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, parti de Bruxelles le 19 octobre 1518 et allé vers mons^r le duc de Lorraine, « pour luy
 » dire et déclairer aucunes choses tant touchant le rachat de
 » la terre commune que autres affaires dont n'est besoing icy
 » faire déclaration.....; » retourné le 14 novembre.

Fol. 231. A M^e *François Cobbel*, conseiller au conseil de Hollande, parti de La Haye, le 14 mai 1518, avec *Philippe de Bregilles*, maître d'hôtel de l'archiduchesse Marguerite, et allé vers le roi de Danemark; absent quatre-vingt-onze jours.

Fol. 232. A messire *Antoine de Lalaing*, seigneur de Montigny, conseiller, second chambellan et chef des finances du Roi, parti le 5 février 1517 (1518), avec le seigneur *de Fresin* (*Jacques de Gavre*, grand bailli de Hainaut) et autres (1), pour

(1) Aux fol. 208, 208 v^o et 220 on voit que les autres étaient *Laurent du Blioul*, secrétaire du Roi et greffier de la Toison d'or; *Philippe Haneton*, premier secrétaire et audencier; M^e *Albrecht van Loo*, avocat des nobles de Hollande.

Utrecht, « pour illec conclure, accorder et continuer avec les
 » gens de messire Charles de Gheldres une bonne trêve et
 » abstinence de guerre; » revenu à Malines le 26 mars.

Fol. eod. A messire *Antoine de Lalaing*, etc., parti de Malines le 21 avril avec M. le prince de Chimay (*Charles de Croy*, gouverneur de l'archiduc Ferdinand) et autres (1), et allé vers l'évêque de Liège et le seigneur de Sedan étant lors à Saint-Trond, « pour appointer avec eulx de plusieurs diffé-
 » rens qu'ilz avoient ensemble, et les induire de tenir le party
 » du Roy et demourer ses voisins et serviteurs; » revenu à Malines le 1^{er} mai.

Fol. 253. A messire *Antoine de Lalaing*, etc., parti de Bruxelles le 5 novembre 1518 et allé, en la compagnie de MM. le prince de Chimay, le comte de Hornes (*Jacques*, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan du Roi), M^e *Jean Jonglet* et l'audiencier (*Haneton*), vers l'évêque et ceux de la cité de Liège, les seigneur et dame de Sedan et les états dudit pays de Liège, « pour avec eulx traictier et besoignier
 » sur le fait des amitez, voisinage, intelligence et secours,
 » d'ung costé et d'autre, en cas de nécessité, comme pour
 » autres grandes matières et affaires concernant la seurté des
 » pays de par deçà; » retourné le 18 à Bruxelles, avec mesdis
 » seigneurs de Liège, seigneur et dame de Sedan. »

COMPTE 13^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1519.

Fol. 219-257. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 219. A M^e *Jean Jonglet*, envoyé le 19 janvier 1518 (1519) vers le roi d'Angleterre.

Fol. 219, 224 v^o. A M^e *Louis des Maranches*, seigneur de

(1) M^e *Jean Jonglet*, conseiller et maître des requêtes ordinaire, et l'audiencier *Haneton*. (Fol. 220 et 225.)

Saint-Aubin, conseiller et maître des requêtes, *Eustache de Bousies*, S^r de Vertain, et *Antoine Le Brun*, receveur de l'artillerie, envoyés à Metz vers les commissaires et députés du duc de Lorraine, pour traiter du rachat de la terre commune, lequel ils firent.

Fol. 249 v°. A *Guyot de Huele*, écuyer, envoyé le 23 janvier vers le roi d'Angleterre, « tant pour luy signifier le trespas de » l'empereur comme pour autres matières et affaires. »

Fol. 221 v°. A messire *Jacques, comte de Hornes*, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan, parti de Malines le 24 février (1549), pour aller vers le roi d'Angleterre.

Fol. eod. A M^e *Jean de Marnix*, conseiller, trésorier et receveur général de l'archiduchesse Marguerite, parti de Malines le 4 février en poste, pour aller vers les électeurs et les princes de l'Empire.

Fol. 222. A M^e *Hugues Marmier*, seigneur de Gastel, parti de Malines le 6 février, pour aller vers les électeurs de Trèves et de Mayence et le comte palatin (1).

Fol. 223. A M^e *Gabriel de Salamanca*, secrétaire en ordonnance de l'archiduc Ferdinand, parti de Malines le 26 janvier, pour aller en toute diligence et en poste vers le roi d'Angleterre. (Étant de retour, l'archiduchesse Marguerite l'envoya, le pénultième de février, à Barcelone.)

Fol. 223 v°. A mess^e *Henri, comte de Nassau*, etc., parti le 3 mars pour l'Allemagne, « tant pour estre à la journée im- » périale qui se tiendrait à Francfort que pour autres affaires » du Roy. »

Fol. 224. A M^e *Gérard de Pleine*, S^r de la Roche, envoyé avec le comte de Nassau, parti le 9 mars. (Il fut de retour le 22 juillet.)

Fol. 229. A mess^e *Erard de la Marck*, évêque de Liège, pour

(1) On lit, au fol. 223 v°, que *Henri de Speybach*, écuyer d'écurie de l'archiduc Ferdinand, l'accompagna dans cette mission.

le voyage qu'il faisait, le 28 mai, vers les électeurs et les princes de l'Empire.

Fol. 229. A mess^e *Charles de Croy*, prince de Chimay, chevalier de l'ordre et gouverneur de monseigneur l'archiduc Ferdinand, parti de Bruxelles le 5 novembre 1518, « pour » aller en la cité de Liège et illec, avec messieurs de *Hoochstrate*, de *Hornes* et *audiencier* (1), besoigner et conclure » les traictez, aliances et autres matières que lors pièce avoient » esté en train de faire d'entre le Roy, les évesque et pays de » Liège et monsieur de Sedain : » en quoi il a été occupé quinze jours.

Fol. 229 v°. A mess^e *Jacques*, comte de *Hornes*, chevalier de l'ordre, pour le voyage qu'il a fait vers le roi d'Angleterre, « pour la confirmation d'aliance lors faite par le roy de France » et lui, où le Roy (Charles) estoit comprins et dénommé de » son costé, et pour illec avoir esté présent aux solempnitez » requises pour la conservation dudit traictié, et pour autres » grandes matières et affaires secrètes. »

Fol. 232. A M^r *Hans Suederhuysen*, docteur, etc., envoyé de Malines, le 9 avril, vers aucuns princes et seigneurs de l'Empire, « pour leur dire, déclairer et remonstrer aucunes » choses à luy chargées et qui touchoient grandement l'honneur, bien et prouffit du Roy, ses pays et subgetz ; » retourné le 12 mai.

Fol. eod. A *Jean de Hazuolz*, écuyer, envoyé en poste vers le roi de France, à Paris.

Fol. 233, 250 v°. A *Jean de Hesdin*, écuyer, maître d'hôtel de l'Archiduchesse, parti de Bruxelles le 8 juin 1519 et allé vers le roi d'Angleterre, « pour solliciter (comme ambassadeur) devers ledit seigneur roy l'expédition des matières » que luy estoient ordonnées, et pour advertir Madame et

(1) Voy. p. 242.

» messieurs du conseil des affaires qu'il traictoit; » retourné à Bruxelles le 18 octobre.

Fol. 236. A M^e *Nicolas vander Damme*, secrétaire du Roi, parti de La Haye le 14 avril et allé avec lettres closes du Roi vers le roi de Danemark, « pour aucuns grans affaires secretz » et de grant importance touchant les affaires dudit seigneur; » absent quatre-vingts jours.

Fol. 237. A mess^e *Philibert Naturel*, abbé d'Esnay, dom-prévôt d'Utrecht et chancelier de la Toison d'or, pour ses vacations comme ambassadeur en France.

Fol. 241. A M^e *Jean Jonglet*, envoyé en ambassade en Angleterre, parti de Bruxelles le 19 janvier 1519, retourné le 7 mai.

Fol. 247 v^o. A mess^e *Jean Sucket*, parti de Bruxelles le 22 novembre et allé vers le roi et la reine de Danemark, « pour aucuns grans affaires secretz touchant le payement du » dot de mariaige de la royne et pour autres causes dont n'est » besoin icy faire déclaration. »

Fol. 257. A mess^e *Antoine de Lalaing*, comte de Hooghstraeten, S^r de Montigny, Culembourg, chevalier de l'ordre, conseiller, second chambellan et chef des finances, parti de Malines, avec M^e *Philippe Haneton*, le 20 novembre 1519, et allé vers monsieur de Liège, à Curange, « pour dès là avec lui » aller à la journée qui se devoit lors tenir à Zittert (Sittard) » au pays de Juilliers, pour illec, avec mess^{rs} les ducz de Clèves » et de Juilliers, ou leurs députez y estans, besongner et concluire les traictez, aliances, appointements et autres matières » qui de pièça avoient esté pourparlées et en train d'entre le » Roy, d'une part, et mesdiz S^{rs} de Clèves et de Juilliers, » d'autre : » en quoi il avait été occupé quatorze jours.

Fol. 248 v^o. A mess^e *Maximilien de Hornes*, S^r de Gaesbeke, chevalier de l'ordre, conseiller et chambellan, parti de Malines le 25 février 1518 (1519), avec le conseiller M^e *Antoine Sucket* et le secrétaire *Pierre de Bricqueny*, et allé à Utrecht, « pour

» illec, avec mons^r l'évesque dudit Utrecht et les députez et
 » commis de monsieur de Gheldres, communiquer, traicter
 » et besoingner touchant la prorogation de la trêve de Frize
 » et d'autres affaires qui touchoient le bien de paix. » Rien
 n'ayant été conclu, il est reparti de Bruxelles, avec les sus-
 nommés, le 12 mai, et derechef allé à Wyck, où ils ont attendu
 les députés de monsieur de Gueldre, lesquels députés ne sont
 venus, « ains avoit ledit S^r de Gheldres mandé que pour lors
 » ne vouloit autre chose conclure qu'il avoit dit et conclud à
 » la première journée : par quoy ilz retournèrent sans rien
 » faire par-devers Madame. »

Fol. 242 v°. A *Hugues de Bulleux*, écuyer, parti de Bruxelles
 le 30 juin et allé vers le roi de France, « pour illec soy tenir
 » comme ambassadeur du roy catholique pendant l'absence
 » de monsieur le dom-prévost d'Utrecht, lequel icellui seigneur
 » Roy avoit mandé venir vers luy pour aucunes affaires; »
 retourné à Bruxelles après une absence de vingt-six jours.

Fol. 243 v°. A M^e *Philippe Haneton*, premier secrétaire et
 audiencier, parti de Malines le 22 février 1518 (1519) pour la
 journée assignée en la ville de Montpellier; revenu le 14 juin.

COMPTE 14^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1520.

Fol. 257-267. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 257. A messire *Antoine Sucket*, chevalier, conseiller et
 maître des requêtes ordinaire de l'hôtel, parti de Bruxelles le
 26 septembre 1519 et, avec M^e *Cornille Clerhaghe*, secrétaire
 du Roi, allé à la journée de Wyck, « qui se devoit lors illec
 » tenir entre ledit seigneur Roi, d'une part, et l'évesque de
 » Munstre, d'autre, sur certain concept et traictié d'aliance; »
 retourné à Bruxelles le 4 novembre.

Fol. 259 v°. A M^e *Gérard de Pleine*, seigneur de la Roche, con-

seiller et chambellan du Roi, envoyé le 24 mars (1520), avec l'audiencier, vers le roi d'Angleterre.

Fol. 240. A M^e *Jean de le Sauch*, secrétaire en ordonnance du Roi, parti de Molins del Rey en Catalogne le 15 décembre 1519, venu en poste vers Madame et messieurs du privé conseil et des finances à Malines, « pour les advertir de la charge » qu'il avoit de passer outre vers le roy d'Angleterre; » après avoir séjourné à Malines quelques jours, « par ordonnance de » Madame, allé à dilligence en Angleterre devers le roy, pour » luy exposer sa charge; » retourné à Malines et ayant fait son rapport le 1^{er} mars (1520).

Fol. 241. A mess^e *Jacques de Lombyze*, chevalier, S^r de Castres, conseiller, chambellan du Roi et son souverain (1) de Flandre, parti de Gand le 30 avril 1520 et allé vers le roi et la reine de Danemark, « tant pour porter l'ordre audit seigneur roy (2) que pour autres grandes matières et affaires » secretz dont n'est besoing icy faire déclaration (3). » Il fut accompagné de *Jean de Undeken*, dit *Malines*, poursuivant d'armes du Roi.

Fol. eod. A *Jean de Hesdin*, écuyer, maître d'hôtel de Madame, envoyé le 16 mai vers le roi d'Angleterre « pour grandes » matières et affaires secrètes dont n'est besoing icy faire déclaration. »

Fol. 243. A mess^e *Jerôme Vander Noot*, chevalier, chancelier de Brabant, *Adolphe Vander Noot*, conseiller de Brabant, *Laurent Du Blioul*, secrétaire du Roi et greffier de la Toison d'or, et *Simon Dachev*, huissier du conseil de Brabant, partis

(1) C'est-à-dire son souverain bailli.

(2) Christiern II avait été élu chevalier de la Toison d'ordans le chapitre tenu par Charles-Quint à Barcelone au mois de mars 1519.

(3) Au compte de 1521 (fol. 325 v^o) on voit qu'il ne fut de retour que le 17 février de cette année. Il avait accompagné le roi de Danemark en Suède.

de Bruxelles le 5 novembre 1519 et allés à la journée d'Aix-la-Chapelle, « pour illec communiquer et besoigner, touchant » les affaires du Roy et le bien de ses pays de par deçà, avec » les députez de messieurs de Couloingne, de Liège, de Clèves » et de Juilliers; » retourné le 17 novembre.

Fol. 245 v°. A M^r *Herman Suederhuysen*, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel du Roi, parti de Malines le 18 mars 1519 (1520) et allé vers messieurs de Cologne et de Clèves, pour « leur dire et déclairer aucunes choses concernant grandement les affaires du Roy, meismement pour » le passage d'aucuns piétons que monsieur de Gheldres fait » soit lever es Almaingnes et autres choses dont n'est besoing » icy faire déclaration; » retourné le 13 avril.

Fol. 244. A M^r *Philippe Haneton*, premier secrétaire et audientier, parti de Malines le 20 novembre 1519 avec monsieur le comte de *Hooghstraeten*, et allé vers monsieur de Liège à Curange, de là à Sittard à la journée qui était assignée entre les députés du Roi et ceux de messieurs de Clèves et de Juliers, « pour traicter l'aliance deffensive entre iceulx trois princes »; retourné le 3 décembre.

Fol. 246 v°. A M^r *Gérard de Pleine*, S^r de la Roche, parti de Malines le 24 mars 1519 (1520) avec l'audientier (*Philippe Haneton*), pour aller vers le roi d'Angleterre, « et illec, » avec l'évesque d'Elne, ambassadeur du Roy, traicter l'entre- » veue desdits seigneurs roix à la continuation de l'entrecours » de marchandise d'entre les subgetz d'une part et d'autre : ce » qu'ilz avoient fait; » retourné à Gand, où étaient Madame et messieurs du conseil, le 15 mai.

Fol. 247. A M^r *Jean de le Sauch*, « pour, par le commandement et ordonnance de Madame et de messeigneurs du privé » conseil et des finances estant lez elle, après avoir fait rapport du besoigné de messieurs les ambassadeurs pour lors » en Angleterre, lui avoir tenu prest du premier jour de » mars XV^e dix-neuf (1520) jusques au xi^e dudit mois qu'il

» partist de la ville de Malines, et derechief aller devers le roy
 » d'Angleterre atout lettres de crédence, instructions et povoir
 » envoyé de par le Roy, pour, avec l'évesque d'Elne y dénommé,
 » traicter la veue d'entre lesdits seigneurs roix des Romains
 » et d'Angleterre, et d'autres choses dont n'est besoing icy
 » estre faicte plus ample déclaration; et dudit Angleterre aller
 » en poste de Londres jusques à Pleme (1) en Cornaille, et dès
 » là par mer par-devers ledit seigneur Roy à la Couloingne (2),
 » en Galice, pour lui porter les traictez qui avoient esté faiz,
 » tant de l'entreveue que de l'entrecours de marchandise, que
 » pour autres affaires dudit seigneur Roy. En quoy faisant,
 » séjournant audit Galice, retournant audit Angleterre par-
 » devers ledit seigneur roy d'Angleterre et ambassadeur du
 » roy des Romains audit Angleterre, où ledit seigneur roy
 » arriva au port de Douvres; séjournant illec par son ordon-
 » nance après son partement, et retournant en la ville de
 » Gand par-devers ledit seigneur Roy, il avoit vacqué et esté
 » occupé jusques au viii^e jour de juin XV^e vingt. »

Fol. 250. A *Jean de Hesdin*, écuyer et maitre d'hôtel de
 Madame, parti de Gand le 16 mai 1520 et allé « avec certaines
 » dépêches et instructions devers le roy d'Angleterre, pour
 » grandes matières et affaires secretz dont n'est besoing icy
 » faire déclaration. En quoy faisant, allant devers ledit sei-
 » gneur roy d'Angleterre, besoignant et le suyvant partout où
 » il alloit, tant à Londres, Grenewys, que en pluseurs et divers
 » lieux; descendant d'illec vers Douvres, où il vint actendre le
 » Roy, nostre sire, pour communiquer et s'entreveoir par en-
 » semble; passans depuis la mer avec ledit seigneur roy d'An-
 » gleterre, le suyvant à Calaix et Ghysnes, et d'illec estre
 » retourné en court devers ledit seigneur roy catholique,

(1) Plimouth.

(2) La Corogue.

» Madame et messeigneurs du conseil, faire rapport de son
 » besoigné depuis le département desdits deux roix, il avoit
 » vacqué et esté occupé par l'espace de vingt-neuf jours; item,
 » pour, par le commandement et ordonnance du Roy, estre party
 » de la ville de Bruxelles le xxii^e jour du mois de juing et allé
 » derechief, en diligence et en poste, avec autres instructions,
 » devers ledit seigneur roy d'Angleterre, lequel il trouva audit
 » Ghysnes, et illec estre demouré, et l'avoir suy tant et jusques à
 » ce que mons^r le *marquis d'Arsscot* arriva devers lui à Calaix.
 » En quoy faisant il avoit vacqué jusques au v^e jour de juillet. »

Fol. 253 v^o. A M^e *Guillaume des Barres*, secrétaire du Roy,
 parti de Malines le 17 février 1519 (1520) et allé « à diligence,
 » jour et nuit, par-devers le roy d'Angleterre, pour lui remon-
 » strer aucunes choses touchant les affaires du Roy dont n'est
 » besoing icy faire déclaration »; retourné à Malines, où il fit
 le 8 mars son rapport à l'Archiduchesse: « sur lequel rapport
 » lui fut incontinent ordonné, de par Madame et messeigneurs
 » du conseil, soy tenir prest et accoustrer pour à diligence et
 » en poste aller vers le roy en Espagne: ce qu'il fist. Et partist
 » de ladite ville de Malines le xii^e jour de mars ensuyvant, et
 » courrust en poste jusques devers lui à Saint-Jaques en Ga-
 » lice, pour lui remonstrer et dire aucunes choses de par
 » madite dame et mesdits seigneurs touchant les affaires de
 » ces pays de par deçà et en quelle disposition ilz estoient,
 » lui remonstrant sa charge, sollicitant sa response et despes-
 » che, et après icelle recouvrée, retournant, par son ordon-
 » nance, par mer, sur une barque que icellui seigneur Roy
 » avoit ordonné à la Courroingne et qui estoit toute preste lors,
 » vers ledit seigneur roy d'Angleterre, l'évesque d'Elne et
 » autres ses ambassadeurs estans illecq, pour leur dire, re-
 » monstrar et communiquer aucunes choses touchant sa
 » charge; sollicitant sa response dudit seigneur roy d'Angle-
 » terre et desdis ambassadeurs; retournant atout icelle par-
 » devers madite dame et mesdis seigneurs estans en la ville

» de Gand, faire rapport de tout son besoingné, il avoit vacqué depuis le ix^e dudit mois de mars jusques au ix^e de may. »

Fol. 258. A messire *Raphaël de Médicis*, chevalier, etc., parti d'Anvers le 10 février 1519 (1520) « et à diligence et en poste » allé à Rome par-devers nostre saint-père le pape et le col-lége des cardinaulx pour aucunes grandes matières et af-faires secretz dont n'est besoing icy faire déclaration, gran-dement touchant l'honneur du Roy et ses pays et subgetz, » et illec avoir séjourné huyt mois de long, et allé dudit Rome » à Florence et autres lieux pour les affaires du Roy, et re-tournant dudit Rome à Bruges devers ledit seigneur Roy » le xxii^e jour d'avril XV^e vingt, lui faire rapport de son be-soigné. »

Fol. 260 v^o. A M^e *Gérard de Pleine*, Sr de la Roche, con-seiller et chambellan de l'Empereur, parti de Bruxelles le 29 juin 1520 et allé en diligence à Gravelines et Calais vers le roi d'Angleterre, « pour avec mons^r l'évesque d'Elne et autres » ambassadeurs dudit seigneur Empereur traicter l'entrevue » desdits seigneurs Empereur et roy d'Angleterre et autres » grans affaires secretz dont n'est besoing icy en faire plus » ample déclaration. En quoy faisant, allant, besoignant et » séjournant audit Calais et retournant après, ledit seigneur » Empereur estant lors à Saint-Omer, il avoit vacqué et esté » occupé jusques au xvii^e jour de juillet.

» Item, pour, par ordonnance de l'Empereur, à semblable » diligence, estre party, le iiii^e d'aoust, de la ville de Gand et » allé derechief par-devers ledit seigneur roy d'Angleterre » pour certains affaires secretz et de grande importance et » conséquence : ouquel voyaige il avoit vacqué et séjourné » devers ledit seigneur roy d'Angleterre, par ordonnance dudit » seigneur Empereur, depuis le iiii^e d'aoust jusques au xv^e de » décembre XV^e vingt qu'il arrivoit devers Madame. »

Fol. 265. A messire *Philippe de Bourgogne*, évêque d'Utrecht, « à cause de pluisieurs voyaiges et despens extraor-

• dinaires par lui soustenuz, à la requeste et ordonnance de
 • l'Empereur, durant son voyaige d'Espagne, aux assemblées
 • qui par diverses fois ont esté faites entre ses depputez et
 • ambassadeurs et ceulx de mess^e Charles de Gheldres et de
 • Minster ès villes d'Utrecht, Wyck, Montfort et autres, pour
 • les communications qui ont esté tenues entre eulx pour
 • trouver et avoir les moiens de accorder et faire quelque paix
 • ou trêves entre eulx, et pour parvenir à icelles communi-
 • cations fait faire plusieurs voyaiges par ses gens et servi-
 • teurs, et lui-mesmes soustenu de grans despens pour ses-
 • toyer lesdits commissaires et députez. »

COMPTE 15^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1524.

Fol. 317-355. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 325, 352 v^o. A M^e *Claude Vartel*, secrétaire de madame Marguerite, envoyé de Malines, le 16 mars (1521), vers le roi d'Angleterre et l'évêque d'Elne, ambassadeur de l'Empereur ; retourné le 14 avril.

Fol. 324. A messire *Jean de Courtewille*, chevalier, S^r de la Buisnière (1), parti de Valladolid le 16 mars 1517 (1518) et, par l'ordonnance du Roi, allé vers feu l'empereur, « comme
 » son ambassadeur, et soy trouvé à la journée impériale
 » d'Ausbourg..... En quoy faisant, allant et retournant par-
 » devers icellui seigneur estant en sa cité de Saragoce, pour
 » faire rapport de son besoingné, et y compris son retour às
 » pays de par deçà, il avoit vacqué et esté occupé jusques au
 » dernier jour de février XV^e XVIII (1519). »

Fol. 329. A messire *Jean Sucket*, chevalier, conseiller e

(1) Il figure au compte de 1522 (fol. 318) pour le complément de ce qui lui était dû.

maître des requêtes de l'hôtel. Le 24 octobre 1519 il partit de Malines et alla à Bruxelles, où madame Marguerite et les seigneurs du conseil lui ordonnèrent, au nom de l'Empereur, de se disposer à aller vers le roi et la reine de Danemark, « pour » faire délivrer les buysses de harenck et autres navires illec » arrestées, et appoincter avec ledit seigneur roy touchant le » paiement du dot de mariaige de la royne sa compaignie. » Le 22 novembre il se mit en route pour le Danemark. A son retour, il eut à rédiger son rapport. Il fut ainsi occupé jusqu'au 24 février 1520 (1521).

Fol. 331 v°, 333. A révérend père en Dieu *Bernard de Mesa*, évêque de Badajoz et d'Elne, ambassadeur de l'Empereur près le roi d'Angleterre, à compte sur ses gages et vacations.

Fol. 335 v°. A M^e *Gérard de Pleine*, seigneur de la Roche, conseiller et chambellan de l'Empereur, en prêt sur le voyage qu'il faisait, le 27 août, avec le cardinal, mons^r le chancelier et autres à Calais, « pour grandes matières et affaires dont » n'est besoing ici faire autre déclaration. »

Fol. 337 v°. A messire *Jean Sucket*, chevalier, etc., parti de Malines le 3 juillet et allé, avec MM. de *Ravenstein* et de *Berghes*, « au dehors dudit Malines, au-devant du roy de Den- » nemarcke, le bienviégnier et accompagner audit Malines; » dudit Malines à Bruxelles, et séjourné illec, et retourné audit » Malines : ouquel voyaige il avoit vacqué et esté occupé jus- » ques au xi^e dudit mois. Item, pour estre party dudit Malines » et allé en la ville de Gand, pour illec communicquier tou- » chant certains affaires d'entre l'Empereur et ledit roy de » Dennemarcke, il avoit vacqué par l'espace de sept jours finiz » le xxix^e dudit mois. Et pour estre party derechief, le xix^e » d'aoust, de ladite ville de Malines, et aller avec monsieur de » *Praet*, convoyer icelluy seigneur roy de Dennemarcke jus- » ques aux limites et confins des pays dudit seigneur Empe- » reur, le servir et faire audit seigneur roy de Dennemarcke

- tout l'honneur que seroit possible : ouquel voyaige il avoit
- vacqué jusques au m^e jour de septembre (1). »

Fol. 348 v^o. A *Jean de Sainte-Aldegonde*, seigneur de Noircarmes, conseiller de l'Empereur et son sommelier de corps, parti de Bruxelles le 19 septembre 1521, pour aller en diligence vers le roi d'Angleterre : « en quoy faisant, allant à »
 • Calaix, où il séjourna cinq jours avant qu'il passa, et dès là
 • audit Angleterre; retournant derechief avec son expédition
 • audit Calaix, où le cardinal le retint encoires autre cinq
 • jours, et retournant devers l'Empereur à Valenchiennes, il
 • a vacqué vint-huyt jours. »

Fol. 349. A messire *Jacques de Lombyze*, chevalier, seigneur de Castres, souverain bailli de Flandre, en prêt sur le voyage qu'il faisait, le 15 décembre 1521, de la ville d'Audenarde en Angleterre vers le roi, « pour matières et affaires secretz dont
 • n'est besoing icy faire déclaration (2). »

Fol. 349 v^o. A *Jean Metteneye*, écuyer, conseiller et maître d'hôtel, parti de Gand le 18 décembre et allé vers « les Lighes
 • des Suysses pour aucuns affaires secretz grandement tou-
 • chans le bien et honneur de l'Empereur et de ses pays et
 • sujetz, etc. »

Fol. 350. A *Jean de Branchion*, seigneur de la Muyre, écuyer de chambre de l'Empereur, parti d'Audenarde le 22 novembre et allé en Suisse « devers les advoers (avoyers) et

(1) Les vacations du Sr de Praet (*Louis de Flandre*) figurent au compte de 1522, fol. 283 v^o. Dans l'article dont elles sont l'objet il est dit qu'il était parti de Bruges le 16 août et avait accompagné le roi de Danemark à Gand, Termonde, Malines, Anvers, Berghes, Bois-le-Duc, où le roi lui donna congé.

(2) On voit, au compte de 1522 (fol. 286), qu'il était encore en Angleterre le 2 février de cette année, et fol. 297 v^o, qu'il vint trouver l'Empereur à Bruges le 18 mai. Dans ce dernier article il est nommé *Jacques de Thiennes*.

» conseil de la ville de Berne, leur dire et déclairer aucunes
 » choses de par l'Empereur dont il ne veult autre déclaration
 » icy estre faite. »

Fol. 351 v°. A mess^r *Josse Lauwereys*, docteur, conseiller et
 maître des requêtes de l'hôtel, parti de Gand le 22 juillet 1521
 et allé, avec d'autres ambassadeurs de l'Empereur, à Calais,
 vers monsieur le cardinal d'Angleterre, « pour aucuns affaires
 » secretz grandement touchans l'honneur de l'Empereur : en
 » quoy faisant, allant audit Calais, séjournant, besoingnant et
 » retournant, avec ledit seigneur cardinal et autres ambassa-
 » deurs, en la ville de Bruges devers ledit seigneur Empereur,
 » il avoit vacqué et esté occupé jusques au xiiii^e jour
 » d'aoust.

» Et pour estre party de ladite ville de Bruges le xxvi^e du-
 » dit mois d'aoust et allé derechief avec ledit seigneur car-
 » dinal et lesdiz ambassadeurs audit Calais, pour illec pratic-
 » quier et besoingner sur le fait de la trefve entre l'Empereur
 » et le roy de France : en quoy faisant, allant audit Calais,
 » besoingnant, séjournant illec et, après avoir besoingné,
 » retournant avec lesdiz ambassadeurs en la ville d'Audenarde
 » devers ledit S^r Empereur luy faire rapport de leur besoingné,
 » il avoit vacqué et esté occupé jusques au derrenier de no-
 » vembre. »

Fol. 353 v°. A révérend père en Dieu messire *Philibert Na-
 turel*, dom-prévôt d'Utrecht, ambassadeur en France, pour
 ses vacations depuis le 1^{er} juin 1520 jusqu'au 1^{er} juillet 1521,
 « pour lequel temps il n'avoit pu estre payé de cesdites vaca-
 » tions aux royaumes d'Espagne, à cause de la commotion et
 » trouble qui y a esté, sur lesquels il avoit esté assigné; et
 » néantmoins il avoit continuellement esté devers le sein-
 » gneur roy de France jusques au premier de juillet, que lors
 » il estoit venu devers l'Empereur, par son ordonnance, en la
 » ville de Bruxelles. » Le payement qui lui est fait comprend
 1,720 livres ou florins qu'il a comptés, par ordonnance de

l'Empereur, en diverses fois, à deux secrétaires de France,
 « pour don que icellui seigneur Empereur leur en a fait pour
 » une foiz, en considération de plusieurs bons et agréables
 » services qu'ilz lui avoient faiz, et de la bonne adresse que
 » par pluseurs foiz ilz lui avoient fait et donné, afin de
 » selon ce en advertir ledit seigneur Empereur ou madame la
 » régente et les gens de son conseil par deçà. »

COMPTE 16^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1522.

Fol. 285-319. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 285. A *Lope Hurtado*, écuyer, parti de Bruxelles le 25 janvier 1521 (1522) et allé, à diligence et en poste, vers mons^r le cardinal de Tortose (1), élu pape, étant lors en Espagne, « pour lui dire et déclarer aucunes choses de par l'Em-
 » pereur de grande importance, et qui grandement touchoient
 » les affaires dudit seigneur Empereur. »

Fol. 286 v^o. A révérend père en Dieu *Bernard de Mesa*, évêque de Badajoz et d'Elne, ambassadeur en Angleterre, pour ses vacations jusqu'au 4 février 1522 (2).

Fol. 287. A messire *Charles de Poupet*, chevalier, S^r de la Chaulx, conseiller, chambellan et premier sommelier de corps de l'Empereur, parti de Bruxelles le 6 février 1521 (1522) pour aller en Angleterre, et de là en Espagne.

Fol. 287 v^o. A M^e *George de Themssicke*, prévôt de Cassel, conseiller et maître des requêtes de l'hôtel, parti de Worms le 30 mai 1521 et allé en Autriche vers monseigneur l'archiduc (Ferdinand), « pour aucunes grandes matières et affaires se-
 » cretz, et aussi pour le fait des joyaulx délaissiez par feu, de

(1) Adrien d'Utrecht.

(2) D'après un article qui est au fol. 299, il exerçait encore cette charge le 13 juillet.

» très-digne mémoire, l'empereur Maximilian (1) : en quoy
» faisant, allant devers mondit seigneur l'archiduc estant lors à
» Ulm, le suyvant partout à Vienne, Nyeustadt, jusques à Gretz
» en Stieremarck, besoingnant, séjournant illec devers mondit
» seigneur l'archiduc, et retournant en la ville de Bruxelles
» devers ledit seigneur Empereur luy faire rapport de son
» besoingné, il avoit vacqué et esté occupé jusques au
» xxvii^e jour d'aoust. »

Fol. 292. A M^e *Guillaume des Barres*, parti le 18 avril de Bruxelles pour aller à diligence et en poste vers le roi d'Angleterre.

Fol. 292 v^o. A M^e *Wolfgang Brantelaer*, docteur ès droitz, conseiller et secrétaire de l'Empereur, parti de Bruxelles le 30 avril et allé vers l'archevêque de Cologne et le duc de Clèves, « pour leur dire et déclarer aucunes choses, de par
» Sa Majesté, touchant les bledz qu'il avoit mandé estre
» amenez en ses pays de par deçà, de son pays d'Almaingne,
» pour l'avitaillement de ses batteaulx et provisions pour
» mener avec luy en Espaigne, et autres choses, etc. »

Fol. 294 v^o. A messire *Adrien Brempt*, pour ses salaires et vacations de trois voyages qu'il a faits, « assavoir : le premier
» de la ville de Gand le xxix^e de juillet XV^e vint-ung, le second
» de la ville de Bruxelles le x^e jour de mars ensuivant, le m^e
» dudit Bruxelles le xxviii^e dudit mois, par-devers messire
» Charles de Gheldres et ceulx des villes de Campen, Zwolle
» et Deventer, pour leur dire et déclarer aucunes choses de
» par l'Empereur, selon les instructions qui lui avoient esté

(1) Au fol. 292 est mentionné un payement de 72 livres fait à Alexandre van Bruxell, Martin de Wilde et Wautre Vanden Velde, orfèvres à Anvers, pour être venus à Bruxelles (le jour n'est pas indiqué), « pour illec vac-
» quier et entendre à l'ouverture d'aucuns coffres où estoient aucuns
» joyaulx délaissés par feu l'empereur Maximilian, les avoir pesé, visité et
» prisé selon leur pover. »

» baillées à ceste cause, touchant le différent et débat estant
» entre lesdites parties. »

Fol. 295 v. A *Louis de Flandre*, seigneur de Praet, en prêt sur le voyage que, par ordonnance de l'Empereur, il faisait, le 17 mai, en Angleterre, pour y demeurer son ambassadeur auprès du roi.

Fol. 296. A messire *Jean de Hesdin*, maître d'hôtel de madame de Savoie, envoyé le 11 mai vers le roi d'Angleterre, « pour lui mener cent bombardiers et culeuvriniers des pays
» de par deçà, pour s'en servir à son très-noble plaisir (1). »

Fol. 299. A messire *Jean de Hesdin*, envoyé de Bruxelles, le 15 juillet, vers le roi d'Angleterre, » pour luy dire et dé-
» clarer aucunes choses, de par Madame et messeigneurs du
» conseil, que grandement touchoient les affaires de l'Empe-
» reur (2). »

Fol. 301. A la veuve et aux héritiers de *Philippe Haneton*, premier secrétaire et audiencier de l'Empereur. Le 27 juin 1521 il était allé, de Bruxelles, « à toute extrême diligence, » vers le roi d'Angleterre, « pour luy dire et déclarer aucunes
» choses qui grandement touchoient les affaires de l'Empe-
» reur. » Il était revenu auprès de Charles-Quint à Anvers le 11 juillet. — Le 24 de ce mois il était allé, avec messeigneurs de *Berghes*, le *grand chancelier* et autres ambassadeurs, à Calais, vers le cardinal d'Angleterre et les ambassadeurs de France; il était revenu avec eux à Bruges le 14 août. — Le 16 novembre il était parti d'Audenarde, avec des mémoires et instructions pour les ambassadeurs de l'Empereur étant à Calais.

Fol. 306 v°. A *Jean Bonnot*, parti de La Haye le 17 août et

(1) Au compte de 1524 (fol. 259) on voit qu'il fut absent pour cette commission soixante-deux jours.

(2) Le même compte nous apprend (fol. 259 v°) que son absence fut cette fois de trente-six jours.

allé vers le duc de Lorraine « pour aucunes matières et affaires » secretz touchant les affaires de l'Empereur, etc.; » revenu à Anvers le 15 septembre.

Fol. 307. A messire *Guillaume Heda*, conseiller de l'Empereur, prévôt d'Arnhem et chanoine de Notre-Dame à Anvers, parti d'Anvers le 17 juillet 1522 et allé, par ordonnance de madame Marguerite, avec le *dom-prévôt d'Utrecht*, chancelier de l'ordre, en la ville d'Utrecht, « pour entendre l'estat des » affaires du pays d'Utrecht et du Sticht, et entendre d'eulx » les communications ou appointemens qu'ilz faisoient avec » monsieur de Gheldres, pour aviser et entendre qu'ilz ne fissent quelque appointement avec mondict seigneur de » Gheldres au préjudice de l'Empereur et de ses pays de Fryze » et de Hollande, pour de ce que en seroit trouvé en advertir » madicte dame. » L'absence de *Heda* fut de trente jours.

Fol. 308 v°. A M^e *Jean de le Sauch*, parti d'Anvers le 12 octobre, pour aller vers le roi d'Angleterre.

Fol. 310. A M^e *Jacques de Voecht*, pensionnaire de la villè d'Anvers, parti de cette ville le 13 mars 1521 (1522), par ordonnance de l'Empereur, et allé, avec ses lettres closes, vers ceux de la ville de Maestricht, vers monsieur de Clèves et Juliers, vers messieurs l'évêque de Trèves, le landgrave de Hesse, l'archevêque de Mayence, le comte palatin, pour les requérir « de pouvoir faire acheter certaine quantité de bled » et vin de Rhin en leurs pays, et iceulx pouvoir faire mener » et transporter hors d'iceulx sans de ce en payer aucun tonlieu, tant pour furnir à l'avictaillement des batteaulx pour » le voyage de l'Empereur en Espaigne que pour ses pays de » par deçà. » Le magistrat de Maestricht, M. de Clèves, M. de Trèves et le landgrave de Hesse s'en étant remis à l'archevêque de Mayence, ce prince de l'Empire dit à *de Voecht* » qu'il se trovast, quinze jours après Pasques, à la journée » qu'il avoit lors assignée à Bonn, où que les députez desdis » seigneurs et les siens seroient rassemblez pour communic-

» quier et besongner sur sa pétition et demande, et qu'ilz luy
 » donneroient finale et absolute responce : ce qu'il fit. Et,
 » après avoir communicqué et besongné avec lesdis députez,
 » pour responce lui ont dit qu'ilz estoient contens que ledit
 » seigneur Empereur pourroit faire acheter en diverses sein-
 » gnouries le nombre de dix mille malders de bled et soixante-
 » quinze tolvoederen de vin de Rin, et iceulx faire mener et
 » transporter en ses pays de par deçà sans en payer aucun
 » tonlieu. » De Voecht rapporta cette réponse à Charles-Quint
 le 12 mai.

Fol. 311. A messire *Antoine de Lalaing*, parti de La Haye au
 mois d'août 1522, avec le *président du grand conseil* et l'*audiencier*, et allé à Culembourg, « pour illec communiquer avec
 » les députez de messire Charles de Gheldres, illec assemblez,
 » certaines matières de grosse importance grandement tou-
 » chans le bien des pays de par deçà. »

Fol. 311 v°. A très-révérend père en Dieu mess^r *Jean, arche-
 vêque de Palerme*, chef du conseil privé, pour le 29 juin 1521
 être allé avec le *seigneur de Bèvres*, amiral, à Anvers au-devant
 du roi de Danemark et l'avoir conduit à Bruxelles vers l'Em-
 pereur, et, le 24 décembre, être allé de Gand à Liège porter le
 chapeau de cardinal à l'évêque.

Fol. eod. A *Jean Bonnot*, parti d'Anvers le 20 septembre
 et allé vers l'archevêque de Trèves et le marquis de Bade (1).

Fol. 314. A M^r *Guillaume des Barres*, parti de Dordrecht le
 1^{er} août et allé à toute diligence vers le roi d'Angleterre et le
 cardinal d'York; revenu le 25 août.

Fol. 315. A M^r *Guillaume des Barres*, parti d'Anvers le
 14 septembre et allé « à diligence, jour et nuit, en Angle-
 » terre, vers mons^r le cardinal d'York, pour aucuns secretz
 » affaires, etc.; » revenu le 12 octobre.

(1) Son absence fut de trente-cinq jours, d'après le compte de 1523,
 fol. 283.

Fol. 315 v°. A M^e *Jean de le Sauch*, parti d'Anvers le 12 octobre et allé vers le roi et le cardinal d'Angleterre, « avec certaines mémoires, lettres et instructions à lui bailliées, touchans grandement l'honneur de l'Empereur et le bien de ses pays : en quoy faisant, allant devers lesdiz seigneurs roy et cardinal d'Angleterre, leur présentant ses lettres, déclairant sa charge, séjournant illec par certain temps par leur commandement et ordonnance, et allant aux ports de Hampton et Portame devers le capitaine général de l'armée des Espaignars Lescaur (?), que l'Empereur avoit envoyé en l'esté lors passé d'Espaigne, savoir leur volenté et intention et s'ilz vouloient retourner en Espaigne ou non, et autres choses que lesdiz seigneurs roy et cardinal d'Angleterre luy avoient chargé, et à diligence leur avoir rapporté responce, et aussi à diligence avoir rapporté responce à Madame et messeigneurs du conseil, et leur faisant rapport de son besoingné, il a vacqué jusqu'au second jour de décembre. »

Fol. 316 v°. A M^e *Jean de le Sauch*, parti de Gand le 29 décembre 1522 et allé en poste vers les roi et cardinal d'Angleterre et les ambassadeurs de l'Empereur « estans illec, » pour passer ensuite en Espagne, où était l'Empereur.

Fol. 322. A M^e *Guillaume des Barres*, envoyé de Bruxelles, le 9 mars 1521 (1522), vers mons^r le légat d'Angleterre; retourné vers l'Empereur à Bruxelles le 7 avril; parti de Bruxelles le 21 avril et allé vers le roi d'Angleterre; revenu auprès de l'Empereur à Douvres; allé, par son ordre, à Bruges et à Anvers, puis à Calais, et de là à Londres vers l'Empereur; retourné à Bruges le 15 juin; renvoyé le 20 juin à l'Empereur en Angleterre, etc.

COMPTE 17^e DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1523.

Fol. 281-330. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 282 v°. A *Jean Bonnot*, écuyer, parti de Malines le 3 février 1522 (1523), pour aller à diligence vers notre saint-

père le pape à Rome et le collège des cardinaux, et de là vers le vice-roi de Naples, « leur dire et déclarer aucunes choses » qui touchoient grandement les affaires des païs et subgetz de l'Empereur de par deçà (1). »

Fol. 284 v°, 296. A M^e *George Themsicke*, prévôt de Cassel, conseiller et maître des requêtes ordinaire de l'hôtel de l'Empereur, parti de Malines le 22 septembre 1522 et allé à Calais vers les députés du roi d'Angleterre, » pour illecq estre à la » journée prinse et accordée par l'Empereur et roy d'Angle- » terre touchant le fait de l'entrecours de la marchandise des » laynnes d'Angleterre et évaluacion des monnoies nouvelle- » ment forgées par deçà; » revenu, le 7 octobre, à Anvers, où il fit son rapport à madame Marguerite et aux seigneurs du conseil; reparti de Malines le 26 octobre pour Calais avec M^e *Jerôme Vanden Dorpe*, conseiller au grand conseil, « pour » illec, avec les députez, vuyder, appointier et accorder au- » cunes difficultez y survenues et proposées à la première » journée, tant d'un costé que d'autre, et desquelles il avoit » fait rapport à madite dame et mesdis seigneurs, pour sur ce » avoir leur advis et ordonnance, et selon iceulx se conduire et » rigler; » revenu à Malines le 24 janvier 1523.

Fol. 286 v°, 293. A M^e *Gérard Muelaert* (conseiller aux conseils de Hollande et Frise), parti d'Anvers le 6 octobre 1522 et allé à diligence, avec *Jean de Hallewyn*, écuyer, devers les gouverneurs et communes des villes de Kampen et Deventer, » pour leur dire et déclarer aucunes choses d'importance, » mesmement à intencion d'empescher certain accord et ap- » pointement que l'on disoit estre sur main d'entre messire » Charles de Gheldres, d'une part, et lesdis de Campen et » Deventer, d'autre; » revenu le 26 octobre à Malines, où il fit son rapport à madame Marguerite et aux seigneurs du con-

(1) Au compte de 1524 (fol. 250), il est dit qu'il revint à Bruxelles le 1^{er} août 1523 et fit son rapport à l'archiduchesse Marguerite.

seil; reparti le 27 pour Zonbourg en Zélande, où était lors monsieur d'Utrecht, « pour luy dire et déclarer tout leur » besognié audit Campen, et luy déclarer la responce que » leur avoit esté faite par lesdis de Campen et Deventer, et » l'induire, de par madite dame, de soy trouver devers elle à » Gand, pour luy communicquier aucunes choses qui tou- » choient les affaires des pays de l'Empereur : » ce à quoi l'évêque consentit.

Fol. 292, 305, 325. A M^e *Herman Suederhuysen*, envoyé le 8 mars 1521 (1522) vers le roi de Danemark, » pour luy dire » et déclarer aucunes choses à luy chargées de par l'Empereur, » ensuyvant les instructions que luy furent baillées à son par- » tement, grandement touchant le bien et honneur de l'Em- » pereur, le prouffit et utilité de ses pays et subietz de par » deçà, mesmement pour illecq séjourner et solliciter l'eslar- » gissement et délivrance d'aucuns batteaulx de par deçà » arrestez et détenuz par ledit seigneur roy; » revenu le 4 mars 1522 (1523).

Fol. 303. A M^e *Pierre Tayspil*, conseiller et maître des requêtes au grand conseil, parti de Malines le 5 juin 1523 » et allé à diligence, jour et nuit, après les roy et roynne de » Dennemarecke qui alloient en Angleterre, pour les consuir » et rattaindre avant leur arrivement à Gand, et depuis à » Bruges, Neufport et Dunckercke, avec lettres de Madame » adressans aux officiers de l'Empereur illecq, pour les ad- » vertir comment ilz devroient recueillir et bienviengnier les- » diz roy et roynne et respondre à leurs requestes, s'aucunes » leur en estoient de par eulx faictes » ; retourné à Malines le 11.

Fol. 306. A M^e *Jean de le Sauch*, parti de Gand le 3 janvier 1522 (1523) et allé en poste vers le roi d'Angleterre et le cardinal d'York; de là, après avoir rempli sa mission, passé en Espagne vers l'Empercur, qui était à Valladolid; renvoyé par Charles-Quint vers le roi et le cardinal d'Angleterre; retourné aux Pays-Bas le 10 mai.

Fol. 308. A messire *Ferry Carondelet*, archidiaque de Besançon et conseiller de l'Empereur, parti de l'abbaye de Mont-Benoît, » avec certaines instructions et mémoires à luy » envoyées par l'Empereur, avec quinze chevaulx et autant de » personnes, le xv^e de septembre XV^eXXI, et allé devers » mons^r le duc de Savoye, tant pour estre présent, de par » ledit seigneur Empereur, aux nopces dudit duc qu'il devoit » lors tenir avec l'une des filles du roy de Portingal, et pour » aucunes matières et affaires secretz; » retourné à Mont-Benoît après cinquante et un jours d'absence.

Fol. 311 (1). A *Charles de Bourgogne*, seigneur de Bre-dain, parti de sa maison de Froidmont le 17 février 1522 (1525) et allé à Maestricht, où il attendit le prévôt de Cassel (*George de Themsicke*) et *Jacques Février* (auditeur en la chambre des comptes); de là avec eux allé en Allemagne vers l'archiduc Ferdinand, « pour avec autres députez de l'Empe- » reur par ensemble entendre et besoingner sur les debtes deues » par feu l'empereur Maximilian, son grand-père, et visiter » aucuns biens meubles par luy délaissiez, estans esdites Alle- » maignes (2), et pour autres matières et affaires secretz au » long contenus es lettres et instructions à eulx pour ce bail- » liées de par ledit seigneur Empereur. En quoy faisant, allant » devers monseigneur l'archiduc, estant lors à Ysbrouck, » séjournant illecq, le suyvant partout où il alloit, besoingnant » tant sur lesdites lettres et instructions comme sur ce que » Madame leur escripvoit journellement par les postes touchant » leur charge, et retournant devers madite dame, il avoit vac-

(1) Aux fol. 283 v^o et 284 il est déjà parlé de cette ambassade.

(2) Au compte de 1524 (fol. 238 v^o) figure un paiement fait, pour cette mission, à l'auditeur *Février*; il y est dit : « Pour illec besongnier sur le fait » du partaige des joyaulx, meubles et artillerie, ensamble pour faire les » appointemens et payemens des debtes délaissées par feu, de très- » noble mémoire, l'empereur Maximilian, et autres choses qui restoient » à vuyder de la maison mortuaire. »

» qué et esté occupé jusques au quinziésme jour de juillet. »

Fol. 311 v°. A *Louis de Flandre*, écuyer, seigneur de Praet, pour avoir vacqué à sa charge d'ambassadeur en Angleterre jusqu'au 17 mars 1523, « que lors monseigneur l'évesque de » Badajoz partist de Londres, par ordonnance de l'Empereur, » pour aller vers luy en Espagne, et l'avoit laissé seul par- » devers le roy d'Angleterre. »

Fol. 318 v°. A *M^e Antoine de Waudripont*, parti de Malines le 22 juillet 1523 et allé vers monseigneur l'évêque d'Utrecht, étant lors à Wyck, « pour luy dire et déclarer certains » affaires de grande importance à luy chargés de Madame, » grandement touchant l'honneur de l'Empereur et le bien » et prouffit des subgectz et païs de Hollande; » absent dix- » huit jours; le 17 août suivant, parti de Bruxelles « et allé » avec le roy de Dennemarck en la ville d'Anvers, pour l'as- » siser en pluseurs ses affaires, ainsi que par madite dame » luy avoit esté commandé. »

Fol. 320. A *M^e Jean de Marnix*, parti de Malines le 22 avril 1523 et allé vers le roi et le cardinal d'Angleterre, ainsi que vers les ambassadeurs de l'Empereur en ce pays; retourné le 21 juin.

Fol. 324. A *M^e Herman Suederhuysen*, parti de Malines le 16 avril 1523 et allé vers le duc de Clèves et ceux du chapitre et gouverneurs de la ville de Munster, « pour leur dire » et déclarer aucunes choses de grosse importance et consé- » quence touchant la guerre estant entre l'évesque d'Utrecht » et ses villes, d'une part, et messire Charles de Gheldres, » d'autre, et les induire à vouloir assister et favoriser audit » seigneur évesque d'Utrecht et ses villes allencontre dudit » de Gheldres, et autres matières; » retourné le 10 mai; reparti de Malines le 14 juillet et allé à Cologne « par-devers » aucuns princes d'Allemagne estans illecq assamblez, pour » leur dire et déclarer aucunes choses dont n'est besoing icy » faire plus ample déclaration, touchant le bien et seureté » des pays de par dechà; » retourné le 10 août.

COMPTE 18° DE JEAN MICAULT DU 1^{er} JANVIER AU 31 DÉCEMBRE 1524.

Fol. 251-290. *Ambassades et gros Voyages.*

Fol. 251. A M^e *Jean de le Sauch*, parti de Malines le 16 septembre 1523 et allé à Liège vers le cardinal de Liège, « luy
» dire et déclarer aucunes choses d'importance touchant les
» pilleries et invasions que avoit encommenchié et estoit d'in-
» tention de faire messire Charles de Gheldres sur le païs de
» Hollande, et des provisions que Madame et messeigneurs du
» conseil y avoient advisées, pour de son quartier faire le
» samblable. » Absent quatre jours.

Au *Même*, parti de Malines le 29 décembre 1523 et allé à Maestricht vers le cardinal de Liège, « luy requerrir, de par
» Madame, vouloir venir par-devers elle, pour lui déclairer
» aucunes choses qu'elle avoit au cuer avec les grans sei-
» gneurs qui devoient estre assemblez à certaine journée. »
Revenu le 31 décembre.

Fol. 256 v°, 257, 287 v°. A révérend père en Dieu frère *Marcus Cruyt*, abbé de Saint-Bernard, parti de Malines le 5 avril 1524 et allé, avec M^e *Herman Suederhuysen*, conseiller et maître des requêtes, « et autres, à Hambourg, pour avec les
» ambassadeurs du pape, du roy d'Angleterre, de mons^r l'ar-
» chiduc, d'aucuns des électeurs, du roy de Dennemarcke et
» autres, besoingnier et aviser, avec les députés et commis du
» duc de Holst et les villes de Lubeke, touchant la réintégra-
» tion dudit seigneur roy de Dennemarcke oudit royaume. »

Fol. 259 v°. A messire *Jean de Hesdin*, chevalier, maître de l'artillerie de l'Empereur, envoyé de Malines, le 12 avril 1523, vers le roy et le cardinal d'Angleterre, ainsi que vers les ambassadeurs de l'Empereur. Retourné le 13 septembre.

Fol. 260. Au *Même*, parti de Malines le 4 décembre 1523 avec *Jacques Artus*, contrôleur de l'artillerie, et allé vers le roi et le cardinal d'Angleterre, ainsi que vers les ambassa-

deurs de l'Empereur, « pour, de par Madame et les seigneurs
 » du conseil et des finances, leur dire et déclarer aucunes
 » choses à eulx chargées, mesmement touchant la disposition
 » des affaires de l'artillerie et autres choses de par deçà con-
 » cernant la guerre contre la saison nouvelle. » Retourné le
 14 février.

Fol. 262 v°. A *Frédéric de Renesse*, seigneur de Male, parti de la Haye le 14 avril 1524 et venu vers Madame, à Anvers, où il lui fut ordonné d'aller à Utrecht, et avec lui *M^e Cornille Anthones*, secrétaire du conseil en Hollande, pour la même affaire dont était chargé Josse Sasbout. Il retourna le 19 mai.

Fol. 264. A *Josse Sasbout*, conseiller au conseil de Hollande, parti de la Haye le 27 avril pour aller, avec l'*archevêque de Palerme* et autres, à Utrecht, « devers ceulx du cha-
 » pitre de la ville dudit Utrecht, pour, en ensuivant certaines
 » instructions, les solliciter et induire à ce qu'ilz ne eslussent
 » nouveau évesque dudit Utrecht qui ne fust agréable à
 » l'Empereur et bon pour les pays de par deçà. » Retourné à la Haye le 8 mai.

Fol. 265. A messire *Josse Lauwereys*, parti d'Anvers le 1^{er} mai 1524 avec *M^e Laurent du Blioul*, premier secrétaire et audencier, et allé à Gorcum vers le comte de Buren, capitaine général, « pour illecq besongner avecq les députez de
 » messire Charles de Gheldres, pour conclure et arrester une
 » trêve entre l'Empereur, ses païs et subgeetz et ledit de Ghel-
 » dres, ses pays et subgeetz, et à quoy se trouvèrent plusieurs
 » difficultez : par quoy leur convenoit retourner sans riens
 » besongner. » — Parti de nouveau de Malines le 11 mai, allé à Anvers et de là à Heusden, avec *M^e Laurent du Blioul*, vers monseigneur de Buren, pour besongner avec les députés de Gueldre sur la trêve, qui fut conclue.

Fol. 266 v°. Au seigneur *archevêque de Palerme*, pour un voyage qu'il avait fait d'Anvers, le 25 avril 1524, avec le *S^r de Bèvres*, amiral de la mer, et autres, à Utrecht, « par-devers ceulx
 » des esglises, solliciter et les induire à ce que, en procédant

» à l'élection de leur nouvel évesque, ilz voulsissent, à la re-
 » queste et faveur de l'Empereur et de Madame, eslire le car-
 » dinal de Liége. » Absent quatorze jours.

Fol. 267 v°. A *Josse Van Bueren*, écoutète de Culembourg, parti de Culembourg le 28 mai 1523 et allé à Arnhem vers messire Charles de Gheldres, « pour luy dire et déclarer » aucunes choses de grande importance, mesmement tou-
 » chant aucunes envahies et pilleries que aucuns ses subjectz
 » et serviteurs faisoient journellement sur les subjectz de
 » l'Empereur, luy requérir, de par Madame, y vouloir remé-
 » dier, et mettre ordre au solaigement d'iceulx subjectz. » Retourné le 29.

Fol. 275. A messire *Jean Hannart*, vicomte de Lombeke, chevalier, conseiller, audiencier et premier secrétaire de l'Empereur, parti le 16 septembre 1524 et, par l'ordonnance de madame Marguerite, allé « devers le postulé évesque d'Utrecht, » qui estoit de la maison de Bavière, pour icelluy bienvien-
 » gnier de la part de madite dame, comme régente et gouver-
 » nante ès pais de par deçà, par iceulx pais le conduire, et
 » aussey l'accompagner en sa nouvelle et première entrée
 » audit Utrecht. » Retourné le 30 septembre.

Fol. 282. A *Hugues de Bulleux* et M^e *Georges d'Espleghem*, secrétaire en ordonnance de l'Empereur, partis de Malines le 1^{er} juillet 1524 et allés à Grave, « pour illec avec les députez de » messire Charles de Gheldres communicquier touchant la
 » trêve lors conclute entre l'Empereur, ses pais et subjectz,
 » d'une part, et ledit de Gheldres et les siens, d'autre. » Absents trente-six jours.

II.

*Sur diverses publications historiques faites à l'étranger
qui concernent l'histoire de Belgique.*

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

II. — *Politike Correspondenz Frederick's des Grossen*,
(Correspondance politique de Frédéric le Grand), 1^{er} volume; Berlin 1879, in-8°.

L'Académie des sciences à Berlin vient d'entreprendre la publication, indiquée ci-dessus, sous la direction de MM. Jean Gustave Droyson, Maximilien Duncker et Henri von Sybel.

Citer ces noms, c'est en quelque sorte faire l'éloge d'une œuvre des plus importantes au point de vue de l'histoire politique en Europe, au XVIII^e siècle. Elle est, si nous pouvons nous exprimer ainsi, le complément des *Œuvres de Frédéric le Grand*, publiées par la même compagnie.

Ces correspondances comprennent les lettres et notes que le gouvernement prussien avait réservées jusqu'à ce jour.

Une courte introduction, signée des éditeurs, précède le volume, qui comprend 650 numéros appartenant aux années 1741 et 1742.

En ce qui concerne la Belgique, nous signalerons quelques actes relatifs aux Pays-Bas autrichiens et au pays de Liège. Les documents concernant cette principauté se rapportent aux démêlés du roi de Prusse avec le prince-évêque et ses prétentions sur la baronnie de Herstal. Ils sont au grand complet.

L'ouvrage entier formera environ 40 volumes, dont les éléments sont puisés, pour la plus grande partie, aux archives de la Prusse, et ensuite à des dépôts publics à l'étranger et chez des particuliers.

De bonnes tables alphabétiques des noms d'hommes cités dans les lettres, des noms des correspondants et des affaires principales qui y sont traitées, terminent le volume. Les éditeurs ont eu la bonne idée de dresser cette dernière table selon l'ordre alphabétique des pays qu'elles concernent et d'y ajouter un sommaire très-succinct des matières ; ce qui rend les recherches très-faciles. Cette méthode pourrait être suivie avec succès par les éditeurs de correspondances.

III. — *Calendar of letters, despatches, and state papers, relating to the negociations between England and Spain, preserved in the archives at Simancas and elsewhere, t. III, part. II°. Henri VIII, 1527-1529. Edited by Pascual de Gayangos* (Inventaire de lettres, dépêches et papiers d'État relatifs aux relations entre l'Angleterre et

l'Espagne et conservés dans les archives de Simancas et ailleurs, t. III, part. II. Henri VIII, 1527 à 1529, publiés par Pascal de Gayangos) ; Londres 1877, in-8°.

Les historiens belges se rappellent, sans doute, l'effet produit dans le monde savant, par la mise au jour, due à feu M. Bergenroth, des deux premiers volumes de cette importante publication, comprenant des analyses de documents semblables. Ceux-ci avaient été recueillis dans les archives de Simancas, de Barcelone, de Paris, dans les archives du département du Nord à Lille, et dans celles dites *Geheime Haus-Hof und Staats Archive* à Vienne, dans le *Public Record Office* à Londres et au British Museum, dans la Bibliothèque royale à Madrid, dans les archives de l'Académie d'histoire en la même ville, et dans la collection de M. Gayangos.

Le premier volume comprenant les documents de 1485 à 1509, années du règne de Henri VII, parut en 1862, le second, embrassant les documents de 1509 à 1525, c'est-à-dire les premières années du règne de Henri VIII, fut imprimé en 1866. Ces volumes contiennent une série de révélations inattendues de la politique espagnole, si intimement liée aux destinées de la Belgique pendant le XVI^e siècle.

Le tome III, imprimé en 1877, et que nous venons de recevoir seulement aujourd'hui, renferme les analyses de documents non moins importants se rapportant au règne de Charles-Quint, aux relations politiques de ce monarque avec Rome, la France et l'Angleterre. Il nous est impossible de faire connaître par une note tout ce qui se trouve condensé dans cet immense volume, comprenant 1116 pages. Nous devons nous borner à donner une simple indication

des lettres et des pièces diplomatiques. On y trouve des analyses de correspondances de Ferdinand, roi de Bohême, et de son frère Charles-Quint avec le roi et la reine d'Angleterre Catherine d'Aragon, le roi de Portugal, des ambassadeurs et des hommes d'État, tels que Martin de Salinas, le secrétaire Perez, le cardinal d'York, le protonotaire Caracciolo, don Inigo de Mendoza, ambassadeur en Angleterre, Alonso Sanchez, ambassadeur à Venise, le marquis del Guasto, Brian Tuke, l'abbé de Najara, Granvelle, qui dressa un rapport sur les affaires d'Angleterre, le secrétaire Seron, Lope de Soria, Antonio de Leyva, le cardinal Salviati, Hernando de Alarcon, Charles de Lannoy, vice-roi de Naples et commandant de l'armée impériale en Italie, le marquis d'Astorga, Hugues de Monzada, André del Borgo, Louis de Praet, Corneille Duplicius Scepperus, envoyé en Danemark, Pierre de Veyre, baron de St-Julien. On y voit figurer des documents sur les différents traités de paix signés pendant cette période, les projets de mariage de l'empereur et de ses enfants, des instructions adressées à différents Belges chargés de missions en Angleterre, des correspondances de ces ambassadeurs, tels que Adolphe de Bourgogne, seigneur de Bevere, Adrien de Croy, Laurent Joos, président du grand Conseil de Malines, etc. Le mémoire de Chappuys sur les mesures à prendre dans le but d'empêcher une alliance entre l'Angleterre et la France, mérite une attention spéciale.

Toute la politique de Charles-Quint, ses démêlés avec le pape Clément VIII, la France et l'Angleterre, puissance à laquelle il voulait constamment rester uni, malgré le divorce de Henri VIII avec Catherine d'Aragon, tante de l'empereur; un grand nombre de renseignements sur ce

divorce; une note étendue sur les dettes de ce monarque, tels sont les documents principaux signalés et analysés d'une manière consciencieuse par M. de Gayangos dans ce volume. Pour l'histoire politique de la Belgique au XVI^e siècle cette publication est une source des plus importantes. Dans l'introduction l'éditeur donne des éclaircissements sur les faits historiques et sur plusieurs personnages, dont nous venons de citer les noms.

IV. — *Archief. — Vroegere en latere mededeelingen voornamelijk in betrekking tot Zeeland, uitgegeven door het Zeeuwsch Genootschap der Wetenschappen. Vierde deel, eerste stuk.* (Archive. — Communications anciennes et modernes, concernant spécialement la Zélande, publiées par la Société Zélandaise des sciences, t. IV, 1^{re} livr.); Middelbourg, 1878, in-8°.

Cette Société a, depuis le siècle dernier, publié un grand nombre de volumes, consacrés à des travaux très-remarquables au point de vue scientifique, littéraire et historique. Elle a entrepris depuis une nouvelle série de publications. Parmi les articles qui intéressent la Belgique dans la livraison indiquée ci-dessus, nous citerons le répertoire des chartes et documents concernant les digues dans la Flandre Zélandaise, à partir de 1181 à 1781. M. Fokker, auteur du travail, y donne l'analyse de nombreux documents sur les endiguements faits dans cette partie de la Flandre jusqu'aux environs de Bruges. Il indique avec un soin scrupuleux tous les ouvrages dans lesquels ces documents sont imprimés ou cités. Cette nomenclature se compose de 336 articles, suivis d'une table alphabétique des noms des lieux. Nous remarquons aussi dans ce volume l'article

suivant : *Gedachten over de Nehalennia aan het Zeeuwsch Genootschap der Wetenschappen te Vliessingen voorgesteld door M. Laurens Pieter van de Spiegel 1773* (Idées sur la déesse Nehalennia, présentées à la Société Zélandaise des sciences à Flessingue par M. Laurent-Pierre van de Spiegel en 1773). Ce travail, précédé d'une introduction par M. Kern, professeur à l'Université de Leiden, renferme une dissertation sur la déesse Nehalennia, ses attributs et l'étymologie de son nom. Après avoir passé en revue tout ce qui a été dit sur ce sujet avant 1773, l'auteur arrive à cette conclusion, qu'elle a une grande analogie avec Isis et Cérès. Il admet, nous en avons déjà parlé ailleurs, que la religion des populations germaniques a subi de grandes modifications par le contact des Romains. Il cherche aussi à déterminer le port dans lequel Julien l'Apostat arriva avec sa flotte lorsqu'il quitta l'Angleterre. Van de Spiegel avait fait une étude sérieuse des auteurs anciens, et spécialement de Tacite à propos des Suèves, qui passèrent en Flandre.

V. — *Guerre de Bourgogne. Grandson et Morat, 1476.* (Extrait de la *Gazette de Lausanne*.) Lausanne 1876, petit in-8°.

La quatrième fête séculaire de la bataille de Morat a été célébrée, en 1876, avec un certain enthousiasme par la Suisse libre et indépendante. A cette occasion les livres n'ont pas fait défaut.

Nous en donnons ici la note :

La première de ces publications, celle dont nous venons de transcrire le titre, est une relation très-succincte, mais très-impartiale de la campagne de Charles le Téméraire.

duc de Bourgogne, contre les Suisses. C'est un véritable article de journal, destiné aux masses, dans lequel l'auteur fait bien ressortir la politique astucieuse de Louis XI, roi de France, toujours à la recherche d'un moyen quelconque pour se débarrasser de son redoutable ennemi, le duc de Bourgogne. Après avoir parlé de l'or que le monarque français prodigua aux chefs des confédérés, l'écrivain donne un excellent portrait de Sigismond, archiduc d'Autriche, l'ennemi implacable des Suisses, cherchant à leur susciter des ennemis partout. Il excite tantôt Louis XI, tantôt le duc de Bourgogne, qui, imprudent et colère, finit par succomber, victime de l'astuce du roi de France.

Tel est le langage de la *Gazette de Lauzanne*. Les deux autres publications, dont nous allons rendre compte, sont écrites dans un autre sens.

VI. — *Le colonel Ferrier. Guerre de Bourgogne. Batailles de Grandson et Morat; Fribourg, 1876, in-8°.*

Ce récit, rédigé au point de vue militaire, sans préoccupations politiques, est tiré en partie de livres très-répandus, en partie de manuscrits et de chroniques locales, peu connues en Belgique.

M. Ferrier, colonel au service de la Suisse, a dû naturellement donner tous ses soins à décrire la tactique militaire, la concentration et les mouvements des armées, à faire connaître le chiffre des soldats, les qualités de leurs chefs et la topographie des champs de bataille. Il fait ressortir avec enthousiasme la gloire de ses concitoyens, prêts à sacrifier leur existence au nom de la liberté et de l'indépendance de la patrie. Ce qui ne l'empêche pas de raconter avec impartialité plusieurs détails historiques.

L'entêtement de Charles le Téméraire à vouloir s'emparer de Morat, au lieu de marcher directement sur Berne, l'objectif de ses manœuvres, est sévèrement jugé, non sans raisons plausibles.

Par suite du long siège de la première de ces villes, les confédérés eurent le temps de se concentrer et d'opposer ainsi au conquérant la résistance la plus vive.

Si le Téméraire n'a pas réussi dans ses projets, ce n'est pas faute de courage. Partout où il y avait du danger, il s'élançait au milieu de l'ennemi, frappant d'estoc et de taille tout ce qui s'opposait à sa valeur guerrière. Tout à coup, un long bataillon de Suisses s'élance résolûment sur l'artillerie bourguignonne. Celle-ci est prise. Une épouvantable mêlée fut le résultat de cette attaque si hardie. Charles s'y jette en désespéré. Il disparaît au milieu du tourbillon. Un de ses pages le voit tomber, et longtemps après l'issue fatale de la bataille son corps est retrouvé gisant près de l'étang de S'-Jean, actuellement un des faubourgs de Nancy.

A l'appendice sont imprimés : une biographie de Guillaume Diesbach, l'intrépide commandant du contingent bernois, quatre lettres du duc de Bourgogne adressées au magistrat de Dijon, datées du 29 janvier, 8 mars, 1^{er} mai et 16 juin 1476, deux lettres écrites audit magistrat les 15 et 17 juin de la même année par Claude Dinteville et Guillaume de Rochefort, le rapport de d'Affry, des notices sur Petermann Faucigny, Willi et Hans Techtermann, Henri Fégely, Jean Amman, Nicod Perrolet, Pierre Ramu, Guillaume d'Affry, la nomenclature des soldats fribourgeois présents à la bataille de Morat, etc.

Ce livre intéresse les annales militaires de la Belgique,

et forme en quelque sorte le complément aux *Lettres sur la guerre des Suisses contre Charles le Hardi*, par le baron de Gingins la Sarra.

VII. — *Gottlieb Friedrich Ochsenbein. Die Urkunden der Belagerung und Schlacht von Murten, im Auftrage des Festcomites auf die vierte Säkelarfeier am 22 Juni 1876* (Documents relatifs au siège et à la bataille de Morat, etc.). Fribourg, 1876, grand in-8° de 672 pages avec planches.

Ce magnifique volume, vrai chef-d'œuvre de typographie, est consacré exclusivement à des documents se rapportant à la guerre de la Suisse contre Charles le Téméraire, et divisés en trois catégories : 1° actes et missives; 2° chroniques et poésies; 3° comptes et rôles des guerriers (*Rechnungen und Rödel*).

L'éditeur laisse exclusivement la parole aux documents. Néanmoins il publie à la fin du volume ce qu'il appelle : *Ein kritischer Excursus*, c'est-à-dire des annotations critiques et historiques.

Pour réunir un si grand nombre de documents, l'éditeur a consulté ou fait consulter les dépôts d'archives ou bibliothèques en France, en Lorraine, en Belgique, aux Pays-Bas (où, par parenthèse, il n'a rien obtenu), en Allemagne, en Italie, en Angleterre et en Suisse. Ensuite il donne un résumé chronologique des faits principaux se rapportant à la guerre de Bourgogne à partir de 1452, puis le calendrier de 1476.

Le lecteur aurait tort de s'imaginer que tout est inédit dans ce volume. Il s'en faut de beaucoup. Quoique l'éditeur n'en dise mot, il a traduit en allemand les nombreuses

dépêches des ambassadeurs milanais, publiées par le baron de Gingins la Sarra (1). Il y ajoute aussi des extraits de chroniques et d'historiens des ducs de Bourgogne, tels que de Barante, etc.

Enfin, l'auteur a réuni tout ce qu'il a pu trouver concernant la bataille de Morat. Rien n'a été négligé. Le frontispice en chromo-lithographie représente le château de Morat et une vue du champ de bataille. Au milieu du volume se trouve un fac-simile d'une gravure figurant la bataille, et à la fin une belle carte topographique des environs de Morat.

Cette publication s'adresse aux savants, comme la précédente s'adresse aux militaires.

(1) *Dépêches des ambassadeurs milanais sur les campagnes de Charles le Hardi de 1474 à 1477*, par le baron FRED. DE GINGINS LA SARRA, 2 vol. in-8°; Paris et Genève, 1858.

III.

Mémoire sur les aides et subsides de la province de Malines, par Sanchez de Aguilar (1).

(Par M. CHARLES PIOT, membre de la Commission.)

Une des plus belles institutions créées aux Pays-Bas par le gouvernement autrichien fut, sans conteste, la *Jointe des administrations et affaires des subsides*. Cette commission — on l'appellerait ainsi aujourd'hui — fut établie par un décret du 15 octobre 1764, signé du comte de Cobenzl, ministre de l'impératrice reine aux Pays-Bas, chargé du gouvernement général de ces provinces pendant l'absence du prince Charles de Lorraine. Appelée à surveiller la comptabilité des états, des châtellenies, villes et villages

(1) Bruno-Joseph Sanchez de Aguilar appartenant à une famille noble originaire d'Espagne, fut baptisé dans l'église de St^e-Gudule à Bruxelles, le 25 septembre 1733. Il était fils de Michel-Joseph, né en cette ville le 31 octobre 1694, et de Jeanne Elisabeth de Kinder, décédée le 26 février 1783. Bruno-Joseph prit le grade de licencié en droit, le 13 juin 1759, devint conseiller au conseil de Brabant, le 12 avril 1769, puis conseiller sur-numéraire aux requêtes du conseil privé, en vertu de lettres patentes du 30 janvier 1773. A l'occasion de l'inauguration de François II (13 mai 1794) il fut nommé conseiller d'État. Il eut de sa femme Catherine-Josephe-Pétronille de Turck, décédée le 26 février 1782, une fille morte en bas âge. Lui-même mourut en Allemagne, où il s'était réfugié à la suite de l'entrée des armées françaises en Belgique.

du pays, elle dirigea ces administrations dans la voie des économies et des améliorations matérielles, « pour le plus grand service de S. M. et le soulagement de ses peuples. ».

Avant l'installation de cette *Jointe*, les administrations publiques avaient en quelque sorte joui d'une indépendance complète, modérée par certaines mesures, dont nous donnons ici le résumé.

En Flandre Philippe le Hardi avait obligé les châtelainies et villes de déposer, dans les archives de la Chambre des comptes de cette province, un double de leur comptes. Dans les autres provinces, le gouvernement envoyait parfois des délégués chargés de clôturer les comptes. Par exemple : Guy de Brimeu, seigneur d'Humbercourt, chargé de renouveler la loi de Namur, reçut en même temps, le 27 décembre 1470, l'ordre d'ouir les comptes de cette ville. Le même seigneur obtint, le 13 juin 1476, la commission d'entendre les comptes de l'aide de cinq cent mille écus, que les états de Brabant avaient accordée à Charles le Téméraire.

Toutes ces dispositions étaient des demi-mesures, auxquelles le gouvernement de Marie-Thérèse voulut porter remède. Dès le XVIII^e siècle il y avait déjà une certaine surveillance, plus ou moins organisée, mais trop-incomplète pour produire des résultats satisfaisants. Des commissaires envoyés sur place adressaient des rapports concernant leurs opérations au conseil des finances. Ces rapports s'y accumulaient, sans qu'aucune résolution fût prise ou une seule mesure fût prescrite. Tout restait dans le *statu quo*. Pendant plusieurs années l'indifférence en matière financière fut poussée à un tel point, qu'avant l'invasion de l'armée française, plus personne ne s'en occupa.

Au moment de la conquête des Pays-Bas par les Français, ceux-ci ne manquèrent pas de mettre ces négligences à profit. Ils se firent rendre compte par toutes les administrations des années pendant lesquelles la comptabilité n'avait pas été vérifiée. Ils en retirèrent seuls tous les bénéfices.

Ces circonstances et le désarroi financier, qui suivit l'occupation française, donnèrent l'éveil au gouvernement autrichien.

Il commença par désigner (27 septembre 1749) des commissaires chargés de contrôler les comptes des administrations. Une commission fut nommée, le même jour, pour leur donner les instructions nécessaires, examiner leurs rapports et prendre des résolutions sur le tout.

Cette commission, composée de De Witt, président de la Chambre des comptes, de Cordeys, conseiller du Conseil des finances, et du baron de Cazier, conseiller et maître de la Chambre des comptes, commença à débrouiller le cahos de la comptabilité publique. De Witt et Cazier s'en occupèrent avec zèle jusqu'en 1750, lorsque le second de ces commissaires fut appelé à prendre une part plus active aux affaires du Conseil des finances.

Le président De Witt continua sa mission. Grâce à son activité, il soutint encore la *Jointe* jusqu'au 27 mai 1751, jour de son décès. Cette mort fut pour l'institution une perte sensible. Elle végétait, sans chef. On proposa au marquis de Botta, de former une nouvelle commission et d'y faire entrer le conseiller Bellanger, chargé de l'examen des affaires relatives aux aides et subsides, le conseiller baron de Cazier et le conseiller de Keerle. Par malheur la nouvelle commission ne mit pas à ses travaux toute l'activité nécessaire. Constamment occupés des

affaires du conseil des finances, les nouveaux membres de la *Jointe*, ne travaillèrent plus. Enfin, par décret du 26 octobre 1754, le gouverneur général prit une nouvelle disposition.

« Notre intention étant, dit-il, de donner toute l'activité
» possible à la *Jointe* établie pour la formation des ins-
» tructions des commissaires à l'audition des comptes des
» provinces, villes, païs, châtellenies et autres administra-
» tions, et à l'examen de leurs rapports, nous informons
» le conseil (des finances) que nous voulons que le trésor-
» rier général, conformément à ses instructions, ait la
» surveillance sur les affaires qui se traiteront dans cette
» *Jointe*, qui sera composée à l'avenir du conseiller d'État
» Bellanger, des conseillers du conseil de Keerle et de
» Wavrans et de l'auditeur de la Chambre des comptes
» De Witt.

» Nous voulons aussi qu'il soit formé un inventaire
» exact et détaillé de tous les papiers qui concernent les
» comptes des administrations, les rapports des commis-
» saires, leurs instructions et généralement de tout ce qui
» concerne les affaires relatives à la comptabilité des-
» dites administrations..... »

Dès ce moment une nouvelle impulsion fut donnée à l'examen des affaires financières. Mais les travaux de la *Jointe* ne répondaient pas encore entièrement aux vues bienfaisantes du gouvernement (1).

Cobenzl, nous venons de le dire plus haut, créa une nouvelle *Jointe*, dont les attributions furent considérablement augmentées. Les instructions données à cette nou-

(1) V. Registre n° 1 de la *Jointe* des administrations et le carton 1403 du Conseil des finances.

velle commission, transcrites dans le registre n° 2 de la *Jointe*, font connaître en détail et d'une manière précise les affaires qu'elle était appelée à examiner, à discuter et à décider.

L'article 17 de ces instructions est surtout intéressant au point de vue de l'histoire : « la *Jointe*, y est-il dit, » tâchera de remonter jusqu'aux époques de l'origine des » aides, subsides et impôts pour en développer la nature » et en fixer le montant et les quantités, tant dans les » commencemens, que par tous les degrés de leurs accrois- » semens successifs, avec les causes qui les ont affectés. » Elle débrouillera l'histoire intéressante de l'ancienne » forme de percevoir ces accords, les altérations qu'elle » a subies et quelle est la forme des consentemens ac- » tuellement subsistants, tant des états de chaque corps » d'état ou ville en particulier, et sur quoy cette forme est » fondée; les moyens de parvenir à ces reconnoissances » seront l'objet des méditations et recherches de cette » Jointe aussi bien que de ses conseillers. »

La simple citation des termes de cette instruction fait comprendre, en ce qui concerne l'histoire, l'importance des mémoires rédigés par les membres de la *Jointe* ou de leurs commissaires sur les administrations du pays. Plusieurs de ces rapports peuvent être consultés avec fruit par les personnes qui, se livrant aux études historiques, sont désireuses de connaître les institutions anciennes de la Belgique. Elles y trouveront l'explication d'un grand nombre de faits restés inconnus et peu ou point expliqués par nos annalistes.

Le mémoire sur les états de la province de Malines, auquel nous empruntons la partie historique seulement, est rédigé par Sanchez de Aguilar, conseiller du conseil

privé, et a été présenté à la *Jointe* le 31 décembre 1776.

Malgré l'importance de ce travail, l'auteur n'y a pas défini d'une manière explicite la composition des états de la province de Malines. Il n'a pas cru devoir expliquer ce qu'était le large conseil de la ville, le ressort, le district, la province de Malines et le pays de Malines. Ces notions sont nécessaires pour faire comprendre le mémoire. Nous avons cru devoir suppléer par quelques mots à ces omissions.

Trois membres constituaient la représentation de la province de Malines : 1° le magistrat de la ville, composé de deux commune-maîtres, de douze échevins et de deux maîtres de police, deux trésoriers et un receveur, qui consultaient les doyens des dix-sept grands métiers de la ville, formant ensemble le large conseil ; 2° les gens de loi du district, comprenant les cinq villages à clochers et les sept hameaux suivants : Hever, Muysen, Hombeek, Leest, et Heffen, Hofstad, Geerdingen, Egghem, Battel, Nieuwland, Pennepoel et Neckerspoel ; 3° les gens de loi du ressort, composé des villages de Heyst et de Gestel.

Ces trois membres ne prenaient jamais de résolution, ni ne posaient aucun acte, si ce n'est en commun.

Les commune-maîtres, échevins et conseil de la ville voulaient parfois se qualifier d'états et prendre des résolutions à part en cette qualité. Par un décret du 11 mars 1735 la gouvernante des Pays-Bas autrichiens le leur interdit, défense qui fut renouvelée par acte du 5 février 1780 (1).

La province de Malines était une division géographique,

(1) GACHARD, *Documents concernant l'Histoire de la Belgique*, t. I, p. 56.

différente du pays de Malines, appelé parfois aussi le pays de Clèves ou d'Arkel, parce que par suite d'alliances matrimoniales le pays de Malines a appartenu à des membres de ces deux maisons. Le pays de Malines étendait ses limites suivant le plus ou moins de développement que donnaient ses seigneurs à leurs possessions. En dernier lieu il comprenait : Rymenam, Bonheyden, Keerbergen, Putte, Wavre-Notre-Dame, Beersel près d'Anvers, Schrieck et Groote-Loo, Iteghem, Norderwyk, le pays de Duffel sis à l'est et au sud de la Nethe, Droogenbosch, Eeckeren, et Sint-Jacobs-Capelle, le pays et la franchise de Gheel, composé de Gheel, de Sammel et de Belle, d'Eynthout, de Veerle, d'Oevel, de Zoerle, d'Echelpoel écrit aussi Nechelpoel ou Nekkerspoel, et Millegheem, d'Ouwen ou Ouden, Contich, Waerloos, Reeth, Aertselaer, Ballaer ou Berlaer, Schelle et Niel (1).

La province de Malines se composait des localités suivantes : Malines et les villages de Heyst, Gestel et Rameneyen (2).

Encore un détail passé sous silence par le commissaire, c'est la nomenclature des établissements religieux qui payaient dans la province de Malines les aides et subsides quand le pape l'ordonnait. D'après le compte des subsides de 1533 (3), ces établissements étaient les suivants, dont nous transcrivons ici littéralement la nomenclature en partie :

« Le couvent de Blienberghe lez-Malines.

(1) V. CHRISTYN, *Brabants recht*, t. II, p. 1085.

(2) *Inventaires des registres de la Chambre des comptes*, t. III, p. 224 note.

(3) N° 16912 de la Chambre des comptes.

Le couvent de Tabor lez-ledit Malines.

L'abbesse de Rosendale aussi lez-ledit Malines.

Le couvent de Sainte Kathelyne à Eyndonck.

La maison de la Sainte Trinité audit Malines.

La ferme du Petit béguinage illecq.

La maison Dieu de St. Pierre audit Malines.

Le couvent Hanswick lez-Malines.

Le couvent de Musen lez-ledit Malines.

La ferme du Grant béguinage audit Malines.

Le Saint-Esprit de Nostre-Dame oultre la Dylle audit Malines.

Les puvres de Saint-Rombaut audict Malines.

La maison Dieu de Saint-Rombaut audict Malines.

Le Saint-Esprit de Saint-Pierre illecq.

L'ospital de Saint-Jullien illecq.

Le Saint-Esprit à Hanswick.

Le Saint-Esprit de St.-Jehan audit Malines.

Le Saint-Esprit de Sainte-Kathelyne illecq.

Le Saint-Esprit de Neckerspoel.

Les pères Bogards dudit Malines.

Le couvent de Bethanye audit Malines. »

A la quote-part de l'église de St.-Rombaut devaient contribuer le doyenné, les prébendes, la cure et les chapellenies désignés en détail dans le compte. Après cette nomenclature suivent celles des églises, cures et fondations de St.-Pierre, S^{te}-Catherine, St.-Jean, Notre-Dame au-delà de la Dyle, de Neckerspoel et du Béguinage.

**MÉMOIRE SUR LES AIDES ET SUBSIDES DE LA PROVINCE
DE MALINES.**

On n'a négligé aucune recherche pour remplir, à l'égard de ces aides et subsides, les devoirs imposés à la Jointe par le 17^e article de ses instructions, d'en développer la véritable nature, d'en fixer le montant et les quotités et d'en débrouiller l'histoire et l'origine; la Jointe étant même expressément chargée de faire de ces découvertes l'objet de ses méditations et de ses recherches.

On a parcouru, à cet effet, tout ce qu'on a pu recouvrer des papiers de l'ancienne audience. On a eu aussi recours aux actes qui setrouvent au conseil des finances. On a de plus examiné les comptes et les acquits des comptes qui reposent à la Chambre. Enfin on s'est encore servi d'un extrait des registres de la ville, subministré par le conseiller maître Barret; mais on n'a suivi cette dernière pièce qu'avec une certaine défiance; le rapporteur s'étant aperçu, entre autres, que dans cet extrait ceux de la ville avoient omis (peut-être à dessein) tout subside extraordinaire.

La pénurie d'actes ne permet guères qu'on remonte au delà des dernières années du XVI^e siècle. Les faits épars, qu'on connoît sur les tems antérieurs, ne présentent d'ailleurs rien de positif, sinon que la perception des aides et subsides manquoit en ce tems-là d'un plan suivi et constamment maintenu. Mais les notions qu'on a sur ce qui s'est passé depuis lors, suffiront certainement pour remplir tous les objets qui peuvent intéresser à cet égard. Du reste, si on découvre quelque chose de plus dans la suite, on en pourra faire l'objet d'un mémoire additionnel; et entre tems on consignera dans celui-ci le résultat des recherches et des observations faites par le rapporteur.

§ 1^{er}. — *Observations préliminaires sur ces aides et subsides.*

Ces noms d'aides et subsides s'emploient depuis un certain tems d'une manière indifférente. Toutes les subventions que la province paie régulièrement à son souverain sont actuellement désignées sous l'une et l'autre de ces dénominations.

Il n'en étoit pas de même autrefois. On nommoit toujours aide la somme annuelle que la province doit indispensablement au prince pour l'aider, pardessus les revenus du domaine, à porter les charges de l'État; et on nommoit proprement subside les subventions additionnelles qu'exigeoient des circonstances extraordinaires qui se présentoient.

On trouve dans les actes d'acceptation des aides de 1698, 1699, 1700 et de nombre d'autres, que ces aides des Malinois y sont expressement acceptées dans la confiance que, dans la nécessité pressante de l'État, ils secoureront S. M. d'un subside. Cela démontre à l'évidence la distinction, que nous venons de faire entre l'un et l'autre. On trouve d'ailleurs encore que lorsque les Malinois ont voulu consentir une seule somme pour tout, ils se sont alors toujours servis de l'expression : pour toute aide et subside, comme en 1656, 1665, 1675, 1676, etc. Du reste, le nom d'aide, pour la subvention principale que cette province paye à S. M., a constamment été employé pendant plus de 170 ans. Ce n'est que depuis l'année 1775 qu'on s'est, dans les actes d'acceptation, servi à cet égard du seul nom de subside. Il avoit néanmoins déjà antérieurement été employé depuis l'année 1717 dans les instructions données aux commissaires pour la pétition.

La dénomination la plus commune aujourd'hui, c'est qu'on nomme subside ordinaire les 36,000 florins par an, qui constituent l'aide ou la subvention principale, dont on vient de parler, et qu'on nomme subside extraordinaire les 12,000 additionnels,

que la province accorde régulièrement au-dessus de l'aide et qui forment proprement le subside (1).

Indépendamment de ces aides et subsides la province a encore fourni, pendant la guerre avec le roi de Prusse, des secours extraordinaires ou dons gratuits (2).

En 1741, les Malinois consentirent et paierent aussi 22 florins 13 sols 3 deniers, qui leur étoient demandés pour le contingent de la province dans l'entretien de l'hôpital roial établi à Vienne pour les sujets de Païs-Bas. Mais cette charge a cessé peu après.

Il y a de plus encore : les 4,500 florins par an , que contribuent les Malinois, dans l'entretien de la cour du gouverneur général. Mais cette somme n'ayant rien de commun avec les aides et subsides et n'entrant point dans la caisse du souverain, on en fera abstraction ici.

Pour tirer tout le fruit possible des recherches et des découvertes qu'on a faites sur ces aides et subsides, on a formé le tableau ci-joint, lequel présente, sans aucune interruption, tout ce que la province de Malines a païé de ce chef depuis l'année 1598 jusques et y compris la présente année 1776.

L'état actuel de ces aides et subsides est que S. M. tire régulièrement de la province 36,000 florins argent courant de Brabant, pour l'aide ou subside ordinaire, et 12,000 florins pareille monnaie, pour le subside proprement dit, qu'on nomme présentement subside extraordinaire, tellement que la province paie en tout pour aides et subsides 48,000 florins par an, lesquels se répartissent de la manière qui sera expliquée dans les §§ 7 et 8.

(1) L'origine de ces dénominations modernes se trouve dans l'article 17 du § 7, et l'abus qu'elles renferment sera développé dans le § suivant.

(2) Les dons gratuits fournis par la province de Malines n'appartiennent qu'indirectement au présent mémoire. C'est pourquoi il n'en sera fait aucune mention particulière. Mais, pour les connaître au besoin, on les a compris dans le tableau dont il est parlé ci-dessus à l'art. 8.

§ 2. — *Origine et nature de l'aide et subside ordinaire de la province de Malines.*

On n'examinera point ici l'origine et la nature de l'aide, en flamand *bede*. En général il suffit d'observer à cet égard que la province de Malines n'est point un pays d'imposition (1), mais un pays d'État (2), où le souverain propose et demande, et où le peuple fixe et accorde les subventions nécessaires pour les besoins de l'État.

L'origine de l'aide actuelle (3) de la province de Malines se trouve dans le résultat de l'assemblée générale de tous les états de ces provinces Belges tenue en 1600 en cette ville de Bruxelles par ordre des archiducs Albert et Isabelle.

Les états de ces provinces aiant pendant quelque tems été infructueusement assemblés alors, et ne pouvant point se mettre d'accord entre eux au sujet de la somme et de la répartition de l'aide à accorder aux archiducs, ces princes fixèrent eux-mêmes une somme de 300,000 florins par mois ou 3,600,000 florins par an, en déterminant en même tems la quote de chaque province ou pays en particulier, et demandèrent l'accession des états à cet arrangement.

La province de Malines étoit taxée dans cette fixation à 3,500 florins par mois. Elle en accorda 3,800, ou 36,000 florins par an, faisant précisément un centième dans la masse commune.

L'aide de Malines est encore aujourd'hui sur ce même pied de 36,000 florins par an ; et pendant le siècle passé on conser-

(1) Voyez cependant § 4, art. 5 et seqq. Vide aussi une énonciation à ce relative dans le § 7, art. 4.

(2) Vide art. 15 du § 3.

(3) De Aguilar entend parler de la somme allouée annuellement par les états de la province de Malines à titre d'aide et non de l'origine de l'aide. (Ch. P.)

voit tellement l'époque de cette origine, que les receveurs généraux datoient de ladite année 1600 le nombre des continuations de l'aide. Ainsi, par exemple, l'aide de 1602 a été renseignée pour la 2^e continuation, celle de 1645 pour la 43^e et celle de 1695 pour la 93^e continuation. Mais le receveur général Zéti étant mort en cette dernière année, le receveur Rubens, son successeur, omit cette énonciation, laquelle fut négligée depuis lors.

Les Malinois n'ont cependant point manqué de faire de tems en tems des tentatives pour changer leurdit ancien contingent dans la masse des aides.

Cette aide de la province de Malines fut pendant les 61 premières années constamment de 36,000 florins, sauf qu'en 1636 elle fut confondue avec le subside et portée avec lui à 50,000 florins.

En 1661 les Malinois réduisirent leur aide à 33,000 florins, en 1662 à 20,000 florins; en 1663 elle fut portée de nouveau à 30,000 florins et en 1664 à son taux primitif de 36,000 florins.

Pendant les années suivantes : 1665, 1666, 1667, 1668, 1669 et 1670 ils la baissèrent encore à 28,000 et 24,000 florins. Ensuite ils la rehaussèrent à 28,000, 30,000 et 32,000 florins jusqu'en 1671, qu'ils la confondirent encore une fois avec le subside. Elle ne fut plus depuis lors, dans tout le siècle passé, inférieure à 36,000 florins, que pendant les seules années 1677 et 1686, lorsqu'elle ne fut que de 30,000 florins.

Mais en 1671 et dans les années suivantes, lorsque les Malinois ne consentirent qu'une seule somme pour l'aide et pour le subside ensemble, ils en individuèrent quelquefois les montants respectifs; par exemple, dans les 54,000 florins accordés en 1671 il y en avait 32,000 pour aide et 22,000 pour subside, en 1673 dans les 48,000 florins, qui furent consentis alors, il y en avait de nouveau 32,000 pour l'aide et 16,000 pour le subside.

Il est assés apparent que, par cette explication, les Malinois se proposoient toujours d'anéantir, s'il se pouvoit, l'ancien taux de leur aide. Les 48,000 florins de 1673 en sont la preuve, puisque cette somme ne fesoit visiblement rien d'autre que l'import de l'aide de 36,000 florins et du subside de 12,000 florins réunis ensemble. Mais, pour rompre ces proportions, ils augmentoient le subside et diminoient l'aide.

Pendant le présent XVIII^e siècle, il n'y a eu que trois exemples de diminution de l'aide, savoir : dans celle de 1713, qui n'a été que de 30,000 florins ; dans celle de 1729, qui ne fut que de 24,000 ; et enfin dans celle de 1741, qui fut également de 30,000 florins. Mais hors de là elle a constamment été de 36,000 florins par an ou 3,000 florins par mois, conformément au pied primitivement établi en 1600.

Anciennement, c'est-à-dire avant ladite année 1600, on ne suivoit point de somme fixe à l'égard de ladite aide. Elle varioit au contraire d'une manière très-sensible.

On trouve entre autres, à cet égard, qu'en 1598, la province accorda 12,000 florins pour six mois d'aide, commencés le 1^{er} octobre de la même année, et qu'ensuite pour les six mois suivants, qui expiroient le dernier septembre 1599, elle n'en accorda que la moitié, c'est-à-dire 6,000.

Il y a des actes qui portent à croire qu'avant ladite époque de 1600, les Malinois se régloient dans leur aide sur celle des Brabançons. C'est ce qui se trouve entre autres dans l'accord desdits 6,000 florins pour les six mois d'aide à expirer au dernier septembre 1599. Les Malinois, pour s'y excuser de ce qu'ils ne consentoient pour ces six mois que 6,000 florins, tandis que pour la première demi-année de la même aide ils en avoient donné 12,000, disoient que ces 6,000 florins excédoient encore leur quote ordinaire, eu égard à ce que fournissoient les autres provinces, et surtout le Brabant. Cette quote ordinaire, poursuivoient-ils, n'étant que de trois pour cent de ce que donnent ceux de ladite province de Brabant dans la

généralité des aides, à l'avenant de laquelle quote de Brabant, ajoutoient-ils, lesdits de Malines se sont toujours réglés, sauf qu'en l'accord du premier terme de ladite aide (commencée en 1598), l'on s'est précisément arrêté à ladite quote, parce-que y procédant de grand zèle, l'on estimoit que ce ne seroit que pour une fois.

Si les Malinois ne contribuoient anciennement qu'à raison de 3 pour cent de ce que donnoient les Brabançons, et si les 1,000 florins par mois qu'ils accordèrent pour le deuxième terme du subside de 1598 excédoient déjà cette proposition, leur aide devoit donc antérieurement être très-modique.

On remarque que, dans la fixation de l'aide en 1600, les Malinois ont encore d'une certaine manière suivi les Brabançons. Car ceux-ci, au lieu de 70,000 florins par mois qu'on leur avoit demandés, n'en consentent que 60,000, et ainsi un septième du moins. Les Malinois diminuèrent de même d'un 7^{me} les 3,500 florins par mois leur demandés, n'en accordant que 3,000 florins.

Quoique les Malinois aient, comme on vient de le dire, suivi en 1600 les Brabançons dans la diminution de la somme qui leur étoit demandée, l'ancienne proportion de 3 à 100 ne se retrouve pourtant plus, et les Malinois paient aujourd'hui dans l'aide 5 au lieu de 3 pour cent de ce que paient les Brabançons, puisqu'ils paient 3,000 florins par mois, tandis que l'aide des Brabançons est, d'après le consentement primitif, évaluée à 60,000 florins.

§ 3. — *Nature et origine du subside de la province de Malines.*

On entend ici par ce subside la subvention extraordinaire ou additionnelle, que la province paie régulièrement au dessus de l'aide, et qui autrefois n'avoit lieu qu'extraordinairement, mais qui aujourd'hui est devenue une charge permanente et presque aussi stable que l'aide même.

Les Malinois ont ci-devant insinué quelquefois que ce ne seroit que tout à la fin du siècle passé qu'ils auroient commencé à païer un subside. Il conste néanmoins, par les rétroactes, que ce subside ou supplément a eu lieu d'ancienneté comme l'aide, avec la différence toutefois qu'il a souffert des interruptions que l'aide n'a jamais essuïées, et que de plus l'import du subside varioit autrefois presque toujours, au lieu que l'aide étoit régulièrement de 36,000 florins, comme on l'a observé au paragraphe précédent.

L'on trouve d'abord qu'en 1537 la province de Malines accorda extraordinairement à l'empereur Charles V, 8,000 florins pour cause de guerre.

Le consentement de ces subventions additionnelles eut lieu encore peu après l'établissement de l'aide en 1600, quoique sur le pied que cette aide fut fixée alors, le contingent de la province fût si considérablement augmenté.

Dès l'année 1605, les Malinois consentirent et païèrent 5,000 florins par dessus l'aide; en 1606 encore 6,000 florins aussi par dessus l'aide; le 1^{er} juin 1607 ils en consentirent 12,000 pour aider à l'entretienement de la gendarmerie; en 1608 ils accordèrent une aide extraordinaire et une continuation de leur aide extraordinaire, l'une et l'autre de 8,000 florins; en 1609 ils accordèrent encore une aide extraordinaire de 9,000 florins, et ensuite encore 15,000 florins par-dessus l'aide ordinaire et extraordinaire.

Ils ne païèrent plus après cela, jusqu'en 1620, que la seule aide. Ils en accordèrent alors une extraordinaire de 10,000 florins; mais depuis l'an 1626 jusqu'en 1656, il y eut pour ainsi dire continuellement une aide extraordinaire de 6, 8, 9 et 10,000 florins. En 1644 elle fut même de 20,000 florins. C'est à celle de 1648 qu'on a commencé de donner le nom de subside.

Le premier subside ou secours extraordinaire qui ait porté la somme actuelle de 12,000 florins est celui de l'année 1607.

Cette même augmentation de 12,000 florins eut encore lieu en 1672 et pendant les années suivantes 1673, 1674, 1675 et 1676. Car quoique les Malinois portèrent alors, ainsi qu'on l'a déjà observé, un certain changement aux sommes respectives de l'aide et du subside, il n'en est pas moins vrai que, pendant ces cinq années consécutives, ils consentirent et païèrent précisément 48,000 florins, conséquemment 12,000 florins au-dessus de 36,000 de leur aide.

Le subside de 1691 fut encore de 12,000 florins, ceux de 1699 et 1700 également.

En 1702, 1703, 1704 et 1705 ce subside de 12,000 florins fut imposé et levé sur le district et le ressort, comme on le verra de plus près au § 4, et depuis lors il se demande et s'accorde régulièrement tous les ans. Il n'y a eu que peu d'exemples de refus. Et depuis la guerre avec la France, il n'y a eu ni interruption, ni variation quelconque. Les 12,000 florins ont constamment été accordés depuis, sauf que pour le subside de 1748-1749 on n'en a eu que 9,000. Mais aussi les François avoient-ils encore occupé la province pendant une partie de ce terme. On trouve d'ailleurs que plus d'une fois on a considéré comme arrérages, des subsides qui n'avoient pas été accordés (1); de sorte qu'aujourd'hui ce subside doit être considéré comme une charge fixe et permanente. Ceux de Malines se servent même à cet égard de l'expression de somme ordinaire de 12,000 florins (2).

On peut observer ici, ce qu'on a déjà touché ci-dessus, que c'est induement que si le nom de subside a été transféré à l'aide, ce que c'est plus induement encore qu'au véritable subside on donne le nom de subside extraordinaire, comme si la

(1) En 1742 les Malinois accordèrent 24,000 florins pour les subsides de 1740 et 1741. Il y a eu des exemples que de la part du gouvernement on a changé les termes pour faire valoir les arrérages. Vide § 6, art. 4.

(2) Vide le § 3.

province supportoit trois charges : l'aide, le subside ordinaire et le subside extraordinaire. La vérité est que les 36,000 florins ne font que l'aide seule, et que c'est à tort que, dans les consentements ou acceptations de cette somme, on y a souvent ajouté, ce que les Malinois y ajoutent encore aujourd'hui, le subside; puisque, comme il est démontré au paragraphe précédent, cette aide est véritablement de 36,000 florins; tellement qu'en accordant cette somme, ils n'accordent véritablement que la seule aide et rien de plus.

La source de cette fausse énonciation d'aide et subside se trouve dans les aides et subsides de 1656 et de 1665. A la première de ces époques les Malinois avoient consenti 50,000 florins, en exprimant que c'étoit pour toute aide et subside. Cette expression étoit exacte, puisqu'il y avoit réellement dans cette somme 14,000 florins pour subside et pour aide additionnelle. Mais ils eurent tort de donner encore la même dénomination d'aide et subside aux 20,000 florins qu'ils consentirent en 1665, puisque cette somme, au lieu de renfermer le moindre subside, n'étoit pas même suffisante pour l'aide. Malgré cela, cet exemple a depuis lors été suivi très-souvent, et même les Malinois le suivent encore toujours à présent. De sorte que, selon eux, ils paioient effectivement trois subventions différentes : l'aide, le subside et un subside extraordinaire. Ce qui est absolument abusif (1).

§ 4. — *Pétition de ces aides et subsides.*

Il a été observé au commencement du 2^e § que les aides et subsides de la province de Malines se proposent et demandent de la part du prince, et que c'est le peuple qui les accorde et les fixe d'une certaine manière.

(1) Les précautions qui pourroient être prises à l'égard de ces fausses énonciations seront indiquées au § 10.

La pétition se fait toujours au magistrat de Malines, sans que le gouvernement s'adresse à quelqu'un d'autre, et surtout sans que pour cette demande l'on connoisse en rien le district ou le ressort (1).

C'est toujours le président du grand conseil qui est chargé de la pétition des aides et subsides. On adresse à cet effet une dépêche au magistrat, afin qu'il s'assemble pour entendre la demande qui lui sera faite. On dresse les instructions du président, on les lui remet par une dépêche particulière, et en même tems on lui envoie ses lettres de créance adressées au magistrat pour la pétition à faire.

Lorsqu'il n'y a point de président, on charge de cette commission celui qui fait les fonctions de président, c'est-à-dire le plus ancien conseiller; et s'il arrive que celui-ci soit incommodé, on prend alors le plus ancien conseiller qui le suit (2).

Ce qu'on a dit ci-dessus que les aides et subsides de Malines se demandent par le prince et s'accordent par le peuple, a toujours exactement été observé quant à l'aide pour la généralité de la province, et aussi quant au subside pour ce qui concerne la ville.

Mais il y a des exemples d'imposition du subside par rapport au district et au ressort. On leur imposa positivement les 12,000 florins pour les années 1702, 1703, 1704, 1705, 1708 et 1709, et ces deux membres de la province acquitèrent ladite somme. La ville n'y contribua rien.

Il est à remarquer que ces impositions n'ont pas seulement eu lieu pendant que la province de Malines étoit occupée par les ennemis de l'Empereur Charles VI, mais encore deux fois après, savoir : en 1708 et 1709, après qu'elle fut heureusement

(1) Vide à ce sujet le § suivant.

(2) Le cas s'est présenté en 1738: le conseiller Beeckman, qui faisoit les fonctions de président, s'étant trouvé attaqué de la goutte lorsque ceux de Malines furent convoqués pour le consentement de leur aide.

reconquise, et dans le tems qu'elle étoit gouvernée par le conseil d'État au nom de ce prince.

On s'est effectivement prévalu de ces exemples en 1713. Les Malinois fesoient difficulté d'accorder le subsidé. On leur annonça, par dépêche du 6 février, qu'ils eussent à prendre une prompte et favorable résolution, sans ultérieur délai, à faute de quoi, on seroit obligé de faire entrer par acte d'envoi les 12,000 florins à fournir par ceux du district et ressort de Malines, ainsi qu'a encore été pratiqué ci-devant. Cette menace produisit un certain effet. La ville consentit pour le district et le ressort, en se tenant à la vérité elle-même hors de toute contribution. Mais on eut la somme qu'on demandoit.

On doit néanmoins observer à cet égard que la ville de Malines eut, dans le principe, une certaine influence dans ladite imposition. Elle passoit aisément audessus des formes, pourvu qu'on ne lui demandât rien. Elle étoit d'ailleurs alors en dispute avec ceux du district et du ressort pour la fixation de leurs contingents respectifs. D'où il résulte que ces exemples ne seroient pas suffisans pour autoriser la voie d'imposition en général. Mais il n'en demeure pas moins vrai qu'à l'occasion, on pourroit en tirer parti, du moins pour accélérer le consentement.

La somme qu'on demande pour l'aide a successivement été augmentée, dans le tems même qu'on ne cherchoit point à rehausser celle qu'on désiroit de faire consentir.

A la fin du XVI^e siècle, immédiatement avant la nouvelle fixation de l'année 1600, on ne demandoit à la province de Malines que 2,000 francs par mois ou 24,000 francs par an pour l'aide.

En ladite année 1600 on demanda, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, 5,500 florins par mois ou 45,000 florins par an. Cette demande fut augmentée dans la suite et portée à 16,000 florins, et de là en 1713 à 80,000 florins, mais en 1714 on n'en demanda de nouveau que 60,000.

Il est remarquable à ce sujet que le premier exemple qu'il y a eu pendant ce siècle-ci d'une diminution de l'aide, a précisément eu lieu lorsqu'on en a baissé la demande, ainsi qu'on vient de le dire.

Les Malinois avoient, depuis l'année 1686, constamment accordé leur aide de 36,000 florins jusqu'en 1714, et cela sur une demande qui avoit toujours été de 60,000, sauf en 1713 qu'on l'avoit portée à 80,000.

Lorsqu'il fut question, en 1714, de demander l'aide qui étoit commencée en 1713, au lieu de faire la pétition de 80,000 florins, comme on l'avoit fait en ladite année 1713, on n'en demanda que 60,000. Ce changement provenoit peut-être de quelqu'erreur, comme en ce tems-là on en commit plusieurs; il se peut aussi que la raison, pour laquelle on avoit demandé plus en 1713, étoit venue à cesser. Quoi qu'il en soit, les Malinois ne laissèrent pas échapper l'occasion et réduisirent à 30,000 florins leur aide, qui pendant les trente années antérieures avoit toujours été de 36,000. On a eu soin depuis lors de demander toujours 80,000, et on le fait encore à présent.

La demande du subsidie a autrefois toujours varié selon les besoins dans lesquels on se trouvoit, et selon lesquels on haussoit ou baissoit ces demandes. Mais au commencement de ce siècle elle étoit presque toujours de 12,000 florins. Ensuite à l'occasion de la contribution particulière du district et du ressort, on la porta à 18,000 francs, en spécifiant que c'étoit 12,000 florins pour le ressort et le district, lesquels on considéroit en partie comme pouvant être imposés, et 6,000 florins pour la ville. En 1717 on demanda 20,000 florins; en 1718 on commença d'en demander 30,000, et on l'a toujours continué ainsi depuis lors, au point même qu'en 1741 on en demanda 60,000 pour les deux subsidies ouverts des années 1739 et 1740.

La pétition de l'aide ou subsidie ordinaire et celle du sub-

side qu'on nomme extraordinaire, se font toujours en des tems différens. Les actes de consentement et d'acceptation sont différens aussi.

§ 5. — *Consentement de ces aides et subsides.*

Le consentement de ces aides et subsides de la part du peuple étant nécessaire, comme on l'a observé au paragraphe précédent, cette nécessité emporte en sa faveur une certaine faculté ou droit de refuser.

Il y a néanmoins sur ce point une distinction essentielle à observer, et qui est conforme à l'usage, c'est que, par rapport à l'aide, le droit du peuple ne va point jusqu'à pouvoir refuser la totalité de ladite aide, mais qu'il peut seulement diminuer la somme qu'on lui demande, au lieu que le subsidie peut être refusé en entier ou, pour mieux dire, que la province pourroit totalement s'en excuser.

On ne trouve point d'exemple que la province de Malines n'ait point païé d'aide. Aussi le refus qu'elle en auroit fait, et-il répugné au principe même et à l'essence de la souveraineté, puisque il est aussi indispensable pour les sujets d'aider le prince à en supporter les charges, qu'il est de l'obligation du prince d'en remplir les devoirs.

L'aide des Malinois a quelquefois été diminuée depuis l'accord des 56,000 florins en 1600, comme on l'a déjà vu au § 2; mais les cas de ces diminutions n'ont pas été fort fréquens, puisque sur 177 ans il s'en trouve seulement 14 exemples.

Il se trouve plusieurs cas où la province s'est absolument excusée du subsidie; et ce refus peut être fondé sur les mêmes principes qui peuvent occasionner une diminution de l'aide, savoir des moindres besoins de la part du prince ou des calamités essuïées par le peuple, qui le mettroient hors d'état de donner davantage.

Il n'y a cependant eu aussi que très-peu d'exemples de ce

refus, depuis que le subside est devenu en quelque sorte stable et permanent. A peine en a-t-il manqué deux ou trois pendant ce siècle. Et il semble même que cela est plutôt provenu de ce que les aides étoient arriérées, et de la manière différente d'imputer les subsides sur l'une ou l'autre année, que d'un véritable refus.

Il y a sur le consentement de ces aides et subsides de la province de Malines une question qui n'est point décidée, et qui est susceptible de certains doutes.

Le consentement pour les subsides, tant ordinaires qu'extraordinaires de cette province, se porte toujours par les commune-maitres, échevins et conseil de la ville et province de Malines. La proposition se fait, comme on l'a dit, au magistrat. Celui-là entend le conseil large, sans lequel il ne peut rien en ces sortes de choses; et c'est en conséquence que se porte ledit consentement. Cela suffit incontestablement pour la ville.

Mais il est difficile de déterminer quels sont à cet égard les droits du district et du ressort.

L'usage est que le magistrat entend toujours ceux du district et ceux du ressort, les premiers par une convocation des maïeurs et jurés de chaque communauté, les derniers par une lettre adressée à ceux de Heyst. Les représentans du district donnent leur résolution dans cette convocation; même ceux de Heyst délibèrent chez eux, où il intervient deux députés de Ghestel. Ils prennent ensemble la résolution pour le ressort. Il n'y a sur ce point aucun règlement. Ce sont les seigneurs de Heyst et de Ghestel, qui ont la plus grande influence dans cette dernière résolution. Du reste le magistrat de la ville porte son consentement, après avoir eu du district et du ressort une réponse, dont il fait régulièrement mention dans l'acte pour les 12,000 florins du subside extraordinaire.

Le cas pourroit se présenter que la ville accordât quelque somme, et que le district ou le ressort refusassent de contribuer leur contingent.

On en eut l'exemple à l'occasion du subsidé extraordinaire de l'an 1751. Ceux du ressort, mécontents de ce qu'on ne vouloit point leur laisser lever des deniers pour les fraix de la guerre, avoient de leur côté refusé leur consentement audit subsidé. Sur quoi ceux de la ville ne consentirent que 8,500 florins au lieu de 12,000, savoir : 4,000 pour la ville et 4,500 pour le contingent du district, disant pour le surplus de n'avoir pu porter leur consentement à la somme ordinaire de 12,000 florins, parce que ceux du ressort leur avoient fait connoître qu'ils n'étoient point en état de supporter les 3,500 restans. On proposa, de la part de ceux du magistrat, au gouvernement d'ordonner à ceux du ressort de comparoître par devant eux par députés pour être ouïs sur ladite demande, disant que cela avoit toujours été pratiqué. Mais le gouvernement rejeta cette proposition, et on renvoia, par dépêche du 13 juillet 1752, ledit accord au magistrat, parce qu'il est imparfait, avec ordre d'en envoyer un autre portant consentement en la manière accoutumée pour la ville, le district et le ressort. Et comme on croioit que ceux de la ville, avoient en vue de surprendre quelque disposition qui leur fût favorable pour la fixation du contingent de trois divers membres de la province, il fut ajouté à ladite dépêche, que l'intention de S. A. R. n'étoit point d'entrer dans la question sur la répartition, ni sur la somme que chacun doit contribuer. Ceux du magistrat écrivirent alors au conseiller des finances Bellanger pour pouvoir, par leurs députés, avoir une conférence avec lui, insinuant néanmoins qu'ils porteroient un acte de consentement sur le pied usité pour les trois membres de la province, si on pouvoit les assurer que la ville ne seroit point responsable pour le contingent du ressort, et qu'elle ne seroit point molestée par ceux de ce troisième membre. Mais la difficulté, qui avoit occasionné le refus de ceux du ressort, aiant été levée quelques jours après la concession de l'octroi qu'ils demandoient, ils écrivirent au magistrat qu'actuellement ils

consentoient aussi. En conséquence le magistrat envoya alors un acte d'accord en la manière usitée, et la question vint par là à cesser.

Il paroît être hors de contestation que, quant à la forme de l'acte, la ville est en droit de porter le consentement pour les trois membres, c'est-à-dire que ce consentement porte son nom seul. L'exemple qu'on vient de rappeler prouve que le gouvernement l'a alors voulu ainsi. Et cela est d'ailleurs conforme à tous les actes de consentement et d'acceptation depuis plus de deux siècles. Il y a même plus, c'est que la ville a porté le consentement des subsides de 1711 et de 1716 à la charge privative du district et du ressort, sans y contribuer elle-même la moindre chose, et que ces actes ont sorti leur effet, comme les autres.

Mais le point le plus difficile est de décider si le consentement de la ville suffiroit, lorsque le district ou le ressort s'opposeroient pour leur contingent, et si la ville pourroit les envelopper malgré eux.

Il y a des anciens actes, des comptes et autres pièces qui font mention des états de Malines, et dans lesquels on désignoit par là les commune-maitres, échevins et conseil de ladite ville. On trouve surtout cette expression dans les anciens comptes qui sont à la Chambre. Elle a même quelquefois été employée dans les instructions pour la pétition de l'aide. Mais, d'un autre côté, par sentence ou décret du Conseil privé du 11 mars 1755, il a formellement été interdit auxdits commune-maitres, échevins et conseil de se qualifier à l'avenir du nom d'État de la province, à peine de démonstration à leur charge. De sorte que cet argument ne signifie plus rien aujourd'hui.

On trouve encore dans les retroactes que, le 15 novembre 1697, la ville accorda un subside de 10,000 florins, à lever au moien d'une imposition réelle sur tous les fonds, y compris ceux du district; que ce subside fut accepté sur ce pied le 3 décembre suivant; que cependant ceux du district s'y oppo-

sèrent; mais que, par acte particulier du 7 février 1702, ceux de la ville furent autorisés à mettre la susdite acceptation et octroi de l'année 1697, en exécution à charge de ceux du district, avec ordonnance, tant à ceux-ci qu'à tous autres qu'il appartiendra, de s'y conformer, sans aucune difficulté, ni opposition. Cet acte feroit croire qu'on entendoit que la ville avoit été en droit de porter le susdit consentement. Mais il est à considérer qu'on étoit encore alors en pleine guerre; et l'acte porte en propres termes que le service de S. M. le requiert ainsi.

Il est entretiens certain que la ville ne peut du moins pas surcharger le district ou le ressort, en les chargeant de plus que ne porte leur véritable contingent. On verra, dans le paragraphe suivant, des exemples qu'elle avoit excédé ce contingent, mais que, malgré l'acceptation qui avoit été faite de son consentement, elle fut dans la suite obligée de restituer ce que ceux du ressort avoient payé au-delà de leur quote.

Pour le reste, si la ville n'est pas en droit de consentir définitivement pour le district et pour le ressort, ce qu'il seroit difficile de prouver, ce consentement, vu les exemples cités ci-dessus, feroit du moins un titre de plus pour la levée de la somme, lorsqu'ils la refuseroient injustement.

A l'égard de quoi il est encore à remarquer, par rapport au district, que le magistrat de la ville y a seul toute juridiction en première instance et aussi l'inspection de la police, tellement qu'on peut, en quelque sens, le considérer comme étant aussi le représentant de cette partie de la province.

Une autre réflexion à faire à cet sujet, c'est que les aides et subsides de Malines se renseignent par le receveur comme reçus des commune-maitres, échevins et conseil de la ville. Ce qui confirme encore que ceux-ci sont, en quelque sens, considérés comme les préposés ou représentans de la province entière pour cet objet. Ce n'est qu'au commencement de ce siècle qu'on faisoit mention du district et du ressort, lorsqu'ils

paioient seuls. Il est toutefois encore vrai aussi que ces derniers ne remettent point leur quôte à la ville, et qu'ils la portent directement chez ledit receveur. Mais, malgré cela, on ne nomme jamais dans les comptes que lesdits commune-maitres, échevins et conseil de la ville, sans parler du district ni du ressort.

§ 6. — *Touchant l'acceptation desdites aides et subsides.*

Les consentemens, que portent ceux de la ville pour eux et les deux autres membres de la province, étant presque toujours clausulées de certaines conditions, présentent souvent des questions intéressantes pour l'acceptation à faire.

Il n'est pas douteux que, sans l'acceptation du prince, les consentemens n'ont aucun effet. Il est également hors de doute que toutes les autorisations demandées par le peuple dans ces actes et que le prince n'accorde pas en acceptant les aides ou subsides, n'ont de même aucun effet.

Il est encore conforme aux principes, qu'en refusant les conditions opposées au consentement, ce consentement lui-même devient inefficace, comme le deviendrait, par exemple, l'acceptation de 36,000 florins, lorsqu'on n'en auroit accordé que 28,000.

Mais on remarque qu'il y a plusieurs exemples de ce que, dans l'acceptation des aides ou subsides de Malines, on a changé ou le terme de ce subside, ou l'époque du paiement, et qu'à cet égard il semble qu'on soit en possession de sortir du consentement.

Le 14 mars 1713 ceux de Malines accordèrent purement et simplement 12,000 florins pour un subside extraordinaire. Mais, comme les subsides étoient arriérés, le conseil d'État fit en conséquence le changement nécessaire à la date, en déclarant, par son acte d'acceptation, que c'étoit pour l'année commencée le 1^{er} novembre 1711 et finie le dernier octobre 1712; et la somme fut acquittée sur ce pied.

En 1713 les Malinois accordèrent encore un subside de 12,000 florins en exprimant d'une manière positive, que c'étoit pour l'année commencée le 1^{er} de janvier alors passé. Mais le conseil d'État déclara de nouveau que c'étoit pour l'année commencée le 1^{er} novembre 1713 et finie le dernier octobre 1714. Et cette déclaration fut de même exactement suivie.

On trouve encore que, dans l'accord du subside pour l'année 1751 à 1752, ceux de Malines avoient dit que le terme du premier paiement n'échoiroit qu'au 1^{er} novembre 1752. Mais le conseil des finances observa qu'au lieu de reculer le terme du paiement, il convenoit de le rapprocher. En conséquence, malgré l'expression de l'acte du consentement, on fixa ledit premier terme au 1^{er} août, au lieu du 1^{er} novembre.

Ce droit de régler les termes du subside et les époques du paiement n'est pas indifférent. Si on avoit toujours été exact à le suivre, on n'eût peut-être pas perdu un subside ou deux, qu'actuellement on n'a point eu (1).

§ 7. — *Contingent de chaque membre de la province
dans ces aides et subsides.*

Il y a eu ci-devant de grandes difficultés au sujet de ce contingent entre les trois parties intégrantes de la province, savoir: la ville, le district et le ressort; et il n'y a pas encore fort longtemps qu'elles ont été terminées.

Ces difficultés ont plus spécialement eu pour objet la fixation de la côte du ressort que celle du contingent du district, parce que la ville acquitte la côte du district dans l'aide, ainsi qu'on le verra ci-après. De sorte que le ressort, quoique moins considérable que le district, a toujours été plus intéressé que lui dans la détermination de leurs contingens respectifs.

(1) Vide ci-après, § 9.

La question pour fixer la côte du ressort étoit déjà agitée en 1550. On voit, par une sentence du conseil privé du 17 février de la même année, qu'il fut ordonné à ceux de Malines de produire tous les enseignemens qu'ils ont touchant la portion ou quote de laquelle lesdits de Heyst (1) ont été assis et ont contribué avec eux, pour après en ordonner comme de raison.

Le 6 mars 1553 cette difficulté fut assoupie par une transaction portant (2) que, dans toutes aides, subventions ou autres charges quelconques, que la ville devra supporter, à la requisition ou par le commendement du prince ou seigneur de la même ville à son profit ou pour la deffense du païs ou autrement, la communauté de Heyst (3) contribuera toujours un seizieme (4); bien entendu que, si on accordoit quelque sub-

(1) Nota que comme Heyst forme la partie la plus considérable du ressort, cette communauté est souvent nommée seule dans les actes qui concernent ledit ressort.

(2) Dat in alle beden, subventien, schattingen ende andere lasten, 't sy van cuerlinghen oft andersints, hoedanigh die zijn, die de voorschreve stadt van Mechelen van nu voortaan eenichsints sal moeten betaelen oft draeghen ten versoecke, begeerte, bevel oft ordonnantie van den prince ofte heere van der voorschreve stadt, 't sy synen proffyte ofte defeusie van den lande ofte andersints, 't voorschreve gemeyn dorp van Heyst altydt daer in ende toe sal contribueren het sestienste paert, wel verstaende soo verde in toecomende tyden by de voorschreve stadt ten versoecke, begeerte, ordonnantie ende ten eynde als vooren geaccordeert ende geconsenteert.

(3) C'est-à-dire le ressort entier.

(4) Par conséquent 6 et $\frac{1}{4}$ dans le 100.

Worden eenige subventien ende schatingen, als by thienden oft twintigsten penninck op de inmeuble goederen by nieuwe ende extraordinarisse impositien op schouwen oft andersints, sonder seckerlycke gespecificeerde oft gelimiteerde sommen, dat in sulcker gevalle die voorschreven van Heyst sullen mogen gestaen, mits betalende mede over het voorschreve gemeyn dorp ook sulckedaenighe taxatie oft impositie als men binnen Mechelen betaelen sal. Item, soo wanneer de dorpen en de buytenyen van de voorschreven stadt sullen moeten draeghen eenighe lasten ten begeerte,

vention, dont la somme ne fût point déterminée, comme par exemple un dixième, un vingtième, une imposition sur les cheminées, etc., ceux de Heyst passeroient parmi acquittant cette charge de la manière qu'on le feroit dans la ville; ceux de Heyst s'obligeant de plus à contribuer pour un cinquième dans les charges que le plat païs de Malines devoit porter séparément, telles que les chariages, les pionniers, fortifications de la ville, etc.

Ceux de Heyst voulurent dans la suite être relevés de cette transaction, prétendant d'y avoir été lésés. Et elle fut effectivement annéantie en 1575 par un nouvel accord, par lequel il fut convenu (1) que ceux du ressort, c'est-à-dire ceux de Heyst avec ceux de Gestel (2), au lieu du 16°, ne porteroient que le 20° dans toutes les subventions communes, et que dans les charges privatives du plat païs, ils contribueroient avec le district pour un 5°, comme il avoit été convenu par la première transaction de 1553.

Cette dernière transaction de 1575 fut suivie jusqu'à vers la fin du siècle passé, lorsque les difficultés recommencèrent.

ordonnantie ende dienste van den heere, als van waeghens, pioniers, fortificatien van der voorschreve stadt ende diergelycke, daer de voorschreve dorpen ende buyteneyen appaert in geschat sullen worden, sullen die van Heyst de voorschreve dorpen ende buyteneyen te helpen comen voor het vyfde paert.

(1) Dat nu voortaan in alle beden, contributien ende lasten ende subventien, 't sy pecuniele, reele oft personele, die tot onsen naercomelighen, als heeren oft vrouwen van Mechelen versoecke, proffyte oft oock ter defensie van onzen lande bevolen, gedaen, geacordeert, gelicht ende opgeheven sullen worden, de voorschreve van Heyst met die van Gestel schuldig ende gehouden sullen syn te doen geven ende contribuieren mette voorschreve onse stadt van Mechelen in der stede ende plaatse van seshienste deele oft penninghen van nu voortaan het twintigste deel oft penninck.

(2) C'est ici la première fois que ceux de Ghestel sont nommés. Mais on voit de cet acte même qu'antérieurement ils faisoient partie avec ceux de Heyst.

Ceux du ressort n'avoient d'abord contribué, comme on vient de voir, que pour un cinquième dans les charges du plat païs, et le district portoit les autres $\frac{4}{5}$. Mais le district s'étant plaint à ce sujet, ils firent, le 15 juin 1688, une nouvelle convention provisionnelle, ensuite de laquelle le ressort se chargea de $\frac{7}{16}$ dans lesdites charges, et le district n'en dut plus supporter que les $\frac{9}{16}$ restants.

La règle fut donc alors que, dans l'aide et dans le subsidé, la ville et le district étoient chargés de dix-neuf vingtièmes, que le ressort acquittoit le vingtième restant, et que, dans les charges du plat païs, le ressort portoit sept seizièmes, le district neuf.

Le subsidé de 12,000 florins accordé par la ville en 1700 occasionna une nouvelle dispute, et donna matière à une nouvelle fixation, qui eut lieu dans la suite. La ville, quoique continuant de suivre l'ancien pied pour les contingens respectifs de l'aide, voulut faire supporter ces 12,000 florins du subsidé par le district et le ressort seuls. Elle en accorda à cet effet $\frac{7}{16}$ à charge du ressort et $\frac{9}{16}$ à charge du district. Les paiemens furent même faits sur ce pied; mais, par sentence du 1^{er} février 1704, elle fut ensuite condamnée à restituer au ressort tout ce qu'il avoit païé au-delà du xx^e mentionné à la transaction de l'année 1575.

Les troubles de la guerre de succession favorisèrent néanmoins après ce nouveau soutènement de la ville pour ce subsidé. On a déjà observé plus haut que, pendant les années 1702 et suivantes, il n'y eut point de consentement porté pour le subsidé, mais qu'il fut d'une certaine manière imposé. On suivit, dans cette imposition, le pied que la ville vouloit introduire, savoir que le district païeroit 9 et le ressort 7 en 16. On leva en conséquence, à titre de subsidé, 6,750 florins sur le district et 5,250 florins sur le ressort.

Mais l'état des affaires étant changé de face par la victoire de Ramillies, en 1706, la question se renouvela au premier consentement du subsidé, savoir en 1707. La ville, par son

consentement du 15 décembre de cette année, se chargea à la vérité d'un tiers de ce subside; mais elle surchargea encore une fois le ressort dans les deux tiers restans, en stipulant que ces deux tiers seroient supportés par le district et ressort à concurrence de 9 et 7 seizièmes respectivement. Ceux du ressort s'en plaignirent et obtinrent du conseil d'État, le 7 juillet 1708, un décret portant qu'ils devoient passer parmi paient leur juste xx^e dans ledit subside de 12,000 florins.

Le 30 décembre 1716 la ville accorda encore un subside extraordinaire de 18,000 florins, à condition qu'elle passeroit en y contribuant pour un tiers, et que les deux autres tiers seroient fournis par le ressort et le district ensemble. Sur quoi ceux du ressort s'adressèrent de nouveau au marquis de Prié, afin qu'il fût autre fois déclaré que la transaction de 1578, la sentence de 1701 et le décret de 1708 devoient ponctuellement être suivis.

Le marquis de Prié, après avoir ouï le grand conseil, députa, le 20 août 1717, des commissaires du même conseil pour examiner sommairement l'état, la consistance et les revenus, tant de la ville que du district, pour, sur leur rapport, fixer le juste contingent de chacun de ces trois membres dans le subside susmentionné et en général dans toutes leurs contributions.

On commença par faire intervenir, dans cette affaire, ceux du district et par ordonner, tant à eux qu'à ceux du ressort, de produire un état détaillé de tous les biens, des revenus, des charges, etc. L'affaire dura nombre d'années, fut amplement discutée et très opéreusement instruite. Il fut même fait des mesurages, des dénombremens, des rapports. Enfin en 1743 la question fut mise en état d'être terminée. Mais la guerre et une maladie survenue au rapporteur, qui étoit le conseiller Hony, la firent demeurer sans poursuite jusqu'en 1750, auquel tems, sur requête de ceux du ressort, le marquis de Botta nomma des nouveaux commissaires, savoir les conseillers

De Partz, Streithaeghen et Goubeau, pour examiner le tout et rendre leur avis, après lequel il seroit disposé de la manière qu'en justice seroit trouvé appartenir.

Ces nouveaux commissaires demandèrent aux parties des appaisemens ultérieurs; et celles-ci aiant témoigné des dispositions pour s'accomoder amiablement, ils furent, par décret du 11 août 1752, autorisés à moienner et consommer cet accord.

En conséquence de cette autorisation les députés de Heyst et de Ghestel, pour le ressort, ceux de la ville et les députés des adhérités du district comparurent, le 16 août 1752, par-devant les commissaires susmentionnés et y arretèrent finalement la transaction suivante (1).

Que dans le subsidie ordinaire ceux du ressort continueroient de païer de la manière qu'ils l'avoient faite jusqu'alors, savoir un vingtième ou cinq dans le cent, et que les dix-neuf vingtièmes restans seroient supportés par la ville (2).

(1) Dat de eerste comparanten (wesende die van het ressort) sullen continueeren te betaelen, in de subsidie ordinaïr, op den voet ende maniere, gelyck sy als nu betaelt hebben, te weten : een deel in twintigh ende dat de resteerende $\frac{19}{20}$ sullen betaelt worden door die van de stadt, midts profiteerende de accysen van die van het district, gelyck het selve tot heden geplogen is, sonder eenighe de minste veranderinghe ofte innovatie; wel verstaende dat voor subsidie ordinaïr sal worden gehouden alle't ghene aen syne Majesteyt sal connen worden geacordeert ter concurrentie van 36,000 guldens.

Dat rakende de subsidie extraordinaïr (te weten alle't ghene sal exce-deeren de voorschreve somme van 36,000 guldens), in de welcke die van het ressort by provisie waeren betaelende de seven deelen in vier en twintigh, die van de stadt acht, ende die van het district negen deelen, en in het toecomende die van het ressort maer en sullen betaelen vyff deelen in-22, die van het district 9, ende die van de stadt de 8 resterend twee en twintigste, etc.

(2) On verra au § 9 pourquoi le district n'y contribue point.

Que pour subside ordinaire sera tenu tout ce qui pourra être accordé à S. M. à concurrence de 36,000 florins (1).

Que, dans les subsides extraordinaires, savoir en tout ce qui excèdera lesdits 36,000 florins, ceux du ressort, au lieu de $\frac{7}{24}$, ne paieront que $\frac{5}{22}$, ceux de la ville $\frac{8}{22}$, au lieu de $\frac{8}{24}$, et le district $\frac{9}{22}$, au lieu de $\frac{9}{24}$ qu'ils paioient auparavant.

Que l'année alors ouverte de l'entretien de la cour de S. A. R. seroit supportée encore sur l'ancien pied de 7, 8 et 9 vingt-quatrième respectivement, mais le dernier subside extraordinaire sur le nouveau pied, et que la ville paieroit à ceux du district 1,600 florins de change une fois.

Finalement que, quant aux charges du plat païs, telles que livraisons de chevaux, chariages, batteaux, pionniers, contributions, etc. le ressort, au lieu de $\frac{7}{16}$, n'en supporteroit qu'un $\frac{1}{3}$, et que le district en porteroit les $\frac{2}{3}$ restans, au lieu qu'auparavant il n'y contribuoit que pour $\frac{9}{16}$.

Cette transaction fut décrétée au conseil privé le 9 octobre 1752, et forme la règle qui est actuellement suivie.

La ville de Malines contribue donc actuellement pour elle et pour le district 34,200 florins pour les $\frac{19}{20}$ dans le subside ordinaire de 36,000, le ressort paie les autres 1,800 florins.

Dans le subside extraordinaire de 12,000 florins.

La ville paie pour ses $\frac{8}{22}$ 4363 12 8 $\frac{8}{11}$.

Le district pour ses $\frac{9}{22}$ 4909 1 9 $\frac{9}{11}$.

Et le ressort pour ses $\frac{5}{22}$ 2727 5 5 $\frac{5}{11}$.

12,000 » » »

(1) C'est précisément l'impôt de l'ancienne aide qui a été suivi ici.

§ 8. — *Hypothèque et fond des aides et subsides de Mulines.*

Les divers membres de la province suivent, à cet égard, des pieds différens.

On lève, dans le ressort, le subside tant ordinaire qu'extraordinaire par le moïen de la taille réelle. Cela s'est pratiqué ainsi d'ancienneté, et cela est conforme aussi aux actes d'acceptation.

Le district ne contribue rien dans l'aide ou subside ordinaire (1). Mais s'il s'agissoit de rechercher le fond ou l'hypothèque du contingent, que le district devroit dans l'aide si la ville ne païoit point ce contingent pour lui, il faudroit s'en prendre aux accises que la ville y lève.

Les $\frac{9}{12}$, que le district paie dans le subside proprement dit ou subside extraordinaire, sont assignés sur une imposition réelle sur toutes les terres labourables, bois, prairies, jardins, moulins et dîmes, tant ecclésiastiques que laïques, en faisant l'imposition sur les dîmes à raison de l'onzième bonnier, ou à telle autre proportion que les décimateurs lèvent leur quote des fruits à titre de dîme.

Il y a ci-devant eu des difficultés à ce sujet entre la ville et le district, entre autres celle dont il est fait mention ci-dessus à l'art. 16 du § 5. La ville y prétendoit, non seulement de pouvoir consentir pour le district, mais aussi de faire percevoir l'imposition accordée; mais cette dernière prétention n'a plus lieu. La somme se répartit annuellement sur le pied repris à l'article précédent, et elle se collecte ensuite par le collecteur de chaque communauté du district.

Les fonds, pour le contingent de la ville dans l'aide et dans le subside, ont très-souvent varié. Ils n'ont d'ailleurs qu'une

(1) On en trouvera la raison dans le paragraphe suivant..

consistance assés incertaine et sont confondus aujourd'hui avec nombre d'autres moïens.

Dans l'établissement primitif de l'aide il fut octroïé à la ville, le 4 décembre 1600 :

24 sols par tonneau de biere, qui vaut plus de 19 sols et vendu en détail.

12 sols par tonneau de biere bourgeoise.

4 sols sur le tonneau de petite biere vendue en détail.

2 sols sur pareil tonneau de biere bourgeoise.

2½ sols sur l'ayme de miel ou meyde.

4 sols sur chaque lot de vin.

4 sols sur chaque lot de brandevin.

4 sols sur chaque veertel de grain pour brasser.

4 sols sur chaque veertel de grain qui se convertira en pain.

4 sols par semaine sur chaque vache dans la ville ou jurisdiction.

2 sols par semaine sur chaque cheval.

1 sou par semaine pour chaque bœuf ou taureau.

Auxquels impôts contribueront et seront sujets tous indifféremment francs et non francs, privilégiés et non privilégiés, quels qu'ils soient, en conformité des deux derniers articles des conditions générales que les États Généraux avoient fait proposer.

En 1607 une partie de ces moïens fut augmentée. En 1648 on ajouta auxdits impôts ordinaires des droits sur le vinaigre, la houille, le bois, l'écorce, etc. En 1670 on chargea de plus le tabac, l'hydromel, etc. Tous ces droits ont successivement été augmentés et assignés, au point qu'on peut dire que toutes les accises de la ville en général sont affectées à ladite aide. Mais il s'y est fait tant de changemens, qu'on seroit bien embarrassé de trouver les véritables fonds. Il y a même des accises qui ne se lèvent plus.

Les actes de consentement et d'acceptation de l'aide portent toujours, pour le contingent de la ville, qu'il sera trouvé sur

les moïens ordinaires, extraordinaires et supplétifs, qui consistent dans les accises prémentionnées.

Quant au subsidé, on a quelquefois imposé des charges réelles de xx^m et xxv^m. Mais aujourd'hui il se prend sur les mêmes moïens que l'aide, et les actes de consentement et d'acceptation l'assignent toujours aussi sur les moïens ordinaires, extraordinaires et suppletifs pratiqués pendant les années précédentes.

§ 9. — *Païement de ces aides et subsides.*

Avant de passer à l'examen des termes et de la forme du païement de ces aides et subsides, il importe de faire quelques réflexions sur les termes et la démonstration de ces aides et subsides eux-mêmes.

L'époque fixe du commencement de l'aide ou subsidé ordinaire de la province de Malines a été déterminée par l'accord de 1600 au 1^{er} novembre. L'aide commençoit auparavant au 1^{er} octobre. Cette époque a depuis lors constamment été observée et l'est encore aujourd'hui. L'année commence toujours au 1^{er} novembre et finit au dernier octobre de l'année suivante.

On trouve néanmoins des instructions pour la pétition de l'aide des années 1717 et 1718, dans lesquelles on fixoit ce commencement au 1^{er} janvier. Mais il est probable que c'étoit par erreur de celui qui en avoit formé les minutes. Les consentemens et acceptations n'ont jamais varié à cet égard, sinon dans la seule année 1672, par rapport à laquelle les époques étoient fixées au 1^{er} octobre 1672 et dernier septembre 1673. Mais il est clair que ce fut encore par erreur. La combinaison de l'aide antérieure et de la suivante le démontrent assés, puisque le mois d'octobre eut en ce cas été païé deux fois, et que l'aide suivante a commencé comme elle devoit commencer au mois de novembre 1673.

On a autrefois consenti quelquefois aussi les aides par demi-année, comme cela se pratique encore en Brabant. On en trouve des exemples en 1611 et quelques années suivantes. Le premier terme commençoit alors au 1^{er} novembre et finissoit au dernier avril. Le 2^e commençoit au premier may et finissoit avec le dernier octobre. Mais dès l'année 1620 les Malinois ont toujours consenti pour une année entière.

Il y a, dans les archives, des actes et des annotations, dans lesquelles on donne à l'aide la dénomination de l'année dans laquelle elle expire, au lieu de la date de l'année pendant laquelle elle commence; par exemple l'acte d'acceptation de l'aide commencée au 1^{er} novembre 1724 est titré de l'acte d'acceptation de l'aide de Malines pour l'an 1723, au lieu de 1724.

Il est vrai que la plus grande partie de l'aide, ou pour mieux dire, du paiement de l'aide s'écoule dans l'année pendant laquelle cette aide expire; mais d'un autre côté il est certain, surtout à Malines, que l'aide est arriérée et ne s'anticipe point. Pour en trouver la preuve on n'a qu'à remonter au moïen du tableau ci-joint à l'année 1599 (1). On trouvera qu'entre le dernier septembre de la dite année 1599, et entre le 1^{er} novembre 1600, il n'y a point eu d'autre aide que celle dont le commencement a été fixé audit premier novembre 1600. De façon qu'à l'égard de la province de Malines, il est vrai de dire que l'aide est arriérée, et que même son premier terme ne commence à courir que lorsque l'année qui en produit les charges est totalement révolue.

Le terme du subside proprement dit, c'est-à-dire du subside qu'on nomme extraordinaire, n'a jamais été et n'est point en-

(1) Nous avons cru devoir supprimer ce tableau. Le tome III, pages 186 à 192 de l'inventaire des registres de la Chambre des comptes aux Archives du royaume à Bruxelles, donne des renseignements suffisants à ce sujet. (Ch. P.)

core bien positivement fixé, quoique le conseil des finances ait, depuis l'année 1752, observé que le gouvernement tend à approcher ce terme et à le renfermer dans l'année du subside.

Autrefois lorsque le subside n'étoit aussi stable et uniforme qu'il l'est aujourd'hui, on accorderoit quelquefois ce subside sans expression de terme, comme on le fait aujourd'hui dans les dons gratuits, lorsque le cas se présente. Quelquefois aussi il suivoit l'aide lorsqu'il s'accorderoit pardessus cette aide, et par forme de continuation d'aide ou pour aide extraordinaire. En d'autres tems, il suivoit accidentellement les époques des charges pour lesquelles il se consentoit, par exemple les 12,000 florins du 1^{er} juin 1607 furent accordés pour aider à l'entretien de la gendarmerie durant les huit mois de la cessation d'armes. Les 9,000 florins du 13 juillet 1608 furent consentis pour fourages et services des gens de guerre pendant six mois commencés le 4 juillet 1608 et finis le 3 janvier 1609.

Lorsque les Malinois accordèrent, en 1671, 54,000 florins pour aide et subside, il étoit dit que les 22,000 compris dans cette somme pour le subside ou donatif commençoient à prendre cours le 1^{er} novembre de la même année et finiroient le dernier octobre de l'année suivante 1672. Dans les années suivantes l'aide et le subside aiant régulièrement été consentis ensemble, le dernier suivit encore le terme de la première.

Le subside extraordinaire, accepté le 23 mars 1700, devoit se paier en douze mois, mais il n'étoit point énoncé quand ces païemens devoient commencer. Les 12,000 florins acceptés le 16 avril 1701 étoient accordés de même pour un an entier, comme le furent encore les 12,000 du 10 janvier 1708.

L'acte d'imposition du 26 octobre 1711 fixa précisément le terme du subside du 1^{er} novembre, comme celui de l'aide. On en fit de même dans les actes d'acceptation du 24 avril 1713 et du 13 septembre 1715. Le subside accepté le 23 février 1717 fut encore consenti sur ce même pied.

Dans la nouvelle demande que l'on fit du subside, le 5 no-

vembre 1717, on spécifia simplement le subside extraordinaire de la présente année. Le subside étoit néanmoins ouvert depuis le 1^{er} novembre 1715. Les Malinois l'accordèrent tel qu'on le leur demandoit, c'est-à-dire pour l'année 1717. L'année suivante on en fit de même. Le subside fut encore accordé et accepté pour la présente année, et depuis lors on a toujours suivi ce pied. On a toujours dit : pour la présente année. Sauf lorsqu'il y avoit des arrérages, on a quelquefois nommé l'année, comme, par exemple, le subside accordé en 1743 le fut pour les années 1743 et 1744.

L'usage est encore aujourd'hui qu'on dit toujours : pour la présente année, et qu'on nomme cette année. Par exemple le subside accepté, le 17 août de l'année courante 1776, a été demandé, consenti et accepté pour subside extraordinaire de la présente année 1776.

La manière dont on entend cette expression peut être intéressante, et il conste par les rétroactes que les Malinois cherchent autant à en tirer de l'avantage, qu'il est de l'intérêt du gouvernement de lever sur ce point toute difficulté par une explication qui n'en soit plus susceptible. A l'article 11 du paragraphe suivant on en propose le moien.

Si on rapportoit le subside extraordinaire de la présente année 1776 à l'année du subside telle que nous la prenons ici, et telle qu'on dit la prendre pour la province de Malines, c'est-à-dire à l'année du subside 1776, qui est commencée au premier du mois de novembre de cette même année, il en résulteroit que Sa Majesté perdrait un subside entier de florins 12,000, et que les Malinois seroient alors à cet égard en avance d'un an, puisque ce subside de 1776 durerait en ce cas jusqu'au dernier octobre 1777. De sorte que, par le paiement qu'ils ont fait de ce subside, ils auroient satisfait jusqu'au susdit dernier octobre 1777, ce qui n'est point.

Si, d'un autre côté, on vouloit entendre par ladite énonciation : de présente année, l'année naturelle, c'est-à-dire celle

qui commence avec le 1^{er} janvier, comme on voit dans les rétroactes que les Malinois l'ont quelquefois indirectement expliqué, S. M. perdrait encore alors deux mois de ce subside, c'est-à-dire les mois de novembre et décembre; puisqu'alors le subside actuel, au lieu d'être expiré au dernier octobre passé, durerait encore jusqu'au dernier du présent mois de décembre.

On doit nécessairement entendre ladite énonciation de présente année en ce double sens, 1^o qu'elle ne présente point l'année naturelle, mais douze mois de subside, commençant au 1^{er} novembre; 2^o que la dénomination de l'année de subside se prend actuellement non sur l'époque du commencement de ce subside, mais sur celle dans laquelle il finit; de façon que ce qu'actuellement on nomme dans le fait l'année du subside 1776 ou le subside de l'année 1776, ce sont les douze mois de subside commencés le 1^{er} novembre 1775.

Les rétroactes fournissent plusieurs argumens pour démontrer, par rapport au subside extraordinaire, l'assertion qui vient d'être faite et pour maintenir l'explication pertinente que le gouvernement pourroit, à l'une ou l'autre occasion, donner sur ce point :

1^o Le subside extraordinaire se renseigne toujours, comme le subside ordinaire, dans les comptes qui ne vont que jusqu'au dernier octobre de chaque année, tellement que le subside extraordinaire accordé et accepté pour la présente année 1776, sera néanmoins renseigné, comme d'usage, dans le compte finissant au dernier octobre passé, et il y sera porté avec le subside ordinaire de 1775 commencé le 1^{er} novembre 1775;

2^o Lorsqu'on a ci-devant spécifié précisément les époques du subside extraordinaire et qu'on ne s'est pas contenté de l'expression générique de telle ou de telle année ou de la présente année, on a toujours suivi exactement alors l'aide ou subside ordinaire, comme le prouvent les exemples cités ci-

dessus aux articles 9 et 11 de ce paragraphe; et cela étoit d'autant plus naturel, que le subside extraordinaire n'étant virtuellement qu'une addition à l'ordinaire, c'est-à-dire aux 36,000 florins de l'aide, participe d'une certaine manière de la nature de celle-ci;

3^e Lorsqu'en 1753 les Malinois ont donné leur soumission pour les termes du paiement des aides, ils y ont eux-mêmes confondu le subside extraordinaire avec l'ordinaire, sans faire la moindre différence entre l'un et l'autre, comme on le verra ci-dessous. Ils y ont d'ailleurs déjà déclaré que les subsides commenceront à prendre cours au 1^{er} novembre;

4^e Lorsqu'en juillet 1755 ceux de Malines accordèrent le subside extraordinaire de ladite année; ils stipulèrent l'intérêt de six mois pour le païer promptement. En quoi ils entendoient suivre l'année naturelle. Mais, par l'acte d'acceptation, on ne leur accorda que trois mois, en disant très-expressément qu'ils étoient obligés de faire le paiement au dernier octobre, jour qui correspond précisément à l'échéance du subside ordinaire. Et ils acquiescèrent à cette explication.

Il est donc fondé sur l'usage, comme sur la nature des choses, que le subside extraordinaire a le même terme et la même époque de commencement, et qu'il échoit précisément avec le subside ordinaire, c'est-à-dire au dernier octobre de chaque année, et que le subside extraordinaire, qui a été accordé et accepté pour la présente année 1776, est véritablement échu et fini le dernier octobre de cette même présente année 1776.

Le paiement effectif se fait et doit se faire toujours, tant pour l'aide que pour le subside, pendant le cours de l'année (1)

(1) Autrefois ils étoient toujours arriérés d'une demi-année. Les Malinois stipuloient régulièrement de : *pouvoir tenir ens six mois, comme du passé.*

de ces aides et subsides, c'est-à-dire avant le 1^{er} de novembre. Il y a là-dessus une convention et soumission formelle en date du 28 octobre 1753 portant qu'ils consentoient d'anticiper les subsides, de façon que les subsides commenceront à prendre cours au 1^{er} novembre de chaque année, et que tant les subsides ordinaires qu'extraordinaires seront païés par quartal et acquittés en entier avant le mois de novembre de l'année suivante.

Il suit assés, de ce que nous avons dit ci-dessus, que ce mot anticiper est mal employé dans cette soumission, puisque dans le fond il n'y a ici aucune anticipation.

Le paiement de l'aide, comme de subside, se fait entre les mains du conseiller receveur général de ces aides et subsides. Mais il y a encore de la différence à cet égard par rapport aux contribuables.

Cette différence consiste en ce que, quant au subside, chacun des trois membres de la province paie son contingent et le remet au receveur général, au lieu que le district ne contribue rien dans l'aide; mais son contingent est acquitté par la ville, laquelle paie, comme il est dit ci-devant, les dix-neuf vingtièmes de l'aide; et le vingtième restant s'acquitte par le ressort.

On trouve que d'ancienneté la ville a païé l'aide à la décharge du district; mais qu'en revanche on a toujours levé à son profit dans ce district les mêmes accises qu'on perçoit dans la ville.

Il est très-probable qu'autrefois le district ne contribuait également rien dans les subsides ou secours extraordinaires, et que son contingent étoit aussi fourni par la ville. Mais lorsqu'on a commencé à recouvrer quelquefois ce subside par des impositions réelles, le district a été assujetti à ces impositions, comme par exemple en 1656, 1669, 1671, etc.

L'usage actuel est que la ville n'acquitte pour le district que le seul subside ordinaire ou l'aide, et que le district paie lui-

même son contingent, qui fait les $\frac{9}{22}$ dans le subside extraordinaire.

La raison pour laquelle la ville acquitte la part du district dans l'aide est, comme on l'a dit, que dans le district on paie aussi les accises de la ville. Mais il est expressément stipulé à cet égard, par la convention du 16 août 1752, que cette contribution dans les accises doit avoir lieu de la manière qu'elle étoit usitée jusqu'alors, sans aucun changement ni innovation (1). Cette restriction fera l'un jour ou l'autre naître des difficultés entre la ville et le district.

(1) Voyez le texte ci-devant, § 7, art. 13 dans la note.

IV.

*Les Séjours des ducs de Bourgogne en Hainaut :
1427-1482.*

(Par M. LÉOPOLD DEVILLERS, membre de la Commission.)

Il est une source de documents d'un prix inestimable pour l'histoire nationale. Je veux parler des comptes, des registres aux délibérations et des mémoriaux qui reposent dans les archives des villes. Les détails historiques, lorsqu'ils sont puisés à cette source authentique, acquièrent le cachet de la vérité. C'est spécialement dans les anciens comptes, trop longtemps dédaignés par les érudits, que l'on rencontre des récits fidèles et des dates sûres.

Dès 1830, l'éminent M. Gachard s'exprimait ainsi, à propos des comptes : « On fait en général peu de cas de » cette sorte de documents; c'est un grand tort à mon » avis : dans les siècles reculés surtout, les comptes sont » souvent les seuls actes qui rendent témoignage des faits »avenus, par la raison qu'il n'est pas d'événement tant » soit peu important qui n'ait donné lieu à quelque dé- » pense. A la vérité, les renseignements qu'ils offrent sont » fort succincts; mais ils sont toujours suffisants pour » garantir l'existence des faits(1). »

Que de fois, en effet, ces documents positifs comblent

des lacunes ou détruisent des erreurs répétées avec trop de complaisance par les historiens !

J'en ai trouvé souvent la preuve en compulsant les comptes communaux et les recueils des Consaux de Mons.

Les renseignements que ces registres et d'autres documents officiels fournissent sur les séjours que les princes et princesses de la maison de Bourgogne firent en Hainaut et particulièrement à Mons, de 1427 à 1482, m'ont paru mériter d'être rassemblés et publiés. Sans jeter de vives lumières sur l'histoire politique du XV^e siècle, ils ont l'avantage de rectifier des dates et de révéler des faits peu ou point connus.

Il n'est pas entré dans mes intentions d'y intercaler une foule de détails relativement à ce qu'ont dit les chroniqueurs de l'époque; je me bornerai donc à présenter dans l'ordre des faits mes nombreux extraits et comme documents à l'appui de l'exposé qui va suivre.

1427.

Après la mort du duc Jean IV de Brabant, Philippe de Bourgogne résolut de conserver le gouvernement des demaines de Jacqueline de Bavière (2). Voulant s'assurer du concours des états de Hainaut et obtenir d'eux une sanction pleine et entière, il les fit réunir d'abord à Condé, le 29 avril 1427 (3), puis à Valenciennes (4), dans les premiers jours de juin (5). Le 2, il logea au château d'Enghien d'où il partit pour Valenciennes (6).

Le duc de Bourgogne se trouva en personne à l'assemblée (7), à laquelle assistèrent, outre les députés de Hainaut, les quatre membres de Flandre et les états de Picardie.

A l'exception des députés de Mons, les états décidèrent qu'ils recevraient le duc au bail et gouvernement du comté de Hainaut, et la ville de Mons se rangea, le 6 juin, à leur résolution (8).

Le mercredi 18 du même mois, au soir, le duc, venant de Condé, arriva à Mons avec les membres des états (9), qu'il réunit plusieurs jours de suite au château de cette ville; il leur délivra des lettres par lesquelles il promettait de se déporter de son gouvernement si la duchesse Jacqueline venait à se séparer du duc de Gloucester (10). Le 22, il « donna un souper et banquet à plusieurs chevaliers, écuyers, dames et demoiselles (11). »

Le lundi 23, le duc prêta serment en l'église de Sainte-Waudru, comme mambour, gouverneur et héritier présomptif du comté de Hainaut (12). Les membres du conseil du duc et des trois ordres des états présents à cette solennité étaient (13) : *clergé* : Jean de Gavre, évêque de Cambrai, les abbés de Saint-Vaast d'Arras, de Crespin, d'Hasnon, de Saint-Jean de Valenciennes, de Cambron, de Saint-Denis en Broqueroie, de Bonne-Espérance, de Saint-Feuillien, d'Anchin, d'Haumont, de Maroilles, de Liessies, de Lobbes et de Saint-Martin de Tournai, le prieur d'Aymeries, les délégués des chapitres de Notre-Dame et de Saint-Géri de Cambrai, de Saint-Vincent de Soignies, de Saint-Pierre de Leuze, de Notre-Dame d'Antoing et de Saint-Wasnon de Condé; *noblesse* : Jean de Flandre, comte de Namur et seigneur de Béthune; Olivier de Bretagne, comte de Ponthièvre, seigneur d'Avesnes et de Landrecies; Pierre de Luxembourg, comte de Conversant et de Brienne, seigneur d'Enghien; Englebert d'Enghien, seigneur de Rameru et de la Folie; Jean de Melun, seigneur d'Antoing et châtelain de Gand; Jean, seigneur

de Ligne, de Belœil et de Barbençon; le seigneur de Briffoël; Pierre de Bousies, seigneur de Vertaing, de Romeuries et de Feluy, alors bailli de Hainaut; Guillaume de Lalaing, seigneur de Bugnicourt; Baudri, seigneur de Roisin; Quentin, seigneur d'Audregnies; Guillaume de Sars, seigneur d'Angre et de Moulbais; Jean, seigneur de Senzelles; Hoste de Senzelles, seigneur de Casteau; Jean de Houcourt, seigneur de Laidain; Gérard, seigneur de Ville et de Mataigne; Jean de Rizoit, seigneur de Bernissart; le seigneur de Waudripont; Robert, seigneur de Mamines; Gérard d'Écaussines, seigneur de Roesne; Jean de Sars, seigneur de Foresteau; Gérard de Sars, seigneur de Faureux; les seigneurs de Sorre et de Sars; Jacques de Sars, seigneur de Gennetines et du Maisnil, prévôt de Mons; Évrard, seigneur de la Haye et de Ghoy; Thierry de Mersem, seigneur de Fontaine-au-Bois; Simon de Lalaing, chevalier; Jean, seigneur de Boussu et de Gammerage, châtelain de Berghe; Jean, seigneur de Jeumont; Michel de Ligne; Jean de Ville, seigneur de Petit-Quévy; Eustache de Vertaing, Jacques de Harchies, Jean Couvet, Colart de le Glisœle, Thiéri de Boussu, seigneur de Bleaugies, Gérard fils du seigneur de Ville, Fastré de Berlaimont, Jean de le Delf, Englebert de Marque, Gilles de l'Esclatière, Gilles Descamps, Buchigault de Sars, Englebert de Vertaing, Léon de Sars et Allart de Tarsinnes, écuyers; *bonnes villes*, les députés de Mons, de Valenciennes, de Maubeuge, de Bouchain, du Quesnoy, de Bavai, de Beaumont, de Binche, du Rœulx, d'Ath, de Hal, d'Enghien (14), de Condé, de Saint-Ghislain, de Soignies, d'Avesnes, de Chièvres et de Chimay. La ville de Mons était représentée par Gobert Joye, Jean de le Loge, Gilles Poulet, Jean Crohin, Jean du Parcq, Gérard de Bruxelles,

Jean du Sart, Guillaume de le Motte, Jean Haignet et Jean Druelin. Les députés de Valenciennes étaient : Jean Razoir, prévôt, Jacques Grebert, Simon du Gardin, Évrard du Gardin, Jacques Lamelin, Guillaume d'Angrel, Jean Razoir fils, Jacques de Quarouble, Colart de Wargni et Cokeriaumont (15). Guillaume Estiévenart dit du Cange, receveur de Hainaut, Colart Escavée, receveur des mortemains, et Godefroid Clauwet, conseiller, assistaient aussi à la prestation de serment. Telle était donc la composition des états, lorsque Philippe le Bon se fit reconnaître par eux. La ville de Mons fit des présents de vin au duc, à son chancelier, à l'évêque de Cambrai et à d'autres personnages, entre autres, au prévôt, aux jurés et aux échevins de la ville de Valenciennes (16).

Le lendemain de la solennité, qui était le jour du Saint-Sacrement, Guillaume de Lalaing à qui le duc venait de conférer le bailliage de Hainaut (17), prêta serment en l'église de Sainte-Waudru (18). A la grande procession de ce jour, l'évêque de Cambrai, assisté des abbés de Sainte Denis et d'Haumont, porta l'ostensoir (19).

Le duc de Bourgogne partit ensuite pour Bruxelles, en passant par Enghien, logea à Hal le 26, et revint à Mons le 27. Après y avoir reçu les lettres des états qui le reconnaissaient comme bail et gouverneur de Hainaut (20), il partit pour Maubeuge le 29 (21).

Durant son séjour à Mons, le duc avait appelé Raoul de Marchiennes aux fonctions de maire de cette ville. Mais les échevins s'opposèrent à cette nomination; autorisés par le conseil de ville, ils déclarèrent qu'ils ne recevraient pas Raoul de Marchiennes, parce qu'étant bâtard, il ne pouvait être ni maire ni échevin de Mons (22). On rapporte que le duc n'accueillit pas trop mal leur remon-

trance et qu'il leur répondit : « Défendez donc mes droits aussi bien que les vôtres (23). » Il eut bientôt après une nouvelle preuve qu'ils ne laisseraient pas ses officiers empiéter sur les droits et franchises de la ville, à propos du mécontentement que le grand bailli avait témoigné de ce que les Montois ne l'avaient pas suivi au siège de la Malmaison (24).

Le 30, le duc de Bourgogne fut à Valenciennes, et le lendemain il donna à cette ville des lettres particulières touchant le bail et gouvernement du Hainaut. Dans cet acte il fit la déclaration que, désirant de tout son cœur le bien du pays de Hainaut et de la ville de Valenciennes et voulant obvier de tout son pouvoir à la destruction et désolation d'icelui, il acceptait ledit bail et gouvernement à la condition de s'en déporter si la duchesse Jacqueline venait à rompre son alliance avec le duc de Gloucester (25). Les fonctions importantes de prévôt-le-comte de Valenciennes furent confiées par Philippe de Bourgogne à Simon de Lalaing (26).

Après avoir ainsi réglé la situation politique du comté de Hainaut, le duc se dirigea vers la Flandre pour y faire les préparatifs de l'expédition qu'il projetait depuis quelque temps, afin d'achever la conquête de la Hollande.

1428.

Le duc Philippe ayant convoqué les états de Hainaut à une assemblée qu'il avait fixée au 7 avril 1428, on prit à Mons quelques mesures pour la garde de cette ville (27). L'assemblée eut lieu au jour indiqué. Le duc la présida. Faisant bon accueil à sa requête, les états lui accordèrent 40,000 couronnes de France, aide dans laquelle la ville de

Mons intervint pour 30,000 livres (28). Le duc prolongea jusqu'au 13 son séjour en cette ville (29). Le dimanche 14, il assista à la première messe en l'église de Saint-Germain et y fit son offrande (30); le même jour, « il fist banquet » aux dames et damoiselles, chevaliers, escuiers d'icelle » ville et d'ailleurs (31). » Le 14, étant à Valenciennes, il délivra à la ville de Mons des lettres de privilèges de la plus haute importance (32).

Le 3 juillet de la même année, la duchesse Jacqueline de Bavière, complètement abandonnée par le duc de Gloucester, conclut à Delft un traité avec son cousin le duc de Bourgogne, qu'elle reconnut pour son vrai hoir, et pour bail, mambour et gouverneur de ses pays de Hainaut, de Hollande, de Zélande et de Frise (33). A la suite de cette réconciliation, Jacqueline et Philippe parcoururent ces quatre pays, pour y faire reconnaître le duc en sa qualité d'héritier présomptif de la duchesse.

La ville de Mons cherchait depuis quelque temps à rentrer dans les bonnes grâces de madame Jacqueline, par la médiation de la duchesse sa mère (34). Dans son assemblée du 27 août, le conseil de cette ville ayant eu connaissance de l'arrivée prochaine du duc et de la duchesse, résolut de faire à chacun d'eux des présents de vins; il prit les mêmes dispositions qu'en avril précédent, pour assurer le bon ordre durant leur séjour (35).

Le dimanche 12 septembre, le duc de Bourgogne et la duchesse Jacqueline firent leur entrée à Mons, accompagnés de l'évêque de Liège, du comte de Namur et d'une suite nombreuse. Le lendemain, ils prêtèrent serment, la duchesse comme héritière et le duc en qualité de gouverneur du pays. Lecture ayant été donnée du traité de Delft, ils firent, dit un acte du temps, jurer par le peuple et

par les trois états du pays, *de tenir madite dame à hire-tière et monsieur à gouverneur, ensi que li dis traitiès le contient, et ossi à hiretier ou cas que medite dame trespasseroit sans hoir*. Ayant déjà prêté le même serment en la ville de Soignies, le samedi 11, en présence du chapitre de Saint-Vincent et du magistrat, ils reconnurent que c'était sans préjudice des privilèges du chapitre de Sainte-Waudru et de la ville de Mons (36). Leur séjour en cette dernière ville dura jusqu'au 16 (37). Le magistrat fit des présents en vin au duc, à la duchesse et aux principaux personnages de leurs maisons ; il donna des gratifications aux gens attachés à leur service (38).

Le 17, le duc et la duchesse séjournèrent à Maubeuge ; ils partirent le lendemain pour le Quesnoy, où la duchesse douairière avait son hôtel. De cette dernière ville, ils allèrent à Valenciennes où eut lieu, le 19, la même cérémonie qu'à Mons, pour la réception du duc. L'acte suivant contient les serments qui furent prêtés par les habitants de Valenciennes : « Philippe, duc de Bourgoigne, bail, gouverneur, mambour et héritier des pays et conté de Haynnau, et Jacque, par la grâce de Dieu, duchesse en Bavière, contesse de Haynnau, Hollande, Zellande, Pontieu, damme de Frise, à tous ceulx qui ces présentes lettres verront, salut. Savoir faisons que aujourd'hui noz bien ameuz les prévost, eschevins, jurez, conseil et bonnes gens de nostre ville de Vallengiennes nous ont faict et juré les sermens de la paix en la fourme et manière quy s'enssuit : Nous jurons et créantons, ma très redoubtée damme madamme Jacque de Bavière cy-présente, et la recognoissons estre directe damme héritière des pays de Haynnau, de Hollande, Zellande et de Frise, pourveu que à nostre très-redoubté seigneur monsieur le duc de Bourgoigne

» cy-présent, comme rewart et hoir d'iceulx pays, serons
 » obéissans et subject et à nul aultre selon la teneur de la
 » paix; ainsy nous voeuille Dieu aider et tous les saintz.
 » *Item*, nous jurons de à mon très redoubté s^{re} monsieur
 » de Bourgoigne estre bons et loyaulx, et avec ce que
 » paravant l'avons recheu comme bail, mambour, gou-
 » verneur et hoir doudit pays de Haynnau, encoires
 » nous le recepvons en nostre rewart, bail, mambour,
 » gouverneur et droit hoir desdis pays de Haynnau, de
 » Hollande, de Zellande et de Frize, et promettons
 » de luy estre obéissans, assistans et aidans de nos corps
 » et de noz biens, en la manière anchienement acous-
 » tumée, contre ung chacun quy en ce luy vouldroient
 » mettre empeschement; et en oultre, luy ferons tout ce
 » que bons et loyaulx subgés sont tenus de faire à leur
 » rewart, bail, mambour, gouverneur et droit hoir, selon
 » le contenu de la paix. Et ce ne lairons-nous pour quel-
 » concque chose; ainsy nous voeuille Dieu aider et tous
 » les sains. *Item*, nous vouons et jurons de tenir et acom-
 » plir en tous ses poins la paix quy icy a esté leute, sans
 » au contraire faire en conseil ne en faict, secrètement ne
 » publicquement, en quelque manière. Ainsy nous voeuille
 » Dieu aider et tous les saintz. En tesmoing desquelles
 » choses advons, duc et duchesse dessus nommés, faict
 » mettre noz seaulx à ces présentes. Donné en ladite ville
 » de Vallenchiennes, le xix^e jour de septembre, l'an de
 » grâce mil iiij^e xxviiij (39). »

Dans la prévision que le duc de Bourgogne reviendrait
 à Mons, le conseil de cette ville avait décidé, le 20 sep-
 tembre, que les fermiers des maltôtes ne pourraient per-
 cevoir aucun droit sur les vins qui seraient consommés
 dans son hôtel.

Le duc revint à Mons un mois plus tard en compagnie de la duchesse Jacqueline ; il y séjourna du 22 au 29 octobre. Le 24, des gentilshommes du Hainaut leur offrirent un spectacle fort en vogue à cette époque, des joutes auxquelles vint assister la duchesse douairière, mère de Jacqueline (40). Le 26, le duc donna à souper à la noblesse du pays (41).

De Mons, le duc se rendit à Lille, en passant par Condé, où il logea le 30 octobre.

Quant à Jacqueline, elle partit pour Valenciennes. C'est en cette ville qu'elle confirma, le 17 novembre, la nouvelle charte de privilèges de la ville de Mons, et qu'elle autorisa celle-ci, le 24 du même mois, à lever une somme de 450 livres tournois. En février de l'année suivante, Valenciennes lui accorda 6,000 livres tournois pour l'aider à retourner en Hollande (42).

1430.

Dans l'après-dînée du 22 juillet 1430, le conseil de ville de Mons apprit « que monseigneur de Bourgogne voloit » venir logier en ceste ville. » L'assemblée décida qu'on irait à la rencontre du duc, mais en petit nombre.

Le 29 octobre suivant, le même conseil reçut une semblable communication.

Mais il est à remarquer que le compte communal de Mons ne contient aucune mention d'un séjour que le duc Philippe aurait fait en cette ville, en 1430. On y voit qu'à la date du 17 février, des députés des états de Hainaut se trouvaient auprès du duc, à Arras ; que le 24 mars, le duc était à Lille avec monseigneur de Tournai (43) ; qu'en la dernière semaine de juillet, « madame la dowagière estoit

revenue de Hollande au Quesnoit, » sa résidence ordinaire (44), tandis que sa fille la duchesse Jacqueline était restée en Hollande; enfin, que le 6 octobre Jean, seigneur de Boussu, Jacques de Sars et Jean Druelin, clerc de la ville de Mons, allèrent « par-deviers no très redoubtet seigneur estant en le ville de Mallines, pour faire pluseurs remonstrances et requestes touchant le bien dou pays de Haynnau (45). »

On peut inférer d'une note marginale de Jean Cocqueau, que le duc assista à un souper qui fut donné en l'hôtel de ville de Valenciennes, en 1430 (46).

1431.

A l'assemblée tenue le samedi 12 mai 1431 par le conseil de ville de Mons, « fu parlet de ce que nouvelles estoient que monseigneur et madamme de Bourgonne (47) devoient venir. Conclud de présenter ij keuwes de vin à madamme, et warder le ville, sicomme : clore ij portes, Rivaige et Gharite; mettre wais à le maison de le paix de connestablies, as quarfours les tines et caines, et as portes viij hommes. »

Le voyage projeté du duc et de la duchesse de Bourgogne fut ajourné; ils ne vinrent à Mons que le 15 novembre et y demeurèrent jusqu'au 17. La ville offrit à la duchesse, pour sa bienvenue, une salière en or richement ornée et émaillée (48); un don de 3,000 écus d'or lui fut fait par les états de Hainaut (49), que le duc avait rassemblés à l'effet de leur demander une aide qu'ils accordèrent gracieusement (50).

1433.

Jacqueline de Bavière enfreignit l'une des clauses les plus rigoureuses du traité de Delft, en épousant secrètement le lieutenant de la Zélande. On sait quelle fut la colère du duc de Bourgogne, lorsqu'il eut connaissance de cette union clandestine.

Pour soustraire Frans van Borselen, son mari, à la peine capitale dont il était menacé dans sa prison de Rupelmonde, Jacqueline signa, le 12 avril 1433, un traité par lequel elle cédait définitivement au duc tous ses droits de souveraineté sur les comtés de Hainaut, de Hollande, de Zélande et sur la seigneurie de Frise, et conservait seulement quelques titres honorifiques avec plusieurs domaines et revenus importants.

Le duc Philippe exigea que cet acte fût renouvelé dans chacun des états que l'infortunée princesse lui abandonnait, et qu'elle l'accompagnât dans les principales villes où il devait être reçu en souverain.

Le 20 du même mois, les échevins de Mons communiquèrent au conseil que la duchesse Jacqueline était sur le point de venir en cette ville avec le duc de Bourgogne, « pour elle déporter dou pays et monsieur en ahireter. »

Madame Jacqueline et le duc Philippe firent leur entrée à Mons le 13 mai suivant, et le lendemain, *par le consentement de nodite très redoublée dame*, monseigneur le duc fut reçu à *prince du pays*. A l'arrivée de la duchesse, les échevins lui avaient présenté trois pièces de vin ; ils firent le même présent au duc, après sa réception à la souveraineté du pays (51). En prenant possession de la crosse abbatiale de Sainte-Waudru, le duc avait négligé

d'offrir, comme c'était l'usage, un drap d'or à cette église (52). Le chapitre, pour ne rien perdre de ses droits, le fit réclamer plus tard à la chambre des comptes, en même temps que les frais à payer pour le relief des fiefs tenus de cette crosse et de la benoîte-affique de madame sainte Waudru (53). Guillaume de Lalaing, bailli de Hainaut, et Jacques de Sars, prévôt de Mons, ayant été confirmés dans leurs fonctions par le duc, en sa qualité de comte de Hainaut, firent le 21 du même mois, « nouviel » serment en l'église medame sainte Waudrut, présens » mesdemiselles (les chanoinesses) et le baillieu d'icelle » église, et en après à l'église de monsieur saint Germain, » présens les eskevins, comme il est acoustumet (54). »

De Mons, le duc et la duchesse allèrent à Valenciennes où se fit (55) dans les formes voulues l'acte de déshéritance et d'adhéritance en faveur du duc, de ladite ville et de toute sa seigneurie (56). Une somme de 8,000 livres tournois fut accordée au duc par la ville dans la vue d'obtenir la confirmation de ses privilèges, et elle en donna 2,000 à la duchesse (57). Le duc maintint Simon de Lalaing dans ses fonctions de prévôt-le-comte.

1434.

Le 5 juin de cette année, le duc Philippe venant de la Bourgogne s'arrêta à Mons; son chancelier l'y avait précédé. La duchesse douairière était avec le duc. Le lendemain, qui était un dimanche, les états de Hainaut s'assemblèrent à la maison de ville (58). Le 8, Marguerite de Bourgogne se trouvait à Binche et y faisait renonciation et transport, au profit de son neveu le duc Philippe, de certaines terres que feu la duchesse d'Autriche tenait en

Bourgogne. Le 29 juillet, le duc, étant à Valenciennes, accordait au magistrat de Malines des lettres munies de son grand sceau (59).

1435.

Le 16 mai 1435, on sut à Mons que le duc Philippe, de retour de son pays de Bourgogne, était venu en Hainaut, probablement au Quesnoy, avec la duchesse sa femme et monsieur de Charolais, leur fils (60), et qu'ils s'en retournaient à Arras sans venir dans la capitale du Hainaut où cependant ils étaient attendus. Le conseil de ville chargea des députés de se rendre vers le duc et la duchesse, à Lille ou à Arras, pour les féliciter au sujet de leur retour et de la naissance du prince (61). Ces députés revinrent à Mons avec l'assurance que le duc, la duchesse et leur fils y arriveraient incessamment. En effet, on apprit le 1^{er} juin que la famille souveraine approchait de Mons et l'on se porta à sa rencontre (62). Le lendemain, les échevins et des membres du conseil allèrent à l'hôtel de Naast, où les princes étaient descendus ; ils furent admis à présenter au comte de Charolais, pour sa première venue, deux flacons d'argent aux armes de Mons, et ils donnèrent à sa nourrice un gobelet d'argent à couvercle (63).

Le 3, le duc et la duchesse de Bourgogne et leur fils partirent pour Hal (64).

1436.

Les 6 et 7 janvier 1436, le duc et la duchesse de Bourgogne séjournèrent à Mons, en leur hôtel de Naast où avaient été convoqués les états de Hainaut. Cette assem-

blée vota l'aide de quarante mille livres tournois demandée par le duc et accorda six mille livres à la duchesse (65).

La veille de saint Luc, 17 octobre de la même année, le bruit de la mort de Jacqueline de Bavière courut à Mons, et le 20, ayant acquis la certitude que ce bruit était fondé, les échevins envoyèrent des députés à Lille, pour *condol-loir monsieur le duc de Bourgogne doudit trespas* (66). La même députation alla ensuite au Quesnoy remplir les mêmes devoirs auprès de la duchesse douairière (67), qui venait de recevoir les chanoinesses et les officiers délégués du chapitre de Sainte-Waudru (68). La comtesse d'Ostrevant — titre que Jacqueline avait pu conserver — était morte au château de Teilinghem le 8 octobre, âgée seulement de trente-six ans et sans laisser de postérité (69).

1437.

Le 16 mars 1437, on s'attendait à Mons à la prochaine arrivée du duc de Bourgogne, que l'on disait être en sa ville de Hal (70). Mais il n'y vint pas cette fois.

En novembre de la même année, des échevins et d'autres notables allèrent à Soignies, pour escorter monseigneur de Charolais, qui venait à Mons (71).

1439.

Le 31 mars de cette année, la duchesse douairière Marguerite, à son retour de Hollande, vint à Mons; elle descendit à l'hôtel du *Heaume*. On lui fit présent d'un muid de vin (72).

1440.

Le 22 janvier 1440, le duc et la duchesse de Bourgogne passèrent à Mons, et la ville leur présenta deux pièces de vin (73).

D'après Vinchant (74), le duc revint à Mons vers la fin de cette année, et des chevaliers et gentilshommes se livrèrent en sa présence, sur le marché de cette ville, à plusieurs exercices dans lesquels Jacques de Lalaing se distingua particulièrement en luttant contre un haut personnage allemand.

1441.

On lit dans le procès-verbal de la séance tenue, le lundi 27 mars 1441 (75), par le conseil de ville de Mons :
« Adont parlé de le venue de monseigneur le duc, atout
» grand foison de gens d'armes. Conclud de envoyer par-
» devers lui Jehan du Parcq, eschevin, Jacques de Hom,
» Jehan du Sart et Jehan de Saint-Ghislain, pour le com-
» plaindre du trespas de madame le douairière (76), et
» aussi pour lui requerre que son plaisir soit de venir en
» leditte ville à son estat, sans amener ne souffrir entrer
» en icelle ses dis gens d'armes (77). » Le 28, le conseil nomma des capitaines et chefs des cinquantaines et dizaines, pour se trouver sur les terrées (78) et aux portes de la ville, lors de la venue du duc, si l'on en reconnaissait la nécessité.

Le duc ne vint pas à Mons, à cette époque ; il fit requérir les échevins, le 4 avril, de lui envoyer des députés au Quesnoy (79). Ces députés firent leur rapport au conseil, le 8 (80).

On voit par un article de compte, qu'à la date du 17 mai, le duc était encore au Quesnoy. Il y attendait la duchesse, qui revenait de son voyage de Laon, par Saint-Quentin et Cateau-Cambrésis. En apprenant qu'elle n'avait pu rien obtenir du roi de France et que les gens de sa suite avaient été attaqués en route par les bandes royalistes qui faisaient depuis quelque temps l'épouvante des gens des campagnes (81), Philippe de Bourgogne fut irrité au plus haut point. Deux prisonniers amenés au Quesnoy eurent la tête tranchée (82).

Une mention reproduite en note fait voir que le duc vint à Mons, soit pendant son séjour au Quesnoy, soit en quittant cette résidence (83).

La duchesse de Bourgogne fut à Mons le 2 septembre suivant (84).

Le 24 novembre, le duc passa par cette ville, se disposant à aller en Bourgogne. On lui offrit une queue de vin de Beaune. Le 1^{er} décembre il était au Quesnoy (85).

1442.

Le 4 mars 1442, la duchesse allant rejoindre son mari, en Bourgogne, s'arrêta à Mons (86).

1443.

Le 21 octobre 1443, elle vint en cette ville (87).

1444.

Le duc, à son retour de la Bourgogne, convoqua les états de Hainaut à une assemblée qu'il se proposait de

tenir à Hal, le 21 février de cette année. A sa demande, les états votèrent une aide de 50,000 livres, pour ses affaires de Luxembourg et de Chiny (88). Par lettres patentes, datées de Hal, le 23, il permit à la ville de Mons d'augmenter les impôts sur le vin et la cervoise, durant huit ans (89).

La duchesse de Bourgogne vint à Mons, le 2 septembre de la même année (90), et le duc, le 6 novembre (91).

Le duc célébra la fête de saint André (30 novembre), qui était la quatorzième de l'ordre de la Toison d'or, en son hôtel de Naast. Les offices religieux eurent lieu en la chapelle de cet hôtel; à la messe il y eut une offrande à laquelle le duc et les chevaliers portant les insignes de l'ordre déposèrent huit pièces d'or, qui furent remises à l'église de Sainte-Waudru par maître Nicaise Dupuis, eouseiller et premier chapelain du duc (92).

En la même année 1444, le duc visita le Quesnoy et y établit deux foires annuelles et un marché hebdomadaire (93).

1445.

Le 21 juillet de cette année, le duc, qui voulait surveiller de près les mouvements de la petite armée d'Évrard de la Marck (94), vint séjourner à Mons. Des échevins et des membres du conseil de ville allèrent à sa rencontre et on lui fit présent de deux pièces de vin de Bourgogne. Il descendit à l'hôtel de Naast. Le 23, la duchesse de Bourgogne, monseigneur et madame de Charolais vinrent l'y rejoindre. La ville fit un présent de deux queues de vin de Bourgogne à la duchesse, à l'occasion de son retour du royaume de France; elle accorda des gratifications aux

boutilliers du duc, à l'huissier de la première porte de l'hôtel de Naast, au portier, au barbier du chancelier et aux conducteurs du char de madame de Charolais (95). Le 25, jour de saint Jacques et saint Christophe, le duc assista à la messe en l'église de Sainte-Waudru (96). A la même époque, le duc d'Angoulême se trouvait à Mons; il était logé avec ses gens à l'hôtel *au Heaume* (97).

Le 15 août, le duc de Bourgogne fit célébrer la messe en son hôtel de Naast, par l'abbé de Saint-Ghislain (98). Vinchant relate que, pendant un séjour du duc de Bourgogne à Mons, au mois d'octobre 1445, il affranchit les arbalétriers de cette ville de certaines servitudes envers le comte de Hainaut, etc. (99). Mais l'acte dont l'annaliste fait mention n'a pu être découvert jusqu'à ce jour, et l'on ne trouve aucune indication dans le registre des consaux ni aucun article de compte sur ce séjour du duc à Mons (100). Il y avait amené sa cour, avec tout le faste qui l'entourait (101). « Durant le séjour du duc Philippe en la » ville de Mons, dit Vinchant (102), vint un notable escuyer, » qui estoit chambellan de Philippe-Maria, duc de Milan, » natif du royaume de Castille, âgé de trente ans; il s'appelloit Galiot de Baltasino et estoit accompagné de trente » chevaux. Il demanda au duc permission de faire armes » de pied et à cheval contre aucun de sa cour: ce qui luy » fut permis; et il y eut un seigneur de la cour dudit duc » de Bourgogne, qui entreprit de se battre avec luy, » sçavoir Philippe de Ternant, conseiller et tiers chambellan dudit duc de Bourgogne et chevalier de la » Toison d'or; mais, pour le peu de séjour que le duc vouloit faire en la ville de Mons, furent remises ces entreprises d'armes entre lesdis seigneurs par ledit duc, en » la ville d'Arras, de l'an suivant le mois d'avril. »

1447.

Le duc de Bourgogne fut à Mons le 25 octobre 1447 (103). Jean de Clèves et Aulof son frère y arrivèrent le 25 et monsieur d'Auxy le 26 (104).

Après un séjour qu'il avait fait au Quesnoy, le duc vint à Mons le 9 novembre; il y revint le 22 du même mois (105).

1448.

On lit dans les *Annales* de Vinchant, que le duc Philippe séjourna en la ville de Mons, « sur la fin du mois de janvier de ceste année. » Le 2 février, il y délivra plusieurs lettres patentes et ordonnances concernant : 1° une aide de 40,000 livres tournois accordée par les états de Hainaut; 2° les quatre *francs bourgs* de ce pays; 3° les biens des bâtards et aubains; 4° les forêts de Mormal, de Broqueroie et de Vicogne, et 5° les juridictions spirituelle et temporelle (106). Le compte communal est muet sur ce séjour du prince par le motif qu'on ne lui fit aucun présent de vin.

Au conseil de ville tenu le samedi 23 mars suivant, on s'occupa « de le venue de nostre dit très redoubté seigneur, que on entendoit estre à mardi prochain, en ceste ville de Mons, et savoir se on lui feroit présent de vin, » *attendu que par cy-devant il avoit esté en icelle ville par deux fois, sans lui avoir fait quelque présent.* Conclut, » se il vient seul sans madame de lui faire présent de une queue de vin de Beaune, et se madame vient avecques lui de deux queues, l'une de Beaune et l'autre de France (107). » Le duc et le comte de Charolais, son fils,

n'arrivèrent à Mons que le dix avril; on leur présenta deux queues de vin (108).

Le 3 décembre de cette année, le bruit courut que la duchesse de Bourgogne et monseigneur de Charolais, qui venaient de Valenciennes, allaient passer par Mons en retournant à Bruxelles; mais les inondations les forcèrent de s'arrêter à Saint-Ghislain (109).

1450.

Le samedi 25 juillet, le conseil de ville de Mons ayant été informé de l'arrivée du duc et de la duchesse de Bourgogne et du comte de Charolais, résolut de leur faire des présents de vins (110). La duchesse arriva ce jour même à Mons. Le duc et monseigneur de Charolais l'y suivirent (111).

Le 16 décembre, le duc vint à Mons (112), pour y séjourner quelque temps. Il y avait convoqué les états de Hainaut (113). Après leur avoir fait exposer ses pressants besoins, il leur demanda une aide de 200,000 livres tournois à payer en cinq ans. Les états délibérèrent jusqu'au 21 sur cette proposition. S'étant mis d'accord, leurs députés allèrent présenter leur réponse au duc, qui leur fit dire qu'il reconnaissait « la bonne volonté dou dit pays et que » il ne le vouloit point travailler se les autres ses pays ne » li faisoient aussi aydde (114). » Il les priait de tenir le tout en secret jusqu'à ce qu'il eût communiqué sa demande d'aide aux états des autres provinces (115). Le 23, les échevins offrirent un souper aux secrétaires et à d'autres personnages de la cour qui avaient facilité la mission des envoyés de la ville vers le prince (116). Le 25, jour de Noël, le duc assista à trois messes en la chapelle de son hôtel de Naast (117).

1451.

Voulant donner une preuve éclatante de l'affection qu'il portait à sa bonne ville de Mons, le duc de Bourgogne résolut d'y tenir le huitième chapitre de l'ordre de la Toison d'or, le jour de saint André. Mais à cette époque de l'année, les jours sont courts et le temps incertain. La fête fut donc fixée au 2 mai 1451 (118).

Dès le 17 avril, le conseil de ville de Mons prit des mesures pour la réception du prince et des hauts personnages qui devaient l'accompagner, ainsi que pour la garde et la police de la ville pendant la durée de la fête (119).

Le 30, le duc fit son entrée dans sa capitale du Hainaut (120); il était accompagné du comte de Charolais et d'un grand nombre de personnages de distinction. La ville lui fit un présent de vin, et il descendit avec sa suite à l'hôtel de Naast.

La fête de l'ordre commença le lendemain 1^{er} mai, à quatre heures de l'après-midi, par le chant des vêpres en l'église collégiale de Sainte-Waudru. Le duc et les chevaliers de l'ordre s'y rendirent à pied. Le cortège était ouvert par le roi d'armes, le trésorier, le greffier et le conservateur de la Toison d'or. Puis s'avançaient successivement les rois d'armes de Rivez, de Chypre, d'Aragon, de Hainaut, de Brabant, de Flandre, de Corbie, et les hérauts dits Bourgogne, Charolais, Beaumont, Chasteaubellin, Franche-Comté, Enghien et Francquevie, tous vêtus de leurs cottes d'armes. Avec eux marchaient les poursuivants Morcel, Mains-que-le-Pas, Soussie, Chateau-Regnault, Anthune, Vallay, Espoir, Zuilland et Vray-Désir. Les chevaliers de l'ordre allaient deux à deux selon le rang que

voici : les seigneurs de Humières (121) et d'Auxy (122), le comte de Charolais et le seigneur de la Vère (123), le seigneur de Bréderode (124) et messire Bauduin de Noyelle, les seigneurs d'Antoing (125) et de Haubourdin (126), messire Jean de Croy (127) et messire Simon de Lalaing, les seigneurs de Charny (128) et de Ternant (129), le seigneur de Croy (130) et messire Hugues de Lannoy, messire Guillebert de Lannoy et messire Bauduin de Lannoy. Le duc les suivait, « tout seul, comme ung doyen va à » procession derrière les chanoines d'une église. »

Les chevaliers portaient le collier de l'ordre; ils étaient « tous vestus de robes de fin escarlatte longues, fourrées » de fin gris jusques au piet; et par-dessus lesdittes » robes avoient manteaux longs, aussy de fin escarlatte, » fourrez de menus vairs; et estoient lesdits manteaux » ouvrez de brodure richement offroyés de la devise dudit » duc qui sont fuzis, et tenoient iceulx seigneurs l'un » l'autre par les mains, deux à deux. »

Le 2 mai, jour de la fête, le cortége sortit de la même manière, vers neuf heures du matin, pour se rendre à l'église, où l'évêque de Châlons, chancelier de l'ordre (131), célébra la messe. Chaque chevalier alla se placer, de même que la veille, dans une stalle richement ornée et décorée du blason de ses armes. Un siège avait été disposé à côté de celui du duc, pour le roi d'Aragon, qui n'assista pas au chapitre, mais envoya sa procuration à messire Guillebert de Lannoy. Ces deux sièges étaient « moult riche- » ment aournés et tendus de soie par-deseure. » Deux autres sièges avaient été destinés au duc d'Orléans et au duc d'Alençon, qui ne vinrent pas et se firent représenter par le sire de Croy et par Bauduin de Lannoy (132). La messe fut chantée par les chantres de la chapelle ducale.

Après l'offrande (133), l'évêque fit « une moult notable et
 » brève prédication. »

L'office étant achevé, le cortège se reforma pour retourner à l'hôtel de Naast, où l'on trouva les salles bien tendues et les tables dressées. « Et tout en une table furent
 » assis les seigneurs qui portoient ladicte ordre, y estant
 » à ung lez de ladicte table et le duc au milieu.
 » Et plusieurs trompettes, ménestreaux et autres sons mélodieux y estoient de tous costez. » Le duc donna aux officiers d'armes deux cents florins d'or à répartir entre eux.

Entre quatre et cinq heures, le dîner étant terminé, le duc et les chevaliers allèrent aux vêpres dans le même apparat que le matin, mais « tous vestus de noir, c'est assavoir de robes longues, manteaux noirs dessus, avec cha-
 » perons noirs enfourniés, comme faisant le deuil pour les
 » seigneurs de l'ordre trespassez. » Après les vêpres, on chanta les vigiles des morts, et le lendemain, à dix heures du matin, le duc et les chevaliers assistèrent à un service solennel qui eut lieu pour les chevaliers défunts. Ce service eut lieu, de même que les offices de la veille, dans le chœur de l'église de Sainte-Waudru (134), et les membres de l'ordre s'y rendirent en cortège et revinrent de la même manière à l'hôtel de Naast. Étant assemblés, le même jour, dans une salle de cet hôtel, avec l'évêque de Tournai (135) et le chancelier de Bourgogne, l'évêque de Châlons présenta au souverain un traité qu'il avait composé sur la religion chrétienne; il lui offrit d'autres livres et une grande Mappemonde, puis fit présent de divers autres volumes au comte de Charolais, au chancelier de Bourgogne (136) et à l'évêque de Tournai (137).

Le 4, « icellui duc et chascun desdis seigneurs, environ
 » dix heures du matin, retournèrent en ladicte église

» comme dessus, et chascun vestu de robes à son plaisir
 » moult richement, comme seigneurs sont en ung bon
 » jour. En laquelle église fut dicte et chantée très honnou-
 » rablement une messe de la glorieuse vierge Marie (138). »

Dans l'après-midi, le duc tint le chapitre de la Toison d'or. Le comte de Charolais, les sires de Bréderode et de Humières firent serment d'observer les ordonnances de l'Ordre. Pierre Bladelin prêta le serment en qualité de trésorier. Jean, duc de Clèves, comte de la Marck, don Juan de Guevara, comte d'Ariano, don Pedro de Cardona, comte de Golisano, Jean, seigneur de Lannoy, Jacques de Lalaing et Jean de Neufchâtel, seigneur de Montagu, furent ensuite élus chevaliers. Jacques de Lalaing, étant entré au chapitre, y prêta son serment en qualité de chevalier.

Le vendredi 7, il fut procédé à l'information de vie et mœurs des chevaliers (139).

On rapporte que, pendant son séjour à Mons et tandis « qu'il s'esbatoit au jeu de paulme avec ses seigneurs, » le duc Philippe apprit que Mahomet II s'apprêtait à faire le siège de Constantinople. Sans perdre de temps, il envoya en ambassade Jean de Croy et Jacques de Lalaing avec Toison-d'Or vers le pape et le roi d'Aragon et, à leur retour, vers le roi de France. Le 16, il adressa un mandement à son souverain-bailli de Flandre, aux baillis de l'Écluse, de Middelbourg, d'Ernemude, etc. (140). Puis il quitta Mons et se dirigea vers la Flandre en passant par Ath et Lessines.

Le duc de Bourgogne n'avait réclamé aucun subside de la ville de Mons pour la fête « moult haute et moult solennelle » de son ordre. Mais il lui fit demander le paiement d'une somme de 2,400 livres tournois, par anticipation sur l'aide des trois états (141). Ce prêt, qui ne lui fut que dif-

facilement accordé, servit à acquitter les sommes dues aux habitants qui avaient fourni des vivres et d'autres provisions à la cour du duc (142).

Le 21 août de la même année, la duchesse de Bourgogne et le comte de Charolais étaient à Enghien (143).

Le 5 novembre suivant, le duc, qui revenait d'avoir été prendre possession du duché de Luxembourg, arriva à Mons (144). Le 16 de ce mois, il y délivra des lettres relatives à un préjudice causé à des bourgeois de Malines qui s'étaient rendus à la foire de Francfort (145).

1452.

Le duc Philippe, pour mettre un terme à la guerre que lui faisaient les Gantois, avait résolu de lever une grande armée. Il partit de Bruxelles avec son fils Charles, le 15 avril (146), et alla loger à Hal ; le lendemain il s'installa à Ath et y demeura jusqu'au 21, pour y rassembler son armée. Il s'arrêta à Enghien, en allant à Grammont (147). Le récit des événements qui se rattachent à cette importante expédition ne peut trouver ici sa place (148).

Le 17 août suivant, le duc fit un séjour à Mons, en se rendant à Lille, pour traiter de la paix avec les Gantois (149).

1454.

Le 15 janvier de cette année, le conseil de ville de Mons reçut communication que le comte de Charolais devait passer par cette ville, en allant assister au baptême d'un enfant du sire de Croy, à Namur (150). Le comte arriva à Mons, le 18, avec madame de Bourbon (151).

D'après Vinchant (152), le 15 mars 1454, le duc de Bourgogne « partit de Lisle à Mons de cent chevaux avec » lesquels il se rendit en Bourgogne. »

1455.

A son retour de Bourgogne, où il avait passé quelques mois en revenant d'Allemagne, Philippe le Bon (153) assista avec son fils à un combat judiciaire, qui eut lieu à Valenciennes le mardi 20 mai 1455 et dont la relation se trouve dans plusieurs ouvrages imprimés (154). Le duc était logé chez Melchior du Gardin, prévôt de Valenciennes (155), et le comte de Charolais en l'hôtel d'Anchin. Ils virent de leurs fenêtres ce duel sanglant, qui émut tellement le duc qu'il se promit, malgré les privilèges de sa bonne ville, d'empêcher le retour de semblable spectacle par tous les moyens en son pouvoir. Voulant faire oublier « la bataille faicte entre Jacotin Plouvier et Mahuot, » qui avait été « plus honte qu'honneur » tant pour la ville que pour les hauts personnages qui y avaient été présents, « deux nobles hommes comparurent, parez de leurs cottes » d'armes, et se combattirent chevaleusement, sans faire » grande foule l'un sur l'autre, et ainsi se partirent..... et » disoit-on que Dieu avoit envoyé ces deux nobles hommes, » pour faire l'honneur à Valenciennes (156). »

Dès le 30 mars de cette année, le conseil de ville de Mons s'était occupé des préparatifs de la réception que l'on se proposait de faire au duc de Bourgogne, lorsqu'il reviendrait d'Allemagne (157), et le 14 mai suivant, il avait arrêté le programme qui va suivre.

« Pour le venue de nostre très redoubté signeur et » prince en se ville de Mons, à son rethour de Bourgongne

» et Allemaigne, est adviset et accordet de faire ce qu'il
» s'enssuit :

» Premiers, de aller alencontre de lui sour les champs
» v ou vi de mess. eschevins avœcq aucuns du conseil, le
» massart et Ponchiel, conseiller à le ville, acompaigniés
» du plus grant nombre de gens à cheval que avoir poront,
» lesquelx on devera requérir pour nostredit très-redoubté
» signeur révérender et bienvignier.

» *Item*, faire faire par le massart xxiiij flambiaux de iiij
» livres pesans chacun, pour les faire porter par compai-
» gnons ayant jacquettes verdes, les xij sour les champs
» pour revenir avœcq mondit signeur, quant on le ara
» révérendé, et les autres xij trouver tout prests à l'entrée
» de le porte de Havrech par-devens le ville, pour avœcq
» les dessusdis et ensamble aller de piet devant nostre dit
» très redoubté signeur jusques à son hostel de Naste, et
» apriès ledis flambiaux rapporter à le maison du massart.

» *Item*, que au bolluwerq de Havrech jusques à le bau-
» rière et ossi revenant en le ville jusques à l'ostel de
» Naste, soient mis fallos à ij costés des rues, et avœcq
» aucuns flambiaux pour faire lumère à tel espasse que
» par raison on perchevera appertener, yceux flambiaux et
» les personnes qui les tiennent pourveus au despens des
» connestables.

» *Item*, que entre deux baurières de ledite porte et à
» l'entrée d'icelle soient mis et ordonnés notables hommes
» ainsés jusques à x ou xij en chacun de ces lieux, bien
» abituez, pour bienvignier nostredit très redoubté signeur
» à ces entrées.

» *Item*, que yceulx soient acompaignés de archiers ayant
» leur parures et gouges (158) en leurs mains sans arcq,
» et les aucuns ès alliés (159) de ledite porte, pour def-

» fendre que l'allée ne soit empeschie à le venue de mon
» dit signeur.

» *Item*, que toutes les rues depuis ledite porte jusques
» à l'entrée de le rue de l'ostel de Naste soient tendues à
» ij costez de tapisserie, et les bonnes gens de ce requis
» pouront faire le devoir le plus gracieusement qu'il po-
» ront par emprunt faire ou autrement, en espardant ver-
» dure devant leur maison à ledite venue.

» *Item*, est adviset de alencontre de ledite porte de
» Havrech, par le dehors, faire j hourt sour lequel ara
» une dame tenant j taublet (160) où ara escript *Sancta*
» *Trinitas unus Deus, miserere nobis*, ou autres mots au
» los du conseil touchant le Foy, et sera ceste dame nom-
» mée Foy catholique, toute eschevelée (161) et vestue
» d'un mantiel, auquel mantiel ara briefvés escrips de
» grosses lettres, en l'un le foy Abel, en l'autre le foy
» Enock, en l'autre le foy Noël, le foy Abreham, le foy
» Ysaacq, le foy Jacop, le foy Moyse, le foy saint Pière, le
» foy saint Pol, et ainsi d'aucuns martirs et confès, et
» sera celle dame droite sour ses piés et ara à son costet
» seniestre j grant prince nommé Hérèse avœcq aucuns de
» ses complices, qui par signes manechera (162) celle dame
» en hauchant une hache ou autre baston, pour le volloir
» destruire. *Item*, au droit costet ara j prince acompaignié
» des siens qui se nommera Amy ou Secours de Foy, et
» sera en armes, avœcq lequel et les siens ara angèles, et
» entre les autres ara diables vestus au juste, sans poil
» et sans faulz visaiges, mais bouserez et noirs bonnés où
» seront attachies petites cornes, et ne aront clocques ne
» autres choses qui fachtent noise.

» *Item*, j autre hourt par-devens ledite ville contre le
» entrée du Haultbos, devant le *Pot d'estain*, pour sour

- » ycelui faire par personnaiges le conqueste et prise de
- » Constantinoble faite par Bauduin, comte de Flandres et
- » de Haynnau, en l'an mil ij^e et iiij.

» *Item*, sour j autre hourt alencontre de le maison Co-
 » lart Piétin et empriès le fontaine sour le marchiet, le
 » Couronnement dudit comte Bauduin, empereur de Con-
 » stantinoble, seloncq et au plus priès que faire se polra
 » de l'ystore de ce (163).

» *Item*, viers le *Vironnicle* en le Cauchie, faire faire par
 » Jehan le Tourneur, ouvrier de le fontaine (164), aucune
 » joyeuseté par persenaige jettans yauwe ou autrement.

» Et faire encores j autre hourt allant de le maison
 » Huart de Biaumetiau à l'ostel qui fu Bruyant de Sars, à
 » l'entrée de le rue de Naste, et sour ycelui préparation
 » comme j paradis, et là faire par personnaiges l'Asomp-
 » tion de Nostre-Dame, c'est assavoir comment ses fieux
 » (165) le couronna, et dalés jouènes enfans en ghise d'an-
 » gèles chantans chant d'église à le loenge d'elle, et au
 » costet de Dieu aucuns appostles et aucuns martirs qui
 » furent chevaliers, sicomme saint Jorge, saint Meurisse,
 » saint Victor, saint Ustasse, saint Adryen et autres, pour
 » complaire à le chevalerie qui les veront, et au costet
 » viers Nostre-Dame aucunes vergènes martires et con-
 » fesses, les martires tenant les significations dont elles
 » furent martyres, et ainsi les autres. Ou y ordonner et
 » faire autre mistère, se on le troève, par gens ystoryens,
 » mieux appertenir.

» *Item*, que sour chacun des devant dis hours ait homme
 » éloquent ayant j briefvet pour dire à monsigneur en brief
 » le manière de le représentation quant il passera.

» *Item*, que à chacun hourt ait x ou xij flambiaux à tels
 » despens que devant, sicomme des connestablies, car
 » ledite ville ara moult d'autres grans despens.

» *Item*, que en le rue de Nauste (166) jusques à l'ostel
» de monseigneur soit mis verdure, sans y tendre tapis-
» serie.

» *Item*, que le chemin entre le bolluwerq de Havrech
» et les bruyères où il y a grandes flasques d'iauwe, soit
» remis à point, et les hiretiers marchissans constrains de
» fossier contre eulx, pour les yauwes escorer (167) et ledit
» chemin garder au mieulx que faire se pourra. Et si soient
» les rues nettiies par béneleurs.

» Pour de toutes les choses devant dites songnier,
» yestre faites et accomplies, sont commis du conseil de le
» ville avœcq aucuns de mess. eschevins et le massart :
» Colart Crohin, Estiévene de Gemblues, Bruyant Pouillet
» et Jakes Coispiel (168). »

Le compte communal de Mons, pour l'année 1455, faisant lacune dans la collection, je n'ai pu trouver sur le séjour que le duc de Bourgogne fit alors en cette ville, qu'une mention qui donne la preuve que les *histoires* indiquées au programme furent *monstrées à nostredit très redoubté seigneur monsigneur le ducq* (169).

Le 6 juin de la même année, le comte de Charolais fut à Enghien (170). C'était au moment où le duc de Bourgogne venait de rompre ouvertement avec le comte de Saint-Pol et de faire saisir sa terre d'Enghien, « une des » belles parties et des grandes de son avoir, » ainsi que le dit Chastellain (171).

1457.

Le 3 mars 1457, le comte de Charolais alla de nouveau en la même ville d'Enghien (172).

Le conseil de ville de Mons prit, le 5 mars 1457, quel-

ques mesures en prévision de la venue du duc de Bourgogne, du comte de Charolais et du dauphin de France (173).

Le duc vint à Mons, le 9 juillet (174); il y repassa le 28 août, à son retour de Picardie (175).

Quant au comte de Charolais, il alla à Enghien avec la duchesse sa mère et la comtesse sa femme, au mois de juillet (176); il passa, le 3 septembre, à Mons (177), et s'y arrêta de nouveau le 20 octobre, en retournant du Quesnoy (178).

Le 5 septembre, le duc Philippe se trouva au conseil de la ville de Valenciennes, pour y faire la même demande d'aide que celle qu'il avait adressée précédemment aux états de Hainaut, « disant qu'il estoit venu en sa seigneurie de Vallenciennes ayant esté six ans absent d'icelle, » durant lequel temps avoit faict grans fraix, pour aux- » quels satisfaire requéroit xxx mille livres d'aide. » Le conseil le remercia d'abord « de ce que, par sa grande » humilité, il avoit en plain conseil déclaré ses grans affaires qu'y avoient esté profitables, entre aultres, à sa seigneurie de Vallenciennes, et de ce qu'il avoit tenu » agréable le service qu'icelle avoit faict en sa guerre de » Flandre; » il lui accorda ensuite 20,000 livres, puis le pria de garder la ville en ses franchises, selon l'appointement de 1447 (179).

Le 20 novembre, le duc et le comte de Charolais furent reçus à Mons avec les honneurs ordinaires (180).

Le 18 décembre suivant, « le comte de Charolois en » personne demanda aide au conseil de Valenciennes, pour » son hostel nouvellement mis sus au Quesnoy. » Ce conseil lui accorda la somme de 4,000 livres tournois (181).

1458.

La princesse Marie, fille du comte de Charolais et d'Isabelle de Bourbon, fut amenée à Mons, pour la première fois, le 28 mars 1458; elle avait alors un peu plus d'un an (182). On alla à sa rencontre et on lui présenta une coupe d'argent doré et soixante-quatre lots de vin (183).

Le comte de Charolais, qui résidait alors au Quesnoy, vint à Mons, le 5 avril suivant, pour assister au baptême d'un enfant du bailli de Hainaut (184).

Le 10 du même mois, le conseil de ville prit des mesures pour l'arrivée à Mons du duc de Bourgogne, du dauphin et du comte de Charolais (185).

Ce dernier était à Enghien le 6 juin (186); il passa à Mons, le 21, en allant du Quesnoy à Bruxelles (187).

Le 15 octobre, le duc de Bourgogne arriva de Bruxelles à Mons (188), où il avait fait convoquer les états de Hainaut (189). Monseigneur de Charolais y vint le 18, et la duchesse de Bourgogne le lendemain (190). Les états accordèrent au duc l'entretien des gens de guerre pendant six semaines, ainsi qu'il l'avait demandé; ils votèrent une somme de 18,000 livres tournois en faveur de son fils (191). Durant son séjour à Mons, Philippe le Bon délivra une charte à la ville d'Ath pour sa foire annuelle (192), et une à la ville de Binche, au sujet d'un droit de fournage qu'elle lui racheta. Cette dernière charte est datée du 30 octobre (193). A la même époque, on se disposait à Mons à recevoir la comtesse de Charolais (194). D'après Vinchant, le duc s'y trouvait encore vers le 11 novembre. « Or, » venant le Saint-Martin, comme il estoit encore en ladite

» ville, vint vers luy une ambassade d'Angleterre. Le bruit
 » couroit que les Anglois requéroient alliance de mariage
 » et que le duc respondit qu'il ne le pouvoit faire par le
 » traité d'Arras, sans le sceu et consentement du roy de
 » France, comme ne faisoit le roy par ledit traité avec les
 » Anglois sans le consentement du duc. Après laquelle
 » response ils s'en allèrent devers le roy de France. »

Le 10 décembre, la duchesse assista, dans l'église de Sainte-Waudru, à la prise de possession d'une prébende de chanoinesse par la fille du seigneur de Montaigu (195).

Le 30 du même mois, le duc était de retour en cette ville; il avait séjourné depuis seize jours environ à Valenciennes (196), où il avait assisté avec son fils à un fait d'armes exécuté par des personnages de la noblesse (197). Le 29, il avait été à une assemblée du conseil de la ville de Valenciennes pour l'engager à lui faire construire un palais convenable sur l'emplacement de l'ancien, qui n'était plus en harmonie avec le luxe de sa cour. Cette assemblée lui offrit, le 19 janvier suivant, une somme de 4,000 livres tournois, pour « faire ung logis » à son palais de la Salle. Mais il n'accepta pas cette somme, qui était insuffisante relativement à celles que l'on avait votées dans d'autres villes, « attendu que ceulx de Bruxelles ly faisoient ung » logis de XL mille escus et ceulx de Lille x mille; » son intention était d'ailleurs d'habiter fréquemment Valenciennes, tant pour être plus près de ses pays d'Artois et de Picardie, que pour sa santé et par reconnaissance envers cette ville qui lui avait fait dernièrement bonne réception. On finit par lui accorder les sommes nécessaires à l'avancement des travaux jusqu'en 1466 (198).

1459.

Le duc de Bourgogne se trouvait à Mons le 14 janvier de cette année ; il y délivra des lettres patentes confirmant les privilèges de l'église de Sainte-Waudru (199). Étant ensuite allé à Valenciennes, il revint à Mons le 31 janvier (200).

Madame de Charolais arriva à Mons le 16 février pour tenir sur les fonts baptismaux un enfant du seigneur de Charny. Jacques de Bourbon et le bâtard de Bourgogne assistèrent au baptême de cet enfant (201).

Le comte de Charolais, à son retour de Hollande, vint à Mons le 25 mai (202).

La comtesse y séjourna le 18 août (203), et son mari l'y suivit le 24 (204).

Le 22 novembre, le comte de Charolais arriva en la même ville (205).

1460.

Il s'y trouvait le 5 février 1460 (206).

Le duc de Bourgogne passa par cette ville , le 4 mars suivant (207), en allant au Quesnoy, pour tenir sur les fonts baptismaux un enfant de monseigneur Adolphe de Clèves (208).

Madame de Charolais vint à Mons le 20 août (209).

Le 23 novembre, le comte de Charolais était à Valenciennes (210).

Le 9 décembre, il vint à Mons et reçut un présent de vin (211).

1461.

Il y revint le 21 janvier suivant (212).

Le 8 mai, le dauphin passa par Mons (213).

Vers la fin de juillet, un événement inattendu fut porté à la connaissance du duc de Bourgogne, qui était alors à Hesdin, en Artois. Le roi de France, Charles VII, était mort le jour de la Madeleine, 22 du dit mois, dans son château de Melun-sur-Yèvre, près de Bourges. Le dauphin vit en cet événement sa délivrance; en rébellion ouverte avec son père, il s'était réfugié à la cour de Bourgogne, en 1456, et le duc Philippe lui avait abandonné le château de Genappe, près de Nivelles, pour y faire sa résidence (214), et assuré une pension de 36,000 livres. Sans perdre de temps, il arrêta toutes ses dispositions pour aller prendre possession de la couronne de France, et engagea le duc de Bourgogne à venir au plus tôt auprès de lui, pour l'accompagner à Reims, en lui donnant la ville d'Avesnes pour lieu de rendez-vous. De son côté, le comte de Charolais passa par Mons le 24 juillet en se rendant à Avesnes (215). Le dauphin, qui s'était arrêté à Maubeuge, fit son entrée à Avesnes, le 1^{er} août, par la porte d'Enghien. Le lendemain, eut lieu la réception du duc de Bourgogne, accompagné du comte de Charolais et d'une suite brillante. Son premier soin fut d'aller saluer respectueusement le dauphin. Le nouveau roi reçut les grands dignitaires et les députés des parlements et des villes de France. Il fit célébrer dans l'église de Saint-Nicolas les vigiles des morts et le lundi 3 août un service solennel pour le repos de l'âme du feu roi. Ce service fut chanté par l'archevêque de Bourges, qui était « venu conjoier le nouveau roi; » les abbés de

Liessies et de Maroilles s'y firent remarquer par la richesse de leurs vêtements sacerdotaux. Le dauphin, le duc de Bourgogne, le comte de Charolais, le comte d'Étampes, Jacques de Bourbon, Adolphe de Clèves et plusieurs autres grands seigneurs de France et des Pays-Bas, tous en noir, composaient le deuil. Trois cents messes eurent lieu le même jour, et une somme de cent francs de monnaie en blancs doubles fut distribuée aux pauvres (216). Après la cérémonie funèbre, le dauphin retourna au château, pour se revêtir de la pourpre royale, suivant l'étiquette de la cour de France; il se rendit ensuite dans la grande salle où il fut salué roi de France, sous le nom de Louis XI. L'affluence était considérable tant au château que dans la ville d'Avesnes; jamais on n'y avait vu si noble et si nombreuse réunion. Les fêtes durèrent plusieurs jours. On rapporte que pendant le splendide festin qui suivit le service funèbre, le roi organisa une partie de chasse dans la *Haie d'Avesnes*, belle et vaste forêt qui était à une petite distance de cette ville, et qu'après s'être montré au peuple, impatient de le voir, il se mit effectivement en route pour la chasse, « vestu d'un habit court, mi-parti blanc et » rouge, et coiffé d'un chapeau des mêmes couleurs, » avec sa suite, hommes et chevaux portant pareille livrée, et précédé de sa mence. A ce trait, qui fait voir le mauvais naturel de Louis XI et la haine profonde qu'il portait à son père, autant que la bizarrerie de son caractère, on ajoute le suivant. A son retour de la chasse, qui s'était prolongée jusqu'au soir, le roi, en contemplant les vastes et solides fortifications d'Avesnes, ne put s'empêcher de dire au comte de Comminges (217), son confident : « Pasque- » Dieu, mon brave d'Armagnac, ceste villette ferois-je » volontiers mienne, car elle est bien proche des confins

» de France et pourroit servir de boulevard en avant
 » pour la tuition et garde de nostre bonne ville de Paris. »
 Charles VII avait été prophète lorsqu'il disait, en parlant
 de son fils, que monseigneur de Bourgogne nourrissait à
 sa cour un renard qui croquerait ses poules. Un écrivain
 français (218) dit que Louis XI laissa une mauvaise im-
 pression dans la ville d'Avesnes, qu'il quitta, le 4 août,
 pour prendre son chemin vers Laon, en compagnie du duc
 de Bourgogne, qui, après l'avoir escorté pendant quelques
 heures, rentra le soir à Avesnes. Cette ville et les villages
 voisins dans un rayon de quatre à cinq lieues étaient en-
 combrés de gens. Le 5, le duc partit pour Saint-Quentin,
 où il rejoignit l'élite de la noblesse de ses divers états qui
 devait l'accompagner au sacre du roi de France (219).
 Quant à la nouvelle reine de France, elle quitta le château
 de Genappe pour s'acheminer vers Reims avec sa suite,
 après avoir emprunté à la comtesse de Charolais les haque-
 nées et les chariots qui lui étaient indispensables et que
 madame de Charolais mit de bon cœur à sa disposition.
 Chastelain (220) dit qu'elle partit « peu civilement du pays,
 » tout ainsi que avoit fait son mary, sans dire mot ne à
 » duc ne à comtesse (221). »

Le 11 septembre, le comte de Charolais repassa par
 Mons (222).

Le 20 novembre, le duc de Bourgogne étant à Valen-
 ciennes donna à cette ville des lettres patentes en vertu
 desquelles le fief de Lespaix fut annexé à son terri-
 toire (223).

1462.

Le 18 janvier, le comte de Charolais, qui se rendait en
 toute hâte à Bruxelles, passa par Mons (224). Il y revint

le 27 février et retourna le lendemain à sa résidence du Quesnoy (225).

Il passa de nouveau à Mons, le 4 juin (226), le 7 juillet (227) et le 8 octobre de la même année (228).

Le 14 de ce dernier mois, madame de Bourbon arriva à Mons, vers cinq heures du soir (229) ; selon le désir que le duc en avait fait exprimer à la ville, on la reçut fort solennellement (230). De gais compagnons allèrent, après le souper, jouer devant elle « jeux de parture sour kars (251). »

La ville de Valenciennes lui fit aussi une bonne réception, et le duc l'y accompagna (232).

Le 16 du même mois, mademoiselle de Bourgogne, qui allait à Bruxelles, s'arrêta à Mons (233), et le 23, le comte de Charolais y vint aussi (234).

Le 3 décembre suivant, le comte et la comtesse de Charolais passèrent à Mons (235).

1463.

Le 12 février, le comte de Charolais était attendu à Mons (236) ; mais le compte communal ne contient aucune mention du séjour qu'il y aurait fait alors.

1464.

Le 17 juillet, le comte de Charolais vint en cette ville (237).

Le jeudi 6 décembre, le duc son père dîna à Ath, soupa et coucha à Enghien, et le lendemain il était à Hal (238).

1465.

Rentré en grâce avec son père qui lui avait confié le gouvernement de ses états, Charles de Bourgogne quitta Bruxelles, le 13 mai 1465, pour se mettre à la tête de son armée. Le 17, on l'attendait à Mons; mais il prit une autre direction et passa par la petite ville de Saint-Ghislain (239), pour aller à sa résidence du Quesnoy, d'où il entra en France (240).

Le 30 septembre suivant, on reçut à Mons la nouvelle de la mort de madame de Charolais, arrivée à Anvers le jeudi 26 de ce mois (241).

Des mesures furent prises pour le cas où le comte Charles repasserait par Mons, à son retour de France (242). Le 2 décembre, une députation alla à sa rencontre, à Beaumont, pour lui adresser des condoléances au sujet de la mort de la comtesse et des félicitations pour la victoire qu'il avait remportée en France (243).

1466.

Le 19 mars 1466, Robert de Martigny, receveur des domaines, exposa, de la part du comte de Charolais, au conseil de la ville de Mons, que le comte ne logeait plus volontiers à l'hôtel de Naast, depuis qu'il y avait été deux ou trois fois malade, et que si la ville voulait lui faire le plaisir d'acheter pour lui l'hôtel de Jean Aubert, près de la Trouille, il y viendrait plus souvent et y résiderait et ferait travailler (244). Après lui avoir fait présenter certaines observations par ses députés (245), le conseil résolut, le 27 du même mois, de lui accorder mille florins de

Rhin ou mille écus, pour faire l'acquisition d'un hôtel en cette ville (246). Le comte fut sensible à l'accueil qu'avait reçu sa proposition; il en fit témoigner sa satisfaction au conseil (247).

Le 10 juin suivant, on eut connaissance à Valenciennes du retour prochain du comte de Charolais, et de sa demande de gens et de munitions de guerre pour aller mettre le siège devant Dinant. « Se fut advisé de le recevoir honnorablement et d'assister le duc, comme l'on fit grandement, comme se voit ès consaulx de l'an LXVI (248). »

Le 23 juillet, le comte vint à Mons, pour la première fois depuis son retour de France (249); on l'y reçut d'une façon splendide (250). Le lendemain, il envoya remercier le magistrat du bon accueil qu'on lui avait fait, et lui fit demander son concours pour le siège de Dinant. En même temps, il se déclarait satisfait du don que la ville lui avait fait pour acheter l'hôtel de Jean Aubert, où il était logé; mais il ne voulait pas de cet hôtel, parce qu'il était malsain et trop éloigné du centre de la ville (251). Le conseil accéda à sa proposition de mettre à la charge de la ville les rentes qu'elle avait constituées pour lui, mais sous la condition qu'on en défalquerait la somme qu'il avait reçue pour faire l'acquisition d'un hôtel (252).

1467.

Le 20 juin 1467, un poursuivant du duc Charles apporta à Mons des lettres officielles qui annonçaient la mort de Philippe le Bon (253).

Dans son assemblée du 17, le conseil de ville avait été informé de cet événement (254).

Dès le 27 du même mois, le conseil s'occupa des pré-

paratifs de la réception du nouveau duc, et des obsèques à célébrer dans l'église de Sainte-Waudru, pour le duc défunt (255). Ces obsèques eurent lieu avec une grande pompe le 8 juillet. Le magistrat et le conseil en grand deuil s'y rendirent en corps; ils étaient précédés des connétables et de trente-six porteurs de flambeaux. Des aumônes en pains et en argent furent distribuées aux pauvres (256).

De semblables offices furent célébrés dans les autres villes du Hainaut. A Valenciennes, le magistrat fit publier, le 23 juin, un ban portant défense « de faire esbatement ny danses, à cause du trespas du duc. »

Quant à la réception du duc Charles, elle n'eut lieu que l'année suivante.

1468.

Le 2 janvier de cette année, le conseil de ville apprit que le prince devait arriver prochainement à Mons, pour prendre possession du pays et faire les serments ordinaires (257). La date de cette solennité ayant été fixée au mercredi 23 mars, on décida de faire présent au duc de deux cannes en argent doré et de trois queues de vin, d'aller à sa rencontre avec flambeaux, de faire tendre le marché et les rues par où il passera, couvrir de draperies le parc et la tente destinés à l'inauguration, représenter des exemples sur des *hourds* depuis le faubourg de Nimy jusqu'à l'hôtel du prince, etc. (258).

Le duc Charles fit son entrée à Mons, le 27 mars (259). Jamais pareille réception n'avait été faite en cette ville à un souverain. Le bailli de Hainaut, le prévôt de Mons et beaucoup d'autres personnes de la noblesse allèrent à cheval

au-devant de lui. Le duc, qui avait passé la nuit à Nivelles, s'était mis en route de bonne heure; il s'était arrêté au Rœulx pour y entendre la messe. Il fit son entrée à Mons, par la porte de Nimy, vers deux heures de l'après-midi. Quatre sergents d'armes et six clairons et trompettes le précédaient. Des échevins et des membres du conseil, suivis de plus de cent bourgeois à cheval, l'attendirent à l'extrémité du territoire de Mons et, se rangeant des deux côtés, le conduisirent jusqu'à la barrière de la porte de Nimy où une autre députation le harangua. Là se trouvait représentée sur un *hourd* l'histoire de Judith. Dans la rue de Nimy, il y avait deux théâtres, l'un près de l'hôpital de Saint-Jacques et l'autre devant la chapelle de Notre-Dame des Arbalétriers : on y voyait sur l'un (fait par les habitants de la Grand'rue) les douze Vertus de noblesse et sur l'autre les Vertus théologiques et cardinales. A l'entrée du Marché, entre l'hôtel du Miroir et la maison de Mathieu Loste, on avait érigé un arc de triomphe, surmonté d'un lion enchaîné et d'une pucelle « gettant vin blancq et vremeil (260). » De chaque côté figuraient sur des *hourds* saint Vincent et sainte Waudru. Les échevins et les autres notables qui étaient restés à la maison de ville, reçurent le prince en cet endroit. Un parc avait été établi au Marché; on y avait représenté le *Jardinet de Haynnau* (261), où l'on voyait les douze pairs, les seigneurs bannerets (262) et les abbés (263) du Hainaut en grandeur naturelle et portant les uns leurs armures et leurs écus armoriés, les autres leurs crosses et leurs mitres; des tours figuraient les bonnes villes (264) du comté dont elles portaient les armoiries (265). Au milieu du parc était une très belle tente décorée des armes du prince, du Hainaut et de la ville de Mons. Sous cette tente s'élevait un autel où se trouvaient déposés le corps et le

chef de la patronne de Mons. Là étaient rangés douze abbés, vêtus de leurs ornements pontificaux et de chapes très riches, et deux prieurs. Le clergé séculier et le clergé régulier et les enfants de l'école avaient pris place dans le parc.

Parvenu en cet endroit, le duc mit pied à terre, salua les chanoinesses, puis alla se mettre à genoux devant le corps saint. Lorsqu'il eut fait sa prière, il se leva et après avoir reçu la crosse abbatiale de Sainte-Waudru des mains d'une chanoinesse, l'on procéda à la prestation de serment.

Mais revenons aux décorations de la ville, en commençant par la fontaine du Marché qui était parfaitement garnie.

« Laissant à part les commédies et arcsq's triump'hales, dit
 » Vinchant (266), l'on représenta sur les pilliers de la fontaine d'icelle ville un homme appelé Simon Storet,
 » d'une admirable et monstrueuse corpulence, en gise d'un
 » Bacchus, habillé estroittement d'un vestement de toille
 » pinturée de grappes et foeilles de vigne, se tenant à
 » chevauçon sur un tonneau au pied de la déesse Vénus,
 » magnifiquement ornée ; au-dessus de ces deux personnes, il y avoit une gentille fille qui représentoit la
 » tempérance, ayant à l'un de ses costés le soleil, à l'autre
 » la lune, avec tel escriteau :

» *Nocte, dieque meis Bacchus cum Cypride sceptris*

» *Paret, sic quærunt subdi tibi, Carole, Montes.* »

La *bretèque* de l'hôtel de ville (la *maison de la paix* comme on l'appelait), qui était alors en construction, fut richement décorée. Elle était couverte de drap noir. Sur la face vers *le Cygne*, deux lions, l'un noir et l'autre rouge, soutenaient les armoiries du duc Charles. Sur les autres faces, vers la maison de *l'Ostrice* et vers la rue de Nimy, étaient les armoiries de la ville. Quatre autres lions tenaient

des flambeaux ardents devant la statue de Notre-Dame que feu Colard de Gembleux, clerc, avait donnée à la ville.

En la *rue du Chateau*, on voyait la roue de Fortune auprès d'un trône, et des chanteurs groupés sur un théâtre entonnèrent le *Te Deum*. Enfin, il y avait un autre théâtre près de l'église de Sainte-Waudru vers la *pierre Bourdresse*, où les habitants de la Guirlande représentèrent un mystère. De nombreux ditiers expliquaient le sens de toutes ces représentations symboliques. Le long du parcours, les rues étaient ornées de draperies et de feuillages.

Cent quarante-quatre flambeaux étaient portés au-devant du prince par des hommes vêtus « de blancques robbes de drap. »

Ce fut donc sur le théâtre élevé au centre du Marché que le duc Charles fit serment à l'église de Sainte-Waudru, à la cour de Hainaut et à la ville de Mons, en présence des trois ordres des états de Hainaut, et qu'il reçut ensuite le leur. Puis il fut conduit processionnellement à l'église de Sainte-Waudru; il marchait derrière les châsses du corps et du chef de sainte Waudru, à la suite des chanoinesses et des prélats, et portait la crosse d'abbé séculier du chapitre. Parvenu dans le chœur de la collégiale, il fit hommage des fiefs tenus de la benoîte-affique, déposa sur l'autel l'offrande ordinaire et reçut les reliefs des terres tenues de lui comme abbé séculier, patron et haut-avoué du chapitre noble de Mons.

Le prince, à sa sortie de l'église, remonta à cheval et alla, par la rue Samson, descendre à l'hôtel de Naast où vers cinq heures le magistrat lui offrit trois queues de vin et deux cannes d'argent (267).

Le 29, il adressa aux états de Hainaut une demande d'aide de 300,000 livres tournois, à payer en dix ans.

Cette assemblée la lui accorda, le 2 avril suivant, moyennant de l'acquitter en quinze ans (268).

Le 1^{er} avril, le duc Charles partit, vers huit heures du matin, pour aller prêter serment en la ville de Soignies. Il rentra le soir à Mons. Le 4, il se rendit à Maubeuge, au Quesnoy (269), puis à Valenciennes, pour faire dans chacune de ces villes les serments d'usage (270). Le 6, ses commissaires proposèrent au conseil de Valenciennes de voter une somme de 100,000 livres tournois payable en dix ans, pour les besoins du prince et en considération de son prochain mariage avec Marguerite d'Yorck, sœur du roi d'Angleterre : la demande fut consentie, sous certaines conditions (271). On fit ensuite la publication des grâces accordées par le duc. Une semblable publication avait eu lieu à Mons, à son départ (272).

Le 2 juillet suivant, le mariage du duc de Bourgogne et de Marguerite d'Yorck était célébré. On sut à Mons que le duc et la duchesse devaient venir en cette ville, en se rendant à leur hôtel du Quesnoy; des dispositions furent prises, pour les recevoir dignement (273), et une coupe d'or aux armes de la ville fut achetée pour être offerte à la duchesse (274). Mais on les attendit vainement.

La ville de Valenciennes avait aussi voté une somme de 14,000 livres pour le don à faire à la duchesse, afin de satisfaire aux lettres qu'elle avait reçues du prince et dans lesquelles il faisait l'éloge de madame Marguerite, « laquelle » estoit douée de sens et prudence, bien taillie pour avoir » génération du prince du pays (275). »

1470.

Le 30 octobre 1470, le conseil de ville de Mons apprit que la duchesse de Bourgogne devait venir en cette ville

pour aller ensuite rejoindre le duc à Hesdin. Cependant ce voyage fut un peu retardé. Le 10 novembre, on sut que mademoiselle de Bourgogne accompagnerait sa belle-mère. Toutes les dispositions avaient été prises pour faire un brillant accueil à la duchesse, « à sa première venue à Mons. »

Marguerite d'Yorck y fit son entrée le 15 novembre, vers quatre heures de l'après-midi; elle avait avec elle mademoiselle de Bourgogne. La fête fut magnifique.

Une nombreuse députation avait été recevoir la duchesse et l'avait rencontrée près des bruyères de Casteau. A la porte de Nimy, Amand Mathieu lui souhaita la bienvenue, au nom de la ville. « Entra ma très redoubtée dame en la » ville, estant sur une blanche aguenée (276) à harnas de » drap d'or et li destroit mgr. de Ravestain; et ensuivant » estoit aussi sur une ottelle aghenée madamoiselle de Bour- » goingne, fille de nostre dit très redoubté seigneur et prince » de sa seconde espeuze fille de Bourbon; et après elles, » avoit encores vj dames que demoiselles sur vj blanches » aghenées d'otelle parure. Et enssivant, trois karios de » dames et demoiselles, iceux couvers d'ottel drap d'or. Et » estoit l'acheme (277) de maditte très redoubtée dame, de » maditte demoiselle de Bourgoingne et des autres dames » et demoiselles estans à haghénée, tout noir (278). »

Sur tout le parcours du cortège, depuis la porte de Nimy jusqu'à l'*hostel du Heaume* où les deux princesses descendirent, ce n'était que tentures, draperies, feuillages, statues et blasons. Quatre théâtres avaient été élevés : l'un devant l'hôpital Saint-Jacques, en la rue de Nimy, sur lequel était représentée Judith; le deuxième près de la chapelle de Notre-Dame, en la même rue, où figurait Abigayl, femme de Nabal; le troisième, à l'entrée du Marché, « faisant figure comment la royne de Saba vint envers le

roy Salomon, pour oyr sa sapience, » et le quatrième, près de la fontaine, à l'entrée de la Chaussée, où étaient Esther et Assuerus. A chacun de ces théâtres un membre de la Société de rhétorique donnait lecture aux illustres voyageuses d'une ballade relative au sujet qui était représenté. Ces vers ont été publiés ailleurs (279); ils donnent une idée du goût poétique de l'époque et font saisir le sens allégorique de chaque *histoire*.

A son arrivée à l'hôtel, la duchesse reçut le présent de la ville, qui consistait en une coupe d'or aux armes de Mons et deux queues de vin, l'une de Rhin et l'autre de Beaune. On fit aussi des présents de vin à mademoiselle de Bourgogne et aux principaux personnages de la cour (280).

Le lendemain, la duchesse entendit la messe à Sainte-Waudru, et elle assista aux vêpres en l'église du couvent des Frères Mineurs; après cet office, elle « *bancqueta en* » la chambre noefve de maistre Anthoine Duterne, religieux oudit couvent, confesseur à mgr. le bastart de Bourgoingne (281). »

Le 17, vers huit heures du matin, elle partit « pour aller au giste à Vallengiennes. »

1471.

Les deux princesses gardèrent un excellent souvenir de l'accueil sympathique dont elles avaient été l'objet à Mons. De son côté, le duc Charles avait toujours témoigné beaucoup d'affection envers cette ville, et il tenait sans doute à mettre fin aux plaintes que l'on disait avoir couru contre lui en Hainaut, au sujet des aides, de la ferme des offices et de l'enquête sur la valeur des fiefs et arrière-fiefs de ce pays (282). Il voulut donner une marque de sa confiance

envers les hennuyers, en prenant la résolution d'envoyer en sa bonne ville de Mons sa fille bien-aimée, pour l'éloigner de l'épidémie qui sévissait dans le nord des Pays-Bas.

Le 27 juillet 1474, un écuyer de l'hôtel de mademoiselle de Bourgogne se rendit auprès des échevins de Mons, pour savoir d'eux si la ville était à l'abri de la contagion et si la jeune princesse pouvait s'y rendre sans danger (283). La réponse du magistrat ne fut pas douteuse. Aussi s'attendit-on à recevoir sans tarder mademoiselle de Bourgogne, qui allait, disait-on, établir sa résidence à Mons. Dans ses assemblées du 30 juillet au 3 août, le conseil de ville arrêta des dispositions pour la *bien recevoir*, ainsi que la duchesse Marguerite, si elle l'accompagnait (284).

Cependant mademoiselle Marie se fit attendre longtemps encore, et l'on pouvait croire qu'elle avait abandonné le projet de venir habiter la ville de Mons, lorsque, le 16 septembre, un tapissier et un fourrier de sa maison vinrent faire des préparatifs à l'hôtel de Naast (285).

Dix jours après, maître Jehan Spiringh, son médecin, fit une nouvelle enquête sur l'état sanitaire de la ville (286).

Enfin, l'unique héritière du duc de Bourgogne arriva, le 17 octobre, à Mons; la magistrature, la bourgeoisie et le peuple allèrent à sa rencontre, et on lui offrit une pièce de vin (287). Marie était accompagnée du fils de Raves-tein (288) et des gens de sa cour. Elle descendit à l'hôtel de Naast et s'y installa.

A l'occasion de la foire de la Toussaint, le magistrat alla présenter à mademoiselle de Bourgogne un collier d'or émaillé (289); il fit aussi des présents à son grand maître d'hôtel et à sa première dame d'honneur (290). Des joueurs sur char allèrent la récréer (291).

Mais la veuve du duc Philippe étant devenue gravement

malade en la ville d'Aire, mademoiselle de Bourgogne dut se rendre auprès d'elle (292).

Madame la grande mourut le 17 décembre.

A la fin de ce mois, mademoiselle de Bourgogne se trouvait auprès du duc son père, à Béthune. Une députation de la ville de Mons alla les complandre de la mort de la duchesse douairière (293).

1472.

Le 14 janvier 1472, le magistrat de Mons reçut du duc de Bourgogne, des lettres qui furent ouvertes en plein conseil : le duc y exprimait sa satisfaction de l'accueil fait à sa fille. Le même jour, on apprit que la princesse se disposait à revenir à Mons ; elle y rentra le 27 (294).

Le 22 et le 23 du même mois, des solennités funèbres avaient eu lieu dans l'église de Sainte-Waudru, pour la duchesse douairière.

Dans sa réunion du 2 mars suivant, le conseil de ville s'occupa d'une demande qui lui était adressée par la princesse Marie en faveur d'un pauvre homme, Belot Dupont ; elle y faisait valoir que quand les échevins allaient « la » voir et saluer en chacune sepmaine, pour toute honneur et révérence et obéyssance, on lui présente adegz tout service et accomplissement de ses très nobles plaisirs. » Le conseil s'empressa d'accorder au protégé de mademoiselle de Bourgogne une prébende à l'hôpital de Saint-Nicolas (295).

Au printemps, on s'occupait de garnir le jardin de l'hôtel de Naast. Le magistrat, toujours attentif à tout ce qui pouvait être agréable à la princesse Marie, lui offrit « pour encommenchement de son gardin, » des plantes et des

arbustes choisis parmi les plus rares de l'époque : des romarins et des violettes qui provenaient du marché de Mons, puis des romarins, des marjolaines, des violiers, des œillels et des giroflées achetés à Tournai (296).

Profitant des bonnes dispositions du duc de Bourgogne envers la ville de Mons, le magistrat lui envoya des députés, chargés de lettres closes de la princesse Marie, pour le prier de tenir en cette ville son prochain chapitre de la Toison d'or. Le duc fit répondre qu'il ne le pouvait pas, mais qu'après la tenue de cette assemblée de l'ordre, il résiderait quelque temps à Mons (297).

Au mois de juin suivant, le duc de Bourgogne permit au duc de Calabre d'aller passer un mois à la cour de la princesse. Marie fit bon accueil à ce prétendant; elle lui remit, le 13, une promesse de mariage, signée de sa main, en échange de la promesse qu'il venait de lui confier et selon le désir manifesté par son père (298).

Le 17 juin de la même année (299), la duchesse de Bourgogne vint à Mons, pour y demeurer plusieurs semaines auprès de la princesse Marie. Pendant son séjour, des compagnons *jeuueurs sur kar* allèrent *faire jeux et esbattemens honnestes* à l'hôtel de Naast (300). Les princesses assistèrent à trois processions générales que l'on fit dans l'intention d'obtenir la paix et pour la conservation du prince (301). Pour témoigner sa reconnaissance aux chanoinesses de Sainte-Waudru, Marguerite d'Yorck leur promit un parement d'autel qu'elle leur envoya de Gand, le 26 juillet suivant, avec une lettre signée de sa main.

1473.

Le 1^{er} mai de cette année, le duc Charles alla célébrer le douzième chapitre de l'ordre de la Toison d'or en sa

ville de Valenciennes. La fête dura jusqu'au 13. « La ville, » dit Cocqueau (302), s'efforça d'orner ladite feste, comme » appert aux consaulx. » Il y eut force *histoires* et bal-lades, des joutes et des tournois, et « maistre Jehan » Molinet fit une belle comédie, pour laquelle eult » x escus (303). »

Le 18 du même mois, le duc arriva à Mons, et le magistrat lui fit un présent de vin (304).

1474.

Selon les volontés de ses père et mère, le duc Charles avait fait élever à la chartreuse de Dijon un tombeau somptueux où il se disposa, vers la fin de 1473, à transférer leurs dépouilles mortelles. Le corps du duc Philippe était resté déposé à Bruges et celui de la duchesse Élisabeth se trouvait à Gosnay près de Béthune. Pour remplir les intentions du souverain, le conseil de ville de Mons et le chapitre de Sainte-Waudru se mirent d'accord afin de recevoir dignement la dépouille mortelle de la duchesse qui devait passer par leur ville (305).

Messire Jacques de Luxembourg et la noblesse d'Artois allèrent lever le corps de la duchesse, qui fut mené à Douai, puis à Valenciennes. Le 4 janvier 1474, le cortège funèbre arriva dans la capitale du Hainaut et le corps fut déposé dans le chœur de l'église collégiale de Sainte-Waudru, où l'on célébra le lendemain un service très solennel. Le cortège sortit de la ville par la porte d'Havré, dans le même ordre qu'à son arrivée, par « un moult lait tamps. » Trente-six personnes portaient des flambeaux. Messire Jacques de Luxembourg et monseigneur de Roubaix conduisaient le deuil, dont faisaient partie les états de Hainaut (306).

Le convoi funèbre passa par Binche et Florennes; à Gembloux, il rencontra le corps du duc, conduit par messire Adolphe de Clèves avec cent chevaliers nobles. Les deux corps furent ensuite transportés à Namur, de là à Luxembourg, où les attendaient le duc Charles, les évêques de Mayence, de Cologne et de Liège et une grande noblesse, pour les accompagner jusqu'à Dijon (307).

1475.

Dans son assemblée du 14 août 1475, le conseil de ville reçut communication de l'arrivée du duc de Bourgogne à Valenciennes (308) et de sa prochaine venue à Mons, et il décida qu'on lui ferait en cette ville une belle réception (309).

Le duc, après avoir tenu une assemblée des états de Hainaut à Valenciennes (310), arriva le lundi 21 août à Mons (311); il y séjourna pour la dernière fois.

1477.

Le désastre de Nancy (5 janvier 1477) ne tarda pas à être connu dans le Hainaut; on y fit d'abord courir le bruit que le duc Charles s'était sauvé dans un château sur la Moselle (312). Mais lorsqu'on eut acquis la certitude qu'il avait été enfin découvert parmi les morts, les états envoyèrent une députation à madame et à mademoiselle de Bourgogne, le 19 du même mois (313).

Le 24, la duchesse Marguerite et la duchesse Marie annoncèrent à la ville de Mons la mort du duc (314). Une députation alla les complaire à Gand et demeura à la cour pour aviser à ce qu'il y avait à faire (315).

Désormais les provinces belges paraissaient ouvertes au roi de France, et la ville de Mons fut l'une des premières à se ressentir des embarras sans nombre qu'il leur suscita. Les états de Hainaut entrèrent en communication avec ceux de Flandre et de Brabant pour résister à l'ennemi, tandis que le peuple mécontent se mit à élever des griefs contre les officiers du prince défunt, trop fiscaux peut-être, et à témoigner brusquement son antipathie pour le roi de France et pour les Français qui menaçaient si fréquemment les frontières (316). L'exemple des Gantois l'enhardit dans ses entreprises. Mais je ne puis m'arrêter plus longtemps ici sur les suites funestes qu'eut pour nos provinces la mort du Téméraire.

Un événement heureux, le mariage de Marie de Bourgogne et de Maximilien d'Autriche, célébré à Gand le 19 août, vint changer la face des choses.

Le 30 octobre, le duc d'Autriche fit son entrée joyeuse à Mons (317). Le dimanche 2 novembre, il prêta sur un théâtre établi au centre du Marché, serment aux états de Hainaut, puis à la ville de Mons (318), en présence de l'évêque de Metz, de messire Jean, fils aîné du duc de Clèves, des abbés de Saint-Ghislain, de Liessies, de Crespin, de Cambron, de Bonne-Espérance, du prieur des Écoliers de Mons, du comte de Chimay, du comte de Joigny, de Jean de la Bouverie, chef du grand conseil, de Louis seigneur de la Gruthuyse, de messire Olivier de la Marche, du seigneur d'Aymeries, grand bailli de Hainaut, du seigneur de Boussu, etc., etc. (319). Maximilien promit, *en parole de prince*, que la duchesse viendrait prendre elle-même possession du pays aussitôt que cela lui serait possible.

Le 9 du même mois, le conseil de ville de Valenciennes

lui envoya des députés pour l'inviter à visiter cette ville (320).

Pendant son séjour à Mons, Frédéric de Wittem eut l'honneur de lui présenter un étendard et deux guidons pris aux Français à l'affaire de Froidchapelle (321).

1487.

Vers la fin de février 1478, on sut à Mons que le duc Maximilien se trouvait à Valenciennes (322). Il y avait prêté le serment ordinaire, le 24 de ce mois (323).

Le 2 mai suivant, il était à Ath (324).

Pour résister aux entreprises du roi de France qui venait de s'emparer de Condé, après un siège des plus opiniâtres, Maximilien rassemblait une forte armée dans le Hainaut. Il arriva à Mons, où il établit son quartier général, le 7 mai (325). Le 9, il se dirigea vers le château de Boussu, qu'il reprit (326). Le 21, il assista à une assemblée des états de Hainaut, en l'hôtel de Naast, et leur demanda dix mille écus d'aide, somme qui lui fut accordée (327). Les échevins allèrent lui adresser en l'hôtel de Nicolas le Boulenghier où il était, une représentation au sujet de l'emprisonnement des députés des états à Vilvorde (328). Le 29, il quitta Mons pour aller assiéger Condé (329).

D'après Vinchant (330), « l'archiduc partit avec son armée de la ville de Mons et fit son premier logis à Quesme et Hornu, et de là arriva à Crespin où il avoit le jour de devant envoyé une partie des Allemands qui attendoient sa venue. »

La reprise de Condé, d'Antoing, du Quesnoy et de la plupart des châteaux du Hainaut que les Français avaient occupés, suivit de près.

Le 2 juin, Maximilien était à son camp lez-Crespin, et le 5, il se trouvait à une assemblée du conseil de la ville de Valenciennes (331).

1479.

Pendant son veuvage, Marguerite d'Yorck habita fréquemment en Hainaut et particulièrement au Quesnoy et à Binche qui faisaient partie de son douaire. Elle séjourna au château de cette dernière ville, en 1479, lorsqu'elle reçut une députation liégeoise qui venait réclamer les corps saints de Lobbes (332).

1480.

Elle avait fait à Mons l'acquisition de la maison de Jean Aubert, dite de Bavière, où elle établit son hôtel. Le conseil de ville, voulant reconnaître les bienfaits que le pays avait reçus d'elle, lui accorda 150,000 briques et cent muids de chaux pour servir aux travaux qu'elle se proposait d'y faire effectuer (333). En mars, elle pria le magistrat de défendre *aux filles de vie des estuves* de loger près de son *hostel de Baivière*, afin de mettre empêchement *aux hustins et deshonestetez procédant à leur cause*. En même temps, elle lui demanda d'avoir en prêt pendant un mois deux serpentes pour la défense de la ville de Binche (334).

1481.

La duchesse Marguerite et la duchesse Marie aimaient le séjour de la ville de Mons, et ce qui le prouve, c'est que,

dans son assemblée du 1^{er} juillet 1481, le conseil de cette ville entendit la lecture de lettres de madame la grande et de monseigneur de Clèves, dans lesquelles on disait que la princesse Marie se disposait à venir faire ses couches à Mons, mais que certains personnages et entre autres M. de la Gruthuyse désiraient qu'elle fit « sa gésine » à Bruges. « Toutesvoies, ajoutaient ces lettres, nostre dite princesse » seroit plus encline d'estre à Mons que au dit Bruges, » quant meismes aussi seroit que Bruges lui accordât » iij mil livres et ceux de Haynnau que ij mil livres ou » moins, car elle congnoissoit le povreté de ce pays, et » nostre très redoubté seigneur et prince ly avoit acordé » faire sa gésine où ly plairoit. » Le conseil accueillit avec bonheur une telle proposition et les états de Hainaut offrirent une somme de 3,000 livres et envoyèrent leurs députés à la princesse (335). Mais celle-ci accoucha à Bruxelles, le 2 septembre, d'un fils, son troisième enfant, qui mourut environ quatre mois après.

Le jeudi 8 novembre 1481, la duchesse Marie vint à Mons prendre possession du pays et prêter les serments ordinaires. On lui fit une fort belle réception. La ville lui présenta deux flacons d'argent (336). Un théâtre fut érigé devant l'hôtel du *Heaume* (337). Le 19, la princesse partit de Mons pour Valenciennes, sous une escorte fournie par la ville et composée de quarante archers et de vingt canonniers (338). Elle prêta serment à sa bonne ville de Valenciennes, le lendemain (339), sur les degrés, à l'entrée du second parquet de la Salle-le-Comte où elle logeait, puis baisa le crucifix (340). A son départ, « furent faites » aucunes histoires par personnaiges ès quarefours des » rues, sur les sept versés de l'*Ave maris stella*, qui grandement luy plurent (341). »

1482.

Le 30 mars 1482, le conseil de ville de Mons reçut communication officielle du triste accident survenu à la duchesse Marie et en même temps de sa mort. Cet événement aussi déplorable qu'inattendu causa dans cette ville et dans tout le Hainaut une indicible tristesse. Le 6 avril, des députés allèrent présenter au duc Maximilien les compliments de condoléance de la ville. Le 18, des obsèques furent célébrées en l'église de Sainte-Waudru.

La mort de Marie de Bourgogne ne rompit pas les relations que la ville de Mons entretenait avec la duchesse Marguerite. Elle y séjourna le 7 juillet 1484 (342). Ayant cédé à des religieuses dites Repenties, deux maisons qu'elle possédait en cette ville, à front de la rue de Saint-Nicolas, elle s'en déshérita définitivement en présence des personnes du chapitre de Sainte-Waudru le 27 avril 1485 (343).

Le 20 février 1490, elle vint à Mons (344).

La duchesse, dont la piété était grande, avait pris en affection les pauvres sœurs du Béguinage de Mons dites Sœurs-Noires, qui avaient adopté la règle de Saint-Augustin. Elle fonda un monastère de leur ordre à Binche, en 1494 (345), et en confia la direction à deux religieuses de Mons. En 1497, elle parvint à faire admettre par les parties un appointement qu'elle avait préparé pour mettre fin au différend qui s'était élevé entre les chanoinesses de Sainte-Waudru et les Sœurs-Noires de Mons (346). Cet appointement est daté de Binche, sa résidence favorite, le 11 septembre 1496 (347).

Le 28 février 1501, la duchesse Marguerite arriva à

Mons et reçut un présent de vin (348). En novembre suivant, elle y revint pour assister aux adieux de Philippe le Beau et de Jeanne de Castille, qui se rendaient en Espagne avec une suite nombreuse. Les adieux eurent lieu le 8, en présence d'une foule de hauts personnages. Le magistrat de Mons présenta, le même jour, le vin d'honneur à la duchesse (349).

Les fondations pieuses de Marguerite d'Yorck lui ont valu cet éloge : « Elle fut fort regrettée, car ce fut une » vraye mère de religieux, religieuses, pauvres et orphelins, vray miroir de dévotion envers Dieu. » Ainsi s'exprime Vinchant, à propos de la mort de la veuve de Charles le Téméraire, qui arriva le 24 novembre 1503, en la ville de Malines (350). Mais l'annaliste a passé sous silence le rôle que Marguerite a rempli sur la scène politique. L'un de nos écrivains les plus érudits se propose de mettre au jour une étude dans laquelle il fera revivre, en s'aidant de souvenirs authentiques, le portrait de la sœur d'Édouard IV.

•

NOTES.

(1) *Analectes belgiques*, t. I, p. 244.

(2) En 1423, le duc de Brabant avait investi le duc de Bourgogne du gouvernement de la Hollande et de tous les domaines de la duchesse Jacqueline. — Voyez *l'Histoire des ducs de Bourgogne de la maison de Valois*, par De Barante, édition de M. Gachard, t. I, pp. 437, note 3, et 439, note 8.

(3) Voir sur l'assemblée de Condé, les résolutions du conseil de ville de Mons, du 26 avril, du 1^{er} et du 12 mai 1427, dans le deuxième volume, pp. 47 à 50, des *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière*, que j'édite en ce moment pour la Société des Bibliophiles belges, séant à Mons.

On lit dans le compte du massard de la villé d'Enghien, du 1^{er} février 1426 (1427, n. st.) au 1^{er} février 1427 (1428, n. st.) : « Le mardi pénultime jour du mois d'apvril, se partirent d'Enghien li mayres, Jehan du Puch et Gille le Brune, à iiij chevaux, parmy le varlet de le ville, pour aller à Condet, à une journée des iij estas dou pays là-endroit tenue par pluseurs du conseil monsigneur le ducq de Bourgoigue et à se requeste, pour le bien du pays, et fust là-endroit requere que recevoir on le volsist à gouverneur du pays jusques adont que madame de Braibant seroit conseillie de li départir de toute l'alianche qu'elle avoit au ducq de Gloucestre, et li gouverner par le conseil de mondit seigneur et des iij estas de ses pays. Sur laquelle requeste point de response ne fu faite là-endroit, mais fu reprise une aultre journée à yestre à Valenchiennes le jour de may. Se fu par les dessus nommés despendu en iij jours, parmy leur chevaux et ung messagés envoyet devant à piet pour prendre hostel tant pour chieulx de Hal comme pour chieulx de ceste ville, xv lib. xiiij s. t. »

« Le jour de may, fu présentet as conseilliers monsg. le ducq de Braibant qui s'en alloient à ledite journée de Valenchiennes, viij los de vin. » (*Archives communales d'Enghien.*)

(4) Une autre assemblée des états avait été convoquée à Ath par la duchesse douairière, au nom de Jacqueline, sa fille; elle devait s'y tenir le samedi 24 mai. Le 23, le conseil de ville de Mons reçut des lettres du conseil du duc de Bourgogne, qui l'exhortaient à ne pas envoyer de députés à Ath, à cause que les remontrances qui s'y feraient, pourraient

porter préjudice à la journée à tenir à Valenciennes le 31 mai. Cependant le conseil décida que ses députés iraient à l'assemblée d'Ath, « considéré » que à ce ladite boine ville avoit esté requise par no très redoubtée » dame hiretière. » On lit dans le compte du massard de Mons, de la Toussaint 1426 à la Toussaint 1427 : « Le samedi xxv^e jour doudit mois » (de mai), à l'ordonnance des eskevins et conseil, se partirent de Mons » Jehans de Biermerain et Jehans dou Sart, dou conseil, et avecq eulx » maistre Jehan Druelin, clerq, atout leur varlés, à xj chevaulx, parmy » iiij archiers, et s'en allèrent en le ville d'Ath à certaine journée as » iij estas là-endroit assignée par no très redoubtée dame la dowagière » pour faire pluseurs remonstrances touchans no très redoubtée dame » hiretière, desquelles li dit envoyet, à leur retour à Mons, fisent relation ; » demouret iij jours, frayèrent en despens de bouche et de chevaux . . .

xlj l. x s. vj d. »

Au conseil du 27 mai, « furent luites les lettres de no très redoubtée » dame hiretière, liquelle requéroit par ses lettres que recepvor on le » vensist à dame et hiretière, et à li faire obéissance, avœcq prendre » advis au fait de le gouverne dou pays, par l'assent et conseil de nostre » très redoubtée dame la doagière. Et fu parlet de savoir se, pour faire » obéissance, on feroit responce à joedi prochain. Fu conclud que on » escriproit à madame que de ceste responce avoir, elle se voelle conten- » ter jusques à dimence, pour certaines causes que on esclarchira par les » lettres. » (*Archives communales de Mons.*)

(5) « Le darain jour doudit mois (de may), se partirent de Mons Gho- biers Joye et Gilles Poullés, eskevins, et comme dou conseil Colart le Hérut, Jehan de Biermerain et maistre Jehan Druelin, clerq, atout leur varlés, à xvij chevaux, parmi le sommier et vj archiers qu'il prisent pour eulx acompaignier sour chemin, et au command desdis eskevins et con- silliers, ou non de ledite ville, s'en allèrent à le journée assignée asdis iij estas en le ville de Vallenchiennes par nudit très redoubtet seigneur monsieur de Bourgoigne, pour conclure sour les devant dites remon- strances, qui estoient tendans affin de nudit très redoubté seigneur avoir le mamburnie et gouvernement du pays ou non de no très redoubtée dame hiretière, pour certaines causes par lui faites déclarer; demourèrent lidit envoyet, allant, besoingnant et retournant, vj jours, et frayèrent en despens de bouche et de chevaux xciiij l. xvij s. ij d. »

« Sour chou que les députés de par le ville de Mons s'en allèrent à Vallenchiennes, le pénultisme jour de may, à certaine journée là-endroit assignée as iij estas dou pays par no très redoubtet seigneur de Bour- goigne, à laquelle journée estoient ossi messire li baillieux de Haynau et

monsieur le prouost de Mons, se tinrent ensamble li eskevin demouret en leditte ville, pour l'absensce desdis monsieur le bailliu et monsieur le prouost jusques à leur revenue, qui fu par v jours, acompaigniés des sergans de le ville et de pluseurs autres signeurs desdis officiers, pour obvyer as remouls et inconvéniens apparans, tant el ocquision d'aucunes lettres en-devant rechuptes par les connestaubles des connestaublies de ledite ville comme autrement, et frayèrent . . . xxxv l. xix s. vj d. »

(*Compte de Jean Mauraige, massard de Mons, de la Toussaint 1426 à la Toussaint 1427*).

(6) « Le second jour du mois de juing, vint en ceste ville monseigneur le ducq de Bourgoigne qui s'en alloit audit lieu de Valenchiennes, et fu logiet au castiel d'Enghien. Se fu adont présentet à aucuns de mess. de sen conseil viij los de vin, xl. s. t. » (Compte du massard d'Enghien, mentionné plus haut.)

(7) « Appert par compte des massars, que l'on tint les estatz à Condé où on envoya de bonne heure retenir logis pour les députez de Vallenchiennes, car nombre de seigneurs s'y trouvèrent, et à Ath par madame la mère, puis, à l'ordonnance du duc, en Vallenchiennes où en personne s'y trouva et luy fu faict présent d'ung bœuf, et procession générale et vins présentez aux srs de Lile-Adam, de Ponttièvre, Jehan de Luxembourg et Guillaume de Lalaing..... Et fut illecq résolu d'accepter ledit sr duc à gouverneur. » (2^e volume, pp. 80-81, des *Mémoires de la ville de Vallenchiennes*, par Jehan Cocqueau. Archives de l'État, à Mons.)

(8) Voy. t. I, p. 459, note 8, de l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, par De Barante, éd. de M. Gachard, et t. II, pp. 55-54, des *Particularités sur Jacqueline de Bavière*, conseils du 4 et du 6 juin 1427.

(9) « Pour les despens des eskevins, aucuns dou conseil, le massart, advocas, clercq, sergans et tous les ouvriers de le ville tant maistre del artillerie, artilleur, bonbardeur, machon, carpentier, comme autres, fais depuis le nuit dou sacre (18 juin) que no très redoubtet signeur et prince, les iij estas dou pays et autres vinrent à Mons par vij jours ensuiwant, que nosdis très redoubtés sires y fu à ij fois, qu'il se tinrent ensamble, est à entendre les aucuns pour besoingner avœcq lesdis iij estas et les autres pour yestre prest et respondre à toutes personnes qui afaire en aroient, ossi ordonner les gens des wais en le maison de le paix et autre part estaublis, et pourvêr à tous remouls qui advenir pooient, frayèrent ce tierme . . . lxxij l. xix s. »

(Compte cité du massard de Mons.)

Le duc de Bourgogne était attendu à Mons depuis plus d'un mois et l'on savait que les états devaient s'y réunir. En effet, on lit dans le même compte :

« Les vij et viij^e jours de may, au command des esquivins, furent les chierkemaners et sergans de leditte ville partout aval ycelle ville faire visitation as hostels, cabarés, fours, keminées et autres lieux périlleux qui y estoient, affin de as deffautes qui trouvées y seroient pourvéyr, el acquison de le venue nos dis très redoubté seigneur et les iij estas dou pays qui yestre devoit en ledite ville bien brief après. Frayet ces ij jours. x l. xij d. »

Le 13 juin, les échevins publièrent, avec l'autorisation du bailli de Hainaut et du prévôt de Mons, une ordonnance contenant des dispositions réglementaires tant pour la grande procession de cette ville, qui avait lieu le 15, que pour l'arrivée du duc et pour « certaine assemblée de gens qui merquedi prochain se pora faire en ledite ville. »

On lit dans le compte du massard d'Enghien : « Le merquedi xviii^e jour du mois de juing, se partirent d'Enghien Jehan du Puch, Jehan Remy et le massart (Sanders del Assche), pour aller à ledite journée de Mons, faire avœcq les aultres le réception de mondit seigneur de Bourgoingne. Se despendirent, parmy yaulx, leur chevaux et le leuwier d'iceulx, en vij jours, xxxv lib. t. »

(10) Voy. *Particularités sur Jacqueline de Bavière*, t. II, pp. 62 et 63, conseils du 25 et du 26 juin 1427.

(11) *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, par M. Gauchard, t. I, p. 73.

(12) « Le lundi xxiii^e jour dou mois de juing (mil iiij^e xxvij), fist nostre très redoubté seigneur Phelippe, ducq de Bourgogne, serment comme mambourcq et bail dou pays, ou non (*au nom*) de nostre très redoubtée dame Jaque de Baivière. » (2^e registre des consaux de la ville de Mons, fol. xxv v^e.)

On lit dans le compte, déjà cité, du massard de Mons :

« Au chancelier de no très redoubtet seigneur, pour ses droits d'avoir séelet le lettre dou serment fait à ledite ville par nudit seigneur, apriés ce que recheu fu au bail, mamburnie et gouvernement doudit pays, ou nom de no très redoubtée dame hiretière, payet vj escus de Dourdrecq, et au secrétaire no dit très redoubté seigneur, pour ycelle signer, ij escus; sont : viij escus, qui à xl s. le pièce vallent xvj l. »

Les lettres contenant le serment prêté par le duc reposent aux Archives communales de Mons. (Orig. sur parchemin, sceau équestre en cire rouge avec contre-scel. On a écrit sur le dos de cette pièce : *Li sermens que monsigneur de Bourgoingne, comme gouverneur, a fait à le ville.*)

(13) Ces noms sont ici donnés en suivant l'ordre où ils figurent dans les lettres de serment que je viens de mentionner.

(14) Le compte du massard d'Enghien contient l'article suivant : « Le

darain jour de may, se partirent d'Enghien Jehan du Puch, Jehan Remy et le massart, pour aller à le journée de Valenchiennes, à laquelle journée monsigneur de Bourgoigne présent requist de avoir le bail et gouverne du pays par le manière devant dite; laquelle li fu accordée par le manière dite: se fu conclud de arriere yestre à Mons en Haynnau le merquedi xvij^e jour de juing, pour lendemain besoingnier à le réception de mondit seigneur le ducq de Bourgoigne. Se despendirent les dessus nommés à cause de ledite journée de Valenchiennes en vij jours, allant, besoignant et retournant toudis en le compaignie de chieulx de Hal, xxxv lib. t. » On voit par un autre passage du compte que les mêmes députés vinrent à Mons, à la réception du duc, et qu'étant partis d'Enghien le 18 juin, ils y rentrèrent le 24.

(15) « Aux susdis comptes appert comment furent députez à Mons aux » estas où l'on traictoit dudit gouvernement : Jehan Rasoir, prévost, Jehan » Rasoir, fis Jehan, et aultres ci-dessus nommez. On envia vers le chan- » celier pour sçavoir quant ledit duc viendroit faire serment en ceste ville » (de Valenchiennes). » *Mémoires de Jean Cocqueau*, t. II, p. 81.

(16) « A très excellent et très puissant prince no très redoubté seigneur monsigneur le duc de Bourgoigne, qui, le nuit monsigneur saint Jehan-Baptiste, fist serment comme mambourg et gouverneur dou pays de Haynnau, ou non de no très redoubtée dame, fu fais présens de ij keuwes de vin, l'une de Biaune prise à Willaume Rogier, tenant iij muis x estiers, et l'autre de Franche prise à Hélaïne le Clercq, tenant iij muis vij estiers, qui montent au fuer de xvj lbz. xvj s. le mui de Biaune et iij s. v d. le lot de Franche, le malletote rabattue, ... xcviij l. ix s. viij d. »

« A Révérend père en Dieu monsigneur l'éveske de Cambray, venu à Mons avoecq lesdis iij estas, fu adont fais présens de xxxij los de vin, moitié de Biaune et l'autre de Franche, sont viij l. v s. iij d. »

« A monsigneur le chancelier de no dit très redoubtet seigneur, présentet adont xx los de vin, moitié Biaune et l'autre Franche, montent cj s. viij d. »

« A religieux et discret monsigneur l'abbet de Saint-Vast d'Auras, fu fais présens ce jour de xij los d'otel vin de. lxj s. »

« A monsigneur de Robais, présentet adont, au command des esquivins, xij los d'otel vin, qui montent as dis pris lxj s. »

« A monsigneur de Ligne, fu pareillement fais présens de xij los de vin tel que devant est dit, de lxj s. »

« Au prouost, juret et eskevin de le ville de Vallenchiennes, présentet adont xij los d'otel vin de lxj s. »

(1^{er} compte de Jean Wattier, massard de Mons, de la Toussaint 1428 à la Toussaint 1429.)

(17) Cocqueau, t. II, p. 83, dit que Guillaume de Lalaing eut sa commission de *grand baillif*, le 23 juin.

(18) « A messire Willaume de Lalaing, chevalier, le jour monsigneur saint Jehan-Baptiste, que adont il fist serment comme bailliu de Haynnau, fu fais présens de viij los de vin, les iiij de Biaune à vj s. le lot et les autres iiij de Franche à iiij s. ij d. le lot, sont xl s. viij d. »

(Compte, cité plus haut, du massard de Mons.)

(19) « A monsgr. de Cambray, liquels le jour dou Sacre, xix^e jour de jung l'an iiij^e xxvij, fu à pourcession et porta *corpus Domini*, présentet par capitle vj los de blancq vin et vj los de vremell lv s. »

« A monsgr. de Saint-Denis, liquels adrestra adont ledit monsgr. de Cambray en allant à ledite pourcession, présentet iiij los de vin, moittiet blancq et moittiet vremell xviiij s. iiij d. »

« A monsgr. d'Omout, pour otel, présentet adont iiij los d'otel vin. xvij s. iiij d. »

(Compte de la recette générale du chapitre de Sainte-Waudru, de la St-Remi 1426 à la St-Remi 1427. — Archives de l'État, à Mons.)

(20) « Le vendredi xxvij^e jour de juing, se partirent d'Enghien Jehan du Puch, Gille le Brun, Jehan Remy, Piètre Forestier et le massart, pour aller à Mons : auquel lieu fu ordonné de yestre atout le seel de le ville, pour sceller les lettres de le réception de mondit seigneur le ducq de Bourgogne, ensi qu'il firent. Se despendirent en iij jours à vj chevaulx, xxj lb. t. » (Compte cité du massard d'Enghien.)

Les lettres délivrées au duc de Bourgogne par les états de Hainaut sont transcrites dans le cartulaire dit *Carta Maria*, fol. clxv-clxvij. (Archives de l'État, à Mons.) Elles sont datées du 27 juin 1427 et portent au bas : « Tesmoing nos seaux pendans à ces présentes, c'est assavoir de nous, etc. » Les prélats, gens d'Eglise, nobles et bonnes villes du pays y apposèrent leurs sceaux.

(21) *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, par M. Gachard, t. I, p. 73.

(22) Conseil de ville du lundi 30 juin 1427. — *Particularités sur Jacqueline de Bavière*, t. II, p. 64.

(23) Vinchant, *Annales du Hainaut*, édition des Bibliophiles de Mons, t. IV, p. 116.

Guillaume Estiévenart dit dou Cambge fut nommé mayer de Mons. Il avait pour lieutenant Jacquemart de Bray.

(24) « Pour despens fais par maistre Jehan Druelin, qui le xxvj^e jour d'aoust envoyés fu atout lettres, de par le ville, par-deviers no dit très redoubté seigneur en le ville de Bruges, pour ledite ville de Mons excuser

de ce que point n'avoit servit devant le Mallemaison, ossi remonstrer plusieurs injures dites par monsigneur le bailliu de Haynnau as gens de leditte ville, qui s'en tenoient très mal comtens, et supplyer qu'il lui pleust avoir tel qu'il ne traitaist les honnes gens de leditte ville, fors en droiture et raison, douchement ensi qu'il appertenoit : sour lesquelles remonstrances no dis très redoubtés sires fist responsce, que lidis maistres Jehans raporta ; demora vj jours et despendi en frais de bouche et de chevaux.

xiiij l. xij s. »

(Compte mentionné du massard de Mons.)

(25) Les lettres dont il s'agit, sont insérées dans les *Mémoires* de Jehan Cocqueau, t. II, pp. 81-83. « Il y at, dit Cocqueau, contre-lettre de Vallen- » chiennes donnée audit duc, estant de meisme texte et contenu de la pré- » cédente. »

(26) Cocqueau, t. II, p. 84.

(27) Conseil de ville du 5 avril 1428. — *Particularités curieuses sur Jacqueline de Bavière*, seconde partie, p. 76.

(28) Conseil du 8 avril. — *Particularités*, seconde partie, p. 76.

(29) « Le vije jour dou mois d'avril et par vij jours ensuiwant, que no très redoubté seigneur monsigneur le ducq de Bourgoigne fu en ledite ville de Mons, ouquel lieu il avoit fait assamblar les iij estas dou pays et à eux requis chertaine aydde pour pourvéir à le garde d'icelui, se tñrent ensamble tous les esquivens et avœcq eulx plusieurs dou conseil, le mas-sart, clers, sergans et maistres ouvriers à le ville, tant artilleur, bombar-deur comme carpentiers, machons et aultres, sicomme les aucuns pour besoingner avœcq lesdis iij estas et les aultres pour yestre prest à toutes personnes qui afaire en aroient et ossi pourvéir à tous remoulx et effroix qui advenir pooient ; frayèrent en ce terme xlv l. xij s. vj d. »
« Pour pain, vin et fromage adont mandet et eub en le cambre dou conseil de le maison de le paix par aucuns de messigneurs des dis iij estas là-endroit assamblés, pour cause de leditte aydde requise, payet.

xxxj s. x d. »

« A très hault et puissant prinche nudit très redoubté signeur monsi-gneur le ducq de Bourgoigne, venut à Mons le vij^e jour d'avril, présentet, au command des eskevins et dou conseil de le ville, ij keuves de vin, mon-tent cxxij l. iij s. viij d. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1427 à la Toussaint 1428).

(30) « Quant est d'un florin nommet maille d'Arzem offiert le jour de cloës Pausques, l'an xxvij, en l'église monseigneur Saint-Germain de Mons, à heure de mainmesse, par très hault et puissant monseigneur de

Bourgoingne, nient comptet pour ce que mesdemiselles le rechurent et misent en le basse trésorie de l'église medame Sainte-Waudrut. »

(2^e compte de Colart de le Court, receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de la Saint-Remi 1427 à la Saint-Remi 1428. Archives de l'État, à Mons.)

(31) *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, t. I, p. 76. D'après l'itinéraire dressé par M. Gachard, le duc était à Valenciennes le 12.

(32) *Voy. Particularités sur Jacqueline de Bavière*, t. II, p. 80.

(33) *Histoire des ducs de Bourgogne*, t. I, p. 462; voy. la note 4 de M. Gachard.

(34) *Voy. les conseils de ville du 27 juin et du 3 juillet 1428 (Particularités, seconde partie, pp. 88 et 90).*

On lit dans le compte du massard de Mons, de la Toussaint 1427 à la Toussaint 1428 : « Au command. des eskevins et conseil, sour ce que on avoit entendut traittiet de paix yestre fait en Hollande entre no très redoubtée dame hiretière et no très redoubté seigneur de Bourgoingne, et que no très redoubtée dame la dowagière avoit intention de aller celle part, fu maistres Jehans Druelins, clers, le vij^e jour de juillet, envoyés au Kesnoit, par-deviers nodite très redoubtée dame la dowagière, pour savoir se ses plaisirs estoit que aucuns esleux de par ledite ville de Mons pour aller oudit pays le acompaignaissent, liqueille sour ce fist admiabie response, que lidis maistres Jehans rapporta; demora ce jour et lendemain revint; despendy pour lui, sen varlet et chevaux parmy les leuwiers . . .

lxxvij s. »

(35) Conseil du 27 août 1428 (*Particularités sur Jacqueline de Bavière*, seconde partie, p. 104).

(36) On lit dans le compte de la recette générale du chapitre de Sainte-Waudru, de St-Remi 1427 à St-Remi 1428 : « A maistre Chrestyen, secrétaire à monsigneur de Bourgoingne, pour une lettre de non-préjudisce à l'église, faite pour cause de renouvellement de serment que ledit monsigneur de Bourgoingne et madame de Haynnau avoient fait à Songnies, avant ce que fait l'euwissent à Mons, que faire ne devoient, comme par ledite lettre appert plus plainement, payet xxvij s., et à sen clerq pour le vin x s. sont . . . xxxvij s. »

« Le xvij^e jour dou mois de septembre l'an xxvij, s'en alla li clers dou recepveur au Quesnoy et à Vallengiennes, poursuiwir ledit monsigneur de Bourgoingne et madite dame, pour lesdites lettres avoir scéllées, comme il eult, demora iiij jours, despendi pour lui et sen cheval . . . xxxvj s. »

(37) *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, t. I, p. 78.

(38) « A très haulte et puissante princhesse no très redoubtée dame

hiretière, le xij^e jour doudit mois (de septembre), que revenue estoit dou pays de Hollande où traitiet de paix avoit estet fais entre li et nodit très redoubté signeur de Bourgoingne, fu fais présens de ij keuves de vin . . .

cxvij l. viij d. »

« A no très redoubté signeur monsigneur le ducq de Bourgoingne, présentet adont ij keuves de vin cij l. xvij s. »

« A révérend père en Dieu monsigneur l'évesque de Liège, présentet adont j muy de vin. xvij l. xvij s. viij d.

« A monsigneur le comte de Namur. fu adont fais présens de j muy de vin, monte. xvij l. xvij s. viij d.

« A monsigneur le chancelier de nodit très redoubté signeur, fu ossi présentet j muy de vin. xxj l. iij s. x d.

« A monsigneur Bauduin de Froimont, trésorier de Haynnau, fu ossi fais présens de viij los de vin. xlvij s. iij d.

« As héraux de noditte très redoubtée dame et princhesse, donnet de courtoisie ij escus philippus de. lxx s. »

« As huissiers d'armes de nodit très redoubté seigneur de Bourgoingne, donnet adont ij escus philippus de lxx s.

« As fouriers de nos dis très redoubtés signeur et dame, fu ossi donnet, au command desdis eskevins, ij otels escus de lxx s.

« Au signeur des Platiaux et Albrecq le sot de nodit très redoubtet signeur de Bourgoingne, donnet ij escus philippus de lxxij s.

« Au roy de Pontieu, liquelx avoit lettres patentes de nodicte très redoubtée dame, contenans que pour secourre à aucuns ses affaires qui venut lui estoient par les gherres, on lui veulsist, pour l'amour d'elle, certain terme faire aucune grâce et courtoisie, fu donnet, au command desdis eskevins, ij escus philippus de lxxij s.

« As desquierkeurs de vins de le ville de Mons, pour avoir portet et rapportet par ij fois, que no très redoubtez signeur et damme sont venus à Mons, sicomme ou mois d'avril et de septembre, les pos en coy on fist, de par ledite ville pluseurs présens de vins, donnet de courtoisie, au command des eskevins. xxx s.

« As porteurs des torses de noditte très redoubtée dame et princhesse, donnet de courtoisie le xiiij^e jour doudit mois de septembre une obole d'or de xxvj s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1427 à la Toussaint 1428.)

(39) Cocqueau, *Mémoires*, t. II, p. 84.

(40) « A pluseurs gentilshommes, chevaliers et escuyers dou pays de Haynnau, qui empris avoient à faire joustes en ledite ville, à le joyeuse revenue de noditte très redoubtée damme et princhesse hiretière, donnet

de courtoisie, à l'ordonnance desdis esquivins et dou conseil, en aydde dou bancket qu'il fissent, ij keuves de vin, monte . . . cvj l. vj s. viij d.

» A très haulte et puissant princhesse no très redoubtée dame la dowagière venue à Mons asdites joustes, fu présentet, au command desdis eskevins, pour ce que elle n'y avoit estet avoit passet grant terme, une keuve de vin de Biauue vremeil accattée à Jehan de Peissant, tenant iij muis ix estiers au cler lx l. xj s. iij d. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1427 à la Toussaint 1428.)

(41) *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, par M. Gachard, t. I, p. 79.

(42) Cocqueau, *Mémoires cités*, t. II, p. 86.

(43) On lit dans un manuscrit de la Bibliothèque publique de Mons, intitulé sur le dos : *Histoire de Valenciennes*, n° 2046 de l'inventaire : « En ceste année (1430), Jacqueline de Bavière estoit à la Haye et le bon duc » Philippe à Hesdin, au mois de may. »

(44) Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, de Hollande, etc., fonda dans l'église paroissiale du Quesnoy, le 1^{er} mars 1441, des offices religieux et des distributions d'aumônes; son neveu le duc de Bourgogne confirma cette fondation le 9 avril suivant. — Voy. la notice intitulée : *Fondation de cantuaires dans l'église paroissiale du Quesnoy*, par Michaux, dans le t. XII, p. 129, des *Annales du Cercle archéologique de Mons*.

(45) Compte de Jean Wattier, massard de Mons, de la Toussaint 1429 à la Toussaint 1430.

(46) « Aux comptes des massars y at ung article des vins présentez audit de Lalain, l'an xxx, et au duc de Bourgoigne ayant soupé en la maison de la ville, à messire Jehan de Poitiers, sr d'Aest, Jehan de Jeumont, Jehan d'Enghien et Jehan de Luxembourg. » *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. II, p. 84.

(47) Isabelle de Portugal.

(48) « A no très redoubtée dame madame la duchesse de Bourgoingne venue à Mons première fois le xv^e jour dou mois de novembre de ce compte, fut fait don et présent, à l'ordonnance des eskevins et dou conseil de ledite ville, de une sallière d'or à piet et à couviercle, ycelle aournée de rubis, de perles, cassidone et jaspre, et ossi esmaillie de florettes, liquelle fu accattée à Thiéry Appostole, jewwelier, le somme de cc l. t., et se fu payet au varlet Jehan De Mellaut, qui ledit jewwiel et autres fu querrir au dehors, pour choisir celui qui mieux plairoit, l s. Sont ccij l. x s. »

« Le xvj et xvij^e jours de novembre, que nudit très redoubté seigneur et no très redoubtée dame madame de Bourghogne, estoient à Mons, et avoecq

les iij estas dou pays de Haynnau, furent aucuns desdis eskevins et dou conseil de le ville ensongnyés avœcq les aultres signeurs desdis iij estas sour certaines requestes faictes par nudit très redoubté signeur. Se fu frayet ces ij jours à le maison dou massart ix l. xx d. »

(Compte de Jehans li Rois, massard de Mons, de la Toussaint 1431 à la Toussaint 1432.)

Le 23 avril 1432, la ville de Mons fut informée que la duchesse venait d'accoucher d'un fils, en la ville de Gand.

(49) Cette somme fut portée à la cour, en juin 1432. On lit dans le compte ci-dessus mentionné :

« Pour les despens de Colart le Hérut, eskevin, et ledit maistre Jehan Druelin, atout leur varlés à v chevaux, qui le x^e jour de juing, ou non et pour toutes les boines villes dou pays, réservet Valenchiennes, s'en allèrent avœcq et en le compaignie de monsigneur l'abbet de Saint-Fœillien. de par les prélas. et de monsigneur le baillieu de Haynnau et messire Guillaume de Sars, de par les nobles d'icelui, par-devers no très redoubtée damme madamme la ducesse de Bourgongne à Ghand, pour à li faire paiement de le somme de iij mil escus philippus, que les personnes desdis iij estas li avoient donnet à se première venue en ycelui pays de Haynnau, et au sourplus faire aucunes remonstrances à no très redoubté signeur pour le garde doudit pays; demorèrent lidit envoyet iiij jours, monte xxij l. x s. »

(50) « Pour le portion de le ville, en l'ayde de x mil livres d'arainement accordées par les personnes des iij estas dou pays de Haynnau, tant à cause de iij mil escus philippus donnés de courtoisie et grâce à no très redoubtée dame madame la duchesse de Bourgongne, à se première venue en ychelui pays, comme pour le garde dou pays, a lidit massart payet . . .

mil livres. »

(Même compte.)

(51) « A Martin de Nivelles, sergant, envoyet le xxvij^e jour d'avril en Braibant et en Flandres, tant par-devers monsigneur le baillieu comme aultres, pour oyr des nouvelles et savoir le retour de no très redoubté signeur estant en Hollande, lequel disoit bien brief venir en Haynnau accompaigniés de no très redoubtée dame; en laquelle voie il employa, allant, séiournant et retournant, xj jours à xx s. pour lui et sen cheval le jour, montent xj l. »

« Le x^e jour de may, sour ce que on disoit nos très redoubtés signeur et dame lors estans en Hollande, devoir venir à Mons ensamble bien brief apriès, se misent les eskevins ensamble en le maison de le paix, pour faire et mettre par escripture pluseurs ordonnances servans à le garde de ledite ville, et prendre advis comment on se aroit à ordonner, tant en faire pré-

sens comme aultrement, et frayèrent iiij l. xij s.

» A Jehan Masselot, lequel on envoya à Hal, le xiiij^e jour doudit mois, sour ce que on disoit nos dis très redoubtés signeur et damme yestre partis de Braibant et venir disner en ledite ville de Hal, ce jour, pour tantost qu'il se partiroient d'icelli ville, le venir nonchier, afin de pooir contre eulx envoyer; payet xx s.

» Le merkedy xiiij^e jour doudit mois, que les personnes des iij estas se assamblèrent en ledite maison de le paix, pour cause de la réception que on devoit faire lendemain de nodit très redoubté signeur à le signourie dou pays, par le consentement de nodite très redoubtée dame; frayet et par les eskevins et pluseurs dou conseil vj l. xv s.

« Le xiiij^e jour doudit mois, se tinrent les dits eskevins ensamble avœcq pluseurs doudit conseil, pour yestre au sarment de nodit très redoubté signeur, à le réception et signourie dou pays, et aussy lui bienvigner et faire présens de vin, et frayèrent en ledite maison de le paix. vij l. xij s.

» Pour iij los de vin, l'un de Bianne, le second de Franche et l'autre de Rin, mandés et eubs en le maison de le paix, le xiiij^e jour de may à l'apriès-disner, pour aucuns de messeigneurs les nobles là-endroit assemblez avœcq les aultres personnes des iij estas dou pays, pour cause de le réception de no très redoubté signeur à le signourie doudit pays, payet. xx s.

« A très haulte et puissans princesse no très redoubtée dame hiretière, qui le xiiij^e jour de may, dou pays de Hollande vint à Mons, fu fais présens, au command desdis eskevins et dou conseil, de iij pièches de vin

ccxv l. xv s.

» A très hault et très puissant prince no très redoubté signeur monsieur le duc de Bourgongne, fu aussy présentet pareillement le xiiij^e jour doudit mois de may, apriès ce qu'il eult estet receubs à prinche dou pays par le consentement de nodite très redoubtée dame, et fait les sermens acoustumez, iij pièches de vin. ccviiij l. x s.

» A Leurent Erbaut, comme connestable des arbalestriers dou grant serment de le ville, pour le sollaire de viij compaignons d'icelui serment qui le xiiij^e jour doudit mois, que adont nodit très redoubté signeur vint en leditte ville et y fist serment comme prince et signeur dou pays, fu ordonnés et establis à le porte de Nimy avœcq le wait qui y estoit, payet à iiij s. vj d. cascun arbalestrier xxxvj s.

» A Colart de Launoit, comme connestable des archiers de Saint-Sébastien, pour otel de x compaignons d'icelui serment adont mis et establis à leditte porte, au command desdis eskevins, au pris de iiij s. cascun. xl s.»

(Compte de Jehan Leroy, massard de Mons, de la Toussaint 1432 à la Toussaint 1433.)

(52) Voy. ma *Description de cartulaires et de chartiers du Hainaut*, t. IV, p. 113.

(53) Résolution du chapitre de Sainte-Waudru, du 26 septembre 1433.

(54) Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1432 à la Toussaint 1433.

(55) Le 17 mai, par ordre du conseil de ville de Mons, Jean Wattier, échevin, et maître Jean Druelin allèrent à Valenciennes, « poursuivant » nudit très redoubté signeur, nouvellement receub à prince dou pays, » pour labourer adfin d'avoir réparation dou grief et despointement que » lidite ville de Valenchiennes avoit piéchà fait à ledite ville de Mons, par » bannissement alencontre d'une sentensce aultrefois contre eulx obtenue : » se ne peulrent lidit envoyet lors besongner, ains leur fu dit que on en » voyast ce amentevor à certain jour ensuiant en le ville de Lille, à mess. » dou conseil nudit très redoubté signeur, qui là seroient assamblet. » (Compte cité plus haut.)

Ce différend entre les deux villes principales du Hainaut se termina par la sentence solennelle que Philippe le Bon rendit en son conseil privé, à Gand, le 27 décembre 1446 et par laquelle Mons fut reconnue dans son droit comme étant la clef et le chef-lieu de tout le Hainaut.

(56) Cet acte est inséré dans les *Mémoires* de Cocqueau, t. II, pp. 116-117.

(57) Les lettres de Philippe, duc de Bourgogne, etc., par lesquelles il ratifia les privilèges, franchises et privilèges de Valenciennes, ne furent délivrées, en la ville de Bruges, qu'en mai 1436. (Cocqueau, *Mémoires*, t. II, pp. 121-123.)

(58) « Le tierch jour dou mois de juing, que on entendoit nudit très redoubté signeur bien brief yestre à Mons et que on y avoit mandet les iij estas dou pays, pour aucunes requestes que nudit très redoubtet signeur avoit à intention de faire, se misent les eskevins ensamble, pour prendre advis à certaines remonstrances et supplications nécessaires à faire par ledite ville et ossi pour savoir quel présent de vin on lui feroit, pour ce que nouvellement estoit revenus de sen pays de Bourgoingne, et frayèrent iij l. xv s.

» Le samedi v^e jour doudit mois, s'en allèrent aucuns des eskevins et dou conseil, acompaigniés de pluseurs bourgeois de ladite ville, alencontre de le venue de nudit très redoubté signeur, avecq monsigneur le prévost de Mons, pour le bienvigner et le ville recommander; se despendirent à leur disner iij l. ix s.

» A très hault et très puissant prince nudit très redoubté signeur monsigneur le duc, nouvellement revenut de sen pays de Bourgogne, qui le

v^e jour doudit mois de juing vint en ledite ville, fu fais présens de deux keuves de vin, l'une de Biaune et l'autre de France . . xciiij l. xvj s. iij d.

» A monsieur le cancheier de Bourgogne, qui le liij^e jour de juing vint à Mons, fu fais présens, au command desdis eskevins, de xvj los de vin
civ s.

» Le dimence vj^e jour de juing, que les personnes des iij estas dou pays estoient assablés à le maison de le paix, fu mandet et eub tant en le cambre rewardant sour le gardin, pour no très redoubtée dame la dowa-gière et aucuns signeurs, comme en le cambre maistre Jehan Druelin où les demiselles de madite dame se tinrent, en pain, vin et fruis, que lidit massart paya xlvj s. »

(Compte de Jehan le Roy, massard de Mons, de la Toussaint 1433 à la Toussaint 1434.)

(59) *La Bibliothèque nationale, à Paris. Notice et extraits des manuscrits qui concernent l'histoire de Belgique*, par M. Gachard, t. I, pp. 333-

334. — Van Doren, *Inventaire des archives de la ville de Malines*, t. I, p. 103.

(60) Un article du compte précité concerne la naissance du comte Charles de Charolais : « A j messagier, qui le xxvij^e jour de novembre de » ce compte apporta lettres de Bourgoingne, contenant que, le nuit saint » Martin (10 novembre 1433), no très redoubtée dame et princesse s'estoit » aguite oudit pays de Bourgoingne d'un beau fil nomment Charles, fu » donnet de courtoisie, au command des eskevins, ij couronnes de France » en or, qui ne valent que lxx s. »

(61) Conseil de ville du 16 mai 1435 : « Et là-endroit fu délibéré que » Jehan de le Porte et Colart le Hérut, dou conseil, ij eskevins et Druelin » (clerc de la ville) seroient envoyet vers monsieur le duc à Lisle u à » Arras, pour lui, medamme se femme et monsieur de Charolois bienvi- » guier, qui nouvellement revenus sont de Bourgogne où tenu s'estoient » environ j an. » (2^e registre des consaux de Mons, fol. ciiij.)

On lit dans le compte du massard, de la Toussaint 1434 à la Toussaint 1435 : « Le xvij^e jour doudit mois (de mai), sour ce que on disoit que nos » très redoubtés signeur et dame, nouvellement revenus en Haynnau de » leur pays de Bourgogne, s'en retournoient à Auras sans venir à Mons, » comme on les attendoit, furent envoyet de par ledite ville viers eulx » Jehan de Maurage et Piérars Candillons, eskevins, Colars li Hérus et » Jehans de le Porte, dou conseil, et maistres Jehans Druelin, clerccq, atout » leur varlés à xj chevaux, pour les bienvignier et conioyr de leur retour » et noble génération, et ossi recommander le boine ville; en quoy faisant, » il employèrent, allant, besongnant et retournant, iij jours, qui montent à

» xxij s. vj d. pour homme et cheval le jour xxxvij l. ij s. vj d. »

(62) « Le premier jour dou mois de juing, sour che que on entedy nos très redoubtés signeur et damme et monsigneur de Charolois, leur beau fil, revenu nouvellement de Bourgoingne, devoir venir à Mons, se misent les dis eskevins et conseil ensamble, pour prendre advis quel présent on leur feroit et aussi as remonstrances nécessaires à faire par ledite ville à nodit très redoubté signeur, et frayèrent iiij l. iiij s.

» Ce jour, au souper à la maison dou massart, par aucuns des eskevins et dou conseil qui avoient estet de par ledite ville alencontre de le venue de nodite très redoubtée damme et doudit monsigneur de Charolois sour les camps, pour les bienvignier et recommander le boine ville, fu frayet.

iiij l. xiiij s. »

(Premier compte de Gérard de Brouxelle, massard de Mons, de la Toussaint 1434 à la Toussaint 1435.)

(63) « Le second jour doudit mois de juing, se misent les dis eskevins et pluseurs doudit conseil en ledite maison de le paix, et de là s'en allèrent ensamble à l'ostel de Nauste présenter audit monsigneur de Charolois, à se première venue à Mons, ij grans flaskons d'argent pesant xx mars, armoyés des armes de ledite ville, et à le nouriche doudit monsigneur de Charolois j ghobelet d'argent couvriert; se frayèrent au disner ensamble, à leur retour, que ledit massart paya cvj s.

» A Hansse l'orfèvre, pour avoir fait, mis et assis sour yceulx flaskons iiijescuchons d'argent pesans xxj estrelins armoyés des armes de ledite ville, et avoir rebruntit lesdis flaskons, a estet payet par accord fait. vjl. xiiij s. vij d.

» A le demiselle nouriche doudit monsigneur de Charlois fu pareillement donnet j ghobelet d'argent à couvercle, dont les souages estoient doret, ycelui pesant j marcq iiij onches x estrelins demy : cousta à Robiert de Courières xiiij livres le marcq, et pour fachon et dorure lxxij s. sont. .

xxij l. xv s. iiij d.

» A Rifflart, huissier de madite dame de Bourgoingne, donnet de courtoisie, au command des eskevins, le jour que on fist ledit présent, et pour l'adrèche qu'il fist, j escut philppus de. xxvij s.

» A Hakinet de Lespine et j sien compaignon, tenant main à le couche doudit monsigneur de Charlois, donnet xls. »

(Compte cité dans la note précédente.)

» Pour et à cause dou don fait, l'année passée par leditte ville, de deux flaskons d'argent à monsigneur de Charolois, à se première venue en ycelle, desquels ledit monsigneur le bailliu, par se courtoisie et boine amour, fist adrèche à leditte ville, qui li promist à rendre ottant d'argent ouvret en tel ouvrage que ses plaisirs seroit, a estet payet à j marchant de

Bruges, pour deux autres flaskons d'argent pesans xxiiij mars vj onches accattés par ledit monsieur le baillieu au pris de viij escus philippus à cheval le marcq, xcviij escus, » etc.

(Compte du même massard, de la Toussaint 1433 à la Toussaint 1436.)

(64) « Pour despens fais par aucuns desdits eskevins et dou conseil qui, le tierch jour dudit mois de juing, conduisirent nosdis très redoubtés signeurs et dame, à leur partement de Mons, pour aller à Hal. . . xxiiij s.

(Compte du même massard, de la Toussaint 1434 à la Toussaint 1435.)

(65) « Les vj et vij^e jour de jenvier, à cause de le venue de nos très redoubtés signeur et dame à Mons et des iij estas dou pays y assamblés, asquels il fu fait pluseurs remonstrances de par no dit très redoubté signeur, et comment, pour le traittiet de le paix de France fait à Auras, il avoit eut et soustenut grans despens, requérans à celli cause aydde de le somme de lx mil livres tournois, furent les aucuns desdis eskevins et dou conseil ensongnyés avœcq lesdis iij estas, et les autres se tinrent ensamble pour yestre prest et faire adrèche à tout ce qui pooit sourvenir. Sous laquelle requeste fu accordet à nudit très redoubté signeur le somme de xl mil livres tournois et à no très redoubtée dame le somme de vj mil livres à payer à iiij termes et paiemens. Frayet ces ij jours . . . ix l. vj d.

» As huissiers de no très redoubté signeur, donnet au command des eskevins, le vij^e jour de jenvier, que il furent viers nudit très redoubté signeur à l'ostel de Nauste, j escut philippus de xxviij s. »

(Compte du même massard, de la Toussaint 1435 à la Toussaint 1436.)

(66) « Le nuit saint Lucq ou mois d'octobre, fut envoyés Jehans Gho-biers, sergans à le ville, porter lettres de par ycelle au Kesnoy, à Larde-nois de Donstièvre, à cause de le renommée qui couroit de *madamme Jaqueline de Baivière, contesse d'Ostrevant*, qui fu fille de no très re-doubté signeur le duc Guillaume, cui Dieux pardoinst, yestre trespasée; sour coy il rapporta response, et demora ij jours, payet xl s.

» Le xxj^e jour doudit mois d'octobre, sour ce que on sceult de cer-tain que maditte damme la contesse d'Ostrevant estoit allée de vie à trespas, se partirent de Mons, à l'ordonnance des eskevins et dou conseil d'icelle, Estièvre Joye, eskevin, Jehan dou Parcq, doudit conseil, et ledit Druelin atout leur varlés à vj chevaux, et s'en allèrent en le ville de Lisle, par-devers nudit très redoubté signeur monsieur le duc de Bourgongne, le condolloir dou dit trespas; en laquelle voie il demorèrent, allant, beson-gnant et retournant, v jours, qui montèrent xxxij l. xv s.

» A Colart Ghobiert, cacheur de marée, pour avoir portet en panniens les habis des devant dis et les rapportés sour sen cheval à Mons, payet parmy sen sollaire vij l. »

(Compte cité dans la note qui précède.)

Voy. De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition de M. Gachard, t. I, p. 340. note 7. — *Particularités sur Jacqueline de Bavière*, t. II.

(67) « Le mardy pénultysme jour doudit mois, furent les dis Estièvene Joye, Jehan dou Parcq et Druelin atout leur varlés à vj chevaux, ossi envoyés au Kesnoy, par-devers no très redoubtée damme madamme la dowagière le condolloir doudit trespas, et frayèrent par ij jours . . . xiiij l. x s.

» Au dit Colart Ghobiert, pour ses frais et sollaire de avoir portet et rapportet en panniens les habis des dessusdis, payet. xxxv s. »

(Même compte du massard de Mons.)

(68) « Le lundi et mardi devant le jour de tous les sains (29 et 30 novembre), l'an iiij^e et xxxvj, se partirent de Mons medemiselle de le Marque, medemiselle de Boulers et medemiselle de Roisin, avœcq le bailli de cappitle, Godeffroit Clauwet, Thieri de l'Ostrewicq, Willaume Moriaul, le messagier d'église, le mayeur de Nimy, leur varlés et chevaux, et s'en allèrent au Quesnoy, et fu pour complaindre madamme la dowagière dou trespas madamme Jacque de Baiwière, se fille; demorèrent li dessus dit ij jours. Montèrent li frait apparant par j escript fait de le main ledit Thieri de l'Ostrewicque xxiiij l. xij s.

» Audit mayeur de Nimy, pour le sollaire de iiij de ses chevaux et ij varlés avoir menet et karyet mesdites demiselles audit lieu dou Quesnoit et ramenet à Mons, par le terme dessusdil, payet. lx s. »

(Compte de Colart de le Court, receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de St. Remi 1436 à St. Remi 1437.)

(69) C'est bien la veille et non le jour St. Denis — ainsi que l'ont dit, d'après Monstrelet, le P. Delewarde, *Histoire générale du Hainau*, t. V, p. 29, et de Boussu, dans son *Histoire de Mons*, p. 146, — que mourut Jacqueline. Son obit est mentionné sous la date du 8 octobre, dans le nécrologe de l'église N.-D. de Breda, qu'a publié C. P. Hoyneck van Papendrecht (*Anal. Belg., tomus III, pars I*, p. 405), ainsi qu'il suit : *Obitus Domine Jacobe Comitisse Hollandie et Zelandie*....

Nos annalistes ont commis une erreur plus grande, en avançant qu'après la mort de Jacqueline, Philippe le Bon se fit proclamer prince héréditaire du comté de Hainaut. M. Lacroix, en admettant que le duc de Bourgogne ne prit possession de ce comté qu'en 1436, s'étonne de n'avoir pas trouvé l'acte de serment qu'il dut prêter en cette année (*Mémoires de la Société*

des Sciences, des Arts et des Lettres du Hainaut, première série, t. I, p. 210). Mais on a vu, par ce qui précède, que le duc avait été reçu, le 14 mai 1433, à la seigneurie et possession du pays, après que Jacqueline s'en fut déshéritée.

(70) « A Gille de Biaumetiel et Jehan Ghobiert, sergans à le ville, qui, le xvj^e jour de march, sour ce que on entendoit nudit très redoubté signeur yestre en se ville de Hal, comme en son chemin pour venir en se ville de Mons, furent envoyés viers Braine et Songnies, pour savoir à quelle heure no dit très redoubté signeur seroit là environ et quel chemin il tenroit, adfin de le venir nouchier pour pooir aller contre lui à cheval et le bien-vigner. X s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1436 à la Toussaint 1437.)

(71) « Le merquedy, en ledite fieste de Toussains, sour ce que monsigneur de Bugnicourt avoit fait savoir à messigneurs eschevins que il ordonnaissent de envoyer à cheval en armes aucunes personnes alencontre de monsigneur de Charolois, viers Songnies, pour l'aconduire en leditte ville de Mons, où il avoit intention de venir, furent aucuns desdis eschevins et dou conseil, acompaigniés de pluseurs notables bourgeois de leditte ville, celle part, et frayèrent, à leur retour à Mons, au soupper ensamble en le maison de le paix. vij l. iij s. viij d. »

(1^{er} compte de Hellin Coispiel ou Coispiauls, massard de Mons, de la Toussaint 1437 à la Toussaint 1438.)

(72) « A no très redoubtée damme madamme la doagière, qui le darain jour de march viint à Mons et revenoit dou pays de Hollande, fu présenté, au command desdis eskevins, à sen hostel au Hiaulme, j muy de vin, monte :

xxvij l. xvj s. »

(Compte du même massard, de la Toussaint 1438 à la Toussaint 1439.)

(73) « A no très redoubté seigneur et prince, qui, le xxi^e jour de jenvier, vint à Mons, acompaignié de no très redoubtée damme et princhesse, fut fait présent de deux pièces de vin. . . cxvj l. xij s. vj d. »

(Compte du même massard, de la Toussaint 1439 à la Toussaint 1440.)

(74) *Annales du Hainaut*, édition des Bibl., t. IV, p. 182.

(75) Nouveau style.

(76) Marguerite de Bourgogne, veuve de Guillaume IV, comte de Hainaut, et mère de Jacqueline de Bavière, fut inhumée le 8 mars 1441 dans le caveau de la chapelle de Sainte-Marguerite au Quesnoy. Son tombeau en marbre était d'une grande simplicité; il a disparu à la fin du XVIII^e siècle.

(77) « Le xxvij^e jour de march, se partirent de Mons Jehan du Parc, eschevin, et Jacque de Hom et Jehan du Sart, dou conseil, Jehan de Saint-Ghillain, avocat à le dite ville, atout leurs varlez et chevaulx, et s'en allèrent à Audenarde, là où on disoit notre très redoubté seigneur estre et nouvellement revenu de Hollande, pour lui complandre du trespas no très redoubté damme madamme le doairière, et supplier que ses plaisirs fuist de faire retraire hors du pays de Haynnau les gens d'armes du roy, que on disoit estre escorcheux, liquel y faisoient pluseurs malléfices; demorèrent iij jours. Se fu payet pour leurs despens, et à Piérart Macquetiaul, qui, le jour devant leur parlement, fu envoyés sur les camps pour savoir se no très redoubté seigneur se partiroit prestement dudit lieu. xxxiiij. l. xvs. »

(Compte de Hellin Coispiaul, massard de Mons, du 1^{er} novembre 1440 au 1^{er} juin 1441.)

(78) *Terrées*, terrains des fortifications.

(79) « Le mardi iiij^e jour du mois d'avril, à l'aprez-disner, fut le conseil en le maison de le paix.

» Adont parlé dou mandement fait par monsigneur le duc, par le bouche de monsigneur le chancellier, pour le ville envoyer devers lui, au Quesnoit, et oyr le bon plaisir de monsigneur sur ce que on avoit esté deffallant à faire aide et service à monsigneur le bailli de Haynnau alencontre de plusieurs gens de guerre, qui se disoient estre au roy de France, arivez en ce pais de Haynnau. Conclud de y envoyer maistre Jehan Crohin et Jehan du Parc, eschevins, et du conseil Lyonne de Peissant et Quentin Cannart et Jehan de Saint-Ghislain, et de eulx querquier de besoingnier en ledite matière, soit de respondre ou de prendre délay selon qu'ils perceveront que le besongne le désirera. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. clxxij.)

(80) « Le samedi du matin, viij^e jour dudit mois d'avril ensuivant, fut le conseil ensemble, en le maison de le paix.

» Adont firent les dessus dis envoyez par-devers nostre très redoubté seigneur et prince, de leur besoignement, qui a esté de surséir le besoingne, car pour le voyage que nostre très redoubté dame et autres de leur hostel devoient faire envers le roy de France en le ville de Laon, on ne peult ne a peu audit besoignement entendre. Toutesvoyes ils entendoient le besoingne estre adoucie et non point si rigoureuse que on avoit fait esclamasse. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. clxxij.)

(81) « Le lundi viij^e jour de may, à l'avant-disner, fut le conseil ensemble en le maison de le paix.

» Adont parlet de le garde de le ville, sour ce que les gens d'armes du pays, sicomme les seigneurs tenans les camps pour doubte des escor-

cheurs, se retrayoiēt es villages emprés ledite ville et viers le prouvésté de Binch, faisant grant damaige as laboureux en despens, ossi se il voloient avoir provisions en ledite ville et y venir rafreskir, comment on s'en ordonneroit. Conclud de bien entendre à le garde de leditte ville et cascun jour visiter les wais, sans les muer ne veiller à le paix (à la maison de la paix), se on ne perchevoit plus grant besoing, et que on les pooit bien souffrir avoir vivres et venir rafreskir, parmy leur deniers payant, veu que ce sont les seigneurs et gens du pays. » (2^e *reg. des consaux de Mons*, fol. clxxiiij).

(82) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 184.

(83) « Le samedi à l'avant-disner, xx^e jour du mois de may, en l'an mil iiij^e et xlj, fut le conseil ensemble en le maison de le paix. Adont parlé :

» De le remonstrance le connestable des arbalestriers, pour avoir le double des gaiges ordonnez, et de avoir sollaire pour aucuns compaignons mis à le porte de Nimy alencontre de le venue de monsieur le duc, darainement en ceste ville. Conclud de baillier audit connestable le double desdis gaiges, mais quant au sollaire demandé pour lesdis compaignons, attendu que ilz ne furent ensongnez que environ de ij à iij heures, et que aucuns de mess. eschevins et du conseil furent pareillement à ledite porte de Nimy, selon l'ordonnance de le haulce de leurs gaiges darrainement faite, ilz ne doivent de ce riens avoir. » (2^e *reg. des consaux de Mons*, fol. clxxiiij.)

(84) « Le second jour de septembre, que nostre très redoubtée dame et princesse vint à Mons, et tinrent les eschevins et aucuns du conseil de ledite ville ensamble en le maison de le paix, tant pour le aller bienvignier et révérender, comme pour estre prest et faire adrèche à tout ce que besoins seroit, et frayèrent iiij l. ix s. »

(1^{er} compte de Jehan le Roy, massard de Mons, de la Toussaint 1440 à la Toussaint 1441.)

(85) « A no très redoubté signeur et prince, qui le nuit sainte Catherine, ou mois de novembre, vint en ledite ville et s'en devoit aller, comme on disoit, en son pays de Bourgoigne, fu présentet une keuwe de vin de Biaune, payet lxviij l. viij s. »

(2^e compte de Jehan le Roy, massard de Mons, de la Toussaint 1441 à la Toussaint 1442.)

Voy. dans l'*Inventaire des archives de Bruges*, par M. Gilliodts-van Severen, t. V, p. 234, une chartre datée « du Quesnoy, le premier jour de décembre, l'an de grâce mil quatre cent quarante et ung. »

(86) « A no très redoubtée dame et princesse, venue en ledite ville de

Mons, le iiij^e jour de march, et s'en alloit, comme on disoit, vers modit très redoubté signeur en Bourgoingne, présentet une keuwe de vin de Bianne.

lv l. iiij s. »

(2^e compte de Jehan le Roy, massard de Mons, de la Toussaint 1441 à la Toussaint 1442.)

(87) « Le xxj^e jour d'octobre, que notre très redoubtée dame et princesse vint à Mons, furent les aucuns desdis eskevins et du conseil, accompagnés de pluseurs des bourgeois de ledite ville, à l'encontre d'elle, sour les camps, pour le révérender et recommander ledite ville, et le accompagner à entrer en ycelle; frayèrent, à leur retour, au soupper ensamble en le maison de le paix iiij l. xv s. ix d. »

(Compte de Jehanne Helline, veuve de Jehan le Roy, massard de Mons, de la Toussaint 1442 à la Toussaint 1443.)

(88) Conseil de ville de Mons, tenu le 13 février 1444 (n. st.): « Adont » monstret et lieut lettres envoyez par nostre très redoubté signeur et » prince à ledite ville, segnefiens que, le vendredi xxj^e jour doudit mois, » ledite ville envoyaist ses députez en le ville de Hal avœcq les autres des » iij estas dou pays, que il y avoit requis, pour en se personne remon- » strer certains ses affaires, en ocquison de Luxembourgq et de Chiny » remis en l'obéissance madamme de Luxembourgq, et del accat que fait » avoit d'icelle terre pour le bien de ses pays à grant somme de deniers, » que boinement ne pooit accomplir sans l'aydde de ses subgés. Conclu » sour ce de envoyer à ledite journée Léonne de Peissant, Porte, eskevin, » et dou conseil Poulet et Saint-Ghislain, pour y faire le mieux que on » pora avœcq les autres desdis iij estas. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. ijc v^o.)

« Le mardi, nuit de quaresmiel, xxv^e jour dou dit mois de février, sour » ce que les pluseurs des envoyés de par ledite ville viers no très re- » doubté signeur et prince, pour les cas susdis, revinrent à Mons, fu le » conseil rassamblé en le maison de le paix.

» Fu par lesdis envoyés fait relation de leur besoingnement, qui fu tel » que à monseigneur estoit et avoit estet accordet par le pays l^m livres » d'aydde à payer moitié à le Toussains l'an iiij^e xliij et l'autre à le saint » Remy l'an xlv. »

(Même registre, fol. ij^e v^o.)

(89) Orig. sur parchemin avec sceau équestre, aux Archives communales de Mons.

(90) « A nostre très redoubtée dame et princesse, qui le second jour de septembre vint en ledite ville, fu fait présent de une queue de vin . .

xliij l. iiij s. »

(1^{er} compte d'Estiève de Gembleux, massard de Mons, de la Toussaint 1443 à la Toussaint 1444.)

(91) « A nostre très redoubté seigneur et prince monseigneur le duc de Bourgoingne, qui le vj^e jour de novembre vint à Mons, fut fait présent de deux queues de vin, l'une de Franche blancq tenant deux muys xiiij estiers et l'autre de Biaune tenant iij muis iiij estiers. . . . iiij^{xx} viij l. xix s.

« As boutilliers de l'ostel nudit très redoubté seigneur donnet adont de courtoisie par les eschevins j escut phelippus de xxviij s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1444 à la Toussaint 1445.)

(92) « Remonstre le receveur que nostre très redoubté seigneur monseigneur le duc de Bourgogne fist la feste de saint Andriu à Mons, en l'an xliiij, de vegilles et messe pour le salut des almes trespasées, en sa chappelle de Naste audit Mons. Se fu offert à l'offrande de la messe tant par nostre dit très redoubté seigneur comme par pluseurs de ses chevaliers portans sa ordène, viij pièces d'or, lesquelles furent par maistre Nicaise Dupuis, premier chappellain de nostre dit seigneur le ducq, délivrées es mains de mess. Henry de Jauche, qui les bailla despuis à made-moiselle de Hérimés, qui les mist en la trésorie de ladite église. » (*Compte de Willaume Moreau, receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de St. Remi 1444 à St. Remi 1445.*)

Le baron de Reiffenberg, dans son *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, dit, p. 27, que « l'on ne tint point de chapitre en 1444. »

Le chapelain du duc de Bourgogne, Nicaise Dupuis, prévôt de Béthune, fut nommé chanoine de Sainte-Waudru, le 13 janvier 1445.

(93) *Statistique archéologique du département du Nord*, p. 790.

(94) Des mesures avaient été prises en Hainaut pour résister aux incursions des partisans d'Evrard de la Marck. On lit dans le 2^e reg. des consaux de Mons, fol. ij^exij v^e. « Le samedi xvij^e jour de juillet l'an iiij^e et xlv, » fu li consaux en le maison de le paix. Adont parlet dou publiement fait » par monseigneur le duc, pour tenir et avoir chevaux toutes personnes » du pays ayant en chevance et revenue ij^ml. pour une fois, savoir com- » ment on se aroit sour ce ordonner. Conclud de eslire ceux qui samblent » ysdonne de tenir et avoir chevaux et leur faire commandement de ent » faire devoir, se il ne donnent appaisement de non avoir puissance. »

(95) « Pour despens fais au souper en le maison de le paix, le xxj^e jour de juillet, par aucuns des eschevins et du conseil, liquel avoient esté sour les camps à l'encontre de nostre très redoubté seigneur et prince, qui ce jour vint en ledite ville, pour le bienvigner et révérender. . . cxviij s.

« A nudit très redoubté seigneur et prince monseigneur le duc de Bour-

gongne, le xxj^e jour doudit mois, que il vint en ledite ville, fu fait présent, à l'ordonnance desdis eschevins et du conseil, de deux pièces de vin de Bourgoingne lxxij l.

« A notre très redoubtée dame et princesse qui, le xxij^e jour d'icellui mois, vint en ledite ville acompaignie de monseigneur et madame de Charloix, et laquelle estoit nouvellement revenue du royaume de Franche, sicomme de Chaulon et là-environ, où estet avoit bonne espace envers le roy de Franche et le dalphin, fu fait présent de ij queues de vin de Bourgoingne lxxij l.

» As boutilliers de l'ostel nostre très redoubté seigneur et prince, le xxj^e jour de juillet que nudit très redoubté seigneur vint à Mons, fut donnet de courtoisie par les dis eschevins à l'ostel de Naste, une maille de Rin de xxxviii s.

» A l'huissier de le première porte doudit hostel, donnet . . xvj s.

» A son portier audit hostel donnet pareillement une maille de Baivière de xxviij s.

» Au barbyer de mons. le chancelier donnet ung escut phelippus de xxviij s.

» As varlez dou char de madamme de Charolois, première fois venue à Mons, donnet j piètre d'or de xxxvj s. »

(2^e compte d'Estièvre de Gembleux, massard de Mons, de la Toussaint 1444 à la Toussaint 1445).

(96) « Le jour saint Jaque et saint Christoffe, fu no très redoubté seigneur à l'église madamme sainte Waudrut, et offry à la messe j piètre et aux relicques apriés ladite messe ij autres florins, lesquels furent mis en la trésorie. » (Compte cité plus haut, du chapitre de Sainte-Waudru).

(97) Conseil de ville du 31 juillet 1445 : « Sour le requeste faite de » par monseigneur le conte d'Anghoulant, pour yestre quitte de vin prins » pour lui et ses gens logiés en l'ostel *au Hialme*, considéret que il estoit » des royaux et que tout autre part en estoit francq. Conclud que le mal- » letote estant en main de marchand, aussi il ne avoit point estet accons- » tumet, et pour ce ledite ville ne le pooit faire. » (2^e *reg. des consaux de Mons*. fol. ij^e xij v^o).

(98) « Le jour de l'Asumption Nostre-Dame ensuiwant, que no dlt très redoubté seigneur fist célébrer messe en sa chappelle de Naste, par dampn Pière de Durmes dit de Croix, abbé de Saint-Ghislain, fu offert par nudit très redoubté seigneur j piètre d'or, lequel ledit mess. Henry de Jauche leva et délivra despuis à mademoiselle de Hérimes, qui le mist en ladite trésorie. » (Compte cité plus haut, du chapitre de Sainte-Waudru).

(99) Voyez ma *Notice historique sur la milice communale et les com-*

pagnies militaires de Mons, p. 10. — *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. III, p. 174.

(100) Il eut lieu vers le mois de novembre, d'après l'*Histoire des ducs de Bourgogne*, par M. De Barante, édition citée, t. II, p. 62.

(101) Ce sont les termes de M. de Barante.

(102) *Annales du Hainaut*, ms. autographe reposant à la bibliothèque publique de Mons, t. III.

(103) « A no très redoubté seigneur et prince monseigneur le ducq de Bourgongne venit en ledite ville, le xxli^e jour doudit mois (d'octobre), présenté une keuwe de vin de Biaune xlvij l. »

(1^{er} compte de Jehan Coispaul, massard de Mons, de la Toussaint 1446 à la Toussaint 1447.)

(104) « A Jehan monseigneur de Clèves et Aulof monseigneur son frère, qui le xxv^e jour doudit mois (d'octobre) vinrent en ledite ville, fu aussi fait présent de xxliij los de vin vj l. viij s.

» A monseigneur d'Ausy, le xxvj^e d'icelui mois, présenté xij los de vin.

. lxxj s. »

(Même compte.)

(105) « As huissiers d'armes de no très redoubté seigneur et prince monseigneur le ducq de Bourgongne, le ix^e jour de novembre, de ce compte, que no très redoubté seigneur revint à Mons du Quesnoit là où estet avoit une espasse de tamps, fu donnet de courtoisie ung escut guillermus en or de xl s.

« A nudit très redoubté seigneur et prince, qui le xxi^e jour doudit mois vint en ledite ville, fu fait présent de une keuwe de vin de Biaune . . .

. xli l. ij s. vj d. »

(2^e compte de Jehan Coispaul, massard de Mons, de la Toussaint 1447 à la Toussaint 1448.)

(106) Archives de l'État et de la ville de Mons. — Voy. Ch. Faider, *Coutumes du pays et comté de Hainaut*, t. I, pp. 157 à 170.

(107) 2^e reg. des consaux de Mons, fol. ij^exlj.

(108) « A no très redoubté seigneur et prince monseigneur le ducq de Bourgongne et à monseigneur de Charoloix, son filz, qui le x^e jour d'avril vinrent en ledite ville, fu fait présent de ij keuwes de vin, l'une de Biaune et l'autre de Franche blancq. lxx l. iiij d. ob. »

(Compte de Jehan Coispaul, massard de Mons, de la Toussaint 1447 à la Toussaint 1448.)

(109) « Le tierch jour de décembre, sour ce que on disoit no très redoubté damme et princesse et monseigneur de Charolois, lors estans à Vallenchiennes, devoir venir à Mons, rallant à Brexelles, se tinrent lesdis

eschevins ensamble, tant pour faire assamblier pluseurs dou conseil et des bourgeois de ledite ville pour aller à l'encontre de eulx et les révérender, comme pour adviser quel présent de vin on leur feroit ; mais ce jour no très redoubtée dame et mondit seigneur de Charolois ne peulrent venir plus avant que à Saint-Ghillaing, par les grandes nages qui estoient. Despendirent les dessusdis au disner ensamble lxxviii s. »

(3^e compte de Jehan Coispiaul, massard de Mons, de la Toussaint 1448 à la Toussaint 1449.)

(110) Conseil de ville tenu le jour saint Christophe 1450 : « Adont parlé » de le venue de monseigneur et de madame, qui venir devoient à Mons, » pour savoir se on leur feroit présent de vin. Conclud que oyl, sicomme : » à monseigneur le duc, se lui, madame et monseigneur de Charolois » viennent ensamble, ij keuwes, et se madame vient premiers j jour ou ij » devant une keuwe, et à nodit très redoubté seigneur et prince et mondit » seigneur de Charolois, se il venoient ensamble, ij keuwes, *veu le loncq* » *tamps que il avoit que venit n'estoient en ledite ville.* » (2^e reg. des » *consaux de Mons*, fol. ij^elxij.)

(111) « A no très redoubtée damme et princesse, qui le xxv^e jour dou mois de juillet vint en ledite ville, fu fait présent de une keuwe de vin de Biaune. xxxvij l. xij s. ij d.

» A no très redoubté seigneur et prince monsigneur le ducq de Bourgogne, qui despuis vint en ledite ville et avoecq lui monsigneur de Charolois, fu aussi présenté ij keuwes de vin de Biaune. iiij^{xx} l. vj s. »

« A aucuns compaignons tenans main au kar de no très redoubtée dame, qui le xxvij^e jour doudit mois vinrent en ledite ville avoecq nodite très redoubtée dame, fu donnet au command des eschevins. xvj s. »

(4^e compte de Jehan Coispiaul, massard de Mons, de la Toussaint 1449 à la Toussaint 1450.)

(112) « A nostre très redoubté seigneur et prince monsigneur le ducq de Bourgoigne, qui le xvj^e jour du mois de decembre vint en ledite ville, fu fait présent de une pippe de vin de Rin blancq et de une keuwe de vin de Biaune, a estet et fu payet en somme cxvij l. vj s. iij d. »

(5^e compte du même massard, de la Toussaint 1450 à la Toussaint 1451.)

(113) « Le mardi xv^e jour dou mois de decembre, l'an iiij^e et l, fu li » consauls en le maison de le paix. Adont fu parlet des lettres envoyes par » monsigneur le bailli de Haynnau, pour yestre avoecq les iij estas du » pays à Mons, venredi prochain et oyr certaines remonstrances que no » très redoubté seigneur et prinche en personne avoit intention de faire » faire, à lui grandement touchant. Conclud de y envoyer, de par le ville, » Hom et Ghellet, eskevins, et du conseil Crobin et Peissant, avoecq

» Ponchiel. *Item*, savoir se on fera présent de vin à monseigneur, à ceste
 » venue. Conclud que oyl, sicomme j^e keuwe de Beaune et une de Rin. »
 (2^e reg. des consaux de Mons, fol. ij^elxvij.)

(114) « Pour despens fais par pluseurs des eschevins et aucuns du conseil, le advocat et clers de le ville, les xvij, xvij, xix, xx et xxj^e jours du mois de décembre, que, au command dudit conseil, il furent besoingnier avoeq les autres des iij estas du pays, sour ce que nostre dit très redoubté seigneur et prince avoit requis as personnes desdis iij estas, pour secourir à aucuns ses affaires lors déclarez, de avoir aydde au dit pays de le somme de ij^e mil livres tournois à payer à v ans; sour coy, apriès advis prins ensamble et non d'accort, furent esleus par lesdis iij estas aucuns prélas, nobles et autres de par les bonnes villes, pour y pooir conclure, se faire se pooit, et ensuiant ce, furent rassablés les autres desdis iij estas, et à eulx donnet à congnoistre ce que besongnet on y avoit, et despuis envoyet faire le responce à no dit très redoubté seigneur; sour laquelle monsigneur le chancelier, ou nom de nostre dit très redoubté seigneur, vint en ledite maison de le paix et dit que nostre dit très redoubté seigneur avoit bien percheub le bonne volenté doudit pays et que il ne le vouloit point travailler se les autres ses pays ne li faisoient aussi aydde, lesquelz il avoit intention de requérir, et pour ce on tenist tout en secret jusques à ce que il aroit besongnet en ses autres pays. Frayèrent lesdis eschevins et dudit conseil au disner et soupper ensamble, avoeq aucuns signeurs et autres qui les compaignièrent, à le maison dou mas-sart, par ces v jours, le somme de lxj l. xv s. »

(Compte de Jehan Coispiaul, massard de Mons, de la Toussaint 1430 à la Toussaint 1431.)

(115) Conseil de ville du mercredi 23 décembre 1430 : « Adont par les
 » envoyez à le journée des iij estas cy-devant déclairée, fut faite relacion
 » du besongnement fait à ledite journée, lequel besongnement avoit esté
 » querqué par monsigneur le chancellier et les autres mess. du conseil
 » de nostre très redoubté seigneur et prince sur foy et honneur estre tenu.
 » en secret, sans le révéler à personne quelconque, et ainsy fu ordonné et
 » mis avant, chacun endroit soy, à ceulx estans en ce présent conseil, du
 » sceu et consentement de monsigneur de Croy, monsigneur le bailli de
 » Haynnau et autres du conseil de notre très redoubté seigneur, auquel
 » depuis le conclusion prinse il en avoit esté parlé. » (2^e reg. des consaux
 de Mons, fol. ij^elxvij v^o.)

(116) Le xxij^e jour doudit mois de décembre, que les dis eschevins
 pryèrent au soupper à le maison Jehan du Ponchiel, pluseurs des secré-
 taires de nodit très redoubté seigneur et autres de court, asquelz on avoit

trouvet grant adrèche quant ledite ville avoit envoyet et out à besongner par-deviers nодit très redoubtet seigneur, fu frayet et rendut audit Pouchiel qui presteit l'avoit xj l. xij s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1450 à la Toussaint 1451.)

(117) « Remonstre le receveur que le jour du Noël l'an l, monsigneur le ducq estant à Mons, il offry en se cappelle de l'ostel de Naste, à le première, seconde et tierche messe, iij escus guillermus, lesquelz maistre Jehan Louvrier délivra à mademoiselle de Hérimelz qui les mist en le trésorie. » (*Compte d'Andrieu Martin, receveur général du chapitre de Sainte-Waudrus, de St. Remi 1450 à St. Remi 1451.*)

(118) Chronique de Mathieu d'Escouchy, édition de G. du Fresno de Beaucourt, t. I, pp. 346 et suiv.

(119) « Le samedi xvij^e jour d'avril l'an iiij^e et l devant Pasques (1451, n. st.), fu li consaulx en le maison de le paix, tant pour parler de le garde de le ville pour le peneuse sepmaine et fiestes de Pasques comme pour le venue de nostre très redoubté seigneur et prince et de le fieste du Toyson que on entendoit devoir faire et tenir en leditte ville ou mois de may ensuivant.

« Pour le garde de leditte ville en leditte peneuse sepmaine et fiestes de Pasques l'an iiij^e et l, conclud de iiij hommes as portes jour et nuit, commenchant le jour dou blancq joesdi au viespre et pour continuer jusques au renon.

« *Item*, de aller à l'encontre de le venue no dit très redoubté seigneur et le bienvignier, et aussi lui faire présent de ij keuves de vin; *item*, de une à monsigneur d'Orlyens, se il venoit, et otant à monsigneur d'Allenchon.

« *Item*, que prestement soient mandés tous les chinequanteniers de ledite ville, pour savoir se il sont pourvus et estoiffés ainsi que il appertient, et avoecq leur commander que il fachtent savoir à leur diseniers, tant pour le tamps susdit comme despuis, ilz soient prest, armez et abastenez ainsi que il appertient, pour à toutes esmenchons traire es lieux là ou ils sont ordonnez à le garde de ledite ville, pour faire leur devoir.

« *Item*, que les connestables des connestablies de le ville soient mandés et à eulx dit que ils soient prest à tous effroix qui pourroient advenir, et ensi le faire savoir à leur gens, et que chacune nuit fachtent veillier en le maison de le paix ij personnes de leur connestablie non ordonnez as portes.

« *Item*, que il fachtent emplir plain d'iauwe aux pulx estans aval le ville leur tonniaux, comme il est accoustumé, pour secourir as périlz des

feulx ; et si soient les cambiers prests à tenir leur tonniaux plains d'iauwe, pour y faire leur dilligence et devoir.

» *Item*, que les maistres ouvriers de ledite ville soient ensamble sur le marchiet le plus qu'il puent, pour yestre prestz asdis périlz de feulx.

» *Item*, que les pulz aval ledite ville sur le wareskaix soient visetés et ossi les esquiellies, mecques, fallos et sayaux de cuir, pour yestre prest et s'en pooir aidier asdis effroix de feulx, se besoins estoit.

» *Item*, faire crier ès quarfours , de ramonner les keminées et despéchier les rues, et nettyer tant bos, pières et caillaux comme descombres et autres qui y puellent faire empeschement, et ossi de kars et karettés qui point ne sont quierqués.

» Et pour tant que il est venut à congnoissance que nodit très redoubté signeur et prince, à ce mois de may, a intencion de tenir le feste du Toison en ceste dite ville, là où grant nombre de gentilzhommes et autres poront venir, est ordonné que visitation soit faite par mess. eschevins des hostelz herbengables et ossi autres lieux où les fouriers de no très redoubté signeur ont mis ensaigne as maisons des bourgeois pour y herbengier et logier gentilzhoms et autres en cas de nécessité, pour ce que il estoit doute que les hostèleries ne peussent bien tout logier, et de faire visitation ès devant dites hostèleries et autres lieux, pour savoir le nombre de gens que avoir on y polroit et le rapporter par escript ; aussi à yceulx dire que il feyssent et fachtent adrèche gracieusement et courtoisement aux personnes qui y seroient et seront logies parmy payant leurs deniers : par coy il ne euissent et aient cause de eulx ent dolloir ; et avoècques asdis hostelens que se il perchevoient remoulx u autres choses en leurs gens qui peüst préiudicyer, que il le venissent et viègnent nonchier à le loy prestement, pour y pourvéyr ; et avoècq ce, que ceulx desdites hostèleries communes fachtent devoir de envoyer chacune nuit à le maison de le ville le nombre des personnes logies en leur hostelz, et si soient dilligens et songneux de le garde du feul.

» *Item*, que wait soit fait en ledite maison de le paix, chacune nuit, de j eschevin, ij du conseil, j sergant de le ville, arbalestrier, archier et canonnier, avoècq le wait ordonné de ij hommes de chacune connestablie.

» *Item*, que les caisnes de le ville soient tendues à tous effroix, c'est à entendre que ainsi soit segnefyet à ceulx qui les gardent pour ent faire devoir ou cas susdit, sans les tendre de nuit comme il est accoustumé, pour ce que pluseurs signeurs logiés empluseurs lieux, allant et venant à court, y puellent aller et venir moult souvent de nuit et hors heures.

» *Item*, de parler à monseigneur le baillieu de Haynnau, pour faire ban de par no très redoubté signeur, de tous ceulx qui ont avaines et autres

vivres à iiij lieuwes priès de Mons les amainer à vendre en ledite ville, sans les pooir mener autre part, durant le terme que nodit très redoubté signeur et prince et ses gens seront en ledite ville, pour eulx pooir estofter, adfin que point ne leur soient renchiéri.

» *Item*, que de par ledite ville soit ossi ban fait que tous bouchiers, cabarteurs et autres vendans vivres se ordonnent tellement de leurs dis vivres accatter et vendre que, pour le venue de nodit très redoubté signeur et ses gens, il ne soient point renchéri, sour enkéyr en le indignation de le loy, et prestement y pourvéir. » (2^e *reg. des consaux de Mons*, fol. ij^elxx v^e-ij^elxxij.)

(120) « A nodit très redoubté signeur et prince, le darain jour dou mois d'avril, que il vint en ledite ville tenir se fieste du Toison, fu fait présent de ij pièches de vin, l'une de Rin blancq et l'autre de Biaune.

xcvij l. xliij s. »

(Compte de Jehan Coispial, massard de Mons, de la Toussaint 1430 à la Toussaint 1431.)

(121) Adrien, seigneur de Humières et de Béquencourt.

(122) Jean, sire et heer d'Auxy, conseiller et chambellan du duc et premier chambellan du comte de Charolais. Fils de David et de Marguerite de la Trémouille, il mourut le 15 août 1474. Ses exploits sont longuement rappelés par Monstrelet et les autres chroniqueurs. Chastelain le nomme « chevalier moult clair, et dont les vertus et valeur sont esprouvées à sa » grant gloire. » Pierre le Prestre, abbé de Saint-Riquier, qui a vécu dans son intimité, dit de lui qu'il fut « en son temps le plus renommé chevalier » qui fust en la maison de Bourgogne, de son estat. Il eut on gouvernement le duc Charles en son enfance, dès incontinent qu'il fust osté de » la main de ses nourrices, et fut son premier chambellan tant qu'il » vesquit. »

(123) Henri de Borselle, seigneur de la Vère.

(124) Regnault, seigneur de Bréderode et de Viane.

(125) Jean de Melun, seigneur d'Antoing et d'Épinoy.

(126) Jean de Saint-Pol.

(127) Jean de Croy, seigneur de Chimay et de Thou sur Marne, conseiller et chambellan du duc de Bourgogne, grand bailli de Hainaut.

(128) Pierre de Bauffremont, seigneur de Charny et Monfort.

(129) Philippe, seigneur de Ternant, de la Motte et de Brumetel, conseiller et chambellan du duc.

(130) Antoine de Croy, seigneur de Portien et de Renty, premier chambellan du duc.

(131) Jean Germain, conseiller du duc.

(132) C'est vraisemblablement par erreur que messire Olivier de la Marche dit, dans ses *Mémoires*, liv. I, chap. XXII, que le duc d'Orléans fut en personne au chapitre tenu à Mons. Il a pu être trompé par les inscriptions des blasons des chevaliers de l'ordre, que l'on conserva jusqu'à la fin du siècle dernier, au-dessus des stalles des choinesses de Sainte-Waudru, dans l'ordre où ils avaient été placés pour la tenue du chapitre de la Toison d'or. Voici, du reste, les noms des chevaliers, tels qu'on les lisait autour de ces armoiries : *Du côté de l'épître*, Philippe, duc de Bourgogne (*seul en chef*). Alphonse, roy d'Aragon. Hue de Lannoy, seigneur de Santes. Charles, duc d'Orléans et de Valois. Jean de Vergy, seigneur de Fouvens et Vignom. Anthoine de Croy, seigneur de Portien et Renty. Pierre de Bauffremont, seigneur de Chargny et Monfort. Jean de Croy, seigneur de Chimay et de Thou. Jean de Melun, seigneur d'Antoing et Espinoy. Charles de Bourgoigne, comte de Carolois. Bauduin de Noyelle, seigneur de Casterelle. Adrian, seigneur de Humiers et de Béquencourt. *Du côté de l'évangile*. Guillebert de Lanoy, seigneur de Willerval. Jean, duc d'Alençon, comte du Perche. Le Bègue de Lannoy, seigneur de Molembais. Philippe, seigneur de Ternant, de la Mothe et Brumetel. Jean, seigneur de Crequi et de Canaples. Simon de Lalaing, seigneur de Montigny. Thiébaud, seigneur de Neufchastel. Jean de Saint-Pol, seigneur de Haulbourdin. Mathieu de Foix, comte de Cominge. Franche de Borselle, comte d'Ostrevant. Regnault, seigneur de Bréderode et de Viane. Henri de Borselle, seigneur de la Vère et Zameboir. Jean, seigneur et beer d'Auxy.

Lors de la construction d'autres stalles, Gaspard Everart, peintre, avait restauré les blasons de la Toison d'or, en 1545. Ces blasons ont disparu avec les stalles à la fin du siècle dernier.

(133) Cette offrande produisit vingt-cinq florins d'or qui furent reçus par la fabrique de l'église de Sainte-Waudru. On lit dans le compte du chapitre : « Remonstre ledit receveur que, à le feste de l'ordène du Toison, que mondit seigneur le ducq tint en ladite église de Sainte-Wadrut, le dimence second jour de may mil iiij^elj, furent offers par mondit seigneur et les chevaliers de ladite ordène, xxv florins d'or de pluseurs pris, que rechupt mess. Henry de Jausse, lesquelz il délivra ès mains de mesdemoiselles de Boulers, Espaigne et Marbaix, lors gouvrenans le fabricque d'icelle église.

» Remonstre ledit receveur que, à ledite feste du dit Toison, furent mises et assises sur le parement du grant autel, le samedi, dimenche, lundi et mardi, xxiiij estavelx, lesquelx revinrent à xxxviiij livres de chire, *item*, pareillement furent ledit dimenche à vegille et lundy à le messe, pour les trespassez soubz j candeller de bos estant au traviens du cuer

xxxj estavel pesant chacun ij livres, qui ne revinrent que à lij livres de chire : lesquelles deux parties monterent à iiij^{xx} livres de chire, rechulptes par ledit messire Henry, qui en doit tenir le compte. »

(*Compte d'Andrieu Martin, receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de St. Remi 1450 à St. Remi 1451.*)

(134) D'après de Bousau, *Histoire de Mons*, p. 148, le service pour les chevaliers défunts aurait eu lieu en l'hôtel de Naast. Inutile d'ajouter que c'est une erreur.

(135) Jean Chevrot, conseiller du duc.

(136) Nicolas Rolin, seigneur d'Aymeries et Raimés, mort en 1461.

(137) Bon de Reiffenberg, *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, pp. 31 et 32.

L'archevêque de Reims dut figurer parmi les hauts personnages qui se trouvèrent à la fête de la Toison d'or, puisque, profitant de sa présence à Mons, les chanoinesses de Sainte-Waudru, dans leur assemblée capitulaire du « mardi iiij^e jour de may l'an lj, » s'entretinrent avec les chanoines et les membres du conseil de l'église, des pardons et indulgences qu'elles pourraient solliciter de « nostre révérend père en Dieu monseigneur l'archevesque de Rains estant lors en le ville de Mons. » (*Compte d'Andrieu Martin, receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de Saint Remi 1450 à Saint Remi 1451.*) Parmi les chanoines de Sainte-Waudru présents à cette assemblée, on remarque *maistre Guillaume du Fayt*, ce qui fait voir que ce fameux musicien prêta son concours à la fête.

(138) J'ai emprunté la plupart des détails qui précèdent au chroniqueur Mathieu d'Escouchy, dont le récit a été republié par M. Charles Rousselle, dans les *Annales du Cercle archéologique de Mons*, t. VII, pp. 348 et suiv.

(139) Bon de Reiffenberg, *Histoire de l'ordre de la Toison d'or*, pp. 32-33.

(140) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 211. — *Œuvres de Georges Chastellain*, publiées par M. Kervyn de Lettenhove, t. VIII, p. 249. — Diegerick, *Inventaire des chartes et documents d'Ypres*, t. III, p. 205.

(141) Conseil de ville de Mons, tenu le 18 mai 1451 : « Adont fut parlé » de la requeste faite par nostre très redoubté seigneur, donnant à congnoistre que, pour l'amour et affection que il avoit à ceste ville, il y estoit venu tenir se feste de son ordre du Toison, jà eüst-il esté requis » de pluseurs autres villes qui présenté lui avoient à donner grant somme » de deniers, lesquelles il avoit refusé ; néantmoins il ne vouloit point » que ceste dicte ville lui feist aucun don. Mais, pour secourir aux grans

» despens que il avoit faiz à ceste cause, il requéroit que le ville lui
 » veulsist prester et faire responsce à plusieurs auxquelz il estoit tenu
 » pour se despense, jusques à le somme de ij^m liij^s l. t., pour icelle re-
 » prendre sur le premier paiement que le ville devoit ou deveroit de
 » l'aide darrainement à lui accordée par les liij estas de ce pays, sauf
 » certaines conditions à lui requises, desquelles mondit seigneur n'avoit
 » point esté content. Conclu de faire response sur ledite requeste que
 » ledite ville n'entendoit point que ledite aide eüst esté accordée par le
 » manière que on l'avoit donné à entendre. Et pour ce que icelle ville
 » n'estoit que partie de l'un des membres desdis liij estas et que elle ne
 » se vouloit en riens desjoindre desdis liij estas, si ne se vourroit point
 » avancer de sur le dite aide faire quelque prest : pourquoy faisoit à sup-
 » plier et tendre afin que mondit seigneur vouldist d'icelle ville estre
 » content, car elle estoit povre et grandement chargie. Et ou cas que de
 » ce ne vouldroit contenter, retourner arriere par-devers ledit conseil pour
 » le sourplus y avoir advis. » (2^e reg. des consaux, fol. ij^e lxxiiij.)

Conseil tenu le lendemain : « Adont fu fait relacion par les envoyés
 » envers le conseil de monseigneur le duc, sur le fait de la requeste faite
 » ou nom de mondit seigneur, pour avoir sur le ville, en fourme de
 » prest ij^m liij^s l. en le manière ci-devant déclairée, et de le response qui
 » sur ce faite avoit esté par ledit conseil, qui avoit esté aigre, mal pre-
 » nant entrée de le response que sur leur requeste faite on leur avoit.
 » Conclut de se retraire arriere par-devers ledit conseil, et de avecques
 » faire le mieulx que on pourra, en amenrissant la somme, se faire se
 » puet, et, se non, accorder ledit prest pour le rabattre sur le première
 » taille qui se lèvera ou pais, soit celle dont il a esté touchié, quand
 » accordée sera, ou autrement. »

(Même reg., fol. ij^e lxxiiij v°.)

(142) « A pluseurs personnes bourgois et masuyers de ledite ville,
 asquelz estoit deub pour despens faiz par nostre très redoubté seigneur et
 prince et ses gens, ou mois de may l'an xiiij^e lj, que il fist le fieste de
 son Toison en ledite ville, a estet payet, qui prestet fu par ledite ville à
 nudit très-redoubté seigneur, pour le rabattre sour le première aydde qui
 par le pays seroit à lui accordée, le somme de ij^m cccc l. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1430 à la Toussaint
 1431.)

(143) « A l'ordonnance de mess. du conseil, mayeur et eschevins,
 le xxj^e jour d'aoust, fu presentet à ma très-redoubtée dame et princesse
 madame la ducease de Bourgoingne x kannes de vin tenant xviiij los,
 dont il en y eut ix los de vin de Biaune, item ix los de vin de Rin

blancq iiij l. xix s. »

« A l'ordonnance de mess. du conseil, mayeur et eschevins, ledit xxj^e jour d'aoust, fut présentet à monsigneur de Charloix x kannes de vin tenant xvij los, dont les ix los estoient vin de Biaune, item ix los de vin de Rin blancq. iiij l. xix s. »

(Compte de Jehan Puttin, massard de la ville d'Enghien, du 1^{er} février 1451 au 31 janvier 1452, n. st. — Archives communales d'Enghien.)

(144) « A nostre très redoubté signeur monsigneur le ducq de Bourgogne, qui le v^e jour du mois de novembre vint en ledite ville et revenoit de Luxembourgq, comme on disoit, fu fait présent, au command des eschevins, de ij keuves de vin iiij^{xx}vj l. vj s. »

« Le samedi vj^e jour du mois de novembre, que no très redoubté signeur et prince monsigneur le ducq revint de Luxembourgq recevoir la possession de ce pays, comme on disoit, fu frayet au soupper par plusieurs des eschevins et autres bonnes gens de ledite ville qui allèrent à l'encontre, à se venue, pour le révérender et recommander sadite ville viij l. v s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1451 à la Toussaint 1452.)

(145) Van Doren, *Inventaire des archives de la ville de Malines*, t. I^{er}, p. 128. (*Datum in opido nostro Montis Hanonie, die decima sexta mensis novembris anno Domini millesimo quadringentesimo quinquagesimo primo.*)

(146) De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, éd. de M. Gachard, t. II, p. 93, note 2. — Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 385. — Chastellain, édition de M. le baron Kervyn de Lettenhove, t. II, p. 234. — M. E. Matthieu, *Histoire de la ville d'Enghien*, p. 193, dit que Philippe le Bou arriva en cette ville le 14 avril. Je n'en ai pas trouvé la preuve dans le compte communal d'Enghien.

(147) « A l'ordonnance du bailliu d'Enghien, mess. du conseil, mayeur et eschevins, fu présentet à mon très redoubté seigneur et prince monseigneur le ducq de Bourgoigne, quant il passa parmy ceste ville pour aller sour la ville de Gant, xvj cannes de vin viij l. xvj s. viij d. »

(Compte de Jehan Puttin, massard d'Enghien, du 1^{er} février 1452 au 31 janvier 1453, n. st.)

(148) Je crois faire chose utile en publiant quelques extraits des procès-verbaux des assemblées tenues alors par le conseil de ville de Mons.

Conseil du mercredi 29 mars 1452 (n. st.) :

« Adont sour les lettres closes envoyes par les eschevins, t conseil de Granmont à ledicte ville adfin de savoir par leurs lettres closes secrète-

ment se on volroit recevoir et logier le secret de leur ville de Granmont avoecq le secret de ledicte ville de Mons certaine espasse et jusques ad ce que autrement seroit pourvens ou temps qui à présent règnoit ou pays de Flandres, par l'inconvénient de ceulx de Ghand. Conclud sour ce de ent parler à monsigneur le bailli de Haynnau, et se il lui semble bon de faire asdis de Granmont toute adrèche en leur requeste, parmy ayant lettres de leur commun scel contenant desquierque de fortune de feul, puissance de prince ou autre cose. Ledit jour, en fu parlet audit monsigneur le bailli par Joye et Marez, eschevins, en monstrant lesdictes lettres; auquel sambla bon de asdis de Granmont, en ce et autres choses, faire adrèche et plaisir, veu que il estoient bons et loyaux subgez à nostre très redoubté seigneur. Et ensuivant celui advis, fu rescript asdis de Granmont par le manière que le minutte de ce estant ou coffre du siège des clers, en le maison de le paix, avoecq les lettres desdis de Gramont, contient. »

Conseil du lundi 17 avril 1452 :

« Adont sour le mandement oudit jour publyet, de par no très redoubté seigneur, que ceulx qui ont acoustumé de eulx armer et fréquenter les gherres atout ce qu'ilz polront faire et recouvrer de gens deffensables, se thiraissent envers lui, viers Audenarde ou autre part où il seroit, pour le assister contre les Ghantoix, et que messigneurs dou conseil à Mons avoient requis asdis eschevins que leur gens accoustumés de eulx armer il feissent aprester pour aller en service et aydde de nudit très-redoubté seigneur, ja ne fuist point ledit mandement si especial. Conclud sour ce de assembler ceux du conseil de monseigneur et autres bonnes gens notables de ledite ville avoecq le conseil et connestables des connestables, et leur remonstrer l'estat du tamps de gherre présent, en requérant leur advis qu'il est de faire pour le garde de ledite ville. »

Conseil du 20 avril 1452 :

« Fu li cousaulz en le maison de le paix,... et ne fut lors riens besognié à l'occasion de le venue du bastart de Roisin, qui sourvint en le maison de le ville, ledit conseil estant ensemble, lequel apporta lettres de nostre très redoubté seigneur et prince contenant que envoyer on lui vouldist le plus grant nombre de gens de trait, tant arbalestriers, archiers comme autres, à estre le samedi ensuivant, au plus tard emprez lui nostre dit très redoubté seigneur environ le ville d'Ath. Sur lesquelles lettres et le crédence qu'il exposa sur celui fait, non desrogant au contenu de leditte lettre, il fut délibéré de à l'aprez-disner ledit conseil remettre ensemble avecques les connestables et autres bonnes gens de le ville, pour sour ce avoir délibération. »

Conseil du 25 avril 1432 :

« Adont furent lieutes unes lettres envoyées par nostre très redoubté seigneur aux prévost, jurez, eschevins et conseil de le ville de Mons, par lesquelles il requéroit que envoyer on lui vouldist tous les cannoniers que faire on pourroit en ledite ville avecques leurs varlez ou gens à ce propices pour les servir, et il leur feroit faire paiement de leurs journées et vacations pour le temps qu'ilz seroient occupez en son service. Conclut, — attendu que, dymence darrain passé, on y avoit envoyé tout ce de gens de trait que finer on avoit peut, par le sceu du bastart de Roisin, pour ceste cause envoyé en ladite ville par nostre dit très redoubté seigneur, — que bon estoit de sursér, sans y autres envoyer, et de escrire envers ledit bastart que ledite ville il vouldist escuser par-devers nostre dit très redoubté seigneur, selon que il avoit perceu qu'il appartenoit. »

Conseil du 27 avril 1432 :

« Fut lors parlé des lettres envoyées à messeigneurs eschevins, le vesprée passée, par Jehan du Terne et Thierry Yoncroye, aussi des butins qui se amainent en le ville, des prisonniers qui se mainent parmy ledite ville, et de le venue des Bourguignons ou service de nostre très redoubté seigneur. Conclut de envoyer Jaspard de Cuesmes et Jehan de Poncheau par-devers monseigneur le bailli de Haynnau, tant pour le conjoir de le belle fortune advenue à nostre très redoubté seigneur et lui, comme pour savoir comment le ville se aroit à contenir sur le fait desdis butins et prisonniers, et aussi contre le venue desdis Bourguignons et de le garde du povre peuple du país. »

Conseil du 20 mai 1432 :

« Adont, pour plus grant sceurté de ledite ville, sour ce que parlet fu de savoir (ce qu'il y a à faire touchant la garde des portes et de la maison de la paix), pour pouvoir pourvoir ad ce que de nuit pouvoit sourvenir, et se alloient et venoient pluseurs, tant flamens comme autres en ledite ville, dont on ne avoit point bien congnoissance, parce que les hostellens n'en faisoient quelque rapport. Fu conclud dudit wait entretenir et de faire ban que tous hostelens quelconques feissent rapport par escript chacune nuit au wait de le maison de le paix, des noms des personnes logies en leur hostelz, sour certaine amende, etc. »

« Item, que bon seroit de faire visitation ès hostelz et lieux là où on poroit prendre doubte, et que aucuns des eschevins acompaigniés allaisent aucunes fois de nuit par la ville, pour pourvoir ad ce que pluseurs alloient et venoient armez et abastonnez, faisans hustins et débas. »

Conseil du 9 juin 1432 :

« Adont furent monstrées et lieutes lettres de par monseigneur le bailli

de Haynnau, en son privé nom, en datte le viij^e de juing, apportées hastivement par Thierry Yoncroye, par lesquelles sur ce que les Gantois continuoient en leur désobéissance, faisant semer parolles que se il avoit puissance qui tenist les camps ils le combatteroient, il segnoïoit à ledite ville que nostre très redoubté seigneur estoit délibéré estre en personne et à puissance merquedi prochain ensuivant le datte desdites lettres sur les camps, pour atendre toute puissance. » (Le bailli espère que les échevins enverront à l'armée du duc des archers et couleuvriniers en aussi grand nombre que possible, etc.) « Conclut sur ce de y envoyer xl archiers et vj ou x coulouvriniers, se finer on en pavoit bien estoffez, et pour les conduire Jaspert de Cuesmes, eschevin, et Henry le Dangereux, du conseil, pourvus et estoffés d'argent de par le ville jusques à ce que ilz seront aux gaiges de monseigneur, et que lesdis conducteurs avisassent de avoir chevaux et ung kar pour eulx, aux despens de le ville. »

Conseil du 17 juin 1452 :

« Adont sur ce que on avoit sceu que les flamens avoient bouté le feul et ars les villes de Grantmont, Lessines, Acrène et Ghoy, parlé de le garde de le ville et du wait d'icelle, savoir se il estoit bien estoffé à apaisement. Et conclut Christoffe du Parcq, Jacque de Hom, Jehan du Postich, Jehan Ghellet, Estienne de Gembleux, Philippe de le Val, Colart Grohin et Jehan du Ponchel, du conseil, avecques Colart du Marez, Jehan de Peissant et Jehan Lestuveur mettre ensemble ce jour, à l'aprez-disner, pour aviser sur lesdis garde et wais, et le provision que ilz percheveront estre bonne et prouffitable le mémorier et rapporter en conseil, pour au sourplus y besoignier et conclure, si que il appertenoit. »

Au conseil du 20 du même mois, « fut lieut l'advis fait par les dessusdis commis à le garde de ledite ville, et conclut ledit advis estre bon à entretenir et le mettre sus le plus brief que faire se pourra. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. ij^e iiij^{xx} viij-ij^e iiij^{xx} xliij.)

(149) « A nostre très redoubté seigneur et prince, qui le xvij^e jour du mois d'aoust vint en ledite ville et s'en alloit à Lille en Flandres, là où son conseil et les ambassadeurs du roy estoient, comme on disoit, pour cause du traité de le paix desdis Ghantoix, fu fait présent, au command des eschevins, de ij keuves de vin lxxix l. vj s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1451 à la Toussaint 1452.)

(150) Conseil de ville du 15 janvier 1454, n. st. :

« Adont parlet de monseigneur de Charolois qui devoit venir à Mons en passage pour alier à Namur, pour le baptisement de l'enfant monseigneur de Croy, savoir se on yra contre luy et fera présent de vin. Conclut que de lui faire présent de une keuve de vin de Biaune, se il vient, et de

aller sous les camps à l'encontre, veu que ce n'est que passage, on s'en pouoit bien déporter. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iij^exx.)

(151) « A nostre très redoubté seigneur monseigneur le comte de Charolois, le xvii^e jour dudit mois, que il vint en ledite ville, passant oultre avecq madamme de Bourbon, pour aller lever enfant monseigneur de Croy, à Namur, comme on disoit, présenté une keuwe de vin de Blaune, tenant iij muis v estiers. xliij l. xv d. »

(8^e compte de Jehan Coispiel, massard de Mons, de la Toussaint 1453 à la Toussaint 1454.)

(152) *Annales du Hainaut*, éd. des Bibl., t. IV, p. 231.

(153) M. de Barante, t. II, p. 131, de l'édition de M. Gachard, dit qu'en revenant de la Bourgogne, le duc serendit à Lille, au mois de février 1435, tandis qu'on lit dans les *Mémoires* d'Olivier de la Marche, que « le bon duc » se partit de ses pays de Bourgogne, et vint tout droit à Valenciennes, » et que, d'autre part, le combat judiciaire qui devait avoir lieu en cette dernière ville, après avoir été fixé au 29 avril 1435, fut remis au 20 mai suivant, afin que le duc pût y assister. — Henri d'Outreman, *Histoire de la ville et comté de Valenciennes*, p. 336, dit que « le bon duc Philippe » arriva en ceste ville le xix iour de may accompagné du comte de Charolois son fils, et force noblesse. » On remarquait parmi les personnages de sa cour Adolphe de Clèves, Nicolas Rollin, son chancelier, Philippe de Lalaing, Bauduin et Jacques de Roisin. (*Mémoires* de Cocqueau, t. II, p. 188.)

(154) Olivier de la Marche, *Mémoires*, liv. I, chap. XXXII. — *Œuvres de Chastellain*, édition de M. le baron Kervyn de Lettenhove, t. III, p. 38. — H. d'Outreman, *Hist. de Val.*, p. 335. — Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 233. — De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition citée, t. II, p. 132. — Le Glay, *Notices sur les duels dans le nord de la France*, dans les *Archives historiques du nord de la France et du midi de la Belgique*, t. I, p. 85. M. Le Glay a pris pour guide dans son narré le chroniqueur Mathieu de Coussy, écrivain contemporain. — L. Cellier, *Recherches sur les institutions politiques de la ville de Valenciennes*, p. 232.

(155) Le duc venait de nommer ce personnage prévôt de la ville de Valenciennes, « contre toutes les anciennes coustumes et libertez de la ville, car il estoit bastard, mais très riche, bon, simple, prud'homme.... Sy s'estoit là le duc venu rendre pour mieux veoir à son aise la bataille, d'autant que ceste maison estoit à l'opposite de la maison de ville, faisant le coin de la ruyelle de Haspres, tirant après le beffroy. » Cellier, p. 235.

(156) Olivier de la Marche.

(157) Conseil du samedi nuit de Pâques fleuries l'an iiij^e liiij (v. st.).
Fol. iij^exxxj du 2^e registre des consaux de Mons.

(158) *Gouge*, sorte d'arme.

(159) *Alliers*, côtés.

(160) *Hourt*, échafaud sur lequel on représentait des mystères, des scènes pastorales, des traits de l'histoire ou de la mythologie.

Taublet, tablette pour écrire.

(161) C'était une image de la triste situation de l'église catholique.

(162) *Manechera*, menacera.

(163) Il s'agissait, on le voit, d'exciter le duc de Bourgogne à marcher sur les traces de son illustre prédécesseur.

(164) Cet artisan mériterait d'être mieux connu, à cause de l'importance de ses travaux hydrauliques. Le magistrat de Mons se l'était attaché comme *gouverneur de la fontaine* de cette ville dont les eaux provenaient de près de deux lieues de loin.

(165) *Ses fleurs*, son fils.

(166) La rue de Naast s'étendait de la rue Samson à la rue des Cinq-Visages. On l'a appelée depuis lors la rue de la Terre-du-Prince, et l'ancienne ruelle de Naast a pris la dénomination de rue de Naast.

(167) *Escorer*, exhaurer.

(168) Cahier annexé au 2^e reg. des consaux de Mons, entre les fol. iij^exxxij et liij^exxxliij.

(169) Conseil de ville tenu le 4 juillet (jour saint Martin le Bouillant) 1453. Des compagnons qui se proposaient de représenter divers mystères, obtinrent du conseil un subside et les costumes que la ville avait fait faire pour l'entrée du duc.

(170) « A l'ordonnance du bailliu d'Enghien, mess. du conseil, mayeur et eschevins, le v^e jour de juing, fu présentet à monsigneur de Charoloix ij kannes de vin de Rin blancq tenant iij lots; *item*, ij kannes de vin de Biaune tenant iij lots; *item*, ij autres kannes de vin de Biaune tenant iij lots; *item*, ij kannes de vin franchoix tenant iij lots . lxiij s. vj d. »

(Compte de Jehan Puttin, massard d'Enghien, du 1^{er} février 1455 au 1^{er} février 1456, n. st.).

(171) *Chroniques*, t. III, p. 344. — Voy. Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 248. — E. Matthieu, *Histoire de la ville d'Enghien*, p. 112.

(172) « A l'ordonnance du bailliu d'Enghien, mayeur et eschevins, le iij^e jour du moix de march, fu présentet à monseigneur de Charloix vij kannes de vin tenant xij lots, dont qu'il y eult ix lots de vin de Rin

blancq à vij s. vi d. le lot, iij de vin à vij s. iij d. le lot. iiij l. ix s. iij d. »
(Compte de Jehan Puttin, massard d'Enghien, du 1^{re} février 1457 au 31 janvier 1458, n. st.)

(173) Conseil du 5 mars 1457, n. st. : « De le venue que on entendoit » prochainement yestre en le ville par monsieur le duc, monsieur de » Charoloix et monsieur le dauphin, savoir comment pour l'onneur de » ledite ville on se ara à ordonner. Conclud sour ce les aller bienvignier le » plus honnestement et gratieusement que on polra, et faire présent de » ij keuwes de vin à monsieur, ij au dauphin et une à monsieur de » Charoloix. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iij^elj.)

(174) « Le ix^e jour de juillet, que nostre très redoubté seigneur et prince vint en ledite ville, furent aucuns desdis eschevins et du conseil, acompaigniés de pluseurs bourgeois d'icelle, à l'encontre de lui sour les camps, pour le bienvignier et révérender, et autres demorèrent en le maison de ledite ville, en les attendant, pour prestement nostre dit très redoubté seigneur venu en ycelle, aller faire présent de vins, et frayèrent au soupper ensamble ix l. xvj s. iij d.

» A nostre très redoubté seigneur et prince monsieur le ducq de Bourgongne, qui, le ix^e jour de juillet, vint en ledite ville, fu fait présent de ij keuwes de vin cxxv l. viij s. »

(2^e compte de Gobiert Joye, massard de Mons, de la Toussaint 1456 à la Toussaint 1457.)

(175) « Le xxviij^e jour du mois d'aoust, que nostre très redoubté seigneur vint en ledite ville, furent aucuns desdis eschevins et du conseil, acompaigniés de pluseurs bourgeois d'icelle, sour les camps, contre nostre dit très redoubté seigneur, pour le bienvignier et révérender, et frayèrent à leur rethour, au soupper ensamble en le maison de le paix . . ix l. iij s. »

« A nostre dit très redoubté seigneur et prince, qui le xxviij^e jour dudit mois revint en ledite ville de son pays de Pikardie et s'en alloit en Braibant envers monsieur le dalphin, comme on disoit, fu fait présent de ij pièches de vin cxxv l. xij s. »

(Compte cité plus haut.)

(176) « A l'ordonnance des bailliu d'Enghien, mayeur et eschevins, ou moix de juillet, fu présentet à ma très redoubtée damme madame la ducesse de Bourgoigne viij kannes de vin. c s. »

« A l'ordonnance des bailliu, mayeur et eschevins, fu pareillement présentet, ce propre jour, à mon très redoubté seigneur monseigneur le comte de Charloix vij kannes de vin lxxv s. »

« A l'ordonnance desdis bailliu, mayeur et eschevins, fu pareillement présentet, le dessusdit jour, à ma très redoubtée dame madame le contesse

de Charloix, vij kannes de vin lxxv s. »

« A l'ordonnance desdis bailliu, mayeur et eschevins, ledit jour, a esté donnet de grasse à Jehan Wallet, qui fait le fol, qui venu estoit en la compaignie de madite très redoubtée dame madame la ducesse et de mondit très redoubté seigneur monseigneur le comte de Charloix. vj s. »

(Compte du massard d'Enghien, cité précédemment.)

(177) « Pour ottel (aller au devant du prince, etc.) fait à le venue de monseigneur de Charoloix, le iij^e jour de septembre ensuiuant, que il vint en ledite ville, et auquel fu fait présent de vin en cercle, paiez ix l. xvj s. ij d. »

« A monsigneur de Charoloix, qui leij^e jour de septembre, vint en ledite ville, fut fait présent de une pièche de vin de Rin. lxxij l. xij s. vj d. »

(Compte du massard de Mons, cité plus haut)

Une résolution avait été prise par le conseil de ville, le 6 août précédent, touchant l'arrivée probable du duc, du dauphin et du comte de Charolais. « Conclud (porte cet acte), se monseigneur de ducq, monseigneur le dauphin et monseigneur de Charoloix viennent par-dechà, » faire présent de vin otel que advisé on avoit paravant le v^e jour de » march l'an lvj (1457, n. st.). » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iij^eliiij v^e.)

(178) « A monsigneur de Charoloix, le xx^e jour du mois d'octobre, que il rapassa, en retournant au Quesnoy, fu encores présenté une keuve de vin de Beaune, qui monte. xlvij l. »

(Compte précité du massard de Mons, de la Toussaint 1456 à la Toussaint 1457.)

(179) *Mémoires de Cocqueau*, t. II, p. 194.

(180) « Le xx^e jour de novembre, que nostre très redoubté seigneur et prince monseigneur le ducq et aussi monsigneur de Charoloix, son filz, vinrent en ledite ville, furent pluseurs desdis eschevins et aucuns du conseil et bourgeois d'icelle à l'encontre de eulx sour les champs pour les bienvignier et leditte ville recommander, et apriès ce que il furent entrés en leditte ville, leur fu fait présent de vin en cercle, et frayèrent lesdis eschevins ensamble au soupper vj l. xvj s. »

« A nostre très redoubté seigneur et prinche monsigneur le ducq de Bourgongne, qui le xx^e jour dudit mois vint en leditte ville, acompaignié de nostre très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, son filz, fu présenté à l'ordonnance du conseil ij pièches de vin . . . cv l. vj s. »

» Audit monsigneur de Charoloix, pour une autre pièche de vin de Biaune, adont à lui présentée lvij l. xj s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1457 à la Toussaint 1458.)

(181) *Mémoires de Cocqueau*, t. II, p. 196.

(182) Marie de Bourgogne naquit à Bruxelles, le 13 février 1457. On lit dans le compte du massard de Mons, de la Toussaint 1456 à la Toussaint 1457 : « A ung des chevaucheurs de nostre très redoubté seigneur » et prinche qui le xv^e jour de février aporta lettres à ledite ville contentant que madame de Charoloise estoit adjute d'enfant à Brexelles, » le xii^e jour d'icelui mois, fu donné l s. »

(183) Conseil de ville du 28 mars 1458, n. st. : « De le venue madamoiselle fille monsieur de Charolois, savoir comment on s'en ordonnera. » Conclud de le aller et ceux qui l'amenront bienvignier, présenter vin » et faire don et courtoisie à le nouriche, et à madamoiselle j jeuviel » doret en vallue de environ de xxxvj à xl escus d'or, et à ledite nouriche x piettres d'or. » — On lit dans le compte du massard de Mons, de la Toussaint 1457 à la Toussaint 1458 : « Le xxvii^e jour du mois de » march, fu présenté et donné à madamoiselle fille de monsieur de » Charolois, qui venue estoit première fois en ledite ville, une coupe » d'argent dorée par-dedens et par-dehors, ycelle pesant iiij mars une » onche et demie, accattée xxvj livres le marcq, payet, parmi viij sols » donués à j compaignon, lequel on envoya quérir ledite coupe là où » elle estoit, le somme de cix l. v s. vj d. »

» A le nouriche de madite damoiselle donnet adont de courtoisie xix l. »

» A madamoiselle fille nostre très redoubté seigneur et monsieur de » Charolois, fut fait présent, le xxix^e jour dudit mois, que elle vint à » Mons première fois, de lxiiij lots de vin. xix l. iiij s. »

(184) « Audit monsieur de Charolois, qui le v^e jour d'avril ensuivant vint en ledite ville au batisement de l'enfant monsieur le bailli de Haynnau, fu présenté, à l'ordonnance du conseil de ledite ville, une pièche de vin de Biauue l l. xij s. ij d. »

(*Compte précité du massard de Mons.*)

(185) « Pour le venue denostre très redoubté seigneur, aussi monseigneur le dauphin et monseigneur de Charolois, conclut otel que le » vi^e de march an lvj cy-devant, et enquérir à personne congnoissant à » cuy et comment on s'ordonnera, aussi requérir plusieurs pour yestre » montez et habilliés honnestement. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iiij^elxij.)

(186) « A l'ordonnance du bailliu d'Enghien, mess. du conseil et des eschevins, le vj^e jour de juing, fu présenté à monseigneur de Charlois viij kannes de vin iiij l. »

(*Compte de Jehan Puttin, massard d'Enghien, du 1^{er} février 1458 au 31 janvier 1459, n. st.*)

(187) « A nostre très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, le xx^e jour dudit mois de juin, que il vint de le ville du Quesnoit pour ent aller à Brexelles, fu fait présent de une pièche de vin xxxv l. »

(3^e compte de Gobiet Joye, massard de Mons, de la Toussaint 1457 à la Toussaint 1458.)

(188) On l'y attendait depuis plusieurs jours. On lit, en effet, qu'au conseil du 7 du même mois fut « parlé de le venue de monseigneur prochaine.

» Conclud de aller contre luy et li faire présent de j^e keuwe de vin de » Biaune et une de Franche. » 2^e reg. des consaux de Mons, f. iii^e lxxvij. »

(189) « A nostre très redoubté seigneur et prinche monseigneur le ducq de Bourgoigne, qui le xv^e jour du mois d'octobre vint en ledite ville, là où il avoit fait assamblar les iij estas de son pays de Haynnau, fu fait présent, au command des eschevins, de ij keuves de vin . . . lxxxij l. xij s.

« Le xv^e jour d'octobre, que nostre très redoubté seigneur vint en ledite ville, se tinrent ensamble les eschevins, massart, clercq et sergans d'icelle, tant pour faire assamblar pluseurs dudit conseil et bourgeois de le ditte ville, pour aller à cheval sour les champs à l'encontre de nostre dit très redoubté seigneur, pour le bienvignier et révérender, comme pour apriès se venue en ycelle lui faire présent de vin, et frayèrent au soupper ensamble xl. xj s. viij d. »

(Compte du massard de Mons, cité plus haut.)

(190) « Au devant dit monseigneur de Charoloix, le xviiij^e jour de ce mois. que lors il revenoit de Hollande, fut fait présent de une pièche de vin de Beaune xl l. xvj s. »

« A nostre très redoubtée dame et princhesse madame la duchesse de Bourgongne qui aussi lendemain vint en ledite ville et avoit grand terme que estel ne y avoit, fu fait présent de une keuwe de vin de Beaune. .

ll. viij s. »

(Même compte.)

(191) « Le xv^e jour dudit mois d'octobre, que les liij estas du pays estoient assamblez en ledite ville, furent aucuns desdis eschevins et du conseil, les ij consilliers et clercq d'icelle ville à ce commis ensongnyés à besongner avœcq les autres desdis iij estas ledit jour, et par liij jours ensuians, tant sour le requeste faite par nostre dit très redoubté seigneur pour les causes par lui faites déclarer de avoir au frait et despens du pays, le terme de vj sepmaines, se besoins estoit, le moittiet des gens de trait des confraries d'icelui pays, arbalestriers, archiers et canonniers, et aussi le moittiet des ribaudiaux et autres habillemens de gherre qui y estoient au deseure de ce nécessaire pour le garde des lieux, laquelle chose lui fu accordée, comme sour le requeste faite depuis par monseigneur de

Thou et autres seigneurs, ou nom de nostre très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, de le somme de xviiij mil livres tournois audit pays, pour sen estat entretenir ; sour coy, après délibération, veu que c'estoit sa première requeste et affin que il eüst ledit pays en plus grant recommandation, lui fu accordé en manière de grasse, pour ceste fois, le somme de viij mil livres tournois à payer en iiij ans, sicomme ij^m livres l'an, moittiet à le Saint-Jehan et l'autre au Noël et le premier paiement faire à le Saint-Jehan l'an xiiii^e lix. Frayèrent les dessusdis. . xl l. xix s. •

(*Même compte.*)

Au lieu de 18,000 livres de notre texte, il faut lire 8,000. C'était 18,000 livres, monnaie de Hainaut, que mons. de Thou avait proposé d'accorder comme aide au comte de Charolais. Mais les états accordèrent la somme de 8,000 livres seulement, comme *don* « et non point en fourme de taille. » Cette demande particulière avait été faite aux états lorsqu'ils se trouvaient à l'hôtel de Naast pour donner réponse à la demande du prince, et après que celui-ci se fut retiré. — Conseil de ville de Mons, du jeudi 19 octobre 1438. (2^e *reg. des consaux*, fol. liij^e lxviij.)

(192) Fourdin, *Inventaire des archives d'Ath*, t. I, p. 28.

(193) *Cartulaire des rentes et cens dus au comte de Hainaut*, n^o 23 des public. des Biblioph. de Mons, t. I, p. 207.

(194) Au conseil du samedi 28 octobre 1458, on s'entretint de la question de « savoir se on feroit présent de vin à madame de Charoloix avoecq » le jeuviel que on li volloit donner à sa première venue à Mons » (2^e *reg. des consaux de Mons*, fol. liij^e lxviij v^o.)

(195) « Pour le past de mademoiselle Margherite de Nuefchasteau fille de messire Jehan de Nuefchasteau, seigneur de Montagut, et de dame Margherite de Castre, sa femme, laquelle eage de vij ans et demy ou environ, fu le dimence x^e jour de décembre an lviiij, présents madame la duchesse, Alof de Clèves, le marissault de Bourgongne, monseigneur le bailliy de Haynau et pluseurs autres, receue en la chanonie et prébende de l'église madame Sainte-Waudrut par le contract du mariage demoiselle Guillemotte Hennin, fille de messire Pière, seigneur de Boussut, a esté receu lx s. blans. » (*Compte du receveur général du chapitre de Sainte-Waudru, de 1458-1459.*) On appelait *past* le banquet de réception.

(196) Conseil de ville du samedi 30 décembre 1458 : « De le revenue » de monseigneur de Valenchiennes à Mons, où allez estoit pooit avoir environ xvj jours, savoir se on lui feroit présent de vin et ghait pour cause » des gellées. Conclud de faire présent de vin et de faire ghait à le paix. »
(*Même reg.*, fol. liij^e lxix v^o.)

(197) *Mémoires de Jean Cocqueau*, t. II, p. 216.

(198) *Idem*, p. 217.

(199) Elles sont insérées dans ma *Description de cartulaires et de chartiers du Hainaut*, t. IV, pp. 104-111.

(200) « A nostre très redoubté seigneur et prinche, qui celui jour (darrain janvier) au tart, vint de Valenchiennes en ledite ville de Mons, fu fait présent, au command des eschevins, de deux keuves de vin, l'une de Franche et l'autre de Beaune iiij^{xxj} l. xij s. ix d. »

(*Premier compte de Bauduin le Fèvre, massard de Mons, de la Toussaint 1458 à la Toussaint 1459.*)

(201) « A nostre très redoubtée dame madame de Charoloix, le xv^e jour dudit mois (de février), que lors elle vint en ledite ville de Mons pour lever l'enfant de monsieur de Charny, fu fait présent, au command des eschevins, de une keuve de vin de Franche vremeil, payet. xxxij l. vj s. x d.

» A Jaque monseigneur de Bourbon et à monseigneur le bastart de Bourgogne, lesquelz vinrent audit baptisement et disnèrent ensamble à l'ostel à l'Angle, fu présenté xxxij los de vin, moitié Beaune et l'autre de Franche vremeil ix l. iiij s. »

(*Même compte.*)

(202) « A nostre très redoubté seigneur monsieur de Charoloix, revenu de Hollande nouvellement, qui le xx^e jour dudit mois (de may) vint en le dite ville, fu fait présent, au command des eschevins, de ung poinchon de vin de Beaune xxvj l. viij s. »

(*Même compte.*)

(203) « Le xvii^e jour du mois d'aoust, que madame de Charoloix vint en ledite ville, fu encores à elle fait présent de ung poinchon de vin de Beaune. : xxij l. xvij d. »

(*Même compte.*)

(204) « A nostre dit très redoubté seigneur monsieur de Charoloix, qui le xxiiij^e jour dudit mois d'aoust vint en ledite ville, fu encores présenté ung poinchon de vin de Beaune xxviij l. viij s. vij d. »

(*Même compte.*)

(205) « A nostre très redoubté seigneur monsieur de Charoloix, qui le xxi^e jour dudit mois de novembre vint en ledite ville, fu fait présent de ung poinchon de vin de Beaune xxij l. xvj s. »

(*2^e compte du même massard, de la Toussaint 1459 à la Toussaint 1460.*)

(206) « Au devant dit monsieur de Charoloix, le v^e jour du mois de février, que il vint en ledite ville, fu aussi présenté ung poinchon de vin de Baune xxiiij l. xxij d. »

(*Même compte.*)

(207) « A nostre très redoubté seigneur et prince monsigneur le ducq de Bourgoingne, qui le iiij^e jour de march vint en ledite ville, et s'en alloit au Quesnoit pour lever l'enfant de monsigneur Aldof de Clèves, comme on disoit, fu fait présent de deux keuwes de vin. . . lxxvii l. iiij s. vi d. »

« Le iiij^e jour du mois de march, que on entendy nostre très redoubté seigneur et prince venir de Brexelle à Mons, pour aller au Quesnoit, au baptisement de l'enfant monsigneur Aldof de Clèves, se misent les eschevins et aucuns du conseil ensamble tant pour aller contre lui et le bienvignier comme pour faire présent de vin, quant venus seroit en ledite ville et frayèrent à leur rethour ensamble en le maison de le paix viij l. iij s. vj d. »

(Même compte.)

(208) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 237, et De Boussu, qui l'a copié (*Histoire de Mons*, p. 151) prétendent que la première pierre de l'église de Sainte-Waudru de Mons fut posée le 13 mars 1460 « par » quelque grand personnage au nom du duc Philippe, abbé séculier du « vénérable et illustre collège de ladite église, le duc étant détenu malade en Bruxelles. » J'ai prouvé depuis longtemps, par des documents authentiques, que la première pierre de cet édifice a été posée le vendredi 13 mars 1450 par deux chanoinesses et deux jeunes enfants de la noblesse du pays, Ernoul de Trazegnies et Oste de Hoves. On vient de voir, en outre, que le duc n'était pas retenu à Bruxelles en mars 1460, mais qu'il voyageait.

(209) « Le xx^e jour du mois d'aoust, que nostre très redoubtée damme madamme de Charoloise vint en leditte ville, fu fait présent de ung poinchon de vin de Beaune. xxij l. xj s. iij d. »

(Même compte.)

(210) Diegerick, *Inventaire des archives d'Ypres*, t. III, p. 248.

(211) « A nostre très redoubté seigneur monsigneur de Charoloix, le ix^e jour du mois de décembre, que il vint en ledite ville, fu fait présent de ung poinchon de vin de Biaune nouvel. xxviiij l. xvj s. »

(3^e compte de Bauduin le Fèvre, massard de Mons, de la Toussaint 1460 à la Toussaint 1461.)

(212) « Au dit monsigneur de Charoloix, qui le xxj^e jour du mois de jenvier, vint encores en ledite ville, fu présenté ung poinchon de vin de Biaune xxxij l. viij s. »

(3^e compte de Bauduin le Fèvre, massard de Mons, de la Toussaint 1460 à la Toussaint 1461.)

(213) « A très puissant prinche monsigneur le daulphin, aisnet fil du roy de Franche, le viij^e jour du mois de may, que il vint à Mons, première

fois, fu fait présent de iij keuves de vin clxiiij l. xix s. iij d. »
(*Même compte.*)

(214) Voy Wauters, *Géographie et histoire des communes belges*, canton de Genappe, p. 3.

(215) « A monsieur de Charoloix, le xxiiij^e jour de juillet, que il vint en ledite ville et s'en alloit viers le nouviel roy de Franche, comme on disoit (lequel se tenoit en le ville d'Avesnes), fu fait présent de j poinchon de vin de Biaune xxvj l. xvij s. ij d. »
(*Même compte.*)

(216) Cette description du service funèbre célébré à Avesnes est particulièrement tirée de G. Chastelain; elle rend inadmissible la version de T. Basin, évêque de Lisieux, qui dit que le roi « en passant à Avesnes, y » fit célébrer, pour son père, un service funèbre dont la parcimonie mon- » trait son mauvais cœur. » *Histoire du règne de Louis XI*, par Basin.

(217) Jean, bâtard d'Armagnac, chevalier et chambellan de Louis XI, qui mourut en 1473, étant maréchal de France.

(218) Michaux, *Chronologie historique des seigneurs d'Avesnes*, p. 330.

(219) Louis XI fit son entrée à Paris le 31 août. M. Gachard a publié les noms des personnages de la noblesse qui s'y trouvaient avec le duc de Bourgogne et le comte de Charolais. *La bibliothèque nationale, à Paris. Notices et extraits*, t. I, p. 90.

(220) *Chroniques*, 1^{re} partie, chap. V. Édition de M. le baron Kervyn de Lettenhove, t. IV, p. 43.

(221) M. Auguste Lebeau a écrit sur l'inauguration de Louis XI à Avesnes un charmant article, qui a paru dans les *Archives historiques du nord de la France et du midi de la Belgique*, 1^{re} série, t. IV, pp. 483 à 485.

(222) « Au devant dit monsieur de Charoloix, qui le xj^e jour du mois de septembre, vint en ledite ville, fu encores fait présent de j poinchon de vin de Biaune. xxvj l. viij s. »

(*Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1460 à la Toussaint 1461.*)

(223) Jean Cocqueau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. II, pp. 242-247.

(224) « A nostre très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, qui le lundi xvij^e jour de jenvier l'an xiiij^e lxj (v. st.), vint en ledite ville de Mons et s'en alloit hastivement à Brexelles, fu fait présent, à l'ordonnance du conseil d'icelle ville de Mons, de une keue de vin de Biaune, ycelle tenant iij muis iij estiers; cousta xlix l. viij s. vj d. »

(*Premier compte de Jacquemart Coispiau, massard de Mons, de la Toussaint 1461 à la Toussaint 1462.*)

(225) « Au devant dit monsieur de Charoloix, le samedi xxvij^e jour de février, que il revint de Brexelles audit Mons et s'en ralla lendemain au Quesnoit, fu encores présenté j poinchon de vin de Biaune. .

xxj l. xvij s. vj d. »

« Le samedi péuultisme jour dudit mois, par le mayeur et pluseurs des eschevins et du conseil, que il furent sour les champs à cheval à l'encontre dudit monsieur de Charoloix qui ce jour, au tart, de Brexelles vint en ledite ville de Mons; fu frayet au soupper ensamble. . vj l. xix s. »

(Même compte.)

(226) « Au devant dit monsieur de Charoloix, le venredy iiij^e jour de juing, que il revint de Hollande, fu fait présent de j poinchon de vin de Biaune. xxj l. »

(Même compte.)

(227) « A ung contrefaisant le fol, qui disoit yestre au bial fît monsieur de Croy, fu donnet le vij^e jour du mois de juillet, que nostre très redoubté seigneur et prinche monsieur de Charoloix vint en ledite ville de Mons. xxij s. »

(Même compte.)

(228) « A nostre dit très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, qui le viij^e jour dudit mois d'octobre vint à Mons et revenoit de Hollandes, fu encores présenté ung poinchon de vin de Biaune viés. xxij l. iiij s. xjd. »

(Même compte.)

(229) « A madite dame de Bourbon, qui le juesdy xiiij^e jour du mois d'octobre, environ v heures du viespre, vint enycelle ville, fu fait présent, au command des eschevins et conseil, apriès ce que elle fu venue à son hostel et que on eult esté à l'encontre d'elle sour les camps, pour le révérender et bienvignier, de ij keues de vin de Biaune. cij l. iij s. ij d. »

(Même compte.)

(230) On lit, en effet, dans le procès-verbal de l'assemblée du conseil de ville du 12 octobre 1462 : « Adont monsté lettres envoies à ledite ville de » par nostre très redoubté seigneur et prince contenans et mandans » expressément que se il advenoit que madame de Bourbon, sa sœur, qui » venoit viers luy, prenoit son chemin par ledite ville, que on le re- » cheuist et recueillist, faisant toute l'onneur que on polroit et ensi » que on feroit à sa personne, commé ces choses il avoit ordonné à mons. » Michault de Changy, son maistre d'hostel, dire et déclarer de bouche » de par lui mondit très redoubté seigneur. Conclud sour ce de envoyer » contre elle la bienvignier sour les camps, et aussi, elle venue, li présenter » ij keuves de vin de Beaune, l'une de viés et l'autre de nouviel, et re- » quérir les jouènes gens pour faire tous esbatemens. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iiij^e xv.)

Et dans le compte du massard, cité plus haut :

« A messire Michault de Cangy, maistre d'ostel de nostredit très redoubté seigneur monseigneur le ducq, qui le xij^e jour dudit mois d'octobre, aporta lettres de par nostre dit très redoubté seigneur aux mayeur et eschevins de ledite ville de Mons, contenant que se medame de Bourbon, soer de nostre dit très redoubté seigneur venoit en le ville, on li feyst tout le plaisir et amour que on polroit, comme à lui nostre dit très redoubté seigneur meisme; présenté viij loz de vin de Biaune . . . liij s. »

(231) « Aux compaignons jeuwans jeux de parture sour kars devant madame de Bourbon, assamblez à le requeste de messigneurs eschevins à l'apriès-souper, donnet pour leurs despens, iiij l. xvij s. Et se fu payet à Gobiert le Tellier, careton, pour les avoir mené et ramené sour kars par pluseurs fois, xij s. Sont. cx s. »

(*Même compte.*)

(232) On lit dans les *Mémoires* de Jean Cocqueau, t. II, pp. 270-271 : « Le xj^e d'octobre, sur requeste des députez de madame de Charoloix, » accordé iiij^m l. de prest pour recevoir la ducesse de Bourbon, sa mère, » et aux comptes des massars se voient vins donnez à laditte damme en » Vallenciennes et le bancquet, y estant le duc. » En marge : « La lettre » est du vij^e, donnée au Quesnoy, dont le s^r de Bousu avoit crédençe. Le » 10^e d'octobre, le duc commanda la recevoir honnorablement. Aux » comptes Engheran, massart, se troeuve la despence faicte pour le banc- » quet. »

(233) « A madamoiselle de Bourgogne, fille de mondit seigneur de Charoloix, le xvj^e jour du mois d'octobre, que elle vint en ledite ville et s'en alloit à Brexelles, fu présenté, à son hostel, xxxij cannes de vin xix l. iiij s. »

(*Premier compte de Jaquemart Coispiau, massard de Mons, de la Toussaint 1461 à la Toussaint 1462.*)

(234) Conseil du 21 octobre 1462 : « De le venue de monsigneur de » Charoloix, qui puis xv jours avoit passet à Mons, savoir se on le yroit » bienvignier sour les camps et feroit présent de vin. Conclud, veu le » acoustumance, que oyl. » (2^e *reg. des consaux de Mons*, fol. iiij^exvj.)

« A mondit seigneur de Charoloix, le xxiiij^e jour dudit mois d'octobre, venit en ledite ville, fu aussi fait présent, au command des eschevins et conseil, de ung poinchon de vin de Biaune xxvj l. xvij s. j d. »

(*Compte du massard de Mons*, cité dans la note précédente)

(235) « A nostre très redoubté seigneur monsigneur de Charoloix, qui, le venredi iiij^e jour de décembre, acompaignié de madamme sa femme, vint en ledite ville et s'en alloient, comme on disoit, en Brabant et viers

Hollande, fu présenté, au command desdis eschevins, ung poinchon de vin de Biaune nouviel xxv l. xiiij s. vij d. »

(*Compte demiselle Marie Crohin, veuve Jacquemart Coispiel, massard de Mons, de la Toussaint 1462 à la Toussaint 1463.*)

(236) Au conseil du 12 février 1463, n. st., il fu résolu « de à monseigneur de Charoloix, que on disoit devoir venir briefment en le ville, lui » faire présent de j poinchon de vin. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iiij^exx.)

(237) « A nostre très redoubté seigneur monsigneur de Charoloix, qui le xvij^e jour dudit mois (de juillet), vint en ledite ville, fu aussi présenté, au command desdis eschevins, une keuwe de vin xxxvj l. »

(*Premier compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1463 à la Toussaint 1464.*)

(238) Voici quelques indications que j'ai recueillies depuis la rédaction de ma notice; elles sont données par M. Gachard, dans son analyse d'un chapitre du compte de la recette générale des finances du duc de Bourgogne, de 1464-1465 :

« Le 28 novembre 1464, le duc soupa et coucha à Antoing. Le jeudi 29, il dina, soupa et coucha à Leuze. Le vendredi 30, il dina à Leuze, soupa et coucha à Ath. Depuis le samedi 1^{er} décembre jusqu'au mercredi suivant, il séjourna à Ath. Le jeudi 6 décembre, il dina à Ath, soupa et coucha à Enghien. Le 7 et le 8 décembre, il dina, soupa et logea à *Haulx* (Hal). Le dimanche 9 décembre, il dina à Hal, soupa et coucha à Bruxelles. » — *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, première série, t I, p. 136.

(239) « Le xvij^e jour dudit mois de may, que on entendoit nostre très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, devoir venir par Mons, pour aller atout sen armée en Franche, furent sour les champs à l'encontre de lui, pour le bienvigner et révérender avecq monsigneur le prouost de Mons, les eschevins, pluseurs du conseil de ledite ville et autres bourgeois requis; mais point ne le trouvèrent parce que il tint son chemin autre part et par Saint-Gillain; despendirent au rethour à ledite maison de le paix vij l. xviii s. »

(2^e compte du même massard, de la Toussaint 1464 à la Toussaint 1465.)

(240) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t IV, p. 292.

(241) « Le lundy darain jour de septembre l'an lxxv, à l'avant-disner, » fu parlet comment on se ordonneroit touchant les nouvelles qui cou- » roient de nostre très redoubtée dame madame de Charoloix estre tres- » passée jeudy darain en la ville d'Anwers; et conclut de escrire envers » monsigneur Simon de Lalaing, pour savoir par son advis comment on » ara à se ordonner. » (2^e reg. des consaux de Mons, fol. iiij^elx v^o)

(242) Conseil du 26 octobre 1465 : « Adont fu parlet comment se ordonna au rethour de monseigneur de Charoloix, du royaume de France, ou cas qu'il rappsasse par ceste ville de Mons, et quel présent de vin on lui feroit. Et conclud de aller au devant lui le plus estoiffément que on pora et de lui présenter deux keues de vin, l'une de Beaune. » (*Même registre*, fol. iij^e lxij.)

(243) Conseil du 28 novembre 1465 : « Adont fu parlet pour savoir se, attendu que nostre dit très redoubté signeur monseigneur de Charoloix estoit du réalme de France atout son armée retournet en ce pays, sicomme envers Chimay ou Beaumont, pour thirer sur les Liégoix, on l'yroit conjoir de sa bonne fortune qu'il avoit eue oudit royaume de France et le complaindre de trespas de nostre très redoubtée dame madame de Charoloix, sa chiére compaigne et expeuze. Et conclud de rescrire envers messire Simon de Lalaing et monseigneur de Bellignies, pour avoir leur avis sur ce. »

Conseil du 1^{er} décembre suivant : « Adont furent leues les lettres par lesquelles monseigneur Simon de Lalaing laissoit savoir que, au jour d'uy, au giste, monseigneur de Charoloix seroit à Beaumont, et que, par son avis bon seroit de y envoyer aucuns députtez tant pour le complaindre du trespas madame de Charoloix comme pour le conjoir de sa bonne victore en Franche, et que on feyst publier à Mons que tous marchans menassent vivres en l'ost de monseigneur de Charoloix et y seroient bien payez. Conclud de envoyer envers nostre dit très redoubté signeur monseigneur de Charoloix, pour les causes dites, et de, pour cause de ladite publication desdis vivres, communicquier avec messeigneurs du conseil résidens en ceste ville de Mons. Et pour ladite ambassade, commis Ghelet et Amand, eschevins, et dudit conseil Jaspert de Cuesmes et Jehan Coispiel avec Jehan Descamps et Willaume Mahieu. »

(*Même registre*, fol. iij^e lxx.)

• Le lundi second jour du mois de décembre, à l'ordonnance du conseil de ledite ville, se partirent de Mons Jehan Ghellet et Aumand Mathieu, eschevins, Jaspert de Cuesmes et Jehan Coispiel, dudit conseil, Jehan Descamps, conseiller, et Guillaume Mahieu, clercq à la dite ville, et s'en allèrent audit lieu de Biaumont, tant pour bienvignier et révérender mondit seigneur de Charoloix à son dit retour ou pays comme pour le complaindre du trespas de madame sa femme et aussi conjoir de la journée et victoire que, par sa vaillance, il avoit eue à l'encontre du roy en Franche : demourèrent lesdis envoyés, allant, besongnant et retournant eulx vj et leurs varlez avecq Jehan Passaige et Jehan le Barbier, sergans, et Jehan

Bourlart, cuisenier, iij jours, qui montent. liiij l. xviii s »
 (3^e compte du même massard de Mons, de la Toussaint 1465 à la
 Toussaint 1466.)

(244) Conseil du 19 mars 1466 n. st. : « Adont furent moustrées et
 » lieutes unes lettres de par nostre dit très redoubté seigneur et prince
 » monseigneur de Charoloix contenant crédençe sur maistre Robert de
 » Martigny, receveur de Mons, icelles adrechans as eschevins et conseil
 » de ledite ville. Lequel maistre Robert exposa icelle sa crédençe en tel
 » manière que nostre dit très redoubté seigneur, parce que il ne logoit
 » point voullentiers à l'ostel de Naste, car par deux ou trois fois il y avoit
 » esté fort oppresset de maladie, et ameroit mieulx de se retraire à l'ostel
 » Jehan Aubert, emprès la rivière de ceste ville de Mons, ouquel il se
 » vouroit tenir plus souvent et meysme y résider certaine espace et faire
 » ouvrier, dont ladite ville pourroit grandement enmieudrer. Pourquoy il
 » prioit et requéroit à ladite ville que icelle lui veulsist faire le grâce du
 » dit hostel acquester et lui donner, et en ce on lui feroit ung très sin-
 » ghuler plaisir. Et affin de en ce tenir la main avoit Guillaume le Biste,
 » son consillier escript tant par-devers monsieur le bailli de Haynnau
 » comme audit maistre Robert. Et conclud de faire responce à mondit
 » seigneur de Charoloix, remonstrant les grans affaires et charges de le
 » ville, tendans à escusance par le milleur manière que faire se pora, et
 » néantmoins, pour le désirier que on avoit de son plaisir estre à venir
 » en ladite ville, lui présenter et offrir pour une fois certaine somme de
 » deniers pour l'employer en ung hostel à son plaisir en ladite ville, ad-
 » vertissant que celui mis avant estoit en lieu crut, dont aucuns
 » par cy-devant avoient cremut à y résider. » (2^e reg. des consaux
 » fol. iiij^e lxxij v^o.)

(245) Conseil du 24 du même mois : « Adont parlé touchant le requeste
 » de monsieur de Charoloix, pour avoir ung hostel à Mons, dont on
 » avoit conclud lui baillier responce, lui venu par-dechà ; laquelle chose
 » ne se pavoit faire si briefment que on entendoit, car si brief, pour les
 » grans besongnemens que il avoit par-delà, il ne pourroit retourner, et il
 » seroit nécessaire de y envoyer de par le ville pour lui faire le responce
 » d'icelle, et que autrement on pouroit ymager que ce seroit prolonga-
 » tion, laquelle, se on ne le prenoit point bien en gret, poroit grande-
 » ment grever à ladite ville. Et conclud de envoyer vers mondit seigneur
 » de Charoloix ung eskevin, ung homme de conseil et Jehan Descamps,
 » pour luy faire le responce telle que conclute fu ou conseil. Et pour ce
 » faire, commis Gobert Joye, eskevin, et Jaspert de Cuesmes, du conseil,
 » avec ledit Descamps. » (Même reg., fol. iiij^e lxxij v^o.)

« (246) Le jeudy, à l'avant-disner, xxvij^e de march, a^e lxxv (v. st.), furent
 » assamblez en le maison de le paix, pour conclure quel somme d'argent
 » on présentera à monseigneur de Charoloix, pour accatter à son plaisir
 » ung hostel en ceste ville de Mons. Et conclud de lui présenter, pour
 » accatter ung hostel et pour le payer, quand ledit hostel sera par mondit
 » seigneur accatté, mil florins de Rin ou mil escus, seloncq que mieulx on
 » pora, et de présenter à monsigneur Guillaume Biste et maistre Jehan
 » Gros aucune gracieuseté. » (*Même reg.*, fol. iiij^e lxxiiij v^e.)

(247) Conseil du 12 avril 1466 : « Adont fu fait relation par Gobert
 » Joye, filz Estiévene, eskevin, Jaspert de Cuesmes, le père, et Guil-
 » laume Mahieu, envoyez à Bouloigne par-devers nostre très redoubté
 » seigneur monseigneur de Charoloix, pour cause de l'ostel de Jehan
 » Aubert, qui fu receveur de Mons, en ceste dite ville, que icelui nostre
 » dit très redoubté signeur avoit requis à lui estre donné par ladite ville,
 » pour son estat, — de ce que besongnié avoient à nostre dit très redoubté
 » signeur touchant ladite matère et comment après les remonstrances à
 » lui faites par la bouce de monseigneur le bailli de Saint-Pierre-
 » Moustier, qui à ce grandement les avoit assisté et monstret grant
 » amour à le ville, des grans affaires de le ville et des grans despens que
 » pour lui elle avoit, mondit seigneur de Charloix avoit de la ville esté
 » bien content et dit que il rappasseroit par ceste ville et ensamble
 » on parleroit de ladite matère. » (2^e *reg. des consaux de Mons*,
 fol. iiij^e lxxiiij v^e.)

Au compte du massard de Mons, de la Toussaint 1463 à la Tous-
 saint 1466, est un long article qui reproduit le rapport des députés vers
 monseigneur de Charolais, « lequel il trouvèrent départi du lieu de Saint-
 » Omer pour aller en pellerinaige à Nostre-Dame de Boullongne-sur-Mer,
 » ouquel il le sieuwirent, pour à lui faire responce. » Leur voyage coûta
 122 livres 10 sous. Partis de Mons le 28 mars, ils y rentrèrent le 10 avril.

(248) Cocqueau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. II, p. 283.

(249) Il était attendu en cette ville depuis le 3 mai. Au conseil tenu à
 cette date, il fut « parlet que on avoit entendu que nostre très redoubté
 » seigneur monseigneur de Charoloix, de son voyaige de Bouloigne, de-
 » voit rappasser parmy ceste ville, pour savoir quelle chose à sa venue on
 » feroit tant en présent comme en autre manière. Et conclud sur ce de
 » aller contre lui le plus estoiffément et honnorablement que faire se
 » pora, et de lui faire otel présent que on feroit à nostre très redoubté
 » signeur et prince son père. »

Au conseil du 19 juillet : « Adont sur l'advertissement fait par Jehan
 » du Terne, que on lui avoit rescript que monseigneur de Charoloix ven-

» roit en ceste ville de Mons, lundy prochain au giste ou le mardy ensui-
 » vant au dysner, et que il se y tenroit deux ou iij jours. Conclud de aller
 » contre lui pour le bienvigner, le plus honnourablement et estoiffement
 » que faire se pora, aussi de lui faire présent de deux keues de vin,
 » comme on feroit pour nostre très redoubté seigneur monseigneur son
 » père, et que se la ville de Vallenchiennes, là où mondit seigneur doit
 » estre au giste, ly fait quelque fatichete d'ystores, que en ceste ville de
 » Mons on face par les rues faire ès rues où il passera quelques nobles
 » histores honnestes, et donner aux dites rues à chacun quelque gracieu-
 » seté pour boire ensamble; avoecq que par les L. compagnons canoniers
 » et archers ordonnez d'aller en gherre avec nostre dit très redoubté
 » seigneur, eulx vestus de leurs palletos de gherre que la ville leur fait
 » faire, on face porter au devant de nostre dit très redoubté seigneur, au
 » dehors de la porte chacun ung flambeau. »

(2^e reg. des consaux de Mons, fol. iiij^e lxxv et iiij^e iiij^{xx} ij.)

(230) « Pour et à cause de le venue de nostre très redoubté seigneur
 et prinche monseigneur de Charoloix en ladite ville, le xxij^e jour du mois
 de juillet, qui fu le première fois depuis son rethour par-dechà du royaume
 de Franche, où estet avoit en armes, et pour laquelle venue fu ordonné
 de faire pluseurs esbattemens et exemples sour hours et autrement; a
 estet et fu payet à Jehan Crohin et Jehan Desmortiers, qui de ce eurent la
 charge, apparant par les parties signées et mises outre avoecq ce compte,
 le somme de clxiiij l. xvj s. viij d. »

« Le xxiiij^e jour du mois de juillet, que nostre très redoubté seigneur et
 prinche monseigneur de Charoloix vint en ladite ville, au tart, première
 fois depuis que revenus estoit de se armée en Franche, furent le mayeur
 et les eschevins, acompaigniés de pluseurs du conseil et autres bourgeois
 de laditte ville sour les champs à l'encontre de lui nostre dit très redoubté
 seigneur, pour le bienvignier et révérender, et frayèrent au soupper à le
 maison de le paix, apriès ce que on lui eult fait présent de vins

xvj l. iiij s. vj d.

« A nostre très redoubté seigneur monseigneur le comte de Charoloix,
 qui, le xxiiij^e jour de juillet, vint en ladite ville, fu fait présent, à l'ordon-
 nance du conseil de ladite ville, de ij keuves de vin. iiij^{xx} j l. xij s. »

(3^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint
 1465 à la Toussaint 1466.)

(231) Conseil du 24 juillet 1466 : « Adont virent oudit conseil monsgr.

» Anthone Hanneron, prévost des églises de Mons, monsgr. l'archidiacre
 » de Mallon, Jehan du Terne et Jehan le Légat, envoyez de par nostredit
 » très redoubté seigneur monseigneur de Charoloix, remonstrans par eulx

» que mondit seigneur remerchioit grandement la ville du el recueil que
 » hier on ly avoit fait en ceste ville, et qu'il estoit prest à la ville faire
 » tout le plaisir, ores ou au tamps advenir, qu'il pourra; aussi les grans
 » affaires et despens que puis naghères il a eu et porté tant pour le fait
 » du voyaige de France comme pour celui de Liège et en autre manière,
 » et qu'encores présentement lui convenoit avoir et porter, pour le fait
 » de l'armée qu'il metoit sus, pour aller assiéger Dynant, laquelle chose
 » lui ne moussigneur son père ne pavoient totalement supporter sans le
 » moyen de ses bons subgez : pourquoy mondit seigneur de Charoloix, —
 » lequel congnoissoit que ceste ville de Mons lui avoit par cy-devant fait
 » plusieurs plaisirs, tant en luy avoir presté sée et vendu sur le corps
 » d'elle, ou nom de luy, vj^e livres de pension par an, au pris de x d. le
 » denier, dont il avoit prommis ladite ville acquitter aparant par son sée-
 » let, comme en avoir depuis ledit vendage acordé à sa requeste de payer
 » deux années desdites pensions, comme en autre manière, — pryoit et
 » requéroit à la ville que en sa faveur et à ceste sa venue qui estoit la pre-
 » mière en ceste ville depuis sa victore de Franche, on lui volsist donner
 » lesdis vj^e l. de pension par an et luy quitter sa promesse d'acquit et
 » meisme rendre ses lettres. Et pour tant que par cy-devant il avoit requis
 » à la ville que elle lui volsist accatter et donner l'ostel de Bewière en
 » ceste ville appartenant à Jehan Aubert, surquoy le ville lui avoit pré-
 » senté donner pour ledit hostel ou autre en ceste ville accatter, le somme
 » de mil florins de Rin, dont il saura à la ville grant gret, néantmoins
 » pour tant que présentement il estoit logiet oudit hostel, lequel il per-
 » chevoit estre mal propice pour lui, attendu qu'il estoit romaticke et
 » loing de ville, et aussi qu'il en avoit doix en ceste ville, sicomme le
 » castel et Naste, mondit seigneur de Charoloix estoit content de la ville,
 » dudit hostel de Bewière et n'en vouloit point, pryans par tant que sa
 » requeste cy-dessus contenue lui soit acordée, car la ville de Vallen-
 » chiennes sur semblable requeste pour viij^e l. par an l'avoit fait. Et sur ce
 » pris à penser jusques à l'après-disner, et conclut de signeffer tous mes-
 » sieurs du conseil pour y conclure. » (2^e reg. des consaux de Mons,
 fol. ij^e iij^{xx} ij v^o.)

(252) « Ledit jeudy, à l'après-disner, pour ladite requeste de monsi-
 » gneur de Charoloix, fu ledit conseil rassamblé en ledite maison de le
 » paix. Et conclut de lui acorder saditte requeste pour le mieulx, en lui
 » remonstrant les grans charges de la ville, et lui pryant que il le plaise
 » avoir pour recommandée, pourveu toutesvoies que des doix mil livres
 » que ladite ville lui avoit acordé donner pour accatter ung hostel, y
 » soient comprinses, et que la ville de ladite promesse demeure quitte. »
 (Même reg., fol. ij^e iij^{xx} iij.)

(253) « A j poursuiant de nostre très redoubté seigneur et prinche monseigneur le duc Charles, le xx^e jour du dit mois (de juing), que il aporta lettres à ladite ville contenant le trespas de nostre très redoubté seigneur monseigneur le ducq Philippe, son père, adfin que pour luy on feyst pryères; fu donné, au command desdis eschevins xxx s. »

(4^e compte de Jehan de le Crois, massard de Mons, de la Toussaint 1466 à la Toussaint 1467.)

(254) « Le merkedy, à l'après-disner, xvij^e de juing, a^e lxxvij, sur ce que »
 » ce jour estoit venu à la congnoissance de messeigneurs eschevins tant
 » par commune fame et renommée que par lettres à eulx envoyées par
 » Jaspert de Cuesmes et Godeffroy Vinchant estant ou nom de la ville
 » pour certains affaires touchant le pays par-devers noz très redoubtés
 » seigneurs monseigneur le duc et monseigneur de Charoloix, iceluy nos-
 » tredit très redoubté seigneur monseigneur le duc estoit lundy derrain
 » passet environ vij heures en la nuyt allé de vie à trespas en sa ville
 » de Bruges; fu le conseil de la ville assamblé en le maison de le paix,
 » sans son de cloque, pour savoir comment la ville se arroït sur ce à
 » ordonner, veu le temps de présent et que apparant estoit de ghuerre. »
 Suivent les mesures arrêtées pour la garde de la ville et la sécurité du pays. Des piétons seront envoyés aux frontières, pour surveiller les geus d'armes du roi de France. « Pareillement que on voise complaindre mon- »
 » seigneur de Charoloix de la mort de son père et lui présenter toutte
 » obéyssance, et pour leditte complainte faire avec Godeffroy Vinchant,
 » eskevin, Jaspert de Cuesmes et Jehan Descamps, à présent estans à
 » Bruges avec autres estas du pays, on y commettra demain matin.

« Le lendemain xviii^e de juing, fu conclud de aller complaindre nostre »
 » très redoubté seigneur et prince monseigneur de Charoloix et madame
 » la ducesse, du trespas nostre très redoubté monseigneur le duc, leur
 » mary et père, et à eulx présenter toutte obéyssance, et pour ce faire
 » commis avecq ceux estans à présent à Bruges, Amand Mathieu et Jehan
 » Coispiel. » (3^e reg. des consaux de Mons, fol. xj v^o-xij.)

(255) « Le samedy xxvij^e de juing, an mil iiij^e lxxvij, fu le conseil de le »
 » ville ensamble. Adont parlet de le venue de nostre très redoubté sei-
 » gneur et prince monseigneur le duc en ceste ville de Mons, pour prene
 » le possession de le segnourie du pays de Haynnau, pour savoir comment
 » on se ordonnera pour le garde de le ville et en toutes autres manières.
 » Et conclud de se ordonner seloncq les devises contenues en ung quayer
 » atackiet cy-devant. » (*Même reg.*, fol. xiiij.) Le cahier mentionné dans
 cette résolution n'a pas été inséré dans le registre.

(256) « Pour et à cause de l'obsèque de nostre très redoubté seigneur

et prinche monseigneur le ducq Philippe, cui Dieu pardoint, fait en l'église de madame Sainte-Waudrut, le viij^e jour du mois de juillet en ce compte, auquel obsecque les eschevins, massart, clers et consillier de ladite ville furent à loncq mantiau, et ceulx du conseil et des connestables d'icelle en ordonnance et noir viestus, a estet et fu payet les parties qui s'ensuivent, c'est assavoir: pour clvj basses messes célébrées és églises de Sainte-Waudrut et de Saint-Germain par pluseurs seigneurs. d'église priestres, tant de le ville comme de dehors qui pour ceste cause y vinrent sour publiement paravant fait, payet au pris de iiij s. pour chacune messe, xxxj l. iiij s. A maistre Jehan Descamps et messire Jehan Saynet, pour leur ensongniemens de faire ladite distribution, xl s. Pour xvij mays de bled donnez de par ladite ville en pain as povres, ledit jour, dont on fist environ xxx pains de chacune rasière, accattez à pluseurs des boullenghiers de ladite ville, au pris de iiij l. le muy, lxxij l. *Item*, fu encores donnet en argent, apriès ledit pain falli, parmi ce donné as chartriers, xxxix s. A Gobiet le Tellier, chareton, pour par viij voies à sen cheval et chariot avoir mené de le maison desdis boullenghiers à le halle au bled ledit pain, x s. A v compaignons qui aidierent les almosniers du bachin à distribuer ledit pain, à iiij s. vj d. chacun, xxij s. vj d. A Conrart le Francq, cyrier, pour xxxvj flambiaux de chire prins à lui, les xij pour servir aux vegilles et les autres xxiiij à le messe, avoecq ceulx que les connestables y portèrent, pesans ensamble, parmy vj autres flambiaux par lui livre pour le provision de ledite ville, cxlv livres, au pris de vj s. viij d. le livre, xlvij l. vj s. viij d. A xxxvj compaignons armoyés des armes de ladite ville, pour lesdis xxxvj flambiaux avoir porté asdis vegilles et messe, et tenu ardent l'offisce durant, à iij s. chacun, cvij s. A Jaquemart Boinhomme, poindeur, pour avoir fait et livret xiiij dousaines d'escuchons, le moitié des armes de nostredit très redoubté seigneur et l'autre moiet des armes de ladite ville, tant pour armoyer lesdis xxxvj flambiaux livre par ladite ville comme xliij flambiaux que les connestables de ladite ville livrèrent, et les compaignons qui les portèrent, à vj d. le pièche l'un par l'autre. iiij l. iiij s. Pour iiij^{xx} viij lots de vin présentez ausdites connestables pour boire ensamble, sicome ij lots pour chacun flambiaux d'icelles, chacun seloncq que livret avoient desdis flambiaux, xix l. j s. iiij d. Et pour despens fais par lesdis eschevins et ceulx dudit conseil, au disner ensamble en le maison de le paix, au revenir dudit obsecque, xxix l. xvj s. Montent ces parties ccxv l. xj s. vj d. »

(4^e compte de Jehan de le Crois, massard de Mons, de la Toussaint 1466 à la Toussaint 1467.)

(257) « Le samedy second jour de jenvier, l'an mil iiij^e lxxvij (v. st), fu

» parlet comment on se ordonneroit à la venue de nostre très redoubté
 » seigneur et prince monseigneur le duc en ceste ville de Mons, pour pren-
 » re le possession de ce pays et faire serment, veu que despuis la conclusion
 » sur ce prinse en conseil le x^e jour de juillet darain, le temps estoit mué,
 » car maintenant il estoit hors de dueil. Et conclud de aller au devant de
 » lui le plus estoiffement et honnourablement que faire se pora, et du
 » sourplus se ordonner seloncq le première conclusion, se autre chose ne
 » sourvient de nouvel. » (3^e registre des consaux de Mons, fol. xxv v^o.)

A l'assemblée qui vient d'être rappelée, du 11 juillet 1467 (fol. xiiij du même registre), le bailli de Hainaut avait fait savoir comment le duc avait été reçu à Mallnes, où la ville lui avait présenté un très riche joyau d'argent en forme de coupe; il ajoutait qu'à Bruxelles on offrirait au duc deux grandes cannes d'argent.

(258) Conseils du 17 et du 19 mars 1468, n. st. 2^e reg. des consaux de Mons, fol. xxxj v^o et xxxij.

(259) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 327, dit par erreur le 12 mars.

(260) Voy. la relation que je publie à la note 272. On lit *vin et eau* dans l'article que voici: « A Jehan le Carlier dit le Tourneur, pour sen salaire de avoir fait et ordonné à manière de une fontaine à ledite porte emprès le maison du Miroir. pour laditte pucelle jeter vin et yeauwe. . . xx s. »

(Extrait d'un état joint au compte du massard de la Toussaint 1467 à la Toussaint 1468. Feu Hipp. Rousselle a publié quelques extraits de ce document, dans sa *Bibliographie montoise*, pp. 15-16; mais on y a imprimé « mettre soubz les dictées des mystères, » au lieu de « mettre subz les ditiers des mistères.) »

(261) On appelait ainsi la représentation héraldique des trois ordres qui composaient les états de Hainaut. Voy. une ancienne poésie publiée sous ce titre : *Le Jardinnet de Haynnault*, dans les *Archives du Nord de la France et du Midi de la Belgique*, t. II, p. 62.

(262) Au nombre de vingt-deux.

(263) Ils étaient au nombre de quatorze dont quatre portaient alors la mitre.

(264) Il y en avait vingt-trois.

(265) Les armoiries avaient été peintes d'après les indications fournies par les huissiers d'armes du duc de Bourgogne.

(266) *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 327.

(267) « A nostre très redoubté seigneur et prinche monseigneur le ducq de Bourgoigne, qui le xxvij^e jour du mois de march, vint en ledite ville faire serment au pays, fu présenté une pièche de vin de Franche et ij piè-

ches de vin de Biauune, sont. xciiij l. xij s. »

« A Nicaise Cattel, orfèvre, pour avoir rebrunty et remis à point les manches et carnières de ij cannes d'argent présentées et données à nostre très redoubté seigneur et prinche monseigneur le ducq de Bourgoigne, apriès ce que il eult fait serment et prins le possession du pays de Haynnau, ou mois de march en ce compte, » etc.

(5^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1467 à la Toussaint 1468.)

(268) « Les xxix, xxx et xxxj^e jours dudit mois de march, se tinrent lesdis eschevins aveoq pluiseurs du conseil, le avocat et clers de ladite ville ensamble, les aucuns pour aveoq les personnes des iij estas dudit pays, pour celli cause retenus en ladite ville, oyr la requeste que nostre dit très redoubté seigneur faire vouloit au pays, qui fu telle que, pour secourir à ses affaires, il demanda ccc mil livres tournois, qui accordées lui furent à payer en xv ans, moittiet au Noël et l'autre à le Saint-Jehan; et les autres desdis eschevins et du conseil se tinrent à le maison de le paix pour adrecher à ce qui sourvenir pooit. Et frayèrent tant au disner comme au soupper aveoq aucuns desdis iij estas pryés et requis, le some de
xxxj l. v s. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1467 à la Toussaint 1468.)

Ainsi que Pa dit M. Gachard, l'aide demandée aux états n'avait pas le caractère de vexation que M. De Barante lui attribue dans son *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition citée précédemment, t. II, p. 300.

(269) Voy. la note 272. Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. IV, p. 527. — *Statistique archéologique du département du Nord*, p. 790.

(270) Cocqueau, *Mémoires de Valenciennes*, t. II, p. 288.

(271) *Idem*, pp. 288-289.

(272) « S'ensieult l'ordonnance faite en la ville de Mons, le dimence jour du my-quaresme xxvij^e du march l'an mil iiij^e lxxvij (v. st.), que lors très-excellent. très hault et très puissant prince monseigneur Charles, nostre très redoubté seigneur duc de Bourgongne, de Brabant, de Lembourk et de Luxembourg, comte de Flandres, d'Artois, de Bourgongne, palatin de Haynnau, de Hollande, de Zelande et de Namur, marquis du Saint-Empire, seigneur de Frise, de Salins et de Malines, par le trespas de feu monseigneur le duc Philippe, son père, fist serment pour le réception dudit pays de Haynnau, en ceste sa ville de Mons, en le manière acoustumée.

» Primo, ou Marchiet, à Mons, eult fait et ordonnet de par ladite ville, ung parq noef de iiij^{xx} piez de loncq ou environ et de l. piez de longe ou environ, commenchant à l'un costé de reng de le maison de le paix à

l'opposite du mur estant entre les maisons qu'on dist à *Saint-Jorge*, qui fu Gérard de le Loge, et le maison du *Casteau d'or*, allant à ligne sur ledite longhèce, au travers du marchiet, à l'opposite du soivre des maisons qui furent maistre Colart Varlet et Piérart Saunier, où demoroient Jehan Castaigne et Quentin de Massemberghe, clerchs, et de là allant sur ladite larghèce jusques à l'opposite du bout de le pierre estant emprès le maison Jakes du Cauroy, que fu Willaume Leurent, remontant amont ainsi que à le moyenne de l'entrée de le rue d'Enghien; ouquel parq avoit deux entrées, l'une devant ledit *Casteau d'or* et l'autre regardant devant le fontaine. Et fu tout ledit parq coulouret sicomme chacune pièce debos de noir et sanghin dedens et dehors, seloncq le devise de nostredit très redoubté seigneur; et sur chacun des pillos dudit parq, dont il avoit xxvj, furent assis lyons molez, chacun tenant une bannierette des armes de nostredit très redoubté seigneur et de ses pays et de ledite ville de Mons. On milieu duquel parq avoit tendu une très belle tente appartenant à le connestablie des taverniers, laquelle avoit xxxiiij piés de feste, sur laquelle tente qui assise estoit du travers du Marchiet, avoit assis sicomme : à l'un des leiz et à l'autre, les armes de le ville et ou milieu d'icelles les armes de nostre dit très redoubté seigneur, et sur les deux cruppons les armes de Haynnau.

« *Item*, fu lors ledit marchiet tendu à l'un des leiz et à l'autre, au travers des maisons, de draps sicomme : le costé de le maison de le paix de noir drap, et l'autre reng de drap sanghin, seloncq la parure et devise de nostredit très redoubté seigneur.

« *Item*, fu le breteske de le maison de le paix, qui point n'estoit parfaite, très ricement aournée, sicomme couverte de drap noir, et sur le face de devant regardant contre le *Chyne* avoit deux lyons molez. L'un noir et l'autre rouge, tenant les armes de nostredit très redoubté seigneur thimbrees et hachies comme il apertient, tout eslevert. *Item*, à le face vers le maison de l'*Ostrice*, estoient les armes de Mons et à le face vers le rue de Nimy, ossi les armes de ladite ville de Mons. Aussi sur le poyée d'icelle breteske, avoit assis iiij lyons molez accrupis, tenant chacun ung flambeau ardent, armoyez des armes de nostredit seigneur et de ladite ville, devant l'ymaige de Nostre-Dame y estant que feu Colart de Gembleux, clerc à icelle ville, donna.

» *Item*, fu porté au devant de nostredit très redoubté seigneur, au dehors de le porte de Nimy xij xii^{es} de flambeaux, tous les porteurs d'iceux vestus de blancqués robes de drap, dont les viij xii^{es} de flambeaux et robes furent as despens de ladite ville, qui donna pour chacune robbe i aulnes de blancquet seulement, et le remain aux despens desdites

connestables, sicomme : taverniers iiij, drappiers iiij, merchiers iiij, pelletiers iiij, sèvres iiij, carpentiers et machons iij, tasneurs et peskeus ij, corduaniers iij, bouchiers ij, boullengiers iij, selliers et armoyeurs ij, crassiers iij, cambiers ij, parmentiers ij, viéswarriers ij, telliers et cureurs iiij, chavetiers j. Tous lesquelz flambeaux amenèrent mondit seigneur oudit parcq, et furent athour d'icelui jusques que ledit serment fut fait, que lors ilz le menèrent jusques à l'église Sainte-Waudrut et de là à son hostel à Naste.

» *Item*, furent faiz en ceste dite ville, pour conjoir nostredit très redoubté seigneur, pluseurs exemples et figures sur hours, sicomme : au dehors de la porte de Nimy, vers le thourlette Nostre-Dame, une histoire de Judicq, laquelle portoit le teste Oloffernes en sa chité de Béthulie en grant triumphe; une autre figure devant Nostre-Dame, de Noblesse et des vij vertus qui tenoient ung personnaige de nostre prince pour amener en son gardin de Haynnau, qui estoit ou Marchiet; *item*, à l'entrée de le rue de Nimy, ou toucket du Marchiet, joindant le maison où Mahiu Lose, clercq à ladite ville, demoroit, avoit une porte et à chacun leiz d'icelle ung petit hourt, dont sur l'un avoit le personnaige saint Vinchien et sur l'autre le personnaige de sainte Waudrud, et ou milieu de ledite porte avoit ung lyon fait d'un joue valleton vestu d'une vesture vellue à ce propice, enkaysniet, tenant ung personnaige d'une fille nue, laquelle il applanioit et se y avoit une fontaine gettant vin blancq et vremeil.

» *Item*, sur ledit Marchiet, commenchant devant le *Griffon d'argent*, allant tout jusques devant l'*ostel de Chyne*, avoit ung hourt ouquel se démonstra le gardin de Haynnau, sicomme la comté et iiij comtez tenus d'icelle, sicomme Namur, Ostrevant, Burbant et Thiéraisie; *item*, les xij paries, xij croches, xxij bannerez et xxiiij bonnes villes; *item*, en le rue du Casteau, devant le maison Sirmiont, avoit le personnaige du *Te Deum*; *item*, vers le pierre Bourdresse, avoit aussi ung hourt d'autr, mistère que ceulx de le Gherlande firent. Et se y eult ung hourt des xij Vertus de noblesse fait devant Saint-Jake en ledite rue de Nimy, que ceulx de le Grant-Rue firent, jà soit ce que prime ne s'estoient voullu acorder de quelque chose faire, se n'eusse esté mess^{rs} eschevins qui parlèrent ung petit roit à eulx, disans que se ilz ne le faisoient et aucune chose en advenist, ilz se en escusseroient par eulx.

» *Item*, fu mandet par mess^{rs} eschevins ès rues de Nimy, du Casteau et rue Sampson où mondit seigneur devoit passer, que chacun tendist sa maison de drapprie ou tapisserie au mieulx que faire se poroit : comme fait fut.

» *Item*, fu allet au devant de nostredit très redoubté seigneur, de par

la ville, de iiij eschevins, sicomme : Crohin, Loroit, Wantier et Coispiau et de pluiseurs d'iceux du conseil de le ville, des bourgeois et jones compaignons d'icelle, en nombre de cent chevaux ou plus ; et si furent aussi monseigneur le bailli, monseigneur le prévost de Mons, accompagniés de pluiseurs chevaliers, escuyers et autres bien en oussi grant chevauchie.

» *Item*, furent à la porte de Nimy pour bienvingnier nostredit très redoubté seigneur, Quentin Bouddin, Bernart Descrolliers, Jehan de Peissant, Anthoine de Peissant, Amand Mathieu, Gille Vinchant et Jehan de Grant-Reng, et profféra ledit Jehan de Peissant les parolles.

» *Item*, ou parcq, audit serment faire furent messeigneurs eschevins, leurs clerq et avec eulx Jehan du Parcq, Gille Loughemant, Jehan Gillet, Raul de Brouxelles, Jehan Coispeau, Philippe de le Val, Jehan Pilette, Griffon de Masnuy, Gobert Joye filz Estiévene, Bauduin le Fèvre, Jehan Descamps.

» *Item*, ledit jour, sur ce que mesdemoiselles de Sainte-Waudrud avoient le jour paravant envoyet Nicaise le Roy, leur receveur, et Jaquemart Corosty, leur clerc et conseiller, vers mess^{rs} eschevins, pour deux causes, l'une affin que ledit dymence, de tamps et heure, il leur pleuzist aller à ladite église Sainte-Waudrut, pour estre présent au mettre jus et apporter ou marchiet ou dessusdit parcq le corps saint madame sainte Waudrud comme il estoit de coustume, et que de ce faire mesdites demoiselles pryoiert et requéroient mesdis seigneurs eschevins très instanment ; et la seconde cause, pour ce que mesdites demoiselles ne perchevoient point que oudit parcq, fait aux despens de ledite ville, on eust fait ung autel pour poser ledit corps saint comme il apertenoit estre fait et aux despens de ledite ville comme elles entendoient, veu que, par leurs pappiers, comptes et escrips, en cas semblables elles ne trouvoient point comptet la despense de ce, pryant aussi que ledit autel on veulsist faire de par la ville. Sur lesquelz deux cas, après iceux mis en délibération entre mesdis seigneurs eschevins, aucuns du conseil et les deux clerqs de ledite ville, fu auxdis Roy et Corosty prestement respondu que, quant au premier point, mesdis seigneurs eschevins voullentiers, pour décorer, honnourer, révérender et accompaignier ledit corps saint, yroient à ladite église à heure compétente ; et quant au second point, que on n'entendoit point que la ville deuist faire ledit autel et que icelui appartenoit estre fait de par ladite église. Jaspert de Cuesmes, Hoste de le Fontaine et Conrart le Franco, eschevins, acompaigniez de Jehan du Parcq, Gille Louchemant, Jehan Ghelet, Raul de Brouxelles, Jehan Coispeau, Philippe de le Val, Jehan Pilette, Jehan dit Griffon de Masnuy, Bauduin le Fèvre, Gobert Joye filz Estiévene, Willaume Mahieu et Mahieu Loste, du conseil de ledite ville, se

conclurent de aller à ladite église Sainte-Waudrud, environ xj heures avant nœsne, pour acompaignier et révérender ledit corps saint, sans icelui prendre en garde; et de fait y allèrent, et eulx venus en la neef d'icelle église, vinrent vers eulx Jehan du Four, mayeur de ledite église, et Jehan Anseau, messagier d'icelle, disans que mesdites demoiselles les attendoient et estoient prestes pour mettre jus ledit corps saint, requérant que monter volsissent amont ou cuer : de laquelle chose mesdis seigneurs se donnèrent merveilles. Néanmoins ladite conclusion par eulx prinse, les dessusdis Jaspard de Cuesmes et Conrart le Francq, eschevins, acompaigniez desdis Willaume Mahieu et Mahieu Loste, leurs clerqs, aussi desdis Parcq, Ghelet, Loughement, Coispeau, Griffon et Joye, montèrent ou cuer, où ilz trouvèrent lesdittes demoiselles toutes prestes, le casse de ledite fiertre toutte ouvert et tout aprestet, lesquelles bienvingnèrent et rechuprent mesdis seigneurs bien gracieusement, menant lesdis ij eschevins, leurs deux clerqs et ledit Coispeau emprès le grant autel, où lors incontinent ladite fiertre mise en ayr, mesdites demoiselles, par la bouce du dessusdit Corosty, mirent ledit corps saint et fiertre ès mains et en la garde desdis eschevins en telz parlers et manière comme au jour de l'Assention, pour le honnorer, garder, rendre, poser, relivrer et restituer en leurdite église, après ledit serment fait, en le manière acoustumée, sans malengien. Sur quoy ledit Willaume Mahieu dist et respondy que mesdis seigneurs eschevins estoient là-endroit venus en dévotion, pour honnorer, révérender et acompaignier ledit corps saint jusques oudit parcq sans le devoir prendre en garde, ne le relivrer, ains seulement ent faire en la manière que, en cas semblable, messieurs leurs prédécesseurs avoient fait, mais au plaisir de Dieu, il n'avenroit chose par quoy quelque dangier de ce peuist advenir, et ne y visoient que à tout bien. Et lors mesdites demoiselles, telles que mademoiselle de le Dronghe, mademoiselle de Roysin, mademoiselle de Marbaix trésorière d'icelle église, acompaignies de maistre Anthoine Mauret, canone de ladite église, respondirent que autrement ne le requerroient, ce que tout estoit sans malengien. Et lors fu ledit corps saint mis jus et apporté à procession générale, sicomme des enfans de l'escole, prebtres, canones, frères mineurs, escolliers et currez, oudit parcq, et y entra par l'uyserie et entrée devant la fontaine, et fu poset sur ung autel que ce jour mesdites demoiselles avoient fait faire contre la moyenne estacke de ledite tente, le chief estant au costé de le maison et *l'ostel du Chysne*; et fu, de par elle, mis par terre ung tappis et deux coussins pour nostredit très redoubté seigneur passer sus et soy englignier. Et quant à Hoste de le Fontaine, eschevin, et les autres mess^{rs} du conseil estans en ladite église, ilz ne s'en voulrent point trouver

avecq les autres au mettre jus ledit corps saint, pour ce que point n'avoit esté conclud de le faire et que ce poroit estre servitudde à ladite ville.

» *Item*, ledit jour, incontinent ledit corps saint apporté oudit parcq, entrèrent en icelui vestus en habit d'église, sicomme de aubes et cappes très riches, les abbés qui s'enssieuvent, sicomme monseigneur d'Anchin, monseigneur de Saint-Gillain, monseigneur de Hasnon, monseigneur de Liesies, monseigneur de Saint-Denis, monseigneur de Crespin, monseigneur de Maroilles, monseigneur de Cambron, monseigneur de Bonne-Espérance, monseigneur de Vicoigne, monseigneur de Saint-Fueillyen et monseigneur de Saint-Jehan en Vallenchiennes, tous iceux abbés, sauf mondit seigneur de Saint-Jehan tenant leurs croches en leurs mains, et lesdis d'Anchin, de Saint-Gillain et de Hasnon mittrez; et se y estoient avec eux le pryeur des Escolliers de Mons et le prieur d'Aymeries. Et estoient assis en ordonnance en la manière que ils sont escripts.

» *Item*, ledit jour nostredit très redoubté seigneur qui géhút avoit à Nivelles en Braibant, et de là venu oyr messe au Ruelx, entra en ladite ville de Mons par la porte de Nimy, et avoit devant lui iiij sergans d'armes vestus des armes de mondit seigneur, et vj que clarons que trompettes. Et lui venu allentree du marchiet devant le maison de *Saint-Christoffe* (*), prestement qu'il chrisy le corps saint, il mist piet à terre. Et po voit bien estre alors deux heures et demie après noesne, ou environ. Et vint tout à piet, vestu d'une courte noire robbe, et entra ou parcq par l'entrée devant le *Casteau d'or*, et salua mesdites demoiselles et les yestere, puis vint devant ledit corps saint et se mist à genoux faisant sa dévotion; et après se leva et lors mademoiselle Droughe lui mist la croche en la main, et fist mondit seigneur serment à ladite église. Aussi fist-il à la court de Mons, et lisy Jehan de Froimont, clerc d'icelle court, ledit serment. Et après, Witaume Mahieu, clerc à ladite ville, se mist à genoux et demanda à monseigneur de Goux, chancelier, le serment de la ville, que ce jour, à sa requeste, il lui avoit balliet pour le veoir. Lequel serment qui escript estoit en parchemin fu rendu audit Willaume, et lors ledit Willaume commença à lire ledit serment en la manière qui s'enssuit:

Très puissant prince et mon très redoubté et souverain seigneur, Chy jurrez-vous que vostre ville de Mons, tous les bourgeois et masuyers d'icelle, yaulx et le leur vous garderez et maintenez, par la loy et l'enseignement des eschevins de icelle ville, de tous cas dont eschevins doivent jugier par loy, vous les maintenez par le jugement de vostre souveraine court de Mons, en sauvant les poins des chartres faisans

(*) Actuellement le Café du Commerce, près de l'hôtel de ville.

mention de la loy, des coustumes et de le paix de vostre comlet de Haynnau. Et tenrez et ferez les querques que les eschevins de vostre dite ville de Mons quierqueront aux juges dont il sont chief-lieu. Et si tenrez oussi et ferez tenir toutes les chartres, franchises et previlèges que vostre dite ville de Mons a et puelt avoir de vos anchisseurs comtes et-comtesses de vostre dit pays de Haynnau. Et tant plus que les trois pays, c'est assavoir Haynnau, Hollande et Zélande, seront à tousiours en perpétuïté tenus tout à ung, sans partir ne desseurer () l'un de l'autre. Et que tout ce que devant est dit tenrez bien léalment et enthièrement.*

Et au remain dudit serment contenant ce que s'ensuit : *Si vous ayt Dieu, le beneoit corps saint madame sainte Waudrud et tous les autres sains de paradis, il ne fu point leu, pour ce que quant ledit Willaume vint jusques là, mondit seigneur le chancelier lors présent dist : Holà, il souffist. A quoy icelui Willaume dist à mondit seigneur le duc que ledit serment c'estoit tel que ses prédicesseurs avoient acoustumé de faire, et n'y avoit riens de nouvel. Et sur ce, mondit seigneur le duc dist de sa bouche, que ce et le serment que ledit Willaume avoit leu en le manière devant dite il tenroit par sa foy, disans ces parlers : Nous le tenrons et ferons par ma foy. Présents audit serment faire, avecq mesdis seigneurs abbés et prélas et mesdis seigneurs eschevins et conseil de ceste dite ville et les deux clerccs d'icelle ville, sicomme ledit Willaume et Mahieu Loste : monseigneur d'Aymeries, bailli de Haynnau, monseigneur de Jeumont sénéscal de Haynnau, monseigneur de Lalaing, mouseigneur Simon de Lalaing, monseigneur de Werchin, mouseigneur de Ville, monseigneur de Fontaines, de Dugelles et de le Longheville, monseigneur de Sebourcq filz dudit monseigneur de Fontaines, monseigneur de Trasegnies, monseigneur de Boussut, monseigneur de Bellegnies, messire Anseau de Bous-sut, chevalier, monseigneur de Haynnin, messire Hoste de Markettes seigneur de Saint-Pierre, monseigneur de Ville, monseigneur Estiévene de Mourgny seigneur de Hugemont, monseigneur Anthoine de Lalaing, messire Pinckart de Gavre dit de Hérimelz, monseigneur de Trivières, monseigneur de Mastaing, monseigneur Lordenoix de Donstiévène, monseigneur de Maingoval, monseigneur de Ham, monseigneur de Noyelle, monseigneur de Dormans, Jehan Aubert prévost de Mons, et autres.*

» *Item, lesdis sermens faix on se party dudit parcq et à procession on reporta ledit corps saint et le kief de madite dame sainte Waudrud à ledite église; et devant le corps saint, après les demoiselles, alloient lesdis*

(*) *Desseurer*, détacher, séparer.

abbés, et après lesdis corps saint et kief mondit seigneur le duc tenant le croche en sa main, et montèrent amont le rue du Casteau, devant icelui casteau.

» *Item*, sieuvoient mesdis seigneurs eschevins et conseil de ledite ville ladite procession jusques à ledite église Sainte-Waudrud et entrèrent ou cuer djoindant le grand autel, et y furent tant que nostre dit très redoubté seigneur, après que pluseurs des dessusdis seigneurs eurent releveé à lui leurs terres, seignouries, et départi à ladite église, et monta à cheval devant le grant portal pour raller à sondit hostel, que lors mesdis seigneurs eschevins et conseil se départirent de ledite église avant que ledit corps saint fust remis en son lieu.

» *Item*, fu ce jour fait présent de par ladite ville à monseigneur le duc de iij keues de vin, les deux de Beaune et le iij^e de France vremeil, et de deux kannes d'argent dorrees pesans emsamble environ de xvj à xviii marcs d'argent, lequel présent mondit seigneur prist très bien en gret, et proffera Willaume Mahieu les parolles.

» *Item*, après ledit présent fait et qui pavoit bien estre v heures après noesne, souppèrent en le cambre du conseil de le maison de le paix mesdis seigneurs eschevins, leurs clerqs, ceulx du conseil qui esté avoient à le porte de Nimy et ou parcq, aussi pluseurs des bourgeois qui esté avoient contre mondit seigneur, et ceulx qui conduis avoient les flambeaux.

» *Item*, pour cause de ladite venue de mondit seigneur le duc, furent faites et publiées de par ladite ville pluseurs ordonnances servans à le garde de le ville et au bien commun.

» *Item*, furent ordonnez pour garder ledit parcq avant le venue de nostre dit très redoubté seigneur, par le dedens, x archiers du grant serment, vj du petit serment, iiij arbalestriers et iiij canoniers, et se en y eult à le dessusdite porte de Nimy, pour assister le gait jusques après le venue de mondit seigneur viij archiers, iiij du grant et iiij du petit.

» *Item*, mémoire que avecq mondit seigneur allentree en la ville ne y entrèrent nulz bannis ne autres requérans sa grâce pour homecides, voyages, ne autres cas, dont il y avoit bien que hommes que femmes v^e ou plus, logiez és faubours de ledite porte de Nimy, pour ce que mondit seigneur veult premiers faire visiter leurs supplications et savoir la vérité de leurs cas.

» *Item*, le mardy ensuivant, nostre dit très redoubté seigneur fist requête as trois estas de son pays de Haynnau lors assemblez à son hostel de Naste, que, — pour trois causes, l'une pour les grans fraix et despens qu'il avoit naghaires euz et supportez pour cause de son armée mise sus contre les Liégoix, pour le bien et pais de ses pays de Haynnau et Bra-

bant, lesquels Liégois il avoit mis à son obéissance; la seconde, pour sa première venue et réception à la signourie dudit pays de Haynnau, et la iij^e, pour ce que présentement il se alioit par mariaige, pour le bien de tous ses pays, à madame Margheritte, seur germaine au roy Eduart d'Engleterre, dont la sollempnité des noches se devoit faire et célébrer ou mois de may prochain, — on lui volsist acorder et donner en aydde la somme de trois cens mil livres tournois, monnoie de Haynnau, à payer à x ans, sans riens descompter de la taille et aydde courant acordée à monseigneur le duc Philippe, son père, qui encores avoit à durer v ans, disans que, pour les deux derrenières causes on lui devoit de droit. Et le lendemain merkedey, ou tart, lui fu acordé ladite aydde de iij cens mil l. t., à payer si comme: les chincquante mil livres tournois dedens v ans proysme, que encores ladite aydde acordée à mondit seigneur le duc Philippe, son père, avoit à durer, et le remain montant ij^el mil livres tournois à x ans ensuivans, dont mondit seigneur le duc fu bien contens.

» *Item*, le venredi eussuivant, mondit seigneur le duc se party de Mons environ viij heures du matin, pour aller faire serment en la ville de Songnies, comme il fist, et au soir revint à Mons.

» *Item*, le lundy ensuivant, se parti mondit seigneur avant-dysner, de Mons, pour aller à Mabuege faire serment, comme il fist, et de là alla à Vallenchiennes le merkedey eussuivant.

» *Item*, après ledit partement de mondit seigneur et oudit jour meysme, à l'après-noesne, fu publyé à son de trompe au-dehors de le porte de Nimy, où avoit pluseurs bannis homecides et autres attendans de mon advant dit seigneur, ce qui s'ensuit :

« Le ordonnance de mon très redoubté seigneur monseigneur le duc de Bourgogne, comte de Haynnau, est telle que il fait grâce à tous ceulx qui sont cy venus en personue en sa joyeuz-entrée, lesquels en leurs corps deffendant et comme premièrement assaillés et injuriez, incontinent sur le champ et de chault sancq ont commis aucuns hommicides, navreure ou blechure, pourveu qu'ilz ayent contentet partie; et aussi à ceulx qui par cas de meschief et adventure ont thuet, navret ou blechiet autrui, comme par le coulpe de leur cheval ou autre pareil cas.

» Et déclaire à tous ceulx qui aueront esté assaillans et agresseurs, qu'il ne leur veult point faire de grâce, poset ores que ce eust esté en contrevenge.

» *Item*, fait grâce à tous laroucheaux qui n'aueront fait larchin en église ou autre lieu saint, ou pour icelui larchin fait violence ou force, comme de avoir rompu maisons ou assailly gens sour chemins, moyennant satisfaction avant faite.

» *Item*, pardonne tous petemaiges en tant qu'il lui touche et sa justice, se ilz ne sont encoires pour cas villains ou autres que les dessusdis.

» *Item*, pareillement pardonne toutes injures, navreures et blechures dont mort ne s'est ensieuwie, moyennant que partie soit satisfaite.

» Et veult et déclare que on liève les grâces de maistre Jehan Gros et maistre Charles Soillot, ses secrétaires, qu'il a à ce commis, dedens trois mois prouchains venans, sous paine de perdition de leurs grâces. Et pendant ce temps, leur baille respit et sauf-conduit pour sceurement venir devers lui et sesdis secrétaires, pour poursuyr leursdites grâces.

» Et commande à tous autres malfaiteurs qui ne sont de la qualité dessusdite qu'il se partent de son pays dedens trois jours, sous paine de estre en poursuite et cache de justice après lesdis trois jours expirez.

» En oultre, deffendit à tous les dessusdis, quelz qu'ilz soient, qu'il ne entrent point dedens sa ville de Mons jusques à ce qu'ilz aueront obtenu les lettres de leurs dites grâces, lesquelles ilz seront tenus de monstrier et exhiber dedens XL jours après icelles obtenues à monseigneur son grant bailli de Haynnau et à messeigneurs du conseil à Mons, pour savoir se ilz ont dit vérité, afin de en ce cas les ent laisser joyr et non autrement.

» Et otel fist mondit seigneur en sa ville de Vallœnchiennes, à sa entrée. »

(Registre intitulé sur le dos : *Bans et autres mém.*, 1404, fol. cvj v^o à cxv. — *Archives communales de Mons.*)

(273) Conseils de ville du 9, du 16 et du 26 juillet 1468. 2^e reg. des *consaux de Mons*, fol. xxxviii et xxxix v^o.

(274) « A Jehan Cattel, orfèvre, pour une coupe d'or à piet et à souaige et couvercle, ayant ung pumiaul par-dehors et une garnissure par-devens ledit couvercle, où les armes de la ville de Mons sont taillies et esmaillies, et ladite coupe ensaignie du nouviel poinchon de ladite ville, ycelle coupe pesant iij mars vij onces ij estrelins demi, sans y comprendre ledit esmaille, accattée et mise en le vièse trésorie de le maison de le paix, pour le donner à nostre très redoubtée dame madame la ducesse de Bourgoigne, quant ellè venroit première fois en ledite ville de Mons. Sont vj^e lxxij l. x s. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1467 à la Toussaint 1468.)

(275) Cocqueau, t. II, fol. 290.

M. Édouard Waltré, dans son *Histoire de la ville d'Ath* (Tournai, Ad. Delmée, in-8^o), p. 51, rapporte que le duc Charles se rendit à Ath en 1468 et s'y arrêta quelques jours. « On le reçut — ajoute-t-il, — avec un appareil éclatant, ce qui le satisfît d'autant plus, qu'en d'autres endroits,

il se vit en présence des exigences des habitants ameutés, pour demander l'abolition des taxes et des gabelles établies par son père. »

J'ai trouvé, dans un autre ouvrage, que, le 17 octobre 1468, le roi de France et le duc de Bourgogne couchèrent au château du Quesnoy, y restèrent jusqu'au 19, en partirent après le dîner et vinrent coucher à Givry, se rendant à Namur par Châtelet, et de là à Liège dont la prise eut lieu le 30. (*Mém. de Ph. de Commines*, édition enrichie de notes par Godefroy et Lenglet du Fresnoy.)

(276) *Aguenée*, haquenée, jument de prix, cheval de parade pour les dames.

(277) *Acheme*, ornement, atour, parure.

(278) *Mémorial de plusieurs affaires de la ville de Mons, commençant en 1402 et finissant en 1532*, coté N° 5047, fol. iij^{xx} viij. — Archives communales de Mons.

(279) A. Lacroix, *Relation en prose et en vers, de la joyeuse entrée à Mons, en 1470, de Marguerite d'Yorck d'Angleterre et de Marie de Bourgogne*. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, première série, t. II.

(280) « Pour et à cause de la première, noble et joyeuse venue de nostre très redoutée damme et princesse madamme la ducesse de Bourgoigne, femme et espeuse à nostre très redouté seigneur et prinche monseigneur le duc, de présent en ceste sa ville de Mons, le joesdy xv^e jour de novembre en ce compte, a esté, à l'ordonnance des eschevins et conseil, payet et délivret par le massart ès mains de Gille Loucheman, Jehan de Pacques, Jehan Crohin, Jehan du Mortier, Christoffre Wautier, Henry le Clercq, ad ce commis à faire aucunes remonstrances et joieusetez honnestes à l'entrée de nostre ditte très redoutée damme, mouvant de la porte de Nimy, par laquelle elle entra en icelle jusques à l'hostel au Healme où elle se loga, et que lesdis commis emploierent ès manières et parties contenues en ung quayer de papier, la somme de. ccxix l. xj s. xj d.

» A ma dite très redoutée dame et princesse madame la ducesse de Bourgoigne, qui ledit quinzéisme jour de novembre vint audit Mons, la première fois, fu présenté à sa première venue, avoecq une coupe d'or qui prinse fu en la trésorie de la ville, où mise avoit esté dès en l'an lxxvij, une pippe de vin de Rin blancq tenant quatre muys vj estiers. lxxvij l. xv s. »

» A elle ma ditte très redoutée damme et princesse, fu encores lors présenté une keuwe de vin de Beaune nouveau. lvi l. j s. ix d.

A ma très redoutée damoiselle madamoiselle de Bourgoingne, fu ledit jour présenté une ottelle kieuwe de vin de Beaune nouveau. liij l. xix s. iij d.

» A monseigneur de Ravestain, qui ledit quinzéisme jour de novembre

vint audit Mons avecq ma ditte très redoubtée damme et princesse madamme la ducesse de Bourgoingne, fu présenté vingt-quatre lotz de vin viij l. iiij s. »

« A monseigneur le comte de Chargny, qui ledit jour vint aussi audit Mons, fu lors présenté vingt-quatre lotz de vin viij l. iiij s. »

« A monseigneur le maistre d'ostel de maditte damme la ducesse, qui celui jour vint audit Mons, fu présenté xvj lotz de vin cix s. iiij d. »

» Le xv^e jour du mois de novembre, que ce jour nostre très redoubtée damme et princesse madamme la ducesse de Bourgoingne, à présent espeuse à nostre très redoubté seigneur, vint pour la première fois en ceste sa ville de Mons, à laquelle venue fu allet au devant d'elle en grant nombre, tant de ceulx de la loy comme des bourgeois et mannants de laditte ville, en faisant à son entrée plusieurs remonstrances sour hours et à lumerres de torses; fu despendut en le maison de le paix, tant au désiuner comme au soupper apriès laditte venue par ceulx qui en ce s'estoient employez. xxxvj l. xiiij s. »

(8^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1470 à la Toussaint 1471.)

(281) *Mémorial de plusieurs affaires de la ville de Mons*, fol. iiij^{xxix}. — Lacroix, *Relation citée*, p. 25. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, première série, t. II, p. 153.

Antoine de Bourgogne, seigneur de Beveren, comte de la Roche, etc., enfant naturel de Philippe le Bon et de Jeanne ou Jolende de Prelle, damoiselle de Valenciennes, fut l'un des principaux bienfaiteurs du monastère des Frères Mineurs de Mons. Vers 1490, il fit bâtir le cloître et la chapelle capitulaire, dont la principale verrière portait son effigie, ses armes et sa devise *Nul ne s'y frotte*; il fit aussi construire le réfectoire et « le bastiment de la librairie, qui fut en son temps, par sa libéralité, » munie de bon nombre de livres, entre lesquels des trois volumes des » *Annales de Hainaut*, composez et escripts de la propre main de » m^r Jaques de Guise. » En 1489, il donna au même monastère une éplne de la couronne du Sauveur, posée dans un ostensor en or. Cette relique fut perdue dans l'embrasement de l'église et du couvent lors du siège de 1691. (Vinchant, *Annales*, t. II, p. 332; De Boussu, *Histoire de Mons*, p. 60.) Ruteau (dans son édition des *Annales de la province et comté d'Haynau, recueillies par feu François Vinchant*, p. 283) et De Boussu prétendent qu'Antoine de Bourgogne choisit sa sépulture dans l'église des Frères Mineurs. Mais j'ai vainement cherché son nom dans le recueil d'épitaphes du couvent déposé aux Archives de l'État, et Vinchant lui-même

fait connaître que ce personnage, dit le *Grand bâtard de Bourgogne*, mourut le 5 mai 1304, âgé de 84 ans, et que son corps fut inhumé à Tornhem, près de Saint Omer. (*Annales du Hainaut*, éd. des Bibl., t. V, p. 194.) — Voy. l'article publié dans la *Biographie nationale*, t. II, pp. 837-842, par M. le B^{re} Albéric de Crombrugghe.

Les comptes du massard de Mons contiennent un souvenir sur un autre bâtard de Philippe le Bon, que je crois utile de consigner ici. Le magistrat présenta, le 10 octobre 1490, seize cannes de vin « à Bauduin, bastard de » Bourgongne, venu à Mons avec madame son espouse, retournant de la » cour pour résider à Baudour, laquelle terre lui estoit donnée par récom- » pense »

(282) Conseil tenu la nuit de Noël (24 décembre) 1470. — Voy. De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition de M. Gachard, t. II p. 361, note 2.

Dans son assemblée précitée du conseil de ville, on lit que le bailli de Hainaut, les gens du conseil de ce pays, le prévôt, le mayeur et les échevins de Mons s'étaient réunis pour délibérer sur ce qu'il y aurait à faire, et qu'ayant reconnu « que ledit murmure ne venoit point de ce pays, » avoient conclud de envoyer ambaxade envers nostre dit très redoubté » seigneur, pour les estas de ce pays, si comme ung noble, ung abet, et » deux ou trois de ceste ville pour le fait des bonnes villes. » — 2^e reg. des *consaux de Mons*, fol. iiij^{xx} xvj^v,

(283) « A ung josne escuyer de l'ostel mademoiselle de Bourgongne, qui le xxvij^e jour de juillet vint audit Mons faire encqueste à mesditz seigneurs eschevins, sçavoir se on ne se moroit point en la dite ville, afin de maditte damoiselle avoir sour ce bon advis de y venir ou non; fu présenté iiij lots de vin xix s. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1470 à la Toussaint 1471.)

(284) Conseils de ville du 30 juillet et du 3 août 1471. (3^e reg. des *consaux de Mons*, fol. vj^{xxv} et vj^{xxvj} v^o.)

(285) « Au tappissier et fourrier de mademoiselle de Bourgongne qui le xvj^e jour de septembre vinrent, audit Mons, tendre et appointier l'ostel de Naste, où maditte damoiselle avoit intention de soy venir tenir; fu présenté viij lots de vin. liij s. »

(Compte du massard de Mons, de la Toussaint 1470 à la Toussaint 1471.)

(286) « A maistre Jehan Spiringh, médechîn, qui le xxvj^e jour de septembre fu envoyet audit Mons par maditte damoiselle de Bourgoingue envers messeigneurs eschevins d'icelle ville, afin de sçavoir comment de

mortalitet on s'en portoit aval icelle ville, lesquelz mandèrent les curez, chappellains et clercqs, pour sçavoir quel chose il en estoit, fu présentet iij lots de vin xxiiij s. »

(*Même compte.*)

(287) « Le joesdy xvij^e d'octobre, que lors nostre très redoubtée damoiselle, acompaignie de ceulx de sa court et en son estat, vint en ceste ville de Mons, pour soy tenir et logier en l'ostel de Naste, à laquelle fu, de par la ville, allet au devant par pluseurs, tant eschevins comme du conseil, des bourgeois et autres de leditte ville, pour le bienvingnier et saluer, fu despendut tant au disner comme au soupper en le maison de le paix par les dessusdis. xv l. xij s. vj d.

» As compaignons coulleuvriniers et as archiers des deux sermens d'icelle ville, qui le seizéysme jour d'octobre de ce dit compte, que lors nostre très redoubtée damoiselle de Bourgoingne vint en ceste ville de Mons atout son estat, pour se tenir en l'ostel de Naste, furent tant à la porte de Nimy comme à la maison de le ville pour estat jusques apriès la venue de maditte damoiselle, fu donnet à chacun desdis sermens, pour eux récréer ensamble vingt solz, sont lx s.

» A ma très redoubtée damoiselle mademoiselle de Bourgongne, qui le seize d'octobre, vint audit Mons soy tenir à son hostel à Naste, fu présenté une pièce de vin nouveau de Bourgongne claret. xxxj l. iiij s. »

(*Même compte*)

La date de l'arrivée de mademoiselle de Bourgogne n'est donnée d'une façon précise que dans le premier de ces extraits.

(288) « Au filz de monseigneur de Ravestaing, qui vint avecq maditte damoiselle de Bourgoingne audit Mons, fu présenté le dix-huytisme jour dudit mois d'octobre, à son hostel à l'Angle, seize lots de vin. . . c s. »

(*Même compte.*)

(289) « A ma dessusdite très redoubtée damoiselle mademoiselle de Bourgongne, fu, à l'ordonnance et délibération desdis eschevins et conseil de laditte ville de Mons, donnet et présentet, à l'entrée de la feste de Toussains ensuivant le clos de ce compte, ung collier d'or esmailliet, pour sa bienvenue et la première fois qu'elle avoit estet à la feste de ceste ditte ville, et affin d'estre en sa noble grâce, et que la ville ly pleust avoir en sa recommandation, considéret que, depuis son enfance, on ne ly avoit fait quelque don ne présent; lequel collier avoit estet et fu achetet avant ledit jour de Toussains et le clos de ce compte, qui cousta et fu payet. . . cc l. »

(*Même compte.*)

(290) « A monseigneur son grant maistre d'ostel et à madame du Chastelet, sa première dame, fu lors semblablement donnet, à l'ordon-

nance desdis eschevins et conseil, pour souvenance et affin de adrèche avoir envers madite damoiselle, quant besoing seroit, à chacun d'eulx trente escus d'or, qui vallent à l sols pièce. cl l. »

(Même compte.)

(291) « A plusieurs compaignons jeuwaus jeulx de parture sour kars, pour par eulx dilligemment faire jeulx et esbattemens honnestes devant madite damoiselle à l'ostel de Naste, comme elle avoit fait advertir que faire on vosist, fu donnet, à l'ordonnauche desdis eschevins, pour eulx boire essamble lx s. »

(Même compte.)

(292) As dames et demoiselles de madamoiselle de Bourgogne demorant en ceste ville, au jour que maditte damoiselle s'en alla hors d'icelle ville par-devers madame la grande, qui lors estoit fort occupée de maladie, de laquelle elle termina vie par mors, fu présentet lxiij los de vin xxi l. »

(9^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1474 à la Toussaint 1472.)

(293) « Le xxviii^e jour de décembre en ce compte, pour ce qu'il avoit pleu à nostre seigneur Dieu appeller de ce monde transitoare nostre très redoubtée dame et princesse madame la ducesse la grande, mère à nostre très redoubté seigneur monseigneur le duc, se partirent de ceste ville de Mons, à l'ordonnance des eschevins et conseil d'icelle, Jehan Crobin et Gille Druelin, eschevins, Gille Vinchant, Amaud Mathieu et Servaix Waudart, du conseil de laditte ville, pour thirer vers nostre très redoubté seigneur, lors estant en sa ville de Saint-Omer, pour le complandre du trespass de maditte damme sa mère, comme il appartenoit estre fait, et eulx venus à Vallenchiennes, ledit Servaix, à le requeste de monseigneur le baillif de Haynnau, et pour certains affaires touchant à monseigneur de Bussy, retourna audit Mons en y renvoyant en son lieu Jehan Coispeau, eschevin, lesquels thirèrent à Béthune lez-Ghonaix, où nostre dit très redoubté seigneur estoit à l'enterrement de maditte damme sa mère, lequel le nuit des Roix revint audit Béthune dudit entherrement, et lors lesdis députtez firent les devoirs envers luy tellement que très bien le prist en gré, en les remerchiant et saditte ville de Mons; ouquel voyage les dessusdis, réservet ledit Servaix, eulx xij à xij chevaux, y compris Jehan Passage, sergent, et ung sommelier qui mena leurs robbes en ung panier, séjournerent, allant, besongnant et retournant, xij jours, payet. excij l. xix s. »

(Même compte.)

(294) « A ung josne escuyer de l'ostel ma dessusdite damoiselle de Bourgogne, qui, le xiiij^e jour dudit jenvier, aporta lettres closes de par

nostre dit très redoubté seigneur monseigneur le duc en ceste ditte ville, qui furent ouvertes en plain conseil, par lesquelles icelui nostre dessusdit très redoubté seigneur démontre estre fort content d'icelle saditte ville, du bon devoir par elle fait, tant en avoir visitet ma dessusdite damoiselle de Bourgogne sa fille comme en ly avoir fait aucunes grascieuses, fu présentet viij lotz de vin lvs. »

» Au tapissier de ma dessusdite demoiselle de Bourgogne qui ledit jour revint en ceste ditte ville, venant d'envers nostre dessusdit très redoubté seigneur, où elle estoit lors, advertissant de la revenue de ma ditte damoiselle de Bourgogne en icelle ville, fut présenté liij los de vin. . . xxvj s. »

» A Grars Reneau, sergent à ladicte ville, pour deux jours par luy employés, les xxvij et xxviij^e jours de janvier, envers mademoiselle de Bourgogne, laquelle estoit allée au trespas de maditte damme la ducesse la grande, sa grant mère, laquelle l'on disoit retourner à Mons, dont partie s'estoit, affin de par mesdis seigneurs eschevins yestre adverty du jour de son retour, pour estre prémunys, à xxv s. pour jour l. s. »

» A icelle ma dessusdite damoiselle de Bourgogne, qui, le xxvij^e dudit jenvier oudit an, revint de envers icellui nostre dessusdit très redoubté seigneur monseigneur le ducq son père, avecq lequel elle s'estoit bonne espasse tenue, fu présentet une pièce de vin de Franche acheté à Jehan de Gibieque, à *le Coupee*, à Mons. xxxv l. »

» A monseigneur de Villers, maistre d'ostel d'icelle ma dessusdite damoiselle de Bourgogne, qui ledit jour revint avecq elle en ceste ditte ville, et lequel se devoit partir pour ce qu'il avoit servy son terme, fu présentet pour les grans plaisirs que faiz avoit à ladicte ville, xij los de vin. lxxviij s.

» A messire Phelippe de Commines, qui ledit jour vint audit Mons, fu pareillement présentet xij lots de vin lxxix s. »

(*Compte cité plus haut, du massard de Mons.*)

(295) 3^e reg. des consaux de Mons, fol. vij^{xx} viij^{vo}.

(296) « Pour plusieurs rommarins et violiers accattez, à l'ordonnance desdis eschevins et conseil, à l'entrée du mois d'avril en ce compte, ou marchiet de ladicte ville de Mons, lesquelz furent de par icelle ville présentez et donnez à mademoiselle de Bourgogne, lors se tenant en l'ostel de Naste, en icelle ville, pour encommenchement de son gardin, fu payet xij l. liij s. »

« Pour plusieurs autres rommarins, margolains, violliers, erbus et ginofrez, que Jehan Bozet, sergent à ladicte ville, au command desdis eschevins, acheta le xx^e jour dudit mois d'avril en la ville de Tournay, où pour ceste cause fu envoyet; et lesquelx furent semblablement présentez et donnez à maditte demoiselle; a esté payet. xlii l. v s. vj d. »

(*Compte cité plus haut, du massard de Mons.*)

(207) « Pour le voyage fait, ou mois d'avril, à l'ordonnance du conseil par Jehan Crohin, eschevin, et Jehan de le Croix, massart, en aller à la ville de Bruges par-devers nostre très redoubté seigneur, atout lettres closes de mademoiselle de Bourgoingne, sa fille, lors se tenant audit Mons, affin de luy supplier que son plaisir fuist de en icelle ville de Mons tenir la feste de la Toison, dont renommée couroit le devoir par luy tenir à l'entrée de may ensuivant, aussi de requérir à Monseigneur de Clary, son grant maistre d'ostel, à monseigneur maistre Jehan Gros, son audienchier, et monseigneur maistre Anthonne Haneron, prévost de l'église Saint-Donas de Bruges et des églises de Mons, affin de à ce tenir le main; dont sour ce fu respondut par mondit seigneur le ducq que bonnement faire ne le povoit, et que assez brief apriès sadite feste passée, il venroit en icelle sa ditte ville de Mons et s'y tenroit aucune bonne espasse, etc. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1471 à la Toussaint 1472.)

(208) De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, édition déjà citée, t. II, p. 403.

(209) Conseil de ville du 16 juin 1472 : « Touchant la venue de madame » la duchesse de Bourgogne, que on entendoit estre à demain, conclut de » aller allencontre d'elle et la bienvigner le plus honnestement que bonnement on pora, et que on lui face présent de deux queues de vin, l'une de » Beaune, l'autre blancq. » (3^e reg. des consaux de Mons, fol. viij^{re} et iiij.)

(300) « As compaignons jeuweurs sur Kars, ausquelx à le venue en ceste ville de Mons de ma très redoubtée damoiselle mademoiselle de Bourgoigne et de ma très redoubtée damme et princesse madamme la duchesse, allèrent faire jeulx et esbattemens honnestes à l'ostel de Naste, par-devant elles, pour les récréer, dont ilz fissent bon et grant debvoir à la loenge de ladite ville, fu donnet pour eulx boire ensemble lx s, et une torse de chire pour eulx aidier à lumer audit jeu et esbattement faire de lx s. Sont ensemble vj l. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1471 à la Toussaint 1472.)

(301) « A douze compaignons archiers des deux sermens de ladite ville de Mons, qui, au bon plaisir de maditte dame la duchesse et par commandement de mesdis seigneurs eschevins et conseil, furent authour des nobles personnes d'icelle maditte dame et de mademoiselle de Bourgoigne, sa fille, à trois pourcessions généralles qui au mois de juillet se firent en ceste dite ville pour pryer Nostre Seigneur Dieu pour le bien de paix et pour le garde de la très noble personne de nostre très redoubté seigneur, asquelles pourcessions maditte dame et maditte damoiselle sa fille furent présentes, et affin de par lesdis archiers les préserver de oppressions du

peuple, fu donné à chacun deux solz pour chacun jour, qui montent pour lesdis trois jours lxxij s. »

(*Même compte.*)

(302) *Mémoires de Valenciennes*, t. II, p. 206.

(303) *Même volume*, p. 207.

(304) « A nostre très redoubté seigneur monseigneur le duc de Bourgogne, qui le xvij^e jour du mois de may, vint en le ville de Mons, fu présenté, à l'ordonnance du conseil de la dite ville, deux pièces de vin. liij^exxij l. xvij s. »

« Le xvij^e jour du mois de may, apprîes que les dis eschevins, pluseurs du conseil et autres bourgeois de ladite ville eurent esté sour les champs allencontre de nostre dit très redoubté seigneur, qui ledit jour vint en ladite ville de Mons, de sa ville de Vallengiennes là où il avoit fait et tenu la feste de son Thoyson, fu frayet à le maison de la paix. xxj l. xij s. »

« A vj héraulx et rois d'armes de nostre très redoubté seigneur et prince, qui vinrent en ceste ville, le xvij^e de may, avecq mondit très redoubté seigneur, fu donnet liij s. »

(*10^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1472 à la Toussaint 1473.*)

(305) Conseils de ville du 4, du 11 et du 13 décembre 1473. 5^e *reg. de consaux de Mons*, fol. ij^eix v^e et ij^ex.

(306) « Sur ordonnance et en accomplissant le bon plaisir de mon très redoubté seigneur apparant par ses lettres, furent envoyez à Vallengiennes avec autres personnes des estas de ce pays, le mardy xiiij^e jour de décembre l'an xiiij^elxxij, Colart le Béghin, Tassart de Masnuy, eschevius, avec Gille Druelin et Jehan Descamps, comme du conseil d'icelle, et Jehan Passage, sergant, afin de acompaignier et convoyer le corps de feu madamme la ducesse le mère Jusques à Namur, où on le devoit mener, pour de là-endroit tirer en Bourgogne et avoir sépulture avec le corps du très bon prince le duc Philippe, son mary; ouquel voiaige, ja soit ce que lors ne besongnaissent riens pour ce que le dit corps ne fu point amené audit Vallengiennes, ains les fist-on retourner jusques à ce que on les remanderoit, ilz séjournèrent par cinq jours accomplis le samedi xvij^e du dit mois enssuivant, qui montent parmy ung jour plus employé par ledit Druelin, qui pour ceste cause fu envoyé à Lisle lviij l. xv s. »

• Pour et à cause de la venue du corps de madamme la ducesse, que Dieu pardoint, amené en ceste ville de Mons, le iiij^e jour de jenvier, xiiij^elxxij (v. st.), ont esté païées les parties qui s'enssuient, sicomme : à Hellin de Sars, maistre Gille Longhet et autres compaignons carpentiers, pour ou ceur de l'église madamme Sainte-Wauldrut avoir fait et carpentet aucune manière de hestaux lyez de lambourdes et couvert d'aisselles pour

le dit corps mettre dessus, aussi mis sur quatre candeliers de bos iiij grandes lambourdes troées et quevillies et y assis plateaux pour mettre grandes chandeilles; avecq y faict ung banc à passet pour asséyr messire Jaques de Luxembourg et monseigneur de Roubaix, chiefs du deul, xxiiij s. A le vesve Hellin de Sars et à Jehan Longhet, pour bos et aisselles de pluseurs sortes pour faire ledit ouvraige, xxix s. A Jehan Mathieu, drapier, pour x aulnes de drap à lui accatté pour mettre autour et sour lesdis ouvraiges à xxij s. l'ausne, xj livres. A Conrart le Franc, chirier, pour pluseurs parties de chires à lui prises pour servir à l'obsecque et service, qui fu fait en la ditte église pour maditte damme, tant en candeilles et atacles de pluseurs cires comme en torses et flambeaux porter ardans durant ledit service, et en aconduisant et reconduisant ledit corps ens et hors de laditte ville, lvij l. xix s. vj d. *Item*, à xxxvj compaignons qui portèrent xxxvj flambeaux, au conduire et reconduire ledit corps, que il fist moult lait tamps, vij l. iiij s. A Jehan Charlet et son compaignon, fosseurs, pour avoir livret, mis et roset en ladite église demycent d'estrain, aussi porté et reporté pluseurs blans, xxiiij s. A Jehan le Carlier, saieleur à la ville, pour avoir paissut de mèches le fallot qui de nuyt fu en laditte église, xvij d. Pour les offrandes en argent atacquées aux candeilles, de quoy les dis deux seigneurs et pluseurs tant de la loy comme autres offrirent xlvij s. A viij compaignons qui nettyèrent le chemin despuis le porte de Havrech júsques au holwerck, pour ledit lait tamps qu'il faisoit au conduire ledit corps, xvij s.

» Aux députez de la ville de Vallenchiennes conduisant ledit corps avec les estas de Haynnau, fu ledit v^e jour de jenvier présenté iiij lots de vin.

xxij s. »

(11^e compte de Jehan de le Croix, massard de Mons, de la Toussaint 1473 à la Toussaint 1474.)

(307) Le 10 avril, Jacques de Luxembourg repassa par Mons. On lit dans le compte du massard de cette ville : « A monseigneur Jaque de Luxembourg, qui le x^e jour du mois d'avril retourna par ceste ville venant de Bourgogne conduire le corps, fu présenté xvj los de vin. »

(308) Il y était arrivé la veille et avait été « notablement recheu, ayans » estez fais personaiges et mistères à l'honneur du roy d'Engleterre. » A sa venue, fut faict ce ban que tous compaignons de guerre ayans » estez en l'armée du duc, et aultres ayans acoustumez servir, se préparer à la défense du país. Et au conseil du xxj^e d'aoust advisé de payer » les despens de la venue du duc, tant à Simon Marmion, pour blasons, » comme aultrement. » (Cocqueau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. II, p. 326.)

(309) « Le lundi xiiij^e d'aoust lxxv, parlet que nostre très redoubté

» seigneur et prince, hier au soir venu à Vallenchiennes, devoit venir ce-
 » jourd'hui en ceste ville, comme on entendoit, affin de savoir qu'il estoit
 » de faire en bienvignier et présent faire. Et conclud de le aller bienvi-
 » gaier à cheval sur les champs, au plus grant nombre que faire se polra,
 » et de lui faire présent de ij keuves de vin, l'une de Beaune et l'autre
 » blancq, des milleurs que l'on polra avoir; aussi de le bien acompagner
 » à le porte par où entera nostre dit très redoubté seigneur, meisme à
 » le bienvignier à son hostel, que on dist devoir estre à l'ostel Nicollas le
 » Boullenghier, avœcq avoir environ iij xii^e de flambeaux pour l'acom-
 » pagnier dedens la ville jusques à son hostel; que les rues soient bien
 » nettiies, et l'entrée de la porte pourveuve de gens bien armez et em-
 » point de deffendre, le plus grant nombre que faire se polra; les gens
 » joinquier verdure, tendre draps et paremens à leurs huis, ceux qui le
 » polront et volront faire, et de aller nonchier ces choses as demoiselles
 » de l'église Sainte-Waudrut, affin d'elles et le clergie aller jusques les
 » portes nostre dit très redoubté seigneur révérender en estat comme à
 » l'Église appertient, et faire sonner as églises, se ainsi le voellent faire. »
 (3^e reg. des consaux de Mons, fol. ij^e xlv.)

(310) Les états étaient convoqués depuis le 26 juillet. Les députés de la ville de Mons à cette assemblée, firent leur rapport au conseil de ville le 21 août 1475. (*Même reg.*, fol. ij^e xlv.)

(311) « A mondit très redoubté et souverain seigneur, après son rethour de devant la ville de Nuyss et qu'il eult combattu l'empereur et esté devers le roy d'Engleterre et les princes de ce réalme à l'environ de Péronne et après l'assemblée des estas de ce pays en la ville de Vallenchiennes, fu le lundi xxj^e jour dudit mois d'aoust, que lors il arriva et vint en ceste ville de Mons, à l'ordonnance du conseil, présenté une keue de vin de Beaune prise à le maison Colart Rousseau au Cherf, acattée par aucuns de messeigneurs eschevins, et pareillement lui fu présenté une keue de vin de Rin blanc prise à l'Estoille, contenant, etc. »

cxxxviii l. xiiij s. viii d. »

(*Premier compte de Christophe Gaultier, de la Toussaint 1474 à la Toussaint 1475.*)

(312) Conseil de ville de Mons, du 15 janvier 1477, n. st.: « Parlet comment on se avoit à ordonner pour le bien et garde de la ville, ven le temps disposé à la gherre et que nostre très redoubté seigneur et prince à le journée que euwe avoit le dimence de jour, nuit des Roix darrain passet, devant Nascey où il tenoit siège atout ses gens de gherre, avoit eu la perte et ses gens aucuns morts, autres prisonniers et le sourplus s'estoient sauvés le mieulx qu'il avoient peu, et nostre dit très redoubté seigneur s'estoit sauvé à chasteau sur Mezelle, comme on entendoit,

» sans le savoir à le vérité. Ouquel conseil vint monseigneur le bailli de
 » Haynnau, acompagné de monsigneur le prévost de Mons, messire Estié-
 » vène de Montegni, et de pluseurs du conseil de nostre dit très redoubté
 » seigneur, et y vint aussi monseigneur de Ligne, lesquels se présentèrent
 » de aiddyier la ville en ses affaires et aussi le pays. Et conclud de assam-
 » bler pour celli cause les connestables et lx hommes, » etc. (3^e reg. des
consaux de Mons, fol. ij^elxiiij.)

(313) « Aux députez de la ville de Vallenchiennes, qui le xix^e jour de
 jenvier oudit an arrivèrent en ceste ville, qui lors s'en aloient avecq ceux
 des estas de ce pays complaindre madamme et mademoiselle de Bour-
 goigne de la journée et fortune que mondit signeur le duc Charles avoit
 eu le nuit des Rois auparavant, lui estant devant la ville de Nanssy, et
 avecques que lors pour les nouvelles qui couraient, lesdis députez de
 Valenchiennes offrirent et présentèrent à la ditte ville de Mons services,
 fraternitet et tout amour; fu fait présent de deux kannes de vin prises à le
 Clef et qui estoit vin de Beaune, à v s. le lot, qui montent. . xxviij s. »

(3^e compte de *Christophe Gaultier, massard de Mons, de la Toussaint
 1476 à la Toussaint 1477.*)

(314) *Notice sur les archives communales de Mons*, par M. Gachard,
 p. 13. — *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 2^e série, t. IV,
 p. 222.

(315) Lacroix, *Faits et particularités concernant Marie de Bour-
 gogne et Maximilien d'Autriche*, p. 178. — *Mémoires et publications de
 la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, 1^{re} série,
 t. I^{er}, p. 178.

(316) De Barante, *Histoire des ducs de Bourgogne*, éd. de M. Gachard,
 t. II, p. 560.

(317) « Le xxix^e jour du mois d'octobre oudit an xiiij^elxxvij, sur les
 nouvelles courant que nostre très redoubté signeur venoit de Flandres en
 Haynnau prene possession de ce pays et faire serment pertinent, comme
 depuis il fist, fu envoiet par mesdis signeurs eschevins Jehan Francq en
 la ville d'Ath atout lettres de par eux adrechans à ceux de la justice
 d'icelle, pour en savoir la vérité, où il mist deux jours à cheval; à lende-
 main, furent deux de mesdis signeurs eschevins, si comme Henry Resteau,
 Jehan du Poncheau, envoyez audit Ath, pour savoir de monsigneur de
 Chimay ce qui estoit de faire à la cause dite de la part de ladite ville, où
 ils mirent chacun à deux chevaux ung jour, etc. . . . vij l. viij s. »

(Compte cité du massard de Mons, de la Toussaint 1476 à la Tous-
 saint 1477.)

Voy. d'autres articles de ce compte, relatifs à la réception à Mons, du
 duc Maximilien, dans la publication mentionnée plus haut de M. Lacroix,

pp. 167 et 177. — *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, t. 1^{er}, pp. 167 et 177.

(318) « Le second jour du mois de novembre, l'an xliij^e lxxvij, prist nostre très redoubté seigneur et prince monsigneur le duc d'Autrich possession dudit pays de Haynnau, à cause et comme mari et advoé de nostre très redoubtée et souveraine princesse, ducesse de Bourgoigne, contesse de Haynnau; en quoy il fu receu à la ville de Mons par ceux en faisant par lui serment telz qu'il appertient, où furent mesdis signeurs eschevins, et à leur rethour disnèrent, à le maison de le paix, avec eux pluseurs du conseil, aussi les clers et sergans à icelle ville, où fu despendut

xij l. vij s. »

« Aux sergans de le drapprie de ceste ville de Mons, ausquelz fu, cedit jour, donnet, au command de mesdis signeurs eschevins, pour leur solaire d'avoir tendut et mis à point les draps de quoy les bailles du parcq où mondit seigneur fist serment sur le Marchiet, furent couvertes, et iceux recoëilliés, la somme de. ix s. »

(4^e compte de Christophe Gaultier, massard de Mons, de la Toussaint 1477 à la Toussaint 1478.)

(319) Les lettres originales, sur parchemin, contenant le serment prêté aux états de Hainaut par le duc Maximilien d'Autriche sont conservées au dépôt des archives de l'État, à Mons. L'acte du serment prêté à la ville a été publié par M. Lacroix, dans les *Faits et particularités concernant Marie de Bourgogne et Maximilien d'Autriche*, p. 196, et t. 1^{er} des *Mémoires et publications de la Société des sciences, des arts et des lettres du Hainaut*, p. 196, d'après l'original sur parchemin et avec sceau qui repose aux Archives communales.

(320) Cocqueau, *Mémoires de la ville de Valenciennes*, t. II, p. 382.

(321) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. V, p. 4.

(322) « A lui (Jehan du Mosneri) et Ernoul Lemaistre, marissal, pour, environ l'issue dudit mois (de février), que renommée estoit nostre très redoubté seigneur et prince estre à Valenciennes et voloir venir à Mons, avoir de par mesdis signeurs eschevins porté lettres de ce faisant mention à mousigneur de Chimay, pour de ce et des nouvelles avoir avertissement, où ilz employèrent chacun liij jours à vj s. pour chacun jour et homme, sont enssamble xlvij s., et pour ung journée du cheval ledit marissal en avoir esté ghider les pionniers envoyés rompre les pons et passaiges sur le rivière de Mons à Condet et ce pour deffence des Franchois, v s. Sont. . . liij s. »

(4^e compte de Christophe Gaultier, massard de Mons, de la Toussaint 1477 à la Toussaint 1478.)

(323) « Il vint par Lille et Douay, et fit le serment en ceste ville, tel : « Très excellent, très puissant, nostre très redoubté et souverain seigneur

» et prince, vous jurés. Si Dieu, etc., comme les aultres. Et y sont ces mots :
 » Et garderés privilèges en le manière que voz prédécesseurs contes de
 » Haynnau et seigneurs de Vallenchiennes l'ont fait. Fut le xxiiij^e febvrier.
 » Et à l'instant il demanda quelle assistance d'argent on luy feroit contre
 » ses ennemis. Et lors on luy fit requeste de pouvoir créer la loy par élec-
 » tion. . . . » Cocqueau, *Mémoires*, t. II, p. 583.

On lit dans le 3^e registre des consaux de Mons, fol. iij^e xxxiiij : « Le vii^e
 » de may. Adont parlé de la venue de monseigneur le duc d'Ostrich, qui
 » ce jour venoit à puissance en armes à intention de combattre le roy lors
 » estans au Quesnoy, et conclut aller allencontre de lui le bienvigner et
 » faire présent de deux pièces de vin, une de blanc et l'autre vmeil. »

(324) « A Jehan le Voillier, chirier, auquel le ij^e jour dudit mois de may
 oudit an lxxviiij fu, au command de mesdis signeurs achetet demie-
 aulne de toille chirée en laquelle furent envollepées ij lettres envoiées à
 mesdis signeurs eschevins, par nostre très redoubté signeur et prince
 monsieur le duc d'Austrice, lui estant à Ath, affin de par message cer-
 tain les envoyer aux cappitaine et gens de la ville de Condet, comme fait
 fu ce dit jour au vespre, contenant en substance que ilz se tenissent le
 plus que ilz povoient allencontre du roy et son armée alors estant devant la
 dite ville, et que mondit seigneur leur envoyeroit secours, dont le messa-
 gier portant lesdites lettres riens ne besongna pour ce que advant qu'il
 venist audit lieu la ditte ville estoit désià rendue en la main du roy; a esté
 payet y compris xviiij d. donnez à Jehan de le Planque, pour avoir fait
 ung sacquelet de cuir où lesdites lettres bien envollepées furent. ix l. vjs. »

(Compte cité plus haut, du massard de Mons.)

(325) « A nostre très redoubté signeur et prince monsieur le duc
 d'Autrich, qui le jœdy vij^e jour dudit mois de may vint en ceste ville atout
 son armée, fu fait présent de deux keuves de vin prises et achetées à
 Colart Rousseau, tavernier clxxv l. ix s. iij d. »

(Même compte.)

(326) « Le duc d'Austrice, monsieur de Fiennes, monsieur le
 bailliy de Haynnau et messigneurs eschevins de Mons s'en allèrent le
 ix^e jour du mois de may oudit an avec grant plentet des gens de nostre
 dit très redoubtet signeur devant le chasteau de Boussut, pour icelui chas-
 teau reprendre, comme fait fu, des mains des ennemis franchoix, » etc.

(Même compte.)

(327) « Le jœdy, jour du Sacrement, xxj^e jour dudit mois dè may, les
 estas de ce pays de Haynnau furent assamblez à l'ostel de Naste et à
 l'après-disuer, pour là-endroit ouyr la demande que nostre très redoubté
 signeur et prince faisoit audit pays de Haynnau, en fourme d'aydde, pour

sortir son artillerie et aultres ses affaires, jusques à la somme de x ou xij mille escus, » etc.

(*Même compte.*)

(328) « A ung huissier de salle allemand de nostre très redoubté signeur et prince monsigneur le duc d'Autrich, fu donnet ou mois de may ou dit an, pour et à cause de l'ouvreture et assistance par lui faite à mesdis signeurs eschevins, lesquels se thirèrent lors par-devers nostredit très redoubté signeur estant en l'ostel Nicolas le Boulenghier, pour à lui parler touchant l'emprisonnement à Villevorde des prélas et signeurs députez des estas de ce pays lx s. »

(*Même compte.*)

(329) « Le samedi pénultisme jour de may an lxxviii, fu le général » conseil en le maison de le paix. Parlé ce jour, veu que le jour précédent » monseigneur le duc et son armée s'estoient partis de ceste ville de Mons » et tiré aux champs à intention de mettre le siège à Condé. »

(3^e *reg. des consaux de Mons*, fol. iij^e xxxvj.)

(330) *Annales du Hainaut*, t. V, p. 19.

(331) « J'ay veu lettres de Maximilien du 2^e de juing, donnée à son » camp lez Crepin, commandant à gens de guerre de se retirer soubz leurs » enseignes, car le roy de France faisoit asssemblée à Cambrai, pour le » combattre. » Cocqueau, *Mémoires*, t. II, p. 354, note marginale.

« . . . Et le duc vint en ceste ville, lequel le v^e de juing vint au con- » seil, auquel fit dire qu'après avoir fait son Thoison, estoit venu vers ses » bons subjectz de Haynnau et Vallenciennes, requéroit à tant que la ville » eüst à envoyer garnison à Condé : ce qu'on fist, y allans deux cens » hommes, et fist-on offre de le secourir pour reprendre les aultres villes » lesquelles peu après furent remises par le roy ès mains du duc, assa- » voir : Quesnoy, Bouchain, chasteau d'Antoing. » *Idem*, p. 354.

(332) *Bulletins de la Commission royale d'histoire*, 4^e série, t. IV, pp. 119-120.

Gilles Waulde (*La vie et miracles de S^t Ursmer*, Mons, imprimerie Jean Havart, 1628, p. 472) rappelle que, le 3 avril 1480, n. st. (?), madame Marguerite d'Angleterre, douairière de Binche, fit don à l'église collégiale de Saint-Ursmer de cette ville d'une croix-reliquaire émaillée et ornée de saphirs, d'émeraudes et de perles très précieuses ; d'une chasuble, de deux tuniques et d'une chape de brocart d'or cramoisi. Elle donna à la même église des livres de chant sur l'un desquels elle avait écrit son nom.

Philippe le Bon avait aussi fait présent à l'église de Saint-Ursmer d'ornements sacerdotaux très riches et d'un dais en velours blanc, vert et rouge aux chiffres P et Y. (Philippe et Ysabelle).

(333) « A ma très redoutée dame madame la Grande, à laquelle fu donnet, en l'an xiiij^e lxxix, par les eschevins et conseil de ville de Mons et à sa requeste, pour convertir ès ouvraiges qu'elle avoit intention faire faire en son hostel audit Mons, cent-chincquante milliers de brique et cent muys de cauche, tous livrez à son hostel, a estet par ledit massard délivret à son hostel, pour reste desdittes cent-chincquante milliers de brique, au pris de xliij s. chacun millier, » etc.

(Premier compte de Jehan Ghoret, massard de Mons, de la Toussaint 1481 à la Toussaint 1482.)

(334) 3^e reg. des consaux de Mons, fol. iij^e iij^{xxvj} v^o. Conseil de ville du 30 mars 1480, n. st.

(335) Même registre, fol. iij^e xxv-iiij^e xxvj.

(336) « Le Jedy viij^e jour de novembre xiiij^e iij^{xxj}, que nostre très redoutée dame vint en ceste ville de Mons, pour faire hommaige et prene la possession du pays, fu fait présent à elle de deux keues de vin de Beaune prises au Cherf. cxxix l. xij s. »

« A ma très redoutée dame madame la ducesse d'Ostrice, sur ce que le jedy viij^e jour de novembre xiiij^e iij^{xxj}, elle vint en ceste ville de Mons, pour faire les sermens à cause de sa comté de Haynnau, et que lors il fu conclud par le conseil de la ditte ville de ly faire présent de deux cannes ou flancons d'argent pesans xv ou xvj mars, fu-il que, pour faire adresche à la dite ville, mousigneur de Moulembaix vendy à laditte ville deux potz d'argent pesans ensamble xvij mars et xij estrelins demy, qui montent ensemble la somme de iij^e lxxvij l. xvij s. »

« A Antonne Erbault, orphèvre, a esté payé pour lesdis potz avoir dorez, livrer l'or à dorer et les faire brunéir, etc. ciij l. v s. »

« Le dit jour que ma dite dame fist serment, fu donnet à ceux cy-après déclarez ce qui s'enssient, c'est assavoir: as ménestriers et tamburins l s.; *item*, aux chevaucheurs de l'escuierie l s.; *item*, aux chartons l s.; *item*, aux trotiers xxxvj s.; *item*, au roy et héraux d'armes l s.; *item*, aux huis-siers d'armes xxij s.; *item*, aux varlez de chambre xxxij s.; *item*, aux cuiseniers xl s., et à monsieur de Hongrie xxvj s., iceulx estans tous de l'ostel madite dame. Monte la somme de. xvij l. vj s. »

(Compte cité plus haut, du massard de Mons, de la Toussaint 1481 à la Toussaint 1482.)

(337) État intitulé : *Despens fais pour cause du hourt fait, à l'ordonnance de messeigneurs les eschevins et conseil de la ville de Mons, par Jakemart du Terne et Godeffroy de Bertaimont et leur complices, ledit hourt assis par-devant le Healme, et ce fait pour la venue de madame la ducesse, qui vint audit Mons, le jedy viij^e jour de novembre, an iij^{xx} et ung, ouquel hourt fu fait une histoire rommaine.* (Archives communales de Mons.)

(338) « Le xix^e jour dudit mois (de novembre), que nostre très redoubtée dame se parti de ladite ville, par requeste faite ou nom d'elle et sur délibération du conseil pour ce prins en la maison de la paix, fu envoyé lx compaignons des sermens d'icelle, pour avec aucuns des eschevins ad ce commis, reconvoyer nostre ditte dame jusques envers Vallenchiennes, pour doubte des ennemis à cause des gherres; se a esté payé à xx archiers du grant serment, xx du petit et xx canonniers. xxxvj l. »

Compte cité du massard de Mons, et état spécial des sommes payées par celui-ci à 20 archers du grand serment, à 20 du petit serment et à 20 canonniers.

(339) Cocqueau, *Mémoires*, t. II, p. 363.

(340) Idem, note marginale.

(341) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. V, p. 43. Cet annaliste dit que la réception de la duchesse Marie à Valenciennes eut lieu le 22.

(342) « Le vij^e jour du mois de juillet, que lors ma très redoubtée damme madamme la grande vint en ceste ville, laquelle retournoit de la journée de Tenremonde; se ly fu fait présent de xxxij kannes de vin. xv l. xiiij s. iiij d. »

(3^e compte de Jean Ghoret, massard de Mons, de la Toussaint 1483 à la Toussaint 1484.)

(343) « Sachent tous ceux qui cest escript verront ou orront, que par-devant le mayeur et les tenaules de le tenance et seignourie que les personnes du noble et vénérable chappitle de l'église madamme Sainte-Waudrut, de Mons, ont en icelle ville, cy-desoubz nommez, comparurent personnellement très excellente, très haulte et très puissant princesse madamme Margheritte d'Engleterre, ducesse de Bourgongne, de Brabant, etc, d'une part, et nobles et honnourées damoiselles mesdamoiselles Marie de Marbaix, Marie de Bousies dit de Vertaing, Landrat de Praet, Margheritte de Lausnoy et Jehenne de Bousies dite de Vertaing, chanoinesses de ledite église Sainte-Waudrut de Mons et représentant le corps du chappitle d'icelle dite église, d'autre part.

.
» Che fu fait et passet bien et à loy, en ledite ville de Mons, en l'an de grasce Nostre-Seigneur mil quatre cens quatre-vings et chincq, le vingt-sieptysme jour du mois d'avril après Pasques. »

(Chirographe original sur parchemin, aux Archives de l'État, à Mons.)

(344) « A madamme Margheritte d'Engleterre, ducesse de Bourgongne, fu fait présent, le xx^e febvrier iiij^{xxix} (v. st.), que lors elle arriva à Mons, retournant de Namur où elle avoit délaissé monseigneur l'archiduc, de xxxij kannes de vin eues en la maison Jacquemart du Cauroy et au Toison, montant à xxv l. j s. iiij d. »

(Compte de Jean Estoret fils, massard de Mons, de la Toussaint 1489 à la Toussaint 1490.)

On voit par l'article suivant du même compte, que Marguerite d'York vint de nouveau à Mons le 7 juin 1490 et reçut trente-deux cannes de vin : « A madame Margherite d'Engleterre, ducesse de Bourgongne, fu fait présent au command de mess. eschevins le vij^e juing iiij^{xx}, que lors elle ariva audit Mons, de xxxij kannes de vins, les xij de Beaune à viij s. le lot eus à *le Belle Maison*; item, x kannes de vin de Germolle aussi à viij s. le lot eus à *l'Estoille*, et x kannes de vin de France à vj s. le lot eus *as Pautrenostres*, montant ensamble : xxij l. xij s. »

(345) Vinchant, *Annales du Hainaut*, tome V, p. 141. — Waulde, ouvrage cité, p. 473.

(346) Voy. ma *Description de cartulaires et de chartriers*, t. II, p. 225.

(347) Même ouvrage, t. VII, p. 205.

(348) « A madame la Grande, doagière de Bourgongne, venue audit Mons le dernier du mois de febvrier, jour du grant quaresme xv^e, fu fait présent de xxxij kennes de vin, les xvj vin de Beaune à vij s. le lot prins à Nicolas Seuwin et les autres xvj kennes vin clarot à v s. le lot prins tant au *Cherf* comme à *l'Abre d'or*, sont cy-mis. xix l. iiij s. »

(5^e compte de Jehan Bricquenaix, massard de Mons, de la Saint-Remi 1500 à la Saint-Remi 1501.)

(349) « A madame la Grande, doagière, pour et à ladite cause venue audit Mons, fu fait présent le viij^e novembre de xxxij kennes de vin, le moitié vin de Beaune prins au *Cherf* et l'autre moitié vin de France clarot prins au *Chasteau d'or*. xxij l. iiij s. »

(6^e compte de Jehan Bricquenaix, massard de Mons, de la Saint-Remi 1501 à la Saint-Remi 1502.)

Au nombre des personnages qui assistèrent au départ de Philippe le Beau et de Jeanne de Castille, le compte de la ville de Mons cite l'évêque de Cambrai, les députés des villes de Gand et de Bruges, du Franc de Bruges, d'Ypres et de Namur, des prélats et des nobles du Hainaut.

(350) Vinchant, *Annales du Hainaut*, t. V, p. 192.

CORRECTIONS ET ADDITIONS.

1451.

D'après dom Baudry (*Annales de l'abbaye de Saint-Ghislain*, dans les *Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, t. VIII, p. 552), Marguerite, comtesse douairière de Hainaut, arriva à Mons avec le duc de Bourgogne, le 15 novem-

bre 1431, et le 21 ils se rendirent à Saint-Ghislain. Le duc — ajoute t-il, — accorda une sauvegarde à l'abbaye et la défraya des dépenses qu'elle fit alors, à la réserve de la nourriture des chevaux dont le nombre était très grand, car il était accompagné d'une foule de seigneurs des Pays-Bas. De Saint-Ghislain le duc alla à Valenciennes, et de là à Vicogne pour y faire une partie de chasse au sanglier. L'annaliste rapporte qu'il y avait alors des sangliers en abondance dans la forêt de Vicogne et que les comptes de son abbaye font connaître qu'en janvier 1432 on mena 275 de ces animaux de Vicogne en Hollande, pour la provision de Jacqueline de Bavière.

1432.

Dom Baudry dit aussi que, la veille de saint Barthélemi (23 août) 1432, on reçut à l'abbaye de Saint-Ghislain la comtesse Marguerite, douairière de Hainaut, qui revenait de la chasse, et que ses braconniers et ses meutes de chiens passèrent, le même jour et les cinq suivants, par le monastère. (*Monuments*, etc., volume cité plus haut, p. 559.)

1441.

J'ai dit, par inadvertance, que le duc de Bourgogne ne vint pas à Mons à la fin de mars 1441. Philippe y séjourna du 29 de ce mois au 2 avril avec monsieur Jean de Clèves et le 3 avril avec madame de Bourgogne, messieurs Jean et Adolphe de Clèves, monsieur de Beaujeu et mademoiselle d'Étampes, comme le prouve l'itinéraire dressé par M. Gachard (*Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, t. I, p. 81).

On lit dans le 4^e compte de Hellin Coispial, massard de Mons, pour sept mois accomplis au 1^{er} juin 1441 :

« A nostre très redoubté seigneur et prince, liquelx vint au giste en se ville de Mons, le merquedy xxix^e jour du mois de march et revenoit de Hollande, comme on disoit, présentet ij queues de vin, l'une vremeille et l'autre de vin de Franche blancq. cxx lib. xvij s. vj d.

» A Jehan Henrart, pottier d'estain, pour ij pos d'estain de monstre dont on fist ledit présent, pesans ensemble vj livres demie et demi-quartron, à iij s. le livre, xix s. x d.; et à Jehan le Secq, pour ij voirs à plet buillonuez, iij s. Sont. xxij s. x d.

» As compaignons archiers du serment de Sainte-Chrestienne, liquel furent envoyet à le porte de Nimy et du Parcq, le xxix^e jour de march, que no très redoubté seigneur vint à Mons, au tart, donnet pour boire emsemble. , ... xv s. »

» A Jehan de Chimay, pour avoir portet de le maison de le paix à le cuisine de l'ostel de Naste ledit jour les vaissiaux de keuvre et d'arrain de le ville servans à ledite cuisine, iij s. A Jehan Ghérardois, caudreier,

pour y avoir livrés par leuwier, à cause de ce que no très redoubté seigneur estoit venus sans ses vassiaux de cuisine, ij caudières, une grande ronde payelle de fier, ung grant pot de keuvre, payet viij s. A Jehan Waignon, pour ottel de une payelle à ij manches et une caudière, iiij s. A Jehan Waignon le filz pour une autre payelle, ij s. A Jehan Cappette, pour ottel d'une caudière, ij s. Et à Jehan Waignon le père, pour y avoir ossi livret par leuwier une demy-caudière à vj brocques, ij autres à manches, ij payelles et ung pot de keuvre, xij s. Sont. xxxij s. »

Le 4 avril, le duc et la duchesse se rendirent au Quesnoy où furent célébrées le 7 les funérailles de Marguerite de Bourgogne, comtesse douairière de Hainaut, etc. Le duc demeura au Quesnoy jusqu'au 1^{er} mai. La duchesse de Bourgogne, qui était partie pour Laon le 9 avril avec monsieur Adolphe de Clèves, mademoiselle d'Étampes, madame de Namur et plusieurs chevaliers, écuyers et serviteurs du duc, était revenue au Quesnoy le 22; elle y resta jusqu'au 16 mai. Le 10 de ce dernier mois, le duc fit un séjour à Ath, et du 11 au 21 il habita le château du Quesnoy. (Gachard, *Collection des voyages des souverains des Pays-Bas*, t. 1, pp. 81-85.)

On lit dans le compte, cité plus haut, du massard de Mons :

« A aucuns ambassadeurs de no saint père le pappe, qui le xvij^e jour de may, vinrent à Mons et revenoient du Kesnoit, de enviers nudit très redoubté seigneur, comme on disoit, présentet viij los de vin. . . xlij s. »

Le 22 mai, le duc vint à Mons et le 23 il alla loger à Hal d'où il partit le lendemain pour Bruxelles. (Gachard, *Collection des voyages*, etc., t. 1, p. 83.)

Le 1^{er} septembre de la même année, le duc, la duchesse, messieurs Jean et Adolphe de Clèves, messieurs d'Étampes et de Beaujeu et mademoiselle d'Étampes logèrent à Hal, le 2 à Mons et le 3 à Valenciennes, en se rendant à Hesdin. (Même volume, p. 84.)

L'article qui va suivre, extrait du premier compte de Jean le Roy, massard de Mons, pour cinq mois échus à la Toussaint 1441, fait seulement mention de l'arrivée de la duchesse en cette ville :

« Le second jour de septembre, que nostre très redoubtée dame et princesse vint à Mons, se tinrent les eschevins et aucuns du conseil de ladite ville emsamble en le maison de le paix, tant pour le aller bienvignier et révéreuder comme pour estre prest et faire adrèche à tout ce que besoins seroit, et fraièrent liij l. ix s. »

Le 10 novembre, le duc et la duchesse de Bourgogne, monsieur de Nevers, messieurs Jean et Adolphe de Clèves, messieurs d'Étampes et de Beaujeu et mademoiselle d'Étampes, à leur retour de Hesdin, logèrent

à Ath, le lendemain à Hal, le 23 à Braine-le-Comte, le 24 et le 25 à Mous, du 26 au 3 du mois suivant au Quesnoy. Du 1^{er} au 3 décembre, messieurs de Saint-Pol et Ferry de Lorraine logèrent aussi au Quesnoy. Le 4 du même mois, le duc avec monsieur de Nevers et monsieur Jean de Clèves s'arrêta à Avesnes, en allant en Bourgogne. (Gachard, *Collection des voyages*, etc., t. I. p. 83.)

1464.

Pour les séjours du duc de Bourgogne faits en novembre et décembre 1464 à Antoing, à Leuze, à Ath, à Enghien et à Hal, voyez la note 238, ainsi que l'ouvrage cité de M. Gachard (t. I, pp. 95-96):

1465.

Le 14 et le 15 août 1465, le duc de Bourgogne logea à Hal. (Même volume, p. 98.)

1469.

On trouve dans une chronique rédigée d'après les journaux des maîtres d'hôtel des ducs de Bourgogne, que, le 6 décembre 1469, le duc de Bourgogne alla coucher à Hal et qu'il y dina le lendemain. (*Mémoires de messire Philippe de Commines, nouvelle édition enrichie de notes par messieurs Godefroy, augmentée par l'abbé Lenglet du Fresnoy*, t. II, p. 194.)

1472.

Le 13 mai 1472, le duc coucha à Leuze et le 14 à Valenciennes. (Même volume, p. 201.)

1473.

Le 19 mai 1473, le duc coucha à Binche. (Même volume, p. 206.)

La même chronique fait voir que la duchesse de Bourgogne avait assisté à la fête de la Toison d'or, à Valenciennes. (*Idem*, p. 205.)

1478.

Dom Baudry dit que, le 31 mai 1478, l'archiduc Maximilien logea à la cense que l'abbaye de Saint-Ghislain possédait à Hornu, qu'il vint le lendemain 1^{er} juin dans l'église dudit monastère vénérer les reliques de saint Ghislain, et qu'il partit ce jour même pour Crespin. (*Monuments pour servir à l'histoire des provinces de Namur, de Hainaut et de Luxembourg*, t. VIII, p. 578.)



V.

Onze documents de l'année 1567.

(Communiqué par M. EDMOND POULLET, membre de la Commission.)

Dans le Bulletin du 1^{er} juillet de l'année dernière j'ai publié quelques documents concernant l'année 1567, tirés des *Liasses* remises par le gouvernement français à la Commission royale d'histoire pour la *Correspondance du cardinal de Granvelle*, et qu'il était difficile de faire entrer dans cette *Correspondance*, sans lui donner des proportions trop vastes.

Je viens derechef demander la publication dans le Bulletin de onze pièces provenant de la même source, pièces dont j'ai élagué d'ailleurs, en les remplaçant par des points, les passages entièrement étrangers à notre histoire.

Parmi ces onze documents on rencontre une lettre du célèbre docteur Louis del Rio, écrite au moment où il se rendait dans les Pays-Bas, une lettre du duc d'Albe à l'empereur Maximilien II, une pièce concernant les rapports directs du duc avec le magistrat d'Anvers, l'analyse d'une lettre de l'Empereur au duc de Clèves. Les autres sont des correspondances échangées entre Philippe II et le duc d'Albe d'une part, l'ambassadeur de Chantonay de

l'autre. Dans leur ensemble elles se rattachent aux documents que j'ai publiés antérieurement, parce qu'elles concernent surtout les agissements de Nicolas de Hammes et du parti d'action en Allemagne, les rapports du siège de Gotha avec les affaires des Pays-Bas. Quelques-unes d'entre elles sont curieuses à consulter à propos des premiers actes du duc d'Albe, et des rapports personnels de Philippe II avec l'empereur Maximilien.

I.

Le docteur Louis del Rio au secrétaire Jacques de la Torre (1).

(Bibliothèque de Besançon. — Mémoires de Granvelle, t. XXIV, fol. 124.)

Madrid, le 27 janvier 1567.

Ex iis literis quas proximis cal. janua. ad te, vir clarissime, scripsi, quo statu res inde essent facillime intellexeris, et simul nescio quid incerti rumoris de me cum duce Albano in Belgium per Italiam premittendo sparsum fuisse. Id postea verum fuisse re ipsa comperi; nam Rex mihi mandavit ut me ad iter compararem, et una cum duce proficiscerer, ac illi a consiliis essem in iis presertim quæ ad juris administrationem pertinent, liberaliter mecum acturum. Conditionem accepi, non quod ignorarem difficilem et odiosam fortasse futuram, sed ne iudicium liberalitatemque regiam homo in publicis muneribus novus (2) contempsisse viderer, tum illud in mentem veniebat difficilia quæ pulchra, et magnarum rerum ardua semper fuisse principia; denique conscientia rectæ mentis

(1) Le docteur Louis del Rio avait pour mère Marguerite de la Torre, probablement sœur du secrétaire du conseil privé.

(2) M^e Louis del Rio n'avait pas encore rempli de charges publiques; il avait seulement été attaché à la légation espagnole de Paris.

fretus ad hoc munus accedo libentius, quod nunquam alium scopum in omni vita mihi proposuerim, quam ut omnibus prodessem, nocerem nemini. Et quandoquidem hoc tempore res ita tulit, spero me Belgio, et patriae et bonis omnibus quantum potero, quod exiguum erit profuturum. De salario autem meo non minus sollicitus sum, quod dux ipse liberale fore promisit. Nunc laboro ut Rex honorarium consiliarii tribuere mihi velit, ut, confecta hac expeditione, facilius quod speramus consequamur; et dux id aequissimum esse judicavit sequi id a Rege mihi impetraturum est pollicitus. Et quod D. canonicus Castillo, frater meus (1), de vacanti in privato consilio loco me admonuit, non neglexi, sed amicis quibusdam et mihi visum est in adventum Regis in Belgium hoc omne differre, propterea quod ante nihil de illis sit constitutus et tunc mihi Regis gratiam non defuturum spero...

II.

Philippe II et Thomas Perrenot, seigneur de Chantonay.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, t. IV, fol. 51-52.)

Madrid, le 14 mai 1567.

Monsieur de Chantonay del nuestro consejo y nuestro ambaxador : ha algunos dias que tenemos determinado de enviar á Luys Vanegas, nuestro aposentador mayor, con la commission que dél entendereis; y aunque parte de las causas que nos movian á embiarle han cesado, todavía por las que entendereis dél nos ha parescido acabarle de despachar para que visite al Emperador y Emperatrix, mis hermanos, de mi

(1) Le chanoine Pedro de Castillo, frère utérin de del Rio, dont il est souvent question dans le tome 1^{er} de la *Correspondance du cardinal de Granvelle*.

parte (1), y dé las gracias al Emperador de la voluntad con que ha mandado despachar las patentes y recaudos necesarios para la leva de la gente que havemos determinado levantar, demas del officio que en esta conformidad y sustancia vos haveis hecho de nuestra parte, paraque entienda lo mucho en que he estimado el amor con que se ha empleado en esta ocasion, pues hé querido enviar la persona que estava señalada para yrle á pedir esto mismo, á darle las gracias de lo bien y cumplidamente que lo ha mandado despachar.

Así mismo se las ha de dar por el buen despacho que yo entiendo y espero que hallará hecho, quando llegue, en lo de los mandatos prohibitorios, sobre lo cual nos ha parecido escribir y satisfacer á las cartas del Emperador por el daño y perjuicio, que podria traer á negocios de tanta calidad, la tardanza de la resolucion dellos, como se dilatára si huviera de guardar á la llegada de Luys Vanegas que, por su edad y salud, no podrá hacer la diligencia que un correo; todavía, como digo, le he mandado como mas particularmente entendereis por su instruccion, para que dé las gracias al Emperador por lo que en esta parte huviere mandado hacer y despachar conforme á lo hecho y á lo que allá, á los dos, os pareciere, y que en caso que no hallase despachados los dichos mandatos de la manera que se le han enviado á pedir y conviene para el bien de los negocios, haga nueva instancia y officio con él paraque se despachen con el cumplimiento que deseamos; y á vos os encargo mucho que, haviendo visto y considerado la órden, cartas e instruccion que lleva el dicho Luys Vanegas, que todo le he mandado, que os lo muestre y comunique, como es razon, le assistais en todo con la voluntad y zelo que os soleis emplear en las cosas de mi servicio, paraque este officio se haga con el cumplimiento que yo deseo y conviene, advirtiéndole que vos, por vuestra

(1) Sur cette ambassade voir Gachard, *don Carlos et Philippe II*, t. II, pp. 415 et suivantes.

parte, como persona que tambien entendidos tiene estos negocios, haga todo lo que conviene para que mejor se acierte y guie la comission que lleva.

ANALYSE.

Le Roi annonce à son ambassadeur qu'il envoie à la cour de Vienne Louis Vanegas pour y remplir une mission dont ce dernier lui fera connaître l'objet spécial. Le même Vanegas est chargé de rendre grâce à l'Empereur pour l'empressement avec lequel il a fait expédier les patentes nécessaires pour l'enrôlement des troupes que le Roi se propose de lever en Allemagne (1); de même pour l'expédition, qui aura déjà été faite probablement, lors de son arrivée, des pièces concernant les *mandats prohibitives*, c'est-à-dire la défense faite par l'Empereur aux sujets de l'Empire de prendre parti pour les rebelles des Flandres. Dans le cas où cette dernière affaire ne serait pas encore terminée, le Roi prie Chantonay de joindre ses démarches à celles de Vanegas, comme aussi de l'aider de ses conseils et de son crédit dans la négociation de sa mission à la cour de Vienne (2).

III.

Philippe II au même.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, t. IV, fol. 78.)

L'Escurial, le 31 mai 1567.

... Esta va por la via de Flándes, que lleva Gaspar de Robles con quien recibimos las dos primeras vuestras; he querido responder con el mismo por gozar desta occasion, y deciros el

(1) On trouve quelques détails sur les levées de Philippe II en Allemagne dans Koch, *Quellen zur Geschichte des Kaisers Maximilian II*, pp. 281 à 302.

(2) Cet objet principal était la conclusion du mariage de don Sébastien, roi de Portugal, avec la princesse Élisabeth, seconde fille de l'Empereur, déjà demandée par le roi de France Charles IX.

gran contentamiento y alegría con que quedo de las buenas nuevas que me ha traído el dicho Robles de las cosas de Flándes, y del buen estado en que quedavan á su partida, y de la mejoría y asiento que de hora en hora yvan tomando, de que ya allá havreis tenido particular relacion, y el Emperador, mi hermano, recibido el mismo contentamiento que á mi me han dado, que así lo entiendo yo por el cuydado en que le han puesto las desventuras y trabajos que ha havido en aquellos mis Estados, y el deseo que siempre ha tenido y tiene de verlo remediado y reparado todo, y será bien que os alegréis de mi parte con él destos buenos sucesos, y le digais esta mismas razones con las demas que á vos se os ofrescerán en esta misma conformidad.

He visto lo que me escrivís del cargo que havia tenido Hames en lo de Gota, con la ayuda y favor del conde de Swarzburg, y como el Emperador havia proveído, en sabiendolo, para que se le quitase; que me ha dado mucho contentamiento ver como en todo el Emperador, mi hermano, procura el bien de nuestras cosas, y el cuydado que tiene de desviar y apartar todo lo que le parece ser dañoso para ellas. Será bien que le deis las gracias por ello, diciendole en lo mucho que lo he estimado y que esto y todo lo demas que en favor de mis cosas hiciere, lo devo á nuestra hermandad, y que así no habrá nadie que se atreva á offendernos, viendo que los rebeldes y deservidores del uno no han de hallar acogido en el otro. Pero con todo esto vos tenreís cuenta con el dicho Hames y con sus tratos y andamientos, como otras veces se os ha escripto, para que con tiempo podais yrle á la mano y prevenir de lo que fuere necesario.

... He holgado mucho de entender lo que el Emperador os havia dicho de la buena voluntad que el duque de Saxonia havia mostrado á mis cosas; de que entiendo que no holgará menos el Emperador, mi hermano, que yo, por lo que desea conservar á sus amigos y allegados en nuestra devocion y ser-

vicio, y vos hicistes muy bien en escribir al dicho duque y darle las gracias por esta buena voluntad, y ese mismo cuydado tenreis siempre para conservar y granjear todas las voluntades que pudieredes en nuestra devocion.

Quanto á lo que haviades entendido que el dicho duque escrivia al Emperador de que seria muy conveniente no caminar con rigor en los negocios presentes, por lo que havia entendido que yo tenia con él, no hay que tratar desto pues esta, como se verá con el tiempo, mi fin : no es otra sino remediar las cosas de mis estados, y reparar los trabajos que en estos hasta aquí ha havido, sin querer hacer perjuycio á nadie, como siempre lo he procurado hacer, y se ha visto por todas mis acciones.....

Con esta se os embia una cedula para Hieronymo de Curiel, para que os remita los mil y ocho cientos ducados, que los dias passados nos escrivistes que serian menester para repartir en la chancilleria del Emperador, los cuales vos distribuireis como allá os paresciere mas convenir, paraque queden todos satisfechos y contentos.

ANALYSE.

Le Roi envoie à Chantonay sa lettre par l'intermédiaire de Robles (1). Il se réjouit des bonnes nouvelles que celui-ci a apportées des Flandres, nouvelles que Chantonay et l'Empereur auront déjà apprises. Il conjecture que l'Empereur en aura reçu autant de satisfaction que lui-même, vu l'inquiétude que les affaires des Flandres ont causées à S. M. Imp^{le} et le souci qu'elle a eu et qu'elle a encore d'y porter remède. Chantonay fera bien de s'en féliciter, avec l'Empereur, de la part du Roi; puis celui-ci continue :

J'ai vu ce que vous m'avez écrit relativement à la charge qu'avait eue Hammes, avec l'aide et la faveur du comte de

(1) Gaspard de Robles, seigneur de Billy, envoyé à Madrid par la duchesse de Parme dans la seconde quinzaine d'avril 1567.

Schwartzbourg (1), dans l'entreprise de Gotha, et comment l'Empereur, quand il l'avait su, y avait pourvu en ordonnant de la lui ôter. J'ai éprouvé beaucoup de satisfaction en voyant comment, en toutes choses, l'Empereur procure le bien de mes affaires, et le souci qu'il a de déjouer et d'écarter tout ce qui lui semble être dommageable en leur endroit. Il sera bon de le remercier pour cela, lui disant combien je l'ai prisé haut, et que cette démonstration, comme tout ce qu'il ferait encore dans l'intérêt de mes affaires, est due à notre liaison fraternelle, et que, dans cet état de choses, il n'y aura personne qui s'engagera à nous offenser, voyant que les ennemis et les adversaires de l'un ne trouveront pas de protection chez l'autre. Cependant, malgré tout cela, vous aurez l'œil sur le susdit Hammes, ses démarches et ses relations, comme on vous l'a écrit en d'autres circonstances, de façon que vous puissiez l'arrêter à temps et le tenir sous la main, si c'était nécessaire.

Le Roi a appris avec plaisir ce que l'Empereur a dit à Chantonay de la bonne volonté que le duc de Saxe (2) a témoignée à l'égard de ses affaires. Il se persuade que l'Empereur n'en aura pas eu moins de satisfaction, eu égard au désir qu'il a de maintenir ses amis et alliés à la dévotion et dans le service du Roi. Chantonay a bien fait d'écrire au duc et de le remercier, etc.

Chantonay a appris que le dit duc a remontré à l'Empereur comment il serait convenable de ne pas user de rigueur dans les conjonctures présentes, pour avoir entendu que le Roi voulait en user. Il n'y a pas à toucher ce point puisque le temps montrera ce que le Roi a pour but : son but n'est autre que de remédier aux affaires de ses États et de réparer les désordres qui s'y sont produits jusqu'à présent, sans vouloir faire préjudice à personne, etc., etc.

Envoi d'une cédula à l'ambassadeur pour que Jérôme de Curiel (3) lui fasse tenir les XVIII^e ducats, qu'il a récemment demandés, et qu'il distribuera entre les membres de la chancellerie impériale.

(1) Gunther, comte de Schwartzbourg, beau-frère du prince d'Orange et du comte Louis de Nassau.

(2) Le duc Auguste, Électeur de Saxe.

(3) Jérôme de Curiel était alors facteur du Roi à Anvers.

IV.

*Philippe II au même.**(Ibidem. — Ambassades de Chantonay, tome IV, fol. 86.)*

L'Escorial, le 2 juin 1567.

Mons^r de Chantonay : teniendo escripta la que va con esta en respuesta de tres cartas vuestras, llegaron dos de xvi y xvii de avril conque holgué mucho por el buen sucesso que me escrivís de Gotha, de lo cual tambien el baron Dietristan me dió aviso, alegrándose connigo desto de parte del Emperador, mi hermano; y así será bien que vos hagais allá lo mismo de la mia, dándole á entender el grande contentamiento que me ha causado esta buena nueva, por lo cual á él le havrá dado, con las buenas y graciosas palabras que vos sabréis usar.

He visto lo que me escrivís de lo que haviades passado con el Emperador sobre la gente de Gotha, y como se havia determinado de retener los tres mil y dozientos cavallos por seis semanas ó dos meses en *Wartguelt*, por los inconvenientes que sele offresciéron que podrian resultar en daño de nuestras cosas, y particularmente por romper los designos de los rebeldes de Flándes; y será bien que vos le deis las gracias por el cuydado que desto ha mostrado y por la voluntad conque se determinó á hazer esta prevencion, que es la misma que yo puedo desear y la que tengo tan provada en todas mis cosas; pero, con los buenos sucesos de las cosas de Flándes y el assiento y mejoría que van tomando, y con otras provisiones que estan hechas, no será menester pagar mas esta gente del tiempo porque se concertó, como os le havrá ya advertido Madama de Parma, mi hermana, y os encargo y mando que digais, de mi parte, al Emperador que se podrá muy bien licenciar la dicha gente, cumpliendo con ellos lo que está concertado, como es mucha razon, haviendo

puesto él la mano en ello, pero á vos os encargo demas desto que no se pague en mi nombre, sino en él del Emperador, por la mala consecuencia y exemplo que podrá causar en otras ocasiones y necesidades entenderse que, en mi nombre, se ha concertado y pagado *Wartguelt* tan costoso como es á seis ó siete taleres por cavallo. Y en esto haveis de hacer mucha instancia, avisándonos luego de como se havrá cumplido ; que, para deciros la verdad, ha sido muy costoso y nuevo concierto, pues el *Wartgelt*, que se ha pagado en mi nombre los meses passados, no ha sido mas de tres taleres por mes, que es bien grande la diferencia. Pero ya que esto esta hecho no hay que hacer sino pasar por ello, y que vos vivaís muy sobre avisos en semejantes ocasiones, para que se escuse todo el gasto possible.

Quanto á los mandatos no hay que tratar para (ellos), pues se havian mandado publicar, y Madama de Parma, mi hermana, os havia avisado lo que convenia al bien de los negocios, pero hicistes prudentemente en no querer que se publicasen en mi nombre, pues no yvan con todo el indumento que yo deseaba ni sin hacer mencion de la religion. Y os agradezco mucho la advertencia que en esta parte usástes, y avisareisme de cualquier otra cosa de nuevo que en esto huviere sucedido, por que holgaré mucho de entenderlo.

ANALYSE.

Philippe II charge son ambassadeur de complimenter l'Empereur au sujet de l'heureuse réussite de l'expédition de Gotha, dont le baron de Dietrichstein (1) lui a donné également avis

J'ai vu ce que vous m'écrivez avoir fait avec l'Empereur touchant les gens de guerre de Gotha, et comment S. M. impériale s'est décidée à retenir en *wartghelt*, pour six semaines

(1) Adam, baron de Dietrichstein, ambassadeur impérial à Madrid.

ou deux mois, les trois mille et deux cents cavaliers, en vue des inconvénients qui vous semblaient pouvoir se produire à l'endroit de mes affaires, et spécialement pour rompre les desseins des rebelles de Flandre. Vous ferez bien de rendre grâce à l'Empereur du souci qu'il a montré dans l'occurrence, et de la bonne volonté avec laquelle il s'est résolu à prendre cette précaution, bonne volonté qui comble mes désirs et que je tiens par expérience pour toute dévouée à mes intérêts. Mais, par suite de l'heureuse issue des affaires de Flandre, de leur tournure de plus en plus satisfaisante et pacifique, des autres précautions qui ont été prises, il ne sera pas nécessaire de payer ces gens de guerre au delà du terme pour lequel ils ont été retenus, comme Madame de Parme, ma sœur, vous l'aura déjà fait savoir. Je vous charge et vous ordonne de dire à l'Empereur qu'on peut fort bien licencier ces gens de guerre, après avoir rempli vis-à-vis d'eux les engagements pris, comme il est très-juste, puisque il est entré en rapports avec eux; mais quant à moi, je vous charge en outre de veiller à ce que le paiement se fasse au nom de l'Empereur et non au mien. Il pourrait, en effet, être de mauvaise conséquence et de mauvais exemple, dans d'autres occasions et nécessités, qu'on entendit avoir été convenu et payé en mon nom un *wartghelt* si onéreux, comme de six à sept thalers par cavalier. Sur ce point il vous faudra beaucoup insister, et nous avertir aussitôt de ce qui aura été fait : car, pour vous dire la vérité, c'était un engagement bien onéreux et inusité. Le *wartghelt*, payé en mon nom dans les derniers mois, n'a été que de trois thalers par mois au plus; la différence est donc bien grande. Mais maintenant que cela est fait, il n'y a plus rien à faire que de passer par là, et que vous soyez fort sur vos gardes pour éviter le plus possible les dépenses dans des occasions analogues.

Il n'y a pas à s'occuper des mandats (prohibitaires) puisque on a ordonné de les publier et que Madame de Parme a avisé l'ambassadeur de

ce qui convenait dans l'occurrence. Mais Chantonay a fait prudemment de ne pas vouloir qu'ils se publient au nom du Roi, puisqu'ils n'étaient pas dans la forme désirée par celui-ci, ni sans faire mention de la religion, etc.

V.

Philippe II au même.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, tome IV, fol. 110 et 111.)

Madrid, le 25 septembre 1567.

... A los xxvii de Julio os mandé escribir la resolucion que havia tomado de pasar á mis Estados de Flándes por el mar de Poniente, por estar el tiempo tan adelante y por la tardanza y rodeo grande que havia por el de Levante, y como llevaria conmigo á los principes, mis sobrinos; y porque ofresciéndose agora la dilacion de mi partida, es justo que el Emperador entienda las causas que para esto ha havido y lo que me ha movido á differirla por este invierno, pues de esto y de todo lo que fuere de importancia, se le ha de dar razon de mi parte y relacion particular, para que lo entienda todo; y así será bien que le digais de mi parte que, como él sabe, por la razon y relacion que por vuestro medio siempre se le ha ydo dando desde el principio de la turbacion de las cosas de Flándes, entendiendo yo quanto era necesaria mi presencia para el asiento y seguridad de aquellos Estados, determiné mi partida y yda á ellos; y haviéndose mucho mirado y considerado de la manera y al tiempo que esto convenia hacerse, para que lo fuese con las fuerzas, autoridad y seguridad que se devia, y que al efecto para que mi yda y presencia se enderezava, convenia primero se dispusiesen las cosas de aquellos Estados, que estavan tan turbadas y inquietas, de modo que aquello estuviese mas allanado y seguro, y se ordenase y previniese primero lo que era

necesario, para lo cual no solo convenia usar de los medios y fuerzas que dentro de la tierra y payses havia, y se podian en ellos reforzar como se hizo, mas que juntamente se metiesen en aquellos Estados un buen número de Españoles y algunos regimientos de infantería y cavallería Tudescas, y que para este effecto y para ordenar lo que allí conviniese me determiné de enviar al duque de Alba; y que como quiera que segun el tiempo en que él partió, y las prevenciones y diligencias que estaban hechas, se entendió que su llegada allí fuera mucho ántes, de manera que para principio del mes de agosto, que era el tiempo á que yo mandé prevenir y estar presta la armada en el mar de Poniente, por donde se havia resuelto que pasase, no solo el dicho duque fuera llegado, mas estuviera ya prevenido y ordenado todo lo que para mi llegada, segun lo que estava acordado, se havia de prevenir y ordenar para que aquella fuese en la sazón y tiempo que convenia, y que no embargante que esto se entendió seria así, por algunas indisposiciones que el duque tuvo y por la dilacion que en tan largo camino forzosamente hubo de haver, y por las dificultades que, para allanar y disponer el dicho camino y viaje y prevenir lo que convenia para él, ocurriéron, y el dicho duque no pudo llegar hasta fin de agosto, ni lo que él allí havia de hacer y prevenir ántes de mi partida se podia poner en efecto en muchos dias, y que así forzosamente havia de entrar el invierno en el qual tiempo no solo no era conveniente mi partida, demas de lo que toca á la seguridad de la mar, por el estado y término en que están las cosas de Flándes, mas fuera de grande inconveniente; y que en este medio tiempo del invierno habiendo ya el duque entrado pacíficamente y repartido la gente en los presidios y comenzado á tratar de los negocios, se disponrán las cosas de manera que, con mi llegada allí en el principio del verano á la primavera, lo de aquellos Estados se asiente y asegure en lo de la religion, obediencia y gobierno, como se desea y es necesario; y que siendo este medio tiempo de invierno,

el cual de sí mismo asegura las mudanzas y movimientos que se quisiesen intentar, y que con el mismo tiempo se romperá y ablandará la dureza de algunos ánimos y se aquietarán y sosegarán los de otros, y se quitará la esperanza á los que no tienen buena intencion, y se prevendrá todo lo que conviene para que con mi llegada quieta y seguramente se ponga la órden y remedio en todo lo que la materia y aquellos Estados requieren; y que así como entiendo por las dichas causas haver sido muy conveniente y casi forzosa esta dilacion, así tambien juzgo que mi yda en aquellos Estados y mi presencia en ellos para el dicho tiempo de la primavera es de tal manera necesaria y forzosa, que todo lo que hasta agora se huviese hecho seria sin efecto y se perderia del todo el fruto que, segun el estado en que por la gracia y misericordia de Dios todo se ha puesto, con razon espero se conseguirá; y que así estoy tan determinado y resolute en lo de mi partida al dicho tiempo, que ninguna cosa que pueda ofrescerse, siendo Dios servido, me lo estorve, y que así quiero que el Emperador, mi hermano, lo tenga entendido; de que me ha parecido darle cuenta como es razon. Y esto communicaréis con Luis Vane-gas, y ambos á dos juntamente, como allá os paresciere, haréis este oficio.

De Madrid, a xxv de set^o 1567.

Despues de esta escripta ha venido nueva de Flándes de los prisiones que allí se han hecho, y tambien aquí, como habréis entendido, que son de las cosas que aquí se dice que se havian de hacer y convenia ántes de mi yda, y de todo daréis razon al Emperador, mi hermano, como es razon.

ANALYSE.

Dans cette lettre Philippe II déduit longuement à Chantonay, pour que celui-ci transmette ses explications à l'Empereur, les motifs pour lesquels il a différé son voyage aux Pays-Bas. Au mois de juillet le Roi lui

avait fait savoir qu'il était décidé à passer dans ses états de Flandre, par la mer du Ponant, avec ses neveux, les archiducs. Maintenant que son voyage doit être remis, jusqu'après l'hiver, il est juste que l'Empereur apprenne de sa part les raisons de ce retard. L'Empereur qui a été tenu au courant de tout par Chantonay, depuis le commencement de troubles des Flandres, saura donc que le Roi, entendant combien sa présence était nécessaire pour le calme et la sécurité de ces états, s'était décidé à y aller. Après avoir mûrement considéré comment et quand ce voyage devrait s'entreprendre, pour se faire avec les forces, l'autorité et la sécurité convenables, il parut que, pour atteindre le but qu'on s'en proposait, il convenait que les affaires de ces états, encore si troublées, fussent plus assurées, et qu'on prit des mesures préalables à cet effet. Il ne fallait pas seulement dans l'occurrence se servir des troupes indigènes du pays, même renforcées, mais encore y faire entrer bon nombre d'Espagnols et quelques régiments de cavaliers et de fantassins Allemands. Pour en arriver là, et pour donner ordre dans les Flandres à ce qui convenait, le Roi s'était décidé à envoyer en avant le duc d'Albe. Vu le moment où le duc partit, et les dispositions et diligences qui se firent, le Roi se persuadait qu'il arriverait à destination beaucoup plus tôt, et que vers le commencement du mois d'août, — époque pour laquelle le Roi avait fait préparer la flotte sur laquelle il devait traverser la mer du Ponant — non-seulement le duc serait arrivé, mais aurait déjà préparé et mis ordre à tout ce qui avait été reconnu devoir nécessairement précéder la venue du Roi. Mais, malgré les prévisions, le duc, à cause de plusieurs indispositions qu'il a eues, et du retard qu'il a forcément subi dans un si long voyage, etc., n'a pu arriver là-bas que vers la fin d'août, et les actes qu'il devait faire, avant le départ du Roi, ne sauraient s'accomplir en un petit nombre de jours, de sorte que le voyage du Roi se voyait forcément remis à l'hiver. Or l'hiver il ne convient pas que le Roi se mette en route, tant à raison de l'état de la mer que de celui des affaires en Flandre. Au contraire, pendant cette saison, le duc étant entré pacifiquement, ayant réparti son armée dans les garnisons, et ayant mis déjà la main aux affaires, les choses se disposeront de façon qu'au commencement du printemps l'arrivée du Roi assurera et établira les affaires de Flandre, quant à la religion, l'obéissance et le gouvernement; la saison même assurera entre-temps les changements et les mouvements qu'on voudrait entreprendre; les esprits s'adouciront ou se calmeront, et ceux qui nourrissent de mauvais projets perdront leurs espérances; et tout se préparera pour que l'arrivée du Roi mette en paix et avec sécurité l'ordre convenable dans ces états. Si le Roi, par toutes ces considérations, a jugé

qu'il était utile et presque nécessaire de remettre son voyage, il est convaincu que sa présence en Flandre est si nécessaire et si indispensable que sans elle tout ce qui s'est fait reste sans effets, et qu'avec l'aide de Dieu rien au monde ne l'empêchera de faire le voyage au printemps. Il espère que l'Empereur l'entendra ainsi, etc.

En post-scriptum le Roi annonce à Chantonay que des Flandres vient d'arriver la nouvelle des arrestations qui ont été faites (1), et aussi en Espagne (2) comme il l'aura entendu, « choses de celles qui, à ce qu'on » dit ici, se devaient faire et être faites avant mon voyage (3)... »

VI.

Le duc d'Albe à l'empereur Maximilien.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, tome IV, fol 105.)

Bruxelles, le 13 septembre 1567.

Sire : m'estant, comme je me suis, assuré des personnes de Mes^{rs} d'Egmont et de Hornes, chose que de prime face pourra donner à discourir à plusieurs, et mesmes en Alemaigne où les dictz S^{rs} sont aliez, oultre leur qualitez qui y sont cognues, n'ay voulu laisser d'avertir particulièrement à Vostre Majesté des causès pourquoy, par la voye du S^r de Chantonay, ambassadeur du Roy, mon maistre, auquel je supplie très-humblement à Vostre Majeste croire, et faire en cecy tous les offices qu'elle jugera convenir pour appaiser ceulx qui en pourriont estre altérez, et leur donner rayson en payement conforme à l'entière confidence que ledict Seigneur Roy,

(1) Celles des comtes d'Egmont, de Hornes, etc.

(2) Celle de Montigny.

(3) Voir dans Gachard, *Don Carlos et Philippe II*, t. II, p. 433, la dépêche du Roi à Requesens sur le même objet.

mon maistre, a tousjours eu à la tant grande et tant sincère amitié et confraternité qu'est, et a esté tousjours, entre Voz Majestez.

Sire, je supplie au Créateur donner à Vostre Majesté très-longue et très-heureuse vye.

De Bruxelles, le xiii^e de septembre 1567.

VII.

Le duc d'Albe à Thomas Perrenot, seigneur de Chantonay.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, t. IV, fol. 133-134.)

Bruxelles, le 14 octobre 1567.

La carta de Vuestra Merced, de xxviii del passado, recebí juntamente con la copia de la que escrivíó á S. M., con la cual recebí mucha merced y contentamiento, por entender que la mala disposicion haya dado lugar para poder salir de casa; no le he recebido muy grande de la ruin informacion que han hecho á S. M. Ces^a de las cosas destos estados, por que es tan diferente que no lo podria creer sino quien este aquí. Así suplico á V. Md. que diga de mi parte, si le paresciere, que en lo que toca á los presos se ha procedido con tantas informaciones y tan justificadas que quando S. M. y todo el mundo las entiendan, verán que no se ha hecho demasia ni usado de rigor con estos cavalleros, ántes dissimulado muchas cosas que, por respecto de ser tales personas, me ha parescido necessario hacerlo. Y lo de aquí está tan quieto que no solo veo las apariencias para lo porvenir, pero aun espero una larga y perpetua quietud; y en el comercio, trato y en todas las otras cosas no se haya de ver el haver entrado en estos estados esta gente,

ni menos el haverse huydo las personas que allá dicen, que yo le asseguro no llegan á cien bellacos los que han salido huyendo, á los cuales la poca seguridad de su mala manera de vivir les ha hecho ausentar, y estos mas vale que esten fuera de la tierra del Rey, y aun de la de todos los príncipes del mundo; y certifico á V. Md. que no solo no se ha desminuido el trato, pero que me aseguran que todos los mercaderes, que estaban retirados hasta ver en que paravan estas cosas, comienzan en mayor abundancia á negociar y embiar sus mercaderías, escribiendo á todas partes la quietud que hay aquí. Hé me alargado en esto porque, si acaso le viniere á cuenta á V. Md., pueda decir á S. M. lo que passa, y tambien que, por el socorro que diré en esta que offreciamos á Franceses, podrá entender si está esto seguro ó no; y, por amor de Dios, no le dé pena lo que en el particular de los presos le dixo, que, aunque á mí me alcanza tambien mi pedazo, lo passaré de buena gana quando entendiere que hago el servicio de Dios y de mi amo. Don Francés me escribe que tenia aviso de la corte cómo S. M. havia mandado assegurarse de Montigni y que le tenia preso. Como estaban las cosas de Francia tan alteradas, ha mil dias que no tengo nuevas de allá, ni tampoco puede passar ninguno que de acá vaya, que el correo que de allí partió los otros dias hubo de dar la vuelta por aquí y sé que esta detenido en Cambray.

Monsieur de la Wers ha venido de Francia á pedir á Madama y á mí dos mil cavallos, para juntarlos con su exército y acabar de allanar sus tierras; hemos le offrecido mil y cuatro cientos, los cuales se encaminan la vuelta de Casteau-Cambresí, y no le damos los dos mil, porque me escribe don Francés que la Reyna se contentava con mil. Y ántes yo le havia ofrecido de yr con xv mil Españoles y Alemanes y cinco mill cavallos á socorrerlos, y sino de ayudarlos con dos mil cavallos y tres mil Alemanes y dos mil Walones, y qualquiera

de estas cosas se pusiera luego en execucion como Franceses se contentaran de ello. Pasa este gentilhombre à S. M. Ces^a, con comision de sus amos, á pedirle haga prohibicion en todo el Imperio de que no salga nadie á servir contra aquellos Reyes cristianísimos. Yo le escrivo la que será con esta en credencia de V. Md., por la cual me hará merced de decirle que todos los príncipes deven mirar mucho en este negocio, porque es de muy gran exemplo y consecuencia, y que ya aquello no es religion sino rebellion, como se ha visto por el príncipe de Condé, el cual se hizo llamar Rey Luis Treceno por el pueblo de San Dionis, y ha hecho batir moneda y otras cosas de esta qualidad, como mas largo me lo ha avisado don Francés. Y porque yo sé que el mismo officio hiciera con S. M. Ces^a el Rey, N. S^r, si estuviera en estos estados, no he querido faltar de suplicarselo por el medio de V. Md., cuya Ill^{ma} persona N. S., etc.

TRADUCTION.

J'ai reçu la lettre de Votre Grâce en date du 28 septembre, en même temps que la copie de celle qu'elle écrivait à S. M., et j'ai appris avec un vif plaisir que son indisposition ne la forçait pas de garder la chambre. Une chose qui ne m'a guère satisfait, en revanche, c'est le rapport infidèle et perfide qui a été fait à S. M. I. sur la situation présente des Pays-Bas, rapport si différent du véritable état des choses qu'il faudrait se trouver ici pour le croire. Je supplie donc V. G. de vouloir bien dire de ma part à S. M., si elle le juge convenable, que, dans ce qui concerne les prisonniers, on a procédé avec tant de précautions et de maturité que, lorsque S. M. et le monde entier en apprendront les particularités, ils reconnaîtront qu'on n'a usé d'aucune rigueur, ni commis aucune vexation à l'égard de ces cavaliers, mais que l'on a passé tout au contraire sur une foule de choses que la qualité des personnages incriminés com-

mandait, m'a-t-il paru, de laisser dans l'oubli. Quant aux affaires de ce pays, elles sont présentement dans un état si calme que, non-seulement je commence à me rassurer pour l'avenir, mais que j'espère une tranquillité longue et durable; pour ce qui concerne les relations de commerce, et tout le reste, on s'aperçoit à peine de l'entrée des troupes dans ces provinces et encore moins de l'absence de ceux dont on parle tant en Allemagne, car je puis certifier que le nombre des individus qui ont pris la fuite ne s'élève pas à cent, que ce sont tous gens auxquels leur conduite précédente inspirait de justes appréhensions, et qu'il vaut mieux les voir éloignés non-seulement des états du Roi, mais encore, s'il était possible, de ceux de tous les princes du monde. Pour en revenir au commerce, je puis attester à V. G. que non-seulement il ne s'est point ralenti, mais que tous les marchands qui s'étaient retirés dans l'attente des événements commencent, à ce que l'on m'assure, à négocier sur une plus grande échelle que jamais et à expédier les objets de leur trafic dans les Pays-Bas, écrivant partout la tranquillité qui y règne. C'est à dessein que je suis entré dans tous ces détails afin que V. G., si elle en trouve l'occasion, puisse informer l'Empereur de ce qui se passe, comme aussi afin que les offres faites par nous aux Français, comme je le dirai plus loin, lui fassent voir s'il y a ou non sécurité pour le commerce : je la supplie en outre de vouloir bien ne pas s'affecter de ce que S. M. lui a dit au sujet des prisonniers, car, bien qu'une partie de ces reproches s'adresse également à moi-même, je supporterai avec plaisir de pareilles contradictions toutes les fois que j'aurai la conviction d'avoir fait ce qu'exige de moi le service de Dieu et du Roi mon maître. Don Francès (1) m'écrit qu'il a reçu de la

(1) Don Francès d'Alava, ambassadeur de Philippe II près la cour de France.

cour l'avis que S. M. avait donné l'ordre de s'assurer de Montigny et de le retenir prisonnier. Comme les affaires sont si troublées en France, depuis un siècle je n'ai aucune nouvelle de là, et il est aussi impossible d'y pénétrer en venant des Pays-Bas, car le courrier parti de là-bas ces jours derniers a dû retourner par ici, et je sais qu'il est arrêté provisoirement à Cambray.

Monsieur de la Vers (1) est arrivé de France pour demander à Madame et à moi 2,000 chevaux destinés à renforcer son armée et à nettoyer définitivement le pays. Nous lui en avons offert 1,400 que l'on a dirigés sur Cateau-Cambrésis; nous n'avons point accordé les 2,000, don Francès m'ayant écrit que la Reine se contentait de la moitié. Auparavant j'avais offert moi-même de marcher à leur secours à la tête de 15,000 Espagnols et Allemands, plus 5,000 chevaux, ou sinon de les aider avec 2,000 chevaux, 3,000 Allemands et 2,000 Wallons, l'une ou l'autre de ces offres devant être immédiatement réalisée si les Français acceptaient mes propositions. Le gentilhomme, dont je viens de parler, est allé auprès de S. M. I. chargé de la supplier, au nom du Roi son maître, de défendre à tous les sujets de l'Empire de porter les armes contre le Roi très-Chrétien. J'écris à S. M. la lettre ci-jointe destinée à vous accréditer auprès d'elle, priant V. G. de lui représenter que tous les princes doivent prendre le plus vif intérêt à une affaire qui est d'un puissant exemple et qui peut entraîner de fâcheuses conséquences, attendu qu'il ne s'agit plus ici de religion mais de rébellion, ainsi qu'on l'a vu par le prince de Condé qui s'est fait appeler Roi Louis XIII par le

(1) La copie porte M. de Laners ou de La Vers. Dans une lettre du duc d'Albe à Philippe II, du 24 octobre, imprimée dans la *Correspondance de Philippe II*, t. I, p. 591, le gentilhomme français est appelé M. de Lignerol.

peuple de Saint-Denis, battant monnaie (1) et faisant tels autres actes de souveraineté au sujet desquels don Francès m'a donné de très-amples détails. Comme je sais que le Roi, notre maître, aurait fait les mêmes démarches auprès de S. M. I. s'il se fût trouvé présentement dans les Pays-Bas, je n'ai pas voulu négliger de lui présenter cette requête par l'intermédiaire de V. G., à la personne de laquelle, etc.

VIII.

Substance de ce que le duc d'Albe a proposé au magistrat d'Anvers (2).

(*Ibidem.* — Mémoires de Granvelle, t. XXV, fol. 201.)

Anvers, le 25 octobre 1567.

Que, suyvant ce que le jour précédent ilz avoient prié à Son Ex^{ce} d'avoir les affaires de la ville pour recommandez et mesme le fait de la négociation en icelle, il leur vouloit bien déclarer que le Roy enavoit tousjours eu particulier soing, et entendoit aussi de procurer en toutes choses ce que pourroit servir à l'avancement de ladicte négociation, à quoy Son Excel^{ce} désiroit correspondre de tout ce que luy seroit possible de sa part. Et ainsy les exhortoit et admonestoit que, suyvant ce

(1) Sur cette monnaie, dit une note préparée par la commission de Besançon, le prince de Condé prenait le titre de *Ludovicus XIII, primus rex evangelistarum ejus nominis* : Mémoires de Granvelle, t. XXV, fol. 203.

(2) Le duc d'Albe était entré à Anvers, le 24 octobre, à trois heures de l'après-midi, accompagné de 400 cavaliers. Il retourna à Bruxelles le 29 novembre.

soing qu'ilz monstrioient d'avoir de ladicte négociation, ilz dirigeassent toutes leurs actions au lieu d'icelle, et que délaissant toutes autres choses dont ladicte ville avoit eu tant d'incommoditez ces jours passez, ilz embrassassent ce point seul de la négociation et de sorte que la ville fust decy en avant du tout ville marchande et non ville de guerre, qu'est accoustumé d'exterminer la marchandise comme s'est veu par effect.

Qu'il estoit besoing de chercher moyen par où donner envye aux marchans d'y résider et trafiquer; à quoy n'y avoit remède plus propre que par quelque citadelle que fust ès mains du Roy, d'où ilz peussent estre asseurez de tous mouvemens de peuple et de gens que ne chercent qu'à troubler les affaires pour avoir part avecq les riches; et que, ce faisant, oires que à aucuns pourroit sembler au commencement nouveau, tout homme de bon jugement pourroit facilement comprendre que c'estoit l'unique bien de ladicte négociation, et que l'effect ne peut faillir d'en ensuivre.

Que l'empereur Charles (cuy Dieu face paix) avoit piécà considéré le mesmes, et se povoient souvenir qu'il s'en estoit parlé bien avant de son temps, où n'avoit esté question de ces tumultes passez, mais seulement prévoyant Sa Majesté Imp^{le}, par sa grande prudence, l'importance que c'estoit pour la seurété perpétuelle de la négociation, par où ne se doibt trouver cecy estrange ni fait pour chastoy, comme aussi Sa Maj^{te} ne l'entend ainsy, mais pour le grand bien de ladicte ville.

Qu'il avoit bien semblé du passé que le plus seur et le plus apparent fust esté d'ériger ladicte citadelle dans la ville. Toutefois, comme le but principal est de la conserver et préserver de tous dommaiges en ce que faire se peult, après avoir recogneu la situation du dehors s'est prinse résolution de la faire illecq respondant à un quartier de la ville, et ainsi les maisons que aultrement il eust faillu rompre demeureront en leur entier. Et, puisque cecy estoit chose tout requise pour leur propre

bien, et sans laquelle ne se povoient assurer les affaires, n'y conviendroit en tirer la guarnison qui y est à grandz dispens et non sans foule et discommodité de la négociation, par où il importoit de sans ultérieur délay mettre la main à l'œuvre, qu'ils deussent regarder incontinent et sans délay s'esvertuer à furnir à la despense de ladicte citadelle, et encheminer toutes choses pour l'accélération d'icelle, affin que tant plustost ilz feussent hors de toute peyne, libres de gens de guerre, et toutes choses sur leur viel ply; et que, à cest effect, ils tinsent apperceuz tous ouvriers propres à faire ouverture de la muraille à l'endroit du lieu où doibt estre la citadelle, et transporter les matériaux audict lieu à cet endroit que leur seroit désigné.

Et que èz cecy ilz se vouldissent employer alégrement et de sorte que Sa Maj^{te}, véant leur promptitude, se peult tant plus facilement incliner à user de sa clémence à l'endroit dez fautes commises ces jours passez, et ses ministres avoir meilleure matière de intercéder vers Sa Maj^{te} pour luy addoucir le juste mescontentement qu'Elle en peult avoir retenu; en quoy ils se pouvoient asseurer que Son Excel^{le} s'employeroit tousjours volontiers s'y avant qu'il luy seroit possible : leur veul-
lant bien déclarer, que ce mis en avant estoit ce quy luy sembloit le plus nécessaire pour le bien et assurance de la négociation; et que en cecy, et en toutes aultres choses de sa profession dont il les pourroit favoriser ou assister d'avis ou autrement, qu'ilz se deussent tenir pour asseurez qu'il les en advertira, comme aussi ilz pourroient adresser librement à luy en tout ce que ou demeurant pourroit concerner le bien, prospérité et advancement des affaires de ladicte ville, pour lequel il feroit tousjours vers Sa Maj^{te} et vers Madame la duchesse régente tous les meilleurs offices qu'il pourroit.

IX.

L'empereur Maximilien au duc de Clèves.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, t. IX, fol. 203.)

Vienne, le 21 novembre 1567.

ANALYSE.

Il a été averti qu'il se forme dans le duché de Clèves un nombreux rassemblement de gens de guerre, destiné, selon qu'il semble, à agir dans les Pays-Bas contre l'autorité du roi d'Espagne; que d'autres rassemblements ont encore lieu sur divers points du cercle de Westphalie, soit dans un but semblable, soit pour troubler la paix publique de l'Allemagne. Comme ces réunions de troupes se font sans l'aveu et moins encore sans le consentement du Monarque, il ordonne au duc, en qualité de colonel-général de ce cercle, de les dissoudre sur-le-champ et de ne point permettre qu'elles soient renouvelées.

X.

Philippe II à Thomas de Perrenot, seigneur de Chantonay.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, tome IV, fol. 153.)

Madrid, le 12 décembre 1567.

Por lo que se os ha ydo escribiendo de un tiempo á otro, así por nos como por Madama de Parma, mi hermana, y posttramente por el duque de Alba, teneis tan entendido el progresso que han ydo llevando las cosas de mis Payses Baxos, que seria superfluo referir lo en esta, y así se tratará en ella solamente de lo último que allí y aquí se ha hecho, que es la prision de los condes d'Egmont y Horne, y la de Montigni su hermano, cerca de lo cual, por lo que vos escrivistes al duque

en xxix de septiembre, cuya copia nos envió, havemos visto quanto haviades passado con el Emperador, mi hermano, y de la manera que havia tomado y lo que sentia de la prision de los dichos personajes, y lo que vos le dixistes y representástes para quitarse la sinistra informacion que desto tenia, que fué muy conforme á nuestra intencion y á la verdad. Y para le confirmar en lo mismo y que este muy enterado que se procede con toda equidad y sobra de razon, le diréis de nuevo de mi parte, que, aunque el suceso de las novedades y alteraciones de aquella provincia y el intento y fin á que tiravan los move-dores y fauctores dellas ha sido de manera que él mismo, por su mucha prudencia y por lo que sabe que importa lo destado y la fidelidad que los súbditos deven tener á su señor natural, havrá tocado con la mano que ni se podia ni devia escusar lo que se ha hecho , todavía quiero que entienda que ha sido sobre muy gran fundamento, y con causas no solamente justas y legitimas, mas aun tan forzosas, urgentes y necessarias, como se las mandaré declarar á su tiempo, que entretanto se satisfaga y sea cierto que mi intencion no es otra sino de proceder en estos negocios, no solo por via de razon y de justicia, segun la qualidad de cada uno, mas aun de usar de clemencia, blandura y remision, en lo que se pudiere y lo sufiere el estado y qualidad de los casos y delictos, de los quales holgaria yo mucho que los presos se hallasen tan limpios que saliesen libres de lo que se les oppone, por ser tan ageno de mi natura y condicion, como se sabe, cualquier género de rigor donde ha lugar la clemencia. Diréis lo así al Emperador, mi hermano, añadiendo á esto todo lo demas que el duque os escribió en su carta de xiv de septiembre, que es lo que conviene y lo mismo que yo os pudiera escribir y ordenar, y como tal lo haveis de tomar y seguir aquel camino en todas las pláticas que sobresta materiauviéredes, dando juntamente al Emperador las cartas que yrán aquí para él, que son en respuesta de las que él me escribió en aleman, y os las remitirá el secretario Pfintzing

con copias de todas, para que vos, conforme al tenor dellas, os governeis y procedais en este particular.

Madama me hizo tan grande instancia en diversas veces y ultimamente por medio de un su secretario que me embió á posta, sobre que le diese licencia para se volver á sus tierras, poniéndome delante sus indisposiciones y otras cosas y causas tan razonables é importantes que, aunque se la havia alargado y denegado muchos dias, rogándola que á lo menos hasta que yo fuese á aquellos estados no dexase el gobierno dellos, por la gran satisfacion que tenia del amor, cuidado, trabajo y diligencia con que llevaba aquel peso, y lo mucho que valia su auctoridad para sostenerlos en paz y justicia, en fin no bastando mis persuaciones, por la urgente necesidad que me hizo tocar con la mano que tenia de yr á su casa, se lo huve de permitir muy contra mi voluntad por complazerla y darle contentamiento en cosa que tanto deseava y le convenia; y porque lo de aquellos estados quedase con el recaudo que convenia, hallándose en ellos el duque d'Alva con el cargo de mi capitan general y concurriendo en su persona la qualidad, parte y méritos que sabeis para poder tener lo uno y lo otro, acordé de le encomendar tambien el gobierno de los dichos payses hasta tanto que yo vaya á ellos, que, con el ayuda de Dios, será á la primavera. Diréis lo con lo demas al Emperador y á la Emperatrix, mis hermanos, porque lo entiendan de fundamento, y vean la cuenta que tenemos de les comunicar nuestras cosas, como es razon y lo requiere nuestra buena hermandad.

De Madrid, á xii de deziembre M. D. LXVII.

TRADUCTION.

Les lettres que vous avez reçues à différents intervalles, tant de nous-même que de la duchesse de Parme, ma sœur, et en dernier lieu du duc d'Albe, vous ont mis si complètement

au courant du progrès réalisé dans mes affaires des Pays-Bas, qu'il serait superflu de revenir sur ce sujet dans la présente dépêche. Je me bornerai donc à vous parler aujourd'hui des derniers événements survenus là-bas et ici, c'est-à-dire l'emprisonnement des comtes d'Egmont et de Hornes, et de Montigny, son frère. La lettre que vous avez écrite au duc le 29 septembre, et dont il nous a envoyé copie, nous a fait connaître tout ce qui s'était passé à ce sujet entre l'Empereur, mon frère, et vous, la manière dont il avait pris cette affaire, la peine que lui avait causée l'emprisonnement de ces personnages, vos représentations et vos démarches pour détruire les impressions défavorables qu'il avait reçues à ce sujet, en quoi vous avez agi d'une manière parfaitement conforme à nos intentions et à la vérité elle-même (1). Pour achever votre ouvrage et convaincre S. M. I. que nous agissons en toute circonspection et avec une équité excessive, vous lui direz de nouveau de ma part : que, bien que les soulèvements et les troubles de cette province, le but et la fin que se proposaient les fauteurs et promoteurs de ces désordres fussent de telle nature que lui-même, avec sa grande prudence et appréciant comme il le fait l'importance des affaires d'État et celle non moins grande du maintien de la fidélité des sujets à l'égard de leur seigneur naturel, aura touché avec la main qu'on ne pouvait ni ne devait se dispenser de faire ce que l'on a fait, je désire toutefois, malgré cela, lui prouver encore jusqu'à l'évidence que l'on a agi avec toute la circonspection possible et par des motifs non-seulement justes et légitimes, mais encore si impérieux, urgents et sans réplique, ainsi que je le lui ferai démontrer en temps et lieu, qu'il peut se rassurer dès maintenant; qu'il soit certain que mon intention n'est autre que de procéder dans toutes ces affaires, non-

(1) La commission de Besançon rappelle que Philippe II renouvelait ses remerciements à Chantonay par une lettre du 18 décembre : *Ambassades de Chantonay*, t. IV, fol. 166.

seulement par voie de raison et de justice, suivant la qualité de chacun des personnages inculpés, mais encore d'user de modération, de douceur et de clémence autant qu'il sera possible et que le permettra la nature de leurs délits. Quant à ces derniers, je voudrais que les personnages détenus se trouvassent tellement purs de tout reproche qu'ils sortissent complètement justifiés du procès, car personne plus que moi ne répugne par caractère et par principes (comme chacun le sait) à l'usage des moyens de rigueur, lorsque la clémence peut sans inconvénient réclamer ses droits. Vous parlerez dans ce sens à l'Empereur, mon frère, ajoutant à cela tout ce que le duc vous a écrit dans sa lettre du 14 septembre et qui est précisément ce qui convient, ce que moi-même j'aurais pu vous écrire et vous ordonner en personne; vous considérerez donc absolument sur le même pied les instructions du duc, les suivant comme règle de conduite dans toutes les discussions que vous aurez à ce sujet.

Cédant aux instances pressantes et réitérées de la duchesse de Parme, Philippe lui a donné enfin, quoique bien à regret, l'autorisation de se retirer en Italie, nommant provisoirement le duc d'Albe pour la remplacer dans le gouvernement des Pays-Bas.

XI.

Philippe II au même.

(*Ibidem.* — Ambassades de Chantonay, tome IV, fol. 157.)

Madrid, le 18 décembre 1567.

... En lo que decís de lo que el Emperador havia sentido la dilacion de mi partida á Flándes y de las otras particularidades que, á este propósito, passastes con él, no hay que responder cosa particular, pues ya havréis visto lo que se os escribió á xvi de septiembre, y las causas y razones tan convenientes que á

ello me moviéron, y por aquello se habrá satisfecho el Emperador, mi hermano, que ha sido lo que conviene para el bien de los negocios, y en lo demas que decís del cuidado que le dava temer no resultasen algunos inconvenientes desta dilacion, yo espero en Nuestro Señor que no havrá, pues en ello se trata de su servicio y del bien de la religion, y que él que lo ha reducido á estos términos, con su ayuda y con las fuerzas que en aquellos mis estados se han metido, se ha de componer y allanar todo como se desea. Pero vos nos avisaréis de todo lo demas que sobre esto se offresciere y entendiéredes, teniendo siempre la buena intelligencia que veis que conviene para advertir nos acá y al duque de Alba de todo ello, para que con esta buena correspondencia y intelligencia se acierte y encamine mi servicio y el bien de mis cosas.

Por lo que me escrivistes los dias ~~pasados~~ y por lo que agora mas particularmente me avisais por la de xx de octúbre, he visto lo que haviades passado con el Emperador, mi hermano, sobre los papeles que se havian hallado en Gota en poder de Grombac y de los demas que allá estavan, y los designos que por ellos se havian descubierto que tenian él y sus complices, y la correspondencia que trayan en los Payses Baxos, y ha sido muy bien advertirnos dello y muy conveniente y acertado todo lo que tratástes sobre esta materia con el Emperador, y particularmente en lo que se vinó á tratar del duque de Saxonia á este propósito; y no me puede parescer sino muy necessario y de mucha importancia que de todos estos papeles se sacase luz y claridad que se pudiesse de las cosas tocantes á mis estados de Flándes y dependientes dellos, y continúe la instancia que ha commenzado á hazer al de Saxonia para que acabe de descubrir y revelar todos los papeles de los que él huviere noticia, y de sacar vos del Emperador toto lo que pudiéredes tocante á estoi y quando entendiesedes en particular que seria de tanta importancia y momento lo que se pudiese descubrir por los papeles, se escribirá al mismo Empe-

rador sobre ello y se hará en esto, por vuestro medio, el officio en mi nombre que conviene, advertiéndome vos dello ; y si os paresciere convenir, como acá paresce, haviendo de ser tan importantes estos papeles, hablar desde luego al Emperador sobre ello de mi parte, lo podréis hazer, avisándonos de lo que mas convenga sobre ello ; y de todo lo que supiéredes avisaréys al duque de Alba y le embiaréys copias de todos los papeles que de stos huviéredes y me embiarédes...

Haviéndome determinado de nombrar à don Juan de Austria, mi hermano, por mi capitán general de la mar, por comenzarle á emplear en cosas de su inclinacion y deseo, ya que se hace hombre, he querido avisaros dello para que lo digais al Emperador y Emperatrix, mis hermanos, por la razon que hay para que yo les mande avisar de todas mis cosas...

ANALYSE.

... Le Roi n'a pas à répondre à ce que lui a écrit Chantonay du regret qu'a manifesté l'Empereur du retard mis par le Roi à son expédition des Flandres, puisque, par sa lettre du 16 septembre, il a donné par rapport à ce retard des explications qui auront satisfait l'Empereur. Quant aux inconvénients que redoute celui-ci, le Roi espère qu'ils ne se produiront pas, avec l'aide de Dieu, puisqu'il s'agit de son service et du bien de la religion, et que celui qui a réduit les affaires aux termes présents, avec son aide et les forces qui occupent le pays, doit tout calmer et arranger comme il faut. L'ambassadeur aura soin d'avertir le Roi et le duc d'Albe de tout ce qui se présentera par rapport à ce point, pour qu'on puisse agir comme il conviendra au bien du service et des affaires du Roi.

Le Roi a vu aussi ce que Chantonay a traité avec l'Empereur relativement aux papiers qui ont été trouvés à Gotha en possession de Grumbach et de ses complices, aux desseins formés par ces personnages, que les papiers en question ont révélés, et à la correspondance qu'ils entretenaient dans les Pays-Bas. Chantonay a fort bien fait d'en avertir le Roi, et ce qu'il a traité sur ce point avec l'Empereur a été très-convenable et très-à propos, et spécialement quant à ce qu'on a touché du duc de Saxe à cette occasion. Le Roi considère comme fort important qu'on tire de ces

papiers toutes les lumières possibles touchant les affaires des Flandres et ce qui en dépend, qu'on continue l'instance commencée vis-à-vis du duc de Saxe pour qu'il achève de rechercher et de faire connaître tous les papiers de ceux qu'il connaîtrait, et que l'ambassadeur tire de l'Empereur tout ce qu'il pourra sur cet objet. S'il entend que quelque chose d'important soit susceptible d'être découvert par ces papiers, il en écrira à l'Empereur lui-même, et l'on fera par son intermédiaire, au nom du Roi, tous les devoirs nécessaires. Si l'ambassadeur trouve à propos, — comme on le trouve à Madrid — ces papiers devant être si importants, d'en parler dès maintenant à l'Empereur, au nom du Roi, il le peut : qu'il avise d'ailleurs de tout le Roi et le duc d'Albe, et qu'il envoie à l'un et à l'autre la copie de tous ces papiers qu'il pourra obtenir.

Le Roi s'est décidé à nommer don Juan d'Autriche capitaine général de la mer, pour commencer à l'employer, maintenant qu'il devient homme, en choses de son inclination et de son désir.

TABLE

DES MATIÈRES DU TOME SIXIEME.

Séance du 4 novembre 1878.

	<i>Pages.</i>
HOMMAGE A LA MÉMOIRE DE M. BARTHÉLEMY DU MORTIER	1
NOMINATION ET INSTALLATION DE NOUVEAUX MEMBRES. — Arrêté royal nommant M. Charles Piot membre effectif de la Commission . . .	2
Arrêté ministériel nommant M. Gilliodts-Van Severen membre sup- pléant	3
Arrêté royal nommant M. Léopold Devillers membre effectif . . .	4
CORRESPONDANCE. — Dépêches de M. le Ministre de l'Intérieur : Autorisation d'échanger les publications de la Commission contre celles de l'École française de Rome; Demande faite pour la Biblio- thèque de Londres; Envoi au ministère des finances de la Collec- tion des Chroniques; Manuscrit demandé en prêt à la Bibliothèque d'Aix; Manuscrit prêté par la Bibliothèque nationale, à Paris; Demande particulière de quelques volumes des Chroniques. . . .	ib.
PUBLICATIONS DE LA COMMISSION. — État de l'impression des ouvrages en cours de publication	6
Dépôt, par M. Edm. Pouillet, de la copie du 2 ^e volume de la corres- pondance de Granvelle	7
Présentation, par M. Devillers, d'une liste supplémentaire de pièces pour le Cartulaire des comtes de Hainaut.	ib.
Résolution de proposer à M. le Ministre de l'Intérieur l'impression de ce Cartulaire	ib.
COMMUNICATIONS. — I. Notes sur différentes publications faites à l'étranger concernant l'histoire de Belgique. (Par M. CHARLES PIOT.)	9-24

II. La politique de l'Autriche au pays de Liège en 1791. (Par LE MÊME.)	25-84
III. Mémoire dressé en 1392 par le clergé du diocèse de Ruremonde sur la situation des Pays-Bas et les moyens d'y porter remède. (Communiqué par M. EDMOND POULLET.)	85-116
IV. Hugues de Lannoy, 1384-1436. (Par M. CHARLES POTVIN.)	117-138
V. Une page de l'histoire des franchises communales sous Philippe le Bon. (Par M. ARTHUR DUVERGER.)	139-146

Séance du 6 janvier 1879.

OUVRAGES OFFERTS A LA COMMISSION. — Le département de l'Intérieur, M. le gouverneur de la province de Namur, l'administration communale de Bruges, l'Institut Smitshonnien à Washington, l'Université de Leipzig, l'Institut archéologique du Luxembourg, la Société d'agriculture, sciences et arts de Valenciennes, la Société scientifique et littéraire du Limbourg, le Cercle archéologique de Mons, M. Léopold Ováry, M. Reusens, la direction de l'Athenæum belge	148
CORRESPONDANCE. — Dépêches de M. le Ministre de l'intérieur : Bibliothèque de Londres; Publication d'un Cartulaire des comtes de Hainaut par M. Léopold Devillers	149
Envoi, par la questure du Sénat, de cartes permanentes d'entrée à la tribune réservée de cette Chambre	150
Communication, par M. le secrétaire perpétuel de l'Académie, de deux dépêches ministérielles : Demande de la Correspondance de Granvelle pour le Musée Plantin à Anvers, et, pour le département des Affaires étrangères, des publications qui manquent à sa bibliothèque	<i>ib.</i>
Remerciments de dom Gérard van Caloen	151
RAPPORT ANNUEL A M. LE MINISTRE DE L'INTÉRIEUR.	<i>ib.</i>
PROGRAMME DES TRAVAUX POUR 1879. — MM. Kervyn de Lettenhove, Piot, Alphonse Wauters, Gachard, Stanislas Bormans, Edmond Pouillet, le P. Hippolyte Goffinet, M. Léopold Devillers.	166
BUDGET POUR 1879	<i>ib.</i>
COMMUNICATIONS. — I. Sur quelques publications historiques faites en Allemagne. (Par M. CH. PIOT.)	169-174

II. Correspondance du comte Charles de Cobenzl au sujet de la guerre de sept ans. (Par LE MÊME.)	175-186
III. L'inféodation de la seigneurie de Jever au duché de Brabant et au comté de Hollande. — La seigneurie de Knipphausen également inféodée à ce duché. (Par M. L. GALESLOOT.)	187-210
Rapport de M. Alphonse Wauters sur la notice de M. Galesloot	167

Séance du 7 avril 1879.

CORRESPONDANCE. — Dépêches de M. le Ministre de l'intérieur : Rapport de la Commission pour 1878; État de situation du fonds des Chroniques, Cartulaires, etc.; Budget de la Commission pour 1879; Demande du Ministère de l'instruction publique de France de cinquante nouveaux exemplaires de la Correspondance de Granvelle	212
Lettre de M. le Secrétaire perpétuel de l'Académie accusant la réception d'ouvrages destinés à la bibliothèque du Ministère des affaires étrangères et à celle de la Compagnie	213
Remerciements de M. Max Rooses pour le 1 ^{er} volume de la Correspondance de Granvelle	<i>ibid.</i>
Lettre de M. de Chantepie, bibliothécaire à l'École normale supérieure à Paris, sur la réception des ouvrages envoyés à cet établissement	<i>ibid.</i>
Lettre de M. Geffroy, docteur de l'École française de Rome, touchant les publications de cette École	<i>ibid.</i>
PUBLICATIONS DE LA COMMISSION. — Dépôt sur le bureau et distribution du tome I ^{er} des Grandes Chroniques de Flandre (éditeur, M. le baron Kervyn de Lettenhove).	214
État d'avancement des volumes en cours de publication	<i>ibid.</i>
COMMUNICATIONS. — I Le chapitre des Ambassades dans les comptes des receveurs généraux des finances de 1507 à 1524. (Par M. GA-CHARD.)	217-268
II. Sur diverses publications faites à l'étranger qui concernent l'histoire de Belgique. (Par M. CHARLES PIOT.)	269-278
III. Mémoire sur les aides et subsides de la province de Malines, par M. Sanchez de Aguilar. (Par LE MÊME.)	279-332
IV. Les séjours des ducs de Bourgogne en Hainaut, 1427-1482. (Par M. LÉOPOLD DEVILLERS.)	323-468
V. Onze documents de l'année 1367. (Par M. EDMOND POULLET.)	469-500

FIN DE LA TABLE.

UNIV. OF MICHIGAN,

JAN 25 1912



